

|   |  |
|---|--|
|   | <p>10. Paresthésie (engourdissement ou picotement).</p> <p>11. Déréalisation (sentiment d'irréalité) ou dépersonnalisation (impression d'être détaché de soi).</p> <p>12. Peur de perdre le contrôle ou de « devenir fou ».</p> <p>13. Peur de mourir.</p> <p><b>Remarque :</b> Des symptômes particuliers à la culture (acouphènes, douleur au cou, maux de tête, cris ou pleurs incontrôlables) peuvent être présents. Ceux-ci ne doivent pas compter comme l'un des quatre symptômes nécessaires au diagnostic.</p> <p>B. Au moins une attaque a été suivie de l'un ou l'autre des éléments suivants pendant au moins un mois :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Préoccupation ou inquiétude persistante quant à l'éventualité d'autres attaques de panique et de leurs conséquences (p. ex., craindre de perdre le contrôle, d'avoir une crise cardiaque ou de « devenir fou »).</li> <li>2. Changement de comportement significatif et inadapté lié aux attaques (p. ex., adopter des comportements visant à éviter d'autres attaques, comme faire de l'exercice ou se mettre dans une situation inhabituelle).</li> </ol> <p>C. La perturbation n'est pas imputable aux effets physiologiques d'une substance (p. ex., une drogue utilisée par les toxicomanes ou un médicament) ou d'une autre condition médicale (p. ex., l'hyperthyroïdie ou des troubles cardio-pulmonaires).</p> <p>D. La perturbation ne s'explique pas mieux par un autre trouble mental (p. ex., en ce que les attaques de panique ne se produisent pas seulement en réponse à des situations sociales redoutées, comme en cas de trouble d'anxiété sociale; en réponse à des objets ou des situations phobiques précis, comme en cas de phobie spécifique; en réponse à des obsessions, comme en cas de trouble obsessionnel compulsif; en réponse à des rappels d'événements traumatiques, comme en cas de syndrome de stress post-traumatique; ou en réponse à la séparation d'une figure d'attachement, comme en cas de trouble d'anxiété de séparation).</p> |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Trouble d'utilisation de l'alcool</li> </ul> | <p>A. Mode problématique d'utilisation de l'alcool conduisant à une altération du fonctionnement ou une souffrance cliniquement significatives, comme en témoigne la survenance, dans une même période de 12 mois, d'au moins deux des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'alcool est souvent pris en quantité plus importante ou pendant une période plus longue que prévu.</li> <li>2. Désir persistant ou efforts infructueux de réduire ou de contrôler l'utilisation de l'alcool.</li> <li>3. Beaucoup de temps est consacré aux activités nécessaires à l'obtention et à l'utilisation d'alcool, ou encore à la récupération rendue nécessaire par ses effets.</li> <li>4. Envie, fort désir ou besoin de consommer de l'alcool.</li> <li>5. L'utilisation récurrente de l'alcool entraîne le manquement à d'importantes obligations au travail, à l'école ou à la maison.</li> </ol>  |

|   |   |
|---|---|
|   | <ol style="list-style-type: none"> <li>6. Utilisation persistante de l'alcool malgré le fait que ses effets causent ou exacerbent des problèmes sociaux ou interpersonnels persistants ou récurrents.</li> <li>7. La participation à des activités sociales, professionnelles ou récréatives importantes est abandonnée ou réduite en raison de l'utilisation d'alcool.</li> <li>8. Utilisation récurrente d'alcool dans des situations où il pose un danger physique.</li> <li>9. Utilisation persistante d'alcool bien que la personne soit consciente d'avoir un problème physique ou psychologique persistant ou récurrent qui est susceptible d'avoir été causé ou exacerbé par l'alcool.</li> <li>10. Tolérance, comme définie par l'un des éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Un besoin de quantités de plus en plus grandes d'alcool pour s'intoxiquer ou atteindre l'effet désiré.</li> <li>b. Un effet notablement réduit avec l'utilisation récurrente de la même quantité d'alcool.</li> </ol> </li> <li>11. Sevrage, comme manifesté par l'un des éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Le syndrome de sevrage de l'alcool caractéristique (consulter le DSM-V pour en savoir plus).</li> <li>b. L'alcool (ou une substance qui s'en rapproche fortement, comme une benzodiazépine) est pris pour soulager ou éviter les symptômes de sevrage.</li> </ol> </li> </ol>   |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Trouble d'utilisation du cannabis</li> </ul> | <p>A. Mode problématique d'utilisation du cannabis conduisant à une altération du fonctionnement ou une souffrance cliniquement significatives, comme en témoigne la survenance, dans une même période de 12 mois, d'au moins deux des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le cannabis est souvent pris en quantité plus importante ou pendant une période plus longue que prévu.</li> <li>2. Désir persistant ou efforts infructueux de réduire ou de contrôler l'utilisation du cannabis.</li> <li>3. Beaucoup de temps est consacré aux activités nécessaires à l'obtention et à l'utilisation de cannabis, ou encore à la récupération rendue nécessaire par ses effets.</li> <li>4. Envie, fort désir ou besoin de consommer du cannabis.</li> <li>5. L'utilisation récurrente de cannabis entraîne le manquement à d'importantes obligations au travail, à l'école ou à la maison.</li> <li>6. Utilisation persistante de cannabis malgré le fait que ses effets causent ou exacerbent des problèmes sociaux ou interpersonnels persistants ou récurrents.</li> <li>7. La participation à des activités sociales, professionnelles ou récréatives importantes est abandonnée ou réduite en raison de l'utilisation de cannabis.</li> <li>8. Utilisation récurrente de cannabis dans des situations où il pose un danger physique.</li> <li>9. Utilisation persistante de cannabis bien que la personne soit consciente d'avoir un problème physique ou psychologique persistant ou récurrent qui est susceptible d'avoir été causé ou exacerbé par le cannabis.</li> <li>10. Tolérance, comme définie par l'un des éléments suivants :</li> </ol> |



|   |   |
|---|---|
|   | <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Un besoin de quantités de plus en plus grandes de cannabis pour s'intoxiquer ou atteindre l'effet désiré.</li> <li>b. Un effet notablement réduit avec l'utilisation continue de la même quantité de cannabis.</li> </ul> <p>11. Sevrage, comme manifesté par l'un des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Le syndrome de sevrage caractéristique du cannabis (consulter le DSM-V pour en savoir plus à ce propos).</li> <li>b. Le cannabis (ou une substance apparentée) est pris pour soulager ou éviter les symptômes de sevrage.</li> </ul>   |
| • Trouble d'utilisation du tabac                                      | <p>A. Mode problématique d'utilisation du tabac conduisant à une altération du fonctionnement ou une souffrance cliniquement significatives, comme en témoigne la survenance, dans une même période de 12 mois, d'au moins deux des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le tabac est souvent pris en quantité plus importante ou pendant une période plus longue que prévu.</li> <li>2. Désir persistant ou efforts infructueux de réduire ou de contrôler l'utilisation du tabac.</li> <li>3. Beaucoup de temps est consacré aux activités nécessaires à l'obtention et à l'utilisation de tabac.</li> <li>4. Envie, fort désir ou besoin de consommer du tabac.</li> <li>5. L'utilisation récurrente du tabac entraîne le manquement à d'importantes obligations au travail, à l'école ou à la maison.</li> <li>6. Utilisation persistante du tabac malgré le fait que ses effets causent ou exacerbent des problèmes sociaux ou interpersonnels persistants ou récurrents (p. ex., des conflits avec autrui sur l'utilisation du tabac).</li> <li>7. La participation à des activités sociales, professionnelles ou récréatives importantes est abandonnée ou réduite en raison de l'utilisation de tabac.</li> <li>8. Utilisation récurrente du tabac dans des situations où il pose un danger physique (p. ex., fumer au lit).</li> <li>9. Utilisation persistante du tabac bien que la personne soit consciente d'avoir un problème physique ou psychologique persistant ou récurrent qui est susceptible d'avoir été causé ou exacerbé par le tabac.</li> <li>10. Tolérance, comme définie par l'un des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Un besoin de quantités de plus en plus grandes de tabac pour atteindre l'effet désiré.</li> <li>b. Un effet notablement réduit avec l'utilisation continue de la même quantité de tabac.</li> </ul> </li> <li>11. Sevrage, comme manifesté par l'un des éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Le syndrome de sevrage caractéristique du tabac (voir les critères A et B établis pour le sevrage du tabac).</li> <li>b. Le tabac (ou une substance qui s'en rapproche fortement, comme la nicotine) est pris pour soulager ou éviter les symptômes de sevrage.</li> </ul> </li> </ol> |
| • Trouble d'utilisation de sédatifs, d'hypnotiques et d'anxiolytiques | <p>A. Mode problématique d'utilisation d'un sédatif, d'un hypnotique ou d'un anxiolytique conduisant à une altération du fonctionnement ou une souffrance cliniquement significatives, comme en</p>   |

|  |  |
|--|--|
|  | <p>témoigne la survenance, dans une même période de 12 mois, d'au moins deux des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Le sédatif, l'hypnotique ou l'anxiolytique est souvent pris en quantité plus importante ou pendant une période plus longue que prévu.</li> <li>2. Désir persistant ou efforts infructueux de réduire ou de contrôler l'utilisation du sédatif, de l'hypnotique ou de l'anxiolytique.</li> <li>3. Beaucoup de temps est consacré aux activités nécessaires à l'obtention et à l'utilisation du sédatif, de l'hypnotique ou de l'anxiolytique, ou encore à la récupération rendue nécessaire par ses effets.</li> <li>4. Envie, fort désir ou besoin d'utiliser le sédatif, l'hypnotique ou l'anxiolytique.</li> <li>5. L'utilisation récurrente du sédatif, de l'hypnotique ou de l'anxiolytique entraîne le manquement à d'importantes obligations au travail, à l'école ou à la maison (p. ex., absences répétées ou mauvais rendement au travail; absences, suspensions ou expulsions de l'école; ou négligence à l'égard d'un enfant ou du ménage).</li> <li>6. Utilisation persistante du sédatif, de l'hypnotique ou de l'anxiolytique malgré le fait que ses effets causent ou exacerbent des problèmes sociaux ou interpersonnels persistants ou récurrents (p. ex., disputes conjugales à propos des conséquences de l'intoxication; altercations physiques).</li> <li>7. La participation à des activités sociales, professionnelles ou récréatives importantes est abandonnée ou réduite en raison de l'utilisation du sédatif, de l'hypnotique ou de l'anxiolytique.</li> <li>8. Utilisation récurrente du sédatif, de l'hypnotique ou de l'anxiolytique dans des situations où il pose un danger physique (p. ex., conduite automobile ou contrôle de machinerie).</li> <li>9. Utilisation persistante du sédatif, de l'hypnotique ou de l'anxiolytique bien que la personne soit consciente d'avoir un problème physique ou psychologique persistant ou récurrent qui est susceptible d'avoir été causé ou exacerbé par cette substance.</li> <li>10. Tolérance, comme définie par l'un des éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Besoin de quantités de plus en plus grandes du sédatif, de l'hypnotique ou de l'anxiolytique pour s'intoxiquer ou obtenir l'effet souhaité.</li> <li>b. Effet notablement réduit avec l'utilisation continue de la même quantité de sédatif, d'hypnotique ou d'anxiolytique.</li> </ol> </li> </ol> <p><b>Remarque :</b> Ce critère n'est pas considéré comme satisfait pour les personnes qui utilisent un sédatif, un hypnotique ou un anxiolytique sous supervision médicale.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>11. Sevrage, comme manifesté par l'un des éléments suivants : <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Le syndrome de sevrage caractéristique d'un sédatif, d'un hypnotique ou d'un anxiolytique (voir les critères A et B</li> </ol> </li> </ol> |
|--|--|



|  |  |
|--|--|
|  | <p>établis pour le sevrage d'un sédatif, d'un hypnotique ou d'un anxiolytique).</p> <p>b. Le sédatif, l'hypnotique ou l'anxiolytique (ou une substance qui s'en rapproche fortement, comme l'alcool) sont pris pour soulager ou éviter les symptômes de sevrage.</p>   |
| <p>• État de stress post-traumatique</p> | <p><b>Remarque :</b> Les critères suivants s'appliquent aux adultes, aux adolescents et aux enfants âgés de plus de six ans. Pour les enfants de six ans et moins, voir les critères correspondants ci-dessous.</p> <p>A. Exposition à la mort, à des blessures graves ou à de la violence sexuelle, ou encore à leur potentialité, d'au moins une des façons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Vivre directement le ou les événements traumatiques.</li> <li>2. Être témoin en personne du ou des événements alors qu'ils sont vécus par d'autres.</li> <li>3. Apprendre que le ou les événements traumatiques ont été vécus par un membre de la famille proche ou un ami proche. En cas du décès ou de la mise en danger mortel d'un membre de la famille ou d'un ami, le ou les événements doivent avoir été violents ou accidentels.</li> <li>4. Vivre une exposition répétée ou extrême aux détails pénibles du ou des événements traumatiques (p. ex., des premiers intervenants qui recueillent des restes humains, ou des policiers qui sont exposés à répétition aux détails de la maltraitance d'enfants).</li> </ol> <p><b>Remarque :</b> Le critère A4 ne s'applique pas à l'exposition par l'intermédiaire de médias électroniques, de la télévision, de films ou de photos, à moins qu'elle ne soit liée au travail.</p> <p>B. Présence d'au moins un des symptômes intrusifs suivants associés à ou aux événements traumatiques, pourvu qu'ils soient apparus après la survenance de ce dernier :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Souvenirs pénibles récurrents, involontaires, et envahissants du ou des événements traumatiques.</li> </ol> <p><b>Remarque :</b> Chez l'enfant âgé de plus de six ans, il peut s'agir d'un jeu répétitif dans lequel des thèmes ou des aspects du ou des événements traumatiques sont exprimés.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>2. Rêves répétitifs pénibles dont le contenu ou l'affect sont liés à ou aux événements traumatiques.</li> </ol> <p><b>Remarque :</b> Chez l'enfant, il peut s'agir de rêves effrayants sans contenu reconnaissable.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>3. Réactions dissociatives (p. ex., flashbacks) dans lesquelles la personne se sent ou agit comme si le ou les événements traumatiques se reproduisaient. (De telles réactions peuvent survenir sur un continuum, l'expression la plus sérieuse étant une perte totale de conscience de l'environnement actuel.)</li> </ol> <p><b>Remarque :</b> Chez l'enfant, des reconstitutions du traumatisme peuvent se produire dans le jeu.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>4. Détresse psychologique intense ou prolongée à l'exposition à des indices internes ou externes évoquant un aspect du ou des événements traumatiques ou y ressemblant.</li> </ol> |

|  |   |
|--|---|
|  | <p>5. Réactions physiologiques marquées à des indices internes ou externes évoquant un aspect du ou des événements traumatiques ou y ressemblant.</p> <p>C. Évitement persistant des stimuli associés à ou aux événements traumatiques, pourvu qu'il soit apparu après la survenance de ces derniers, comme en témoigne au moins une des manifestations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Évitement ou tentatives d'évitement de souvenirs, de pensées ou de sentiments pénibles concernant le ou les événements traumatiques ou y étant étroitement associés.</li> <li>2. Évitement ou tentatives d'évitement de rappels externes (personnes, lieux, conversations, activités, objets, situations) qui éveillent des souvenirs, des pensées ou des sentiments pénibles concernant le ou les événements traumatiques ou y étant étroitement associés.</li> </ol> <p>D. Altérations négatives de cognitions et d'humeurs associées à ou aux événements traumatiques, pourvu qu'elles soient apparues ou se soient aggravées après la survenance de ce dernier, comme en témoignent au moins deux des manifestations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Incapacité de se rappeler un aspect important du ou des événements traumatiques (typiquement en raison d'une amnésie dissociative, et non d'autres facteurs comme une blessure à la tête ou la consommation d'alcool ou de drogues).</li> <li>2. Croyances ou attentes négatives persistantes et exagérées à propos de soi-même, des autres ou du monde (p. ex., « Je suis mauvais », « On ne peut faire confiance à personne », « Le monde est complètement dangereux », « Mon système nerveux entier est définitivement ruiné »).</li> <li>3. Cognitions persistantes et déformées concernant la cause ou les conséquences du ou des événements traumatiques qui amènent la personne à se blâmer ou à blâmer autrui.</li> <li>4. État émotionnel négatif persistant (p. ex., peur, horreur, colère, culpabilité ou honte).</li> <li>5. Diminution marquée de l'intérêt envers des activités significatives ou de la participation à celles-ci.</li> <li>6. Sentiment de détachement ou d'éloignement des autres.</li> <li>7. Incapacité persistante de ressentir des émotions positives (p. ex., bonheur, satisfaction ou sentiments affectueux).</li> </ol> <p>E. Altérations marquées de l'éveil et de la réactivité associées à ou aux événements traumatiques, pourvu qu'elles soient apparues ou se soient aggravées après la survenance de ce dernier, comme en témoignent au moins deux des manifestations suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Comportement irritable et crises de colère (avec peu ou pas de provocation), généralement sous forme d'agression verbale ou physique envers des personnes ou des objets.</li> <li>2. Comportement imprudent ou autodestructeur.</li> <li>3. Hypervigilance.</li> <li>4. Réaction de sursaut exagérée.</li> </ol> |
|--|---|



|                           |   |
|---------------------------|---|
|                           | <p>5. Problèmes de concentration.</p> <p>6. Troubles du sommeil (p. ex., difficultés à s'endormir ou à rester endormi, ou sommeil agité).</p> <p>F. La perturbation (critères B, C, D, et E) dure plus d'un mois.</p> <p>G. La perturbation entraîne une souffrance cliniquement significative ou une altération du fonctionnement social, professionnel ou dans d'autres domaines importants.</p> <p>H. La perturbation n'est pas imputable aux effets physiologiques d'une substance (p. ex., médicaments, alcool) ou d'une autre condition médicale.</p>   |
| • Phobie spécifique       | <p>A. Peur marquée d'un objet ou une situation en particulier (p. ex., le fait de voler, les hauteurs, les animaux, les aiguilles, le sang).</p> <p><b>Remarque :</b> Chez l'enfant, l'anxiété peut s'exprimer par des pleurs, des crises de colère, ou le fait de demeurer figé ou de s'accrocher.</p> <p>B. L'exposition à l'objet ou à la situation phobogène provoque presque toujours une réaction anxieuse immédiate.</p> <p>C. Les situations phobogènes sont évitées ou endurées avec une peur ou une anxiété intense.</p> <p>D. La peur ou l'anxiété est disproportionnée par rapport à la menace réelle posée par la situation sociale et au contexte socioculturel.</p> <p>E. La peur, l'anxiété ou l'évitement sont persistants, généralement pendant six mois ou plus.</p> <p>F. La peur, l'anxiété ou l'évitement causent une souffrance cliniquement significative ou une altération du fonctionnement social, professionnel ou dans d'autres domaines importants.</p> <p>G. La peur, l'anxiété ou l'évitement ne s'explique pas mieux par les symptômes d'un autre trouble mental, par exemple la peur, l'anxiété et l'évitement liés à certaines situations accompagnées de symptômes semblables à la panique ou autrement incapacitants (comme en cas d'agoraphobie); les objets et situations liés à une obsession (comme en cas de trouble obsessionnel compulsif); le rappel d'événements traumatisants (comme en cas d'état de stress post-traumatique); la séparation du foyer ou de figures d'attachement (comme en cas de trouble d'anxiété de séparation) ou les situations sociales (comme en cas de trouble d'anxiété sociale).</p> |
| • Trouble de l'adaptation | <p>A. Développement de symptômes émotionnels et comportementaux en réaction à un ou plusieurs facteurs de stress identifiables, au cours des trois mois qui suivent leur survenance.</p> <p>B. Ces symptômes ou comportements sont cliniquement significatifs, comme en témoigne au moins un des éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. une souffrance marquée qui est hors de proportion par rapport à la gravité ou à l'intensité du facteur de stress, étant donné le contexte externe et les facteurs culturels pouvant influencer la sévérité et la présentation des symptômes.</li> <li>2. une altération significative du fonctionnement social, professionnel, ou dans d'autres domaines importants.</li> </ol> <p>C. La perturbation liée au stress ne répond pas aux critères d'un autre trouble mental et n'est pas simplement l'exacerbation d'un trouble mental préexistant.</p>  |

|                       |   |
|-----------------------|---|
|                       | <p>D. Les symptômes ne sont pas l'expression normale d'un deuil.</p> <p>E. Une fois que le facteur de stress (ou ses conséquences) a disparu, les symptômes ne persistent pas au-delà de six mois.</p>  |
| • Anxiété généralisée | <p>A. Anxiété et soucis excessifs (attente avec appréhension) survenant plus d'un jour sur deux pendant au moins six mois au sujet d'un certain nombre d'événements ou d'activités (tels le travail ou le rendement scolaire).</p> <p>B. La personne éprouve de la difficulté à contrôler cette préoccupation.</p> <p>C. L'anxiété et les soucis sont associés à au moins trois des six symptômes suivants (dont au moins certains ont été présents la plupart du temps au cours des six derniers mois) :</p> <p><b>Remarque :</b> Un seul item est requis chez l'enfant.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Agitation ou sensation d'être survolté ou à bout.</li> <li>2. Fatigabilité.</li> <li>3. Difficulté de concentration ou de mémoire.</li> <li>4. Irritabilité.</li> <li>5. Tension musculaire.</li> <li>6. Troubles du sommeil (difficultés à s'endormir ou à rester endormi, ou sommeil agité et non satisfaisant).</li> </ol> <p>D. L'anxiété, les soucis ou les symptômes physiques entraînent une souffrance cliniquement significative ou une altération du fonctionnement social, professionnel ou dans d'autres domaines importants.</p> <p>E. La perturbation n'est pas due aux effets physiologiques directs d'une substance (p. ex., une drogue utilisée par les toxicomanes ou un médicament) ou d'une autre condition médicale (p. ex., hyperthyroïdie).</p> <p>F. La perturbation ne s'explique pas mieux par un autre trouble mental (p. ex., l'anxiété ou la préoccupation ne concernent pas seulement les attaques de panique comme en cas de trouble panique; l'évaluation négative comme en cas d'anxiété sociale [phobie sociale]; la contamination ou d'autres obsessions comme en cas de trouble obsessionnel compulsif; la séparation de figures d'attachement comme en cas de trouble d'anxiété de séparation; le rappel d'événements traumatiques comme en cas de stress post-traumatique; la prise de poids comme en cas d'anorexie mentale; les plaintes de problèmes physiques comme en cas de trouble à symptomatologie somatique; les défauts physiques comme en cas de trouble de dysmorphie corporelle; les maladies graves comme en cas de crainte excessive d'avoir une maladie; ou la teneur de croyances délirantes comme en cas de schizophrénie ou de trouble délirant).</p> |



**ANNEXE I**  
**FORMULAIRE DE RÉCLAMATION**

*Voir ci-joint.*

[•URL du site Web du règlement]

## FORMULAIRE DE RÉCLAMATION DANS LE CADRE DE L'ACTION COLLECTIVE DE L'EAU POTABLE

**Mise en garde :**

**Remplir ce formulaire de réclamation peut être émotionnellement difficile ou traumatisant pour certaines personnes.**

Si vous éprouvez un trouble émotif ou que vous avez besoin d'aide pour remplir le présent formulaire de réclamation, **veuillez contacter la Ligne d'écoute d'espoir pour le mieux-être** en composant le numéro sans frais 1-855-242-3310 ou vous connectez au clavardage à l'adresse [www.espoirpourlemieuxetre.ca](http://www.espoirpourlemieuxetre.ca).

Si vous avez besoin d'aide pour remplir le formulaire de réclamation, veuillez communiquer avec l'administration au [•]. Ce service est sans frais.

Le présent formulaire de réclamation s'adresse aux **personnes** qui réclament une indemnité à titre personnel.

**Les gouvernements des Premières Nations** qui souhaitent obtenir une indemnité pour l'ensemble de la collectivité doivent donner un avis d'acceptation de l'entente et ne doivent pas remplir le présent formulaire. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le [• URL] ou contacter [•].



## **FORMULAIRE DE RÉCLAMATION DANS LE CADRE DE L'ACTION COLLECTIVE PORTANT SUR LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE**

Sont admissibles à une indemnité les personnes :

1. qui sont membres d'une Première Nation; et
2. qui pendant au moins un an entre le 20 novembre 1995 et le 30 juin 2021, résidaient habituellement sur des terres des Premières Nations visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable qui a duré au moins un an alors qu'un tel avis concernant la qualité de l'eau potable d'au moins un an était en vigueur.

De plus :

1. Vous pouvez réclamer une indemnité pour le compte d'un membre de votre famille admissible décédé après le 20 novembre 2017.
2. Vous pourriez être admissible même si votre Première Nation n'accepte pas l'entente.

**Si vous remplissez les critères précédemment mentionnés, veuillez remplir le présent formulaire de réclamation du mieux que vous pouvez.**

Si vous avez besoin d'aide pour remplir le formulaire de réclamation, veuillez communiquer avec l'administration au [●]. Ce service est sans frais.

**Vous devez soumettre votre formulaire de réclamation  
au plus tard le [● Date].**

## DIRECTIVES

1. Veuillez :
  - a. remplir toutes les parties du formulaire de réclamation qui s'appliquent à vous;
  - b. lire attentivement toutes les questions avant de répondre; et
  - c. écrire clairement et lisiblement.
2. Il est possible de soumettre d'autres documents et renseignements avec le présent formulaire de réclamation au soutien de votre demande. Si vous avez besoin d'aide pour soumettre d'autres documents ou renseignements, ou si vous souhaitez faire une déclaration orale, veuillez communiquer avec l'administrateur à [●].
3. Si vous souhaitez apporter des modifications à votre formulaire de réclamation après avoir envoyé celui-ci à l'administrateur, veuillez le faire dans les plus brefs délais. Constituent des modifications importantes le changement d'adresse et la correction d'un renseignement.
4. N'envoyez pas de documents originaux à l'administrateur. Des photocopies claires seront acceptées.
5. Si votre formulaire de réclamation est incomplet ou ne contient pas tous les renseignements requis, vous devrez fournir de plus amples détails. Le traitement de votre réclamation pourrait ainsi être retardée. Les renseignements que vous fournissez dans votre formulaire de réclamation constituent un élément très important dans la décision quant à votre admissibilité au paiement d'une somme d'argent et, s'il en est, au montant de cette somme d'argent.
6. Il est possible d'envoyer votre formulaire de réclamation :
  - a. en ligne, à l'adresse [● URL]; ou
  - b. par la poste, à l'adresse [●].



**Partie 1 : Renseignements sur l'identité****Tout le monde doit remplir cette partie.****Renseignements sur le demandeur d'indemnité**

|   |  |
|---|--|
| Prénom :  |  |
| Deuxième prénom :   |  |
| Nom :   |  |
| Autres noms :   |  |
| Date de naissance:  |  |
| Si le demandeur d'indemnité est décédé, la date du décès          |  |
| Numéro du Certificat de statut d'Indien ou numéro de bénéficiaire |  |
| Numéro d'assurance sociale  |  |
| <b>Coordonnées</b>  |  |
| Adresse   |  |
| Ville/municipalité/Collectivité                                   |  |
| Province/territoire   |  |
| Code postal   |  |
| Pays  |  |
| Numéro de téléphone   |  |
| Adresse de courrier électronique (si vous en avez une)            |  |

**Partie 2 : Renseignements sur l'admissibilité  
Tout le monde doit remplir cette partie.**

**Vous étiez membre de quelle(s) Première(s) nation(s)?**

Veuillez utiliser des lignes supplémentaires seulement si vous étiez membre de plus d'une Première Nation.

|                 |  |                  |  |
|-----------------|--|------------------|--|
| Première Nation |  | Dates d'adhésion |  |
| Première Nation |  | Dates d'adhésion |  |
| Première Nation |  | Dates d'adhésion |  |

**Quand résidiez-vous dans une réserve alors visée par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme?**

L'absence temporaire de votre résidence habituelle ne met pas fin à la période de résidence habituelle. Votre résidence habituelle ne change que si vous passez plus de temps à vivre ailleurs dans une année donnée. Si vous êtes âgé de 18 ans ou moins et que vous résidiez habituellement dans une réserve alors visée par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, mais que vous étiez absent de cette réserve pendant une partie de l'année pour fréquenter un établissement d'enseignement, vous pouvez toujours considérer cette réserve comme votre résidence habituelle. Veuillez indiquer dans les cases ci-dessous les dates où vous résidiez habituellement dans une réserve alors visée par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme dans cette réserve. Veuillez utiliser des lignes supplémentaires si vous résidiez habituellement dans plus d'une réserve touchée par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme.

|         |  |                    |  |
|---------|--|--------------------|--|
| Réserve |  | Dates de résidence |  |
| Réserve |  | Dates de résidence |  |
| Réserve |  | Dates de résidence |  |



|         |  |                    |  |
|---------|--|--------------------|--|
|         |  |                    |  |
| Réserve |  | Dates de résidence |  |

**Partie 3 : Renseignements sur la déclaration  
Tout le monde doit remplir cette partie.**

**Représentez-vous une autre personne?**

Soumettez-vous une réclamation pour le compte d'une autre personne en tant que représentant légalement autorisé?

Veuillez cocher la case appropriée.

|  |   |  |                                  |
|--|---|--|----------------------------------|
|  | Oui, je soumetts une réclamation pour le compte d'une autre personne. |  | Non, je soumetts ma réclamation. |
|--|---|--|----------------------------------|

**Si vous soumettez une réclamation pour le compte d'une autre personne, veuillez remplir la présente partie et joindre les documents attestant votre capacité de représenter le demandeur d'indemnité.**

|                                |  |
|--------------------------------|--|
| Nom du représentant            |  |
| Fondement de la représentation |  |

**Partie 5 : Déclaration et consentement**  
**Tout le monde doit remplir cette partie.**

Je reconnais et conviens :

1. que l'administrateur peut communiquer avec moi pour obtenir des renseignements;
2. que l'administrateur peut fournir les renseignements que je sou mets dans le présent formulaire de réclamation au Canada, aux avocats du groupe et au comité de mise en œuvre du règlement aux fins d'évaluation de ma réclamation;
3. que le Canada peut fournir des renseignements à mon sujet à l'administrateur aux fins d'évaluation de ma réclamation.

Je confirme que tous les renseignements fournis dans le présent formulaire de réclamation sont véridiques à ma connaissance. Si une personne m'a aidé à remplir le présent formulaire de réclamation, elle m'a lu tout ce qu'elle a écrit et inclus dans le présent formulaire de réclamation.

Je comprends qu'il est possible d'obtenir des conseils juridiques sans frais auprès des avocats du groupe en communiquant •.

Je comprends qu'en signant le présent formulaire de réclamation et en le soumettant à l'administrateur, je consens à ce qui précède et à ce que mes renseignements personnels soient communiqués et utilisés selon l'entente.

|  |  |
|--|--|
| Signature  |  |
| Nom du signataire  |  |
| Date de la signature   |  |
| <b>Consentement pour me contacter (facultatif)</b>   |  |
| L'administrateur peut essayer de communiquer avec vous pour obtenir de plus amples renseignements. L'administrateur tentera de communiquer avec vous aux coordonnées que vous avez indiquées ci-dessus. Si l'administrateur ne parvient pas à vous joindre, y a-t-il une autre personne que l'administrateur devrait contacter et qui pourrait vous joindre? |  |
| Nom de la personne-ressource   |  |
| Coordonnées de la personne-  |  |

|  |  |
|--|--|
| ressource<br>(téléphone,<br>adresse de<br>courrier<br>électronique,<br>adresse<br>postale, etc.) |  |
|--|--|

**Partie 6 : Indemnité pour préjudices déterminés**  
**Cette partie est facultative.**

**Admissibilité à des fins d'indemnité pour préjudices déterminés**

Vous avez droit à une indemnité supplémentaire si vous avez subi l'un des préjudices déterminés indiqués dans la liste ci-dessous. Pour recevoir une somme d'argent à l'égard de ces préjudices, vous devez établir que le préjudice déterminé a été causé par :

1. une utilisation d'eau traitée ou d'eau du robinet conformément à un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme; ou
2. un accès restreint à de l'eau traitée ou à de l'eau du robinet en raison d'un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme.

Liste des préjudices déterminés :

[•]

Vous pouvez établir votre réclamation au moyen du présent formulaire de réclamation ou au moyen de documents ou de dossiers supplémentaires concernant le préjudice déterminé ou la cause de celui-ci, comme des dossiers médicaux. Si vous souhaitez faire une déclaration orale au sujet de votre préjudice déterminé et de la cause de celui-ci, veuillez communiquer avec l'administrateur [•].

Vous devez remplir une déclaration supplémentaire devant un témoin à la fin du présent formulaire de réclamation pour être admissible à l'indemnité pour préjudices déterminés.

La réclamation d'une indemnité pour préjudices déterminés est facultative. Vous pourriez être admissible à une indemnité simplement pour avoir vécu un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme dans une réserve. Si vous ne réclamez pas d'indemnité pour préjudices déterminés maintenant, vous n'aurez pas d'autre possibilité de le faire.

Les avocats du groupe peuvent vous aider à réclamer une indemnité pour préjudices déterminés. Ce service est sans frais. Veuillez communiquer avec [•].



Les préjudices déterminés admissibles à une indemnité sont graves et les symptômes doivent persister pendant au moins un mois. L'indemnité pour préjudices déterminés est versée en plus des dommages-intérêts individuels pour les difficultés de tous les jours en raison d'un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme.

**Souhaitez-vous réclamer une indemnité pour préjudices déterminés?**  
Veuillez cocher la case appropriée.

|  |   |  |   |
|--|---|--|---|
|  | Oui, je veux réclamer une indemnité pour préjudices déterminés et je remplirai le reste du formulaire de réclamation. |  | Non, je ne veux pas réclamer une indemnité pour préjudices déterminés. Je ne remplirai pas le reste du présent formulaire de réclamation. |
|--|---|--|---|

**Partie 6: Indemnité pour préjudices déterminés**  
**Cette partie est facultative,**  
**mais elle doit être remplie pour réclamer une indemnité pour**  
**préjudices déterminés.**

**DIRECTIVES**

Veillez remplir le présent formulaire une seule fois pour chaque préjudice déterminé que vous avez subi. Vous pouvez joindre tout document pertinent au soutien de votre formulaire de réclamation d'indemnité pour préjudice déterminé, y compris une autre déclaration écrite. Vous pouvez également raconter votre histoire à l'administrateur en communiquant avec [●].

|   |  |
|---|--|
| Préjudice déterminé (doit figurer sur la liste)   |  |
| Quand avez-vous commencé à subir le préjudice déterminé?  |  |
| Quand avez-vous cessé de subir le préjudice déterminé?  |  |
| Quels étaient vos symptômes du préjudice déterminé?   |  |
| Quel traitement, le cas échéant, avez-vous demandé ou reçu en raison du préjudice déterminé?  |  |
| Quelle était la cause du préjudice déterminé? Comment établissez-vous la cause du préjudice déterminé?  |  |
| Quels sont, le cas échéant, les dossiers dont vous disposez concernant le préjudice déterminé ou la cause de celui-ci? Sont jugés pertinents les photographies et les vidéos. |  |



|  |  |
|--|--|
|  |  |
|--|--|

**Partie 6: Indemnité pour préjudices déterminés**  
**Cette partie est facultative.**

**DIRECTIVES**

Veillez remplir le présent formulaire une seule fois pour chaque préjudice déterminé que vous avez subi. Le présent formulaire est un double de la page précédente. Si vous soumettez une réclamation pour un seul préjudice déterminé et que vous avez rempli la page précédente, vous n'avez pas à remplir cette page. Vous pouvez joindre tout document pertinent au soutien de votre formulaire de réclamation d'indemnité pour préjudice déterminé, y compris une autre déclaration écrite. Vous pouvez également raconter votre histoire à l'administrateur en communiquant avec [•].

|   |  |
|---|--|
| Préjudice déterminé (doit figurer sur la liste)   |  |
| Quand avez-vous commencé à subir le préjudice déterminé?  |  |
| Quand avez-vous cessé de subir le préjudice déterminé?  |  |
| Quels étaient vos symptômes du préjudice déterminé?   |  |
| Quel traitement, le cas échéant, avez-vous demandé ou reçu en raison du préjudice déterminé?                        |  |
| Quelle était la cause du préjudice déterminé? Comment établissez-vous la cause du préjudice déterminé?              |  |
| Quels sont, le cas échéant, les dossiers dont vous disposez concernant le préjudice déterminé ou la cause de celui- |  |

|  |  |
|--|--|
| ci? Sont jugés pertinents les photographies et les vidéos. |  |
|--|--|

**Partie 7 : Déclaration faite sous serment concernant les préjudices déterminés**

**Vous devez remplir cette partie seulement si vous soumettez une réclamation à l'égard des préjudices déterminés.**

**DIRECTIVES**

Vous devez déclarer sous serment devant l'un des garants suivants :

1. l'administrateur
2. un notaire ou un commissaire à l'assermentation (y compris un avocat du groupe);
3. un responsable élu ou un dirigeant communautaire, y compris un chef ou un conseiller; ou
4. un autre professionnel (*par exemple*, un avocat, un médecin, un comptable ou un agent de police).

**Déclaration**

Je déclare que les renseignements que j'ai fournis sont véridiques à ma connaissance.

|  |  |
|--|--|
| Signature  |  |
| Nom du signataire  |  |
| Date de la signature   |  |
| <b>Garant</b>  |  |
| Le garant doit voir le demandeur d'indemnité signer la présente page et vérifier l'identité de ce dernier. Le garant n'a pas besoin de lire le présent formulaire de réclamation ni de vérifier les renseignements qui y sont indiqués. Le garant doit remplir le reste de la présente partie. |  |
| Signature  |  |
| Nom du garant  |  |
| Date   |  |

|                               |  |
|-------------------------------|--|
|                               |  |
| Titre/poste du garant         |  |
| Adresse                       |  |
| Numéro de téléphone           |  |
| Adresse courrier électronique |  |



**ANNEXE J**

**PLAN D'ACTION DE SERVICES AUX AUTOCHTONES CANADA VISANT À LEVER TOUS  
LES AVIS CONCERNANT LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE À LONG TERME**

*Voir ci-joint.*

Plan d'action relatif aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme : rapport d'étape aux deux semaines

Mise à jour : 8 septembre 2021

| Région       | AGEP LT en vigueur | Progression relativement aux AGEP à long terme depuis novembre 2015 |                                  |                                 |  |                                       | AGEP en vigueur depuis 2 à 12 mois | AGEP livrés en vigueur depuis 2 à 12 mois |
|--------------|--------------------|---|----------------------------------|---------------------------------|--|---------------------------------------|------------------------------------|---|
|              |                    | N° de collectivités touchées par les AGEP LT                        | AGEP LT ajoutés depuis nov. 2015 | AGEP LT livrés depuis nov. 2015 | N° d'AGEP LT désactivés depuis novembre 2015 | AGEP LT en vigueur depuis 2 à 12 mois |                                    |   |
| QC           | 1                  | 0   | 1                                | 1                               | 0  | 0                                     | 0                                  |   |
| ON           | 25                 | 25  | 16                               | 16                              | 0  | 8                                     | 8                                  |   |
| MB           | 2                  | 2   | 1                                | 1                               | 0  | 1                                     | 1                                  |   |
| SH           | 5                  | 5   | 16                               | 16                              | 0  | 4                                     | 21                                 |   |
| AB           | 8                  | 8   | 1                                | 1                               | 0  | 0                                     | 21                                 |   |
| C-B          | 0                  | 0   | 1                                | 1                               | 0  | 0                                     | 21                                 |   |
| TR           | 0                  | 0   | 0                                | 0                               | 0  | 0                                     | 0                                  |   |
| <b>Total</b> | <b>41</b>          | <b>41</b>   | <b>51</b>                        | <b>51</b>                       | <b>0</b>                                     | <b>13</b>                             | <b>71</b>                          |   |

Avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves.

\*Le nombre de réserves et d'ouvrages communautaires touchés n'est qu'une estimation.

\*\*Les dates cibles auxquelles l'avis peut être levé sont des estimations approximatives seulement et peuvent changer à mesure que les recommandations de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être déterminées (à déterminer) en raison de la nature du problème ou de autres problèmes du projet.

Les dates cibles seront révisées au fur et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour traiter tous les AGEP LT restants le plus tôt possible.

| Région | Primaire Naturo | Nom du réseau   | Date (JJMMAAAA) | Date à laquelle l'avis est levé (ou AGEP LT (JJMMAAAA)) | Nombre de réserves touchées* | Nombre d'ouvrages communautaires touchés* | Profil/risque   | Mesures correctives  | Situation actuelle  | Date cible** |
|--------|-----------------|---|-----------------|---|------------------------------|---|---|--|---|--------------|
| ON     | Swanton Lake    | Swanton Lake Community Centre/Youth Centre Semi-Public Water System (cf. 17216) (N'a pas de l'eau depuis mars 2020) | 21/03/2006      | 21/03/2007  | 0                            | 1   | Les réseaux d'urgence sont inférieurs aux recommandations de l'Ontario. | <p><b>Long terme</b> : Mise à niveau majeure de la station, prolongement du réseau de distribution.</p> <p><b>Court terme</b> : Remplacement de la chaudière de la centrale communautaire.</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>La Première Nation a accepté une solution provisoire (installation d'une chaudière au centre communautaire).</li> <li>Les restrictions liées à la COVID-19 ont limité la mise en œuvre de la solution provisoire.</li> <li>SAC a été informé par le conseil le 18 janvier 2021 que la nouvelle chaudière avait été installée à l'intérieur de la limite de la chaudière au centre communautaire et elle y est opérationnelle à été livrée en février 2021.</li> <li>Le 27 avril 2021, l'entrepreneur a notifié que le nouveau réservoir était sur place, à la demande de la collectivité, l'entrepreneur a été installé sur le site le 4 juin 2021.</li> <li>Tous les travaux ont été terminés au début d'août 2021.</li> <li>SAC poursuit ses activités de sensibilisation, en engageant les autres parties de la collectivité y compris le conseil public par la pandémie et la pandémie publique en raison des feux de forêt à proximité, le gale Windigo et l'entrepreneur de la Première Nation ont tous deux confirmé que les travaux sont terminés et que le raccordement est prêt à être mis hors service. Windigo travaille avec l'agent de santé environnementale et publique pour confirmer les exigences en matière d'accès afin de recommander la levée de l'avis, mais il y a eu des retards en raison des feux de forêt.</li> <li>La solution à long terme prendra compte des recommandations relatives à l'eau, aux eaux usées et aux services publics; on estime actuellement qu'il faudra de trois à quatre ans pour terminer les travaux, des discussions en octobre 2021 avec le directeur de la collectivité ont permis de concevoir d'une approche en plusieurs phases, l'équipe de gestion de projet, avec le conseil tribal de Windigo à la tête, travaille à l'élaboration de documents d'approbation pour la conception détaillée de la modernisation de la station de traitement d'eau et de l'éclairage d'urgence; élaboration de documents provisoires sur le projet et présentation de ces documents à la direction de la collectivité en août 2021 aux fins d'examen et d'approbation.</li> <li>Solution opérationnelle livrée à la collectivité par le conseil tribal de Windigo, avec le soutien financier de SAC.</li> </ul> | 29/02/21     |
| ON     | Swanton Lake    | Swanton Lake Nursing Station Semi-Private Water AGEP depuis février 2020  | 26/02/2020      | 26/02/2021  | 0                            | 1   | Puits d'eau souterrain sans protection.                                 | <p><b>Long terme</b> : Installation d'un système de traitement pour l'irradiation.</p> <p><b>Court terme</b> : A.S.</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Swanton Lake a déclaré l'état d'urgence en raison de la COVID-19 avec restrictions subséquentes sur les déplacements dans la collectivité.</li> <li>Une première rencontre entre SAC et le conseil tribal de Windigo a eu lieu le 20 juillet 2020.</li> <li>SAC collabore avec la Première Nation et le pôle consacré à l'eau du conseil tribal de Windigo pour la conception, l'installation et l'exploitation d'un système de traitement des eaux souterraines pour le puits de soins infirmiers et la résidence.</li> <li>SAC a reçu une demande de financement de la Première Nation avec le plan de paiement et le coût du projet proposé; le financement a été approuvé et une lettre d'intention a été engagée pour commencer les travaux en vue de définir le système de traitement de la source d'eau souterraine existante.</li> </ul>   | 10/02/21     |

| Avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme en régime de régime public des réserves  |                             |  |                   |  |                     |                            |   |  |   |              |
|---|-----------------------------|--|-------------------|--|---------------------|----------------------------|---|--|---|--------------|
| "Les dates cibles auxquelles l'eau peut être livrée sont des estimations approximatives seulement et peuvent changer à mesure que les préoccupations de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être réévaluées (à déterminer) en raison de la nature du problème ou du stade avancé du projet. |                             |  |                   |  |                     |                            |   |  |   |              |
| Les dates cibles sont révisées au fur et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour tenir tous les AQEP LT respectés le plus tôt possible.   |                             |  |                   |  |                     |                            |   |  |   |              |
| Région  | Première Nation             | Nom du réseau  | Date (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'avis est dû être publié (JJ/MM/AAAA) | Niveau de confiance | Niveau de confiance touché | Problèmes   | Mesures correctives  | Situation actuelle  | Date cible   |
| ON  | Chippewas de l'Île Georgina | Georgina Island Public Water System (n° 1137) AQEP depuis avril 2017 | 28/04/2017        | 28/04/2018   | 31                  | 3                          | La réaffectation est requise.   | <p><b>Long terme</b> : Réaffectation de la station de traitement d'eau existante</p> <p><b>Court terme</b> : n.o.</p>  | <p>L'équipe de gestion de projet a été établie et le financement a été fourni. L'achat de la station a été effectué le 17 juin 2021. Le calendrier du projet sera révisé en fonction des constatations et des recommandations. Lors de l'installation, des problèmes liés aux pompes de puisage ont été diagnostiqués, touchant l'approvisionnement en eau du centre de santé et des résidences des résidents. Une solution préliminaire a été mise en œuvre et des réparations permanentes ont été effectuées le 24 juin 2021.</p> <p>SAC a été informé par le conseil de la Première Nation de l'Ontario que l'achat a été effectué et la conception d'un système de traitement d'eau a été approuvée en août. Les travaux de construction ont commencé en décembre 2021.</p>   | À déterminer |
| ON  | Chippewas de Nawash         | Cape Croker Public Water System AQEP depuis janvier 2018             | 21/01/2018        | 21/01/2020   | 38                  | 20                         | Le réseau existant est insuffisant pour répondre aux besoins de distribution. | <p><b>Long terme</b> : Nouvelle station de traitement et prolongement du réseau de distribution</p> <p><b>Court terme</b> : Option non prévue par la Première Nation</p> | <p>Conception des travaux de distribution et de la station de traitement d'eau terminée. Fourniture des services de conception préliminaire, planification des approbations générales pour le réseau de distribution et la station de traitement d'eau terminée. SAC et le chef se sont rencontrés en février 2021 pour discuter de la demande de la Première Nation pour des éléments de projet en dehors des limites du réseau de service (NRS) de SAC. La conclusion a été qu'elle était favorable à un partage partiel des coûts pour les éléments en dehors des NRS.</p> <p>Propriété approuvée par SAC.</p> <p>Les appels d'offres pour le réseau de distribution et la station de traitement d'eau ont été lancés à la fin du mois d'août 2021. L'appel d'offres a permis d'ajuster les approbations et l'équipe de gestion de projet a eu lieu en septembre 2021 pour discuter des résultats des appels d'offres.</p>   | 10/2023      |
| ON  | Deer Lake                   | Deer Lake Public Water System AQEP depuis octobre 2014               | 15/10/2014        | 15/10/2020   | 23                  | 3                          | Équilibrage des réserves.   | <p><b>Long terme</b> : À déterminer au moment d'une étude de faisabilité</p> <p><b>Court terme</b> : Amélioration des actifs et de la surveillance</p>                   | <p>AQEP en vigueur en raison d'incidents opérationnels.</p> <p>La collectivité reçoit du soutien opérationnel fourni par le conseil local de Kitchissippi (KIC), avec le soutien financier de SAC.</p> <p>SAC a révisé le chef et le conseil en septembre 2020 pour encourager l'amélioration des actifs.</p> <p>Le plan KIC a donné de la formation sur les techniques d'équilibrage.</p> <p>Le plan KIC a indiqué le 12 mai 2021 qu'il n'y a pas de problèmes techniques à court terme. Le media team et le chef de cabinet du conseil ont été impliqués avec succès. Les travaux effectués le 26 août 2021 ont permis de faire fonctionner les recommandations.</p> <p>La collectivité a été informée le 10 juin 2021 au sujet des travaux de construction.</p> <p>Le plan KIC a été mis en place le 22 juillet 2021 pour régler les problèmes de réseau d'approvisionnement en eau. Le plan KIC a permis de passer de la planification à la mise en œuvre le 22 août 2021. Les réparations à l'usine de traitement ont été terminées ainsi que les travaux d'entretien de la station. La qualité de l'eau est devenue bonne. Le plan KIC est devenu un plan de travail, plutôt qu'un projet, après les évaluations.</p> <p>SAC travaille avec la collectivité pour faire progresser l'état de faisabilité pour les besoins à long terme. Le financement de cette étude et les approbations nécessaires au système existant (remplacement des lits) ont été approuvés par SAC en décembre 2020, approximativement concurrentiellement à la fin de la construction.</p> | À déterminer |



| Avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves  |                            |   |                   |  |                  |                  |  |  |  |              |
|---|----------------------------|---|-------------------|--|------------------|------------------|--|--|--|--------------|
| "Les dates cibles auxquelles l'eau peut être livrée sont des estimations approximatives seulement et peuvent changer à mesure que les repercussions de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être réévaluées (à déterminer) en raison de la nature du problème ou du stade avancé du projet. Les dates cibles sont révisées au fur et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour tenir tous les AQEP LT respectés le plus tôt possible." |                            |   |                   |  |                  |                  |  |  |  |              |
| Région  | Première Nation            | Nom du réseau   | Date (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'avis est dû être levé (JJ/MM/AAAA) | Niveau de risque | Niveau d'urgence | Problèmes  | Mesures correctives  | Situation actuelle   | Date cible   |
| ON  | Première Nation d'Edmonton | Edmonton Public Water System #7132 AQEP début août 2021     | 01/08/2021        | 01/08/2021   | 3B7              | 12               | Le processus de traitement et le niveau de production ne sont pas fiables et le respect des normes de santé est compromis. | Long terme: Remplacement et modernisation de la station de traitement d'eau potable. Court terme: 1, 4, 6.   | <ul style="list-style-type: none"> <li>En 28 avril 2021, l'avis a été levé sur les besoins causés par les évacuations de la pandémie 2021.</li> <li>SAC, collaborer avec le plan pour discuter avec la collectivité au sujet de surveillance et pour être au courant.</li> <li>Planification, modernisation et mise en service terminée.</li> <li>Inspection du MEPP effectuée en octobre 2019, les déficiences opérationnelles ont été corrigées.</li> <li>Le District Water a demandé un financement pour des travaux supplémentaires dans la station de traitement d'eau et pour moderniser le système d'eau potable existant. Le financement a été approuvé en octobre 2020.</li> <li>L'inspection de garantie a été effectuée en novembre 2020; certaines parties des travaux sur les eaux usées ont été achevées avant janvier 2021. Les restrictions de débit de la COVID ont entravé les travaux, des travaux sur les dernières lacunes (défectueux de nuit, petites tranchées de génie civil mineurs) sont nécessaires.</li> <li>L'ajout de santé environnementale publique de Matane a entraîné le 7 mai 2021 que des achalandages supplémentaires et les résultats des problèmes opérationnels étaient nécessaires avant le démarrage d'une recommandation.</li> <li>Raymond le 10 mai 2021 pour discuter des problèmes d'eau usée; demande de financement pour l'évaluation du système d'égout reçu en juillet 2021.</li> <li>La correspondance envoyée à SAC, l'avis pour la résolution de l'AQEP LT est levé, les plans prévus à court terme ont été mis en œuvre, l'achalandage a été établi, l'entreprise n'est pas en mesure de se stabiliser pour la collectivité avant novembre 2021 pour combler les lacunes; le gestionnaire de projet a demandé une réunion de mise à jour du projet en septembre 2021.</li> <li>Soutien opérationnel fourni par le conseil d'eau de Matane avec le soutien financier de SAC.</li> </ul> | À déterminer |
| ON  | Matane Falls               | Matane Falls Public Water System #7133 AQEP début août 2021 | 18/07/2021        | 18/07/2021   | 3H               | 6                | Le système de traitement produit de l'eau qui ne respecte pas les recommandations.   | Long terme: Remplacement de la station de traitement et modernisation des équipements. Court terme: 1, 4, 6. | <ul style="list-style-type: none"> <li>La construction a été achevée en mars 2019; la machine a été mise en service et est devenue opérationnelle en juin 2019.</li> <li>Le rapport d'évaluation du MEPP (juillet 2019) a révélé des déficiences opérationnelles; les problèmes ont été réglés en novembre 2019.</li> <li>L'achalandage répond aux exigences, mais l'ajout de santé environnementale et publique de Matane ne satisfait pas encore le besoin de l'eau.</li> <li>Inspection de garantie terminée, en 28 mars 2021, toutes les lacunes de la station de traitement d'eau potable conformes comme prévu ont été corrigées; rapport d'achèvement terminé le 19 mai 2021.</li> <li>Correspondance de l'ajout de santé environnementale et publique de Matane datée du 2 mars 2021; le District Water a été avisé que l'AQEP commencerait en vigueur jusqu'à ce que deux achalandages (santé environnementale et publique) soient terminés; 29 mai 2021; l'avis a été levé sur les exigences applicables, le plan a été mis à jour avec le chef et le conseil pour obtenir leur soutien.</li> <li>Dans le cadre de l'approvisionnement en eau de la collectivité, SAC a obtenu de rencontrer le chef et le conseil pour une réunion en personne qui devrait avoir lieu en septembre 2021 pour la situation de la COVID; des discussions sur un plan de mise à jour de l'avis ont eu lieu pour l'avis de l'AQEP LT; le conseil d'eau de Matane, par l'intermédiaire du conseil de gestion de l'eau potable et des eaux usées, travail par SAC.</li> </ul>   | À déterminer |
| ON  | Mattagami                  | Mattagami Water Treatment Plant #334 AQEP début août 2021   | 10/08/2021        | 10/08/2021   | 3I               | 3                | Le système de traitement ne satisfait pas aux exigences de santé et de sécurité. Problèmes d'achalandage et de production. | Long terme: Nouvelle station de traitement d'eau. Court terme: Modernisation du système de traitement.       | <ul style="list-style-type: none"> <li>Préliminaire - Nouveau système UV et déminéralisation de secours activés en novembre 2020.</li> <li>L'ajout de santé environnementale et publique (AQEP) a indiqué que quatre catégories d'achalandage étaient nécessaires pour confirmer la sécurité; l'opérateur responsable général (ORO) soutient les opérations.</li> <li>Les résultats de l'achalandage de janvier 2021 indiquaient que certains résultats pour le minéralité (ORO) de l'OFNTSC étaient plus élevés que les recommandations; en mai 2021, l'ORO a confirmé que les niveaux de minéralité étaient conformes - grâce à des ajustements de traitement et à certains de nos bons résultats.</li> <li>Le chef a indiqué le personnel en mars 2021 de l'importance de suivre les recommandations; assurer l'opérateur responsable par l'intermédiaire de l'OFNTSC, avec le soutien financier de SAC, et des visites individuelles périodiques sur les lieux.</li> <li>ORO a soumis des besoins internes à l'ASGP le 15 et 16 juin 2021; l'ORO du plan de l'OFNTSC a été reçu sur place du 5 au 26 juillet 2021 pour fournir du soutien à tous les niveaux d'achalandage en attendant la collectivité; l'ASGP a validé la collectivité le 21 juillet 2021; l'ASGP a signalé qu'à la suite de discussions avec l'opérateur local, le chef et le conseil, les exigences de santé environnementale et publique de la collectivité ont été</li> </ul>  | À déterminer |

| Avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves   |   |   |                   |  |                              |   |   |  |   |            |
|--|---|---|-------------------|--|------------------------------|---|---|--|---|------------|
| "Les dates cibles auxquelles l'eau peut être livrée sont des estimations approximatives et peuvent changer à mesure que les répercussions de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être réévaluées (à déterminer) en raison de la nature du problème ou du stade avancé du projet. |   |   |                   |  |                              |   |   |  |   |            |
| Les dates cibles sont révisées au fur et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour tenir tous les AQEP LT respectés le plus tôt possible.  |   |   |                   |  |                              |   |   |  |   |            |
| Région   | Numéro de la station                            | Nom du réseau   | Date (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'avis est dû être levé (AQEP LT (JJ/MM/AAAA)) | Nombre de réservoirs touchés | Nombre d'installations affectées touchées | Problèmes   | Mesures correctives  | Situation actuelle  | Date cible |
| ON   | Mishkegogangang                                 | Site Lakeville Water System<br>AQEP Aquia<br>octobre 2020               | 08/04/2020        | 08/09/2021   | inconnu                      | inconnu                                   | Le système de traitement ne répond pas aux exigences d'atténuation des risques. Entretien/renouvellement des équipements. | Long terme<br>Modernisation du système de traitement<br>Court terme, s.o.  | Après la mise en œuvre de la stratégie de gestion des risques, une reconnaissance de l'eau (eau traitée) AQEP a été mise en œuvre. Les résultats des essais ont été reçus, le chlore ajouté à un point de distribution était insuffisant. L'ASQP a indiqué le 18 août 2021 que l'opérateur n'était pas à l'aise avec l'eau de l'AQEP. Les problèmes opérationnels à résoudre avec le soutien du pôle de l'OPNTSC.<br>Long terme - La phase de conception de la modernisation à long terme de la station de traitement de l'eau est terminée. La Première Nation a reçu l'approbation du financement pour la phase de construction.<br>Construction en cours. Attente de début en août 2022. Retard de construction en raison de problèmes de chaîne d'approvisionnement. Un autre problème qui survient sera en septembre et il est probable qu'il soit résolu avant le début de l'été.   | 10/2021    |
| ON   | Première Nation des Montsagaïs de Scagap Island | Scagap Community Water System n° 15890<br>AQEP Aquia<br>octobre 2020    | 23/10/2020        | 23/10/2020   | 0                            | 0   |   |  | Construction de nouveaux puits et d'une station de traitement, stockage et distribution de l'eau de pompage et réseau de distribution terminé, des travaux de maintenance payés et d'autres travaux de maintenance en cours. Un responsable a été engagé et engagé un sous-traitant pour s'occuper de ses obligations contractuelles.   | 08/2021    |
| ON   | Première Nation des Montsagaïs de Scagap Island | Scagap Community Water System n° 15900<br>AQEP Aquia<br>octobre 2020    | 23/10/2020        | 23/10/2020   | 0                            | 0   |   | Long terme<br>Nouvelle station de traitement stockage et réseau de distribution<br>Court terme, s.o.                 | Un agent de santé environnementale et publique (ASQP) a été engagé et les échantillons de site en service ont été envoyés aux exigences contractuelles.<br>Le Première Nation exige que 55 réservoirs soient remplis de nouveaux réservoirs, complétés des travaux à l'intérieur des réservoirs et à la COVID ont été effectués.<br>L'achèvement des travaux.<br>Les travaux de construction ont commencé. L'entrepreneur a effectué des forages directionnels sur divers propriétés dans la collectivité et a installé des recommandations de service d'eau sur divers sites.<br>Le 22 août, le chef et le conseil ont visité l'entrepreneur qui ont reçu des restrictions supplémentaires liées à la COVID. Aucun travail ne peut être effectué dans les zones jusqu'à ce que le confinement soit levé en raison d'engagements contractuels.<br>Le retour de l'entrepreneur sur le site n'a pas pu avoir lieu avant août 2021.<br>L'entrepreneur a commencé les travaux pour terminer les recommandations le 16 août. Si tous les recommandations et travaux seraient être terminés d'ici le 15 septembre 2021, le contrat sera alors terminé en octobre 2021 avant d'être effectué dans les zones prévues qui tous les travaux sont terminés avant la fin de l'AQEP. Les dates cibles pour la résolution pourraient être en octobre.<br>Soutien opérationnel fourni par le conseil tribal d'Opogawehj, avec le soutien financier de SAC. | 08/2021    |
| ON   | Première Nation des Montsagaïs de Scagap Island | Scagap Haute Capite Water System n° 17223<br>AQEP Aquia<br>octobre 2020 | 23/10/2020        | 23/10/2020   | 0                            | 1   |   |  | Le Première Nation considère tous les systèmes touchés comme un seul système. La modernisation de la station de traitement de service technique (SSTM) d'adhésion de la phase 2 du programme de la collectivité d'eau propre et du réseau d'eau, sera en service de réseau le 10 septembre 2020. L'achèvement anticipé sera à l'entrepreneur.<br>L'appel d'offres de la phase 3 (programme de la collectivité d'eau propre) la construction a été terminée en septembre 2020. Le coût a dépassé le budget approuvé.   | 11/2021    |
| ON   | Mishkegogang                                    | MBC Aquia Public Water System n° 17221<br>AQEP Aquia<br>octobre 2020    | 17/10/2020        | 17/10/2021   | 16                           | 0   | L'approvisionnement est en eau souterraine depuis être contracté.   | Long terme<br>Modernisation de la station de traitement d'eau de Dawson, (programme de la collectivité d'eau propre) | Construction en cours.  | 11/2021    |

| Avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves   |                                |  |  |   |                             |   |  |   |   |              |
|--|--------------------------------|--|--|---|-----------------------------|---|--|---|---|--------------|
| "Les dates cibles auxquelles l'eau peut être livrée sont des estimations approximatives seulement et peuvent changer à mesure que les préoccupations de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être réévaluées (à déterminer) en raison de la nature du problème ou du stade de résolution du projet. |                                |  |  |   |                             |   |  |   |   |              |
| Les dates cibles sont révisées au fur et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour tenir tous les AQEP LT respectés le plus tôt possible.  |                                |  |  |   |                             |   |  |   |   |              |
| Région   | Première Nation                | Nom du réseau  | Date à laquelle l'AQEP LT (J/JM/A/AAA) | Date à laquelle l'AQEP LT devra être atteint (J/JM/A/AAA) | Niveau de violation touchée | Niveau d'atteinte des préoccupations touchées | Problématisation   | Mesures correctives   | Situation actuelle  | Date cible   |
| ON   | Michaëlle de la baie de Quinte | MBO Bayview Valley Apartmente Public Water System n° 17033<br>AQEP depuis juin 2008  | 06/04/2008                             | 06/04/2008  | 8                           | 0   | L'approvisionnement est en eau soumise jusqu'à être contaminé.   | prolongement de la conduite principale (phase 1)<br>Court terme, s.o.                                 | En octobre 2020, Première Nation a fait savoir que son réseau avait une incidence sur le projet de pont de la baie de Quinte et a demandé que le projet soit avancé afin d'éviter l'impact de l'approvisionnement de SAC. Le projet a été approuvé le 20 mai 2021 et la construction a été lancée. Les travaux de la phase 1 porteront sur les cinq AQEP LT dans la subdivision.  | 11/00/21     |
| ON   | Michaëlle de la baie de Quinte | MBO Collins Millards & West Public Water Supply n° 17228<br>AQEP depuis janvier 2012 | 20/01/2012                             | 20/01/2013  | inconnu                     | inconnu                                       | Le bac à eau n° 2, 3 et 4 de Collins Millards & West sont présents. Le système de traitement a été mis en service. |   | Continuation de son processus d'ouverture sur la route de la construction. L'entrepreneur doit installer une conduite d'eau principale avec une gaine en plastique isolée sous la conduite de négociation avec le pollueur soit en cours pour récupérer les coûts du projet associés à la construction. Après quelques retards, les travaux de forage et de layout de Samba River et sur l'installation ont été effectués.  | 11/00/21     |
| ON   | Michaëlle de la baie de Quinte | MBO Triller Park Public Water System n° 17200<br>AQEP depuis juin 2008               | 08/06/2008                             | 08/06/2009  | 8                           | 0   | L'approvisionnement est en eau soumise jusqu'à être contaminé.   |   | L'entrepreneur a été engagé par l'État de la conduite principale existante de la voie 2000, au début de juillet 2021, l'entente a été signée et les travaux de construction ont commencé. Au 31 octobre 2021, les travaux de construction ne sont pas terminés, mais l'entrepreneur a publié un calendrier révisé pour l'achèvement des travaux en 31 octobre 2021. Les travaux sont en phase d'attente à des conditions de sol inégales (forage, contamination par les hydrocarbures, etc.).   | 11/00/21     |
| ON   | Muskoké Care Lake              | Muskoké Care Public Water System n° 4544<br>AQEP depuis octobre 2002                 | 30/10/2003                             | 30/10/2004  | 88                          | 5   | Le système de traitement est incapable de traiter l'eau de la source en raison de la pollution.                    | Long terme : Modernisation des systèmes de filtration et de désinfection.<br>Court terme, s.o.        | La mise en service de la station de traitement à eau a été interrompue en juin 2020 en raison de la COVID-19 et a été réactivée en juillet 2021. En septembre 2020, l'ajout de sable supplémentaire et public (AQEP) a publié une lettre recommandant la résolution de l'AQEP LT en octobre 2020. Le chef de projet est assés, le nouveau chef de projet a été nommé et a fourni une recommandation de la mise en service et des renseignements connexes. Le 10 décembre 2020, à la demande de la Première Nation, SAC a publié la résolution de l'AQEP LT, la collectivité a soulevé des préoccupations concernant la contamination possible de son système de traitement. Le projet d'investissement des eaux contaminées financé par SAC a été approuvé à l'été 2021.  | À déterminer |
| ON   | Reserve de                     | Reserve de Public Water System n° 7121<br>AQEP depuis février 1995                   | 01/02/1995                             | 01/02/1996  | 76                          | 0   | Le système de traitement ne respecte pas les recommandations pour un AQEP public.                                  | Long terme : Mise à niveau et amélioration de la station de traitement actuelle.<br>Court terme, s.o. | Le 7 juin 2021, toutes les étapes ont été complétées par la Première Nation et reprises par SAC. L'opérateur local assure des opérations. Le fournisseur de services en temps réel a résolu des problèmes opérationnels, SAC continue avec le plan de l'IPNA pour établir un plan de travail pour un soutien en formation supplémentaire. La phase de garantie a pris fin le 27 juillet 2021. L'opérateur a fait savoir que les résultats d'inspection et de formation sur le plan de l'IPNA ont été obtenus et que les résultats ont été publiés avec les résultats et les plans d'action qui le suivent. À l'heure actuelle, les exigences applicables de la résolution de tout le réseau de distribution. SAC a demandé l'aide de l'AQEP pour valider si les résultats des essais ont ou non une nouvelle lettre de recommandation de résolution, laquelle est attendue. | À déterminer |
| ON   | Reserve de                     | Reserve de Public Water System n° 7121<br>AQEP depuis février 1995                   | 01/02/1995                             | 01/02/1996  | 76                          | 0   | Le système de traitement ne respecte pas les recommandations pour un AQEP public.                                  | Long terme : Mise à niveau et amélioration de la station de traitement actuelle.<br>Court terme, s.o. | En raison de retards, la Première Nation a mis fin à un contrat de mise à niveau et l'opérateur a été engagé. La Première Nation a également le système pendant un an sans que l'AQEP ne soit résolu. Des travaux supplémentaires ont été effectués au réseau de distribution et au système d'eau usées. Le feu est à être résolu le 7 octobre 2020. Le 10 octobre 2020, les travaux ont été complétés sur l'état de l'installation, ce qui a permis d'effectuer les travaux de distribution et de purge, les tests effectués par la suite ont confirmé l'absence d'écoulement de gaz.  | À déterminer |



| <p>NOTE CONCERNANT LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE À LONG TERME EN VIGUEUR DANS LE RÉSEAU PUBLIC DES RÉSERVES</p> <p>« Le nombre de réservoirs et d'installations concernées est touché(e) par une restriction »</p> <p>« Les dates cibles auxquelles l'eau peut être livrée sont des estimations approximatives seulement et peuvent changer à mesure que les répétitions de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être décalées (il déterminent au moins de la nature du problème ou du stade précoce du projet.</p> <p>Les dates cibles peuvent être décalées au fil et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour éviter toute mise AGEP LT restante le plus tôt possible.</p> |                    |  |                   |   |                               |   |  |   |   |  |
|---|--------------------|--|-------------------|---|-------------------------------|---|--|---|---|--|
| Région  | Province/Nation    | Nom de réseau  | Date (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'eau est livrée par AGEP LT (JJ/MM/AAAA) | Nombre de réservoirs touchés* | Nombre d'installations concernées/touchées* | Problematique  | Mesures correctives   | Situation actuelle  | Date cible**   |
| ON  | Ontario            | Mission Public Water System (7 713) AGEP depuis l'hiver 2021 | 05/02/2013        | 05/02/2014  | 101                           | 5   | Le système est inadéquat et ne respecte pas les recommandations de l'Ontario. Amélioration de la capacité requise. | <p><b>État actuel</b> : Mise à niveau et agrandissement de la station actuelle, et travaux de distribution</p> <p><b>État futur</b> : Option non privilégiée par la Première Nation</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>Travaux du poste de traitement achevés, pompes remplacées, cas submergés, poste de traitement en cours de ponçage, son contenu vers le logeur, l'opérateur et le technicien de remplacement, conduite de remplacement, fonctionnement approprié, le type de conduite de remplacement de remplacement à été livré à la collectivité.</li> <li>En raison du confinement à partir 2021, tous les entrepreneurs sont partis à l'exception d'AGC, le 18 juin 2021, SAC, a reçu, le mise à jour des protocoles de COVID-19 de la collectivité, cela-ci obligent les entrepreneurs à prouver qu'ils sont pleinement vaccinés et à présenter un résultat de dépistage négatif, ces exigences ont entraîné l'interruption des projets relatifs à l'eau potable et aux eaux usées.</li> <li>L'entrepreneur chargé de remplacer la conduite de remplacement d'égout est mobilisé, les travaux sont en cours et devraient se terminer en septembre 2021, le fournisseur de traitement doit revenir sur le site fin septembre 2021 pour attendre que le réseau respecte les spécifications de conception.</li> <li>Les entrepreneurs chargés de contrôler des fuites dans la station de traitement de l'eau ne sont toujours pas revenus, les exigences de vaccination de la Première Nation leur posent problème.</li> <li>Déplacement de coûts signalé, SAC se prépare à la communiquer aux autorités provinciales compétentes une fois les éventuelles préoccupations réglées.</li> </ul>  | 07/2022  |
| ON  | North Caribou Lake | North Caribou Lake Public Water System AGEP depuis mars 2020 | 03/01/2020        | 03/01/2021  | 291                           | 7   | Le système ne peut pas répondre à la demande en matière de traitement.   | <p><b>État actuel</b> : Agrandissement de la station et remplacement du système de traitement</p> <p><b>État futur</b> : À déterminer</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>Une étude de faisabilité a été menée quant aux besoins en matière d'eau potable et d'eaux usées, mais aucune solution proactive n'a été proposée, le principal problème a trait à la capacité, l'âge de l'équipement et l'impossibilité de le réparer rendant ce problème difficile à régler.</li> <li>La Première Nation a terminé de réparer et réparer les fuites du réseau de distribution, ce qui comprend l'ajout de réparations de plomberie résidentielle visant à réduire la consommation, la collectivité a réparé tous sections de réseau de distribution, la recherche de fuites effectuée par la suite n'a révélé aucun autre problème, la station de traitement de l'eau fonctionne en tout temps afin de répondre à la demande, grâce aux réparations apportées au réseau de distribution par la collectivité, l'approvisionnement n'a plus à être interrompu pour permettre aux réservoirs de se remplir.</li> <li>La Première Nation exige que l'on s'engage à mettre en œuvre une solution à long terme pour l'eau potable et les eaux usées avant que tout envisage une solution provisoire pour la station de traitement de l'eau.</li> <li>Des travaux sont en cours pour faire progresser l'élaboration d'une solution à long terme pour l'eau potable en fonction des recommandations de l'étude de faisabilité, le feu vert a été officiellement en attente, la documentation du projet a été transmise à la Première Nation pour examen et approbation.</li> <li>Des solutions provisoires ont été combinées, si la location d'un ou de plusieurs systèmes de traitement conventionnels est recommandée, l'accroissement des capacités d'approvisionnement à l'eau de station provisoire est jugé économiquement et financièrement impossible.</li> </ul> | À déterminer<br>- Le calendrier du projet n'est pas encore établi. |

| <p>Événement concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves</p> <p>« Le nombre de réservoirs et d'ouvrages constructives touchés par une restriction »</p> <p>« Les dates cibles assignées l'ont peut être les sont des estimations approximatives et peuvent changer à mesure que les répercussions de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être révisées à déterminer le statut de la nature du problème ou du stade avancé du projet.</p> <p>Les dates cibles peuvent être révisées au fil et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour traiter tous les ADEP LT restants le plus tôt possible.</p> |                 |   |                   |  |                               |  |  |  |  |              |
|--|-----------------|---|-------------------|--|-------------------------------|--|--|--|--|--------------|
| Région   | Province/Nation | Nom de réseau   | Date (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'avis est délivré au ADEP LT (JJ/MM/AAAA) | Nombre de réservoirs touchés* | Nombre d'ouvrages constructives touchés* | Profil/Statut  | Mesures correctives  | Situation actuelle   | Date cible** |
|  |                 |   |                   |  |                               |  |  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>La Première Nation n'a pas continué être prête à lever l'avis si une solution provisoire était mise en œuvre.</li> <li>La Première Nation et le gèle Windigo évaluent les documents d'approbation.</li> <li>Les documents d'approbation de la solution provisoire sont en préparation, en collaboration avec Windigo; on attend actuellement des renseignements sur les coûts de la part de l'administration de la Première Nation.</li> </ul>  |              |
| ON   |                 | North Spit Lake   | 05/04/2019        | 05/04/2020   | 30                            | 5  | Station de pompage d'eau; traitement de l'eau; problèmes de distribution et de capacité; Problèmes d'expansion et d'entretien. | <p>Études et révisions de la station et du réseau de distribution; améliorations à l'approbation</p> <p>Courte terme, à long terme</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>La collectivité a pu accéder à l'égout en octobre 2019 en raison de sérieux problèmes récurrents.</li> <li>Les opérations locales sont d'office à retarder; la Première Nation a engagé un entrepreneur non autorisé; le pôle a augmenté la fréquence de ses visites et de son soutien à distance.</li> <li>Trois nouvelles pompes à haute pression ont été installées en octobre 2020; l'installation d'un conteneur de transfert pour l'alimentation de secours est en attente par l'indisponibilité de l'entrepreneur (en raison de la COVID).</li> <li>Les travaux comprennent la commande de deux unités de contrôle du débit et d'un système de protection contre les incendies pour l'unité de la collection; le pôle KIO a indiqué que l'installation de trois pompes à haute pression et de conteneurs programmés a été effectuée.</li> <li>En février 2021, la collectivité était inaccessible en raison de la COVID.</li> <li>Le 26 avril 2021, la collectivité a indiqué souhaiter qu'une étude sur la faisabilité d'une solution à long terme soit réalisée; le chef de la collectivité en est à l'étude; une demande de financement visant une aide financière relative au traitement de l'eau potable et des eaux usées; ces études ont été touchées suspendu en raison de l'eau de bore.</li> <li>Le pôle KIO a indiqué que les travaux relatifs au conteneur de transfert ont été effectués; les génératrices de secours ont été achevées la semaine du 19 mai 2021; des génératrices d'urgence ont été reçues et installées la semaine du 5 juillet 2021; tous les postes de traitement des eaux usées sont fonctionnels grâce au travail d'opérateurs locaux et à la maintenance du pôle; le pôle a pris des échantillons aux fins de contrôle de la conformité; mais les flux de bore font enclencher de se rendre au laboratoire.</li> <li>Le pôle KIO a indiqué que les flux de bore faisant rage dans la région font continuellement tomber l'équilibre chimique; des tests ont été effectués sur deux jours indiquant que l'eau respecte toutes les exigences applicables; la collectivité a effectué des discussions partielles en raison de la future aménagement des flux et des flux qui se présentent le plus de niveau à des endroits jusqu'à ce que les agents liés aux flux de bore puissent être en place; le pôle KIO discute de nouveaux se rendre à la collectivité en toute sécurité; les opérateurs locaux sont détachés sur place à titre de travailleurs essentiels.</li> <li>Le pôle KIO s'est rendu sur place ciblé rapidement pour recueillir des échantillons aux fins d'analyse par un laboratoire agréé; nous sommes en attente des résultats.</li> <li>Le pôle KIO continue de conseiller le chef et le conseil quant aux problèmes opérationnels à régler.</li> </ul> | À déterminer |
| ON   |                 | East Pump House Public Water System (partie du Angle West Public Water System) (N° 1100)      | 11/04/2011        | 11/04/2012   | 17                            | 3  | Station de pompage est insuffisante  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Des stations provisoires permettant la levée de l'eau ont été envisagées, mais ne sont arrivées ni possibles ni économiques.</li> <li>La conception et l'appel d'offres pour la nouvelle usine sont terminés; l'équipement a été acheté; l'avis a été levé et l'avis sur le site.</li> <li>La collectivité a été fermée en mars 2020 et la construction, interrompue, en raison de la COVID-19; une nouvelle limite en mai 2022 a permis la poursuite des travaux.</li> <li>Les travaux de construction de la station de traitement de l'eau se poursuivent.</li> <li>En avril 2021, l'entrepreneur a fourni un calendrier révisé repoussant l'achèvement substantiel des travaux à octobre 2021; pour justifier ce retard, il a évoqué le défaut par certains sous-traitants (relatifs au bore) d'effectuer leurs travaux, ainsi que d'autres problèmes non attribuables à la Première Nation ou à la COVID.</li> <li>Lors d'un réunion de fréquence de gestion de projet, le 26 avril 2021, l'entrepreneur a signalé l'embauche d'un nouveau coordinateur de la sécurité de chantier et d'un nouveau superviseur de chantier; l'administrateur du contrat a rapporté une amélioration de la productivité et de l'organisation sur le terrain.</li> <li>Le 13 juillet 2021, l'entrepreneur a indiqué que de plus grandes équipes travaillent sur le chantier; et que le calendrier pourrait toujours être respecté.</li> <li>Si les travaux qui restent à accomplir, il se peut que les ADEP LT ne soient pas levés au novembre comme prévu; SAC continue de contrôler la situation, et les dates cibles seront ajustées au besoin.</li> <li>Quelques opérations furent par le conseil tribal ARRC; par l'intermédiaire du centre de gestion de l'eau potable et des eaux usées financé par SAC; la collectivité collabore avec le pôle pour former l'opérateur principal afin qu'il passe de l'administration de catégorie 2 à</li> </ul>   | 11/02/21     |
| ON   |                 | West Pump House West Public Water System (partie du Angle West Public Water System) (N° 1100) | 12/02/2016        | 12/02/2017   | inconnu                       | inconnu                                  | Station de pompage d'eau; les niveaux de réservoirs sont supérieurs aux recommandations.                                       | <p>Nouvelle station de traitement de l'eau certifiée à Angle West.</p> <p>Courte terme, à long terme</p>                               | <ul style="list-style-type: none"> <li>En avril 2021, l'entrepreneur a fourni un calendrier révisé repoussant l'achèvement substantiel des travaux à octobre 2021; pour justifier ce retard, il a évoqué le défaut par certains sous-traitants (relatifs au bore) d'effectuer leurs travaux, ainsi que d'autres problèmes non attribuables à la Première Nation ou à la COVID.</li> <li>Lors d'un réunion de fréquence de gestion de projet, le 26 avril 2021, l'entrepreneur a signalé l'embauche d'un nouveau coordinateur de la sécurité de chantier et d'un nouveau superviseur de chantier; l'administrateur du contrat a rapporté une amélioration de la productivité et de l'organisation sur le terrain.</li> <li>Le 13 juillet 2021, l'entrepreneur a indiqué que de plus grandes équipes travaillent sur le chantier; et que le calendrier pourrait toujours être respecté.</li> <li>Si les travaux qui restent à accomplir, il se peut que les ADEP LT ne soient pas levés au novembre comme prévu; SAC continue de contrôler la situation, et les dates cibles seront ajustées au besoin.</li> <li>Quelques opérations furent par le conseil tribal ARRC; par l'intermédiaire du centre de gestion de l'eau potable et des eaux usées financé par SAC; la collectivité collabore avec le pôle pour former l'opérateur principal afin qu'il passe de l'administration de catégorie 2 à</li> </ul>   | 11/02/21     |
| ON   |                 | East Blackhawk Pump House Public Water System (N° 11200)                                      | 11/04/2011        | 11/04/2012   | 5                             | 0  | Ne satisfait pas aux recommandations relatives de distribution.  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>Des stations provisoires permettant la levée de l'eau ont été envisagées, mais ne sont arrivées ni possibles ni économiques.</li> <li>La conception et l'appel d'offres pour la nouvelle usine sont terminés; l'équipement a été acheté; l'avis a été levé et l'avis sur le site.</li> <li>La collectivité a été fermée en mars 2020 et la construction, interrompue, en raison de la COVID-19; une nouvelle limite en mai 2022 a permis la poursuite des travaux.</li> <li>Les travaux de construction de la station de traitement de l'eau se poursuivent.</li> <li>En avril 2021, l'entrepreneur a fourni un calendrier révisé repoussant l'achèvement substantiel des travaux à octobre 2021; pour justifier ce retard, il a évoqué le défaut par certains sous-traitants (relatifs au bore) d'effectuer leurs travaux, ainsi que d'autres problèmes non attribuables à la Première Nation ou à la COVID.</li> <li>Lors d'un réunion de fréquence de gestion de projet, le 26 avril 2021, l'entrepreneur a signalé l'embauche d'un nouveau coordinateur de la sécurité de chantier et d'un nouveau superviseur de chantier; l'administrateur du contrat a rapporté une amélioration de la productivité et de l'organisation sur le terrain.</li> <li>Le 13 juillet 2021, l'entrepreneur a indiqué que de plus grandes équipes travaillent sur le chantier; et que le calendrier pourrait toujours être respecté.</li> <li>Si les travaux qui restent à accomplir, il se peut que les ADEP LT ne soient pas levés au novembre comme prévu; SAC continue de contrôler la situation, et les dates cibles seront ajustées au besoin.</li> <li>Quelques opérations furent par le conseil tribal ARRC; par l'intermédiaire du centre de gestion de l'eau potable et des eaux usées financé par SAC; la collectivité collabore avec le pôle pour former l'opérateur principal afin qu'il passe de l'administration de catégorie 2 à</li> </ul>   | 11/02/21     |

| Avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves  |                                 |   |                             |                             |                             |   |  |  |   |   |
|---|---------------------------------|---|-----------------------------|-----------------------------|-----------------------------|---|--|--|---|---|
| "Les dates cibles auxquelles l'eau peut être livrée sont des estimations approximatives seulement et peuvent changer à mesure que les préoccupations de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être réévaluées (à déterminer) en raison de la nature du problème ou du stade avancé du projet. |                                 |   |                             |                             |                             |   |  |  |   |   |
| Les dates cibles sont révisées au fur et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour tenir tous les AQEP LT respectés le plus tôt possible.   |                                 |   |                             |                             |                             |   |  |  |   |   |
| Région  | Première Nation                 | Nom du réseau   | Date de l'avis (JJ/MM/AAAA) | Date de l'avis (JJ/MM/AAAA) | Niveau de réserves touchées | Niveau d'insécurité des réserves touchées | Problématisation   | Mesures correctives  | Situation actuelle  | Date cible  |
| ON  | Qikwas Nation of Sauguen        | Sauguen (Habit. Civil) Sans-Public Water System AQEP depuis 2018  | 25/04/2018                  | 26/04/2019                  | 0                           | 1   | Les niveaux de réserves sont épuisés aux recommandations.                  |  | <p>celle de catégorie 1, et pour que deux autres conditions obtiennent le certificat d'approbation des fournisseurs.</p> <p>Formation de travail spécifique pour le réservoir et le réajustement de puis-achève grâce au Programme de formation (PFC) en mai 2019. L'achèvement indique une contamination bactériologique (réservoir) attribuée aux installations existantes.</p> <p>Dans son évaluation de novembre 2018, l'expert-conseil a recommandé l'installation d'un nouveau puis et de nouvelles unités de traitement pour chaque bâtiment touché, concevoir des unités achevées en janvier 2021.</p> <p>Comme attendu le 18 février 2021, l'opération de transfert planifiée a été retardée des problèmes de chaîne d'approvisionnement en eau au respect des échéances des travaux le 18 mai 2021. L'entrepreneur a envoyé l'avis de modification (ajout) des réservoirs devant être installés au projet, d'autres complications, notamment une pompe, ont été retardées plus d'un mois, et le fournisseur n'a donné que peu de renseignements sur leur livraison.</p> <p>L'entrepreneur a tenté d'installer le système de centre de contrôle le 14 juin 2021, les composants de centrale n'ont pas été livrés (absence de contact au client). Nécessaire pour achever les systèmes de traitement au point d'entrée de l'eau et du multiple sort et souffrance.</p> <p>Le 14 juillet 2021, SAC a été informé que le date de livraison des réservoirs de mélange de traitement causés par le COVID et d'autres facteurs d'urgence ont été annulés, mais aucune ne respecte les paramètres de conception.</p> <p>L'entrepreneur a confirmé la livraison sur place des réservoirs de mélange et est retourné sur le site le samedi 10 août et a achevé l'installation de l'équipement, le réajustement du mélange de centre de contrôle (à l'exception d'un défaut de fabrication, il a été remplacé le samedi 23 août 2021). L'inspection des systèmes finalemment installés a eu lieu le 26 août 2021, le même que le précédent (évaluation sur site à l'origine chimique) et a été livrée aux clients et le rapport d'inspection de l'expert-conseil.</p> <p>Soixante-neuf réservoirs (sur 1) la collecte par l'OPNNTSC, avec le soutien financier de SAC.</p> | 04/2021   |
| ON  | Stoney Nation of Sauguen        | Sauguen School Sans-Public Water System AQEP depuis 2018          | 27/04/2018                  | 27/04/2019                  | 0                           | 1   | Le réservoir 6, 011 et des collines, tous sont épuisés dans l'eau du puis. | <p><b>Liens utiles</b></p> <p>Évaluation de l'état de l'opération au point d'entrée sur les réservoirs.</p> <p><b>Point d'entrée</b>, n.c.</p>                       | <p>La municipalité de la réserve de la réserve a eu en septembre 2020, il n'est pas possible de percevoir et même un avis de réserves provisionnelles n'est pas 2021.</p> <p>Une augmentation des coûts du projet a été approuvée afin que soit établie la viabilité à long terme de la source d'eau existante actuellement utilisée; les résultats indiquent que le puis à eau souterraine et l'aquifère ne peuvent pas répondre à la demande croissante.</p> <p>L'expert-conseil étudie l'opportunité d'une analyse de service municipale (ESTM); il a également initié la recherche de solutions provisionnelles, les options possibles comprennent la location d'un système à membrane mobile, mais en ce qui concerne la capacité du système de traitement des eaux usées de supporter une restriction afin que les préoccupations techniques et financières soient prises en compte à la situation actuelle, une solution provisionnelle n'est pas été déterminée ou financièrement possible.</p> <p>À la réception de l'état de gestion de projet du 3 février 2021, l'expert-conseil a indiqué que le raccordement au réseau municipal devrait être effectué dès que possible à titre de solution provisionnelle. La Première Nation a répondu son avis à cet égard; il y a deux options. L'une d'elles pourrait potentiellement répondre aux besoins de certains foyers de communauté de Première Nation voisine.</p> <p>Des représentants de projet et la collectivité ont indiqué que le chef et le conseil d'administration ont convenu d'installer une ESTM, une option a eu lieu le 24 juin 2021 pour discuter des préoccupations techniques avec la Première Nation et leurs ingénieurs-consultants.</p> <p>Le rapport final a été présenté à la Première Nation et à SAC pour examen final le 30 août 2021. SAC a demandé à la Première Nation de fixer une date de rencontre pour discuter des étapes suivantes.</p> <p>La Première Nation a été informée séparément à envisager une solution provisionnelle tant que le financement d'une solution à long terme n'est pas assuré.</p>   | 08/2021   |
| ON  | Onondaga Nation of the Thousand | Onondaga Public Water System (N° 7174) AQEP depuis septembre 2018 | 20/09/2019                  | 20/09/2020                  | 340                         | 22  | Le système de traitement ne satisfait pas aux exigences de l'ES/SCS.       | <p><b>Liens utiles</b></p> <p>À déterminer au sujet d'une étude de faisabilité.</p> <p><b>Point d'entrée</b></p> <p>Options provisionnelles.</p> <p>À envisager.</p> | <p>La municipalité de la réserve de la réserve a eu en septembre 2020, il n'est pas possible de percevoir et même un avis de réserves provisionnelles n'est pas 2021.</p> <p>Une augmentation des coûts du projet a été approuvée afin que soit établie la viabilité à long terme de la source d'eau existante actuellement utilisée; les résultats indiquent que le puis à eau souterraine et l'aquifère ne peuvent pas répondre à la demande croissante.</p> <p>L'expert-conseil étudie l'opportunité d'une analyse de service municipale (ESTM); il a également initié la recherche de solutions provisionnelles, les options possibles comprennent la location d'un système à membrane mobile, mais en ce qui concerne la capacité du système de traitement des eaux usées de supporter une restriction afin que les préoccupations techniques et financières soient prises en compte à la situation actuelle, une solution provisionnelle n'est pas été déterminée ou financièrement possible.</p> <p>À la réception de l'état de gestion de projet du 3 février 2021, l'expert-conseil a indiqué que le raccordement au réseau municipal devrait être effectué dès que possible à titre de solution provisionnelle. La Première Nation a répondu son avis à cet égard; il y a deux options. L'une d'elles pourrait potentiellement répondre aux besoins de certains foyers de communauté de Première Nation voisine.</p> <p>Des représentants de projet et la collectivité ont indiqué que le chef et le conseil d'administration ont convenu d'installer une ESTM, une option a eu lieu le 24 juin 2021 pour discuter des préoccupations techniques avec la Première Nation et leurs ingénieurs-consultants.</p> <p>Le rapport final a été présenté à la Première Nation et à SAC pour examen final le 30 août 2021. SAC a demandé à la Première Nation de fixer une date de rencontre pour discuter des étapes suivantes.</p> <p>La Première Nation a été informée séparément à envisager une solution provisionnelle tant que le financement d'une solution à long terme n'est pas assuré.</p>   | À déterminer – le calendrier du projet n'est pas encore établi. |
| ON  | Sturgeon Lake                   | Sturgeon Lake Public Water System AQEP depuis octobre 2018        | 19/10/2018                  | 19/10/2019                  | 105                         | 3   | Le réservoir de la réserve de traitement de l'eau tel que tel n'a.         | <p><b>Liens utiles</b></p> <p>Agenda des travaux de la réserve actuelle.</p> <p><b>Point d'entrée</b></p> <p>Reservoir, n.c.</p>                                     | <p>Situation à long terme, agrandissement et mise à niveau de la réserve de traitement de l'eau actuelle, unité de traitement liée au projet de la réserve 2015.</p> <p>Solution provisionnelle, installation rapide d'une unité de traitement dans la réserve actuelle. L'unité a été installée en mars 2020 en raison de la COVID-19 le 15 août 2020; la Première Nation a autorisé le réservoir sur le site.</p>   | 11/2021   |



| <p align="center"><b>Revis concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves</b></p> <p align="center">*Le nombre de réservoirs et d'ouvrages constructives touchés par une révision.</p> <p align="center">**Les dates cibles assignées l'ont peut être les soit des estimations approximatives seulement et peuvent changer à mesure que les répercussions de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être décalées (l'alternance) en raison de la nature du problème ou du stade précoce du projet.</p> <p align="center">Les dates cibles peuvent être décalées au fur et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour éviter tous les ASEP LT (reste le plus tôt possible).</p> |                   |   |                   |  |                               |  |   |   |  |              |
|---|-------------------|---|-------------------|--|-------------------------------|--|---|---|--|--------------|
| Région  | Province/Nation   | Nom de réseau   | Date (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'avis est donné au ASEP LT (JJ/MM/AAAA) | Nombre de réservoirs touchés* | Nombre d'ouvrages constructives touchés* | Projet/Initiative   | Mesures correctives   | Situation actuelle   | Date cible** |
|   |                   |   |                   |  |                               |  | garantir la sécurité de l'eau.  | nouveaux unités de traitement dans la station actuelle des que possible   | <p>Le 25 novembre 2020, l'entrepreneur était sur les lieux des installations en construction ont été des degrés.</p> <p>Consulté par le père, le Premier Ministre a informé l'équipe de gestion de projet que l'ASEP LT ne pourra pas être levée tant que la deuxième chaîne de traitement n'est pas installée.</p> <p>Le 25 mai 2021, l'entrepreneur a indiqué que l'eau de la nouvelle chaîne de traitement dépassait parfois la CMA de mangroves. Une fois les problèmes résolus avec l'aide du personnel responsable de la gestion (ZRC) et les ajustements de pH effectués efficacement pour gérer les fluctuations saisonnières de mangroves.</p> <p>Le 25 mai 2021, l'entrepreneur a présenté un nouveau calendrier indiquant la suspension de la levée de l'ASEP en raison de retards liés à l'installation de la première unité de traitement, l'achèvement de l'ajustement de pH et de la mise à niveau de la station de traitement de l'eau est quant à le prévu pour février 2022.</p> <p>Des échantillons prélevés à même la nouvelle chaîne de traitement indiquent que l'eau est conforme aux exigences.</p> <p>Le 25 juin 2021, l'eau de la nouvelle chaîne de traitement a été testée vers le réservoir et le réseau de distribution, et les travaux de désinfection de l'ancienne chaîne de traitement et d'installation d'une deuxième chaîne ont commencé. L'expert-consultant a indiqué que ces travaux doivent s'achever sur 5 semaines.</p> <p>La deuxième chaîne de traitement doit être mise en marche début septembre; une fois ses travaux achevés, la première sera installée à son emplacement définitif. SAC a été informé de préoccupation de chef et de conseil quant à la levée de l'ASEP après le mise en marche de la deuxième chaîne, la possibilité d'ASEP récurrents risques d'entraîner des dérangements et d'éroder la confiance de la collectivité dans le réseau d'eau potable. Il a été précisé que l'ASEP est levé lorsque tous les travaux seront achevés, et la date cible a été ajustée en conséquence.</p> <p>Soutien opérationnel fourni par le contrat vital de Wessling avec le soutien financier de SAC.</p> |              |
| ON  | Sandy Lake        | Sandy Lake Public Water System (17179) ASEP depuis octobre 2022       | 10/10/2002        | 10/10/2002   | 400                           | 15                                       | Le réseau est adéquat et ne nécessite pas de recommandations. Analyse de la capacité requise.   | <p><u>Long terme</u>, Mise à niveau et amélioration de la station de traitement de l'eau.</p> <p><u>Court terme</u>, Réparation et optimisation de l'usine; réparation et nettoyage du réseau de distribution; améliorations opérationnelles.</p> | <p>Solution proposée (réparation et optimisation de la station de traitement de l'eau et du réseau de distribution) menée à bien; réparations supplémentaires réalisées en juillet 2021.</p> <p>Cette opérationnelle impliquant les agents de santé environnementale et publique (ASEP) de recommander la levée de l'avis; soutien offert du père par l'OPNTSC.</p> <p>La levée de l'ASEP est une priorité pour le chef, le père de SAC date de la semaine du 14 décembre 2020 qui incite à recourir à un soutien opérationnel.</p> <p>Début des travaux de construction dans le cadre d'une solution à long terme en janvier 2021; révision d'accès en raison de la COVID en mai 2020; entrepreneur renouveau en septembre 2021; mise à l'achèvement du projet à long terme reportée à juin 2022 (répercussions de la COVID).</p> <p>Rapport des travaux de construction, réajustement de la production en raison de la COVID, matériaux de construction acheminés dans la collectivité au moyen du réseau de route d'hiver.</p> <p>OPNTSC a été informé que le personnel pouvait être affecté dans la collectivité. Seul COVID, reporté jusqu'à ce que les indicateurs soient avant de commencer à travailler. Le Premier Ministre n'a pas encore confirmé l'application de l'OPNTSC à la rendre sur place. OPNTSC encourage les opérateurs à prendre part au Programme de formation. Réviser en mode virtuel et demander la permission pour se rendre sur le chantier.</p> <p>Retour à un ASEP des SAC pour analyser les échelles et procéder à des tests afin de mieux comprendre les incidences opérationnelles en 2021.</p>  | 07/2022      |
| ON  | Shoal Lake No. 40 | Pump house No. 1 Public Water System (17125) ASEP depuis février 2021 | 18/02/1997        | 18/02/1998   | 15                            | 1  |   |   | <p>Consulté détaillé durant de 2021 mise à jour pour respecter les exigences réglementaires en vigueur et répondre aux besoins à long terme de la collectivité.</p> <p>Projet pilote d'appui d'efforts des Autochtones qui favorise en processus d'investissement opérationnel auprès d'entrepreneurs qualifiés appartenant à des Autochtones.</p>   | 09/2021      |
| ON  | Shoal Lake No. 40 | Pump house No. 2 Public Water System (17125) ASEP depuis février 2021 | 18/02/1997        | 18/02/1998   | 15                            | 1  | Procédure de traitement améliorée qui nécessite une mise à jour respectant les recommandations. | <p><u>Long terme</u>, Nouvelle usine centralisée de traitement de l'eau et réseau de distribution.</p> <p><u>Court terme</u>, x.c.</p>  | <p>Révision mensuelle de construction; réunion de l'équipe de gestion de projet le 27 juin 2021, entrepreneur informé du retard dans les travaux en raison de la pandémie. L'ordre de systèmes de commande des réservoirs efficaces; calendrier prévoyant un démarrage avant le 12 juillet 2021 et la fin des travaux le 22 août 2021. L'équipe de conseil collaborer avec l'entrepreneur pour accélérer les choses, si possible, les autres problèmes touchant la mise en service comprennent la coordination des divers fournisseurs et sous-traitants sur place pour la date de démarrage cible (en raison des protocoles de COVID-19 et d'un marché saturé); et retardé dans l'installation par Bell Canada d'une connexion internet à large bande à la nouvelle station de traitement.</p>  | 09/2021      |
| ON  | Shoal Lake No. 40 | Pump house No. 3 Public Water System (17126) ASEP depuis février 2021 | 18/02/1997        | 18/02/1998   | 20                            | 2  |   |   |  | 09/2021      |
| ON  | Shoal Lake No. 40 | Pump house No. 4 Public Water System (17127)                          | 18/02/1997        | 18/02/1998   | 8                             | 4  |   |   |  | 09/2021      |

| Révisé concernant la qualité de l'eau potable à long terme et rigueur dans le réseau public des réserves<br>"Le nombre de réseaux et d'ouvrages concernés est touché par l'eau du réservoir."<br>"Les dates cibles auxquelles l'eau peut être livrée sont des estimations approximatives et peuvent changer à mesure que les repercussions de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être déterminées (à déterminer) au regard de la nature du problème ou du stade précoce du projet.<br>Les dates cibles sont révisées au fil et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour traiter tous les ASEP LT restants le plus tôt possible. |                   |  |                   |  |                            |   |   |   |   |              |
|---|-------------------|--|-------------------|--|----------------------------|---|---|---|---|--------------|
| Région  | Province/Nation   | Nom du réseau  | Date (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'avis est délivré au ASEP LT (JJ/MM/AAAA) | Nombre de réseaux touchés* | Nombre d'ouvrages concernés/ouvrages touchés* | Profil/Statut   | Mesures correctives   | Situation actuelle  | Date cible** |
| ON  |                   | AGSEP depuis Water 1997  |                   |  |                            |   |   |   |   |              |
| ON  | Shoal Lake No. 40 | Pump house No. 2 Public Water System (N° 17126) AGSEP depuis Water 1997      | 18/02/1997        | 18/02/1998   | 10                         | 0   |   |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>d'eau, dans le cadre que les travaux sur le réseau à large bande ne cessent terminés à la fin septembre 2021</li> <li>SAC à ses informés que, en raison de diverses sources, le démarrage manuel établi officiel, des essais brèves ont eu lieu, les essais de performance doivent commencer au début septembre 2021. L'achèvement et les essais en cours montrent que la production et la circulation d'eau satisfont toutes les exigences pertinentes.</li> <li>Exécution définitive du contrat prévue à la fin septembre ou début octobre</li> <li>Soutien opérationnel fourni par le contrat initial de Service, avec le soutien financier de SAC</li> </ul> | 08/2021      |
| ON  | Shoal Lake No. 40 | Pump house No. 3 Public Water System (N° 17129) AGSEP depuis Water 1997      | 18/02/1997        | 18/02/1998   | 10                         | 0   |   |   |   | 08/2021      |
| ON  | Shoal Lake No. 40 | Shoal Pump house Public Water System (N° 17131) AGSEP depuis Water 1997      | 18/02/1997        | 18/02/1998   | 15                         | 0   |   |   |   | 08/2021      |
| ON  | Washagama Bay     | Washagama Bay East Public Water System (N° 17132) AGSEP depuis décembre 2008 | 19/12/2008        | 19/12/2009   | 34                         | 2   | Mauvaise qualité de l'eau souterraine, traitement insuffisant, capacité insuffisante. | Forage de nouveaux puits, réparations préventives de futurs dommages, ainsi qu'il s'agit de l'eau potable<br>Nettoyage terminé du réseau de distribution, dommages causés par l'essai de pression réparations effectuées.<br>Travaux touchant la pile d'eau réalisés pour régler les problèmes liés à la qualité (amélioration des travaux par suite du confinement de la collectivité le 1 <sup>er</sup> octobre 2020 (pas confirmé de COVID) fin du confinement le 6 octobre 2020)<br>Semaine du 18 décembre 2020, achèvement par l'agent de santé environnementale et publique (ASEP) et recommandation de la lettre de l'ASEP LT le 4 janvier 2021<br>Travail en cours légèrement dérivé dans l'eau traitée, source de préoccupation pour la collectivité<br>L'ASEP a tenu une séance d'information avec le chef et le conseil, le chef a avisé SAC que la collectivité n'accepterait pas les recommandations relatives à la lettre de l'ASEP LT sans la mise en place d'une solution à long terme.<br>Construction de la nouvelle station de traitement d'eau terminée, après plusieurs reports de mai à juin 2021, essais de performance réussis avec succès le 30 juin 2021, collaboration avec la Province Néon et l'entrepreneur pour éliminer les protocoles de COVID-19 permettant la poursuite des activités de construction.<br>Analyse chimique complète et tests bactériologiques, l'eau obtenue répond à toutes les exigences, collecte d'échantillons bactériologiques pour essais par l'ASEP les 18 et 20 juillet 2021, résultats acceptables, lettre de recommandation pour la lettre de l'ASEP LT délivrée par l'ASEP le 27 juillet 2021, aux fins d'examen par le chef et le conseil.<br>Travaux et mise en service des unités de traitement, les résultats de l'essai montrent que toutes les exigences sont respectées, sauf une (substituée à l'essai), l'agent conseil effectuera un réexamen et une inspection afin de relever les options futures.<br>L'ASEP a formulé une recommandation relative à la lettre de l'avis pour la nouvelle usine et les réseaux décentralisés en date du 23 août 2021.<br>Entente par la collectivité et deux opérateurs de l'usine Simons WaterForce (qui travaillent de concert avec l'équipe de construction pour obtenir le certificat d'exploitation en formation), la collectivité obtient un soutien opérationnel fourni par l'intermédiaire du rôle de Service financier par SAC. | 08/2021   |              |
| ON  | Washagama Bay     | Washagama Bay West Public Water System (N° 17132) AGSEP depuis décembre 2008 | 19/12/2008        | 19/12/2009   | 4                          | 0   |   | Solution préventive (modernisation de la station de pompage) menée à bien.<br>Échantillonnage et essais, élaboration d'un plan de levée en collaboration avec l'agent de santé environnementale et publique (ASEP).<br>Collecte d'échantillons par l'ASEP le 2 juin 2020, travail en cours réexamen non conforme aux paramètres exigés.<br>Mesures correctives apportées.<br>Collecte d'échantillons pour essais par l'ASEP du Kinross Chiefs Advisory les 23 et 24 juin 2021, les essais ont révélé que l'eau était conforme à toutes les exigences réglementaires et le 12 août 2020, l'ASEP a envoyé une lettre au chef et au conseil recommandant la lettre de l'ASEP pour le réseau, le chef et le conseil ont accepté l'acceptation de la recommandation jusqu'à ce que le Réseau East fournisse l'eau à une date possible ultérieure.<br>Solution à long terme et soutien offert à l'opérateur, comme mentionné ci-dessus pour le Réseau East.<br>Recommandation par l'ASEP et envoi l'ASEP LT le 27 juillet 2021.   | 08/2021   |              |

| Avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves   |                           |   |                   |   |                             |                             |  |  |   |              |
|--|---------------------------|---|-------------------|---|-----------------------------|-----------------------------|--|--|---|--------------|
| *Les dates cibles susceptibles d'être modifiées sont des estimations approximatives et peuvent changer à mesure que les préoccupations de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être déterminées (à déterminer) en raison de la nature du problème ou du stade avancé du projet. |                           |   |                   |   |                             |                             |  |  |   |              |
| Les dates cibles sont révisées au fur et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour tenir tous les AQEP LT respectés le plus tôt possible.  |                           |   |                   |   |                             |                             |  |  |   |              |
| Région   | Première Nation           | Nom du réseau   | Date (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'avis est devenu un AQEP LT (JJ/MM/AAAA) | Nombre de réserves touchées | Nombre d'habitants affectés | Problématisation   | Mesures correctives  | Situation actuelle  | Date cible** |
| MB   | Shimashani                | Shimashani Public Water System n° 16071 AQEP depuis décembre 2019 | 01/12/2019        | 01/12/2021  | 163                         | 14                          | Usine au-delà de son cycle de vie et améliorations de la capacité requises. Problèmes d'exploitation et d'entretien.   | Long terme : Mise à niveau et remplacement de la station.<br>Court terme : Réparations, opérations et améliorations opérationnelles. | Réparations de turbine terminées, les travaux doivent se poursuivre en raison de la COVID. Les travaux ont repris le 23 avril 2020.<br>Renforcement du soutien offert à l'opérateur par l'organisme du Programme de formation technique. Deux opérateurs de remplacement en formation.<br>Nouveaux problèmes à la station actuelle et dans le réseau de distribution : réparations techniques. Programme de formation technique, soutien offert par rapport de savoir environnementale et publique (ASEP).<br>Travail terminé en octobre précédent qui permettait l'opérateur principal et adjoint. Programme de formation technique dans la collectivité le 14 février 2021 pour travailler avec l'opérateur, rencontres avec le chef pour discuter de l'importance d'avoir des opérateurs de remplacement formés et certifiés.<br>Problèmes avec les conduites d'eau en raison de la COVID-19 et au poste de pompage d'eau en avril-juin, travaux d'une conduite d'eau et absence continue de chaudière d'eau dans le réseau de distribution le 28 juin 2021; son résultat de l'achèvement technique.<br>Programme de formation technique sur place le 14 août 2021; découverte de dommages à la conduite d'eau causés par le feu; réparations en cours; une des deux pompes d'eau brève mais service après de fortes pluies, un écoulement vers le puits pour régler le situation.<br>Travaux en cours pour une station à long terme, travaux pour une modernisation majeure, un approvisionnement en eau potable plus d'eau pour le traitement d'eau terminée à l'automne 2021, la date cible pour la levée de l'AQEP LT coïncide avec la fin du long terme, compte tenu des problèmes non résolus à la station actuelle.<br>Rencontres entre la direction de la région, le chef et le conseil le 14 août 2021; l'opérateur assurera la surveillance du réseau de l'usine le projet de station de traitement d'eau pendant l'ajout d'une installation de traitement supplémentaire dans le réseau de l'usine. L'opérateur pourra maintenir à distance la station en raison de la station, avec formation offerte par le Programme de formation technique et modification de l'opération de la main à l'usine et au poste de pompage d'eau en concert avec la station à long terme; cela fournit du chlore résiduel à l'usine et au poste de pompage d'eau, après l'approvisionnement de la station de traitement d'eau, le problème de pression au poste de pompage d'eau est résolu.<br>Rencontres prévues avec le chef en octobre 2021 pour discuter des activités de la station de traitement d'eau liées à l'usine et au poste. | 08/2022      |
| MB   | Nation crie de Tutakweyak | Tutakweyak Cree Public Water System n° 16021 AQEP depuis mai 2017 | 17/05/2017        | 17/05/2019  | 381                         | 5                           | Usine au-delà de son cycle de vie et améliorations de la capacité requises. Problèmes d'exploitation et d'entretien.   | Long terme : Réparations, opérations et améliorations opérationnelles.   | La qualité de l'eau respecte les recommandations, cependant il reste à surveiller les réserves pour améliorer le traitement; évaluation de la source d'eau réalisée en janvier 2019, recommander le lac Assiniboia comme source protégée et une modernisation de la station de traitement; analyse approfondie des TMS.<br>Lettres remises à la Première Nation concernant la bonne qualité de l'eau (certificats de conformité en février 2019), mais la Première Nation n'a pas répondu.<br>Financement accordé pour l'eau embouteillée et le traitement d'eau; analyse de la source actuelle de l'eau concernant les cyanobactéries, l'analyse des cyanobactéries et le statut des Aquifères en matière de tests des recommandations canadiennes et de la réglementation provinciale.<br>Réalisation d'une évaluation de la source d'eau et mise à jour de l'étude de faisabilité de 2019 en collaboration avec l'opérateur; les options peuvent répondre aux besoins à long terme en eau potable de la collectivité; après l'ajout de la capacité, le projet de pomper l'eau de lac Assiniboia passera à l'étape de la conception et de la construction.<br>SAC est déterminé à financer la conception et la construction d'une capacité pour pomper l'eau de la collectivité dans le lac Assiniboia.<br>Court terme : S.p.   | À déterminer |
| SA   | Litté Phe                 | Litté Phe Public Water System AQEP depuis novembre 2016           | 18/11/2016        | 18/11/2019  | 300                         | 10                          | Station au-delà de son cycle de vie et améliorations de la capacité requises. Problèmes d'exploitation et d'entretien. | Long terme : Réparations, opérations et améliorations opérationnelles.   | Réparations à court terme terminées, le station fournit un approvisionnement adéquat d'eau potable salubre.<br>Au début d'août 2021, la présence de bactéries E. coli a été signalée dans un puits d'eau. L'avis est devenu un ordre de puits touchés à été suspendu le 10 août 2021; l'avis a été levé à un ordre d'évaluation de l'eau.<br>Involvement : il y avait des problèmes d'approvisionnement en eau; cependant, certains puits ont été en fonction et de nouvelles puits ont été créées et mises.<br>À l'heure actuelle, la Première Nation est sans opérateur agréé. SAC travaille étroitement avec elle-ci pour reprendre les services d'un autre opérateur, sans perdre les formateurs au programme technique offert en soutien. L'opérateur a de la difficulté à suivre la formation requise en raison de la COVID-19; l'opérateur en place jusqu'à ce que l'opérateur soit agréé; l'opérateur pourra sa formation, accumuler des heures en vue de son approvisionnement.  | À déterminer |



| <p>Reviz concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves</p> <p>« Le nombre de réserves et d'ouvrages concernés touchés par le problème »</p> <p>« Les dates cibles auxquelles l'avis peut être levé sont des estimations approximatives seulement et peuvent changer à mesure que les repercussions de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être décalées (à déterminer en raison de la nature du problème ou du stade précoce du projet.</p> <p>Les dates cibles peuvent être avancées au fil et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour traiter tous les ADEP LT restants le plus tôt possible.</p> |                        |   |                             |   |                              |                                      |  |  |   |              |
|---|------------------------|---|-----------------------------|---|------------------------------|--------------------------------------|--|--|---|--------------|
| Région  | Première Nation        | Nom de réseau   | Date de l'avis (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'avis est devenu un ADEP LT (JJ/MM/AAAA) | Nombre de réserves touchées* | Nombre d'ouvrages concernés/touchés* | Problématique  | Mesures correctives  | Situation actuelle  | Date cible** |
| SK  | Peapawikie             | Peapawikie Main Public Water System n° 66891 ADEP depuis février 2015 | 5/20/15                     | 5/20/16   | 176                          | 10                                   | Les problèmes de vieillissement des deux réseaux doivent faire l'objet d'un entretien et d'une mise à niveau. Problèmes d'exploitation et d'entretien. | <p><u>Long terme</u> : Mise à niveau de la station de traitement d'eau; approvisionnement du réseau de distribution</p> <p><u>Court terme</u> : Réparation des réseaux; ADEP à reconnaître la nécessité d'un renouvellement des avis</p> | <p>La solution à long terme est la construction d'une nouvelle station de traitement d'eau; le projet est en cours de construction</p> <p>Négociations terminées; avisé recommandée en juillet 2015, mais la Première Nation est réticente à lever l'avis avant que les mises à niveau à long terme de la station de traitement d'eau soient terminées et, par conséquent, qu'un prolongement au réseau de distribution par canalisation soit construit</p> <p>SAC a offert de partager les coûts d'un réseau de distribution à basse pression; la Première Nation n'a pas donné son accord à ce jour</p> <p>Les travaux de mise à niveau à long terme sont pratiquement terminés et le statut de traitement d'eau mis à niveau fourni de l'eau potable et descriptif des collectifs</p>  | À déterminer |
| SK  | Peapawikie             | Poirine Rivière (n° 17166) ADEP depuis 2012                           | 10/04/2013                  | 10/04/2014  | 0                            | 0                                    |  |  |   | À déterminer |
| ON  | Actiokas Wa Zhag n° 27 | Windigo Island Public Water System ADEP depuis juin 2021              | 2021-08-22                  | 2022-08-22  | 12                           | 4                                    | Résultats négatifs de l'analyse géologique et géotechnique et problèmes de distribution.   | <p><u>Long terme</u> : Terminer la construction (SAC en cours) de la nouvelle station de traitement d'eau et mise à niveau du réseau de distribution</p> <p><u>Court terme</u> : 0,0</p>   | <p>Les résultats négatifs de l'analyse géologique et la défaillance de la distribution ont entraîné l'abandon d'un ADEP; selon les directives du chef et du conseil, aucun avis supplémentaire ne sera fait dans des solutions provisoires; puisque la solution à long terme est en cours d'achèvement</p> <p>La solution à long terme, soit construire une nouvelle station de traitement d'eau et mettre à niveau le réseau de distribution, est bien entendue; les essais de performance étant prévus pour le début septembre 2021 et l'achèvement substantiel du contrat étant prévu à la fin septembre 2021; l'agent de santé environnementale et publique (ASCEP) de NCA est au courant de l'état du projet et dispose de l'appuyer (financement et les essais)</p> <p>Soutien opérationnel fourni par le conseil tribal AKRC, avec le soutien financier de SAC</p>   | 10/2021      |
| ON  | Big Grassy             | Big Grassy Public Water System ADEP depuis mars 2021                  | 09/02/2021                  | 09/02/2022  | 80                           | 7                                    | Fuite d'eau et perte de pression de distribution   | <p><u>Long terme</u> : Mise à niveau et approvisionnement de la station de traitement</p> <p><u>Court terme</u> : 1,0</p>  | <p>Problèmes liés à la station actuelle; trois ADEP au cours des six derniers mois; ADEP actuel en raison de la perte de pression de distribution; fuite prioritaire</p> <p>Démarche de fuite efficace et correction des fuites; cependant d'autres problèmes découlent des travaux de mise à niveau et du remplacement des nouveaux systèmes et équipements de traitement construits de plus de 20 ans auparavant</p> <p>Les citoyens de la Première Nation ont décidé de renvoyer l'ADEP en place jusqu'à la réalisation du projet de modernisation et d'agrandissement en construction depuis mars 2020</p> <p>Entrepreneur informé en juin 2021 que les travaux dans la chaîne d'approvisionnement causés par la COVID ont eu des repercussions sur le plan de mise en service; le PRCM fait le suivi avec le fabricant afin de résoudre le problème de au câblage qui n'a pas encore été fixé; le câblage et la mise en service ne devraient avoir lieu qu'à la fin juillet 2021; l'entrepreneur n'a pas encore remis le plan de mise en service à l'inspecteur pour examen</p> <p>Entrepreneur informé en juillet 2021 des retards dans le démarrage en raison des problèmes touchant la chaîne d'approvisionnement causés par la COVID; le nouveau calendrier prévoit le début des essais de performance à la fin août 2021; tous les travaux seront réalisés d'ici la fin septembre 2021; selon l'inspecteur, les travaux ont avancé un mois de retard par rapport au calendrier</p> <p>SAC continue de surveiller le projet et de soutenir la collectivité; le nouveau calendrier sera communiqué en septembre 2021</p> <p>Il y a des problèmes opérationnels et la Première Nation a fait savoir qu'elle travaillera sur un plan de relève dans le but d'entraîner de nouveaux opérateurs à temps pour la mise en service</p> <p>Soutien opérationnel fourni par le conseil tribal AKRC, avec le soutien financier de SAC</p> | 10/2021      |

**Avise concernant la qualité de l'eau potable à long terme en vigueur dans le réseau public des réserves**  
 La qualité de l'eau potable et d'innombrables contaminants touchés par les stations.

\*Les dates cibles susceptibles d'être revues sont des estimations approximatives et peuvent changer à mesure que les repercussions de la pandémie évoluent. Dans certains cas, les dates cibles doivent être déterminées (à déterminer) en raison de la complexité du problème ou du stade précoce du projet.

Les dates cibles sont révisées au fur et à mesure de l'avancement des projets. Tous les efforts sont déployés pour tenir tous les AQEP LT respectés le plus tôt possible.

| Région | Première Nation | Nom du réseau  | Date (JJ/MM/AAAA) | Date à laquelle l'avis est dû être révisé (JJ/MM/AAAA) | Niveau de conformité | Niveau d'innocuité | Problèmes   | Mesures correctives   | Situation actuelle  | Date cible |
|--------|-----------------|--|-------------------|--|----------------------|--------------------|---|---|---|------------|
| ON     | Matkeegongang   | Matkeegongang L3B Public Water System AQEP depuis février 2021 | 07/01/2021        | 07/01/2022   | 71                   | 8                  | Aucun cas de qualité de l'eau - problèmes opérationnels | L'ONG travaillera à l'ajout de nouveaux équipements de la station.<br><b>Contaminants</b><br>Correction des lacunes d'analyse relatives aux tests de l'eau de la station (pompe, filtre, électrolyse et automatisation) et réévaluation des opérations. | Date opérationnelle : l'AQEP découle des opérations régulières de la station et de la qualité de l'eau.<br>L'évaluation de la station a révélé des lacunes d'entretien (pompe, filtre, électrolyse et automatisation). SAC a approuvé un financement pour les coûts estimés pour régler ces problèmes d'entretien.<br>Après que les propositions ont été reçues de l'ingénieur-conseil, et comme attendu, celle-ci a été revue le vendredi 20 mars 2021. L'acceptation ou le refus de l'évaluation de l'ingénieur-conseil sera communiqué aux Premières Nations de la région de l'Ontario en juin 2021. Le rapport d'évaluation sera communiqué à SAC, une consultation sera effectuée avec les Premières Nations de la région de l'Ontario en septembre 2021.<br>Les travaux de réparation devraient être terminés en août 2021, cependant, des retards ont été observés par rapport à une nouvelle date cible sans égard à une fois le contrat de construction révisé. L'ONG travaillera à l'ajout de nouveaux équipements de la station (pompe, filtre, électrolyse et automatisation) et réévaluation des opérations.<br>Station opérationnelle fournie par l'ONGTSC, par l'intermédiaire du centre de gestion de l'eau potable et des eaux usées, financé par SAC.<br>Solutions à long terme prévues au moyen de l'évaluation de l'ingénieur-conseil. SAC continuera avec la Première Nation pour obtenir au plus tôt les documents d'approbation du projet afin de faire passer le projet à l'étape de la construction. | 13/2021    |

**AUTRES INITIATIVES COMMERCIALES**

| Région | Première Nation               | Projet                           | Situation actuelle   |
|--------|-------------------------------|----------------------------------|--|
| ON     | Première Nation de Curve Lake | Curve Lake Water Treatment Plant | La Première Nation de Curve Lake ne compte à l'heure actuelle aucun avis sur la qualité de l'eau potable en vigueur. En juin 2018, l'AQEP LT sur l'innocuité administrative des avis de Curve Lake a été levé.<br>Curve Lake est desservi avec de l'eau souterraine (propre) dans environ 300 puits individuels pour chaque maison, en plus de la subdivision Nishnawbezi qui est desservie par un réseau collectif d'approvisionnement souterrain (Curve Lake Nishnawbezi Water Supply Treatment System - qui dessert 58 maisons); ce réseau sera démantelé lors de la nouvelle station de traitement d'eau en cours de construction. Ces unités ne sont pas observées par le nouveau réseau de traitement et de distribution d'eau.<br>Les puits individuels de Curve Lake sont d'une qualité et d'une quantité variables, avec un faible recouvrement des puits d'eau et une contamination des installations septiques sur place. Le résultat des tests précédents montre la présence de niveaux élevés de sulfure de fer et de nitrate dans les puits d'eau souterrains. Dans le cadre de l'évaluation nationale (Region 3, Ontario, 2013), contre puits privés ont été examinés et des problèmes de qualité d'eau liés à la présence de sulfures, de nitrates et de chlorure, à la dureté et aux nitrates dans les eaux souterraines ont été relevés. Un rapport hydrogéologique publié en novembre 2018 (Ontario Environmental Ltd.) a indiqué que quatre puits qui desservent à l'origine des installations de traitement de l'eau (système de traitement de l'eau souterraine de Curve Lake (TWS), de Curve et de Curve), en plus de concentrations élevées de chlore organique dissous (COD).<br>La station de pompage de la subdivision Nishnawbezi (Nishnawbezi Water Treatment Plant) n'a pas la capacité suffisante pour répondre à la demande actuelle. Le dernier rapport du Système de rapport sur la qualité de l'eau (2018-2019) recommandait une rénovation majeure du système. Un nouveau système de traitement et de distribution d'eau à même de répondre le règlement sur l'eau potable de l'Ontario pour répondre en eau potable selon la Première Nation pendant au moins 20 prochaines années.<br>SAC a fourni un financement à la Première Nation de Curve Lake pour la mise à jour de son étude de faisabilité. L'étude sera à jour prochainement, et la collectivité a pu bénéficier d'une station de traitement d'eau en surface avec filtration sur membrane et un réseau de distribution intégré avec deux pour les services d'urgence.<br>SAC est intéressé à financer la construction du système de traitement d'eau de Curve Lake, comme il est précisé dans la demande d'approbation de projet approuvée par le chef et le conseil le 2 juin 2020 et par SAC le 22 juin 2020, contre le lieu de la construction futur des membres de la Première Nation vivant dans la réserve inscrite dans l'État.<br>SAC a reçu le service d'ingénierie de l'étude de faisabilité le 25 mai 2021. L'étape de conception du projet a été approuvée le 15 juillet 2020. La Première Nation collabore avec un gestionnaire de projet et un expert-conseil en conception pour terminer la conception d'ici le fin mai 2022.<br>La DGGPN de la région de l'Ontario a financé, à raison de 200 000 \$, la proposition : l'essai de confiance des citoyens à Nishnawbezi, il s'agit d'un plan de gestion communautaire communautaire qui met l'accent sur la qualité communautaire, l'éducation à la culture, l'entraide de soi et l'établissement d'autres services de suivi-évaluation appropriés pour le collectif. Cette proposition est née du besoin de répondre aux effets psychologiques et physiques de l'AQEP LT qui ont fait évoluer le traumatisme collectif et les défis en santé mentale de la collectivité.<br>Le financement initial de la DGGPN de la région de l'Ontario servira à soutenir la communauté et à restaurer les capacités en vue d'établir le plan de gestion communautaire communautaire, en plus d'obtenir le soutien en santé mentale pour la collectivité et de régler les problèmes susceptibles de se poser à la suite de ces travaux.<br>La première installation de la collectivité (approuvée en février 2021) sera supervisée par la Première Nation; la DGGPN restera à la disposition de la Première Nation pour la soutenir à mesure que la mise en œuvre du projet avance.<br>La DGGPN de la région de l'Ontario est déterminée à financer la mise en place et la réalisation du plan de gestion communautaire communautaire qui est élaboré par l'entremise d'un processus de médiation communautaire en consultation avec la DGGPN. |
| ON     | Nishnawbezi                   | Éléments culturels au réseau     | La DGGPN de la région de l'Ontario est déterminée à financer la mise en place et la réalisation du plan de gestion communautaire communautaire qui est élaboré par l'entremise d'un processus de médiation communautaire en consultation avec la DGGPN.  |

**ANNEXE K**

**PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS À L'ENGAGEMENT (ET  
APPENDICES)**

*Voir ci-joint.*



## **1. Régler les différends ensemble : Procédure de règlement des différends relatifs à l'engagement**

### **1.1. Dispositions générales**

- 1.1.1. La présente annexe s'applique aux différends qui surviennent entre le Canada et les Premières Nations insuffisamment desservies portant sur le respect par le Canada de ses engagements aux termes de l'entente et sur les plans proposés pour respecter les engagements (collectivement, les « **différends** »).
- 1.1.2. Le Canada et le groupe partagent les mêmes objectifs :
  - 1.1.2.1. coopérer l'un avec l'autre pour veiller au respect constant de l'engagement;
  - 1.1.2.2. tendre à un consensus et à l'harmonie;
  - 1.1.2.3. convenir de plans pour respecter l'engagement de façon rapide et précise (« **plans de réparation** »);
  - 1.1.2.4. cibler rapidement les différends et les régler de la façon la plus rapide et la moins coûteuse possible;
  - 1.1.2.5. résoudre les différends de façon non accusatoire, collaborative et informelle;
  - 1.1.2.6. résoudre les différends d'une façon qui reflète et incorpore les traditions et les protocoles juridiques de la Première Nation insuffisamment desservie;
  - 1.1.2.7. trouver le processus pour résoudre les différends dans les communautés des Premières Nations insuffisamment desservies et mettre en œuvre ces processus d'une façon qui est accessible à ces communautés et qui les respecte.
- 1.1.3. Sauf indication contraire, le Canada et toute Première Nation insuffisamment desservie peuvent convenir de modifier une exigence procédurale contenue dans la présente annexe, qui s'applique à un différend en particulier.
- 1.1.4. Le Canada et le groupe souhaitent et prévoient que la plupart des différends seront résolus grâce à des discussions informelles sans qu'il soit nécessaire que la présente annexe soit utilisée.
- 1.1.5. Sauf indication contraire dans la présente entente, les différends qui ne sont pas résolus de façon informelle se poursuivront jusqu'à ce qu'ils soient résolus, en suivant les étapes suivantes :
  - 1.1.5.1. Étape un : efforts formels et sans aide pour arriver à une entente sur un plan de redressement entre le Canada et la Première Nation insuffisamment desservie, dans des négociations collaboratives en conformité avec l'appendice K-1;

- 1.1.5.2. Étape deux : efforts structurés pour arriver à une entente entre le Canada et la Première Nation insuffisamment desservie dans le cadre d'une médiation, en conformité avec l'appendice K-2;
- 1.1.5.3. Étape trois : décision définitive dans le cadre de procédures arbitrales en conformité avec l'appendice K-3.
- 1.1.6. Sauf indication contraire dans la présente entente, personne ne peut faire passer un différend à l'étape trois (arbitrage final) sans d'abord passer par les étapes un et deux, comme il est prévu dans la présente annexe.
- 1.1.7. Rien dans la présente annexe n'empêche le Canada ou une Première Nation insuffisamment desservie d'entreprendre des procédures arbitrales urgentes à tout moment :
  - 1.1.7.1. pour traiter une perte urgente d'accès régulier à l'eau;
  - 1.1.7.2. obtenir une mesure provisoire ou interlocutoire qui est autrement offerte en attendant la résolution du différend aux termes de la présente annexe,

et l'arbitre a le pouvoir d'entendre ces audiences de façon urgente et d'autoriser cette mesure provisoire ou interlocutoire.

## **1.2. Étape un : négociations collaboratives**

- 1.2.1. Si un différend n'est pas résolu par des discussions informelles et qu'une Première Nation insuffisamment desservie souhaite invoquer la présente annexe, cette Première Nation insuffisamment desservie remettra un avis au Canada, demandant le début de négociations collaboratives.
- 1.2.2. À la réception de l'avis, le Canada et la Première Nation insuffisamment desservie participent aux négociations collaboratives.
- 1.2.3. Les négociations collaboratives doivent être menées selon les conditions suivantes :
  - 1.2.3.1. de bonne foi;
  - 1.2.3.2. créer un espace sécuritaire et respectueux pour les membres de la Première Nation insuffisamment desservie participante;
  - 1.2.3.3. promouvoir la compréhension mutuelle et la transparence à l'égard des questions soulevées dans le différend, en prenant les mesures suivantes : le Canada fournira des renseignements suffisants et expliquera suffisamment ces questions d'une façon qui est accessible aux membres de la Première Nation insuffisamment desservie;
  - 1.2.3.4. permettre et promouvoir l'utilisation des langues indigènes;

- 1.2.3.5. être situées dans la communauté de la Première Nation insuffisamment desservie et être accessibles à leurs membres;
- 1.2.3.6. respecter les traditions et les protocoles juridiques de la Première Nation insuffisamment desservie, y compris :
  - 1.2.3.6.1. l'attribution des sièges;
  - 1.2.3.6.2. l'ordre de prise de parole;
  - 1.2.3.6.3. les prières, discours et reconnaissances;
  - 1.2.3.6.4. l'échange de cadeaux;
  - 1.2.3.6.5. la sagesse des aînés;
  - 1.2.3.6.6. l'importance des enseignements traditionnels;
  - 1.2.3.6.7. l'expérience de la communauté;
  - 1.2.3.6.8. la compréhension par la communauté des questions dans le différend;
  - 1.2.3.6.9. les protocoles de prise de décision de la communauté.

1.2.4. Les négociations collaboratives se terminent dans les circonstances décrites à l'appendice K-1.

### 1.3. Étape deux : médiation

- 1.3.1. Dans les quinze (15) jours suivant la fin des négociations collaboratives qui n'ont pas réglé le différend, une Première Nation insuffisamment desservie peut demander le début d'un processus simplifié en remettant un avis décrivant le différend et comprenant les plans de redressement du Canada et de la Première Nation insuffisamment desservie.
- 1.3.2. Dans les trente (30) jours suivant la livraison d'un avis, le Canada et la Première Nation insuffisamment desservie impliqués dans le différend (les « **parties participantes** ») auront recours à la médiation pour essayer de régler le différend.
- 1.3.3. Les parties dressent une liste de médiateurs disponibles pour faciliter les négociations qui connaissent ce qui suit :
  - 1.3.3.1. les conditions de vie dans les réserves des Premières Nations;
  - 1.3.3.2. les langues, les coutumes et les traditions juridiques des Premières Nations.



1.3.4. Le médiateur et les parties participantes doivent engager le processus simplifié de la façon suivante :

- 1.3.4.1. créer un espace sécuritaire et respectueux pour les membres de la Première Nation insuffisamment desservie participante;
- 1.3.4.2. promouvoir la compréhension mutuelle et la transparence à l'égard des questions soulevées dans le différend, en prenant les mesures suivantes : le Canada fournira des renseignements suffisants et expliquera suffisamment ces questions d'une façon qui est accessible aux membres de la Première Nation insuffisamment desservie;
- 1.3.4.3. permettre et promouvoir l'utilisation des langues indigènes dans le cadre de ce processus;
- 1.3.4.4. être situées dans la communauté de la Première Nation insuffisamment desservie et être accessibles à leurs membres;
- 1.3.4.5. respecter les traditions et les protocoles juridiques de la Première Nation insuffisamment desservie, y compris :
  - 1.3.4.5.1. l'attribution des sièges;
  - 1.3.4.5.2. l'ordre de prise de parole;
  - 1.3.4.5.3. les prières, discours et reconnaissances;
  - 1.3.4.5.4. l'échange de cadeaux;
  - 1.3.4.5.5. la sagesse des aînés;
  - 1.3.4.5.6. l'importance des enseignements traditionnels;
  - 1.3.4.5.7. l'expérience de la communauté;
  - 1.3.4.5.8. la compréhension par la communauté des questions dans le différend;
  - 1.3.4.5.9. les protocoles de prise de décision de la communauté.

1.3.5. La Première Nation insuffisamment desservie peut désigner un gardien du savoir ou un aîné à titre de représentant pour fournir au médiateur des renseignements sur les traditions et les protocoles juridiques.

1.3.6. La Première Nation peut élaborer des lignes directrices énonçant ses traditions et protocoles juridiques à utiliser par le médiateur et les parties.

1.3.7. Les parties participantes peuvent demander un rapport du médiateur.

1.3.8. Une médiation se termine dans les circonstances décrites à l'appendice K-2.

#### 1.4. Étape trois : arbitrage

- 1.4.1. Après la fin des négociations collaboratives à l'étape précédente ou d'un processus simplifié exigé, le différend sera réglé, à la livraison d'un avis d'arbitrage conforme à l'appendice K-3, par arbitrage en conformité avec cet appendice.
- 1.4.2. Voici ce qui doit accompagner l'avis d'arbitrage :
  - 1.4.2.1. tout plan de redressement préparé par les parties participantes;
  - 1.4.2.2. tout rapport d'évaluation neutre;
  - 1.4.2.3. le rapport du médiateur que les parties ont accepté peut être fourni à l'arbitre.
- 1.4.3. Les parties dressent une liste des arbitres disponibles pour entendre l'arbitrage des différends.
- 1.4.4. Les arbitres indiqués sur la liste des arbitres doivent connaître ce qui suit :
  - 1.4.4.1. les conditions de vie dans les réserves des Premières Nations;
  - 1.4.4.2. les langues, les coutumes et les traditions juridiques des Premières Nations.
- 1.4.5. L'arbitre doit tenir compte des plans de redressement proposés et des efforts raisonnables du Canada à veiller à l'accès régulier comme défini dans l'engagement. Les facteurs pertinents comprennent :
  - 1.4.5.1. les avis de la Première Nation insuffisamment desservie, notamment :
    - 1.4.5.1.1. l'importance physique, sociale et culturelle de l'eau;
    - 1.4.5.1.2. les traditions juridiques de la Première Nation insuffisamment desservie se rapportant à l'utilisation et à la protection de l'eau et à son accès;
    - 1.4.5.1.3. les effets historiques et permanents du manque d'accès à l'eau de la Première Nation insuffisamment desservie;
    - 1.4.5.1.4. les efforts précédents déployés par le Canada pour veiller à l'accès régulier à l'eau;
    - 1.4.5.1.5. les besoins urgents en eau de la Première Nation insuffisamment desservie;
  - 1.4.5.2. les exigences fédérales ou les normes et protocoles provinciaux relatifs à l'eau;
  - 1.4.5.3. la surveillance et l'examen du réseau d'aqueduc;

- 1.4.5.4. l'emplacement physique de la résidence, y compris la proximité à des réseaux d'aqueduc centralisé et la distance.
- 1.4.6. L'arbitre doit mener les procédures d'arbitrage de la manière suivante :
  - 1.4.6.1. créer un espace sécuritaire et respectueux pour les membres de la Première Nation insuffisamment desservie participante;
  - 1.4.6.2. promouvoir la compréhension mutuelle et la transparence à l'égard des questions soulevées dans le différend;
  - 1.4.6.3. permettre et promouvoir l'utilisation des langues indigènes dans le cadre de ce processus;
  - 1.4.6.4. être situées dans la communauté de la Première Nation insuffisamment desservie et être accessibles à leurs membres;
  - 1.4.6.5. respecter les traditions et les protocoles juridiques de la Première Nation insuffisamment desservie, y compris :
    - 1.4.6.5.1. l'attribution des sièges;
    - 1.4.6.5.2. l'ordre de prise de parole;
    - 1.4.6.5.3. les prières, discours et reconnaissances;
    - 1.4.6.5.4. l'échange de cadeaux;
    - 1.4.6.5.5. l'admissibilité et la pertinence de la preuve, notamment :
      - 1.4.6.5.5.1. la sagesse des aînés;
      - 1.4.6.5.5.2. les enseignements traditionnels;
      - 1.4.6.5.5.3. l'expérience de la communauté;
      - 1.4.6.5.5.4. la compréhension par la communauté des questions dans le différend;
      - 1.4.6.5.5.5. les protocoles de prise de décision de la communauté.
- 1.4.7. La Première Nation insuffisamment desservie peut recommander un gardien du savoir ou un aîné comme représentant, qui peut, à la discrétion de l'arbitre, siéger avec l'arbitre pour fournir des renseignements sur les traditions et les protocoles juridiques.
- 1.4.8. La Première Nation peut élaborer des lignes directrices énonçant ses traditions et protocoles juridiques à utiliser par l'arbitre et les parties.

1.4.9. Après avoir passé en revue les plans de redressement proposé et entendu les parties participantes, l'arbitre rend une décision arbitrale de la façon suivante :

- 1.4.9.1. ordonner la mise en œuvre du plan de redressement de la Première Nation insuffisamment desservie s'il est raisonnable dans toutes les circonstances;
- 1.4.9.2. ordonner la mise en œuvre du plan de redressement du Canada s'il est raisonnable et que le plan de redressement de la Première Nation insuffisamment desservie n'est pas raisonnable; ou
- 1.4.9.3. remettre aux parties participantes des directives dans le cas où aucun des plans de redressement n'est raisonnable.

1.4.10. Une décision arbitrale, comme définie à l'appendice K-3, est définitive et lie toutes les parties participantes, qu'une partie participante ait participé ou non à l'arbitrage.

1.4.11. Les parties doivent conserver un registre public des décisions arbitrales à utiliser par le Canada, les Premières Nations insuffisamment desservies et les arbitres.



## Procédures de résolution des différends

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

(1) Si, dans les circonstances énoncées à l'article 9.07 de l'entente, une Première Nation insuffisamment desservie souhaite invoquer le processus de résolution des différends énoncé dans la présente annexe relativement à un différend applicable (chacun, un « **différend** »), la Première Nation insuffisamment desservie peut remettre au Canada un avis de négociation, et les parties doivent régler le différend en utilisant la procédure énoncée dans la présente annexe.

(2) Le terme « **annexe** » désigne la présente **Error! Reference source not found.** : Règlement des différends.

[Appendice K-1 : négociations collaboratives](#)

[Appendice K-2 : médiation](#)

[Appendice K-3 : arbitrage](#)

### **APPENDICE K-1** **Négociations collaboratives**

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

(3) Les négociations collaboratives commencent à la date de livraison d'un avis écrit par une Première Nation insuffisamment desservie demandant le début de négociations collaboratives (un « **avis de négociation** »).

### AVIS

- (4) Un avis de négociation comprendra ce qui suit :
- a) le nom des parties participantes;
  - b) un sommaire des détails du différend;
  - c) une description des efforts déployés jusqu'à ce jour pour régler le différend;
  - d) le nom des personnes qui ont déployé ces efforts;
  - e) tout autre renseignement qui aidera les parties participantes.

### REPRÉSENTATION

(5) Une partie participante peut participer aux négociations collaboratives avec ou sans conseiller juridique ou autre conseiller.

(6) Au début de la première réunion de négociation, chaque partie participante informera les autres parties participantes de toute limite quant au pouvoir de ses représentants.

### PROCESSUS DE NÉGOCIATION

(7) Les parties participantes conviendront de leur première réunion de négociations collaboratives dans les vingt et un (21) jours suivant le début des négociations collaboratives.

(8) Avant la première réunion de négociation prévue, les parties participantes essaieront de convenir de toute question procédurale qui facilitera les négociations collaboratives.

(9) Les parties participantes essaieront réellement de régler le différend en :

- a) déterminant les intérêts sous-jacents;
- b) isolant les points d'entente et de désaccord;
- c) explorant d'autres solutions;
- d) envisageant des compromis;
- e) prenant toute autre mesure qui aidera au règlement du différend.

(10) Aucune transcription ni aucun enregistrement des négociations collaboratives ne sera conservé, mais cela n'empêche pas une personne de prendre des notes des négociations.

#### **CONFIDENTIALITÉ**

(11) Pour aider au règlement d'un différend, les négociations collaboratives ne seront pas ouvertes au public, mais le présent paragraphe n'empêche pas un chef des Premières Nations insuffisamment desservi et ses représentants d'y assister.

(12) Les parties et toutes les personnes assureront la confidentialité de ce qui suit :

- a) tous les renseignements oraux et écrits communiqués lors des négociations collaboratives;
- b) le fait que les renseignements ont été communiqués.

(13) Les négociations collaboratives ne porteront pas atteinte aux droits des parties participantes, et aucun renseignement communiqué dans les négociations collaboratives ne peut être utilisé en dehors des négociations collaboratives.

#### **DROIT DE SE RETIRER**

(14) Une partie participante peut se retirer des négociations collaboratives à tout moment.

#### **FIN DES NÉGOCIATIONS COLLABORATIVES**

(15) Les négociations collaboratives prennent fin à la survenance de l'un des événements suivants :

- a) l'expiration d'un délai de soixante (60) jours;

- b) une partie participante se retire des négociations collaboratives aux termes du paragraphe (14);
- c) les parties participantes conviennent par écrit de mettre fin aux négociations collaboratives; ou
- d) les parties participantes signent une convention écrite pour régler le différend.

#### **FRAIS**

(16) Le Canada doit payer les frais raisonnables des négociations collaboratives menées aux termes du présent appendice en conformité avec l'article 9.08 de l'entente.

#### **APPENDICE K-2** **Médiation**

#### **GÉNÉRALITÉ**

(17) Une médiation peut commencer à tout moment après la conclusion des négociations collaboratives, conformément à l'appendice K-1, lorsqu'une Première Nation insuffisamment desservie remet un avis écrit exigeant le début d'une médiation (un « **avis de médiation** »).

(18) La médiation commence à la date à laquelle les parties participantes directement impliquées dans le différend ont convenu par écrit de commencer la médiation conformément à l'alinéa 1.3.2 de l'annexe.

#### **AVIS**

- (19) Un avis de médiation comprendra les éléments suivants :
- a) le nom des parties participantes;
  - b) un sommaire des détails du différend;
  - c) une description des efforts déployés à ce jour pour régler le différend;
  - d) le nom des personnes qui ont déployé ces efforts;
  - e) tout autre renseignement qui aidera les parties participantes.

#### **NOMINATION D'UN MÉDIATEUR**

(20) Une médiation sera menée par un médiateur choisi par la Première Nation insuffisamment desservie à partir de la liste de médiateurs établie conformément à l'annexe.

(21) Sous réserve des limites convenues par les parties participantes, un médiateur peut faire appel à des services administratifs ou d'autres services de soutien raisonnables ou nécessaires.



## DEMANDE DE RETRAIT

(22) Une partie participante peut donner en tout temps au médiateur et aux autres parties participantes un avis écrit, motivé ou non, demandant au médiateur de se retirer de la médiation au motif que la partie participante a des doutes légitimes quant à l'indépendance ou l'impartialité du médiateur.

(23) À la réception d'un avis écrit conformément au paragraphe (22), le médiateur se retirera immédiatement de la médiation.

## FIN DE LA NOMINATION

(24) La nomination d'un médiateur prend fin si :

- a) le médiateur doit se retirer conformément au paragraphe (23);
- b) le médiateur se retire de sa charge pour quelque raison que ce soit;
- c) les parties participantes conviennent de la cessation.

(25) Si la nomination d'un médiateur prend fin, un médiateur de remplacement sera nommé conformément au paragraphe (20).

## REPRÉSENTATION

(26) Une partie participante peut assister à une médiation avec ou sans conseiller juridique ou autre conseiller.

(27) Si un médiateur est un avocat, il n'agira pas à titre de conseiller juridique d'une partie participante.

(28) Au début de la première réunion de médiation, chaque partie participante informera le médiateur et les parties participantes des limites quant au pouvoir de ses représentants.

## DÉROULEMENT DE LA MÉDIATION

(29) Les parties participantes :

- a) essaieront réellement de régler le conflit en :
  - (i) déterminant les intérêts sous-jacents;
  - (ii) isolant les points d'entente et de désaccord;
  - (iii) explorant d'autres solutions;
  - (iv) envisageant des compromis;
- b) coopéreront pleinement avec le médiateur et prêteront rapidement attention à toutes les communications du médiateur et y répondront.



(30) Le médiateur mène une médiation fondée sur les traditions et les protocoles juridiques autochtones tels qu'ils sont énoncés à l'annexe, et peut prendre toute autre mesure qu'il juge nécessaire et appropriée pour aider les parties participantes à régler le différend de manière équitable, efficace et rentable.

(31) Dans les sept (7) jours suivant la nomination d'un médiateur, chaque partie participante peut remettre un sommaire écrit au médiateur des faits pertinents, des questions en litige et de son point de vue à cet égard, et le médiateur remettra des copies des sommaires à chaque partie participante à l'issue de la période de sept jours.

(32) Le médiateur peut mener une médiation dans le cadre de réunions conjointes ou d'un caucus privé convoqué aux endroits qu'il désigne après avoir consulté les parties participantes.

(33) Les renseignements divulgués par une partie participante à un médiateur lors d'un caucus privé ne seront pas divulgués par le médiateur à une autre partie participante sans le consentement de la partie participante divulgatrice.

(34) Aucune transcription ni aucun enregistrement d'une réunion de médiation ne sera conservé, mais il n'est pas interdit à une personne de prendre des notes des négociations.

## CONFIDENTIALITÉ

(35) Pour aider au règlement d'un différend, les médiations ne seront pas ouvertes au public, mais le présent paragraphe n'empêche pas un chef de la Première Nation insuffisamment desservie ni ses représentants d'y assister.

(36) Les parties et toutes les personnes assureront la confidentialité de ce qui suit :

- a) tous les renseignements oraux et écrits communiqués lors de la médiation;
- b) le fait que ces renseignements ont été communiqués.

(37) Les parties participantes n'invoqueront ni ne produiront comme preuve dans une procédure, qu'elle porte ou non sur l'objet de la médiation, tout renseignement oral ou écrit divulgué dans le cadre de la médiation ou en découlant, notamment :

- a) tout document d'autres parties participantes produit au cours de la médiation qui n'est pas autrement produit ou qui ne peut être produit dans le cadre de cette procédure;
- b) les points de vue exprimés, les suggestions ou les propositions faites en vue d'un éventuel règlement du différend;
- c) les admissions faites par une partie participante dans le cadre de la médiation, sauf stipulation contraire de la partie participante admettant le différend;
- d) les recommandations de règlement faites par le médiateur;

- e) le fait qu'une partie participante ait manifesté sa volonté de faire ou d'accepter une proposition ou une recommandation de règlement.

(38) Un médiateur, ou toute personne qu'il engage ou emploie, ne peut être contraint, dans le cadre d'une procédure, à témoigner sur des renseignements oraux ou écrits qu'il a acquis ou toute opinion qu'il a formé à la suite de la médiation, et toutes les parties participantes s'opposeront à toute tentative d'assignation de cette personne ou de présentation de ces renseignements.

(39) Un médiateur, ou toute personne qu'il engage ou emploie, est disqualifié comme consultant ou expert dans toute procédure relative au différend, y compris toute procédure impliquant des personnes qui ne sont pas des parties participantes à la médiation.

#### **RENOI DE QUESTIONS À D'AUTRES PROCESSUS**

(40) Au cours d'une médiation, les parties participantes peuvent convenir de renvoyer des questions particulières du différend à des enquêteurs indépendants, à des groupes d'experts ou à d'autres processus pour obtenir des avis ou des conclusions qui pourraient les aider à résoudre le différend, et dans ce cas, les parties participantes préciseront :

- a) le mandat du processus;
- b) le délai dans lequel le processus sera terminé;
- c) la façon dont les coûts du processus seront répartis entre les parties participantes.

(41) Le délai précisé pour la conclusion d'une médiation sera prolongé de quinze (15) jours suivant la réception des conclusions ou des avis rendus dans le cadre d'un processus décrit au paragraphe (40).

#### **DROIT DE SE RETIRER**

(42) Une partie participante peut se retirer d'une médiation à tout moment en donnant avis de son intention au médiateur.

(43) Avant qu'un retrait soit effectif, la partie participante qui se retire devra :

- a) parler au médiateur;
- b) divulguer les motifs de son retrait;
- c) donner au médiateur l'occasion de discuter des conséquences d'un retrait.

#### **FIN DE LA MÉDIATION**

(44) Une médiation prend fin à la survenance de l'un des événements suivants :

- a) sous réserve du paragraphe (41), l'expiration d'un délai de soixante (60) jours suivant la nomination du dernier médiateur désigné pour aider

les parties à résoudre le différend, ou d'un délai plus long convenu par les parties participantes;

- b) les parties participantes ont convenu par écrit de mettre fin à la médiation ou de ne pas nommer de médiateur de remplacement conformément au paragraphe (25);
- c) une partie participante se retire de la médiation conformément au paragraphe (42);
- d) les parties participantes signent une convention écrite pour régler le différend.

#### RECOMMANDATION DU MÉDIATEUR

(45) Si une médiation prend fin sans accord entre les parties participantes, celles-ci peuvent demander conjointement au médiateur de formuler une recommandation non contraignante écrite en vue d'un règlement, mais le médiateur peut refuser la demande sans motif.

(46) Dans les quinze (15) jours suivant la présentation de la recommandation du médiateur conformément au paragraphe (45), les parties participantes rencontreront le médiateur pour tenter de régler le différend.

#### FRAIS

(47) Sous réserve du paragraphe (40), le Canada doit payer les frais raisonnables des médiations menées aux termes du présent appendice en conformité avec l'article 9.08 de l'entente.

#### APPENDICE K-3 Arbitrage

#### DÉFINITIONS

(48) Dans le présent appendice :

- a) « **cour** » s'entend de la cour supérieure de la province où se trouve la réserve de la Première Nation insuffisamment desservie sous-jacente au différend;
- b) « **demandeur** » s'entend de la partie participante qui a remis l'avis d'arbitrage;
- c) « **décision arbitrale** » s'entend d'une décision de l'arbitre sur le fond du différend qui lui est soumis, et comprend :
  - (i) une sentence provisoire;
  - (ii) un octroi d'intérêt;
- d) « **convention d'arbitrage** » comprend



- (i) l'obligation de renvoyer les différends à l'arbitrage conformément à l'annexe;
  - (ii) un accord des parties participantes pour soumettre un différend à l'arbitrage;
- e) « **arbitre** » s'entend d'un arbitre unique nommé conformément au présent appendice;
- f) « **défendeur** » s'entend d'une autre partie participante que le demandeur;

(49) Une mention dans le présent appendice, autre qu'au paragraphe (96) ou (118)a), d'une demande s'applique à une demande reconventionnelle, et une mention dans le présent appendice d'une défense s'applique à une défense reconventionnelle.

(50) Malgré toute disposition contraire dans l'annexe, les parties participantes ne peuvent modifier les paragraphes (63) ou (108) du présent appendice.

#### COMMUNICATIONS

(51) Sauf en ce qui concerne les détails administratifs, les parties participantes ne communiqueront pas avec l'arbitre :

- a) oralement, sauf en présence de toutes les autres parties participantes;
- b) par écrit, sans envoyer immédiatement une copie de cette communication à toutes les autres parties participantes.

#### ÉTENDUE DE L'INTERVENTION JUDICIAIRE

(52) Dans les questions régies par le présent appendice :

- a) aucun tribunal n'interviendra sauf dans les cas prévus au présent appendice ou à l'annexe;
- b) aucune procédure arbitrale d'un arbitre, ni aucune ordonnance, décision ou décision arbitrale rendue par un arbitre ne sera portée en appel, remise en question, révisée ou limitée par une procédure prévue par une loi, sauf dans la mesure prévue par le présent appendice.
- c) dans la mesure où la loi le permet, les parties participantes renoncent à tout droit d'appel, de question, de révision ou de limitation de la procédure arbitrale d'un arbitre, ou d'une ordonnance, d'une décision ou d'une décision arbitrale rendue par un arbitre.

#### DÉBUT DE LA PROCÉDURE ARBITRALE

(53) La procédure arbitrale à l'égard d'un différend commence au moment de la remise de l'avis d'arbitrage par le demandeur aux défendeurs (l'« **avis d'arbitrage** »).

#### AVIS D'ARBITRAGE



(54) Un avis d'arbitrage sera envoyé par écrit et contient les renseignements suivants :

- a) un énoncé de l'objet ou des questions du différend;
- b) l'exigence que le différend soit soumis à l'arbitrage;
- c) la réparation demandée;
- d) les qualifications privilégiées des arbitres.

(55) L'avis d'arbitrage peut comprendre le nom des arbitres proposés, y compris les renseignements précisés au paragraphe (58).

#### **ARBITRE**

(56) Dans chaque arbitrage, il y aura un arbitre.

#### **NOMINATION DES ARBITRES**

(57) Les parties participantes feront des efforts de bonne foi pour s'entendre sur l'arbitre parmi les arbitres figurant sur la liste. Si les parties participantes ne parviennent pas à s'entendre sur l'arbitre dans les quinze (15) jours suivant le début de l'arbitrage, elles demanderont aux tribunaux ou à l'une ou l'autre d'entre elles de nommer un arbitre sur la liste des arbitres.

- (58) En nommant un arbitre, les tribunaux tiendront compte de ce qui suit :
- a) toutes les qualifications exigées de l'arbitre, telles qu'elles sont énoncées dans l'avis d'arbitrage ou convenues par écrit par les parties participantes;
  - b) toute autre considération susceptible d'assurer la nomination d'un arbitre indépendant et impartial.

#### **CESSATION DU MANDAT ET REMPLACEMENT DE L'ARBITRE**

- (59) Le mandat d'un arbitre prend fin :
- a) si l'arbitre se retire de sa charge pour quelque raison que ce soit;
  - b) par accord des parties participantes ou conformément à un tel accord.

(60) Si le mandat d'un arbitre prend fin, un arbitre de remplacement sera nommé conformément au paragraphe (57).

#### **MESURES PROVISOIRES ORDONNÉES PAR LE TRIBUNAL D'ARBITRAGE**

(61) Sauf si les parties participantes en conviennent autrement, l'arbitre peut, à la demande d'une partie participante, ordonner à cette dernière de prendre toute mesure provisoire de protection qu'il juge nécessaire à l'égard de l'objet du différend.

#### **ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES PARTIES**

(62) Les parties participantes seront traitées sur un pied d'égalité et chaque partie participante aura pleinement l'occasion de présenter ses arguments.

#### **DÉTERMINATION DES RÈGLES DE PROCÉDURE**

(63) Sous réserve de l'annexe et du présent appendice, les parties participantes peuvent convenir de la procédure à suivre par l'arbitre dans le déroulement de la procédure.

(64) À défaut d'une entente conformément au paragraphe (63), l'arbitre, sous réserve de l'annexe et du présent appendice, peut mener l'arbitrage de la manière qu'il juge appropriée compte tenu des traditions et des protocoles juridiques autochtones de la Première Nation insuffisamment desservie.

(65) L'arbitre n'est pas tenu d'appliquer les règles juridiques de la preuve et peut déterminer l'admissibilité, la pertinence, le caractère substantiel et le poids de toute preuve. Conformément à l'annexe, l'arbitre tiendra dûment compte des traditions et des protocoles juridiques autochtones de la Première Nation insuffisamment desservie pour déterminer la présentation et l'admission de la preuve.

(66) Sous réserve uniquement de l'annexe et des lois et protocoles autochtones de la Première Nation insuffisamment desservie, l'arbitre déploiera tous les efforts raisonnables pour mener la procédure d'arbitrage de la façon la plus efficace, expéditive et rentable qui soit appropriée dans toutes les circonstances de l'affaire.

(67) L'arbitre peut prolonger ou abréger une période :

- a) figurant dans le présent appendice, sauf la période précisée au paragraphe (109);
- b) établie par l'arbitre.

#### **RÉUNION PRÉALABLE À L'AUDIENCE**

(68) Dans les dix (10) jours suivant la nomination de l'arbitre, celui-ci convoquera une réunion préalable à l'audience des parties participantes afin de parvenir à un accord et de rendre les ordonnances nécessaires sur les questions suivantes :

- a) toute question de procédure découlant du présent appendice;
- b) la procédure et les protocoles communautaires à suivre dans le cadre de l'arbitrage;
- c) tout aîné ou gardien du savoir qui siégera avec l'arbitre et le conseillera sur le protocole communautaire et le droit autochtone;
- d) les délais de prise de mesures en arbitrage;
- e) le calendrier des audiences ou des réunions, le cas échéant;
- f) les demandes préliminaires ou les objections;

- g) toute autre question qui aidera l'arbitrage à procéder de façon efficace et expéditive.

(69) L'arbitre préparera et distribuera rapidement aux parties participantes un registre écrit de toutes les affaires traitées, ainsi que des décisions et des ordonnances prises, à la réunion préparatoire à l'audience.

(70) La réunion préalable à l'audience peut se dérouler par téléconférence ou vidéoconférence.

#### **LIEU DE L'ARBITRAGE**

(71) Dans la mesure du possible, l'arbitrage doit avoir lieu dans la réserve de la Première Nation insuffisamment desservie ou à proximité de celle-ci.

(72) Un arbitre peut

- a) avec le consentement des parties participantes, se réunir à tout autre endroit qu'il estime indiqué pour entendre des témoins, des experts ou les parties participantes;
- b) se rendre à n'importe quel endroit pour examiner des documents, des effets ou d'autres biens personnels, ou pour voir des endroits physiques.

#### **LANGUE**

(73) Dans la mesure du possible, l'arbitrage favorisera l'utilisation de la langue autochtone de la Première Nation insuffisamment desservie.

(74) Le Canada assume les frais de traduction des présentations orales et des procédures, ainsi que des documents que l'arbitre peut ordonner dans les circonstances d'un différend particulier.

#### **DÉCLARATIONS ET DÉFENSE**

(75) Dans les vingt et un (21) jours suivant la nomination de l'arbitre, la Première Nation insuffisamment desservie, à titre de demandeur, remettra son plan de redressement et une déclaration écrite au Canada, le défendeur, énonçant les faits à l'appui de sa revendication ou de sa position, les points en litige et le redressement ou la réparation demandés.

(76) Dans les quinze (15) jours suivant la réception de la déclaration du demandeur, le défendeur remettra à toutes les parties participantes une déclaration écrite énonçant sa défense ou sa position à l'égard de ces détails.

(77) Chaque partie participante joindra à sa déclaration une liste de documents :

- a) sur lesquels la partie participante a l'intention de s'appuyer;
- b) qui décrit chaque document par nature, date, auteur, destinataire et sujet.



(78) Les parties participantes peuvent modifier ou compléter leurs déclarations, y compris la liste des documents, à moins que l'arbitre ne juge inapproprié de permettre la modification, le complément ou les actes de procédure supplémentaires en ce qui concerne :

- a) le retard à le faire;
- b) tout préjudice subi par les autres parties participantes.

(79) Les parties participantes remettront des copies de tous les documents modifiés, complétés ou nouveaux livrés conformément au paragraphe (78) à toutes les parties participantes.

#### **DIVULGATION**

(80) L'arbitre peut ordonner à une partie participante de produire, dans un délai précis, tout document :

- a) qui n'a pas été inscrit conformément au paragraphe (77);
- b) dont la partie participante en a la garde ou le contrôle;
- c) que l'arbitre juge pertinent.

(81) Chaque partie participante donnera aux autres parties participantes l'accès nécessaire à des moments raisonnables pour inspecter et prendre des copies de tous les documents que la partie participante a énumérés conformément au paragraphe (77), ou que l'arbitre a ordonné de produire conformément au paragraphe (80).

(82) Les parties participantes prépareront et enverront à l'arbitre un exposé conjoint des faits dans le délai précisé par l'arbitre, à défaut de quoi les parties établiront leurs divergences et demanderont à l'arbitre de trancher les faits.

(83) Au plus tard vingt et un (21) jours avant le début d'une audience, chaque partie participante remettra à l'autre partie participante :

- a) le nom et l'adresse de tout témoin et un résumé ou une déclaration écrite de son témoignage;
- b) dans le cas d'un témoin expert, une déclaration écrite ou un rapport préparé par le témoin expert.

(84) Au plus tard quinze (15) jours avant le début d'une audience, chaque partie participante remettra à l'autre partie participante et à l'arbitre un ensemble de tous les documents à présenter à l'audience.

#### **AUDIENCES ET PROCÉDURE ÉCRITES**

(85) À moins que les parties participantes n'aient convenu qu'aucune audience ne sera tenue, l'arbitre convoquera une audience si une partie participante le demande.



(86) L'arbitre donnera aux parties participantes un préavis suffisant de toute audience et de toute réunion de l'arbitre aux fins de l'inspection de documents, de marchandises ou d'autres biens ou de l'examen de tout emplacement physique.

(87) Tous les énoncés, documents ou autres renseignements fournis à l'arbitre ou les demandes présentées à l'arbitre par une partie participante seront communiqués aux autres parties participantes, et les rapports d'expert, les documents de preuve ou la jurisprudence sur lesquels l'arbitre peut s'appuyer pour rendre sa décision seront communiqués aux parties participantes.

(88) À moins que l'arbitre n'en décide autrement, toutes les audiences et réunions des procédures d'arbitrage autres que les réunions de l'arbitre sont ouvertes au public.

(89) L'arbitre organisera des audiences qui se tiendront des jours consécutifs jusqu'à ce qu'elles soient terminées.

(90) Tous les témoignages seront recueillis en présence de l'arbitre et de toutes les parties participantes, à moins qu'une partie participante ne soit absente par défaut ou ait renoncé au droit d'être présente.

(91) L'arbitre peut ordonner à toute personne d'être interrogée par l'arbitre sous serment ou sur affirmation solennelle relativement au différend et de produire devant l'arbitre tous les documents pertinents dont la personne a la garde ou le contrôle.

(92) Les ensembles de documents remis conformément au paragraphe (84) seront réputés avoir été introduits en preuve à l'audience sans autre preuve et sans être lus à l'audience, mais une partie participante peut contester l'admissibilité de tout document ainsi produit.

(93) Si l'arbitre estime qu'il est juste et raisonnable de le faire, il peut permettre qu'un document qui n'a pas été précédemment énuméré conformément au paragraphe (77), ou produit conformément au paragraphe (80) ou (84), soit produit à l'audience.

(94) Si l'arbitre permet que le témoignage d'un témoin soit présenté sous forme de déclaration écrite, l'autre partie participante peut exiger que ce témoin soit disponible pour le contre-interrogatoire à l'audience.

(95) L'arbitre peut ordonner à un témoin de comparaître et de témoigner et, dans ce cas, les parties participantes peuvent contre-interroger ce témoin et présenter une contre-preuve.

#### **DÉFAUT D'UNE PARTIE**

(96) Si, sans explication, le demandeur omet de communiquer sa déclaration conformément au paragraphe (75), l'arbitre peut mettre fin à la procédure. Si, sans explication, un défendeur omet de communiquer sa défense conformément au paragraphe (76), l'arbitre poursuivra la procédure sans traiter ce manquement en lui-même comme une admission des allégations du demandeur.

(97) Si, sans justification suffisante, une partie participante ne se présente pas à l'audience ou ne produit pas de preuve documentaire, l'arbitre peut poursuivre les procédures et rendre la décision arbitrale en fonction de la preuve dont il dispose.

(98) Avant de mettre fin à la procédure visée au paragraphe (96), l'arbitre donnera à toutes les parties un avis écrit leur donnant l'occasion de fournir une explication et de déposer une déclaration relativement au différend dans un délai précis.

(99) Il est entendu que la cessation aux termes du paragraphe (96) ne porte pas atteinte à la capacité du demandeur d'entamer une nouvelle procédure d'arbitrage, sans retourner d'abord aux processus des étapes 1 et 2.

#### **EXPERT NOMMÉ PAR LE TRIBUNAL D'ARBITRAGE**

(100) Après avoir consulté les parties participantes, l'arbitre peut :

- a) nommer un ou plusieurs experts pour lui faire rapport sur des questions précises à déterminer par l'arbitre;
- b) à cette fin, exiger d'une partie participante qu'elle fournisse à l'expert tout renseignement pertinent ou qu'elle produise les documents, effets ou autres biens personnels ou bien-fonds pertinents ou y donne accès aux fins d'inspection ou de consultation.

(101) L'arbitre remettra une copie du rapport de l'expert aux parties participantes qui auront l'occasion d'y répondre.

(102) Si une partie participante le demande, ou si l'arbitre le juge nécessaire, l'expert participera, après avoir remis un rapport écrit ou oral, à une audience au cours de laquelle les parties participantes auront la possibilité de contre-interroger l'expert et de présenter une contre-preuve.

(103) À la demande d'une partie participante, l'expert devra :

- a) mettre à la disposition de cette partie participante, aux fins d'examen, tous les documents, effets ou autres biens en sa possession et les remettre à l'expert pour qu'il prépare un rapport;
- b) fournir à cette partie participante une liste de tous les documents, effets ou autres biens personnels ou bien-fonds que l'expert n'a pas en sa possession, mais qui lui ont été fournis ou auxquels il a eu accès, ainsi qu'une description de l'emplacement de ces documents, effets, biens personnels ou bien-fonds.

#### **LOIS APPLICABLES AU FOND DU DIFFÉREND**

(104) Un arbitre tranchera le différend conformément au droit, y compris le droit autochtone, et à l'annexe.

(105) Si les parties participantes le lui ont expressément autorisé, un arbitre peut trancher le différend en se fondant sur des considérations d'équité.



(106) Dans tous les cas, un arbitre prendra ses décisions conformément à l'esprit et à l'intention de l'entente.

## **RÈGLEMENT**

(107) Si, au cours d'une procédure d'arbitrage, les parties participantes règlent le différend, l'arbitre mettra fin à la procédure et, à la demande de ces parties participantes, consignera le règlement sous forme de décision arbitrale selon les modalités convenues.

(108) Une décision arbitrale selon les modalités convenues :

- a) sera rendue conformément aux paragraphes (110) à (112);
- b) indiquera qu'il s'agit d'une décision arbitrale;
- c) a le même statut et le même effet que toute autre décision arbitrale sur le fond du différend.

## **FORME ET CONTENU DE LA DÉCISION ARBITRALE**

(109) L'arbitre rendra sa décision arbitrale définitive le plus tôt possible et, en tout état de cause, au plus tard soixante (60) jours après que :

- a) les audiences sont terminées;
- b) les arguments finaux ont été présentés, la date la plus tardive étant retenue.

(110) Une décision arbitrale sera rendue par écrit et signée par l'arbitre.

(111) Une décision arbitrale énoncera les motifs sur lesquels elle est fondée, à moins que :

- a) les parties participantes aient convenu qu'aucun motif ne doit être donné;
- b) la décision est une décision arbitrale selon les modalités convenues prévues aux paragraphes (107) et (108).

(112) L'arbitre remettra une copie signée de la décision arbitrale à toutes les parties participantes et au comité mixte.

(113) À tout moment au cours de la procédure d'arbitrage, un arbitre peut rendre une décision arbitrale provisoire sur toute question à l'égard de laquelle il peut rendre une décision arbitrale définitive.

(114) Un arbitre peut accorder des intérêts.

(115) À moins qu'un arbitre n'en décide autrement, le Canada doit payer les frais d'un arbitrage aux termes du présent appendice, conformément à l'article 9.08 de la convention.

## FIN DE LA PROCÉDURE

(116) L'arbitre mettra fin aux audiences si :

- a) les parties participantes indiquent qu'elles n'ont pas d'autres éléments de preuve ou observations à présenter;
- b) l'arbitre estime qu'il est inutile ou inapproprié de tenir d'autres audiences.

(117) Une décision arbitrale définitive ou une ordonnance de l'arbitre conformément au paragraphe (118) met fin à la procédure d'arbitrage.

(118) Un arbitre émettra une ordonnance de résiliation de la procédure arbitrale si :

- a) le demandeur retire sa demande, à moins que le défendeur ne s'oppose à l'ordonnance et que l'arbitre ne reconnaisse un intérêt légitime à obtenir un règlement final du différend;
- b) les parties participantes conviennent de mettre fin à la procédure;
- c) l'arbitre conclut que la poursuite de la procédure est devenue inutile ou impossible pour toute autre raison.

(119) Sous réserve des paragraphes (120) à (125), le mandat d'un arbitre prend fin avec la fin de la procédure arbitrale.

## CORRECTION ET INTERPRÉTATION DE LA DÉCISION; DÉCISION SUPPLÉMENTAIRE

(120) Dans les trente (30) jours suivant la réception d'une décision arbitrale :

- a) une partie participante peut demander à l'arbitre de corriger dans la décision arbitrale toute erreur de calcul, erreur d'écriture ou erreur typographique ou toute autre erreur de nature similaire;
- b) une partie participante peut, si toutes les parties participantes y consentent, demander à l'arbitre de donner une interprétation d'un point précis ou d'une partie de la décision arbitrale.

(121) Si un arbitre estime qu'une demande faite conformément au paragraphe (120) est justifiée, il apportera la correction ou donnera l'interprétation dans les trente (30) jours suivant la réception de la demande et l'interprétation fera partie de la décision arbitrale.

(122) L'arbitre peut, de sa propre initiative, corriger toute erreur du type mentionné à l'alinéa (120)a) dans les trente (30) jours suivant la date de la décision arbitrale.

(123) Une partie participante peut demander, dans les trente (30) jours suivant la réception d'une décision arbitrale, que l'arbitre rende une autre décision arbitrale concernant les demandes présentées dans le cadre de la procédure arbitrale, mais omises de la décision arbitrale.



(124) Si l'arbitre estime qu'une demande présentée conformément au paragraphe (123) est justifiée, il rendra une décision arbitrale supplémentaire dans les trente (30) jours.

(125) Les paragraphes (110) à (112), et les paragraphes (114) à (115), s'appliquent à la correction ou à l'interprétation d'une décision arbitrale rendue conformément au paragraphe (121) ou (122) à une décision arbitrale supplémentaire rendue conformément au paragraphe (124).

#### **AUCUN APPEL**

(126) La décision arbitrale est définitive et exécutoire pour les parties participantes et ne peut faire l'objet d'un appel ou d'une révision.

#### **RECONNAISSANCE ET APPLICATION**

(127) Une décision arbitrale sera reconnue comme étant exécutoire et, sur demande présentée à la Cour, sera reconnue et appliquée.

(128) Sauf ordonnance contraire de la cour, la partie participante qui invoque une décision arbitrale ou qui en demande l'exécution fournira la décision arbitrale originale dûment authentifiée ou une copie certifiée conforme de celle-ci.

**ANNEXE L**  
**PLAN DE NOTIFICATION**

**I. APERÇU**

*Objectif*

Fournir des renseignements clairs, concis et dans un langage simple au plus grand nombre possible de membres du groupe et des membres de leur famille concernant :

- a) l'entente de règlement et leurs droits de recevoir une indemnité en vertu de celle-ci; et
- b) la procédure de règlement des réclamations et l'échéancier qui s'y rapporte.

*Membres du groupe*

Le groupe se compose des membres suivants :

- les personnes membres du groupe, soit environ 142 300 personnes qui sont membres du groupe et qui ne se sont pas exclues des actions;
- les Premières Nations membres du groupe, soit les Premières Nations qui sont membres du groupe et qui donnent à l'administrateur un avis d'acceptation. Il y a jusqu'à 258 Premières Nations touchées qui pourraient remettre des avis d'acceptation et être considérées comme des Premières Nations membres du groupe.

*Facteurs connus*

Les facteurs connus pris en considération dans l'élaboration du présent plan de notification sont les suivants :

1. Les réserves visées par les avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme pendant la période visée comprennent les réserves dans les régions éloignées, posant d'autres défis en matière de communication (par exemple, retards ou restrictions dans la livraison de la documentation relative aux avis par la poste).
2. Les niveaux de scolarité des membres du groupe varient considérablement, allant des membres qui n'ont pas terminé leurs études secondaires aux membres qui ont suivi des études universitaires de cycle supérieur.
3. Les membres du groupe parlent diverses langues, dont l'anglais, le français et un certain nombre de langues autochtones.
4. Les Premières Nations touchées sont géographiquement dispersées dans toutes les provinces du Canada, en particulier en Ontario, en Colombie-Britannique et au Manitoba.

5. Les données du recensement de 2016 indiquent qu'environ deux tiers des membres des Premières Nations ne résident pas dans des réserves<sup>1</sup>. Il est possible que les membres du groupe ayant résidé dans des réserves touchées pendant la période visée ne résident plus dans la réserve à laquelle leur réclamation est associée ou dans la même province ou le même territoire. Il est possible que certains membres résident à l'extérieur du Canada.

#### Stratégies

1. CA2 donnera l'« **avis de règlement** » au moyen du même plan de notification qu'il a utilisé pour donner l'avis d'autorisation, comme il est plus amplement précisé ci-dessous. L'avis de règlement sera essentiellement selon le modèle reproduit en ANNEXE M, avec les modifications raisonnables que peut suggérer CA2, et approuvée par les tribunaux. CA2 diffusera l'avis de règlement d'une manière essentiellement semblable à celle qu'elle a utilisée pour la diffusion de l'avis d'autorisation des actions.
2. L'administrateur donnera l'« **avis d'approbation du règlement** » essentiellement selon le modèle reproduit en ANNEXE N, avec les modifications raisonnables qu'il peut suggérer, et approuvée par les tribunaux. L'avis d'approbation du règlement avisera les personnes membres du groupe de la date limite pour les réclamations et les Premières Nations membres du groupe de la nécessité d'accepter l'entente de règlement. L'avis d'approbation du règlement sera diffusé selon les méthodes suivantes, comme il est plus amplement précisé ci-dessous :
  - a) Publipostage direct des avis aux Premières Nations membres du groupe;
  - b) Diffusion d'un communiqué de presse national;
  - c) Tenue de réunions communautaires en personne et virtuelles pour les Premières Nations membres du groupe intéressées;
  - d) Création d'un site Web d'information sur lequel il sera possible de consulter l'entente de règlement, le formulaire de réclamation, la FAQ et d'autres sources de renseignements et de télécharger des copies de ces documents, et l'hyperlien de ce site Web devra être indiqué dans la documentation et les messages publicitaires se rapportant aux avis;
  - e) Mise en place d'une ligne d'assistance nationale sans frais à l'intention des membres du groupe, des membres de leurs familles, de leurs tuteurs ou d'autres personnes qui font des demandes de renseignements pour leur propre compte ou pour le compte de membres du groupe pour obtenir des renseignements supplémentaires et de l'assistance à l'égard des réclamations, et le numéro de cette ligne d'assistance devra être indiqué dans la documentation et les messages publicitaires se rapportant aux avis;

<sup>1</sup> Identité autochtone (9), résidence selon la géographie autochtone (10), statut d'Indien inscrit ou des traités (3), âge (20) et sexe (3) pour la population dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, Recensement de 2016 – Données-échantillon (25 %) (tableau), Statistique Canada, Recensement de la population de 2016, produit numéro 98-400-X2016154 au catalogue de Statistique Canada. Ottawa : date de diffusion le 25 octobre 2017.



- f) Publication dans les journaux et les publications des Premières Nations partout au pays;
  - g) Placement de messages publicitaires télévisuels de 30 et de 60 secondes sur APTN;
  - h) Placement de messages publicitaires radiophoniques de 30 et de 60 secondes sur les principales stations de radio des Premières Nations dans toutes les régions concernées;
  - i) Placement de messages publicitaires sur les médias sociaux et en ligne pour diffusion sur les plateformes populaires, dont Facebook, Twitter et YouTube;
  - j) Traduction des avis en français, et déploiement d'efforts raisonnables pour traduire les avis dans les langues autochtones, à la demande des membres du groupe; et
  - k) Mise en place d'une ligne d'assistance sans frais pour aider les membres à soumettre leurs réclamations.
3. L'administrateur donnera un « **avis de rappel** » huit mois après la première publication de l'avis d'approbation du règlement, au moyen du même plan de notification. L'avis de rappel sera en la forme convenue raisonnablement par les parties, sur recommandation de l'administrateur, et approuvée par les tribunaux.
  4. L'administrateur donnera un « **avis de réclamation tardive** » si les réclamations tardives sont autorisées. La diffusion de l'avis de réclamation tardive, le cas échéant, se fera selon le même plan de notification que celui de l'avis d'approbation du règlement et de l'avis de rappel, avec les modifications que l'administrateur juge nécessaires et que les tribunaux approuvent pour cibler les Premières Nations dont la participation est en deçà des attentes.
  5. Le Canada assumera les frais de notification des avis conformément au présent plan de notification.

## II. PLAN DE NOTIFICATION DU RÈGLEMENT

### Sites Web

Les avocats du groupe, le défendeur et CA2 publieront sur leur site Web respectif l'avis simplifié prévu à l'ANNEXE M et l'avis détaillé prévu à l'ANNEXE M, ainsi que la traduction en français de ces documents, comme convenu par les parties;

### Message publicitaire dans les médias imprimés

CA2 publiera l'avis simplifié prévu à l'ANNEXE M dans les publications suivantes, en format de 1/4 de page, dans l'édition du week-end de chaque journal : *Globe and Mail*; *National Post*; *Winnipeg Free Press*; *Vancouver Sun*; *Edmonton Sun*; *Calgary Herald*; *Saskatoon Star*; *Phoenix*; *Regina Leader Post*; *Thunder Bay Chronicle-Journal*; *Toronto Star*; *Ottawa Citizen*; *Montreal Gazette*; *La Presse – Montréal* (édition numérique); *Halifax Chronicle-Herald*; *Moncton Times and Transcript*; *First Nations Drum*.



Publipostage direct des avis

CA2 transmet l'avis simplifié prévu à l'ANNEXE M et l'avis détaillé prévu à l'ANNEXE M à l'Assemblée des Premières Nations et aux chefs de chaque Première Nation touchée dont l'identité est visée par, sauf pour les personnes exclues;

CA2 transmet l'avis simplifié prévu à l'ANNEXE M et l'avis détaillé prévu à l'ANNEXE M au bureau du conseil de bande ou au bureau analogue à celui-ci de chaque Première Nation touchée, sauf pour les personnes exclues, avec une demande d'affichage dans un endroit bien visible.

Ligne d'assistance sans frais

CA2 établira une ligne d'assistance nationale sans frais pour offrir de l'aide aux membres du groupe, aux membres de leur famille, à leurs tuteurs ou à d'autres personnes qui font des demandes de renseignements pour leur propre compte ou pour le compte de membres du groupe.

**III. PLAN DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU RÈGLEMENT**Publipostage direct des avis

Les avis doivent être imprimés et envoyés par la poste ordinaire, à chacun des endroits ou des personnes qui sont indiqués ci-dessous :

- bureau du conseil de bande ou bureau analogue à celui-ci de toutes les Premières Nations touchées, et joindre à l'avis une demande d'affichage des avis dans des endroits bien visibles ainsi qu'un nombre suffisant de copies de la documentation relative aux avis aux fins de distribution aux résidents de la collectivité;
- chef de chaque Première Nation touchée;
- Centres d'amitié associés aux Premières Nations touchées;
- conseil tribal ou conseil analogue de chaque Première Nation touchée;
- bureaux principaux et bureaux régionaux de l'Assemblée des Premières Nations;
- dans la mesure où leurs adresses sont connues, toutes les personnes membres du groupe qui sont identifiées à l'administrateur par une Première Nation dans une confirmation du conseil de bande ou autrement; et
- quiconque fait la demande d'une copie des avis d'approbation du règlement.

Lorsque les avis sont envoyés par la poste à un centre communautaire, veuillez joindre une demande d'affichage des avis dans un endroit bien visible.

Message publicitaire dans les médias imprimés

Les avis sous forme simplifiée et approuvée par le tribunal doivent être imprimés et diffuser à deux reprises, à 60 jours d'intervalle, le meilleur jour de diffusion, en format de 1/4 page et à une partie à visibilité maximale et attirant le plus grand nombre de lecteurs, dans chacune des publications indiquées ci-dessous, ou dans des publications de substitution que l'administrateur juge raisonnable :

| <b>Publication</b>                       | <b>Portée géographique</b>             |
|--|--|
| <i>Globe &amp; Mail</i>                  | Nationale                              |
| <i>National Post</i>                     | Nationale                              |
| <i>Vancouver Sun</i>                     | Colombie-Britannique                   |
| <i>Vancouver Province</i>                | Colombie-Britannique                   |
| <i>Calgary Sun</i>                       | Alberta                                |
| <i>Calgary Herald</i>                    | Alberta                                |
| <i>Edmonton Journal</i>                  | Alberta                                |
| <i>Edmonton Sun</i>                      | Alberta                                |
| <i>Saskatoon Star Phoenix</i>            | Saskatchewan                           |
| <i>Winnipeg Free Press</i>               | Manitoba                               |
| <i>Winnipeg Sun</i>                      | Manitoba                               |
| <i>Regina Leader Post</i>                | Manitoba.                              |
| <i>Thunder Bay Chronicle-Journal</i>     | Nord-ouest de l'Ontario                |
| <i>Toronto Star</i>                      | Ontario                                |
| <i>Ottawa Citizen</i>                    | Sud-est de l'Ontario                   |
| <i>Montreal Gazette</i>                  | Québec                                 |
| La Presse – Montréal (édition numérique) | Québec                                 |
| <i>Halifax Chronicle-Herald</i>          | Nouvelle-Écosse et Canada atlantique   |
| <i>Moncton Times and Transcript</i>      | Nouveau-Brunswick et Canada atlantique |
| <i>First Nations Drum</i>                | Nationale                              |

|                           |                      |
|---------------------------|----------------------|
| <i>NationTalk</i>         | Nationale            |
| <i>Turtle Island News</i> | Nationale            |
| <i>Windspeaker</i>        | Nationale            |
| <i>BC Raven's Eye</i>     | Colombie-Britannique |
| <i>Alberta Sweetgrass</i> | Alberta              |
| <i>Saskatchewan Sage</i>  | Saskatchewan         |
| <i>Ontario Birchbark</i>  | Ontario              |

Messages publicitaires à la radio et à la télévision et à la fonction publique

Les messages publicitaires radiophoniques, dont le contenu est essentiellement semblable à celui de l'avis simplifié approuvé par le tribunal prévu à l'ANNEXE N, doivent être diffusés sur les stations de radio desservant les régions où se trouvent les Premières Nations touchées qui sont indiquées ci-dessous, en période de grande écoute (p. ex., durant les heures de pointe du matin et de l'après-midi) :

| Station                        | Langue   | Durée approximative | Nombre de diffusions hebdomadaire | Nombre total de messages publicitaires |
|--------------------------------|----------|---------------------|-----------------------------------|--|
| CBC                            | Anglais  | 60 s                | 1                                 | 52                                     |
| Radio-Canada                   | Français | 60 s                | 1                                 | 52                                     |
| CKUR-FM 106.3 (Terrace, C.-B.) | Anglais  | 30 s                | 2                                 | 52                                     |
| CFNR Network (C.-B.)           | Anglais  | 30 s                | 2                                 | 52                                     |
| CJWE-FM 88.1 FM (Calgary)      | Anglais  | 30 s                | 2                                 | 52                                     |
| CIWE-FM 89.3 FM (Edmonton)     | Anglais  | 30 s                | 2                                 | 52                                     |
| ELMNT Radio 106.5 (Toronto)    | Anglais  | 60 s                | 2                                 | 52                                     |
| ELMNT Radio 95.7 FM (Ottawa)   | Anglais  | 60 s                | 2                                 | 52                                     |



|   |     |     |     |     |
|---|-----|-----|-----|-----|
| Autres stations de radio ciblées par l'administrateur | [•] | [•] | [•] | [•] |
|---|-----|-----|-----|-----|

Les messages publicitaires télévisuels, dont le contenu est essentiellement semblable à celui de l'avis simplifié approuvé par le tribunal prévu à l'ANNEXE N, doivent être diffusés sur les réseaux nationaux qui sont indiqués ci-dessous et qui ciblent le public des Premières Nations et les stations de télévision locales desservant les régions où se trouvent les Premières Nations touchées qui sont indiquées ci-dessous, aux moments où le nombre de téléspectateurs est élevé (p. ex., durant l'heure du bulletin de nouvelles du soir, l'heure de grande écoute, ou Radio-Canada Espaces autochtones) :

| Station   | Langue           | Durée approximative | Nombre de diffusions hebdomadaire | Nombre total de messages publicitaires |
|---|------------------|---------------------|-----------------------------------|--|
| APTN  | Anglais          | 60 s                | 2                                 | 104                                    |
| Radio-Canada Espaces autochtones                      | Anglais/français | 30 s                | 2                                 | 104                                    |
| Autres stations de radio ciblées par l'administrateur | [•]              | [•]                 | [•]                               | [•]                                    |

#### Sites Web

- L'administrateur crée un site Web d'information donnant accès à des exemplaires de l'entente de règlement, du formulaire de réclamation, des questions fréquentes et d'autres ressources d'information. L'hyperlien de ce site Web devra être indiqué dans la documentation et les messages publicitaires se rapportant aux avis.
- La documentation relative aux avis devra être publiée sur les sites Web des avocats du groupe, du Canada et de l'administrateur.

#### Messages publicitaires sur les médias sociaux

- Les messages publicitaires en ligne ciblés, dont de courtes vidéos, devront être diffusés sur les plateformes de médias sociaux populaires, dont Facebook, Instagram, Twitter, Google Ads, TikTok, YouTube.
- Les tirages devront être ciblés géographiquement selon les membres du groupe et les personnes qui recherchent des renseignements sur les recours collectifs portant sur la qualité de l'eau potable.

- Au moins 3,5 millions tirages seront attribués selon la recommandation de l'administrateur.

#### Réunions communautaires

- L'administrateur devra tenir des réunions communautaires en personne et des réunions en ligne, de façon indépendante, en collaboration avec les Premières Nations membres du groupe.
- L'administrateur devra rencontrer une Première Nation membre du groupe qui en fait la demande.
- Les réunions viseront à fournir des renseignements sur l'entente de règlement et la procédure de règlement des réclamations et du temps sera accordé aux participants pour la FAQ.
- Des copies papier de la documentation relative aux avis et des formulaires de réclamations devront être mises à la disposition des participants aux réunions communautaires tenues en personne.

#### Communiqué de presse

- L'administrateur publiera un communiqué de presse national de Canadian Newswire (CNW) en vue d'inciter des organes de presse partout au Canada à annoncer l'approbation du règlement, si c'est le cas, et d'attirer une couverture médiatique non rémunérée.
- Le communiqué de presse comprendra le numéro sans frais et l'hyperlien du site Web.

#### Ligne d'assistance sans frais

L'administrateur devra établir une ligne d'assistance nationale sans frais visant à aider les membres du groupe, les membres de leur famille, leurs représentants et toute autre personne formulant des demandes de renseignements au sujet de l'entente ou requérant de l'aide pour soumettre leurs réclamations.

**ANNEXE M**

**AVIS D'AUDITION DE L'APPROBATION DU RÈGLEMENT  
(FORMULAIRES DÉTAILLÉ ET SIMPLIFIÉ)**

*Voir ci-joint.*



## Avis de règlement simplifié

### **Visé par des avis concernant la qualité de l'eau potable dans une réserve?**

**Vous pourriez être concerné par un règlement proposé. Veuillez lire attentivement le présent avis.**

**Pour lire cet avis en anglais : [URL du site Web de l'entente]**

La Cour du Banc de la Reine du Manitoba et la Cour fédérale du Canada ont approuvé le présent avis. Il ne s'agit pas d'une sollicitation d'un avocat.

Les Premières Nations et leurs membres visés par des avis concernant la qualité de l'eau potable depuis le 20 novembre 1995 poursuivent en justice le Canada pour obtenir une indemnisation dans le cadre de deux recours collectifs. Le représentant des Premières Nations et de leurs membres et le Canada sont arrivés à un règlement proposé.

Sous réserve de son approbation par les tribunaux, le règlement proposé indemniserait les Premières Nations et leurs membres admissibles. Les personnes admissibles peuvent recevoir un paiement pour les années où elles résidaient habituellement sur des terres des Premières Nations alors visées par des avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme. Il est prévu que le montant annuel variera entre environ 1 300 \$ à 2 000 \$ pour les années admissibles. Des montants supplémentaires peuvent être offerts aux personnes admissibles qui ont subi certains préjudices déterminés en raison de la consommation d'eau traitée ou d'eau du robinet conformément à un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, ou en raison d'un accès restreint à de l'eau traitée ou de l'eau du robinet conformément à un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme.

Chaque Première Nation admissible qui accepte le règlement recevra 500 000 \$ plus la moitié du montant payé aux personnes admissibles qui résidaient habituellement dans la réserve de cette Première Nation alors visée par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme. De plus, le Canada s'engagera à déployer des efforts raisonnables pour veiller à ce que les personnes admissibles aient accès à une source fiable d'eau potable dans leurs foyers, et il consacrerait au moins 6 milliards de dollars à l'infrastructure de l'eau et des eaux usées dans les réserves.

Si les tribunaux approuvent le règlement proposé, les personnes et les Premières Nations renonceront à leur droit de poursuivre le Canada pour manquement à son obligation de fournir de l'eau potable salubre dans leurs réserves. Sous réserve de l'approbation des tribunaux, les avocats seront payés par le Canada sur des fonds négociés séparément et non sur l'argent de l'indemnisation offerte.

Les tribunaux doivent d'abord approuver le règlement proposé avant que des fonds ou tout autre avantage ne soient offerts.

Si vous avez droit à une indemnité, vos droits légaux seront touchés même si vous ne faites rien.

**Vous avez trois options :**

1. **Vous y opposer par écrit :** vous pouvez écrire aux tribunaux si vous n'aimez pas le règlement proposé ou les honoraires des avocats et ne voulez pas qu'il soit approuvé. Si le règlement n'est pas approuvé, personne n'en bénéficiera.
2. **Vous y opposer en personne :** vous pouvez demander à comparaître devant les tribunaux pour expliquer pourquoi vous n'aimez pas le règlement proposé ou les honoraires des avocats le 7 décembre 2021, en personne à la Cour fédérale, à Ottawa, ou par vidéoconférence. Vous pouvez contacter la Cour fédérale pour obtenir les détails sur la vidéoconférence. Si le règlement n'est pas approuvé, personne n'en bénéficiera.
3. **Ne rien faire :** vous renoncer à tout droit que vous avez de contester le règlement proposé.

Si vous souhaitez vous opposer au règlement proposé ou comparaître à l'audition, vous devez agir au plus tard le 23 novembre 2021.

**Si vous êtes un résident des Premières Nations suivantes : Nation des Oneidas de la Thames; Bande de Deer Lake; Première Nation de Mitaanjigamiing; North Caribou Lake; et Nation crie de Ministikwan Lake,** vous pourriez vous exclure de ces recours collectifs en écrivant à l'administrateur du règlement au plus tard le [●date 45 jours après la première publication de l'avis].

**Pour en apprendre davantage sur vos options et pour déterminer si vous ou votre Première Nation êtes inclus, veuillez visiter le [●URL du site Web de l'entente] ou composer le [● numéro de téléphone de l'administrateur].**

**Renseignements supplémentaires pour les Premières Nations :**

Les Premières Nations admissibles ne recevront une indemnité que si elles acceptent le règlement proposé au plus tard le [●date]. Les Premières Nations qui n'acceptent pas le règlement proposé au plus tard le [●date] ne sont admissibles à aucun des avantages prévus par l'entente de règlement.

**Pour obtenir de plus amples renseignements sur la façon dont une Première Nation peut accepter l'entente de règlement, veuillez visiter le [●URL du site Web de l'entente] ou composer le [●numéro de téléphone de l'administrateur].**



## Avis de règlement détaillé

### Visé par des avis concernant la qualité de l'eau potable dans une réserve?

**Vous pourriez être concerné par un règlement proposé. Veuillez lire attentivement le présent avis.**

**Pour lire cet avis en anglais : [•URL du site Web de l'entente]**

La Cour du Banc de la Reine du Manitoba et la Cour fédérale du Canada ont approuvé le présent avis. Il ne s'agit pas d'une sollicitation d'un avocat.

Les Premières Nations et leurs membres visés par des avis concernant la qualité de l'eau potable depuis le 20 novembre 1995 poursuivent en justice le Canada pour obtenir une indemnisation dans le cadre de deux recours collectifs. Le représentant des Premières Nations et de leurs membres et le Canada sont arrivés à un règlement proposé.

Sous réserve de son approbation par les tribunaux, le règlement proposé indemniserait les Premières Nations et leurs membres admissibles. Les personnes admissibles peuvent recevoir un paiement pour les années où elles résidaient habituellement sur des terres des Premières Nations alors visées par des avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme. Il est prévu que le montant annuel variera entre environ 1 300 \$ à 2 000 \$ pour les années admissibles. Des montants supplémentaires peuvent être offerts aux personnes admissibles qui ont subi certains préjudices déterminés en raison de la consommation d'eau traitée ou d'eau du robinet conformément à un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, ou en raison d'un accès restreint à de l'eau traitée ou de l'eau du robinet conformément à un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme.

Chaque Première Nation admissible qui accepte le règlement recevra 500 000 \$ plus la moitié du montant payé aux personnes admissibles qui résidaient habituellement dans la réserve de cette Première Nation alors visée par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme. De plus, le Canada s'engagera à déployer des efforts raisonnables pour veiller à ce que les personnes admissibles aient un accès à une source fiable d'eau potable dans leurs foyers, et il consacrera au moins 6 milliards de dollars à l'infrastructure de l'eau et des eaux usées dans les réserves.

Si les tribunaux approuvent le règlement proposé, les personnes et les Premières Nations renonceront à leur droit de poursuivre le Canada pour manquement à son obligation de fournir de l'eau potable salubre dans leurs réserves. Sous réserve de l'approbation des tribunaux, les avocats seront payés par le Canada sur des fonds négociés séparément et non sur l'argent de l'indemnisation offerte.

Les tribunaux doivent d'abord approuver le règlement proposé avant que des fonds ou tout autre avantage ne soient offerts.

Si vous avez droit à une indemnité, vos droits légaux seront touchés même si vous ne faites rien.



**Vous avez trois options :**

1. **Vous y opposer par écrit** : vous pouvez écrire aux tribunaux si vous n'aimez pas le règlement proposé ou les honoraires des avocats et ne voulez pas qu'il soit approuvé. Si le règlement n'est pas approuvé, personne n'en bénéficiera.
2. **Vous y opposer en personne** : vous pouvez demander à comparaître devant les tribunaux pour expliquer pourquoi vous n'aimez pas le règlement proposé ou les honoraires des avocats le 7 décembre 2021, en personne à la Cour fédérale, à Ottawa, ou par vidéoconférence. Vous pouvez contacter la Cour fédérale pour obtenir les détails sur la vidéoconférence. Si le règlement n'est pas approuvé, personne n'en bénéficiera.
3. **Ne rien faire** : vous renoncer à tout droit que vous avez de contester le règlement proposé.

Si vous souhaitez vous opposer au règlement proposé ou comparaître à l'audition, vous devez agir au plus tard le 23 novembre 2021.

**Si vous êtes un résident des Premières Nations suivantes : Nation des Oneidas de la Thames; Bande de Deer Lake; Première Nation de Mitaanjigamiing; North Caribou Lake; et Nation crie de Ministikwan Lake**, vous pourriez vous exclure de ces recours collectifs en écrivant à l'administrateur du règlement au plus tard le [●date].

**Renseignements supplémentaires pour les Premières Nations :**

Les Premières Nations admissibles ne recevront une indemnité que si elles acceptent le règlement proposé au plus tard le [●date]. Les Premières Nations qui n'acceptent pas le règlement proposé au plus tard le [●date] ne sont admissibles à aucun des avantages prévus par l'entente de règlement.

**Le présent avis explique vos droits et options et la manière de les exercer.**

**INFORMATION DE BASE**

**POURQUOI SUIS-JE AVISÉ DE CE RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

La Cour du Banc de la Reine du Manitoba et la Cour fédérale du Canada ont approuvé le présent avis pour vous informer du règlement proposé et de vos options avant que les tribunaux ne décident d'approuver ou non le règlement. Un avis est donné aux Premières Nations et à leurs membres qui pourraient être concernés par le règlement proposé.

**QU'EST-CE QU'UN RECOURS COLLECTIF?**

Dans un recours collectif, une ou plusieurs personnes appelées « **demandeurs** » ou « **représentants demandeurs** » introduisent une action pour le compte de personnes qui ont des réclamations semblables. Toutes ces personnes sont appelées collectivement le « **groupe** » ou les « **membres du groupe** ». Les tribunaux statuent sur les questions pour l'ensemble des intéressés.

Les représentants demandeurs devant la Cour du Banc de la Reine du Manitoba sont la Nation des Cris de Tataskweyak et la cheffe Doreen Spence.

Les représentants demandeurs devant la Cour fédérale du Canada sont i) la Première Nation de Curve Lake et la cheffe Emily Whetung et ii) la Première Nation de Neskantaga, le chef Wayne Moonias et l'ancien chef Christopher Moonias.

Le Canada est le défendeur dans les deux recours collectifs. Le Canada est représenté par le procureur général du Canada.

#### **QUE SONT LES AVIS CONCERNANT LA QUALITÉ DE L'EAU POTABLE?**

Les avis concernant la qualité de l'eau potable sont émis pour informer les gens de ne pas boire l'eau qui pourrait être insalubre. Les avis concernant la qualité de l'eau potable comprennent des avis d'ébullition de l'eau, des avis de ne pas boire et des avis de non-utilisation.

#### **EN QUOI CONSISTENT LES RECOURS COLLECTIFS?**

Les représentants allèguent que le Canada n'a pas remédié au problème des avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme dans les réserves des Premières Nations dans l'ensemble du Canada. La principale allégation est que le Canada a manqué à ses obligations envers les Premières Nations et leurs membres en ne veillant pas à ce que les collectivités des réserves aient accès à de l'eau salubre.

#### **POURQUOI Y A-T-IL UN RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

Les représentants demandeurs et le Canada ont convenu d'un règlement proposé. En convenant d'un règlement proposé, les parties évitent les frais et les incertitudes d'un procès et les retards dans l'obtention du jugement, et les membres du groupe reçoivent les avantages décrits dans le présent avis (sous réserve de l'approbation du règlement proposé par les tribunaux).

Les représentants demandeurs et leurs avocats estiment que le règlement proposé est dans l'intérêt véritable de tous les membres du groupe.

#### **QUI EST INCLUS DANS LE RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

#### **QUELLES PERSONNES SONT INCLUSES DANS LE GROUPE?**

Sont incluses dans le groupe les personnes :

1. qui étaient vivantes le 20 novembre 2017;
2. qui sont membres d'une bande, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou des peuples autochtones du Canada, sauf les Inuits et les Métis du Canada, qui sont parties à un traité moderne (une « **Première Nation** »), dont les terres sont visées par cette loi, par la *Loi sur la gestion des terres des premières nations* ou par un traité moderne (les « **terres des Premières Nations** »); et
3. qui pendant au moins un an entre le 20 novembre 1995 et le 30 juin 2021, résidaient habituellement sur des terres des Premières Nations visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable (qu'il s'agisse notamment d'un avis d'ébullition de l'eau, d'un avis de ne pas boire ou d'un avis de non-utilisation) qui a duré au moins un an entre le



20 novembre 1995 et le 30 juin 2021 (les « **Premières Nations touchées** ») alors qu'un tel avis concernant la qualité de l'eau potable d'au moins un an était en vigueur.

Les personnes qui sont incluses dans le groupe ont droit à une indemnité même si leur Première Nation, ou la Première Nation sur les terres des Premières Nations de laquelle elles résidaient, n'accepte pas l'entente.

#### **À QUI PEUVENT S'ADRESSER LES PERSONNES QUI ONT DES QUESTIONS?**

L'administrateur du règlement à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou au numéro de téléphone [●numéro de téléphone de l'administrateur].

#### **QUELLES SONT LES PREMIÈRES NATIONS INCLUSES DANS LE GROUPE?**

Les Premières Nations touchées ne sont admissibles à une indemnité que si elles acceptent le règlement proposé. Toute Première Nation touchée qui souhaite participer au règlement doit approuver le règlement par voie d'une résolution d'acceptation du conseil de bande et en fournir une copie à l'administrateur du règlement à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou à l'adresse postale [●adresse postale de l'administrateur].

Les Premières Nations doivent accepter le règlement proposé au plus tard le [●date for Acceptance Deadline] pour pouvoir y participer. L'administrateur du règlement peut vous fournir le modèle de résolution d'acceptation du conseil de bande qui est nécessaire pour accepter le règlement proposé.

#### **À QUI PEUVENT S'ADRESSER LES PREMIÈRES NATIONS QUI ONT DES QUESTIONS?**

L'administrateur du règlement à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou au numéro de téléphone [●numéro de téléphone de l'administrateur].

#### **QUELS SONT LES AVANTAGES DU RÈGLEMENT?**

#### **QUELLE INDEMNITÉ SERA VERSÉE EN VERTU DU RÈGLEMENT PROPOSÉ SI LES TRIBUNAUX L'APPROUVENT?**

Les personnes peuvent recevoir un paiement pour chaque année où elles résidaient habituellement sur des terres des Premières Nations alors visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme. Le montant annuel devrait varier de 1 300 \$ à 2 000 \$ selon le type d'avis et l'éloignement des terres des Premières Nations. Ces montants sont assujettis à des délais de prescription : les personnes qui ont atteint l'âge de 18 ans avant le 20 novembre 2013 ne sont admissibles à une indemnité qu'à compter du 20 novembre 2013, à moins qu'elles n'aient été incapables en raison de leur état physique, mental ou psychologique d'introduire une instance à l'égard de leur réclamation avant le 20 novembre 2013.

Les personnes qui ont subi des préjudices particuliers peuvent avoir droit à une indemnité supplémentaire.



Les Premières Nations touchées qui acceptent le règlement proposé recevront 500 000 \$ plus 50 % des sommes versées aux personnes pour les avis concernant la qualité de l'eau potable dans leurs réserves.

Pour obtenir de plus amples détails, veuillez consulter le règlement proposé ici : [●URL].

#### **QUELS SONT LES AUTRES AVANTAGES POUR LES PREMIÈRES NATIONS ET LEURS MEMBRES DANS LE RÉGLEMENT PROPOSÉ?**

1. Le Canada a convenu de déployer tous les efforts raisonnables pour contribuer à l'élimination des avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme qui visent le groupe.
2. Le Canada a convenu de déployer tous les efforts raisonnables pour veiller à ce que les membres du groupe qui vivent dans les réserves aient un accès à une source fiable d'eau potable dans leurs foyers. Le Canada consacrera au moins 6 milliards de dollars d'ici le 31 mars 2030 à la mise en œuvre de cet engagement en finançant le coût réel de la construction, de l'amélioration, de l'exploitation et de l'entretien de l'infrastructure de l'eau dans les réserves.
3. Le Canada a convenu d'un mécanisme extrajudiciaire de règlement des différends afin de déterminer quelles autres mesures sont raisonnablement nécessaires pour aider les personnes à avoir un accès à une source fiable d'eau potable dans leurs foyers.
4. Le Canada a convenu de déployer tous les efforts raisonnables pour abroger la *Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations*, L.C. 2013, ch. 21 d'ici le 31 mars 2022 et pour la remplacer par une loi qui contribue à l'amélioration de l'eau potable dans les réserves des Premières Nations.
5. Le Canada a convenu de verser 20 millions de dollars pour la création d'un comité consultatif des Premières Nations sur l'eau potable salubre.
6. Le Canada a convenu de mettre 9 millions de dollars à la disposition des Premières Nations pour le financement d'initiatives en matière de gouvernance et l'établissement d'une réglementation.

Pour obtenir de plus amples détails, veuillez consulter le règlement proposé ici : [●URL].

#### **QUAND LES PERSONNES ET LES PREMIÈRES NATIONS RECEVRONT-ELLES UNE INDEMNITÉ?**

Une indemnité ne sera payée que si les tribunaux approuvent le règlement proposé. L'indemnité de base des Premières Nations sera payée dans les 90 jours suivant la date de l'ordonnance d'approbation du règlement en sa forme définitive. Le paiement des autres indemnités aux personnes et aux Premières Nations ne commencera qu'un an après la date de l'ordonnance d'approbation du règlement en sa forme définitive.

#### **COMMENT LES PERSONNES ET LES PREMIÈRES NATIONS RECEVRONT-ELLES UNE INDEMNITÉ?**

Les personnes et les Premières Nations admissibles à une indemnité doivent soumettre leurs réclamations à l'administrateur du règlement pour recevoir un paiement. Aucun formulaire de réclamation ne sera disponible avant que les tribunaux n'approuvent le règlement proposé.

#### **COMMENT LES AVOCATS SERONT-ILS PAYÉS?**

Les avocats qui représentent les demandeurs demanderont aux tribunaux d'accepter que le Canada puisse les payer sur des fonds négociés séparément qui ne seront pas déduits des sommes devant servir à indemniser des personnes ou des Premières Nations. Le montant de ces fonds s'élève à 53 millions de dollars au titre des honoraires et débours, taxes comprises, en sus des 5 millions de dollars au titre des services juridiques continus.

Les avocats ne seront pas payés tant que les tribunaux n'auront pas statué sur le caractère juste et raisonnable des honoraires réclamés. Les tribunaux décideront du montant que les avocats devraient recevoir.

#### **QU'EST-CE QUE J'ABANDONNE DANS LE RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

Si les tribunaux approuvent le règlement, vous renoncerez à votre droit de poursuivre le Canada pour les réclamations réglées par le règlement proposé. Cela signifie que vous ne pourrez pas poursuivre le Canada en justice pour des préjudices subis avant le 20 juin 2021 en raison du manquement du Canada de fournir de l'eau potable salubre dans votre réserve.

Les Premières Nations qui n'acceptent pas le règlement proposé ne sont pas (contrairement à leurs membres) liées par celui-ci.

#### **PUIS-JE M'EXCLURE DU RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

Les personnes ne peuvent pas s'exclure du règlement sans l'approbation des tribunaux. Les avocats du groupe n'aideront aucune personne à s'exclure. Les personnes qui souhaitent s'exclure devraient consulter un autre avocat.

**Toutefois, si vous êtes un résident des Premières Nations suivantes : Nation des Oneidas de la Thames; Bande de Deer Lake; Première Nation de Mitaanjigamiing; North Caribou Lake; et Nation crie de Ministikwan Lake**, vous pourriez vous exclure de ces recours collectifs en écrivant à l'administrateur du règlement au plus tard le [•date 45 jours après la première publication de l'avis].

Les Premières Nations ne sont pas obligées d'accepter le règlement proposé. Si une Première Nation n'accepte pas le règlement proposé, le règlement proposé ne touchera pas cette Première Nation.

#### **QUI ME REPRÉSENTE?**

##### **QUI SONT LES AVOCATS QUI ME REPRÉSENTENT?**

Les représentants demandeurs et le groupe sont représentés par McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l. et Olthuis Kleer Townsend LLP (les « **avocats du groupe** »). Vous pouvez communiquer avec les avocats du groupe à [•coordonnées de la personne-ressource].

##### **DOIS-JE PAYER LES AVOCATS DU GROUPE?**



Non. Les avocats du groupe demanderont aux tribunaux d'approuver leurs honoraires.

#### **ET SI JE VEUX MON PROPRE AVOCAT?**

Si vous souhaitez retenir les services de votre propre avocat, vous pouvez le faire à vos frais.

#### **COMMENT PUIS-JE M'OPPOSER AU RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

#### **COMMENT PUIS-JE DIRE AUX TRIBUNAUX QUE JE N'AIME PAS LE RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

Si vous n'aimez pas une partie du règlement proposé, y compris les honoraires des avocats, vous pouvez vous y opposer. Les tribunaux tiendront compte de votre point de vue. Pour s'opposer, vous devez présenter un formulaire d'opposition comprenant les éléments suivants :

1. vos nom, adresse, numéro de téléphone et adresse de courrier électronique;
2. une déclaration indiquant que vous vous opposez au règlement proposé;
3. les raisons pour lesquelles vous vous opposez au règlement proposé;
4. la Première Nation dont vous êtes membre et la réserve dans laquelle vous résidez habituellement; et
5. votre signature.

Vous devez envoyer votre opposition par courriel ou par la poste au plus tard le 23 novembre 2021 à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique des avocats du groupe] ou à l'adresse postale [●adresse postale des avocats du groupe].

#### **QUAND ET OÙ LES TRIBUNAUX DÉCIDERONT-ILS D'APPROUVER OU NON LE RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

Les tribunaux tiendront une audition conjointe les 7, 8 et 9 décembre 2021. Vous pouvez y assister en personne à la Cour fédérale, à Ottawa, ou y participer par vidéoconférence [● ou téléconférence].

#### **DOIS-JE COMPARAÎTRE POUR M'OPPOSER?**

Non. Si vous envoyez une opposition, vous n'avez pas à comparaître en cour. Les tribunaux tiendront compte des oppositions reçues dans les délais, même si vous ne comparez pas à l'audition. Vous ou votre avocat pouvez y assister en personne à la Cour fédérale, à Ottawa, ou y participer par vidéoconférence [● ou téléconférence] à vos frais.

#### **PUIS-JE PRENDRE LA PAROLE À L'AUDITION?**

Vous pouvez demander aux tribunaux la permission de prendre la parole à l'audition d'approbation. Pour ce faire, vous devez déposer un avis d'opposition et indiquer que vous souhaitez prendre la parole. Les tribunaux entendront les objections le 7 décembre 2021.

#### **ET SI JE NE FAIS RIEN?**



Les personnes qui sont admissibles au règlement proposé et qui ne font rien seront liées par le règlement si les tribunaux l'approuvent. Ces personnes seront admissibles à une indemnité, mais renonceront à leur droit de s'opposer au règlement.

Les Premières Nations qui sont admissibles au règlement proposé et qui ne font rien ne seront pas liées par le règlement proposé si les tribunaux l'approuvent. Ces Premières Nations ne seront pas admissibles à une indemnité et renonceront à leur droit de s'opposer au règlement.

Si le règlement est approuvé, les personnes, ainsi que les Premières Nations, qui acceptent le règlement, renonceront à leur droit de poursuivre le Canada pour manquement à son obligation de fournir de l'eau potable salubre dans leurs réserves.

#### **COMMENT LES PREMIÈRES NATIONS ACCEPTENT-ELLES LE RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

#### **COMMENT LES PREMIÈRES NATIONS ACCEPTENT-ELLES LE RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

Les Premières Nations qui sont admissibles au règlement proposé doivent l'approuver par voie d'une résolution d'acceptation du conseil de bande et en fournir une copie à l'administrateur du règlement au plus tard le [●date].

De plus amples renseignements, y compris un modèle de résolution d'acceptation du conseil de bande, sont présentés ici : [●URL].

Vous pouvez également consulter les avocats du groupe à [●coordonnées de la personne-ressource].

#### **À QUI DOIVENT S'ADRESSER LES PREMIÈRES NATIONS POUR ADHÉRER AU RÈGLEMENT PROPOSÉ?**

Les Premières Nations qui ont des questions devraient s'adresser aux avocats du groupe à [●coordonnées de la personne-ressource].

Les Premières Nations qui ont adopté une résolution d'acceptation du conseil de bande doivent en fournir une copie à l'administrateur du règlement au plus tard le [●date] à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou à l'adresse postale [●adresse postale de l'administrateur].

#### **ET SI J'AI BESOIN DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS?**

#### **À QUI DOIS-JE M'ADRESSER POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS?**

Vous pouvez communiquer avec l'administrateur du règlement à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou à l'adresse postale [●adresse postale de l'administrateur].

Vous pouvez également communiquer avec les avocats du groupe à [●coordonnées de la personne-ressource].

**ANNEXE N  
AVIS D'APPROBATION DU RÈGLEMENT  
(FORMULAIRES DÉTAILLÉ ET SIMPLIFIÉ)**

*Voir ci-joint.*

## Avis d'approbation du règlement simplifié

### Règlement des recours collectifs sur les avis concernant la qualité de l'eau potable des Premières Nations

**Vous pourriez avoir droit à une indemnité. Veuillez lire attentivement le présent avis.  
Pour lire cet avis en anglais : [●URL du site Web de l'entente]**

Les tribunaux ont approuvé un règlement entre le Canada et certaines Premières Nations et leurs membres qui ont été visés par des avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme de 1995 à 2021.

#### Qui est inclus dans le règlement?

Sont incluses dans le groupe les personnes :

1. qui étaient vivantes le 20 novembre 2017;
2. qui sont membres d'une bande, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou des peuples autochtones du Canada, sauf les Inuits et les Métis du Canada, qui sont parties à un traité moderne (une « **Première Nation** »), dont les terres sont visées par cette loi, par la *Loi sur la gestion des terres des premières nations* ou par un traité moderne (les « **terres des Premières Nations** »); et
3. qui pendant au moins un an entre le 20 novembre 1995 et le 30 juin 2021, résidaient habituellement sur des terres des Premières Nations visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable (qu'il s'agisse notamment d'un avis d'ébullition de l'eau, d'un avis de ne pas boire ou d'un avis de non-utilisation) qui a duré au moins un an entre le 20 novembre 1995 et le 30 juin 2021 (les « **Premières Nations touchées** ») alors qu'un tel avis concernant la qualité de l'eau potable d'au moins un an était en vigueur.

Les personnes qui sont incluses dans le groupe ont droit à une indemnité même si leur Première Nation, ou la Première Nation sur les terres des Premières Nations de laquelle elles résidaient, n'accepte pas le règlement.

Les Premières Nations touchées sont incluses si elles acceptent le règlement au plus tard le [●date]. Les Premières Nations touchées qui n'acceptent pas le règlement d'ici là ne seront pas indemnisées.

#### Que prévoit le règlement?

Les personnes recevront un paiement pour chaque année où elles résidaient habituellement sur des terres des Premières Nations alors visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable. Le montant annuel devrait varier de 1 300 \$ et 2 000 \$ pour les années admissibles, selon le type d'avis et l'éloignement des terres des Premières Nations. Ces montants sont assujettis à des délais de prescription. Les personnes qui ont subi des préjudices particuliers peuvent avoir droit à une indemnité supplémentaire.

Les Premières Nations touchées qui acceptent le règlement recevront 500 000 \$ plus 50 % des sommes versées aux personnes pour les avis concernant la qualité de l'eau potable dans leurs réserves.



Le Canada doit également prendre d'autres mesures pour lever les avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme et veiller à ce que les personnes aient accès à une source fiable d'eau potable dans leurs foyers. Le Canada consacrera au moins 6 milliards de dollars à l'infrastructure de l'eau et des eaux usées dans les réserves. Les personnes qui sont mécontentes des efforts du Canada peuvent recourir à un mécanisme extrajudiciaire de règlement des différends.

**Comment puis-je réclamer de l'argent?**

Les personnes doivent soumettre un formulaire de réclamation, ou leur conseil de bande peut soumettre une résolution, confirmant qu'elles résidaient habituellement sur les terres des Premières Nations de cette Première Nation alors visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme. Les Premières Nations doivent accepter le règlement et en informer l'administrateur du règlement. Pour afficher et soumettre des formulaires de réclamation, veuillez visiter le [•URL].

**Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le [•URL du site Web de l'entente] ou composer le [•numéro de téléphone de l'administrateur].**

## Avis d'approbation du règlement détaillé

### Règlement des recours collectifs sur les avis concernant la qualité de l'eau potable des Premières Nations

**Vous pourriez avoir droit à une indemnité. Veuillez lire attentivement le présent avis.  
Pour lire cet avis en anglais : [●URL du site Web de l'entente]**

Les tribunaux ont approuvé un règlement entre le Canada et certaines Premières Nations et leurs membres qui ont été visés par des avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme de 1995 à 2021.

Les Premières Nations et leurs membres visés par des avis concernant la qualité de l'eau potable depuis le 20 novembre 1995 poursuivent en justice le Canada pour obtenir une indemnisation dans le cadre de deux recours collectifs. La Cour du Banc de la Reine du Manitoba et la Cour fédérale du Canada ont approuvé un règlement dans le cadre des recours collectifs. Le règlement indemnise les Premières Nations et leurs membres admissibles.

**Le présent avis explique qui est admissible à une indemnité et comment réclamer celle-ci. Les personnes qui ne réclament pas une indemnité au plus tard le [●date] et les Premières Nations qui n'acceptent pas le règlement au plus tard le [●date] ne recevront aucune indemnité.**

#### INFORMATION DE BASE

##### POURQUOI SUIS-JE AVISÉ DU RÈGLEMENT?

La Cour du Banc de la Reine du Manitoba et la Cour fédérale du Canada ont approuvé le règlement le [●date]. Elles ont également approuvé le présent avis pour vous informer du règlement et de la façon dont vous pouvez réclamer une indemnité.

##### QUI EST INCLUS DANS LE RÈGLEMENT?

##### QUELLES PERSONNES SONT INCLUSES DANS LE GROUPE?

Sont incluses dans le groupe les personnes :

1. qui étaient vivantes le 20 novembre 2017;
2. qui sont membres d'une bande, au sens de la *Loi sur les Indiens*, ou des peuples autochtones du Canada, sauf les Inuits et les Métis du Canada, qui sont parties à un traité moderne (une « **Première Nation** »), dont les terres sont visées par cette loi, par la *Loi sur la gestion des terres des premières nations* ou par un traité moderne (les « **terres des Premières Nations** »); et
3. qui pendant au moins un an entre le 20 novembre 1995 et le 30 juin 2021, résidaient habituellement sur des terres des Premières Nations visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable (qu'il s'agisse notamment d'un avis d'ébullition de l'eau, d'un avis de ne pas boire ou d'un avis de non-utilisation) qui a duré au moins un an entre le 20 novembre 1995 et le 30 juin 2021 (les « **Premières Nations touchées** »)

alors qu'un tel avis concernant la qualité de l'eau potable d'au moins un an était en vigueur.

Les personnes qui sont incluses ont droit à une indemnité même si leur Première Nation, ou la Première Nation sur les terres des Premières Nations de laquelle elles résidaient, n'accepte pas le règlement.

#### **À QUI PEUVENT S'ADRESSER LES PERSONNES QUI ONT DES QUESTIONS?**

L'administrateur du règlement à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou au numéro de téléphone [●numéro de téléphone de l'administrateur].

#### **QUELLES SONT LES PREMIÈRES NATIONS INCLUSES DANS LE RÈGLEMENT?**

Les Premières Nations touchées ne sont admissibles à une indemnité que si elles acceptent le règlement. Toute Première Nation touchée qui souhaite participer au règlement doit accepter le règlement par voie d'une résolution d'acceptation du conseil de bande et en fournir une copie à l'administrateur du règlement à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou à l'adresse postale [●adresse postale de l'administrateur].

Les Premières Nations touchées doivent accepter le règlement au plus tard le [●date] pour pouvoir y participer. L'administrateur du règlement peut vous fournir le modèle de résolution d'acceptation du conseil de bande qui est nécessaire pour accepter le règlement.

#### **À QUI PEUVENT S'ADRESSER LES PREMIÈRES NATIONS QUI ONT DES QUESTIONS?**

Les avocats du groupe à [●coordonnées de la personne-ressource].

### **COMMENT PUIS-JE OBTENIR UNE INDEMNITÉ?**

#### **QU'EST-CE QUE LES MEMBRES DU GROUPE PEUVENT OBTENIR?**

Les personnes peuvent recevoir un paiement pour chaque année où elles résidaient habituellement sur des terres des Premières Nations alors visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme. Le montant devrait varier d'environ 1 300 \$ à 2 000 \$ pour chaque année admissible, selon le type d'avis et l'éloignement des terres des Premières Nations. Ces montants sont assujettis à des délais de prescription : les personnes qui ont atteint l'âge de 18 ans avant le 20 novembre 2013 ne sont admissibles à une indemnité qu'à compter du 20 novembre 2013, à moins qu'elles n'aient été incapables en raison de leur état physique, mental ou psychologique d'introduire une instance à l'égard de leur réclamation avant le 20 novembre 2013.

Les personnes qui ont subi des préjudices particuliers peuvent avoir droit à une indemnité supplémentaire.

Les Premières Nations touchées qui acceptent le règlement recevront 500 000 \$ plus 50 % des sommes versées aux personnes pour les avis concernant la qualité de l'eau potable dans leurs réserves.



Pour obtenir de plus amples détails, veuillez consulter le règlement ici : [●URL].

**QUELS SONT LES AUTRES AVANTAGES POUR LES PREMIÈRES NATIONS ET LEURS MEMBRES DANS LE RÉGLEMENT?**

1. Le Canada a convenu de déployer tous les efforts raisonnables pour contribuer à l'élimination des avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme qui visent le groupe.
2. Le Canada a convenu de déployer tous les efforts raisonnables pour veiller à ce que les membres du groupe qui vivent dans les réserves aient un accès à une source fiable d'eau potable dans leurs foyers. Le Canada consacrera au moins 6 milliards de dollars d'ici le 31 mars 2030 à la mise en œuvre de cet engagement en finançant le coût réel de la construction, de l'amélioration, de l'exploitation et de l'entretien de l'infrastructure de l'eau dans les réserves.
3. Le Canada a convenu d'un mécanisme extrajudiciaire de règlement des différends afin de déterminer quelles autres mesures sont raisonnablement nécessaires pour aider les personnes à avoir un accès à une source fiable d'eau potable dans leurs foyers.
4. Le Canada a convenu de déployer tous les efforts raisonnables pour abroger la *Loi sur la salubrité de l'eau potable des Premières Nations*, L.C. 2013, ch. 21 d'ici le 31 mars 2022 et pour la remplacer par une loi qui contribue à l'amélioration de l'eau potable dans les réserves des Premières Nations.
5. Le Canada a convenu de verser 20 millions de dollars pour la création d'un comité consultatif des Premières Nations sur l'eau potable salubre.
6. Le Canada a convenu de mettre 9 millions de dollars à la disposition des Premières Nations pour le financement d'initiatives en matière de gouvernance et l'établissement d'une réglementation.

Pour obtenir de plus amples détails, veuillez consulter le règlement ici : [●URL].

**QUAND LES PERSONNES ET LES PREMIÈRES NATIONS RECEVRONT-ELLES UNE INDEMNITÉ?**

Les personnes peuvent soumettre leurs formulaires de réclamation jusqu'au [●date]. Après l'expiration de la période de réclamation, l'administrateur du règlement paiera les réclamations d'indemnité valides.

Les Premières Nations recevront l'indemnité de base de 500 000 \$ dans les 90 jours suivant la date de leur acceptation de l'entente de règlement ou, si elle est antérieure, la date de son approbation par les tribunaux. Tous les six mois, chaque Première Nation recevra un versement correspondant à 50 % des montants payés aux personnes admissibles qui résidaient habituellement sur une réserve de Première Nation alors visée par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme.

### **COMMENT LES PERSONNES ET LES PREMIÈRES NATIONS RECEVRONT-ELLES UNE INDEMNITÉ?**

Les personnes doivent soumettre un formulaire de réclamation, ou leur conseil de bande peut soumettre une résolution, confirmant qu'elles résidaient habituellement sur les terres des Premières Nations de cette Première Nation alors visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme.

Les Premières Nations doivent accepter le règlement et en informer l'administrateur du règlement. Pour afficher et soumettre des formulaires de réclamation, veuillez visiter le [●URL].

Les personnes peuvent recevoir une indemnité même si leur Première Nation, ou la Première Nation sur les terres des Premières Nations de laquelle elles résidaient, n'accepte pas l'entente de règlement.

On peut obtenir des formulaires de réclamation ici [● URL]. Les formulaires de réclamation peuvent être soumis à l'administrateur du règlement à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou à l'adresse postale [●adresse postale de l'administrateur].

### **AI-JE BESOIN DE MON PROPRE AVOCAT POUR FAIRE UNE RÉCLAMATION?**

Non. Les avocats du groupe vous représentent. Vous pouvez communiquer avec les avocats du groupe à [●coordonnées de la personne-ressource].

### **COMMENT LES AVOCATS SERONT-ILS PAYÉS?**

Le Canada, plutôt que les membres du groupe, paiera les honoraires des avocats du groupe dans le cadre des recours collectifs et de l'aide qu'ils continueront d'offrir aux personnes et aux Premières Nations. Les tribunaux ont approuvé les honoraires des avocats et vous n'avez pas à verser de l'argent pour faire une réclamation.

### **QU'EST-CE QUE J'ABANDONNE DANS LE RÈGLEMENT?**

Les membres du groupe renoncent à leur droit de poursuivre le Canada pour les réclamations réglées par le règlement. Cela signifie que vous ne pourrez pas poursuivre le Canada en justice pour des préjudices subis avant le 20 juin 2021 en raison du manquement du Canada de fournir de l'eau potable salubre dans votre réserve.

Les Premières Nations qui n'acceptent pas le règlement ne seront pas liées par celui-ci. Toutefois, les réclamations individuelles de leurs membres seront visées par le règlement.

### **PUIS-JE M'EXCLURE DU RÈGLEMENT?**

Les personnes ne peuvent en général pas s'exclure du règlement sans l'approbation des tribunaux. Les avocats du groupe ne peuvent pas aider une personne à s'exclure du règlement. Les personnes qui souhaitent demander aux tribunaux l'autorisation de s'exclure du règlement devraient consulter un autre avocat.



Les Premières Nations ne sont pas obligées d'accepter le règlement. Si une Première Nation n'accepte pas le règlement, le règlement ne réglera pas les réclamations collectives ou communautaires de cette Première Nation.

Vous n'êtes pas tenu de soumettre une réclamation, mais si vous ne vous excluez pas du règlement et ne soumettez pas une réclamation, et qu'un conseil de bande ne fournit pas à l'administrateur du règlement la confirmation de votre résidence, vous ne recevrez aucune indemnité et vous renoncerez tout de même à votre droit de poursuivre le Canada en justice.

### **QUI ME REPRÉSENTE?**

#### **QUI SONT LES AVOCATS QUI ME REPRÉSENTENT?**

Les représentants demandeurs et le groupe sont représentés par McCarthy Tétraut S.E.N.C.R.L., s.r.l. et Olthuis Kleer Townsend LLP (les « **avocats du groupe** »). Vous pouvez communiquer avec les avocats du groupe à [●coordonnées de la personne-ressource].

#### **DOIS-JE PAYER LES AVOCATS DU GROUPE?**

Non. Les tribunaux ont approuvé les honoraires des avocats du groupe.

#### **ET SI JE VEUX MON PROPRE AVOCAT?**

Si vous souhaitez retenir les services de votre propre avocat, vous pouvez le faire à vos frais.

#### **COMMENT LES PREMIÈRES NATIONS ACCEPTENT-ELLES LE RÈGLEMENT?**

Les Premières Nations qui sont admissibles au règlement doivent l'accepter par voie d'une résolution d'acceptation du conseil de bande et en fournir une copie à l'administrateur du règlement au plus tard le [●date].

De plus amples renseignements, y compris un modèle de résolution d'acceptation du conseil de bande, sont présentés ici : [●URL].

Vous pouvez également adresser vos questions aux avocats du groupe à [●coordonnées de la personne-ressource].

#### **À QUI DOIVENT S'ADRESSER LES PREMIÈRES NATIONS POUR ACCEPTER LE RÈGLEMENT?**

Les Premières Nations qui ont des questions devraient s'adresser aux avocats du groupe à [●coordonnées de la personne-ressource].

Les Premières Nations qui ont adopté une résolution d'acceptation du conseil de bande acceptant l'entente de règlement doivent en fournir une copie à l'administrateur du règlement au plus tard le [●date] à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou à l'adresse postale [●adresse postale de l'administrateur].



**À QUI DOIS-JE M'ADRESSER POUR OBTENIR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS?**

Vous pouvez communiquer avec l'administrateur du règlement à l'adresse de courrier électronique [●adresse de courrier électronique de l'administrateur] ou à l'adresse postale [●adresse postale de l'administrateur].

Vous pouvez également communiquer avec les avocats du groupe à [●coordonnées de la personne-ressource].

**ANNEXE O**

**MODÈLE DE L'ORDONNANCE D'AUTORISATION DE LA COUR FÉDÉRALE ET DE  
L'ORDONNANCE D'ATTESTATION DU MANITOBA**

*Voir ci-joint.*

COUR FÉDÉRALE

Date :

N° de dossier : T-1673-19

Ottawa (Ontario), le [●date]

En présence de monsieur le juge Favel

ENTRE

*PREMIÈRE NATION DE CURVE LAKE et CHEFFE EMILY WHETUNG, pour son propre compte et pour le compte de tous les membres de la PREMIÈRE NATION DE CURVE LAKE et PREMIÈRE NATION DE NESKANTAGA et CHEF CHRISTOPHER MOONIAS, pour son propre compte et pour le compte de tous les membres de la PREMIÈRE NATION DE NESKANTAGA,*

demandeurs,

et

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA,

défendeur.

ORDONNANCE

(Recours collectif introduit en vertu de la partie 5.1 des *Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106)

LA PRÉSENTE REQUÊTE, présentée par les demandeurs en vue d'obtenir un jugement approuvant le règlement de la présente action conformément aux modalités de l'entente de règlement intervenue le [●date], a été entendue le [●], à [●location].

APRÈS LECTURE du dossier de requête des parties et des mémoires des parties;

APRÈS AUDITION de la requête présentée par les demandeurs en vue d'obtenir une ordonnance approuvant les modalités de l'entente de règlement datée du [●date] et jointe à la présente ordonnance en ANNEXE A (l'« entente de règlement »), y compris les observations orales des avocats des demandeurs et du défendeur ainsi que les observations orales des membres du groupe défenseurs de l'entente de règlement et des membres du groupe



opposants à l'entente de règlement ou, dans le cas de ces derniers, de l'avocat désigné par ces opposants pour formuler des observations orales pour leur compte;

**LA COUR ORDONNE ce qui suit :**

1. Aux fins de la présente ordonnance, les définitions de l'entente de règlement s'appliquent à la présente ordonnance et y sont intégrées.
2. L'entente de règlement est juste, raisonnable et dans l'intérêt véritable des demandeurs et du groupe.
3. L'entente de règlement (y compris toutes ses annexes) est expressément intégrée par renvoi dans la présente ordonnance et a la même force exécutoire qu'une ordonnance de la Cour.
4. L'entente de règlement sera, et elle est par les présentes, approuvée et sera mise en application conformément à la présente ordonnance et aux autres ordonnances de la Cour.
5. L'avis d'approbation du règlement sera donné conformément au plan de notification joint à la présente ordonnance en **ANNEXE B** et constituera un avis adéquat, et le meilleur avis possible dans les circonstances.
6. Les personnes énumérées à l'**ANNEXE C** se sont exclues et ne pourront plus participer à cette action.
7. Les Premières Nations membres du groupe et les personnes membres du groupe qui ne se sont pas exclues sont liées par les quittances prévues au paragraphe 10.03(1) de l'entente de règlement et la Cour déclare ceci :

Sauf comme il est prévu dans l'entente de règlement, et en contrepartie des obligations et des responsabilités du Canada qui lui incombent en vertu de l'entente de règlement, chaque personne membre du groupe ou son exécuteur testamentaire, demandeur d'indemnité successoral ou représentant personnel pour le compte de la personne membre du groupe ou de sa succession, et chaque Première Nation membre du groupe (collectivement ci-après, les « **donneurs de quittance** ») dégage entièrement et définitivement le Canada et ses fonctionnaires, mandataires, dirigeants et employés, prédécesseurs,

successesseurs et ayants cause (collectivement ci-après, les « **bénéficiaires de quittance** »), de quelque action, cause d'action, réclamation et demande de quelque nature ou type, qu'elle soit ou non connue ou prévue, que les donneurs de quittance avaient, ont aujourd'hui ou pourraient avoir à l'avenir contre les bénéficiaires de quittance à l'égard ou en raison de l'omission du Canada d'assurer ou de financer l'approvisionnement en eau potable salubre dans la ou les réserves alors visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long de cette Première Nation membre du groupe, ou dans lesquelles cette personne membre du groupe était un résident habituel, dans chaque cas avant la fin de la période visée.

8. La présente ordonnance et l'entente de règlement, y compris les bénéficiaires de quittance mentionnés au paragraphe 7 ci-dessus, lient toutes les personnes membres du groupe qui ne se sont pas exclues, y compris les personnes frappées d'incapacité.
9. La présente ordonnance et l'entente de règlement, y compris les bénéficiaires de quittance mentionnés au paragraphe 7 ci-dessus, lient toutes les Premières Nations membres du groupe ayant remis un avis d'acceptation.
10. La Cour se réserve, sans que cela ait d'incidence sur le caractère définitif de la présente ordonnance, la compétence exclusive et continue à l'égard de cette action, des demandeurs, de toutes les personnes membres du groupe qui ne se sont pas exclues, de toutes les Premières Nations membres du groupe ayant remis un avis d'acceptation et du défendeur aux fins de la mise en application de l'entente de règlement.
11. Sauf comme il est indiqué ci-dessus, la présente action est abandonnée contre le défendeur sans dépens et de façon définitive.
12. La Cour peut rendre d'autres ordonnances, notamment accessoires, qu'elle juge nécessaires à la mise en application de l'entente de règlement et de la présente ordonnance.

[•date]

---

Monsieur le juge Favel

N° de dossier : T-1673-19

COUR FÉDÉRALE

---

ENTRE

*PREMIÈRE NATION DE CURVE LAKE et CHEFFE  
EMILY WHETUNG, pour son propre compte et pour  
le compte de tous les membres de la PREMIÈRE  
NATION DE CURVE LAKE et PREMIÈRE NATION DE  
NESKANTAGA et CHEF CHRISTOPHER MOONIAS,  
pour son propre compte et pour le compte de tous  
les membres de la PREMIÈRE NATION DE  
NESKANTAGA,*

demandeurs,

et

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

défendeur.

---

ORDONNANCE

---

**McCarthy Tétrault, S.E.N.C.R.L, s.r.l.**  
Toronto Dominion Bank Tower, bureau 5300  
Toronto (Ontario) M5K 1E6

**John P. Brown** LSO#22635H

jbrown@mccarthy.ca

**Eric S. Block** LSO#47479K

eblock@mccarthy.ca

**H. Michael Rosenberg** LSO#58140U

mrosenberg@mccarthy.ca

**Patrick Williams** LSBC#510862

pwilliams@mccarthy.ca

**Stephanie Willsey** LSO#77866J

swillsey@mccarthy.ca

**Alana Robert** LSO#79761P

alrobert@mccarthy.ca

Téléphone : 416-601-7831

Télécopieur : 416-868-0673

---



**OLTHUIS KLEER TOWNSHEND LLP**

250 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5H 3E5

**Harry S. LaForme** LSO#19338D

[hlaforme@oktlaw.com](mailto:hlaforme@oktlaw.com)

**Bryce Edwards** LSO# 48271E

[bedwards@oktlaw.com](mailto:bedwards@oktlaw.com)

**Kevin Hille** LSO# 57439S

[khille@oktlaw.com](mailto:khille@oktlaw.com)

**Jaclyn McNamara** LSO# 66694B

[jmcnamara@oktlaw.com](mailto:jmcnamara@oktlaw.com)

Téléphone : 416-981-9330

Télécopieur : 416-981-9350

Avocats des demandeurs

**BANC DE LA REINE**

**Winnipeg-Centre**

MONSIEUR LE ) LE [•] [•]

JUGE EN CHEF JOYAL )

E N T R E

**NATION DES CRIS DE TATASKWEYAK et CHEFFE DOREEN SPENCE, pour son propre compte et pour le compte de tous les membres de la NATION DES CRIS DE TATASKWEYAK,**

demandeurs,

– et –

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA,**

défendeur.

Recours collectif introduit en vertu de la *Loi sur les recours collectifs*, C.P.L.M. ch. C130

**ORDONNANCE**

**LA PRÉSENTE MOTION**, présentée par les demandeurs en vue d'obtenir un jugement approuvant le règlement de la présente action conformément aux modalités de l'entente de règlement intervenue le [•date], a été entendue le [•], à [•location], et est jointe à la présente ordonnance en **ANNEXE A** (l'« entente de règlement »),

**APRÈS LECTURE** du dossier de motion des parties et des mémoires des parties et après audition des observations des avocats des demandeurs et du défendeur ainsi que des observations orales des avocats des membres du groupe défenseurs de l'entente de règlement et des membres du groupe opposants à l'entente de règlement ou, dans le cas de ces derniers, de l'avocat désigné par ces opposants pour formuler des observations orales pour leur compte;

**APRÈS AUDITION** des observations orales des avocats des demandeurs et du défendeur ainsi que les observations orales des membres du groupe défenseurs de l'entente de règlement et des membres du groupe opposants à l'entente de règlement ou, dans le cas

de ces derniers, de l'avocat désigné par ces opposants pour formuler des observations orales pour leur compte;

**LA COUR ORDONNE ce qui suit :**

1. Aux fins de la présente ordonnance, les définitions de l'entente de règlement s'appliquent à la présente ordonnance et y sont intégrées.
2. L'entente de règlement est juste, raisonnable et dans l'intérêt véritable des demandeurs et du groupe.
3. L'entente de règlement (y compris toutes ses annexes) est expressément intégrée par renvoi dans la présente ordonnance et a la même force exécutoire qu'une ordonnance de la Cour.
4. L'entente de règlement sera, et elle est par les présentes, approuvée et sera mise en application conformément à la présente ordonnance et aux autres ordonnances de la Cour.
5. L'avis d'approbation du règlement sera donné conformément au plan de notification joint à la présente ordonnance en **annexe B** et constituera un avis adéquat, et le meilleur avis possible dans les circonstances.
6. Les personnes énumérées à l'**annexe C** se sont exclues et ne pourront plus participer à cette action.
7. Les Premières Nations membres du groupe et les personnes membres du groupe qui ne se sont pas exclues sont liées par les quittances prévues au paragraphe 10.03(1) de l'entente de règlement et la Cour déclare ceci :

Sauf comme il est prévu dans l'entente de règlement, et en contrepartie des obligations et des responsabilités du Canada qui lui incombent en vertu de l'entente de règlement, chaque personne membre du groupe ou son exécuteur testamentaire, demandeur d'indemnité successoral ou représentant personnel pour le compte de la personne membre du groupe ou de sa succession, et chaque Première Nation membre du groupe (collectivement ci-après, les « **donneurs de quittance** ») dégage entièrement et définitivement le Canada et ses fonctionnaires, mandataires, dirigeants et employés,



prédécesseurs, successeurs et ayants cause (collectivement ci-après, les « **bénéficiaires de quittance** »), de quelque action, cause d'action, réclamation et demande de quelque nature ou type, qu'elle soit ou non connue ou prévue, que les donneurs de quittance avaient, ont aujourd'hui ou pourraient avoir à l'avenir contre les bénéficiaires de quittance à l'égard ou en raison de l'omission du Canada d'assurer ou de financer l'approvisionnement en eau potable salubre dans la ou les réserves alors visées par un avis concernant la qualité de l'eau potable à long de cette Première Nation membre du groupe, ou dans lesquelles cette personne membre du groupe était un résident habituel, dans chaque cas avant la fin de la période visée.

8. La présente ordonnance et l'entente de règlement, y compris les bénéficiaires de quittance mentionnés au paragraphe 7 ci-dessus, lient toutes les personnes membres du groupe qui ne se sont pas exclues, y compris les personnes frappées d'incapacité.
9. La présente ordonnance et l'entente de règlement, y compris les bénéficiaires de quittance mentionnés au paragraphe 7 ci-dessus, lient toutes les Premières Nations membres du groupe ayant remis un avis d'acceptation.
10. La Cour se réserve, sans que cela ait d'incidence sur le caractère définitif de la présente ordonnance, la compétence exclusive et continue à l'égard de cette action, des demandeurs, de toutes les personnes membres du groupe qui ne se sont pas exclues, de toutes les Premières Nations membres du groupe ayant remis un avis d'acceptation et du défendeur aux fins de la mise en application de l'entente de règlement.
11. Sauf comme il est indiqué ci-dessus, la présente action est abandonnée contre le défendeur sans dépens et de façon définitive.
12. La Cour peut rendre d'autres ordonnances, notamment accessoires, qu'elle juge nécessaires à la mise en application de l'entente de règlement et de la présente ordonnance.

[•date]

---

Monsieur le juge en chef Joyal

N° de dossier de la Cour : CI-19-01-24661

**COUR DU BANC DE LA REINE DU MANITOBA**

---

NATION DES CRIS DE TATASKWEYAK et CHEFFE  
DOREEN SPENCE, pour son propre compte et pour le  
compte de tous les membres de la NATION DES CRIS DE  
TATASKWEYAK, demandeurs,

– et –

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA,  
défendeur.

Recours collectif introduit en vertu de la *Loi sur les recours  
collectifs*, C.P.L.M. ch. C130

---

**ORDONNANCE**

---

**McCarthy Tétrault, S.E.N.C.R.L., s.r.l.**  
Toronto Dominion Bank Tower, bureau 5300  
Toronto (Ontario) M5K 1E6

**John P. Brown** LSO#22635H  
jbrown@mccarthy.ca

**Eric S. Block** LSO#47479K  
eblock@mccarthy.ca

**H. Michael Rosenberg** LSO#58140U  
mrosenberg@mccarthy.ca

**Patrick Williams** LSBC#510862  
pwilliams@mccarthy.ca

**Stephanie Willsey** LSO#77866J  
swillsey@mccarthy.ca

**Alana Robert** LSO#79761P  
alrobert@mccarthy.ca

Téléphone : 416-601-7831  
Télécopie : 416-868-0673

**OLTHUIS KLEER TOWNSHEND LLP**  
250 University Avenue, 8<sup>e</sup> étage  
Toronto (Ontario) M5H 3E5

**Harry LaForme** LSO# 19338D  
hlaforme@oktlaw.com

**Bryce Edwards** LSO# 48271E  
bedwards@oktlaw.com

**Kevin Hille** LSO# 57439S

khille@oktlaw.com  
**Jaclyn McNamara** LSO# 66694B  
Téléphone : 416-981-9330  
Télécopie : 416-981-9350

Avocats des demandeurs



**ANNEXE P**

**MODÈLE DE RÉOLUTION D'ACCEPTATION DU CONSEIL DE BANDE APPROUVANT  
DES RÉSEAUX D'APPROVISIONNEMENT EN EAU PRIVÉS DANS LA RÉSERVE**

*Voir ci-joint.*

[Nom de la Première Nation]

### Résolution du conseil de bande

*Approuvant des réseaux d'approvisionnement en eau privés dans la réserve*

**ATTENDU QUE** certains demandeurs ont introduit l'action intitulée *Curve Lake First Nation and Chief Emily Whetung on her own behalf and on behalf of all members of Curve Lake First Nation and Neskantaga First Nation and Chief Christopher Moonias on his own behalf and on behalf of all members of Neskantaga First Nation c. Attorney General of Canada*, portant le numéro de dossier T-1673-19 devant la Cour fédérale (l'« **action devant la Cour fédérale** »);

**ATTENDU QUE** certains demandeurs ont introduit l'action intitulée *Tataskweyak Cree Nation and Chief Doreen Spence on her own behalf and on behalf of all members of Tataskweyak Cree Nation c. Attorney General of Canada*, portant le numéro de dossier CI-19-01-24661 devant la Cour du banc de la Reine du Manitoba (l'« **action au Manitoba** », et conjointement avec l'action devant la Cour fédérale, les « **actions** »);

**ATTENDU QUE** les actions ont été attestées ou autorisées par les tribunaux respectifs comme des recours collectifs;

**ATTENDU QUE** le procureur général du Canada et les demandeurs dans les actions ont négocié une entente de règlement (l'« **entente de règlement** ») à l'égard des actions;

**ATTENDU QUE** l'entente de règlement prévoit que le Canada déploie tous les efforts raisonnables pour veiller à ce que les personnes membres du groupe (au sens de l'entente de règlement) qui vivent dans des réserves (au sens de l'entente de règlement) aient un accès à une source fiable d'eau potable dans leurs foyers, que ce soit à partir d'un réseau d'approvisionnement en eau public ou d'un réseau d'approvisionnement en eau privé approuvé par voie d'une résolution du conseil de bande, y compris, notamment des réseaux sur place, qui respectent les exigences fédérales ou les normes provinciales les plus rigoureuses en matière de qualité de l'eau à domicile (l'« **engagement** »);

**ATTENDU QUE [Nom du conseil des Premières Nations]** (le « **conseil** ») souhaite approuver les réseaux d'approvisionnement en eau privés énumérés ci-dessous pour l'application de l'engagement par l'adoption de la présente résolution du conseil de bande;

**ATTENDU QUE** la présente résolution du conseil de bande ne constitue pas une reconnaissance de responsabilité du conseil de quelque façon que ce soit à l'égard des réseaux d'approvisionnement en eau privés énumérés ci-dessous;

#### IL EST PAR LES PRÉSENTES RÉSOLU CE QUI SUIT :

1. Pour l'application de l'engagement seulement, le conseil approuve par les présentes, sans confirmation ni acceptation de responsabilité de sa part, les réseaux d'approvisionnement en eau privés suivants :
  - a. [Indiquer ou décrire les réseaux d'approvisionnement en eau privés, y compris les puits.]

2. Le conseil déclare par les présentes qu'il peut révoquer l'approbation énoncée au paragraphe 1 ci-dessus à tout moment.
3. Le conseil déclare par les présentes qu'il peut compléter l'approbation énoncée au paragraphe 1 ci-dessus à tout moment par l'ajout d'autres réseaux d'approvisionnement en eau.
4. Ces résolutions peuvent être signées par le chef et les membres du conseil en autant d'exemplaires pouvant se révéler nécessaires, sous forme originale ou électronique, dont chacun sera réputé être un original, et dont la totalité seront réputés constituer ensemble une seule et même résolution.

Les signataires suivants attestent et garantissent qu'un quorum du conseil a signé la présente résolution du conseil de bande, comme en font foi leurs signatures ci-dessous.

FAIT le \_\_\_\_\_ 202\_\_.

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]

\_\_\_\_\_  
[insérer le nom]



## ANNEXE Q

### PLAN DE RECHERCHE D'ADRESSE DE MEMBRES DU GROUPE ADMISSIBLES

1. Si l'administrateur reçoit une confirmation du conseil de bande ou un formulaire de réclamation qui ne fournit pas d'adresse postale lisible pour une personne membre du groupe, ou qu'une personne membre du groupe n'a pas déposé de chèque ou n'a pas demandé un paiement fait conformément à l'entente dans les cent quatre-vingts (180) jours suivant l'émission de ce chèque ou de ce paiement, cette personne membre du groupe sera considérée comme un « **membre du groupe admissible disparu** », et la date à laquelle elle deviendra un membre du groupe admissible disparu sera la « **date de début de la recherche** ».
2. Pour chaque membre du groupe admissible disparu, l'administrateur effectue ou fait effectuer toutes les recherches suivantes afin de trouver les coordonnées actuelles du membre du groupe admissible disparu :
  - a) la base de données canadienne du Programme national sur les changements d'adresse;
  - b) la recherche inversée par numéro de téléphone;
  - c) Canada 411;
  - d) consulter les coordonnées de ce membre du groupe admissible disparu dans une confirmation du conseil de bande, s'il y a lieu, et faire une demande écrite ou téléphonique pour obtenir les coordonnées du membre du groupe admissible disparu auprès du bureau du conseil de bande de la Première Nation où il réside habituellement ou bien où il a résidé habituellement pour la dernière fois, le cas échéant; et
  - e) faire une demande écrite ou téléphonique pour obtenir les coordonnées du membre du groupe admissible disparu auprès du bureau du conseil de bande de la Première Nation dont ce membre du groupe admissible disparu est membre, si différent de l'alinéa 2d) ci-dessus.
3. Les recherches indiquées au paragraphe 2 ci-dessus seront effectuées dans les quarante-cinq (45) jours suivant la date de début de la recherche.
4. Si l'administrateur localise plus d'une nouvelle adresse postale pour un membre du groupe admissible disparu, il demandera des renseignements raisonnables pour déterminer la bonne adresse.
5. Si l'administrateur localise une nouvelle adresse postale pour un membre du groupe admissible disparu, l'administrateur émettra et postera un nouveau chèque ou un autre mode de paiement au membre du groupe admissible disparu du montant payable conformément à la présente entente, lequel chèque ou paiement sera périmé dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant de son émission. Si un chèque ou un autre mode de paiement avait déjà été émis au membre du groupe admissible disparu, mais qu'il n'avait pas été déposé ou réclamé, l'administrateur annulera ce paiement avant l'émission du nouveau chèque ou d'un autre mode de paiement.

6. Si l'administrateur ne trouve pas une nouvelle adresse postale pour un membre du groupe admissible disparu, mais que le formulaire de réclamation du membre du groupe admissible disparu indique qu'il réside actuellement dans une réserve, l'administrateur émettra et postera à ce membre du groupe admissible disparu, aux soins du bureau du conseil de bande ou à un autre endroit semblable dans cette réserve, un nouveau chèque ou un autre mode de paiement d'une somme payable conformément à la présente entente, lequel chèque ou paiement sera périmé dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant de son émission. Si un chèque ou un autre mode de paiement avait déjà été émis au membre du groupe admissible disparu, mais qu'il n'avait pas été déposé ou réclamé, l'administrateur annule ce paiement avant l'émission du nouveau chèque ou d'un autre mode paiement.

8. Si l'administrateur ne peut toujours pas trouver un membre du groupe admissible disparu malgré le respect du présent plan de recherche d'adresse de membres du groupe admissibles, et le fait que tout chèque ou paiement émis et envoyé à ce membre du groupe admissible disparu soit périmé, il doit attendre une période de cent quatre-vingts (180) jours (dont l'expiration est la « **date de fin de la recherche** »). Si l'administrateur n'est toujours pas en mesure de trouver le membre du groupe admissible disparu à la date de fin de la recherche, la réclamation du membre du groupe admissible disparu sera entièrement et définitivement éteinte et annulée, l'administrateur n'aura aucune obligation de faire quelque paiement que ce soit à ce membre du groupe admissible disparu, et l'administrateur, le Canada, les avocats du Canada, les avocats du groupe, le comité mixte et ses membres, le comité de mise en œuvre du règlement et ses membres, le fiduciaire et le CCPNEPS sont dégagés de toute responsabilité.

N° de dossier de la Cour du Banc de la Reine du Manitoba : CI-19-01-24861

N° de dossier de la Cour fédérale : T-1673-19

**PREMIER ADDENDA À L'ENTENTE DE RÈGLEMENT**

***LE BANC DE LA REINE, Winnipeg Centre***

ENTRE :

**NATION DES CRIS DE TATASKWEYAK et CHEFFE DOREEN SPENCE, pour son propre compte et pour le compte de tous les membres de LA NATION DES CRIS DE TATASKWEYAK**

Demandeurs

- et -

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

Défendeur

**Recours collectif introduit  
en vertu de la *Loi sur les recours collectifs*, C.P.L.M. c. C. 130**

- et -

***COUR FÉDÉRALE***

ENTRE :

**PREMIÈRE NATION DE CURVE LAKE et CHEFFE EMILY WHETUNG, pour son propre compte et pour le compte de tous les membres de la PREMIÈRE NATION DE CURVE LAKE et PREMIÈRE NATION DE NESKANTAGA et CHEF CHRISTOPHER MOONIAS, pour son propre compte et pour le compte de tous les membres de LA PREMIÈRE NATION DE NESKANTAGA**

Demandeurs

- et -

**PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA**

Défendeur

**Recours collectif introduit en vertu de la partie 5.1 des  
*Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106**



## PREMIER ADDENDA À L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

Le présent addenda (l'« **addenda** ») est intervenu en date du 8 octobre 2021.

### ATTENDU QUE :

- A. La Nation des Cris de Tataskweyak et la cheffe Doreen Spence, pour leur propre compte et pour le compte de tous les membres du groupe individuels (collectivement, les « **demandeurs du recours du Manitoba** »), la Première Nation de Curve Lake et la cheffe Emily Whetung, pour leur propre compte et pour le compte de tous les membres du groupe individuels (collectivement, les « **demandeurs de la Première Nation de Curve Lake** »), la Première Nation de Neskantaga et le chef Wayne Moonias et l'ancien chef Christopher Moonias, chacun pour son propre compte et pour le compte de tous les membres du groupe individuels (collectivement, les « **demandeurs de la Première Nation de Neskantaga** »), et collectivement avec les demandeurs de la Première Nation de Curve Lake, les « **demandeurs du recours fédéral** ») et Sa Majesté la Reine du chef du Canada (tous ceux qui précèdent collectivement, les « **parties** ») ont conclu une entente de règlement datée du 15 septembre 2021 (l'« **entente de règlement** »); et
- B. Les parties souhaitent modifier l'entente de règlement afin de préciser la mise à disposition d'une indemnité pour préjudices déterminés;

### PAR CONSÉQUENT, les parties conviennent de modifier l'entente de règlement comme suit :

1. Les termes et expressions clés utilisés dans les présentes sans y être définis ont le sens qui leur est attribué dans l'entente de règlement (en anglais seulement).
2. Le paragraphe 8.02(2) de l'entente de règlement est par les présentes modifié afin d'ajouter les mots (traduction) « L'indemnité pour préjudices déterminés ne sera versée que si le membre du groupe individuel a subi un préjudice déterminé ou les symptômes persistants d'un préjudice déterminé antérieur, tel qu'il est indiqué à l'annexe H, au cours d'une année pour laquelle des dommages-intérêts individuels seraient payables au membre du groupe individuel conformément à la formule de calcul des dommages-intérêts individuels prévue au paragraphe 8.01(2), s'il s'agissait d'une année de consultation (mais qui, pour plus de certitude, n'est pas tenue d'être une année de consultation). », à la fin du paragraphe, comme suit :

(Traduction) Les membres du groupe individuels confirmés auront droit à une indemnité pour préjudices déterminés d'un montant indiqué à l'annexe H (l'« **indemnité pour préjudices déterminés** »), à condition que le demandeur établisse que le préjudice a été causé en raison de la consommation d'eau traitée ou d'eau du robinet conformément à un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme ou en raison d'un accès restreint à de l'eau traitée ou de l'eau du robinet conformément à un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme dans le cadre du processus de réclamation et de l'annexe H. L'indemnité pour préjudices déterminés ne sera versée que si le membre du groupe individuel a subi un préjudice déterminé ou les symptômes persistants d'un préjudice déterminé antérieur, tel qu'il est indiqué à l'annexe H, au cours d'une année pour laquelle des dommages-intérêts individuels seraient payables au membre du groupe individuel conformément à la formule de calcul des dommages-intérêts individuels prévue au paragraphe 8.01(2), s'il s'agissait d'une

année de consultation (mais qui, pour plus de certitude, n'est pas tenue d'être une année de consultation).

3. Les clauses 1.12, 1.13, 1.14, 1.15, 2.01 et 2.02 de l'entente de règlement sont intégrées par renvoi dans les présentes et s'appliquent au présent addenda.
4. Le paragraphe 16.12(1) de l'entente de règlement est par les présentes modifié afin de remplacer les mots « le paragraphe 81(g.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* » par « le paragraphe 81(1)(g.3) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* ».
5. Les parties, par leurs conseillers juridiques, conviennent que le présent addenda sera intégré dans l'entente de règlement.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont signé le présent addenda pour le compte des parties à la date indiquée au début des présentes.

**POUR LES DEMANDEURS DU RECOURS  
DU MANITOBA ET LES DEMANDEURS DU  
RECOURS FÉDÉRAL**

Par :



Michael Rosenberg  
Associé, McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L.,  
s.r.l.  
Avocat des demandeurs du recours du  
Manitoba et des demandeurs du recours  
fédéral

**POUR SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU  
CANADA**

Par :



Scott Farlinger  
Chef du contentieux, Ministère de la  
justice  
Avocat du défendeur

**APPENDIX 3**  
**NOTICE PLAN**



## SCHEDULE L

### NOTICE PLAN

#### I. OVERVIEW

*Objective:*

To provide clear, concise, plain-language information to the greatest practicable number of Class Members and their family members regarding:

- a. the Settlement Agreement and their rights to receive compensation under it; and
- b. the Claims Process and timeline.

*Class Members:*

The Class Consists of the following:

- Individual Class Members, consisting of an estimated 142,300 individuals who are members of the Class and have not Opted Out of the Actions.
- First Nation Class Members, consisting of First Nations that are members of the Class and provide the Administrator with notice of Acceptance. There are up to a total of 258 Impacted First Nations that could deliver notices of Acceptance and become First Nation Class Members.

*Known Factors:*

Known factors considered in designing this Notice Plan include:

1. The Reserves subject to Long-Term Drinking Water Advisories during the Class Period include Reserves in remote areas, posing additional communication challenges (for example, delays or limitations in delivery of mailed notice materials).
2. Education levels of Class Members vary widely, from members who have not completed high school to members with graduate-level university education.
3. Class Members speak a variety of languages, including English, French, and a number of Indigenous languages.
4. Impacted First Nations are geographically dispersed across Canada's provinces, with particular concentration in Ontario, British Columbia, and Manitoba.
5. 2016 census data indicates that approximately two thirds of First Nation people do not reside on Reserves.<sup>1</sup> Class Members who lived on impacted Reserves during the Class

---

<sup>1</sup> Aboriginal Identity (9), Residence by Aboriginal Geography (10), Registered or Treaty Indian Status (3), Age (20) and Sex (3) for the Population in Private Households of Canada, Provinces and Territories, 2016 Census - 25% Sample Data (table), Statistics Canada, 2016 Census- of Population, Statistics Canada Catalogue no. 98-400-X2016154. Ottawa: Released October 25, 2017.

Period may no longer reside on the Reserve with which their Claim is associated or in the same province or territory. Some Class Members may reside outside of Canada.

*Strategies:*

1. CA2 will give the "**Settlement Notice**" using the same notice plan that it used to give Certification Notice, as particularized further below. The form of the Settlement Notice will be substantially as set out in Schedule M, with such reasonable modifications as CA2 may suggest, and as approved by the Courts. CA2 will disseminate the Settlement Notice in a manner that is substantially similar to the way in which it disseminated the notice of certification of the Actions.
2. The Administrator will give the "**Settlement Approval Notice**" substantially in the form set out in Schedule N, with such reasonable amendments as the Administrator may suggest, and as approved by the Courts. The Settlement Approval Notice will advise Individual Class Members of the Claims Deadline and First Nation Class Members of the need to accept the settlement agreement. The Settlement Approval Notice will be disseminated by the following methods, as particularized further below:
  - a. Direct mailed notice to Class member First Nations;
  - b. A national press release in two parts: one at the time of settlement approval and the second at the opening of the claims period.
  - c. Live in-person and virtual community meetings for interested First Nation Class Members;
  - d. Creation of an informational website providing access to copies of the Settlement Agreement, Claims Form, FAQs, and other informational resources, to be referenced in all notice materials and advertisements;
  - e. Establishment of a national toll-free support line for Class Members, family, guardians, or other persons who make inquiries on their own behalf or on behalf of Class Members to call for further information and support with Claims, to be cited in all notice materials and advertisements.
  - f. Publication in newspapers and First Nation publications across the country
  - g. Placement of 30- and 60-second television advertisements on APTN;
  - h. Placement of 30- and 60-second radio advertisements on leading First Nation radio stations in all relevant regions;
  - i. Social media/online advertisements to run on popular platforms, including Facebook, Twitter, and YouTube;
  - j. Translation of the notice into French, and all reasonable efforts to translate notice into Indigenous languages, as requested by Class Members; and
  - k. Toll-free support line to assist members in making Claims.

3. The Administrator will give a “**Reminder Notice**” eight months after first publication of Settlement Approval Notice, using the same notice plan. The Reminder Notice will be in a form to be agreed by the Parties, acting reasonably, on the advice of the Administrator, and approved by the Courts.
4. The Administrator will give a “**Late Claims Notice**” in the event that late claims are permitted. The Late Claims Notice, if any, will use the same notice plan as the Settlement Approval Notice and the Reminder Notice, modified as the Administrator advises and the Courts approve to target those First Nations where participation has fallen below expectations.
5. Canada will be responsible for the cost of giving notice in accordance with this Notice Plan.

## II. SETTLEMENT NOTICE PLAN

### Websites

Class Counsel, the Defendant, and CA2 shall post on their respective websites the Short Form Notice set out in Schedule M and the Long Form Notice set out in Schedule M, and the French language translations of these documents, as agreed upon by the parties;

### Print Media Advertising

CA2 shall publish the Short Form Notice set out in Schedule M, in the following publications in 1/4 of a page size in the weekend edition of each newspaper, if possible: Globe and Mail; National Post; Winnipeg Free Press; Vancouver Sun; Edmonton Sun; Calgary Herald; Saskatoon Star Phoenix; Regina Leader Post; Thunder Bay Chronicle-Journal; Toronto Star; Ottawa Citizen; Montreal Gazette; Montreal La Presse (digital edition); Halifax Chronicle-Herald; Moncton Times and Transcript; First Nations Drum.

### Direct Mailed Notices

CA2 shall forward the Short Form Notice set out in Schedule M and Long Form Notice set out in Schedule M to the Assembly of First Nations and the Chiefs of every Impacted First Nation identified in accordance with, except for Excluded Persons;

CA2 shall forward the Short Form Notice set out in Schedule M and Long Form Notice set out in Schedule M to the band office or similar office of every Impacted First Nation, except for Excluded Persons, together with a request that they be posted in a prominent place.

### Toll-Free Support Line

CA2 shall establish a national toll-free support line, to provide assistance to Class Members, their family, their guardians, or other persons who make inquiries on their own behalf or on behalf of Class members.



### III. SETTLEMENT APPROVAL NOTICE PLAN

#### Direct Mailed Notices

Print notices to be mailed by regular postal mail to each of the following:

- The band office or similar office of all Impacted First Nations, requesting that the notices be posted in prominent locations, with sufficient copies of notice materials to distribute to community residents;
- The Chief of each Impacted First Nation;
- Friendship Centres associated with Impacted First Nations;
- Tribal council or similar for each Impacted First Nation;
- Head office and regional offices of the Assembly of First Nations;
- To the extent that their addresses are known, all Individual Class Members who are identified to the Administrator by a First Nation in a Band Council Confirmation or otherwise; and
- Any person who requests a copy of the Settlement Approval Notices,

Where mailed to a community hub, mailer to be accompanied by request to post the notice in a prominent location.

Print Media Advertising Print and/or online notices in Court-approved short form or display advertisements that contain relevant information and direct class members to the website. These notices will run 2-4 times in a 10 week period, 60 days apart, on the best circulation day, in 1/4 page size (or the most effective size for cost), and placed to maximize visibility and readership, in each of the following publications, or such reasonable substitutions as the Administrator may advise:

| <b>Publication</b>        | <b>Geographical Scope</b> |
|---------------------------|---------------------------|
| <i>Globe &amp; Mail</i>   | National                  |
| <i>National Post</i>      | National                  |
| <i>Vancouver Sun</i>      | British Columbia          |
| <i>Vancouver Province</i> | British Columbia          |
| <i>Calgary Sun</i>        | Alberta                   |
| <i>Calgary Herald</i>     | Alberta                   |
| <i>Edmonton Journal</i>   | Alberta                   |

|   |                                   |
|---|-----------------------------------|
| <i>Edmonton Sun</i>                         | Alberta                           |
| <i>Saskatoon Star Phoenix</i>               | Saskatchewan                      |
| <i>Winnipeg Free Press</i>                  | Manitoba                          |
| <i>Winnipeg Sun</i>                         | Manitoba                          |
| <i>Regina Leader Post</i>                   | Manitoba                          |
| <i>Thunder Bay Chronicle-Journal</i>        | Northwestern Ontario              |
| <i>Toronto Star</i>                         | Ontario                           |
| <i>Ottawa Citizen</i>                       | Southeastern Ontario              |
| <i>Montreal Gazette</i>                     | Québec                            |
| <i>Montreal La Presse (digital edition)</i> | Québec                            |
| <i>Halifax Chronicle-Herald</i>             | Nova Scotia and Atlantic Canada   |
| <i>Moncton Times and Transcript</i>         | New Brunswick and Atlantic Canada |
| <i>First Nations Drum</i>                   | National                          |
| <i>NationTalk</i>                           | National                          |
| <i>Turtle Island News</i>                   | National                          |
| <i>Windspeaker - (online only)</i>          | National                          |
| <i>BC Raven's Eye - (online only)</i>       | British Columbia                  |
| <i>Sweetgrass- (online only)</i>            | Alberta                           |
| <i>Saskatchewan Sage - (online only)</i>    | Saskatchewan                      |
| <i>Ontario Birchbark – (online only)</i>    | Ontario                           |

Radio and Television Advertisements and Public Service Announcements

Radio advertisements providing content substantially similar to the Court-approved Short Form Notice in Schedule N, to be run on the following radio stations serving areas in which Impacted First Nations are situated, with ads to be run at times of high listenership (e.g., morning and afternoon drive times):

| <b>Station</b>   | <b>Language</b> | <b>Approximate Duration</b> | <b>Estimated Number of Broadcasts per Week</b> | <b>Total Minimum Number of Spots</b>     |
|--|-----------------|-----------------------------|--|--|
| CBC  | English         | 0:60                        | 1  | 52                                       |
| Radio-Canada   | French          | 0:60                        | 1  | 52                                       |
| CKUR-FM 106.3 (Terrace, BC)                                  | English         | 0:30                        | 2  | 52                                       |
| CFNR Network (BC)  | English         | 0:30                        | 2  | 52                                       |
| CJWE-FM 88.1 FM (Calgary)                                    | English         | 0:30                        | 2  | 52                                       |
| CIWE-FM 89.3 FM (Edmonton)                                   | English         | 0:30                        | 2  | 52                                       |
| ELMNT Radio 106.5 (Toronto)                                  | English         | 0:60                        | 2  | 52                                       |
| ELMNT Radio 95.7 FM (Ottawa)                                 | English         | 0:60                        | 2  | 52                                       |
| NCI FM (Manitoba)  | English         | 0:30                        | 2  | 52                                       |
| Administrator to identify additional targeted radio stations | [•]             | [•]                         | [•]  | To be confirmed based on stations chosen |



Television advertisements providing content substantially similar to the Court approved Short Form Notice in Schedule N, to be run on the following national networks focused on First Nations audiences and local television stations serving regions in which Impacted First Nations are located, at times of high viewership (e.g., evening news time, prime time, or CBC News Indigenous).

| Station   | Language       | Approximate Duration | Estimated Number of Broadcasts per Week | Total Minimum Number of Spots            |
|---|----------------|----------------------|---|--|
| APTN  | English        | 0:60                 | 2                                       | 104                                      |
| CBC News Indigenous   | English/French | 0:30                 | 2                                       | 104                                      |
| Administrator to identify additional targeted television stations | [•]            | [•]                  | [•]                                     | To be confirmed based on networks chosen |

#### Websites

- Administrator to create informational website providing access to copies of the Settlement Agreement, Claims Form, FAQs, and other informational resources. Website to be referenced in all notice materials and advertisements.
- Notice materials to be posted on websites of Class Counsel, Canada, and the Administrator.

#### Social Media Advertising

- Targeted online advertisements, including short videos, to run on popular social media platforms, including Facebook, Instagram, Twitter, Google Ads, TikTok, YouTube.
- Impressions to be geo-targeted to Class Members and persons searching for information about drinking water class actions.
- Minimum 3.5 million impressions, to be allocated as advised by the Administrator.

#### Community Meetings

- Administrator to host in-person and online community meetings, both independently, and in collaboration with First Nation Class Members.
- Administrator to offer a meeting to any First Nation Class Member that requests it.
- Meetings to provide details of Settlement Agreement and Claims Process and provide time for attendee Q&A.
- Printed notice materials and Claims Forms to be made available at all in-person community meetings.

#### Press Release

- Administrator will issue a national press release by Canadian Newswire (CNW) to press outlets across Canada announcing settlement approval, if granted, to attract unpaid news coverage.
- The press release will include the toll-free number and website information.

#### Toll-Free Support Line

The Administrator shall establish a national toll-free support line, to provide assistance to Class members, their families, their representatives, and other who make inquiries about the Agreement, or who request assistance in making Claims.

**FEDERAL COURT**

**SOLICITORS OF RECORD**

**DOCKET:** CI-19-01-24661

**STYLE OF CAUSE:** TATASKWEYAK CREE NATION AND CHIEF  
DOREEN SPENCE ON HER OWN BEHALF, AND ON  
BEHALF OF ALL MEMBERS OF TATASKWEYAK  
CREE NATION v ATTORNEY GENERAL OF CANADA

**AND DOCKET:** T-1673-19

**STYLE OF CAUSE:** CURVE LAKE FIRST NATION AND, CHIEF EMILY  
WHETUNG ON HER OWN BEHALF AND ON BEHALF  
OF ALL MEMBERS OF CURVE LAKE FIRST NATION  
AND NESKANTAGA FIRST NATION AND, CHIEF  
CHRISTOPHER MOONIAS ON HIS OWN BEHALF  
AND ON BEHALF OF ALL MEMBERS OF  
NESKANTAGA FIRST NATION v ATTORNEY  
GENERAL OF CANADA

**PLACE OF HEARING:** OTTAWA, ONTARIO

**DATE OF HEARING:** DECEMBER 7-9, 2021

**ORDER AND REASONS:** FAVEL J.

**DATED:** DECEMBER 22, 2021

**APPEARANCES:**

Michael Rosenberg  
Eric Block  
John Brown  
Stephanie Willsey  
Alana Robert

Harry Laforme  
Bryce Edwards  
Kevin Hille  
Jaclyn McNamara

FOR THE PLAINTIFFS  
(TATASKWEYAK CREE NATION AND CHIEF  
DOREEN SPENCE ON HER OWN BEHALF  
AND ON BEHALF OF ALL MEMBERS OF  
TATASKWEYAK CREE NATION AND CURVE LAKE  
FIRST NATION AND, CHIEF EMILY WHETUNG ON  
HER OWN BEHALF AND ON BEHALF OF ALL  
MEMBERS OF CURVE LAKE FIRST NATION AND  
NESKANTAGA FIRST NATION AND, CHIEF  
CHRISTOPHER MOONIAS ON HIS OWN BEHALF  
AND ON BEHALF OF ALL MEMBERS OF  
NESKANTAGA FIRST NATION)



Chief Emily Whetung

FOR THE PLAINTIFF  
(CURVE LAKE FIRST NATION AND,  
CHIEF EMILY WHETUNG ON HER OWN BEHALF  
AND ON BEHALF OF  
ALL MEMBERS OF CURVE LAKE)

Catharine Moore  
Scott Farlinger  
Samar Musallam  
Courtney Davidson  
Sheila Read

FOR THE DEFENDANT

**SOLICITORS OF RECORD:**

McCarthy Tétrault LLP  
Barristers and Solicitors  
Toronto, Ontario

Olthuis Kleeer Townshend LLP  
Barristers and Solicitors  
Toronto, Ontario

FOR THE PLAINTIFFS  
(TATASKWEYAK CREE NATION AND CHIEF  
DOREEN SPENCE ON HER OWN BEHALF  
AND ON BEHALF OF ALL MEMBERS OF  
TATASKWEYAK CREE NATION AND CURVE LAKE  
FIRST NATION AND, CHIEF EMILY WHETUNG ON  
HER OWN BEHALF AND ON BEHALF OF ALL  
MEMBERS OF CURVE LAKE FIRST NATION AND  
NESKANTAGA FIRST NATION AND, CHIEF  
CHRISTOPHER MOONIAS ON HIS OWN BEHALF  
AND ON BEHALF OF ALL MEMBERS OF  
NESKANTAGA FIRST NATION)

Attorney General of Canada  
Toronto, Ontario

FOR THE DEFENDANT

**TAB 22a**

Federal Court



Cour fédérale

Date: 20200310

Docket: T-1673-17

Citation: 2020 FC 321

**CLASS PROCEEDING**

**BETWEEN:**

**CHERYL TILLER, MARY-ELLEN  
COPLAND AND DAYNA ROACH**

**Plaintiffs**

**and**

**HER MAJESTY THE QUEEN**

**Defendant**

**REASONS FOR ORDER**  
**(Settlement Approval)**

**PHELAN J.**

I. Introduction

[1] The Settlement Agreement at issue here follows upon the settlement approval in *Merlo v Canada*, 2017 FC 533 [*Merlo-Davidson*], which dealt with gender and sexual orientation based harassment and discrimination of women who worked in the Royal Canadian Mounted Police [RCMP] as “Regular Members, Civilian Members and Public Service Employees” since September 16, 1974 – the first date on which women were eligible to join the RCMP.



[2] While the issue of counsel fees is part of the Settlement Agreement, it is separate from this approval and is the subject of a separate and distinct decision.

[3] This Settlement Agreement is designed to address similar conduct in a RCMP controlled workplace experienced by women who worked with or volunteered with the RCMP but for whom the RCMP was not their employer and therefore those persons were not part of the “Merlo Class”.

[4] On June 21, 2019, the Representative Plaintiffs and the Defendant entered into a settlement for this group as set out in the “Settlement” (including its recitals, schedules and appendices). On October 1, 2019, the parties entered into a supplemental agreement which contains the terms of Appointment of the Administrator and the Assessor [Supplemental Agreement].

[5] For purposes of these Reasons and the Approval Order, the two agreements, the Settlement and the Supplemental Agreements, together form the “Settlement Agreement”, unless otherwise indicated.

[6] The Settlement Agreement establishes a confidential claims process for compensation ranging from \$10,000 to \$220,000. It is to be a non adversarial process and contains the feature of a non-retaliation directive so that Class Members still working with the RCMP may claim without fear of retaliation.

[7] The parties have asked for Court approval of the Settlement Agreement, the proposed form, content and manner of distribution of the notice of settlement approval [Notice], the appointment of Deloitte LLP to administer the Settlement Agreement and the appointment of the Honourable Louise Otis, the Honourable Pamela Kirkpatrick and the Honourable Kathryn Neilson as Assessors of the claims process established under the Settlement Agreement.

[8] For the Reasons set forth, the Court approves the Settlement Agreement and the related documents and appointments and consequently the action will be dismissed.

## II. Background

### A. Overview

[9] This action was commenced November 2, 2017. The Plaintiffs allege that the RCMP was negligent and in breach of s 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, Part I of the *Constitution Act, 1982*, being Schedule B to the *Canada Act 1982 (U.K.)*, 1982, c 11, in failing to take reasonable measures to ensure that “Primary Class Members” could work in an environment free of gender and sexual orientation based harassment and discrimination. The Plaintiffs further allege that the Defendant Crown is liable for the action of individuals who worked for the RCMP and were at all material times Crown servants pursuant to the *Crown Liability and Proceedings Act*, RSC 1985, c C-50. The Plaintiffs claim that this conduct caused them psychological and physical injuries.

[10] Following service of materials in March 2018 for a contested certification application, the parties rapidly engaged in settlement discussions over a period of approximately one year starting in June 2018. These discussions resulted in the Settlement.

[11] As a result, the claim was amended for settlement purposes and an Amended Statement of Claim filed in April 2019.

[12] Following further discussions with and submissions to the Court, the action was certified for settlement purposes on July 5, 2019. As discussed later, the proper description of the Class was a complicated matter. It is also important to note that the Class was defined and settled for settlement purposes only – a point repeated by the Defendant.

[13] *Merlo-Davidson* is an essential backdrop and driving factor in this proceeding. As part of the Certification Order, Klein Lawyers LLP and Higgerty Law were appointed Class Counsel. Both firms have experience in class action litigation and Klein Lawyers were one of the class counsel in *Merlo-Davidson*. Their experience and recommendation is one factor which the Court must consider in approving this Settlement Agreement.

[14] While this case moved into the settlement negotiation phase very quickly and given *Merlo-Davidson*, hotly contested litigation was not on the horizon, the Plaintiffs, necessarily, began the work for a contested certification process. In that regard, two experts also assisted in crafting the Settlement.



B. The Settlement Agreement – Key Terms and Provisions

(1) Class

[15] One of the most critical aspects of the Settlement Agreement and of the Certification Order was the Class, particularly the definition of “Primary Class Members”. Apart from the exclusions such as the class in *Merlo-Davidson* being RCMP members, the intent was to capture a large group of people not captured in the exclusion. The genesis of this litigation was the realization that female non-RCMP personnel and others engaged with the RCMP and who experienced the same type of abuse and discrimination as the serving RCMP members, were not covered by the *Merlo-Davidson* case.

[16] In terms of exclusion (either specific or by implication) despite the RCMP being the provincial police force in eight provinces, provincial employees under the supervision, management or control of the RCMP are not included in this action because those employees had their own remedies under provincial law as discussed later.

[17] It was essential that there be a significant and meaningful connection with the RCMP. With input from the Court, the parties described that connection not only in terms of supervision and management but also in terms of circumstances where the RCMP was exercising control over the relevant personnel – paid employees or volunteers.

[18] The broad definition of the Primary Class is meant to describe the large group of women who have worked or volunteered with or under the RCMP in varying capacities but who were not included in the *Merlo-Davidson* settlement.

(2) Class Period

[19] The Class Period in the Settlement Agreement runs from September 16, 1974 until July 5, 2019 – a period of 45 plus years.

(3) Levels of Compensation

[20] The six levels of compensation provided for was to recognize the different forms of gender and sexual orientation based harassment and discrimination and that each could have a unique impact on the particular victim.

[21] The levels of compensation range from \$10,000 to \$220,000 as follows:

- Level 1 – Minimal Injury - \$10,000
- Level 2 – Mild Injury - \$35,000
- Level 3 – Low Moderate Injury - \$70,000
- Level 4 – Upper Moderate Injury - \$100,000
- Level 5 – Significant Injury - \$150,000
- Level 6 – Severe Injury - \$220,000

Compensation is also available to spouses and children of claimants whose claims have been assessed at Level 5 or Level 6.

C. Claims Process

[22] The claims process is intended to be confidential and non-adversarial. The process is based on document review and claimant interviews and the assessment performed in a psychological and emotional “safe” environment for Primary Class Members to facilitate the exchange of stories of sexual harassment, abuse and discrimination.

[23] The deadline for filing a claim is a relatively short 180 days from the later of the last day for an appeal (or leave to appeal) of the Approval Order or the date of a final determination of any such appeal by a Class Member.

[24] The claims process is clearly and succinctly set out in the Settlement Agreement and requires the provision of details of the offending conduct and the injuries caused by it.

[25] To avoid any potential for double recovery, the Defendant is required to provide the Administrator and the Assessor(s) with a list of Primary Class Members who have been paid by Canada under another civil claim, grievance or harassment complaint in respect of gender or sexual orientation based harassment or discrimination in the circumstances described in the Primary Class Member definition during the Claim Period [the Previous Compensation List].

[26] The Defendant through the RCMP has a further obligation to provide the Administrator with a list of potential Primary Class Members who have ever had a Human Resources Management System identification [HRMIS]. This is intended to assist the Administrator and



Assessor(s) in verifying the class membership. In the event that a claimant's name does not appear on this Class Member List, the Administrator will request additional proof of class membership from the claimant.

[27] Completed claim packages will be sent from the Administrator to the Assessor(s) where they will be placed in one of two categories – Levels 1/2 or Level 3 and above. Levels 1 and 2 attract only a paper review by the Assessor(s). For Levels 3 and above, the Assessor(s) will review the documents but also conduct an in-person interview of the claimant. For either category the Assessor(s) will determine whether the claim meets the compensation criteria and the appropriate level of compensation to be awarded.

D. Confidentiality

[28] Because of the nature of the offending acts and the concern for privacy, the Settlement Agreement contains numerous provisions to safeguard the confidential claims process. This is particularly important to Class Members still working for the RCMP who fear retaliation or other adverse consequences of making a claim.

[29] The RCMP itself has a necessarily limited role in the claims process generally restricted to certain administrative functions including making payments to the Administrator.

The offices of the Administrator and the Assessor(s) are and remain independent from the parties, the RCMP and each other.

[30] A particular feature of this Settlement Agreement to ensure confidentiality of the claims process is the creation of the “Designated Contact”. This is a confidential contact within the RCMP who responds to requests for information and records from the Administrator and the Assessor(s). Even within RCMP premises, the Designated Contact, who is responsible for ensuring the confidentiality of all requests/responses between the RCMP, is to be housed in a secure unmarked office accessible only to the Designated Contact.

E. Settlement Parameter

[31] As a claims made settlement there is no cap on the total settlement to be paid out. Each qualifying claim will be paid regardless of the total amount paid to the Class as a whole. This process avoids the risk of payment delays and reduced individual compensation if the number of claims exceeds the estimated “take up” rate (the estimate of the number of claimants and the amount of those claims).

[32] However, Class Counsel has estimated that about 5% of the Primary Claims Members will make claims, that the average claim value is approximately \$50,000 and therefore the total settlement payment will be approximately \$100 million.

F. Notices

[33] A critical element of any class action settlement is the opt-out provision allowing a potential claimant to opt out of the Settlement Agreement and proceed on their own. It is the ultimate protection for an individual who is dissatisfied with a class settlement.

As of the hearing before the Court, only two opt-outs were filed.

[34] Notices of Certification and of Settlement Approval Hearing have been distributed as required.

[35] Notice of Settlement will be dealt with according to the approved Notice Plan and will involve press releases, publication in print media, digital and social media, direct mailing, Class Counsel website display, posting in RCMP premises and requested distribution assistance in municipalities with municipal RCMP detachments and at CUPE branch offices.

G. *Opt-Out Rights*

[36] A key provision in every class action settlement is the Opt-Out Rights.

[37] The Opt-Out period is set at 70 days following the date of the Certification Order – September 13, 2019. To date, two opt-out notices have been received.

[38] The Opt-Out threshold was set at 50. As this threshold has not been met, the provision is academic.

H. *Administrator*

[39] The parties requested that Deloitte LLP be appointed Administrator. The duties of Administrator are well defined in Article 6 and Schedule B of the Settlement Agreement.

[40] The Court has evidence and knowledge of Deloitte LLP's experience in class action administration. The Defendant is responsible for paying the cost of administration.

I. Assessor

[41] The parties requested that the Honourable Louise Otis, formerly of the Court of Appeal of Quebec, be appointed as the Assessor. Subsequently they have asked for two further Assessors – the Honourable Pamela Kirkpatrick, formerly of the British Columbia Court of Appeal, and the Honourable Kathryn Neilson, formerly of the Supreme Court of British Columbia.

[42] The duties of the Assessor(s) are likewise well defined and are principally the evaluation of claims, where required, settling the amount of compensation claimed and preparing a report to the RCMP on their observations generally regarding claims and making recommendations to the RCMP to assist in minimizing workplace sexual harassment and discrimination. The Defendant is also liable for the costs of the Assessor(s).

J. Counsel Fees

[43] The matter of approval of Class Counsel fees is the subject of a separate decision. In general terms, however, the Defendant will contribute \$6 million and Class Counsel seeks fees based upon 15% of the amount received by each claimant. As between Class Counsel, they have agreed to 70% for Klein Lawyers LLP and 30% for Higgerty Law.



K. Support/Objection

[44] In the Hearing Approval Order, provision was made for expressions of support or opposition to the Settlement Approval.

[45] No expressions of opposition were received. While no expressions of support were received by the Court, the Santos Affidavit indicates that approximately 575 persons have expressed a desire to be included in the compensation process.

III. Issue

[46] The issue for determination is whether the Settlement Agreement (except for Class Counsel fees to be determined separately) is fair and reasonable and in the best interests of the Class. Consequent on that determination is the approval of various notices and appointments.

IV. Analysis

A. Legal Framework

[47] The test for approving a class action settlement is well established and described in such decisions as *Merlo-Davidson* at paras 16-19, *Toth v Canada*, 2019 FC 125 at paras 37-39 and *Condon v Canada*, 2018 FC 522 [*Condon*].

[48] The test is whether, in all the circumstances, the Settlement is “fair, reasonable and in the best interests of the class as a whole”.

[49] In the application of the test, the Court is to consider numerous factors.

[50] As set forth in *Condon* at para 19, the non exhaustive list of factors is:

- a. The likelihood of recovery or likelihood of success;
- b. The amount and nature of discovery, evidence or investigation;
- c. Terms and conditions of the proposed settlement;
- d. The future expense and likely duration of litigation;
- e. The recommendation of neutral parties, if any;
- f. The number of objectors and nature of objections;
- g. The presence of arm's length bargaining and the absence of collusion;
- h. The information conveying to the Court the dynamics of, and the positions taken, by the parties during the negotiations;
- i. The degree and nature of communications by counsel and the representative plaintiffs with class members during the litigation; and
- j. The recommendation and experience of counsel.

[51] Recent case law in this Court and other superior courts (see *Manuge v Canada*, 2013 FC 341 [*Manuge*]) have emphasized that a class action settlement must be looked at as a whole and specially that it is not up to the Court to rewrite the substantive terms of a settlement. It is very much a "take it or leave it" proposition (except with respect to fees).

[52] In this case, the decision is relatively simple and straightforward given the settlement in *Merlo-Davidson*. The Defendant, through the RCMP having settled liability to serving members

of the RCMP for harassment and discrimination, could hardly avoid making a settlement in respect of civilian workers and similarly situated persons experiencing the same offending conduct from members of the RCMP.

[53] Further, I accept that there is a strong presumption of fairness where a settlement has been negotiated at arm's length by experienced counsel, as is the case here (see *Riddle v Canada*, 2018 FC 641).

[54] On the opposite side of the theoretical ledger of settlement approval is the impact of the Court rejecting a proposed settlement agreement. As held in *Manuge* at para 6 - "The rejection of a multi-faceted settlement like the one negotiated here also carries the risk that the process of negotiation will unravel and the spirit of compromise will be lost."

[55] Given the parallel situation with respect to female members of the RCMP whose settlement was approved in *Merlo-Davidson*, it would be a travesty of justice to deny the non-members covered in the present Class a reasonable settlement of their claim.

[56] As with so many settlements, the "proof of the pudding is in the eating". To ensure that the goals and mechanisms of the Settlement Agreement are fulfilled, the parties accept this Court's continuing supervisory role. That role is vital as discussed in the Supreme Court's decision in *J.W. v Canada (Attorney General)*, 2019 SCC 20.

[57] In considering whether the Settlement is “fair, reasonable and in the best interests of the Class”, the Court will touch upon the factors laid out in *Condon*.

B. Factors

(1) Likelihood of Recovery/Success

[58] While the Plaintiffs’ counsel has suggested that this is complex litigation with a myriad of possible defences available to the Defendant – which might be the case if it were to be litigated – the chances of litigation unfolding were distant. The RCMP had settled the same type of claims for its members, and the Commissioner had issued statements acknowledging misconduct and pointing to the need for changes in the working culture within the RCMP.

[59] Having said this, while there were complexities in this case and its Settlement with respect to issues of union membership, Class Counsel has satisfied me that the Settlement Agreement does not interfere with grievance processes.

[60] In supplementary submissions, the parties addressed whether the Court had jurisdiction in this matter as it arguably related, at least in part, to remedies under labour relations regimes. I am satisfied that the decision in *Rivers v Waterloo Regional Police Services Board*, 2018 ONSC 4307 (upheld by the Ontario Court of Appeal), did not apply in these circumstances. The Primary Class does not have an employer-employee relationship with the Defendant similar to that discussed in the Ontario decision.



[61] A major issue was properly defining the Class. That process required some work and a failure to reach agreement on this definition would have led, at the very least, to an involved, uncertain certification process followed by the inevitable appeals and the potential of Class proceedings and individual proceedings clashing on many issues.

[62] I accept that the expansive Class definition and the 45 plus year Class Period represents a significant advantage in the Settlement Agreement, not necessarily achievable in contested litigation.

[63] Some sort of settlement was a strong probability; however, the nature and extent of this Settlement Agreement is a significant benefit to the Class and to the Defendant not so easily foreseen.

(2) Discovery/Evidence

[64] While there never was discovery or other significant pre-trial proceeding, Class Counsel did obtain reports from the RCMP and other sources about the gender based harassment culture within the RCMP. Class Counsel retained two experts to further develop an understanding of the nature of the offending conduct toward non-RCMP members in a workplace setting.

[65] Because of the less homogenous nature of the Primary Class – covering differing circumstances of engagement with the RCMP as compared to the *Merlo-Davidson* situation – Class Counsel engaged in detailed and extensive conversations with potential Class Members to

secure a better understanding of the types of discrimination and the impacts of that conduct on this diverse Primary Class.

(3) Settlement Terms and Conditions

[66] There are several features of the terms and conditions which support approval:

- a claims made approach avoids the risks of delay and the over-subscription risk present with lump sum settlements.
- the extensive Class Period commencing in 1974 avoids the complexities of limitation periods.
- the non-adversarial claims process reduces the risk of re-traumatization and facilitates the essential feature of confidentiality. Fear of retaliation or further harassment was a significant concern which confidentiality helps ameliorate.
- the compensation levels are consistent with damages awards and takes account of litigation risk and ease of claims process. They are also the same as *Merlo-Davidson* despite the different relationship with the RCMP and the different class definitions.

(4) Counsel Experience/Recommendation

[67] As expected, Class Counsel recommend this Settlement Agreement. More germane is that both firms are experienced class action counsel involved in a variety of such claims. Klein Lawyers have direct, highly relevant experience from *Merlo-Davidson* and are well versed in issues, complexities of the case and needs of the Class.

(5) Future Expense and Duration of Litigation

[68] Absent a settlement, the Plaintiffs would litigate a claim covering 45 years and conduct affecting thousands of Class Members. The potential for appeals at many of the key stages of a class action is real; the possibility of either the creation of sub-classes or individualized claims is also real.

(6) Number of Objectors/Objections/Opt Out

[69] There have been no objections filed. Also significant is that only two potential Class Members have opted out. With a class of approximately 41,000 members, this factor speaks to the support of the Class for this Settlement Agreement.

(7) Good Faith/Absence of Collusion

[70] There is no evidence of collusion. The year long negotiations appear from every perspective to having been conducted in good faith with the intention of finding resolution.

[71] The Court is not directly aware of the negotiations; however, it case managed this matter and there is nothing in the manner in which the case before the Court was conducted to even suggest that this was not an arm's length negotiation in which compromises had to be made.

(8) Communication with Class Members

[72] Based on the affidavit evidence before the Court, Class Counsel have been in regular contact with Class Members. Hundreds of women have contacted Class Counsel. The Representative Plaintiff has likewise personally communicated with Class Members.

(9) Dynamics of Negotiation

[73] The steps leading to the Settlement Agreement were described in the affidavit of Mr. Tanjuatco.

[74] The Notice of Settlement is consistent with the Court's requirements and the Notice Plan is robust and practical. Notice providers, experienced in the field, have been appointed. The RCMP and CUPE are prepared to assist in the dissemination of information.

[75] The Settlement Agreement has been posted on the website of Class Counsel and of the Settlement itself (rcmpsettlement.ca).

(10) Other Matters

[76] The proposed Administrator, Deloitte LLP, has extensive experience in class action settlements including in *McLean v Canada*, 2019 FC 1075. The Court is prepared to approve its appointment.



[77] The proposed Assessors are judges of considerable relevant experience, well qualified to assess claims under the Settlement Agreement.

[78] To assist in determining claimants' entitlement to compensation – Class Members are barred from making a claim if they have previously received compensation in respect of events and injuries covered in this action – the Defendant is to prepare a Previous Compensation List. This is intended to prevent double recovery, to the extent it can.

[79] The Previous Compensation List is to be provided to the Assessor(s) and the Administrator.

V. Conclusion

[80] For these reasons, the Settlement Agreement is found to be fair and reasonable and in the best interests of the Class as a whole.

[81] The Court will issue the necessary Order with these Reasons,

[82] The Court retains jurisdiction over this matter and the Order and Settlement Agreement specifically. The Order is subject to amendment as may be necessary.

"Michael L. Phelan"  
\_\_\_\_\_  
Judge

Ottawa, Ontario  
March 10, 2020

**FEDERAL COURT**  
**SOLICITORS OF RECORD**

**DOCKET:** T-1673-17

**STYLE OF CAUSE:** CHERYL TILLER, MARY-ELLEN COPLAND AND  
DAYNA ROACH v HER MAJESTY THE QUEEN

**PLACE OF HEARING:** VANCOUVER, BRITISH COLUMBIA

**DATE OF HEARING:** OCTOBER 17, 2019

**REASONS FOR ORDER:** PHELAN J.

**DATED:** MARCH 10, 2020

**APPEARANCES:**

Angela Bespflug  
David Klein  
Janelle O'Connor

FOR THE PLAINTIFFS  
CHERYL TILLER AND MARY-ELLEN COPLAND

Patrick Higgerty, Q.C.

FOR THE PLAINTIFF,  
DAYNA ROACH

Donnaree Nygard  
Mara Tessier

FOR THE DEFENDANT

**SOLICITORS OF RECORD:**

Klein Lawyers LLP  
Barristers and Solicitors  
Vancouver, British Columbia

FOR THE PLAINTIFFS  
CHERYL TILLER AND MARY-ELLEN COPLAND

Higgerty Law  
Barristers and Solicitors  
Calgary, Alberta.

FOR THE PLAINTIFF,  
DAYNA ROACH

Attorney General of Canada  
Vancouver, British Columbia

FOR THE DEFENDANT

**TAB 23**

Federal Court



Cour fédérale

Date: 20210924

Docket: T-1542-12

Citation: 2021 FC 988

Vancouver, British Columbia, September 24, 2021

PRESENT: The Honourable Madam Justice McDonald

BETWEEN:

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, ON HIS  
OWN BEHALF AND ON BEHALF OF ALL  
THE MEMBERS OF THE TK'EMLÚPS TE  
SECWÉPEMC INDIAN BAND AND THE  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC INDIAN  
BAND, CHIEF GARRY FESCHUK, ON HIS  
OWN BEHALF AND ON BEHALF OF ALL  
MEMBERS OF THE SECHELT INDIAN  
BAND AND THE SECHELT INDIAN BAND,  
VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON,  
DOREEN LOUISE SEYMOUR,  
CHARLOTTE ANNE VICTORINE  
GILBERT, VICTOR FRASER, DIENA  
MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG  
SORREL HORSE, DARLENE MATILDA  
BULPIT, FREDERICK JOHNSON,  
ABIGAIL MARGARET AUGUST, SHELLY  
NADINE HOEHNE,  
DAPHNE PAUL,  
AARON JOE AND RITA POULSEN

Plaintiffs

and

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF  
CANADA

Defendant



## ORDER AND REASONS

[1] To redress the tragic legacy of Residential Schools and to advance the process of reconciliation, the Truth and Reconciliation Commission *Calls to Action* called upon Canada to work “collaboratively with plaintiffs not included in the Indian Residential Schools Settlement Agreement”. This is a Motion for approval of the partial settlement of a class action brought on behalf of the Day Scholars who attended Residential Schools across Canada.

[2] In 2010, Chief Gottfriedson and Chief Feschuck decided to take action in response to the failure of the Residential School settlements to recognize the harms suffered by Day Scholars. At the urging of these Chiefs, in August 2012, this class action was filed to seek justice for the Residential School Day Scholars and to ensure that “no-one was left behind”.

[3] On June 3, 2015, Justice Harrington certified this as a class proceeding for the benefit of three classes: the Survivor Class, the Descendant Class, and the Band Class (*Gottfriedson v Canada*, 2015 FC 706).

[4] On this Motion, the Court is asked to approve the proposed settlement reached between Canada and the Survivor Class and the Descendant Class for the loss of culture and language suffered by those who attended Residential Schools as Day Scholars between 1920 and 1997. The Band Class claims have not been settled and that part of the class proceeding will continue.

[5] This Motion was heard in a hybrid manner with legal counsel and representative class members appearing in person in Vancouver with others appearing virtually via Zoom or by telephone.

[6] For the reasons outlined below, although the Court heard from class members who oppose the proposed settlement, overall, the Court is satisfied that the settlement is fair and reasonable and in the best interests of the Survivor and Descendant Class members and the settlement is therefore approved.

### **Background**

[7] To put these claims in context, I will touch briefly on the background of the Residential School system in Canada and the compensation provided by other settlements.

[8] In 1920, the *Indian Act* made it compulsory for “every Indian child” between the ages of 7 and 15 to attend a Residential School or other federally established school. Residential Schools remained in operation for many decades in Canada with the last Residential School not closing until 1997.

[9] In keeping with that timeframe, the class period for this proceeding is 1920 to 1997.

[10] Many students who attended Residential Schools also resided there; however, there were thousands of Day Scholars who attended those same schools but returned home each day. For most Day Scholars, the Residential School was located within their community.

[11] In 2006, the Indian Residential Schools Settlement Agreement (IRSSA) was reached between Canada, Residential School Survivors, and various Church Entities (*Canada (Attorney General) v Fontaine*, 2017 SCC 47 at para 5). As part of the IRSSA, survivors who resided at Residential Schools were eligible for a Common Experience Payment (CEP), in the amount of \$10,000 for one school year, and \$3,000 for any subsequent school year. In addition, those who suffered sexual abuse and/or serious physical abuse – whether they resided at the Residential School or not – could apply for compensation through an Individual Assessment Process (IAP).

[12] In addition to Residential Schools, there were also Indian Day Schools that were operated separately from Residential Schools. Students in these schools did not reside there full-time, but returned home each day. The Indian Day School Survivors were excluded from the IRSSA and a class action was started on their behalf in 2009. The Court approval of the Day School Survivors class action settlement is reported at *McLean v Canada*, 2019 FC 1075 [*McLean*].

[13] The Day Scholars of Residential Schools, remained unrecognized by both the IRSSA and *McLean* Settlement. Although the Day Scholars could apply for the IAP portion of the IRSSA if they suffered sexual abuse or serious physical abuse, they were not eligible for the CEP.

[14] The background to this class proceeding is best explained in Plaintiffs' Counsel's written submissions as follows:

20. Tk'emlúps te Secwépemc ("Tk'emlúps", also known as "Kamloops Indian Band" or "Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band") and shíshálh Nation ("shíshálh", also known as "Sechelt Indian Band" or "shíshálh Band") are two of the First Nations which had Residential Schools on their reserve lands, and consequently had a large number of community members who

attended as Day Scholars. The exclusion of Day Scholars from the CEP portion of IRSSA, and the corresponding lack of recognition for the common experiences of Day Scholars at Residential Schools, caused significant anger and frustration in these First Nations. In late 2010, the then-Chiefs of those First Nations (Shane Gottfriedson and Garry Feshuk, respectively), decided that their Nations would come together to fight on behalf of Day Scholars, including by retaining a legal team of experienced class action and Aboriginal law lawyers to consider legal options.

[15] In 2012, this class proceeding was filed on behalf of the Day Scholars for relief described as follows in Plaintiffs' Counsel's written submissions:

22. With regard to the Survivor and Descendant Classes, the focus of this lawsuit is on remedying the gap that was left by IRSSA – specifically, seeking recognition and compensation on behalf of the Survivor and Descendant Classes for the loss of Indigenous language and culture which they endured as a result of the forced attendance of Survivor Class Members at Residential Schools. The core claims in the Plaintiffs' pleading are that the purpose, operation and management of the Residential Schools destroyed Survivor and Descendant Class Members' language and culture, and violated their cultural and linguistic rights.

[16] After the filing of this class proceeding, Canada aggressively defended the claim. Prior to certification, Canada brought a number of procedural motions, including a Motion to stay the action pursuant to s. 50.1 of the *Federal Courts Act*. Canada also Motioned to bring third party claims against a number of Church Entities for contribution and indemnity, and took the position that the Federal Court did not have jurisdiction over these third party claims. The Motion and an appeal from the Motion were unsuccessful. After the Plaintiffs amended their claim to only seek “several” liability against Canada and not any damages for which the Church Entities might be liable, Canada responded by filing third party claims against five religious organizations. These claims were struck by Justice Harrington.



[17] In 2015, the Certification Motion in this action was contested by Canada necessitating a 4-day hearing. During the hearing, Canada took the following positions: the claims disclosed no reasonable cause of action; the class definitions were overbroad; the proposed common issues were not capable of class-wide determination; the claims were time-barred; and the claims were released pursuant to the IRSSA general release and the release signed by Survivor Class members who accessed the IAP.

[18] In April 2019, Canada filed an Amended Statement of Defence, in which they raised a number of the same defences raised at the Certification Motion. Canada argued that there was no breach of any fiduciary, statutory, constitutional or common law duties owed to the members, and that Canada did not breach the Aboriginal Rights of the members. Canada also argued that there was no private law duty of care to protect members from intentional infliction of mental distress, or if there was, they did not breach it. Further, Canada argued that any damages suffered by the plaintiffs were not caused by Canada.

[19] In keeping with the *Calls to Action* outlined in the Truth and Reconciliation Report, Canada's litigation strategy evolved. In the spirit of reconciliation, the parties undertook intensive settlement negotiations in 2019. When those negotiations failed, the parties pressed forward with the litigation. The common issues trial was scheduled to begin on September 7, 2021 and continue for 74 days.

[20] On June 4, 2021, the parties negotiated the proposed settlement agreement of the Survivor Class and Descendant Class claims.

[21] By order of this Court, on June 10, 2021, the parties undertook a notice campaign to provide details of the proposed settlement to class members.

### **Motion for Approval**

[22] On this Motion for approval of the settlement agreement, the parties have filed the following Affidavits:

- Affidavit of Charlotte Anne Victorine Gilbert, representative plaintiff for the Survivor Class, sworn on August 23, 2021;
- Affidavit of Diena Marie Jules, representative plaintiff for the Survivor Class, sworn on August 23, 2021;
- Affidavit of Daphne Paul, representative plaintiff for the Survivor Class, sworn on August 23, 2021;
- Affidavit of Darlene Matilda Bulpit, representative plaintiff for the Survivor Class, sworn on August 23, 2021;
- Affidavit of Rita Poulsen, representative plaintiff for the Descendant Class, sworn on August 23, 2021;
- Affidavit of Amanda Deanne Big Sorrel Horse, representative plaintiff for the Descendant Class, sworn on August 23, 2021;

- Affidavit of Peter Grant, co-class counsel, sworn on August 25, 2021 (attaching the Affidavit of Dr. John Milloy, Professor of History at Trent University, sworn on November 12, 2013);
- Affidavit of Martin Reiher, Assistant Deputy Minister of the Resolution and Partnerships Sector of the Department of Crown-Indigenous Relations and Northern Affairs Canada, sworn on August 12, 2021;
- Affidavit of Dr. Rita Aggarwala, an expert retained by class counsel for the purpose of providing an opinion to the Court on the estimated size of the Survivor Class, sworn on August 20, 2021;
- Affidavit of Joelle Gott, Partner in the Financial Advisory Services Group at Deloitte LLP, proposed Claims Administrator, sworn on August 25, 2021; and,
- Affidavit of Roanne Argyle of Argyle Communications, the court-appointed Notice Administrator, sworn on August 23, 2021.

[23] In addition to the above, the Court received a number of written submissions regarding the proposed settlement. During the settlement approval hearing, the Court heard oral submissions from 11 class members who openly expressed their views on the proposed settlement.

[24] Although the majority of those who expressed their views are in support of the proposed settlement, there are a number of class members who oppose the settlement. I will specifically address the objections to the settlement below.

### **Terms of the Settlement Agreement**

[25] The full settlement agreement in both English and French as well as the applicable Schedules are included in the Motion Record.

[26] The objectives of the settlement are noted in the preamble at Clause E, as follows:

The Parties intend there to be a fair and comprehensive settlement of the claims of the Survivor Class and Descendant Class, and further desire the promotion of truth, healing, education, commemoration, and reconciliation. They have negotiated this Agreement with these objectives in mind.

[27] The compensation for individual Day Scholar claimants is outlined at paragraph 25.01 as follows:

Canada will pay the sum of ten thousand dollars (\$10,000) as non-pecuniary general damages, with no reductions whatsoever, to each Claimant whose Claim is approved pursuant to the Claims Process.

[28] Those eligible to make a claim are Day Scholars who attended any of the Residential Schools listed in Schedule E for even part of a school year, so long as they have not already received compensation for that school year as part of the CEP or *McLean* Settlement.



[29] For Day Scholars who passed away after the May 30, 2005 cut-off date, but who would otherwise be eligible, one of their descendants will be eligible to make a claim for distribution to their estate. In total, the claim period will be open for 24 months. Canada will cover the costs of claims administration and the *de novo* reconsiderations for any denied claims. Class members will also be entitled to free legal services from class counsel for reconsideration claims. Canada does not have any right to seek reconsideration.

[30] There is no limit or cap on the number of payments that can be made, and no amounts for legal fees or administration costs can or will be deducted from the payments.

[31] The claims process is described at paragraph 35.01 as follows:

The Claims Process is intended to be expeditious, cost-effective, user-friendly, culturally sensitive, and trauma-informed. The intent is to minimize the burden on the Claimants in pursuing their Claims and to mitigate any likelihood of re-traumatization through the Claims Process. The Claims Administrator and Independent Reviewer shall, in the absence of reasonable grounds to the contrary, assume that a Claimant is acting honestly and in good faith. In considering an Application, the Claims Administrator and Independent Reviewer shall draw all reasonable and favourable inferences that can be drawn in favour of the Claimant.

[32] The creation of the Day Scholars Revitalization Fund is outlined at paragraph 21.01 as follows:

Canada agrees to provide the amount of fifty million dollars (\$50,000,000.00) to the Day Scholars Revitalization Fund, to support healing, wellness, education, language, culture, heritage and commemoration activities for the Survivor Class Members and Descendant Class Members.

[33] The purpose and operation of the fund is described at paragraph 22.01 as:

The Parties agree that the Day Scholars Revitalization Society will use the Fund to support healing, wellness, education, language, culture, and commemoration activities for the Survivor Class Members and the Descendant Class Members. The monies for the Fund shall be held by the Day Scholars Revitalization Society, which will be established as a “not for profit” entity under the British Columbia *Societies Act*, S.B.C. 2015, c. 18 or analogous federal legislation or legislation in any of the provinces or territories prior to the Implementation Date, and will be independent of the Government of Canada, although Canada shall have the right to appoint one representative to the Society Board of Directors.

[34] If the settlement agreement is approved by the Court, Canada will be released from liability relating to the Survivor Class and Descendant Class members claims regarding their attendance at Residential Schools. However, the terms of the settlement agreement are completely without prejudice to the ongoing litigation of the Band Class claims.

[35] The Parties request that Deloitte LLP be appointed as the Claims Administrator. Deloitte is also the court-appointed Claims Administrator in the *McLean* Settlement.

### **Analysis**

[36] Rule 334.29 of the *Federal Court Rules*, SOR/98-106 provides that class proceedings may only be settled with the approval of a judge. The applicable test is “whether the settlement is fair and reasonable and in the best interests of the class as a whole” (*Merlo v Canada*, 2017 FC 533 at para 16 [*Merlo*]).

[37] The Court considers whether the settlement is reasonable, not whether it is perfect (*Châteauneuf v Canada*, 2006 FC 286 at para 7; *Merlo*, at para 18). Likewise, the Court only has the power to approve or to reject the settlement; it cannot modify or alter the settlement (*Merlo*, at para 17; *Manuge v Canada*, 2013 FC 341 at para 5).

[38] The factors to be considered in assessing the overall reasonableness of the proposed settlement are outlined in a number of cases (see: *Condon v Canada*, 2018 FC 522 at para 19; *Fakhri et al v Alfalfa's Canada, Inc cba Capera*, 2005 BCSC 1123 at para 8) and include the following:

- a. Likelihood of recovery or likelihood of success;
- b. The amount and nature of discovery, evidence or investigation;
- c. Settlement terms and conditions;
- d. Future expense and likely duration of litigation;
- e. Recommendations of neutral parties;
- f. Number of objectors and nature of objections;
- g. Presence of good faith bargaining and the absence of collusion;
- h. Communications with class members during litigation; and,
- i. Recommendations and experience of counsel.

[39] In addition to the above considerations, as noted in *McLean* (para 68), the proposed settlement must be considered as a whole and it is not open to the Court to rewrite the

substantive terms of the settlement or assess the interests of individual class members in isolation from the whole class.

[40] I will now consider these factors in relation to the proposed settlement in this case.

**a.** *Likelihood of recovery or likelihood of success*

[41] This class proceeding raises novel and complex legal issues. It is one of the few actions in Canada advancing a claim for the loss of Indigenous language and culture. Advancing novel claims is a significant challenge, and success was far from certain. Recovery of damages on such claims was even more of a challenge. Layered onto this is the inherent challenge of litigating claims for historical wrongs.

[42] When this class proceeding was filed, the likelihood of the success was uncertain. The exclusion of these claimants from the IRSSA and *McLean* Settlement foretold Canada's position on the viability of these claims. Canada aggressively argued against certification, and after certification, Canada advanced a number of defences including limitation defences and claims that the IRSSA releases were a complete bar to these claims. Canada denied any breach of fiduciary, statutory, constitutional or common law duties to the class members, and denied any breach of Aboriginal Rights. Success for Canada on any of these defences would mean no recovery for class members.

[43] As well, the potential liability of the Church Entities who were involved in the Residential Schools posed significant liability and evidentiary challenges.



[44] The passage of time and the historic nature of these claims is also a factor for consideration. Historic documentary evidence is difficult to amass, and the first-hand evidence from Day Scholars themselves was being lost with each passing year. Since the filing of the action, two of the Representative Plaintiffs have passed away as have a number of Survivor Class members. The risk of losing more class members increases the longer this litigation continues.

[45] The settlement agreement provides certainty, recovery, and closure for the Survivor Class and the Descendant Class members. These results could not be guaranteed if the litigation were to proceed.

**b. *The amount and nature of discovery, evidence or investigation***

[46] The settlement agreement was reached a few months before the September 2021 common issues trial was scheduled to begin. A great deal of work had been undertaken to prepare this matter for trial. Documentary disclosure was largely complete with Canada having disclosed some 120,000 documents throughout 2020. The parties had retained experts. Examinations of Representative Plaintiffs and examinations for discovery in writing and orally had taken place. Pre-trial examinations were scheduled for March and April 2021.

[47] As this proceeding was trial ready, class counsel had reviewed thousands of pages of documentary evidence and had the benefit of expert opinions. This allowed class counsel to approach settlement discussions with a clear understanding of the challenges they would face in proving the asserted claims.

c. *Settlement terms and conditions*

[48] The settlement agreement provides for a \$10,000 Day Scholar Compensation Payment for eligible Survivor Class member or, where an eligible Survivor Class member has passed away, their Descendants. Schedule E to the Agreement lists the Residential Schools which had, or may have had, Day Scholars. Any Survivor who attended a school listed in Schedule E, even if for part of the year, will be eligible for a compensation payment, provided they have not already received compensation as part of the *McLean* Settlement or IRSSA. A lengthy claim period of 21 plus 3 months and the limited 45-day timeframe within which Canada must assess claims provides flexibility to claimants while ensuring speedy resolution of their claims.

[49] Importantly, within the claims process, there is a presumption in favour of compensation and the process has been designed to avoid re-traumatization. No evidence and no personal narrative is required to make a claim. There is also a low burden of proof to establish a claim. As well, there is a simplified process for persons with a disability. This process is distinct from that of the IAP, which has been criticized for the re-victimization of survivor claimants (*Fontaine v Canada (Attorney General)*, 2018 ONSC 103 at para 202).

[50] The settlement also includes a \$50,000,000 Day Scholars Revitalization Fund. This fund provides for Indigenous led initiatives to support healing, wellness, education, language, culture, heritage and commemoration activities for the Survivor Class members and Descendant Class members. This is a significant feature of the settlement agreement, and it is uncertain if the Court could provide such a remedy as part of the common issues trial or otherwise (*McLean* at para 103).

[51] The legal fees payable to class counsel, which is the subject of a separate Order of this Court, were negotiated after the proposed settlement agreement. The legal fees agreement is not conditional upon the settlement agreement being approved. This “de-linking” of the agreements is important as it ensured that the issue of legal fees did not inform or influence the terms of the settlement agreement. As well, legal fees are not payable from the settlement funds. Therefore, there is no risk of depleting the funds available to class members.

*d. Future expense and likely duration of litigation*

[52] As noted, the common issues trial was scheduled to start in September 2021 and continue for 74 days. If the settlement agreement is not approved, a lengthy trial will be necessary and appeals are likely. The Survivor Class members are elderly. Two of the Representative Plaintiffs, Violet Gottfriedson and Frederick Johnson, passed away since litigation commenced, as have a number of class members. Given the nearly decade-long history of this action, as well as the novelty of the claims, the future expense and duration of litigation should the settlement not be approved is likely to be substantial and lengthy.

*e. Recommendations of neutral parties*

[53] In support of this Motion, class counsel re-submitted the Affidavit of Dr. John Milloy, an expert historian who provided evidence at the Certification Motion. Dr. Milloy is the author of *A National Crime*, a report on the Residential School system. Dr. Milloy outlined the Schools’ purpose as “the eradication of the children’s’ traditional ontology, their language, spirituality and their cultural practices”, and highlighted the inadequate conditions and standards of care in the

Schools. Significantly, Dr. Milloy also opined on the impact of Residential Schools on Day Scholars, writing:

The impacts of residential schools on children were detrimental. Many lost their languages, belief systems and thus their connections to their communities. As a result, many have lived lives of considerable dysfunction, have found their way to other state institutions – prisons, mental hospitals and welfare services. Many survivor families have had their children taken from them by social service agencies. There is no reason to believe that the schools discriminated in their treatment of students between day students and resident students; all would have experienced Canada's attempt to extinguish their identities.

[54] The Court also has an Affidavit from Dr. Rita Aggarwala attaching her report titled *Estimating the Number of Day Scholars who Attended Canada's Indian Residential Schools*. Although Dr. Aggarwala notes concerns about the quality of the data she had access to for the purposes of her statistical analysis, she did provide estimates which are of assistance in understanding the order of magnitude of this settlement. Dr. Aggarwala estimates the class size of Day Scholars who attended Residential Schools from 1920 to 1997 and were alive as of 2005 to be approximately 15,484. Based upon this number, Dr. Aggarwala estimates the total value of the settlement of the Survivor Class claim, based upon a funding formula of \$10,000 per survivor, to be approximately \$154,484,000.

**f.** *Number of objectors and nature of objections*

[55] In advance of the hearing, class counsel filed 45 statements from class members of which 24 were objections. At the settlement approval hearing, the Court also heard oral submissions from 6 members objecting to the settlement.



[56] Those speaking against the proposed settlement provided moving and emotionally raw statements about their experiences at Residential Schools. Many made reference to the recent discovery of the bodies of young children within the school grounds as reopening the painful wounds left by the tragic legacy of Residential Schools. Their pain is real and it is palpable. The Court heard members of the Survivor Class explain how their souls were destroyed at the Residential Schools. They mourn the loss of their language, their culture, their spirit, and their pride. Survivors spoke about how the school was the centre of the community – and as a result of the treatment they received they lost both their community and their core identity. Some spoke about the opportunities lost without a proper education.

[57] Members of the Descendant Class spoke about the intergenerational trauma, the pain and dysfunction suffered by their parents and grandparents, and the resulting loss of meaningful family relationships and loss of cultural identity.

[58] Unsurprisingly, the common theme running through the objections is that a payment of \$10,000 is simply not enough to compensate for the harms endured and the losses suffered. However, as acknowledged by almost all who spoke, putting a dollar value on the losses suffered is an impossible task. Some of those objecting to the \$10,000 payment argued that any settlement should offer at least the same compensation levels as those offered through the IRSSA and the *McLean* Settlement.

[59] While it is understandable that class members compare the compensation offered by this settlement with that offered in the IRSSA and the *McLean* Settlement such a comparison fails to

recognize the key difference in the actions. The claims advanced in this class action are for loss of language and culture. The IRSSA and the *McLean* Settlement addressed claims for sexual and physical abuse.

[60] In any event, the \$10,000 payment to Day Scholars in this settlement agreement is comparable with the IRSSA and *McLean* compensation models. In the IRSSA, class members were eligible for a CEP of \$10,000 for the first school year, and \$3,000 for each additional school year. In *McLean* compensation was based on grid or levels of harm. The range of the grid was from \$10,000 for Level 1 claims, to \$200,000 for Level 5, with the higher levels of compensation for those who suffered repeated and persistent sexual abuse or serious physical abuse.

[61] The Class Representative Plaintiffs who have been involved in the litigation throughout, overwhelmingly support the settlement. Their support of the settlement is compelling. They have shouldered the burden of moving these claims forward and have had to relive their own trauma by recounting their Residential School experiences. They did this for the benefit of all class members who now, because of the terms of the settlement, will not be required to do so.

[62] Overall, when assessing the reasonableness of the proposed settlement, the Court must consider the interests of all class members, estimated to be over 15,000, as against the risks and benefits of having this class action proceed to trial.

[63] I have considered the objections voiced at the hearing as well as the written objections filed. The objections were primarily focused on the inadequacy of the settlement amount. All while acknowledging that no amount of money can right the wrongs or replace that which has been lost. However, what is certain is that continuing with this litigation will require class members to re-live the trauma for many years to come, against the risk and the uncertainty of litigation. Bringing closure to this painful past has real value which cannot be underestimated.

[64] I acknowledge that the settlement of a class proceeding will never be perfectly suited to the needs of each person within the class, however, considering the obstacles that were overcome to reach this settlement, I am satisfied that this settlement agreement is in the best interests of the Survivor Class and the Descendant Class.

[65] Finally, I commend the lawyers for designing a claims process that protects class members against having to re-live the trauma in order to establish a claim for compensation.

**g. *Presence of good faith and absence of collusion***

[66] This action has been ongoing since 2012. It was not until 2017 that the parties first undertook serious settlement discussions. At that time, exploratory discussions were held between class counsel and the Minister's Special Representative (MSR). The Parties met on ten occasions. In March 2017, class counsel forwarded a settlement framework to Canada. Settlement negotiations continued into 2018, and the parties engaged in several rounds of judicial dispute resolution. Unfortunately, a settlement was not reached at that time and the parties prepared to proceed to trial.

[67] On March 4, 2021, the MSR delivered a new settlement offer to class counsel. This ultimately became the settlement agreement that was signed in June 2021 and which is now before the Court for approval.

[68] I am satisfied the parties engaged in good faith negotiations throughout and there is no collusion.

*h. Communications with class members during litigation*

[69] Following the public announcement of the proposed settlement on June 9, 2021, class members were contacted pursuant to a Court approved 2-month Notice Plan. The methods used to communicate the settlement agreement with potential class members included media advertisements, a website, community outreach kits, outreach to national and regional journalists, 6 information webinars, and a “Justice for Day Scholars” Facebook group.

[70] Settlement notices were provided in English, French, James Bay Cree, Plains Cree Ojibwe, Mi’kmaq, Inuktitut, and Dene. Class counsel advises that hundreds of class members made contact by phone, email and mail, and that class counsel responded to all inquiries.

[71] Notice of the settlement agreement was also provided to provincial and territorial public guardians and trustees by letter, and to provincial and territorial provincial health insurers by letter. Finally, notice of the settlement agreement was provided to the Assembly of First Nations (AFN), all AFN Regional Chiefs, and a number of other leaders of Indigenous governance organizations.



[72] I am satisfied that a robust, clear and accessible notice of the proposed settlement was provided to potential class members.

**i. *Recommendations and experience of counsel***

[73] Class counsel are experienced in class actions litigation and in Aboriginal law. They have first hand experience with the IRSSA and were specifically sought out to act on this class proceeding. They wholly recommend this settlement agreement, which, in their opinion, addresses the Representative Plaintiffs' objectives.

**Conclusion**

[74] For the above reasons, I have concluded that the settlement agreement is fair, reasonable, and in the best interests of the Survivor Class and Descendant Class. I echo the comments of Justice Phelan in *McLean* where he states at para 3: "It is not possible to take the pain and suffering away and heal the bodies and spirits, certainly not in this proceeding. The best that can be done is to have a fair and reasonable settlement of the litigation."

[75] I therefore approve the settlement agreement.

[76] With the approval of the settlement agreement, the claims of the Survivor and Descendant Class members against Canada will be dismissed with prejudice and without costs.

[77] Deloitte LLP is appointed as the Claims Administrator, as defined in the settlement agreement, to carry out the duties assigned to that role.

[78] The Certification Order of Justice Harrington will be amended as requested and the Plaintiffs are granted leave to file an Amended Statement of Claim in the form attached to the Plaintiffs' Notice of Motion.

**ORDER IN T-1542-12**

**THIS COURT ORDERS that:**

1. The Settlement Agreement dated June 4, 2021 and attached as Schedule “A” is fair and reasonable and in the best interests of the Survivor and Descendant Classes, and is hereby approved pursuant to Rule 334.29(1) of the *Federal Courts Rules*, SOR/98-106, and shall be implemented in accordance with its terms;
2. The Settlement Agreement, is binding on all Canada and all Survivor Class Members and Descendant Class Members, including those persons who are minors or are mentally incapable, and any claims brought on behalf of the estates of Survivor and Descendant Class Members;
3. The Survivor Class and Descendant Class Claims set out in the First Re-Amended Statement of Claim, filed June 26, 2015, are dismissed and the following releases and related Orders are made and shall be interpreted as ensuring the conclusion of all Survivor and Descendant Class claims, in accordance with sections 42.01 and 43.01 of the Settlement Agreement as follows:
  - a. each Survivor Class Member or, if deceased, their estate (hereinafter “Survivor Releasor”), has fully, finally and forever released Canada, her servants, agents, officers and employees, from any and all actions, causes of action, common law, Quebec civil law and statutory liabilities, contracts, claims, and demands of every nature or kind available, asserted for the Survivor Class in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, in the Action or that could have been

asserted by any of the Survivor Releasers as individuals in any civil action, whether known or unknown, including for damages, contribution, indemnity, costs, expenses, and interest which any such Survivor Releaser ever had, now has, or may hereafter have due to their attendance as a Day Scholar at any Indian Residential School at any time;

- b. each Descendant Class Member or, if deceased, their estate (hereinafter “Descendant Releaser”), has fully, finally and forever released Canada, her servants, agents, officers and employees, from any and all actions, causes of action, common law, Quebec civil law and statutory liabilities, contracts, claims, and demands of every nature or kind available, asserted for the Descendant Class in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, in the Action or that could have been asserted by any of the Descendant Releasers as individuals in any civil action, whether known or unknown, including for damages, contribution, indemnity, costs, expenses, and interest which any such Descendant Releaser ever had, now has, or may hereafter have due to their respective parents’ attendance as a Day Scholar at any Indian Residential School at any time;
- c. all causes of actions/claims asserted by, and requests for pecuniary, declaratory or other relief with respect to the Survivor Class Members and Descendant Class Members in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, are dismissed on consent of the Parties without determination on their merits, and will not be adjudicated as part of the determination of the Band Class claims;



- d. Canada may rely on the above-noted releases as a defence to any lawsuit that purports to seek compensation from Canada for the claims of the Survivor Class and Descendant Class as set out in the First Re-Amended Statement of Claim;
- e. for additional certainty, however, the above releases and this Approval Order will not be interpreted as if they release, bar or remove any causes of action or claims that Band Class Members may have in law as distinct legal entities or as entities with standing and authority to advance legal claims for the violation of collective rights of their respective Aboriginal peoples, including to the extent such causes of action, claims and/or breaches of rights or duties owed to the Band Class are alleged in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, even if those causes of action, claims and/or breaches of rights or duties are based on alleged conduct towards Survivor Class Members or Descendant Class Members set out elsewhere in either of those documents;
- f. each Survivor Releasor and Descendant Releasor is deemed to agree that, if they make any claim or demand or take any action or proceeding against another person, persons, or entity in which any claim could arise against Canada for damages or contribution or indemnity and/or other relief over, whether by statute, common law, or Quebec civil law, in relation to allegations and matters set out in the Action, including any claim against provinces or territories or other legal entities or groups, including but not limited to religious or other institutions that were in any way involved with Indian Residential Schools, the Survivor Releasor or Descendant Releasor will expressly limit their claim so as to exclude any portion of Canada's responsibility;



8. The Claims Administrator shall facilitate the claims administration process, and report to the Court and the Parties in accordance with the terms of the Settlement Agreement.
9. No person may bring any action or take any proceeding against the Claims Administrator or any of its employees, agents, partners, associates, representatives, successors or assigns for any matter in any way relating to the Settlement Agreement, the implementation of this Order or the administration of the Settlement Agreement and this Order, except with leave of this Court.
10. Prior to the Implementation Date, the Parties will move for approval of the form and content of the Claim Form and Estate Claim Form.
11. Prior to the Implementation Date, the Parties will identify and propose an Independent Reviewer or Independent Reviewers for Court appointment.
12. Class Counsel shall report to the Court on the administration of the Settlement Agreement. The first report will be due six (6) months after the Implementation Date and no less frequently than every six (6) months thereafter, subject to the Court requiring earlier reports, and subject to Class Counsel's overriding obligation to report as soon as reasonable on any matter which has materially impacted the implementation of the terms of the Settlement Agreement.
13. The Certification Order of Justice Harrington, dated June 18, 2015, will be amended as requested.

14. The Plaintiffs are granted leave to amend the First Re-Amended Statement of Claim in the form attached hereto.
15. There will be no costs of this motion.

“Ann Marie McDonald”

---

Judge

SCHEDULE "A"

Court File No. T-1542-12

**FEDERAL COURT  
CLASS PROCEEDING**

**BETWEEN:**

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on his own behalf and on behalf of all the members of the TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND and the TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND,

CHIEF GARRY FESCHUK, on his own behalf and on behalf of all the members of the SECHELT INDIAN BAND and the SECHELT INDIAN BAND,

VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, DIANA MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON, DAPHNE PAUL and RITA POULSEN

**PLAINTIFFS**

and

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA

**DEFENDANT**

**DAY SCHOLARS SURVIVOR AND DESCENDANT CLASS  
SETTLEMENT AGREEMENT**

**WHEREAS:**

A. Canada and certain religious organizations operated Indian Residential Schools for the education of Indigenous children, in which children suffered harms.

B. On May 8, 2006, Canada entered into the Indian Residential Schools Settlement Agreement, which provided for compensation and other benefits, including the Common Experience Payment, in relation to attendance at Indian Residential Schools.

C. On August 15, 2012, the Plaintiffs filed a putative class action in the Federal Court of Canada bearing Court File No. T-1542-12, *Gottfriedson et al. v. Her Majesty*



*the Queen in Right of Canada* (the “Action”). An Amended Statement of Claim was filed on June 11, 2013, and a First Re-Amended Statement of Claim was filed on June 26, 2015.

D. The Action was certified as a class proceeding by order of the Federal Court dated June 18, 2015, on behalf of three subclasses: the Survivor Class, the Descendant Class, and the Band Class.

E. The Parties intend there to be a fair and comprehensive settlement of the claims of the Survivor Class and Descendant Class, and further desire the promotion of truth, healing, education, commemoration, and reconciliation. They have negotiated this Agreement with these objectives in mind.

F. Subject to the Settlement Approval Order, the claims of the Survivor Class Members and Descendant Class Members shall be settled on the terms contained in this Agreement.

G. The Parties intend that the claims of the Band Class shall continue, notwithstanding the settlement of the claims of the Survivor Class and Descendant Class, and intend that this Agreement shall not prejudice the rights of the Parties in the continued litigation of the Band Class Members’ claims in the Action.

**NOW THEREFORE** in consideration of the mutual agreements, covenants, and undertakings set out herein, the Parties agree as follows:

## **INTERPRETATION & EFFECTIVE DATE**

### **1. Definitions**

1.01 In this Agreement, the following definitions apply:

“**Aboriginal**” or “**Aboriginal Person**” means a person whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;

“**Action**” means the certified class proceeding bearing Court File No. T-1542-12, *Gottfriedson et al. v. Her Majesty the Queen in Right of Canada*;

“**Agreement**” means this settlement agreement, including the schedules attached hereto;

“**Approval Date**” means the date the **Court** issues its **Approval Order**;

“**Approval Order**” means the order or orders of the **Court** approving this **Agreement**;

“**Band Class**” means the Tk'emlúps te Secwépmeč Indian Band and the Sechelt Indian Band and any other Indian Band(s) which:

- a. has or had some members who are or were members of the **Survivor Class**, or in whose community an **Indian Residential School** is located; and
- b. is specifically added to the **Action** with one or more **Indian Residential Schools**;

“**Business Day**” means a day other than a Saturday or a Sunday or a day observed as a holiday under the laws of the province or territory in which the person who needs to take action pursuant to this **Agreement** is situated or a holiday under the federal laws of Canada applicable in the said province or territory;

“**Canada**” means Her Majesty the Queen in Right of Canada, the Attorney General of Canada, and their legal representatives, employees, agents, servants, predecessors, successors, executors, administrators, heirs, and assigns;

“**Certification Order**” means the order of the **Court** dated June 18, 2015, certifying this **Action** under the *Federal Courts Rules*, attached as Schedule B;

“**Claim**” means an application/request for compensation made by a **Claimant** under this **Agreement** by submitting a **Claim Form**, including any related documentation, to the **Claims Administrator**;

“**Claim Form**” means the application for a **Day Scholar Compensation Payment** that must be submitted by a **Claimant** to the **Claims Administrator** by the **Claims Deadline**, the form and content of which will be approved by the **Court** prior to the **Implementation Date**;

“**Claimant**” means a **Day Scholar**, their **Personal Representative**, or, in the case of a Day Scholar who died on or after May 30, 2005, their **Designated Representative**, who makes or continues a **Claim**;

“**Claims Administrator**” means such entity as may be designated by the **Parties** from time to time and appointed by the **Court** to carry out the duties assigned to it in this **Agreement**;

“**Claims Deadline**” means the date which is twenty-one (21) months after the **Implementation Date**;

“**Claims Process**” means the process outlined in this **Agreement**, including Schedule C and related forms, for the submission of **Claims**, assessment of eligibility, and payment of **Day Scholar Compensation Payments** to **Claimants**;

“**Class Counsel**” means Peter R. Grant Law Corporation, Diane Soroka Avocate Inc., and Waddell Phillips Professional Corporation;

“**Class Period**” means the period from and including January 1, 1920, and ending on December 31, 1997;

“**Court**” means the Federal Court unless the context otherwise requires;

“**Day Scholar**” means a **Survivor Class Member** who attended but did not simultaneously reside at an **Indian Residential School** that is listed in Schedule E, either on List 1 or List 2, during the time periods indicated therein, for any part of a **School Year**;

“**Day Scholar Compensation Payment**” means the ten thousand dollar (\$10,000) payment referred to in section 25.01 herein;



“**Day Scholars Revitalization Fund**” or “**Fund**” means the Fund established in section 21.01 herein, and as described in the **Fund Distribution Plan**;

“**Day Scholars Revitalization Society**” or “**Society**” means the not-for-profit society established pursuant to section 22.01 herein;

“**Descendant Class**” means the first generation of persons descended from **Survivor Class Members** or persons who were legally or traditionally adopted by a **Survivor Class Member** or their spouse;

“**Descendant Class Member**” means an individual who falls within the definition of the **Descendant Class**;

“**Designated Representative**” means the individual designated by the validly completed Designated Representative Form, the form and content of which will be approved by the **Court** prior to the **Implementation Date**;

“**Fee Agreement**” means the **Parties’** standalone legal agreement regarding legal fees, costs, honoraria and disbursements;

“**Fund Distribution Plan**” is the plan for the distribution of funds allocated to the **Day Scholars Revitalization Fund**, attached as Schedule F;

“**Independent Reviewer**” means the individual(s) appointed by the **Court** to determine review reconsideration requests from **Claimants** whose **Claims** were denied by the **Claims Administrator**, in accordance with the **Claims Process**;

“**Indian Residential Schools**” means the institutions identified in the list of Indian Residential Schools attached as Schedule “A” to the **Certification Order**, as that list may be amended by further Order of the **Court**;

“**Implementation Date**” means the latest of:

- a. the day following the last day on which an appeal or motion for leave to appeal the **Approval Order** may be brought; and

- b. the date of the final determination of any appeal brought in relation to the **Approval Order**;

“**IRSSA**” means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 8, 2006;

“**McLean Settlement**” means the McLean Federal Indian Day Schools Settlement Agreement entered into on November 30, 2018, in the matter of *McLean et al. v. Her Majesty the Queen in Right of Canada*, bearing Court File No. T-2169-16;

“**Opt Out**” means any individual who would otherwise fall within the definition of a **Survivor Class Member** or **Descendant Class Member** who previously validly opted out of the **Action**;

“**Parties**” means the signatories to this **Agreement**;

“**Person Under Disability**” means

- a. a minor as defined by the legislation of that person's province or territory of residence; or
- b. a person who is unable to manage or make reasonable judgments or decisions in respect of their affairs by reason of mental incapacity and for whom a **Personal Representative** has been appointed under the applicable legislation of that person's province or territory of residence;

“**Personal Representative**” means the person appointed under the applicable legislation of that person's province or territory of residence to manage or make reasonable judgments or decisions in respect of the affairs of a **Person Under Disability**;

“**Released Claims**” means those causes of action, liabilities, demands, and claims released pursuant to the **Approval Order**, as set out in section 42.01 herein;



“**School Year**” means from September 1 of one calendar year to August 31 of the subsequent calendar year;

“**Settlement Agreement Notice Plan**” means the Notice Plan advising **Survivor Class Members** and **Descendant Class Members** of the Agreement;

“**Settlement Approval Notice Plan**” means the Notice Plan advising **Survivor Class Members** and **Descendant Class Members** of the **Approval Order**.

“**Survivor Class**” means all **Aboriginal Persons** who attended as a student or for educational purposes for any period at an **Indian Residential School** during the **Class Period**, excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the **IRSSA**;

“**Survivor Class Member**” means an individual who falls within the definition of the **Survivor Class** and is not an **Opt Out**; and

“**Ultimate Claims Deadline**” means the date which is three (3) months after the **Claims Deadline**.

## 2. No Admission of Liability or Fact

- 2.01 This Agreement shall not be construed as an admission by Canada, nor a finding by the Court, of any fact within, or liability by Canada for any of the claims asserted in the Plaintiffs’ claims and/or pleadings in the Action as they are currently worded in the First Re-Amended Statement of Claim, were worded in previous versions, or may be worded in the future.
- 2.02 For greater certainty, and without limiting the foregoing, the Parties agree that, in the further litigation of the Band Class claims, the Parties will not argue that the existence of this Agreement or any terms herein are admissions by the Parties, or findings by the Court, of any fact or law, or an admission of liability by Canada, relevant to the claims asserted by the Band Class in the Action, or

a settlement or resolution of the Band Class claims in the Action. Nothing in the above, however, or anything found elsewhere in this Agreement prevents the Parties from referring to or otherwise relying on the existence of the Agreement and the compensation paid or payable under it in any proceeding, if relevant.

### **3. Headings**

- 3.01 The division of this Agreement into paragraphs, the use of headings, and the appending of Schedules are for convenience of reference only and do not affect the construction or interpretation of this Agreement.

### **4. Extended Meanings**

- 4.01 In this Agreement, words importing the singular number include the plural and *vice versa*, words importing any gender include all genders, and words importing persons include individuals, partnerships, associations, trusts, unincorporated organizations, corporations, and governmental authorities. The term "including" means "including without limiting the generality of the foregoing".

### **5. No Contra Proferentem**

- 5.01 The Parties acknowledge that they have reviewed and participated in settling the terms of this Agreement and they agree that any rule of construction to the effect that any ambiguity is to be resolved against the drafting Parties is not applicable in interpreting this Agreement.

### **6. Statutory References**

- 6.01 In this Agreement, unless something in the subject matter or context is inconsistent therewith or unless otherwise herein provided, a reference to any statute is to that statute as enacted on the date thereof or as the same may from

time to time have been amended, re-enacted, or replaced, and includes any regulations made thereunder.

**7. Day for Any Action**

- 7.01 Where the time on or by which any action required to be taken hereunder expires or falls on a day that is not a Business Day, such action may be done on the next succeeding day that is a Business Day.

**8. Final Order**

- 8.01 For the purpose of this Agreement, a judgment or order becomes final when the time for appealing or seeking leave to appeal the judgment or order has expired without an appeal being taken or leave being sought or, in the event that an appeal is taken or leave to appeal is sought, when such appeal or leave to appeal and such further appeals as may be taken have been disposed of and the time for further appeal, if any, has expired.

**9. Currency**

- 9.01 All references to currency herein are to lawful money of Canada.

**10. Compensation Inclusive**

- 10.01 The amounts payable under this Agreement are inclusive of any pre-judgment or post-judgment interest or other amounts that may be claimed by Survivor Class Members or Descendant Class Members against Canada arising out of the Released Claims.



**11. Schedules**

11.01 The following Schedules to this Agreement are incorporated into and form part of this Agreement:

Schedule A: First Re-Amended Statement of Claim, filed June 26, 2015

Schedule B: Certification Order, dated June 18, 2015

Schedule C: Claims Process

Schedule D: Estate Claims Process

Schedule E: Lists of Indian Residential Schools for Claims Process

Schedule F: Day Scholars Revitalization Fund Distribution Plan

Schedule G: Draft Amended Certification Order (re: Band Class claims)

Schedule H: Draft Second Re-Amended Statement of Claim, draft without delineations of prior or currently proposed amendments (re: Band Class claims)

**12. No Other Obligations**

12.01 All actions, causes of action, liabilities, claims, and demands whatsoever of every nature or kind for damages, contribution, indemnity, costs, expenses, and interest which any Survivor Class Member or Descendant Class Member ever had, now has, or may hereafter have arising in relation to the Action against Canada, whether such claims were made or could have been made in any proceeding, will be finally settled based on the terms and conditions set out in this Agreement upon the date of the Approval Order, and Canada will have no further liability except as set out in this Agreement.

### **13. Entire Agreement**

13.01 This Agreement constitutes the entire agreement among the Parties with respect to the Survivor Class and Descendant Class claims asserted in the Action and cancels and supersedes any prior or other understandings and agreements between or among the Parties with respect thereto. There are no representations, warranties, terms, conditions, undertakings, covenants or collateral agreements, express, implied, or statutory between or among the Parties with respect to the subject matter hereof other than as expressly set forth or referred to in this Agreement.

### **14. Benefit of the Agreement**

14.01 This Agreement will enure to the benefit of and be binding upon the Parties, the Survivor Class Members, the Descendant Class Members, and their respective heirs, estates, Designated Representatives and Personal Representatives.

### **15. Band Class Claim**

15.01 Nothing in this Agreement is intended to, or does prejudice the rights of the Parties in the continued litigation of the Band Class claims in the Action.

15.02 The Band Class claims that will continue are set out in the Draft Amended Certification Order (re: Band Class claims), attached as Schedule G and the Draft Second Re-Amended Statement of Claim (re: Band Class claims), attached as Schedule H.

### **16. Applicable Law**

16.01 This Agreement will be governed by and construed in accordance with the laws of the province or territory where the Survivor Class Member or Descendant Class Member resides and the laws of Canada applicable therein.



**17. Counterparts**

17.01 This Agreement may be executed in any number of counterparts, each of which will be deemed to be an original and all of which taken together will be deemed to constitute one and the same Agreement.

**18. Official Languages**

18.01 Canada will prepare a French translation of this Agreement for use at the settlement approval hearing before the Court. As soon as practicable after the execution of this Agreement, Canada will arrange for the preparation of an authoritative French version. The French version shall be of equal weight and force at law.

**19. Date When Binding and Effective**

19.01 This Agreement will become binding and effective on and after the Implementation Date on the Parties and all Survivor Class Members and Descendant Class Members. The Approval Order of the Court constitutes deemed approval of this Agreement by all Survivor Class Members and Descendant Class Members.

**20. Effective in Entirety**

20.01 None of the provisions of this Agreement will become effective unless and until the Court approves this Agreement.

**THE DAY SCHOLARS REVITALIZATION FUND**

**21. The Day Scholars Revitalization Fund**

21.01 Canada agrees to provide the amount of fifty million dollars (\$50,000,000.00) to the Day Scholars Revitalization Fund, to support healing, wellness, education,

language, culture, heritage and commemoration activities for the Survivor Class Members and Descendant Class Members.

- 21.02 The monies described in section 21.01 herein will be paid by Canada to the Day Scholars Revitalization Society within thirty (30) days after the Implementation Date.

## **THE DAY SCHOLARS REVITALIZATION SOCIETY**

### **22. Establishing the Day Scholars Revitalization Society**

- 22.01 The Parties agree that the Day Scholars Revitalization Society will use the Fund to support healing, wellness, education, language, culture, and commemoration activities for the Survivor Class Members and the Descendant Class Members. The monies for the Fund shall be held by the Day Scholars Revitalization Society, which will be established as a “not for profit” entity under the British Columbia *Societies Act*, S.B.C. 2015, c. 18 or analogous federal legislation or legislation in any of the provinces or territories prior to the Implementation Date, and will be independent of the Government of Canada, although Canada shall have the right to appoint one representative to the Society Board of Directors.
- 22.02 A draft Day Scholars Revitalization Fund Plan is attached as Schedule F.
- 22.03 The Fund is intended to benefit the Survivor Class Members and Descendant Class Members and to complement and not duplicate any federal government programs.

### **23. Directors**

- 23.01 The Society will have five first directors, to be appointed by the Parties.
- 23.02 The Board of the Society will have national representation and will include one director appointed by Canada. The representative appointed by Canada will not be an employee or public servant of Canada.

#### **24. Responsibilities of Directors**

- 24.01 The Society's Directors shall manage and/or supervise the management of the activities and affairs of the Day Scholars Revitalization Society, which will receive, hold, invest, manage, and disburse the monies described in the Fund provisions of this Agreement and any other monies transferred to the Fund under this Agreement for the purposes of funding healing, wellness, education, language, culture, heritage and commemoration activities for the Survivor Class Members and Descendant Class Members.

#### **COMPENSATION FOR INDIVIDUAL CLAIMANTS**

##### **25. Day Scholar Compensation Payments**

- 25.01 Canada will pay the sum of ten thousand dollars (\$10,000) as non-pecuniary general damages, with no reductions whatsoever, to each Claimant whose Claim is approved pursuant to the Claims Process.
- 25.02 A Claimant is entitled to a Day Scholar Compensation Payment, and their Claim shall be approved, if the Claimant satisfies the following Eligibility Criteria:
- a. the Claim is made with respect to a Day Scholar who was alive on May 30, 2005;
  - b. the Claim is delivered to the Claims Administrator prior to the Ultimate Claims Deadline;
  - c. the Claim is made with respect to that Day Scholar's attendance at an Indian Residential School that is listed in Schedule E on either List 1 or List 2 during the time periods indicated therein, for any part of a specific School Year that meets all three of the following conditions, namely that it is a School Year for which the Day Scholar or their executor, representative, or heir who applied in place of the Day Scholar:



- i. has not received a Common Experience Payment under the IRSSA;
- ii. has not received and will not receive compensation under the McLean Settlement; and
- iii. has not received compensation under any other settlement with respect to a school listed on Schedule K to the McLean Settlement.

25.03 For greater clarity, for any School Year during which a Survivor Class Member was eligible for, but did not make a claim for the Common Experience Payment under the IRSSA, no Claim for a Day Scholar Compensation Payment under this Agreement may be made in regard to that Survivor Class Member for that School Year.

## **26. No Cap on Claims**

26.01 There is no limit or cap on Canada's total obligation to pay approved Claims. All approved Claims will be paid fully by Canada.

## **27. Transfer of Monies by Canada**

27.01 Canada will transfer monies directly to the Claims Administrator to provide for payment of approved Claims, in accordance with the Claims Process.

## **28. Social Benefits**

28.01 Canada will make its best efforts to obtain the agreement of the provinces and territories that the receipt of any payments pursuant to this Agreement will not affect the quantity, nature, or duration of any social benefits or social assistance benefits payable to a Claimant pursuant to any legislation of any province or territory of Canada.

28.02 Further, Canada will make its best efforts to obtain the agreement of the necessary Departments of the Government of Canada that the receipt of any

payments pursuant to this Agreement will not affect the quantity, nature or duration of any social benefits or social assistance benefits payable to a Claimant pursuant to any federal social benefit programs, including Old Age Security and Canada Pension Plan.

## **IMPLEMENTATION OF THIS AGREEMENT**

### **29. The Action**

- 29.01 The First Re-Amended Statement of Claim in the Action is attached as Schedule A.
- 29.02 The Parties agree that the Plaintiffs will seek leave of the Court, on consent and as part of the application for Court approval of this Agreement, to file the Draft Second Re-Amended Statement of Claim in the Action, which is attached as Schedule H.

### **30. Certification Order**

- 30.01 The Certification Order is attached as Schedule B.
- 30.02 The Parties agree that the Plaintiffs will seek an Order from the Court, on consent and as part of the application for Court approval of this Agreement, issuing the Amended Certification Order, which is attached as Schedule G.

### **31. Notice Plans**

- 31.01 The Parties agree that the Plaintiffs will seek an Order from the Court, on consent, approving a Settlement Agreement Notice Plan, whereby Survivor Class Members and Descendant Class Members will be provided with notice of the Agreement, its terms, how to obtain more information, and how to share their feedback in advance of, and during, the settlement approval hearing.



- 31.02 The Parties further agree that the Plaintiffs will seek an Order from the Court, on consent and as part of the application for Court approval of this Agreement, approving a Settlement Approval Notice Plan, which will provide Survivor Class Members and Descendant Class Members with notice of the Approval Order and how a Claim for compensation can be made.
- 31.03 Canada agrees to pay for the implementation of the Settlement Agreement Notice Plan and the Settlement Approval Notice Plan.

### **CLAIMS MADE BY PERSONAL REPRESENTATIVES AND DESIGNATED REPRESENTATIVES**

#### **32. Compensation If Deceased**

- 32.01 Where a Day Scholar has died on or after May 30, 2005, a Claim may be brought on behalf of the deceased Day Scholar's estate or heirs in accordance with the Estate Claims Process set out in Schedule D.

#### **33. Person Under Disability**

- 33.01 If a Day Scholar submits a Claim to the Claims Administrator prior to the Ultimate Claims Deadline and the Claim is approved but the Day Scholar is or becomes a Person Under Disability prior to their receipt of a Day Scholar Compensation Payment, that payment will be made to the Personal Representative of the Day Scholar.

#### **34. Hold Harmless Agreement for Claims**

- 34.01 Canada, the Claims Administrator, Class Counsel, and the Independent Reviewer, shall not be liable for, and will in fact be held harmless by Claimants, from any and all claims, counterclaims, suits, actions, causes of action, demands, damages, penalties, injuries, setoffs, judgments, debts, costs, expenses (including without limitation legal fees, disbursements, and expenses)

or other liabilities of every character whatsoever by reason of or resulting from a payment or non-payment to a Personal Representative or Designated Representative pursuant to this Agreement and any order of the Court approving it.

## **CLAIMS PROCESS**

### **35. Principles Governing Claims Administration**

35.01 The Claims Process is intended to be expeditious, cost-effective, user-friendly, culturally sensitive, and trauma-informed. The intent is to minimize the burden on the Claimants in pursuing their Claims and to mitigate any likelihood of re-traumatization through the Claims Process. The Claims Administrator and Independent Reviewer shall, in the absence of reasonable grounds to the contrary, assume that a Claimant is acting honestly and in good faith. In considering an Application, the Claims Administrator and Independent Reviewer shall draw all reasonable and favourable inferences that can be drawn in favour of the Claimant.

### **36. Claims Process**

36.01 The Claims Process is set out in Schedule C.

## **CLAIMS ADMINISTRATOR**

### **37. Duties of the Claims Administrator**

37.01 The Claims Administrator's duties and responsibilities include the following:

- a. developing, installing, and implementing systems, forms, information, guidelines and procedures for processing Claims in hard or electronic copy, in accordance with this Agreement;

- b. developing, installing, and implementing systems and procedures for making payments of Day Scholar Compensation Payments in accordance with this Agreement;
- c. providing personnel in such reasonable numbers as are required for the performance of its duties, and training and instructing them;
- d. keeping or causing to be kept accurate accounts of its activities and its administration, including preparing such financial statements, reports, and records as are required by the Court;
- e. reporting to the Parties on a monthly basis respecting Claims received and determined, and to which Indian Residential Schools the Claims relate;
- f. responding to enquiries respecting Claims, reviewing Claims, making decisions in respect of Claims, giving notice of its decisions in accordance with this Agreement, and providing information to Claimants regarding the reconsideration process as set out in the Claims Process;
- g. communicating with Claimants in either English or French, as the Claimant elects, and, if a Claimant expresses the desire to communicate in a language other than English or French, making best efforts to accommodate them; and
- h. such other duties and responsibilities as the Court may from time to time direct.

### **38. Appointment of the Claims Administrator**

- 38.01 The Claims Administrator will be appointed by the Court on the recommendation of the Parties.



### **39. Duties of the Independent Reviewer**

39.01 The role of the Independent Reviewer is to determine any request for reconsideration brought by a Claimant pursuant to the Claims Process set out in Schedule C. The Independent Reviewer(s) will be appointed by the Court on the recommendation of the Parties.

### **40. Costs of Claims Process**

40.01 The costs of the Claims Process, including those of the Claims Administrator and the Independent Reviewer, will be paid by Canada.

### **41. Approval Order**

41.01 The Parties agree that an Approval Order of this Agreement will be sought from the Court in a form to be agreed upon by the Parties and shall include the following provisions:

- a. incorporating by reference this Agreement in its entirety including all Schedules;
- b. ordering and declaring that the Order is binding on all Survivor Class Members and Descendant Class Members, including Persons Under Disability; and
- c. ordering and declaring that the Survivor Class and Descendant Class Claims set out in the First Re-Amended Statement of Claim, filed June 26, 2015, are dismissed, and giving effect to the releases and related clauses set out in sections 42.01 and 43.01 herein to ensure the conclusion of all Survivor Class and Descendant Class claims.

### **42. Conclusion of Survivor Class and Descendant Class Claims**

42.01 The Approval Order sought from the Court will declare that:



- a. Each Survivor Class Member or, if deceased, their estate (hereinafter "Survivor Releasor"), has fully, finally and forever released Canada, her servants, agents, officers and employees, from any and all actions, causes of action, common law, Quebec civil law and statutory liabilities, contracts, claims, and demands of every nature or kind available, asserted for the Survivor Class in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, in the Action or that could have been asserted by any of the Survivor Releasors as individuals in any civil action, whether known or unknown, including for damages, contribution, indemnity, costs, expenses, and interest which any such Survivor Releasor ever had, now has, or may hereafter have due to their attendance as a Day Scholar at any Indian Residential School at any time.
- b. Each Descendant Class Member or, if deceased, their estate (hereinafter "Descendant Releasor"), has fully, finally and forever released Canada, her servants, agents, officers and employees, from any and all actions, causes of action, common law, Quebec civil law and statutory liabilities, contracts, claims, and demands of every nature or kind available, asserted for the Descendant Class in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, in the Action or that could have been asserted by any of the Descendant Releasors as individuals in any civil action, whether known or unknown, including for damages, contribution, indemnity, costs, expenses, and interest which any such Descendant Releasor ever had, now has, or may hereafter have due to their respective parents' attendance as a Day Scholar at any Indian Residential School at any time.
- c. All causes of actions/claims asserted by, and requests for pecuniary, declaratory or other relief with respect to the Survivor Class Members and Descendant Class Members in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015 are dismissed on consent of the Parties without determination on their merits, and will not be adjudicated as part of the determination of the Band Class claims.

- d. Canada may rely on the above-noted releases as a defence to any lawsuit that purports to seek compensation from Canada for the claims of the Survivor Class and Descendant Class as set out in the First Re-Amended Statement of Claim. For additional certainty, however, the above-noted releases and the Approval Order will not be interpreted as if they release, bar or remove any causes of action or claims that Band Class Members may have in law as distinct legal entities or as entities with standing and authority to advance legal claims for the violation of collective rights of their respective Aboriginal peoples, including to the extent such causes of action, claims and/or breaches of rights or duties owed to the Band Class are alleged in the First Re-Amended Statement of Claim filed June 26, 2015, even if those causes of action, claims and/or breaches of rights or duties are based on alleged conduct towards Survivor Class Members or Descendant Class Members set out elsewhere in either of those documents.
- e. Each Survivor Releasor and Descendant Releasor is deemed to agree that, if they make any claim or demand or take any action or proceeding against another person, persons, or entity in which any claim could arise against Canada for damages or contribution or indemnity and/or other relief over, whether by statute, common law, or Quebec civil law, in relation to allegations and matters set out in the Action, including any claim against provinces or territories or other legal entities or groups, including but not limited to religious or other institutions that were in any way involved with Indian Residential Schools, the Survivor Releasor or Descendant Releasor will expressly limit their claim so as to exclude any portion of Canada's responsibility.
- f. Upon a final determination of a Claim made under and in accordance with the Claims Process, each Survivor Releasor and Descendant Releasor is also deemed to agree to release the Parties, Class Counsel, counsel for Canada, the Claims Administrator, the Independent Reviewer, and any other party involved in the Claims Process, with respect to any claims that arise or



could arise out of the application of the Claims Process, including but not limited to the sufficiency of the compensation received.

#### **43. Deemed Consideration by Canada**

43.01 Canada's obligations and liabilities under this Agreement constitute the consideration for the releases and other matters referred to in this Agreement and such consideration is in full and final settlement and satisfaction of any and all claims referred to therein and the Survivor Releasers and Descendant Releasers are limited to the benefits provided and compensation payable pursuant to this Agreement, in whole or in part, as their only recourse on account of any and all such actions, causes of actions, liabilities, claims, and demands.

### **LEGAL FEES AND DISBURSEMENTS**

#### **44. Class Counsel Fees and Disbursements**

44.01 All legal fees and disbursements of Class Counsel, and the representative plaintiffs' proposed honoraria are the subject of the Fee Agreement, which is subject to review and approval by the Court.

44.02 Court approval of the Fee Agreement is separate and distinct from Court approval of this Agreement. In the event that the Court does not approve the Fee Agreement, in whole or in part, it will have no effect on the approval or implementation of this Agreement.

#### **45. No Other Fees or Disbursements to Be Charged**

45.01 The Parties agree that it is their intention that all payments to Survivor Class Members under this Agreement are to be made without any deductions on account of legal fees or disbursements.

## **TERMINATION AND OTHER CONDITIONS**

### **46. Termination of Agreement**

46.01 This Agreement will continue in full force and effect until all obligations under this Agreement are fulfilled and the Court orders that the Agreement is completed.

### **47. Amendments**

47.01 Except as expressly provided in this Agreement, no amendment may be made to this Agreement, including the Schedules, unless agreed to by the Parties in writing and approved by the Court.

### **48. No Assignment**

48.01 No amount payable under this Agreement can be assigned and any such assignment is null and void except as expressly provided for in this Agreement. Where a Day Scholar is deceased or is a Person Under Disability, payment for an approved Claim will be made to their Designated Representative or Personal Representative, respectively.

## **CONFIDENTIALITY**

### **49. Confidentiality**

49.01 Any information provided, created or obtained in the course of this settlement, whether written or oral, will be kept confidential by the Parties and Class Counsel, all Claimants, the Claims Administrator, and the Independent Reviewer and will not be used for any purpose other than this settlement unless otherwise agreed by the Parties, authorized by this Agreement or applicable federal, provincial or territorial privacy legislation, or ordered by the Court.



## 50. Destruction of Claimant Information and Records

- 50.01 Within two (2) years of completing the payments of compensation, the Claims Administrator will destroy all Claimant information and documentation in its possession, unless a Claimant, Designated Representative, or Personal Representative specifically requests the return of such information within the two (2) year period. Upon receipt of such request, the Claims Administrator will forward the Claimant information as directed.
- 50.02 Within two (2) years of rendering a reconsideration decision, the Independent Reviewer will destroy all Claimant information and documentation in their possession, unless a Claimant, Designated Representative, or Personal Representative specifically requests the return of such information within the two (2) year period. Upon receipt of such request, the Independent Reviewer will forward the Claimant information as directed.
- 50.03 Prior to destruction of the records, the Claims Administrator and Independent Reviewer shall create and provide to Canada a list showing the (i) Day Scholar, (ii) School Year(s) of attendance, and (iii) Indian Residential School(s), with respect to which each Day Scholar Compensation Payment was made. Notwithstanding anything else in this Agreement, this list must be retained by Canada in strict confidence and can only be used in a legal proceeding or settlement where it is relevant as demonstrating, which the Parties agree they will do without further proof, which individuals received the Day Scholar Compensation Payment for which School Year(s) and with regard to which Indian Residential School(s).

## 51. Confidentiality of Negotiations

- 51.01 Save as may otherwise be agreed between the Parties, the undertaking of confidentiality as to the discussions and all communications, whether written or oral, made in and surrounding the negotiations leading to the exchanges of letters of offer and acceptance, and this Agreement continues in force.

**CO-OPERATION**

**52. Co-operation With Canada**

52.01 Upon execution of this Agreement, the representative plaintiffs and Class Counsel will co-operate with Canada and make best efforts to obtain Court approval of this Agreement and make reasonable efforts to obtain the support and participation of Survivor Class Members and Descendant Class Members in all aspects of this Agreement.

**53. Public Announcements**

53.01 At the time agreed upon, the Parties will make public announcements in support of this Agreement and continue to speak publicly in favour of the Agreement

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement as of this 4<sup>th</sup> day of June, 2021.



For the Plaintiffs **JOHN KINGMAN PHILLIPS**  
Waddell Phillips Professional Corporation, per **Barister & Solicitor**  
John K. Phillips  
Class Counsel

For the Plaintiffs  
Peter R. Grant Law Corporation, per  
Peter R. Grant  
Class Counsel

JKP

**CO-OPERATION**

**52. Co-operation With Canada**

52.01 Upon execution of this Agreement, the representative plaintiffs and Class Counsel will co-operate with Canada and make best efforts to obtain Court approval of this Agreement and make reasonable efforts to obtain the support and participation of Survivor Class Members and Descendant Class Members in all aspects of this Agreement.

**53. Public Announcements**

53.01 At the time agreed upon, the Parties will make public announcements in support of this Agreement and continue to speak publicly in favour of the Agreement.

**IN WITNESS WHEREOF** the Parties have executed this Agreement as of this 4<sup>TH</sup> day of June, 2021.

\_\_\_\_\_  
For the Plaintiffs  
Waddell Phillips Professional Corporation, per  
John K. Phillips  
Class Counsel

  
\_\_\_\_\_  
For the Plaintiffs  
**Peter R. Grant**  
**Peter Grant Law**  
Peter R. Grant Law Corporation, B.C. #2137  
Peter R. Grant #407-808 Nelson Street  
Class Counsel Vancouver B.C. V8Z 2H2

2021 FC 988 (CanLII)



---

For the Plaintiffs

Diane Soroka Avocate Inc., per  
Diane H. Soroka  
Class Counsel

**Boudreau,  
Annie**

Digitally signed by  
Boudreau, Annie  
Date: 2021.06.03 08:32:16  
-04'00'

---

For the Defendants

Annie Boudreau  
Chief Finances, Results and Delivery Officer  
Crown-Indigenous Relations and Northern  
Affairs Canada



---

For the Plaintiffs

Diane Soroka Avocate Inc., per  
Diane H. Soroka  
Class Counsel

**Boudreau,  
Annie**

Digitally signed by  
Boudreau, Annie  
Date: 2021.06.03 08:32:16  
-04'00'

---

For the Defendants

Annie Boudreau  
Chief Finances, Results and Delivery Officer  
Crown-Indigenous Relations and Northern  
Affairs Canada

**Schedule A**

FEDERAL COURT  
COUR FÉDÉRALE  
Copy of Document  
Copie du document  
Filed / Déposé  
Received / Reçu

Amended Pursuant to the Order of Justice Harrington  
Made June 3, 2015

Court File No. T-1542-13

Date JUN 26 2015  
Registrar   
Greffier

**PROPOSED CLASS PROCEEDING**

FORM 171A - Rule 171

FEDERAL COURT

**BETWEEN:**

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on his own behalf and on behalf of all the members of the TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND and the TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND, <sup>Schedule 11, Amended SOC Band Class</sup>

CHIEF GARRY FESCHUK, on his own behalf and on behalf of all the members of the SECHELT INDIAN BAND and the SECHELT INDIAN BAND,

VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, ~~DOREEN LOUISE SEYMOUR,~~  
CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, ~~VICTOR FRASER,~~ DIENA MARIE  
JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE MATILDA BULPIT,  
FREDERICK JOHNSON, ~~ABIGAIL MARGARET AUGUST, SHELLY NADINE~~  
~~HOEHNE,~~ DAPHNE PAUL, ~~AARON JOE~~ and RITA POULSEN

**PLAINTIFFS**

**and**

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA as represented by  
THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

**DEFENDANT**

**FIRST RE-AMENDED STATEMENT OF CLAIM**

TO THE DEFENDANT

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the Plaintiffs. The claim made against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS PROCEEDING, you or a solicitor acting for you are required to prepare a statement of defence in Form 171B prescribed by the Federal Courts Rules serve it on the plaintiffs' solicitor or, where the plaintiffs do not have a solicitor, serve it on the plaintiffs, and file it, with proof of service, at a local office of this Court, WITHIN 30 DAYS after this statement of claim is served on you, if you are served within Canada.

If you are served in the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is forty days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is sixty days.

Copies of the Federal Court Rules information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO DEFEND THIS PROCEEDING, judgment may be given against you in your absence and without further notice to you.

(Date)

Issued by: \_\_\_\_\_  
(Registry Officer)

Address of local office: \_\_\_\_\_

TO:

Her Majesty the Queen in Right of Canada,  
Minister of Indian Affairs and Northern Development, and  
Attorney General of Canada  
Department of Justice  
900 - 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

## RELIEF SOUGHT

## The Survivor Class

1. The Representative Plaintiffs of the Survivor Class, on their own behalf, and on behalf of the members of the Survivor Class, claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the Federal Court Class Proceedings Rules (“CPR”) and appointing them as Representative Plaintiffs for the Survivor Class and any appropriate subgroup of that Class;~~
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Plaintiffs and the other Survivor Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (c) a Declaration that members of the Survivor Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (d) a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) Aboriginal Rights of the Survivor Class;
- (e) a Declaration that the Residential Schools Policy and the ~~Identified~~ Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Survivor Class;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Survivor Class Representative Plaintiffs and other Survivor Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and Aboriginal Rights and for the intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (g) non-pecuniary general damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, negligence and intentional infliction of mental distress for which Canada is liable;



- (h) pecuniary general damages and special damages for negligence, loss of income, loss of earning potential, loss of economic opportunity, loss of educational opportunities, breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights and and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Survivor Class for which Canada is liable;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable ;
- (j) prejudgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

#### The Descendant Class

2. The Representative Plaintiffs of the Descendant Class, on their own behalf and on behalf of the members of the Descendant Class, claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the CPR and appointing them as Representative Plaintiffs for the Descendant Class and any appropriate subgroup of that Class;~~
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Plaintiffs and the other Descendant Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (c) a Declaration that the Descendant Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (d) a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) Aboriginal Rights of the Descendant Class;
- (e) a Declaration that the Residential Schools Policy and the ~~Identified~~ Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Descendant Class;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Plaintiffs and other Descendant Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-

{01447063.2}

mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the ~~Identified~~ Residential Schools;

- (g) non-pecuniary general damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, for which Canada is liable;
- (h) pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Descendant Class for which Canada is liable;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (j) pre-judgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just;

#### **The Band Class**

#### 3. The Representative Plaintiffs of the Band Class claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the CPR and appointing them as Representative Plaintiffs for the Band Class;~~
- (b) a Declaration that the Sechelt Indian Band (referred to as the shishálh or shishálh band) and Tk'emlúps Band, and all members of the Band Class, have existing Aboriginal Rights ~~within the meaning of s. 35(1) of the Constitution Act, 1982~~ to speak their traditional languages and engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (c) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Band Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;

{01447063.2}

- (d) a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Band Class;
- (e) a Declaration that Canada was or is in breach of the Band Class members' linguistic and cultural rights, (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools; Aboriginal Rights;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Band Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Identified Residential Schools;
- (g) non-pecuniary and pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost of care and development of wellness plans for individual members of the bands in the Band Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Bands for which Canada is liable;
- (h) the construction of healing centres in the Band Class communities by Canada;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (j) pre-judgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

#### DEFINITIONS

4. The following definitions apply for the purposes of this Claim:

- (a) "Aboriginal(s)", "Aboriginal Person(s)" or "Aboriginal Child(ren)" means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;

{01447063.2}



- (b) "Aboriginal Right(s)" means any or all of the aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, s. 35;
- (c) "Act" means the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. I-5 and its predecessors as have been amended from time to time;
- (d) "Agents" means the servants, contractors, agents, officers and employees of Canada and the operators, managers, administrators and teachers and staff of each of the Residential Schools;
- (e) "Agreement" means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006 entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- (f) "Band Class" means the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshááh band and any other Aboriginal Indian Band(s) which:
  - (i) has or had some members who are or were members of the Survivor Class, or in whose community a Residential School is located; and
  - (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically identified Residential Schools.
- (g) "Canada" means the Defendant, Her Majesty the Queen in right of Canada as represented by the Attorney General of Canada;
- (h) "Class" or "Class members" means all members of the Survivor Class, Descendant Class and Band Class as defined herein;
- (i) "Class Period" means 1920 to ~~1979~~1997;
- (j) "Cultural, Linguistic and Social Damage" means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;
- (k) "Descendant Class" means the first generation of all persons who are descended from Survivor Class members or persons who were legally or traditionally adopted by a Survivor Class Member or their spouse;
- (l) "Identified Residential School(s)" means the KIRS or the SIRS ~~or any other Residential School specifically identified by a member of the Band Class;~~
- (m) "KIRS" means the Kamloops Indian Residential School;
- (n) "Residential Schools" means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement;



- (o) "Residential Schools Policy" means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools;
- (p) "SIRS" means the Sechelt Indian Residential School;
- (q) "Survivor Class" means all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at an identified Residential School, during the Class Period excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the Indian Residential Schools Settlement Agreement.

## THE PARTIES

### The Plaintiffs

5. The Plaintiff, Darlene Matilda Bulpit (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Darlene Matilda Bulpit was born on August 23, 1948 and attended the SIRS for nine years, between the years 1954 and 1963. Darlene Matilda Bulpit is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

6. The Plaintiff, Frederick Johnson resides on shíshálh band lands in British Columbia. Frederick Johnson was born on July 21, 1960 and attended the SIRS for ten years, between the years 1966 and 1976. Frederick Johnson is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~7. The Plaintiff, Abigail Margaret August (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Abigail Margaret August was born on August 21, 1954 and attended the SIRS for eight years, between the years 1959 and 1967. Abigail Margaret August is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

~~8. The Plaintiff, Shelly Nadine Hoehne (nee Joe) resides on shishálh band lands in British Columbia. Shelly Nadine Hoehne was born on June 23, 1952 and attended the SIRS for eight years, between the years 1958 and 1966. Shelly Nadine Hoehne is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

9. The Plaintiff, Daphne Paul resides on shishálh band lands in British Columbia. Daphne Paul was born on January 13, 1948 and attended the SIRS for eight years, between the years 1953 and 1961. Daphne Paul is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

10. The Plaintiff, Violet Catherine Gottfriedson resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Violet Catherine Gottfriedson was born on March 30, 1945 and attended the KIRS for four years, between the years 1958 and 1962. Violet Catherine Gottfriedson is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~11. The Plaintiff, Doreen Louise Seymour resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Doreen Louise Seymour was born on September 7, 1955 and attended the KIRS for five years, between the years 1961 and 1966. Doreen Louise Seymour is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

12. The Plaintiff, Charlotte Anne Victorine Gilbert (nee Larue) resides in Williams Lake in British Columbia. Charlotte Anne Victorine Gilbert was born on May 24, 1952 and attended the KIRS for seven years, between the years 1959 and 1966. Charlotte Anne Victorine Gilbert is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~13. The Plaintiff, Victor Fraser (also known as Victor Frezie) resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Victor Fraser was born on June 11, 1957~~

~~and attended the KIRS for six years, between the years 1962 and 1968. Victor Fraser is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

14. The Plaintiff, Diena Marie Jules resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Diena Marie Jules was born on September 12, 1955 and attended the KIRS for six years, between the years 1962 and 1968. Diena Marie Jules is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~15. The Plaintiff, Aaron Joe, resides on shíshálh band lands. Aaron Joe was born on January 19, 1972 and is the son of Valerie Joe, who attended the SIRS as a day scholar. Aaron Joe is a proposed Representative Plaintiff for the Descendant Class.~~

16. The Plaintiff, Rita Poulsen, resides on shíshálh band lands. Rita Poulsen was born on March 8, 1974 and is the daughter of Randy Joe, who attended the SIRS as a day scholar. Rita Poulsen is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Descendant Class.

17. The Plaintiff, Amanda Deanne Big Sorrel Horse resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve. Amanda Deanne Big Sorrel Horse was born on December 26, 1974 and is the daughter of Jo-Anne Gottfriedson who attended the KIRS for six years between the years 1961 and 1967. Amanda Deanne Big Sorrel Horse is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Descendant Class.

18. The Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band are "bands" as defined by the Act and they both ~~propose to~~ act as Representative Plaintiffs for the Band Class. The Band Class members represent the collective interests and authority of each of their respective communities.

19. The individual Plaintiffs and the proposed Survivor and Descendant Class members are largely members of the shishálh band and Tk'emlúps Indian Band, and members of Canada's First Nations and/or are the sons and daughters of members of these Aboriginal collectives. The individual Plaintiffs and Survivor and Descendant Class members are Aboriginal Persons within the meaning of the *Constitution Act, 1982*, s. 35.

#### **The Defendant**

20. Canada is represented in this proceeding by the Attorney General of Canada. The Attorney General of Canada represents the interests of Canada and the Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development Canada and predecessor Ministers who were responsible for “Indians” under s.91(24) of the *Constitution Act, 1867*, and who were, at all material times, responsible for the formation and implementation of the Residential Schools Policy, and the maintenance and operation of the KIRS and the SIRS.

#### **STATEMENT OF FACTS**

21. Over the course of the last several years, Canada has acknowledged the devastating impact of its Residential Schools Policy on Canada's Aboriginal Peoples. Canada's Residential Schools Policy was designed to eradicate Aboriginal culture and identity and assimilate the Aboriginal Peoples of Canada into Euro-Canadian society. Through this policy, Canada ripped away the foundations of identity for generations of Aboriginal People and caused incalculable harm to both individuals and communities.

22. The direct beneficiary of the Residential Schools Policy was Canada as its obligations would be reduced in proportion to the number, and generations, of Aboriginal Persons who would no longer recognize their Aboriginal identity and would reduce their claims to rights

(01447063.2)



under the Act and Canada's fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties.

23. Canada was also a beneficiary of the Residential Schools Policy, as the policy served to weaken the claims of Aboriginal Peoples to their traditional lands and resources. The result was a severing of Aboriginal People from their cultures, traditions and ultimately their lands and resources. This allowed for exploitation of those lands and resources by Canada, not only without Aboriginal Peoples' consent but also, contrary to their interests, the Constitution of Canada and the Royal Proclamation of 1763.

24. The truth of this wrong and the damage it has wrought has now been acknowledged by the Prime Minister on behalf of Canada, and through the pan-Canadian settlement of the claims of those who *resided at* Canada's Residential Schools by way of the Agreement implemented in 2007. Notwithstanding the truth and acknowledgement of the wrong and the damages caused, many members of Canada's Aboriginal communities were excluded from the Agreement, not because they did not *attend* Residential Schools and suffer Cultural, Linguistic and Social Damage, but simply because they did not *reside at* Residential Schools.

25. This claim is on behalf of the members of the Survivor Class, namely those who attended ~~an Identified~~ Residential School for the Cultural, Linguistic and Social Damage occasioned by that attendance, as well as on behalf of the Descendant Class, who are the first generation descendants of those within the Survivor Class, and the Band Class, consisting of the Aboriginal communities within which the ~~Identified~~ Residential Schools were situated, or whose members belong to and within which the majority of the Survivor and Descendant Class members live.

{01447063.2}

26. The claims of the ~~proposed~~ Representative Plaintiffs are for the harm done to the Representative Plaintiffs as a result of members of the Survivor Class *attending* the KIRS and the SIRS and being exposed to the operation of the Residential Schools Policy and do not include the claims arising from residing at the KIRS or the SIRS for which specific compensation has been paid under the Agreement. This claim seeks compensation for the victims of that policy whose claims have been ignored by Canada and were excluded from the compensation in the Agreement.

#### **The Residential School System**

27. Residential Schools were established by Canada prior to 1874, for the education of Aboriginal Children. Commencing in the early twentieth century, Canada began entering into formal agreements with various religious organizations (the “Churches”) for the operation of Residential Schools. Pursuant to these agreements, Canada controlled, regulated, supervised and directed all aspects of the operation of Residential Schools. The Churches assumed the day-to-day operation of many of the Residential Schools under the control, supervision and direction of Canada, for which Canada paid the Churches a *per capita* grant. In 1969, Canada took over operations directly.

28. As of 1920, the Residential Schools Policy included compulsory *attendance* at Residential Schools for all Aboriginal Children aged 7 to 15. Canada removed most Aboriginal Children from their homes and Aboriginal communities and transported them to Residential Schools which were often long distances away. However, in some cases, Aboriginal Children lived in their homes and communities and were similarly required to attend Residential Schools as day students and not residents. This practice applied to even more children in the later years

{01447063.2}

of the Residential Schools Policy. While at Residential School, all Aboriginal Children were confined and deprived of their heritage, their support networks and their way of life, forced to adopt a foreign language and a culture alien to them and punished for non-compliance.

29. The purpose of the Residential Schools Policy was the complete integration and assimilation of Aboriginal Children into the Euro-Canadian culture and the obliteration of their traditional language, culture, religion and way of life. Canada set out and intended to cause the Cultural, Linguistic and Social Damage which has harmed Canada's Aboriginal Peoples and Nations. ~~In addition to the inherent cruelty of the~~ As a result of Canada's requirements for the forced attendance of the Survivor Class members under the Residential Schools Policy itself, many children attending Residential Schools were also subject to spiritual, physical, sexual and emotional abuse, all of which continued until the year 1997, when the last Residential School was closed.

30. Canada chose to be disloyal to its Aboriginal Peoples, implementing the Residential Schools Policy in its own self-interest, including economic self-interest, and to the detriment and exclusion of the interests of the Aboriginal Persons to whom Canada owed fiduciary and constitutionally-mandated duties. The intended eradication of Aboriginal identity, culture, language, and spiritual practices ~~and religion~~, to the extent successful, results in the reduction of the obligations owed by Canada in proportion to the number of individuals, over generations, who would no longer identify as Aboriginal and who would be less likely to make claims to their rights as Aboriginal Persons.

#### **The Effects of the Residential Schools Policy on the Class Members**

##### ***Tk'emlúps Indian Band***

{01447063.2}



31. Tk'emlúpsəmc, 'the people of the confluence', now known as the Tk'emlúps te Secwépəmc Indian Band are members of the northernmost of the Plateau People and of the Interior-Salish Secwépəmc (Shuswap) speaking peoples of British Columbia. The Tk'emlúps Indian Band was established on a reserve now adjacent to the City of Kamloops, where the KIRS was subsequently established. Most, if not all, of the students who *attended*, but did not *reside at* the KIRS were or are members of the Tk'emlúps Indian Band, resident or formerly resident on the reserve.

32. Secwepemctsin is the language of the Secwépəmc, and it is the unique means by which the cultural, ecological, and historical knowledge and experience of the Secwépəmc people is understood and conveyed between generations. It is through language, spiritual practices and passage of culture and traditions including their rituals, drumming, dancing, songs and stories, that the values and beliefs of the Secwépəmc people are captured and shared. From the Secwépəmc perspective all aspects of Secwépəmc knowledge, including their culture, traditions, laws and languages, are vitally and integrally linked to their lands and resources.

33. Language, like the land, was given to the Secwépəmc by the Creator for communication to the people and to the natural world. This communication created a reciprocal and cooperative relationship between the Secwépəmc and the natural world which enabled them to survive and flourish in harsh environments. This knowledge, passed down to the next generation orally, contained the teachings necessary for the maintenance of Secwépəmc culture, traditions, laws and identity.

34. For the Secwépəmc, their spiritual practices, songs, dances, oral histories, stories and ceremonies were an integral part of their lives and societies. These practices and traditions are

{01447063.2}



absolutely vital to maintain. Their songs, dances, drumming and traditional ceremonies connect the Secwépemc to their land and continually remind the Secwépemc of their responsibilities to the land, the resources and to the Secwépemc people.

35. Secwépemc ceremonies and spiritual practices, including their songs, dances, drumming and passage of stories and history, perpetuate their vital teachings and laws relating to the harvest of resources, including medicinal plants, game and fish, and the proper and respectful protection and preservation of resources. For example, in accordance with Secwépemc laws, the Secwépemc sing and pray before harvesting any food, medicines, and other materials from the land, and make an offering to thank the Creator and the spirits for anything they take. The Secwépemc believe that all living things have spirits and must be shown utmost respect. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of Secwépemc culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***Shishálh band***

36. The shishálh Nation, a division of the Coast Salish First Nations, originally occupied the southern portion of the lower coast of British Columbia. The shishálh People settled the area thousands of years ago, and occupied approximately 80 village sites over a vast tract of land. The shishálh People are made up of four sub-groups that speak the language of Shashishalhem, which is a distinct and unique language, although it is part of the Coast Salish Division of the Salishan Language.

37. Shishálh tradition describes the formation of the shishálh world (Spelmulh story). Beginning with the creator spirits, who were sent by the Divine Spirit to form the world, they

carved out valleys leaving a beach along the inlet at Porpoise Bay. Later, the transformers, a male raven and a female mink, added details by carving trees and forming pools of water.

38. The shishálh culture includes singing, dancing and drumming as an integral part of their culture and spiritual practices, a connection with the land and the Creator and passing on the history and beliefs of the people. Through song and dance the shishálh People would tell stories, bless events and even bring about healing. Their songs, dances and drumming also signify critical seasonal events that are integral to the shishálh. Traditions also include making and using masks, baskets, regalia and tools for hunting and fishing. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of the shishálh culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***The Impact of the ~~Identified~~ Residential schools***

39. For all of the Aboriginal Children who were compelled to attend the ~~Identified~~ Residential Schools, rigid discipline was enforced as per the Residential Schools Policy. While at school, children were not allowed to speak their Aboriginal language, even to their parents, and thus members of these Aboriginal communities were forced to learn English.

40. Aboriginal culture was strictly suppressed by the school administrators in compliance with the policy directives of Canada including the Residential Schools Policy. At the SIRS, ~~converts to Catholicism~~ members of shishalh were forced to burn or give to the agents of Canada centuries-old totem poles, regalia, masks and other "paraphernalia of the medicine men" and to abandon their potlatches, dancing and winter festivities, and other elements integral to the Aboriginal culture and society of the shishálh and Secwépemc peoples.

41. Because the SIRS was physically located in the shíshálh community, ~~the church~~ and Canada's ~~government~~ eyes, both directly and through its Agents, were upon the elders and they were punished severely for practising their culture or speaking their language or passing this on to future generations. In the midst of that scrutiny, the Class members struggled, often unsuccessfully, to practice, protect and preserve their songs, masks, dancing or other cultural practices

42. The Tk'emlúps te Secwépemc suffered a similar fate due to their proximity to the KIRS.

43. The children at the ~~Identified~~ Residential Schools were ~~indoctrinated into Christianity~~, and taught to be ashamed of their Aboriginal identity, culture, spirituality and practices. They were referred to as, amongst other derogatory epithets, "dirty savages" and "heathens" and taught to shun their very identities. The Class members' Aboriginal way of life, traditions, cultures and spiritual practices were supplanted with the Euro-Canadian identity imposed upon them by Canada through the Residential Schools Policy.

44. This implementation of the Residential Schools Policy further damaged the Survivor Class members of the ~~Identified~~ Residential Schools, who returned to their homes at the end of the school day and, having been taught in the school that the traditional teachings of their parents, grandparents and elders were of no value and, in some cases, "heathen" practices and beliefs, would dismiss the teachings of their parents, grandparents and elders.

45. The assault on their traditions, laws, language and culture through the implementation of the Residential Schools Policy by Canada, directly and through its

{01447063.2}



Agents, has continued to undermine the individual Survivor Class members, causing a loss of self-esteem, depression, anxiety, suicidal ideation, suicide, physical illnesses without clear causes, difficulties in parenting, difficulties in maintaining positive relationships, substance abuse and violence, among other harms and losses, all of which has impacted the Descendant Class.

46. The Band Class members have lost, in whole or in part, their traditional economic viability, self-government and laws, language, land base and land-based teachings, traditional spiritual practices and religious practices, and the integral sense of their collective identity.

47. The Residential Schools Policy, delivered through the ~~Identified~~ Residential Schools, wrought cultural, linguistic and social devastation on the communities of the Band Class and altered their traditional way of life.

#### **Canada's Settlement with Former Residential School Residents**

48. From the closure of the ~~Identified~~ Residential Schools ~~in the 1970's~~ until the late 1990's, Canada's Aboriginal communities were left to battle the damages and suffering of their members as a result of the Residential Schools Policy, without any acknowledgement from Canada. During this period, Residential School survivors increasingly began speaking out about the horrible conditions and abuse they suffered, and the dramatic impact it had on their lives. At the same time, many survivors committed suicide or self-medicated to the point of death. The deaths devastated not only the members of the Survivor Class and the Descendant Class, but also the life and stability of the communities represented by the Band Class.

{01447063.2}



49. In January 1998, Canada issued a Statement of Reconciliation acknowledging and apologizing for the failures of the Residential Schools Policy. Canada admitted that the Residential Schools Policy was designed to assimilate Aboriginal Persons and that it was wrong to pursue that goal. The Plaintiffs plead that the Statement of Reconciliation by Canada is an admission by Canada of the facts and duties set out herein and is relevant to the Plaintiffs' claim for damages, particularly punitive damages.

50. The Statement of Reconciliation stated, in part, as follows:

*Sadly, our history with respect to the treatment of Aboriginal people is not something in which we can take pride. Attitudes of racial and cultural superiority led to a suppression of Aboriginal culture and values. As a country we are burdened by past actions that resulted in weakening the identity of Aboriginal peoples, suppressing their languages and cultures, and outlawing spiritual practices. We must recognize the impact of these actions on the once self sustaining nations that were disaggregated, disrupted, limited or even destroyed by the dispossession of traditional territory, by the relocation of Aboriginal people, and by some provisions of the Indian Act. We must acknowledge that the results of these actions was the erosion of the political, economic and social systems of Aboriginal people and nations.*

*Against the backdrop of these historical legacies, it is a remarkable tribute to the strength and endurance of Aboriginal people that they have maintained their historic diversity and identity. The Government of Canada today formally expresses to all Aboriginal people in Canada our profound regret for past actions of the Federal Government which have contributed to these difficult pages in the history of our relationship together.*

*One aspect of our relationship with Aboriginal people over this period that requires particular attention is the Residential School System. This system separated many children from their families and communities and prevented them from speaking their own languages and from learning about their heritage and cultures. In the worst cases, it left legacies of personal pain and distress that continued to reverberate in Aboriginal communities to this date. Tragically, some children were the victims of physical and sexual abuse.*

*The Government of Canada acknowledges the role it played in the development and administration of these schools. Particularly to those individuals who experienced the tragedy of sexual and physical abuse at Residential Schools, and who have carried this burden believing that in some way they must be responsible, we wish to emphasize that what you experienced was not your fault and should never have happened. To those of you who suffered this tragedy at Residential Schools, we are deeply sorry. In dealing with the legacies of the Residential School program, the Government of Canada proposes to work with First Nations, Inuit, Metis people, the Churches and other interested parties to resolve the longstanding issues that must be addressed. We need to work together on a healing strategy to assist individuals and communities in dealing with the consequences of this sad era of our history...*

*Reconciliation is an ongoing process. In renewing our partnership, we must ensure that the mistakes which marked our past relationship are not repeated. The Government of Canada recognizes that policies that sought to assimilate Aboriginal people, women and men, were not the way to build a strong community...*

51. On or about May 10, 2006, Canada entered into the Agreement to provide compensation primarily to those who *resided at Residential Schools*.

52. The Agreement provides for two types of individualized compensation: the Common Experience Payment ("CEP") for the fact of having resided at a Residential School, and compensation based upon an Independent Assessment Process ("IAP"), to provide compensation for certain abuses suffered and harms these abuses caused.

53. The CEP consisted of compensation for former *residents* of a Residential School in the amount of \$10,000 for the first school year or part of a school year and a further \$3,000 for each subsequent school year or part of a school year of *residence* at a Residential School. The CEP was payable based upon residence at a Residential School out of a recognition that the experience of assimilation was damaging and worthy of compensation, regardless of whether a student experienced physical, sexual or other abuse while at the Residential School.

Compensation for the latter was payable through the IAP. The CEP was available only to former

(01447063.2)

*residents* of a Residential School while, in some cases, the IAP was available not only to former residents but also other young people who were lawfully on the premises of a Residential School, including former day students.

54. The implementation of the Agreement represented the first time Canada agreed to pay compensation for Cultural, Linguistic and Social Damage. Canada refused to incorporate compensation for members of the Survivor Class, namely, those students who *attended* the ~~Identified Residential Schools, or other~~ Residential Schools, but who did not *reside* there.

55. The Agreement was approved by provincial and territorial superior courts from British Columbia to Quebec, and including the Northwest Territories, Yukon Territory and Nunavut, and the Agreement was implemented beginning on September 20, 2007.

56. On June 11, 2008, Prime Minister Stephen Harper on behalf of Canada, delivered an apology (“Apology”) that acknowledged the harm done by Canada’s Residential Schools Policy:

*For more than a century, Indian Residential Schools separated over 150,000 Aboriginal children from their families and communities. In the 1870's, the federal government, partly in order to meet its obligation to educate Aboriginal children, began to play a role in the development and administration of these schools. Two primary objectives of the Residential Schools system were to remove and isolate children from the influence of their homes, families, traditions and cultures, and to assimilate them into the dominant culture. These objectives were based on the assumption Aboriginal cultures and spiritual beliefs were inferior and unequal. Indeed, some sought, as it was infamously said, "to kill the Indian in the child". Today, we recognize that this policy of assimilation was wrong, has caused great harm, and has no place in our country. [emphasis added]*

57. In this Apology, the Prime Minister made some important acknowledgments regarding the Residential Schools Policy and its impact on Aboriginal Children:

{01447063.2}



*The Government of Canada built an educational system in which very young children were often forcibly removed from their homes, often taken far from their communities. Many were inadequately fed, clothed and housed. All were deprived of the care and nurturing of their parents, grandparents and communities. First Nations, Inuit and Métis languages and cultural practices were prohibited in these schools. Tragically, some of these children died while attending residential schools and others never returned home.*

*The government now recognizes that the consequences of the Indian Residential Schools policy were profoundly negative and that this policy has had a lasting and damaging impact on Aboriginal culture, heritage and language.*

*The legacy of Indian Residential Schools has contributed to social problems that continue to exist in many communities today.*

\* \* \*

*We now recognize that it was wrong to separate children from rich and vibrant cultures and traditions, that it created a void in many lives and communities, and we apologize for having done this. We now recognize that, in separating children from their families, we undermined the ability of many to adequately parent their own children and sowed the seeds for generations to follow, and we apologize for having done this. We now recognize that, far too often, these institutions gave rise to abuse or neglect and were inadequately controlled, and we apologize for failing to protect you. Not only did you suffer these abuses as children, but as you became parents, you were powerless to protect your own children from suffering the same experience, and for this we are sorry.*

*The burden of this experience has been on your shoulders for far too long. The burden is properly ours as a Government, and as a country. There is no place in Canada for the attitudes that inspired the Indian Residential Schools system to ever prevail again. You have been working on recovering from this experience for a long time and in a very real sense, we are now joining you on this journey. The Government of Canada sincerely apologizes and asks the forgiveness of the Aboriginal peoples of this country for failing them so profoundly.*

58. Notwithstanding the Apology and the acknowledgment of wrongful conduct by Canada, as well as the call for recognition from Canada's Aboriginal communities and from the *Truth and Reconciliation Commission* in its Interim Report of February 2012, the exclusion of

{01447063.2}



the Survivor Class from the Agreement by Canada reflects Canada's continued failure to members of the Survivor Class. Canada continues, as it did from the 1970s until 2006 with respect to 'residential students', to deny the damage suffered by the individual Plaintiffs and the members of the Survivor, Descendant and Band Classes.

#### **Canada's Breach of Duties to the Class Members**

59. From the formation of the Residential Schools Policy to its execution in the form of forced attendance at the Identified Residential Schools, Canada utterly failed the Survivor Class members, and in so doing, destroyed the foundations of the individual identities of the Survivor Class members, stole the heritage of the Descendant Class members and caused incalculable losses to the Band Class members.

60. The Survivor Class members, Descendant Class members and Band Class members have all been affected by family dysfunction, a crippling or elimination of traditional ceremonies, and a loss of the hereditary governance structure which allowed for the ability to govern their peoples and their lands.

61. While attending the Identified Residential School the Survivor Class members were utterly vulnerable, and Canada owed them the highest fiduciary, moral, statutory, constitutionally-mandated and common law duties, which included, but were not limited to, the duty to protect Aboriginal Rights and prevent Cultural, Linguistic and Social Damage. Canada breached these duties, and failed in its special responsibility to ensure the safety and well-being of the Survivor Class while at the Identified Residential Schools.

#### **Canada's Duties**

{01447063.2}

62. Canada was responsible for developing and implementing all aspects of the Residential Schools Policy, including carrying out all operational and administrative aspects of Residential Schools. While the Churches were often used as Canada's Agents to assist Canada in carrying out its objectives, those objectives and the manner in which they were carried out were the obligations of Canada. Canada was responsible for:

- (a) the administration of the Act and its predecessor statutes as well as all other statutes relating to Aboriginal Persons and all Regulations promulgated under these Acts and their predecessors during the Class Period;
- (b) the management, operation and administration of the Department of Indian Affairs and Northern Development and its predecessors and related Ministries and Departments, as well as the decisions taken by those ministries and departments;
- (c) the construction, operation, maintenance, ownership, financing, administration, supervision, inspection and auditing of the ~~Identified~~ Residential Schools and for the creation, design and implementation of the program of education for Aboriginal Persons in attendance;
- (d) the selection, control, training, supervision and regulation of the operators of the ~~Identified~~ Residential Schools, including their employees, servants, officers and agents, and for the care and education, control and well being of Aboriginal Persons attending the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (e) preserving, promoting, maintaining and not interfering with Aboriginal Rights, including the right to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions and the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities; and
- (f) the care and supervision of all members of the Survivor Class while they were in attendance at the ~~Identified~~ Residential Schools during the Class Period.

63. Further, Canada has at all material times committed itself to honour international law in relation to the treatment of its people, which obligations form minimum commitments to Canada's Aboriginal Peoples, including the Survivor, Descendant and Band Classes, and which have been breached. In particular, Canada's breaches include the failure to comply with the terms and spirit of:

{01447063.2}

- (a) the *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951., and in particular Article 2(b), (c) and (e) of that convention, by engaging in the intentional destruction of the culture of Aboriginal Children and communities, causing profound and permanent cultural, psychological, emotional and physical injuries to the Class;
- (b) the *Declaration of the Rights of the Child* (1959) G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354 by failing to provide Aboriginal Children with the means necessary for normal development, both materially and spiritually, and failing to put them in a position to earn a livelihood and protect them against exploitation;
- (c) the *Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), and in particular Articles 29 and 30 of that convention, by failing to provide Aboriginal Children with education that is directed to the development of respect for their parents, their cultural identities, language and values, and by denying the right of Aboriginal Children to enjoy their own cultures, to profess and practise their own religions and to use their own languages;
- (d) the *International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976, in particular Articles 1 and 27 of that convention, by interfering with Class members' rights to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions, the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities and the right to teach their culture, spirituality, language and traditions to their own children, grandchildren, extended families and communities.
- (e) the *American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992), and in particular Article XIII, by violating Class members' right to take part in the cultural life of their communities.
- (f) the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010, and in particular article 8, 2(d), which commits to the provision of effective mechanisms for redress for forced assimilation.

64. Canada's obligations under international law inform Canada's common law, statutory, fiduciary, constitutionally-mandated and other duties, and a breach of the aforementioned international obligations is evidence of, or constitutes, a breach under domestic law.

{01447063.2}



***Breach of Fiduciary and Constitutionally-Mandated Duties***

65. Canada has constitutional obligations to, and a fiduciary relationship with, Aboriginal People in Canada. Canada created, planned, established, set up, initiated, operated, financed, supervised, controlled and regulated the ~~Identified~~ Residential Schools and established the Residential Schools Policy. Through these acts, and by virtue of the *Constitution Act 1867*, the *Constitution Act, 1982*, and the provisions of the Act, as amended, Canada assumed the power and obligation to act in a fiduciary capacity with respect to the education and welfare of Class members.

66. Canada's constitutional duties include the obligation to uphold the honour of the Crown in all of its dealings with Aboriginal Peoples, including the Class members. This obligation arose with the Crown's assertion of sovereignty from the time of first contact and continues through post-treaty relationships. This is and remains an obligation of the Crown and was an obligation on the Crown at all material times. The honour of the Crown is a legal principle which requires the Crown to operate at all material times in its relations with Aboriginal Peoples from contact to post-treaty in the most honourable manner to protect the interests of the Aboriginal Peoples.

67. Canada's fiduciary duties obliged Canada to act as a protector of Class members' Aboriginal Rights, including the protection and preservation of their language, culture and their way of life, and the duty to take corrective steps to restore the Plaintiffs' culture, history and status, or assist them to do so. At a minimum, Canada's duty to Aboriginal Persons included the duty not to deliberately reduce the number of the beneficiaries to whom Canada owed its duties.

{01447063.2}



68. Canada's fiduciary duties and the duties otherwise imposed by the constitutional mandate assumed by Canada extend to the Descendant Class because the purpose of the assumption of control over the Survivor Class education was to eradicate from those Aboriginal Children their culture and identity, thereby removing their ability, as adults, to pass on to succeeding generations the linguistic, spiritual, cultural and behavioural bases of their people, as well as to relate to their families and communities and, ultimately, their ability to identify themselves as Aboriginal Persons to whom Canada owed its duties.

69. The fiduciary and constitutional duties owed by Canada extend to the Band Class because the Residential Schools Policy was intended to, and did, undermine and seek to destroy the way of life established and enjoyed by these Nations whose identities were and are viewed as collective.

70. Canada acted in its own self-interest and contrary to the interests of Aboriginal Children, not only by being disloyal to, but by actually betraying the Aboriginal Children and communities whom it had a duty to protect. Canada wrongfully exercised its discretion and power over Aboriginal People, and in particular children, for its own benefit. The Residential Schools Policy was pursued by Canada, in whole or in part, to eradicate what Canada saw as the "Indian Problem". Namely, Canada sought to relieve itself of its moral and financial responsibilities for Aboriginal People, the expense and inconvenience of dealing with cultures, languages, habits and values different from Canada's predominant Euro-Canadian heritage, and the challenges arising from land claims.

71. In breach of its ongoing fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Survivor, Descendant and Band Classes, Canada failed, and continues to fail, to

{01447063.2}

adequately remediate the damage caused by its wrongful acts, failures and omissions. In particular, Canada has failed to take adequate measures to ameliorate the Cultural, Linguistic and Social Damage suffered by the Survivor, Descendant and Band Classes, notwithstanding Canada's admission of the wrongfulness of the Residential Schools Policy since 1998.

*Breach of Aboriginal Rights*

72. The shíshálh and Tk'emlúps people, and indeed all members of the Band Class, from whom the individual Plaintiffs have descended have exercised laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans, these Nations have sustained their individual members, communities and distinctive cultures by speaking their languages and practicing their customs and traditions.

73. During the time when Survivor Class members attended the ~~Identified~~ Residential Schools, in compliance with the Residential Schools Policy, they were taught to speak English, were punished for using their traditional languages and were made ashamed of their traditional language and way of life. Consequently, by reason of the attendance at the ~~Identified~~ Residential Schools, the Survivor Class members' ability to speak their traditional languages and practice their shíshálh, Tk'emlúps, and other, spiritual, religious and cultural activities was seriously impaired and, in some cases, lost entirely. These Class members were denied the ability to exercise and enjoy their Aboriginal Rights, both individually and in the context of their collective expression within the Bands, some particulars of which include, but are not limited to:

- (a) shíshálh, Tk'emlúps and other Aboriginal cultural, spiritual and traditional activities have been lost or impaired;

- (b) the traditional social structures, including the equal authority of male and female leaders have been lost or impaired;
- (c) the shishálh, Tk'emlúps and other Aboriginal languages have been lost or impaired;
- (d) traditional shishálh, Tk'emlúps and Aboriginal parenting skills have been lost or impaired;
- (e) shishálh, Tk'emlúps and other Aboriginal skills for gathering, harvesting, hunting and preparing traditional foods have been lost or impaired; and,
- (f) shishálh, Tk'emlúps and Aboriginal spiritual beliefs have been lost or impaired.

74. The interference in the Aboriginal Rights of the Survivor Class has resulted in that same loss being suffered by their descendants and communities, namely the Descendant and Band Classes, all of which was the result sought by Canada.

75. Canada had at all material times and continues to have a duty to protect the Class members' Aboriginal Rights, including the exercise of their spiritual practices and traditional protection of their lands and resources, and an obligation not to undermine or interfere with the individual Plaintiffs' and Class members' Aboriginal Rights. Canada has failed in these duties, without justification, through its Residential Schools Policy.

***Intentional Infliction of Mental Distress***

76. The design and implementation of the Residential Schools Policy as a program of assimilation to eradicate Aboriginal culture constituted flagrant, extreme and outrageous conduct which was plainly calculated to result in the Cultural, Social and Linguistic Damage, and the mental distress arising from that damage, which was actually suffered by the members of the Survivor and Descendant Classes.

***Negligence giving rise to Spiritual, ~~Physical, Sexual,~~ Emotional and Mental Abuse***

{01447063.2}



77. Through its Agents, Canada was negligent and in breach of its duties of care to the Survivor Class, particulars of which include, but are not limited to, the following:

- (a) it failed to adequately screen and select the individuals ~~to whom it delegated who it hired either directly or through its Agents~~ for the operation of the ~~Identified~~ Residential Schools, to adequately supervise and control the operations of the ~~Identified~~ Residential Schools, and to protect Aboriginal children from spiritual, ~~physical, sexual,~~ emotional and mental abuse at the ~~Identified~~ Residential Schools, and as a result, such abuses did occur to Survivor Class members and Canada is liable for such abuses;
- (b) it failed to respond appropriately or at all to disclosure of abuses in the ~~Identified~~ Residential Schools, and in fact, covered up such abuse and suppressed information relating to those abuses; and
- (c) it failed to recognize and acknowledge harm once it occurred, to prevent additional harm from occurring and to, whenever and to the extent possible, provide appropriate treatment to those who were harmed.

*Vicarious Liability*

78. Through its Agents, Canada breached its duty of care to the Survivor Class resulting in damages to the Survivor Class and is vicariously liable for all of the breaches and abuses committed on its behalf.

79. Further, or in the alternative, Canada is vicariously liable for the negligent performance of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties of its Agents.

80. Additionally, the Plaintiffs hold Canada solely responsible for the creation and implementation of the Residential Schools Policy and, furthermore:

- a. The Plaintiffs expressly waive any and all rights they may possess to recover from Canada, or any other party, any portion of the Plaintiffs' loss that may be attributable to the fault or liability of any third-party and for which Canada might reasonably be entitled to claim from any one or more third-party for contribution.



indemnity or an apportionment at common law, in equity, or pursuant to the British Columbia *Negligence Act*, R.S.B.C. 1996, c. 333, as amended; and

- b. The Plaintiffs will not seek to recover from any party, other than Canada, any portion of their losses which have been claimed, or could have been claimed, against any third-parties.

### **Damages**

81. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of mental distress and the breaches of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Survivor Class members, including the Representative Plaintiffs, suffered injury and damages including:

- (a) loss of language, culture, spirituality, and Aboriginal identity;
- (b) emotional and psychological harm;
- (c) isolation from their family, community and Nation;
- (d) deprivation of the fundamental elements of an education, including basic literacy;
- (e) an impairment of mental and emotional health, in some cases amounting to a permanent disability;
- (f) an impaired ability to trust other people, to form or sustain intimate relationships, to participate in normal family life, or to control anger;
- (g) a propensity to addiction;
- (h) alienation from community, family, spouses and children;
- (i) an impaired ability to enjoy and participate in recreational, social, cultural, athletic and employment activities;
- (j) an impairment of the capacity to function in the work place and a permanent impairment in the capacity to earn income;
- (k) deprivation of education and skills necessary to obtain gainfully employment;
- (l) the need for ongoing psychological, psychiatric and medical treatment for illnesses and other disorders resulting from the Residential School experience;
- (m) sexual dysfunction;

(01447063.2)

- (n) depression, anxiety and emotional dysfunction;
- (o) suicidal tendencies;
- (p) pain and suffering;
- (q) loss of self-esteem and feelings of degradation, shame, fear and loneliness,;
- (r) nightmares, flashbacks and sleeping problems;
- (s) fear, humiliation and embarrassment as a child and adult;
- (t) sexual confusion and disorientation as a child and young adult;
- (u) impaired ability to express emotions in a normal and healthy manner;
- (v) loss of ability to participate in, or fulfill, cultural practices and duties;
- (w) loss of ability to live in their community and Nation; and
- (x) constant and intense emotional, psychological pain and suffering.

82. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of harm and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Descendant Class members, including the Representative Plaintiffs, suffered injury and damages including:

- (a) their relationships with Survivor Class members were impaired, damaged and distorted as a result of the experiences of Survivor Class members in the ~~Identified~~ Residential Schools; and,
- (b) their culture and languages were undermined and in some cases eradicated by, amongst other things, as pleaded, the forced assimilation of Survivor Class members into Euro-Canadian culture through the operation of the ~~Identified~~ Residential Schools.

83. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of harm and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Band Class has suffered from the loss of the ability to fully exercise their Aboriginal Rights collectively, including the right to have a traditional government based on their own languages, spiritual practices, traditional laws

{01447063.2}

and practices and to have those traditions fully respected by the members of the Survivor and Descendant Classes and subsequent generations, all of which flowed directly from the individual losses of the Survivor Class and Descendant Class members' Cultural, Linguistic and Social Damage.

#### **Grounds for Punitive and Aggravated Damages**

84. Canada deliberately planned the eradication of the language, religion and culture of Survivor Class members and Descendant Class members, and the destruction of the Band Class. The actions were malicious and intended to cause harm, and in the circumstances punitive and aggravated damages are appropriate and necessary.

85. The Class members plead that Canada and its Agents had specific and complete knowledge of the widespread physical, psychological, emotional, cultural and sexual abuses of Survivor Class members that were occurring at the ~~Identified~~ Residential Schools.

86. Despite this knowledge, Canada continued to operate the Residential Schools and took no steps, or in the alternative no reasonable steps, to protect the Survivor Class members from these abuses and the grievous harms that arose as a result. In the circumstances, the failure to act on that knowledge to protect vulnerable children in Canada's care amounts to a wanton and reckless disregard for their safety and renders punitive and aggravated damages both appropriate and necessary.

#### **Legal Basis of Claim**

87. The Survivor and Descendant Class members are Indians as defined by the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. 1-5. The Band Class members are bands made up of Indians so defined.

{01447063.2}

88. The Class members' Aboriginal Rights existed and were exercised at all relevant times pursuant to the *Constitution Act, 1982*, s. 35, being Schedule B to the *Canada Act 1982* (UK), 1982, c. 11.

89. At all material times, Canada owed the Plaintiffs and Class members a special and constitutionally-mandated duty of care, good faith, honesty and loyalty pursuant to Canada's constitutional obligations and Canada's duty to act in the best interests of Aboriginal People and especially Aboriginal Children who were particularly vulnerable. Canada breached those duties, causing harm.

90. The Class members descend from Aboriginal Peoples who have exercised their respective laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans to the present, the Aboriginal Peoples from whom the Plaintiffs and Class members descend have sustained their people, communities and distinctive culture by exercising their respective laws, customs and traditions in relation to their entire way of life, including language, dance, music, recreation, art, family, marriage and communal responsibilities, and use of resources.

#### **Constitutionality of Sections of the *Indian Act***

91. The Class members plead that any section of the Act and its predecessors and any Regulation passed under the Act and any other statutes relating to Aboriginal Persons that provide or purport to provide the statutory authority for the eradication of Aboriginal People through the destruction of their languages, culture, practices, traditions and way of life, are in violation of sections 25 and 35(1) of the *Constitution Act* 1982, sections 1 and 2 of the *Canadian*



*Bill of Rights*, R.S.C. 1985, as well as sections 7 and 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and should therefore be treated as having no force and effect.

92. Canada deliberately planned the eradication of the language, spirituality and culture of the Plaintiffs and Class members.

93. Canada's actions were deliberate and malicious and in the circumstances, punitive, exemplary and aggravated damages are appropriate and necessary.

94. The Plaintiffs plead and rely upon the following:

*Federal Courts Act*, R.S.C., 1985, c. F-7, s. 17;

*Federal Courts Rules*, SOR/98-106, Part 5.1 Class Proceedings;

*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. 1985, c. C-50, ss. 3, 21, 22, and 23;

*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, ss. 7, 15 and 24;

*Constitution Act, 1982*, ss. 25 and 35(1),

*Negligence Act (British Columbia)*, R.S.B.C. 1996, c. 333;

*The Canadian Bill of Rights*, R.S.C. 1985, App. III, Preamble, ss. 1 and 2;

*The Indian Act*, R.S.C. 1985, ss. 2(1), 3, 18(2), 114-122 and its predecessors.

International Treaties:

*Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951;

*Declaration of the Rights of the Child (1959)*, G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354;

*Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989);


*International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976;

*American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V/II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992); and

*United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010.

The plaintiffs propose that this action be tried at Vancouver, BC.

June 11<sup>th</sup>, 2013

  
Peter R. Grant, on behalf of  
all Solicitors for the Plaintiffs

*Solicitors for the Plaintiffs*

~~Len Marchand  
Fulton & Company LLP  
#300-350 Lansdowne Street  
Kamloops, BC  
V2C 1Y4  
Tel: (250) 372-5542  
Fax: (250) 851-2300~~

) Contact and Address for Service  
) for the Plaintiffs

Peter R. Grant  
Peter Grant & Associates  
Barristers and Solicitors

(01447063.2)

900 - 777 Hornby Street  
Vancouver, BC  
V6Z 1S4  
Tel: (604) 685-1229  
Fax: (604) 685-0244

John Kingman Phillips  
Phillips Gill LLP, Barristers  
Suite 200  
33 Jarvis Street  
Toronto, ON  
M5E 1N3  
Tel: (647) 220-7420  
Fax: (416) 703-1955

**Schedule B**

Federal Court



Cour fédérale

**Date: 20150618**

**Docket: T-1542-12**

**Citation: 2015 FC 766**

**Ottawa, Ontario, June 18, 2015**

**PRESENT: The Honourable Mr. Justice Harrington**

**PROPOSED CLASS ACTION**

**BETWEEN:**

**CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON,  
ON HIS OWN BEHALF AND ON BEHALF OF  
ALL THE MEMBERS OF THE TK'EMLÚPS  
TE SECWÉPEMC INDIAN BAND AND THE  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC INDIAN  
BAND, CHIEF GARRY FESCHUK, ON HIS  
OWN BEHALF AND ON BEHALF OF ALL  
MEMBERS OF THE SECHELT INDIAN  
BAND AND THE SECHELT INDIAN BAND,  
VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON,  
DOREEN LOUISE SEYMOUR, CHARLOTTE  
ANNE VICTORINE GILBERT, VICTOR  
FRASER, DIENA MARIE JULES, AMANDA  
DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE  
MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON,  
ABIGAIL MARGARET AUGUST, SHELLY  
NADINE HOEHNE, DAPHNE PAUL, AARON  
JOE AND RITA POULSEN**

**Plaintiffs**

**and**

**HER MAJESTY THE QUEEN  
IN RIGHT OF CANADA**

**Defendant**

**ORDER**



**FOR REASONS GIVEN** on 3 June 2015, reported at 2015 FC 706;

**THIS COURT ORDERS that:**

1. The above captioned proceeding shall be certified as a class proceeding with the following conditions:

a. The Classes shall be defined as follows:

Survivor Class: all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at a Residential School, during the Class Period, excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the Indian Residential Schools Settlement Agreement.

Descendant Class: the first generation of persons descended from Survivor Class Members or persons who were legally or traditionally adopted by a Survivor Class Member or their spouse.

Band Class: the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the Sechelt Indian Band and any other Indian Band(s) which:

- (i) has or had some members who are or were members of the Survivor Class, or in whose community a Residential School is located; and
- (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically Identified Residential Schools.

b. The Representative Plaintiffs shall be:

For the Survivor Class:

Violet Catherine Gottfriedson  
Charlotte Anne Victorine Gilbert  
Diena Marie Jules  
Darlene Matilda Bulpit  
Frederick Johnson  
Daphne Paul

For the Descendant Class:

Amanda Deanne Big Sorrel Horse  
Rita Poulsen

For the Band Class:

Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band  
Sechelt Indian Band

c. The Nature of the Claims are:

Breaches of fiduciary and constitutionally mandated duties, breach of Aboriginal Rights, intentional infliction of mental distress, breaches of International Conventions and/or Covenants, breaches of international law, and negligence committed by or on behalf Canada for which Canada is liable.

d. The Relief claimed is as follows:

By the Survivor Class:

- i. a Declaration that Canada owed and was in breach of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Survivor Class Representative Plaintiffs and the other Survivor Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the Residential Schools;
- ii. a Declaration that members of the Survivor Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- iii. a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) of the Survivor Class;
- iv. a Declaration that the Residential Schools Policy and the Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Survivor Class;
- v. a Declaration that Canada is liable to the Survivor Class Representative Plaintiffs and other Survivor Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and Aboriginal Rights and for the intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose,

Page: 5

establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Residential Schools;

- vi. general damages for negligence, breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, Aboriginal Rights and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, for which Canada is liable;
- vii. pecuniary damages and special damages for negligence, loss of income, loss of earning potential, loss of economic opportunity, loss of educational opportunities, breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, Aboriginal Rights and for intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Survivor Class for which Canada is liable;
- viii. exemplary and punitive damages for which Canada is liable; and
- ix. pre-judgment and post-judgment interest and costs.



By the Descendant Class:

- i. a Declaration that Canada owed and was in breach of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties owed to the Descendant Class Representative Plaintiffs and the other Descendant Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the Residential Schools;
- ii. a Declaration that the Descendant Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner
- iii. a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) of the Descendant Class;
- iv. a Declaration that the Residential Schools Policy and the Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Descendant Class;
- v. a Declaration that Canada is liable to the Descendant Class Representative Plaintiffs and other Descendant Class members for the damages caused by its breach of fiduciary and constitutionally-mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the Residential Schools;

Page: 7

- vi. general damages for breach of fiduciary and constitutionally-mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, for which Canada is liable;
- vii. pecuniary damages and special damages for breach of fiduciary and constitutionally-mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Descendant Class for which Canada is liable;
- viii. exemplary and punitive damages for which Canada is liable; and
- ix. pre-judgment and post-judgment interest and costs.

By the Band Class:

- i. a Declaration that the Sechelt Indian Band and Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band, and all members of the Band Class, have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- ii. a Declaration that Canada owed and was in breach of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Band Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance,

- obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;
- iii. a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Band Class;
  - iv. a Declaration that Canada was or is in breach of the Band Class members' linguistic and cultural rights, (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools;
  - v. a Declaration that Canada is liable to the Band Class members for the damages caused by its breach of fiduciary and constitutionally mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Identified Residential Schools;
  - vi. non-pecuniary and pecuniary damages and special damages for breach of fiduciary and constitutionally mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost

of care and development of wellness plans for members of the bands in the Band Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Band Class for which Canada is liable;

- vii. The construction and maintenance of healing and education centres in the Band Class communities and such further and other centres or operations as may mitigate the losses suffered and that this Honourable Court may find to be appropriate and just;
- viii. exemplary and punitive damages for which Canada is liable; and
- ix. pre-judgment and post-judgment interest and costs.

e. The Common Questions of Law or Fact are:

- a. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach a fiduciary duty owed to the Survivor, Descendant and Band Class, or any of them, not to destroy their language and culture?
- b. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach the cultural and/or linguistic rights, be they Aboriginal Rights or otherwise of the Survivor, Descendant and Band Class, or any of them?



- c. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach a fiduciary duty owed to the Survivor Class to protect them from actionable mental harm?
  - d. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach a duty of care owed to the Survivor Class to protect them from actionable mental harm?
  - e. If the answer to any of (a)-(d) above is yes, can the Court make an aggregate assessment of the damages suffered by the Class as part of the common issues trial?
  - f. If the answer to any of (a)-(d) above is yes, was the Defendant guilty of conduct that justifies an award of punitive damages; and
  - g. If the answer to (f) above is yes, what amount of punitive damages ought to be awarded?
- f. The following definitions apply to this Order:
- a. “Aboriginal(s)”, “Aboriginal Person(s)” or “Aboriginal Child(ren)” means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, s. 35;
  - b. “Aboriginal Right(s)” means any or all of the Aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, section. 35;

- c. "Act" means the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. I-5 and its predecessors as have been amended from time to time;
- d. "Agreement" means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006 entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- e. "Canada" means the Defendant, Her Majesty the Queen;
- f. "Class Period" means 1920 to 1997;
- g. "Cultural, Linguistic and Social Damage" means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;
- h. "Identified Residential School(s)" means the KIRS or the SIRS or any other Residential School specifically identified as a member of the Band Class;
- i. "KIRS" means the Kamloops Indian Residential School;
- j. "Residential Schools" means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement and listed in Schedule "A" appended to this Order

which Schedule may be amended from time to time by Order of this Court.;

- k. "Residential Schools Policy" means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools; and
- l. "SIRS" means the Sechelt Indian Residential School.
- g. The manner and content of notices to class members shall be approved by this Court. Class members in the Survivor and Descendent class shall have until October 30, 2015 in which to opt-out, or such other time as this Court may determine. Members of the Band Class will have 6 months within which to opt-in from the date of publication of the notice as directed by the Court, or other such time as this Court may determine.
- h. Either party may apply to this Court to amend the list of Residential Schools set out in Schedule "A" for the purpose of these proceedings.

\_\_\_\_\_  
"Sean Harrington"  
Judge

**SCHEDULE "A"**  
**to the Order of Justice Harrington**  
**LIST OF RESIDENTIAL SCHOOLS**

**British Columbia Residential Schools**

Ahousaht

Alberni

Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)

Christie (Clayoquot, Kakawis)

Coqualeetza from 1924 to 1940

Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)

Kamloops

Kuper Island

Lejac (Fraser Lake)

Lower Post

St George's (Lytton)

St. Mary's (Mission)

St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)

Sechelt

St. Paul's (Squamish, North Vancouver)

Port Simpson (Crosby Home for Girls)

Kiitimaat

Anahim Lake Dormitory (September 1968 to June 1977)



**Alberta Residential Schools**

Assumption (Hay Lake)

Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)

Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)

Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)

Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)

Ermineskin (Hobbema)

Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)

Fort Vermilion (St. Henry's)

Joussard (St. Bruno's)

Lac La Biche (Notre Dame des Victoires)

Lesser Slave Lake (St. Peter's)

Morley (Stony/Stoney, replaced McDougall Orphanage)

Old Sun (Blackfoot)

Sacred Heart (Peigan, Brocket)

St. Albert (Youville)

St. Augustine (Smokey-River)

St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)

St. Joseph's (High River, Dunbow)

St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)

St. Paul's (Blood)

Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)

Wabasca (St. John's)

Whitefish Lake (St. Andrew's)

Grouard to December 1957

Sarcee (St. Barnabas)

**Saskatchewan Residential Schools**

Beauval (Lac la Plonge)

File Hills

Gordon's

Lac La Ronge (see Prince Albert)

Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)

Marieval (Cowesses, Crooked Lake)

Muscowequan (Lestock, Touchwood)

Onion Lake Anglican (see Prince Albert)

Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)

Regina

Round Lake

St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)

St. Michael's (Duck Lake)

St. Philip's

Sturgeon Landing (replaced by Guy Hill, MB)

Thunderchild (Delmas, St. Henri)

Crowstand

Fort Pelly

Cote Improved Federal Day School (September 1928 to June 1940)

**Manitoba Residential Schools**

Assiniboia(Winnipeg)

Birtle

Brandon

Churchill Vocational Centre

Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)

Dauphin (replaced McKay)  
 Elkhorn (Washakada)  
 Fort Alexander (Pine Falls)  
 Guy Hill (Clearwater, the Pas, formerly Sturgeon Landing, SK)  
 McKay (The Pas, replaced by Dauphin)  
 Norway House  
 Pine Creek (Campeville)  
 Portage la Prairie  
 Sandy Bay  
 Notre Dame Hostel (Norway House Catholic, Jack River Hostel, replaced Jack River Annex at Cross Lake)

#### **Ontario Residential Schools**

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)  
 Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)  
 Chappleau (St. Joseph's)  
 Fort Frances (St. Margaret's)  
 McIntosh (Kenora)  
 Mohawk Institute  
 Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)  
 Pelican Lake (Pelican Falls)  
 Poplar Hill  
 St. Anne's (Fort Albany)  
 St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)  
 Shingwauk  
 Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)  
 Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)  
 St. Joseph's/Fort William

Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy) from September 1, 1971 to June 30, 1991

Cristal Lake High School (September 1, 1976 to June 30, 1986)

#### **Quebec Residential Schools**

Amos

Fort George (Anglican)

Fort George (Roman Catholic)

La Tuque

Point Bleue

Sept-Îles

Federal Hostels at Great Whale River

Federal Hostels at Port Harrison

Federal Hostels at George River

Federal Hostel at Payne Bay (Bellin)

Fort George Hostels (September 1, 1975 to June 30, 1978)

Mistassini Hostels (September 1, 1971 to June 30, 1978)

#### **Nova Scotia Residential Schools**

Shubenacadie

#### **Nunavut Residential Schools**

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)

Federal Hostels at Panniqtuug/Pangnirtang

Federal Hostels at Broughton Island/Qikiqtarjuaq

Federal Hostels at Cape Dorset Kinngait

Federal Hostels at Eskimo Point/Arviat

Federal Hostels at Igloodik/Iglulik

Federal Hostels at Baker Lake/Qamani'tuaq



Federal Hostels at Pond Inlet/Mittimatalik

Federal Hostels at Cambridge Bay

Federal Hostels at Lake Harbour

Federal Hostels at Belcher Islands

Federal Hostels at Frobisher Bay/Ukkivik

Federal Tent Hostel at Coppermine

**Northwest Territories Residential Schools**

Aklavik (Immaculate Conception)

Aklavik (All Saints)

Fort McPherson (Fleming Hall)

Ford Providence (Sacred Heart)

Fort Resolution (St. Joseph's)

Fort Simpson (Bompas Hall)

Fort Simpson (Lapointe Hall)

Fort Smith (Breynat Hall)

HayRiver-(St. Peter's)

Inuvik (Grollier Hall)

Inuvik (Stringer Hall)

Yellowknife (Akaitcho Hall)

Fort Smith -Grandin College

Federal Hostel at Fort Franklin

**Yukon Residential Schools**

Carcross (Chooulta)

Yukon Hall (Whitehorse/Protestant Hostel)

Coudert Hall (Whitehorse Hostel/Student Residence -replaced by Yukon Hall)

Whitehorse Baptist Mission

Shingle Point Eskimo Residential School

St. Paul's Hostel from September 1920 to June 1943

**SCHEDULE C****CLAIMS PROCESS FOR DAY SCHOLAR COMPENSATION PAYMENT*****Principles Governing Claims Administration***

1. The following principles shall govern the Claims administration (“Claims Process Principles”):
  - a. the Claims Process shall be expeditious, cost-effective, user-friendly, culturally sensitive, and trauma-informed;
  - b. the Claims Process shall minimize the burden on the Claimants in pursuing their Claims;
  - c. the Claims Process shall mitigate any likelihood of re-traumatization through the Claims Process;
  - d. the Claims Administrator and Independent Reviewer shall assume that a Claimant is acting honestly and in good faith unless there is reasonable evidence to the contrary;
  - e. the Claims Administrator and Independent Reviewer shall draw all reasonable and favourable inferences that can be drawn in favour of the Claimant.
2. The above Claims Process Principles shall be applied throughout the Claims Process, including in any reconsideration.

***Eligibility Criteria***

3. Pursuant to the Settlement Agreement, a Claimant is entitled to a Day Scholar Compensation Payment, and their Claim shall be approved, if the Claimant satisfies the following eligibility criteria:
  - a. the Claim is made with respect to a Day Scholar who was alive on May 30, 2005;

- b. the Claim is made with respect to that Day Scholar's attendance at an Indian Residential School listed in Schedule E during all or part of a School Year for which the Day Scholar has not received a Common Experience Payment under the IRSSA, has not and will not receive compensation under the McLean Settlement, and has not received compensation under any other settlement with respect to a school listed in Schedule K to the McLean Settlement; and
- c. the Claim is delivered to the Claims Administrator prior to the Ultimate Claims Deadline.

***Intake***

- 4. To apply for a Day Scholar Compensation Payment, a Claimant must complete a Claim Form and deliver it to the Claims Administrator prior to the Claims Deadline, through either the electronic or hard copy processes established by the Claims Administrator.
- 5. Notwithstanding the Claims Deadline, a Claimant may submit a Claim Form along with a request for a Claims Deadline extension to the Claims Administrator after the Claims Deadline but before the Ultimate Claims Deadline. Under no circumstances will the Claims Administrator accept any Claim Forms after the Ultimate Claims Deadline, except as specifically provided for herein and in the Estate Claims Process set out in Schedule D.
- 6. The Claims Administrator will provide the Claimant with confirmation of receipt of the Claim.
- 7. The Claims Administrator will digitize all paper applications and maintain electronic copies for use only as provided for by this Agreement.
- 8. The Claims Administrator will review each Claim for completeness. If any required information is missing from the Claim Form that renders it incomplete, including a request for a Claims Deadline extension, the Claims Administrator will contact the



Claimant and request that the Claimant provide the missing information or resubmit the Claim Form. The Claimant will have 60 days from the date of the resubmission request to resubmit their Claim Form, notwithstanding that the Ultimate Claims Deadline may have elapsed.

9. The Claims Administrator shall, without taking any further action, dismiss any Claim made with respect to an individual who died on or before May 29, 2005.

***Information Provided by Canada***

10. The Claims Administrator will provide a copy of each Claim made with respect to an individual alive on May 30, 2005, to Canada for use only as provided for by this Agreement.
11. Canada will review the Claim against any information in its possession for the purposes of:
  - a. determining whether the individual at issue in the Claim or their executor, representative, or heir who applied in place of the individual received a Common Experience Payment pursuant to the IRSSA for any of the same School Years set out in the Claim;
  - b. determining whether the individual at issue in the Claim or their executor, representative, or heir who applied in place of the individual was denied a Common Experience Payment claim pursuant to the IRSSA for any of the same School Years set out in the Claim;
  - c. determining whether the individual at issue or their executor, representative, or heir who applied in place of the individual received compensation under any other settlement with respect to a school listed in Schedule K to the McLean Settlement, for any of the same School Years set out in the Claim;
  - d. determining whether the individual at issue attended a school not listed in List 1 or List 2 as set out in Schedule E for any of the same School Years set out in the Claim; and

- e. any other information that may be relevant to a Claim with respect to a school listed in List 2 of Schedule E.
12. In order to ensure that the Claim is not denied by reason only of the Claimant having been mistaken as to the School Year(s) of attendance as a Day Scholar, Canada will review the attendance records at the identified Indian Residential School(s) with respect to which the Claim was made for the five School Years before and after the School Year(s) identified in the Claim. If, as a result of this process, it is found that the individual at issue was a Day Scholar in (a) School Year(s) not claimed, this information shall be provided to the Claims Administrator and the Claim will be assessed as if it included that/those School Year(s).
  13. Canada may forward to the Claims Administrator any information/documentation that supports or contradicts the individual at issue's attendance as a Day Scholar within 45 days of its receipt of a Claim from the Claims Administrator but will endeavour to do so as quickly as possible so as not to delay the determination of any Claim.

***Assessment by the Claims Administrator***

14. Where the Claim is with respect to an individual who was denied a Common Experience Payment claim pursuant to the IRSSA for any of the same School Years set out in the Claim on the grounds that they attended but did not reside at the Indian Residential School(s), regardless of which Indian Residential School(s) are named in the Claim, the Claims Administrator will consider the Claim to be presumptively valid, subject to the provisions below.
15. For all other Claims, the Claims Administrator will first make a determination whether the Claim is made with respect to a Day Scholar, in accordance with the following protocol:
  - a. where the Claim is with respect to one or more Indian Residential Schools listed in List 1 of Schedule E within any time periods specified in that list, and the Claim Form states positively that the Claim is with respect to an

individual who attended the School as a Day Scholar, the Claims Administrator will consider the Claim to be presumptively valid, subject to the provisions below;

- b. where the Claim is with respect only to one or more Indian Residential Schools listed in List 2 of Schedule E within any time periods specified in that list, and the Claimant provides a statutory declaration stating that the individual with respect to whom the Claim is made was a Day Scholar and identifying where the individual resided during the time they were a Day Scholar, the Claims Administrator will review the Claim and any information provided by Canada under ss. 11 – 13 above. Unless Canada has provided positive evidence demonstrating on a balance of probabilities that the individual was not a Day Scholar, the Claim will be considered presumptively valid, subject to the provisions below; and
  - c. where the Claim does not name any Indian Residential School listed in Schedule E, the Claims Administrator shall make best efforts to determine if there is any possibility of mistake or misnomer in the name of an Indian Residential School, including, where necessary, by contacting the Claimant. The Claims Administrator shall correct any such mistakes or misnomers. Where the Claims Administrator is satisfied that the Claim is not regarding any Indian Residential School listed in Schedule E, the Claims Administrator shall dismiss the Claim.
16. The Claims Administrator will review any information provided by Canada pursuant to ss. 11 - 13 above and any information in its possession as part of the McLean Settlement. If the Claims Administrator finds that there is positive evidence demonstrating on a balance of probabilities that, for all of the School Years set out in the Claim Form, the individual at issue or her/his executor, representative, or heir who applied in place of the individual:
- a. Received a Common Experience Payment under the IRSSA;



- b. Received compensation under the McLean Settlement;
- c. Received compensation as part of any other settlement with respect to a school listed in Schedule K to the McLean Settlement;
- d. attended a school not listed in Schedule E; or
- e. any combination of (a), (b), (c), or (d).

the Claims Administrator shall dismiss the Claim.

17. The Claims Administrator shall inform any Claimant whose Claim is dismissed by delivering a letter to them, via the Claimant's preferred method of communication:
- a. providing clear reasons why the Claim has been dismissed;
  - b. in cases where the Claimant has a right to seek reconsideration:
    - i. informing the Claimant of their right to seek reconsideration, the process for seeking reconsideration, and any applicable deadlines;
    - ii. informing the Claimant of their right to assistance from Class Counsel at no cost and their right to assistance from another counsel of their choice at their own expense; and
    - iii. attaching copies of any information and documents that were considered as part of the Claims Administrator's decision to dismiss the Claim.

***Reconsideration***

18. A Claimant whose Claim is dismissed because:
- a. it is in relation to a school that the Claims Administrator is satisfied is not an Indian Residential School listed in Schedule E; or
  - b. it is on behalf of an individual who died on or before May 29, 2005,



has no right to seek reconsideration.

19. A Claimant whose Claim is denied for any other reason has a right to seek reconsideration before the Independent Reviewer. Notice of intent to seek reconsideration must be delivered to the Independent Reviewer within 60 days of the date of the Claims Administrator's decision.
20. Canada has no right to seek reconsideration under any circumstances.
21. Claimants seeking reconsideration have the right to be represented by Class Counsel for the purposes of reconsideration at no cost to them or to retain another counsel of their choice at their own expense.
22. The Independent Reviewer will provide the Claimant with confirmation of receipt of the notice of intent to seek reconsideration and will provide Canada with a copy of the notice of intent to seek reconsideration.
23. The Independent Reviewer will advise the Claimant that they have a right to submit new evidence on reconsideration. The Claimant shall have 60 days to submit any new evidence on reconsideration, with such further reasonable extensions as the Claimant may request and the Independent Reviewer may grant.
24. The Independent Reviewer will provide Canada with any new evidence submitted by the Claimant and Canada will have the right to provide additional information to the Independent Reviewer that responds to any new evidence provided within 60 days.
25. The Independent Reviewer shall then consider each Claim, including its supporting documentation, *de novo*, and render a decision in accordance with the Claims Process Principles set out above. In particular, the Independent Reviewer shall:
  - a. assume that a Claimant is acting honestly and in good faith, in the absence of reasonable grounds to the contrary; and

- b. draw all reasonable and favourable inferences that can be drawn in favour of the Claimant.
- 26. If the Independent Reviewer decides the Claim should be accepted, the Claims Administrator and the Claimant will be informed, and the Claims Administrator will pay the Claimant forthwith.
- 27. If the Independent Reviewer decides the Claim should be dismissed, they will inform the Claimant by delivering a letter to them, via the Claimant's preferred method of communication:
  - a. providing clear reasons why the Claim has been dismissed; and
  - b. attaching copies of any information and documents that were considered as part of the Independent Reviewer's decision to dismiss the Claim.
- 28. All requests for reconsideration shall be resolved by the Independent Reviewer within 30 days of the receipt of any responding material provided by Canada or the expiry of time for Canada to provide responding material, whichever is sooner. If the Claimant does not file any new evidence on reconsideration, the Independent Reviewer shall resolve the reconsideration within 30 days of the expiry of time for the Claimant to provide new evidence. The timelines within this section may be modified by agreement between Class Counsel and Canada in consultation with the Independent Reviewer.
- 29. The decision of the Independent Reviewer is final without any further right of appeal or judicial review.

**SCHEDULE D****ESTATE CLAIMS PROCESS FOR DAY SCHOLAR COMPENSATION PAYMENT*****Where There is an Executor/Administrator/Trustee/Liquidator***

1. The Claimant shall:
  - a. complete the appropriate Claim Form;
  - b. provide evidence that the Day Scholar is deceased;
  - c. provide evidence of when the Day Scholar died; and
  - d. provide evidence that they have been appointed as the executor, administrator, trustee, or liquidator.
2. The Claim Form will contain release, indemnity, and hold harmless provisions in favour of Canada, the representative plaintiffs, Class Counsel, the Claims Administrator, and the Independent Reviewer.
3. The Claims Administrator will assess the Claim in accordance with the Claims Process.
4. Payment of any approved Claim will be made payable to “the estate of” the deceased Day Scholar.

***Where There is no Executor/Administrator/Trustee/Liquidator***

5. The Claimant shall:
  - a. complete the appropriate Claim Form;
  - b. provide evidence that the Day Scholar is deceased;
  - c. provide evidence of when the Day Scholar died;
  - d. provide an attestation/declaration that the Day Scholar did not have a will and that no executor, administrator, trustee, or liquidator has been appointed by the court;



- e. provide proof of their relationship to the Day Scholar, which may take the form of an attestation/declaration from a third party;
  - f. provide an attestation/declaration from the Claimant that there is/are no higher priority heir(s);
  - g. list all individuals (if any) at the same priority level of heirs as the Claimant; and
  - h. provide the written consent of all individuals (if any) at the same priority level of heirs as the Claimant for the Claimant to submit a claim on behalf of the deceased Day Scholar.
6. The Claim Form will contain release, indemnity, and hold harmless provisions in favour of Canada, the representative plaintiffs, class counsel, the Claims Administrator, and the Independent Reviewer.
7. The Claims Administrator will assess the Claim in accordance with the Claims Process but will only make a payment for an approved Claim or communicate a dismissed Claim with a right of reconsideration in accordance with the provisions below. In cases where the Claim is dismissed with no right of reconsideration, the Claims Administrator will inform the Claimant in accordance with the Claims Administrator's normal process.
8. If no additional Claims with respect to the same deceased Day Scholar are received by the Claims Administrator before the Ultimate Claims Deadline, the Claims Administrator shall:
- a. in the case of a Claim that is approved, pay the Claimant; and
  - b. in the case of a Claim that is dismissed, advise the Claimant of the dismissal in accordance with paragraph 17 of the Claims Process. The Claimant is able to seek reconsideration in accordance with the Claims Process.



9. If the Claims Administrator receives another Claim with respect to the same deceased Day Scholar before the Ultimate Claims Deadline, where the Claimant is the estate executor, administrator, trustee, or liquidator, the Claims Administrator shall dismiss the Claim from the non-executor, administrator, trustee, or liquidator Claimant, without any right of reconsideration.
10. If any additional Claim(s) with respect to the same deceased Day Scholar is/are received by the Claims Administrator before the Ultimate Claims Deadline, from a Claimant who is not the estate executor, administrator, trustee, or liquidator, and who is of a different priority level of heirs than the previous Claimant(s), the Claims Administrator shall contact the Claimant with the lower priority to inquire as to whether that Claimant disputes the existence of the higher priority level heir. If the existence of a higher priority level heir is disputed, the matter shall be referred to the Independent Reviewer for a determination regarding which Claimant has the highest valid priority level and deem them to be the Designated Representative of the deceased Day Scholar. The decision of the Independent Reviewer is final without any right of appeal or judicial review. The Independent Reviewer shall inform the Claims Administrator of their decision, and the Claims Administrator shall:
  - a. in the case of a Claim that is approved, pay the Designated Representative; and
  - b. in the case of a Claim that is dismissed, advise the Claimant of the dismissal in accordance with paragraph 17 of the Claims Process. The Designated Representative is able to seek reconsideration in accordance with the Claims Process.
11. If any additional Claim(s) with respect to the same deceased Day Scholar is/are received by the Claims Administrator before the Ultimate Claims Deadline, from a Claimant who is not the estate executor, administrator, trustee, or liquidator and who is of the same priority level of heirs as the previous Claimant(s), the Claims Administrator shall reject all of the Claims and notify each Claimant accordingly.

Notwithstanding the Ultimate Claims Deadline, the Claimants who submitted competing Claims will then have three months to submit one new Claim signed by all previously competing Claimants designating one Designated Representative on behalf of all of them and any other heirs. Upon receipt of the new Claim, the Claims Administrator shall:

- a. in the case of a Claim that is approved, pay the Designated Representative;
- b. in the case of a Claim that is dismissed, advise the Claimant of the dismissal in accordance with paragraph 17 of the Claims Process. The Designated Representative is able to seek reconsideration in accordance with the Claims Process.

**Priority Level of Heirs**

12. The priority level of heirs follows the distribution of property intestacy provisions of the *Indian Act* and all terms have the definitions as set out in the *Indian Act*.
13. The priority level of heirs from highest to lowest priority are as follows:
  - a. surviving spouse or common-law partner;
  - b. children;
  - c. grandchildren;
  - d. parents;
  - e. siblings; and
  - f. children of siblings.

## SCHEDULE E – Lists of Indian Residential Schools for Claims Process

## List 1 – Schools with Confirmed Day Scholars

| School                                      | Location                              | Opening Date<br>(January 1, 1920 as per<br>the Class Period or<br>later, as applicable)   | School Closing or<br>Transfer Date |
|---|---------------------------------------|---|------------------------------------|
| <b>British Columbia Residential Schools</b> |                                       |   |                                    |
| Alberni                                     | Port Alberni (Tseshah<br>Reserve)     | January 1, 1920<br><br><b>Interim Closures:</b><br>June 2, 1917, to<br>December 1, 1920<br>February 21, 1937 to<br>September 23, 1940 | August 31, 1965                    |
| Cariboo (St. Joseph's, William's<br>Lake)   | Williams Lake                         | January 1, 1920   | February 28, 1968                  |
| Christie (Clayoquot, Kakawis)               | Tofino                                | January 1, 1920   | June 30, 1983                      |
| Kamloops                                    | Kamloops (Kamloops Indian<br>Reserve) | January 1, 1920   | August 31, 1969                    |
| Kuper Island                                | Kuper Island                          | January 1, 1920   | August 31, 1968                    |
| Lejac (Fraser Lake)                         | Fraser Lake (on reserve)              | January 1, 1920   | August 31, 1976                    |
| Lower Post                                  | Lower Post (on reserve)               | September 1, 1951   | August 31, 1968                    |
| St. George's (Lytton)                       | Lytton                                | January 1, 1920   | August 31, 1972                    |
| St. Mary's (Mission)                        | Mission                               | January 1, 1920   | August 31, 1973                    |
| Sechelt                                     | Sechelt (on reserve)                  | January 1, 1920   | August 31, 1969                    |
| St. Paul's (Squamish, North<br>Vancouver)   | Squamish, North Vancouver             | January 1, 1920   | August 31, 1959                    |
| <b>Alberta Residential Schools</b>          |                                       |   |                                    |
| Assumption (Hay Lake)                       | Assumption (Hay Lakes)                | February 1, 1951  | September 8, 1968                  |

| School   | Location  | Opening Date<br>(January 1, 1920 as per<br>the Class Period or<br>later, as applicable)                           | School Closing or<br>Transfer Date |
|--|---|---|------------------------------------|
| Blue Quills  | Saddle Lake Indian Reserve<br>(1898 to 1931)<br>St. Paul (1931 to 1990) | January 1, 1920   | January 31, 1971                   |
| Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's,<br>Ste. Trinité)                | Cluny   | January 1, 1920   | December 31, 1968                  |
| Desmarais (Wabiscaw Lake, St.<br>Martin's, Wabisca Roman Catholic) | Desmarais, Wabasca /<br>Wabisca   | January 1, 1920   | August 31, 1964                    |
| Ermineskin (Hobbema)   | Hobbema (Ermineskin Indian<br>Reserve)                                  | January 1, 1920   | March 31, 1969                     |
| Holy Angels (Fort Chipewyan, École<br>des Saint-Ange)              | Fort Chipewyan  | January 1, 1920   | August 31, 1956                    |
| Fort Vermillion (St. Henry's)                                      | Fort Vermillion   | January 1, 1920   | August 31, 1964                    |
| Joussard (St. Bruno's)   | Lesser Slave Lake   | 1920  | October 31, 1969                   |
| Morley (Stony/Stoney, replaced<br>McDougall Orphanage)             | Morley (Stony Indian Reserve)   | September 1, 1922   | July 31, 1969                      |
| Old Sun (Blackfoot)  | Gleichen (Blackfoot Reserve)  | January 1, 1920<br><br><b>Interim Closures:</b><br>1922 to February 1923<br>June 26, 1928 to<br>February 17, 1931 | June 30, 1971                      |
| Sacred Heart (Peigan, Brocket)                                     | Brocket (Peigan Indian<br>Reserve)                                      | January 1, 1920   | June 30, 1961                      |
| St. Cyprian (Queen Victoria's<br>Jubilee Home, Peigan)             | Brocket (Peigan Indian<br>Reserve)                                      | January 1, 1920<br><br><b>Interim Closure:</b><br>September 1, 1953 to<br>October 12, 1953                        | June 30, 1961                      |



| School  | Location                                   | Opening Date<br>(January 1, 1920 as per<br>the Class Period or<br>later, as applicable)  | School Closing or<br>Transfer Date |
|---|--|--|------------------------------------|
| St. Mary's (Blood, Immaculate<br>Conception)  | Cardston (Blood Indian<br>Reserve)         | 1920<br><br><b>Interim Closure:</b><br>September 1, 1965 to<br>January 6, 1966   | August 31, 1969                    |
| St. Paul's (Blood)                            | Cardston (Blood Indian<br>Reserve)         | January 1, 1920  | August 31, 1965                    |
| Sturgeon Lake (Calais, St. Francis<br>Xavier) | Calais                                     | January 1, 1920  | August 31, 1959                    |
| Wabasca (St. John's)                          | Wabasca Lake                               | January 1, 1920  | August 31, 1965                    |
| Whitefish Lake (St. Andrew's)                 | Whitefish Lake                             | January 1, 1920  | June 30, 1950                      |
| Grouard                                       | West side of Lesser Slave<br>Lake, Grouard | January 1, 1920  | September 30, 1957                 |
| <b>Saskatchewan Residential Schools</b>       |  |  |                                    |
| Beauval (Lac la Plonge)                       | Beauval                                    | January 1, 1920  | August 31, 1968                    |
| File Hills                                    | Balcarres                                  | January 1, 1920  | June 30, 1949                      |
| Gordon's                                      | Punnichy (Gordon's Reserve)                | January 1, 1920<br><br><b>Interim Closures:</b><br>June 30, 1947, to<br>October 14, 1949<br>January 25, 1950 to<br>September 1, 1953 | August 31, 1968                    |

| School   | Location                                      | Opening Date<br>(January 1, 1920 as per<br>the Class Period or<br>later, as applicable) | School Closing or<br>Transfer Date |
|--|---|---|------------------------------------|
| Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)                                   | Lebret  | January 1, 1920<br><br><b>Interim Closure:</b><br>November 13, 1932 to<br>May 29, 1936  | August 31, 1968                    |
| Marieval (Cowesess, Crooked Lake)  | Cowesess Reserve                              | January 1, 1920   | August 31, 1969                    |
| Muscowequan (Lestock, Touchwood)   | Lestock                                       | January 1, 1920   | August 31, 1968                    |
| Prince Albert (Onion Lake Anglican, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge) | Onion Lake / Lac La Ronge / Prince Albert     | January 1, 1920   | August 31, 1968                    |
| St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)   | Onion Lake                                    | January 1, 1920   | March 31, 1969                     |
| St. Michael's (Duck Lake)  | Duck Lake                                     | January 1, 1920   | August 31, 1968                    |
| St. Philip's   | Kamsack                                       | April 16, 1928  | August 31, 1968                    |
| <b>Manitoba Residential Schools</b>  |   |   |                                    |
| Assiniboia (Winnipeg)  | Winnipeg                                      | September 2, 1958   | August 31, 1967                    |
| Brandon  | Brandon                                       | 1920<br><br><b>Interim Closure:</b><br>July 1, 1929 to July 18,<br>1930                 | August 31, 1968                    |
| Churchill Vocational Centre  | Churchill                                     | September 9, 1964   | June 30, 1973                      |
| Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)  | Cross Lake                                    | January 1, 1920   | June 30, 1969                      |
| Fort Alexander (Pine Falls)  | Fort Alexander Reserve No. 3, near Pine Falls | January 1, 1920   | September 1, 1969                  |

| School   | Location           | Opening Date<br>(January 1, 1920 as per<br>the Class Period or<br>later, as applicable) | School Closing or<br>Transfer Date |
|--|--------------------|---|------------------------------------|
| Guy Hill (Clearwater, the Pas,<br>formerly Sturgeon Landing, SK) | Clearwater Lake    | September 5, 1952   | August 31, 1968                    |
| Norway House   | Norway House       | January 1, 1920<br><br><b>Interim Closure:</b><br>May 29, 1946 to<br>September 1, 1954  | June 30, 1967                      |
| Pine Creek (Camperville)   | Camperville        | January 1, 1920   | August 31, 1969                    |
| Portage la Prairie   | Portage la Prairie | January 1, 1920   | August 31, 1960                    |
| Sandy Bay  | Sandy Bay Reserve  | January 1, 1920   | June 30, 1970                      |
| <b>Ontario Residential Schools</b>                               |                    |   |                                    |
| Bishop Horden Hall (Moose Fort,<br>Moose Factory)                | Moose Island       | January 1, 1920   | August 31, 1964                    |
| Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)                             | Shoal Lake         | January 1, 1920   | August 31, 1965                    |
| Fort Frances (St. Margaret's)                                    | Fort Frances       | January 1, 1920   | August 31, 1968                    |
| McIntosh (Kenora)  | McIntosh           | May 27, 1925  | June 30, 1969                      |
| Pelican Lake (Pelican Falls)                                     | Sioux Lookout      | September 1, 1927   | August 31, 1968                    |
| Poplar Hill  | Poplar Hill        | September 1, 1962   | June 30, 1989                      |
| St. Anne's (Fort Albany)   | Fort Albany        | January 1, 1920   | June 30, 1976                      |
| St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)                               | Kenora             | January 1, 1920   | August 31, 1968                    |
| Spanish Boys' School (Charles<br>Garnier, St. Joseph's)          | Spanish            | January 1, 1920   | June 30, 1958                      |
| Spanish Girls' School (St. Joseph's,<br>St. Peter's, St. Anne's) | Spanish            | January 1, 1920   | June 30, 1962                      |

| School   | Location        | Opening Date<br>(January 1, 1920 as per<br>the Class Period or<br>later, as applicable) | School Closing or<br>Transfer Date |
|--|-----------------|---|------------------------------------|
| <b>Quebec Residential Schools</b>                |                 |   |                                    |
| Fort George (Anglican)                           | Fort George     | September 1, 1933<br><br><b>Interim Closure:</b><br>January 26, 1943 to July<br>9, 1944 | August 31, 1971                    |
| Fort George (Roman Catholic)                     | Fort George     | September 1, 1937   | June 30, 1978                      |
| Point Bleue                                      | Point Bleue     | October 6, 1960   | August 31, 1968                    |
| Sept-Îles  | Sept-Îles       | September 2, 1952   | August 31, 1969                    |
| <b>Nova Scotia Residential Schools</b>           |                 |   |                                    |
| Shubenacadie                                     | Shubenacadie    | September 1, 1929   | June 30, 1967                      |
| <b>Northwest Territories Residential Schools</b> |                 |   |                                    |
| Aklavik (Immaculate Conception)                  | Aklavik         | July 1, 1926  | June 30, 1959                      |
| Aklavik (All Saints)                             | Aklavik         | August 1, 1936  | August 31, 1959                    |
| Fort Providence (Sacred Heart)                   | Fort Providence | January 1, 1920   | June 30, 1960                      |
| Fort Resolution (St. Joseph's)                   | Fort Resolution | January 1, 1920   | December 31, 1957                  |
| Hay River (St. Peter's)                          | Hay River       | January 1, 1920   | August 31, 1937                    |
| <b>Yukon Residential Schools</b>                 |                 |   |                                    |
| Carcross (Choooutla)                             | Carcross        | January 1, 1920<br><br><b>Interim Closure:</b><br>June 15, 1943 to<br>September 1, 1944 | June 30, 1969                      |
| Whitehorse Baptist Mission                       | Whitehorse      | September 1, 1947   | June 30, 1960                      |
| Shingle Point Eskimo Residential<br>School       | Shingle Point   | September 16, 1929  | August 31, 1936                    |



List 2 – Schools Not Known to Have Day Scholars

| School   | Location   | Opening Date<br>(January 1, 1920 as per<br>the Class Period or<br>later, as applicable)                                    | Closing or Transfer<br>Date |
|--|--|--|-----------------------------|
| <b>British Columbia Residential Schools</b>                    |  |  |                             |
| Ahousaht   | Ahousaht (Maktosis Reserve)                            | January 1, 1920  | January 26, 1940            |
| Coqualeetza from 1924 to 1940                                  | Chilliwack   | January 1, 1924  | June 30, 1940               |
| Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)                             | Cranbrook (on reserve)                                 | January 1, 1920  | June 23, 1965               |
| St. Michael's (Alert Bay Girls' Home,<br>Alert Bay Boys' Home) | Alert Bay (on reserve)                                 | January 1, 1920  | August 31, 1960             |
| <b>Alberta Residential Schools</b>                             |  |  |                             |
| Edmonton (Poundmaker, replaced<br>Red Deer Industrial)         | St. Albert   | March 1, 1924<br><br><b>Interim Closures:</b><br>July 1, 1946 to October<br>1, 1946<br>July 1, 1951 to<br>November 5, 1951 | August 31, 1960             |
| Lesser Slave Lake (St. Peter's)                                | Lesser Slave Lake                                      | January 1, 1920  | June 30, 1932               |
| St. Albert (Youville)  | St. Albert, Youville                                   | January 1, 1920  | June 30, 1948               |
| Sarcee (St. Barnabas)  | Sarcee Junction, T'suu Tina<br>(Sarcee Indian Reserve) | January 1, 1920  | September 30, 1921          |
| <b>Saskatchewan Residential Schools</b>                        |  |  |                             |
| Round Lake   | Broadview  | January 1, 1920  | August 31, 1950             |
| Sturgeon Landing (replaced by Guy<br>Hill, MB)                 | Sturgeon Landing                                       | September 1, 1926  | October 21, 1952            |
| Thunderchild (Delmas, St. Henri)                               | Delmas   | January 1, 1920  | January 13, 1948            |
| <b>Manitoba Residential Schools</b>                            |  |  |                             |
| Birtle   | Birtle   | January 1, 1920  | June 30, 1970               |

| School  | Location          | Opening Date<br>(January 1, 1920 as per<br>the Class Period or<br>later, as applicable)  | Closing or Transfer<br>Date |
|---|-------------------|--|-----------------------------|
| Dauphin (replaced McKay)                          | The Pas / Dauphin | See McKay below  | See McKay below             |
| Elkhorn (Washakada)                               | Elkhorn           | January 1, 1920<br><br><b>Interim Closure:</b><br>1920 to September 1,<br>1923           | June 30, 1949               |
| McKay (The Pas, replaced by<br>Dauphin)           | The Pas / Dauphin | January 1, 1920<br><br><b>Interim Closure:</b><br>March 19, 1933 to<br>September 1, 1957 | August 31, 1968             |
| <b>Ontario Residential Schools</b>                |                   |  |                             |
| Chapleau (St. John's)                             | Chapleau          | January 1, 1920  | July 31, 1948               |
| Mohawk Institute                                  | Brantford         | January 1, 1920  | August 31, 1968             |
| Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)                  | Muncey            | January 1, 1920  | June 30, 1946               |
| Shingwauk   | Sault Ste. Marie  | January 1, 1920  | June 30, 1970               |
| St. Joseph's / Fort William                       | Fort William      | January 1, 1920  | September 1, 1968           |
| Stirland Lake High School (Wahbon<br>Bay Academy) | Stirland Lake     | September 1, 1971  | June 30, 1991               |
| Cristal Lake High School                          | Stirland Lake     | September 1, 1976  | June 30, 1986               |
| <b>Quebec Residential Schools</b>                 |                   |  |                             |
| Amos  | Amos              | October 1, 1955  | August 31, 1969             |
| La Tuque  | La Tuque          | September 1, 1963  | June 30, 1970               |

**SCHEDULE F****DAY SCHOLARS REVITALIZATION SOCIETY PLAN**

The Parties have agreed to settle the claims of the Survivor Class and the Descendant Class (“Survivors”, “Descendants”) in the *Gottfriedson v. AGC* proceeding. Under the Settlement Agreement, the Parties have agreed that Canada will fund \$50 million to establish the Day Scholars Revitalization Society (the “Society”). The Parties agree the intention of the Society will be to support Survivors and Descendants in healing, wellness, education, language, culture, heritage, and commemoration activities and programs.

The monies will be used by the Society to support activities and programs for the benefit of the Survivors and Descendants as follows:

- a. to revitalize and protect the Survivors’ and Descendants’ Indigenous languages;
- b. to protect and revitalize the Survivors’ and Descendants’ Indigenous cultures;
- c. to pursue healing and wellness for the Survivors and Descendants;
- d. to protect the Survivors’ and Descendants’ Indigenous heritage; and,
- e. to promote education and commemoration.

The activities and programs will not duplicate those of the Government of Canada. Grants will be made to Survivors and Descendants for activities and programs designed to support healing and address any losses to languages, culture, wellness, and heritage that Survivors suffered while attending Indian Residential Schools as Day Scholars.

The Society will be incorporated under the B.C. *Societies Act* prior to the Implementation Date and will be properly registered in each jurisdiction in Canada to the extent required by those jurisdictions. The Society will have between 5 and 11 Directors. One of those Directors will be named by Canada, but will not be a Government

employee. The Parties will ensure the other Directors provide adequate regional representation from across Canada.

The Society will have a small administrative staff and will retain financial consultants to provide investment advice. Once funds have been invested, the expenses of the Society will be funded from investment income.

***Advisory Board***

The Directors will be guided by an Advisory Board consisting of individuals, appointed by the Directors, who provide regional representation, understanding and knowledge of the loss and revitalization of Indigenous languages, cultures, wellness and heritage.

The Advisory Board shall advise the Directors regarding all activities of the Directors in the pursuit of the activities of the Society, including the development and implementation of a policy for applications to obtain funding from the Society in that pursuit.



**SCHEDULE G**

**ORDER**

**THIS COURT ORDERS that:**

1. The above captioned proceeding is certified as a class proceeding with the following conditions:

a. The Class shall be defined as:

The Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the Sechelt Indian Band and any other Indian Band(s) which:

- (i) has or had some members who are or were members who were Survivors, or in whose community a Residential School is located; and
- (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically Identified Residential Schools.

b. The Class's Representative Plaintiffs shall be:

Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band; and  
Sechelt Indian Band.

c. The nature of the claims of the Class are:

Breaches of fiduciary and constitutionally mandated duties, breach of Aboriginal Rights, breaches of International Conventions and/or Covenants, and breaches of international law committed by or on behalf of Canada for which Canada is liable.

- d. The relief claimed by the Class is as follows:
- i. a Declaration that the Sechelt Indian Band and Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band, and all members of the Class, have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices;
  - ii. a Declaration that Canada owed and was in breach of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivors at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;
  - iii. a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Class;
  - iv. a Declaration that Canada was or is in breach of the Class members' linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools;

- v. a Declaration that Canada is liable to the Class members for the damages caused by its breach of fiduciary and constitutionally mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Identified Residential Schools;
  - vi. non-pecuniary and pecuniary damages and special damages for breach of fiduciary and constitutionally mandated duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost of care and development of wellness plans for members of the bands in the Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Class for which Canada is liable;
  - vii. The construction and maintenance of healing and education centres in the Class communities and such further and other centres or operations as may mitigate the losses suffered and that this Honourable Court may find to be appropriate and just;
  - viii. exemplary and punitive damages for which Canada is liable; and
  - ix. pre-judgment and post-judgment interest and costs.
- e. The common questions of law or fact are:

- a. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach a fiduciary duty owed to the Class not to destroy their language and culture?
- b. Through the purpose, operation or management of any of the Residential Schools during the Class Period, did the Defendant breach the cultural and/or linguistic rights, be they Aboriginal Rights or otherwise, of the Class?
- c. If the answer to any of (a)-(b) above is yes, can the Court make an aggregate assessment of the damages suffered by the Class as part of the common issues trial?
- d. If the answer to any of (a)-(b) above is yes, was the Defendant guilty of conduct that justifies an award of punitive damages; and
- e. If the answer to (d) above is yes, what amount of punitive damages ought to be awarded?
- f. The following definitions apply to this Order:
  - a. “Aboriginal(s)”, “Aboriginal Person(s)” or “Aboriginal Child(ren)” means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;
  - b. “Aboriginal Right(s)” means any or all of the Aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;



- c. “Agreement” means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006, entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- d. “Canada” means the Defendant, Her Majesty the Queen;
- e. “Class Period” means 1920 to 1997;
- f. “Cultural, Linguistic and Social Damage” means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;
- g. “Identified Residential School(s)” means the KIRS or the SIRS or any other Residential School specifically identified as a member of the Band Class;
- h. “KIRS” means the Kamloops Indian Residential School;
- i. “Residential Schools” means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement and listed in Schedule “A” appended to this Order which Schedule may be amended from time to time by Order of this Court;
- j. “Residential Schools Policy” means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools;

- k. “Survivors” means all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at a Residential School, during the Class Period, excluding, for any individual Survivor, such periods of time for which that Survivor received compensation by way of the Common Experience Payment under the Agreement. For greater clarity, Survivors are all those who were members of the formerly certified Survivor Class in this proceeding, whose claims were settled on terms set out in the Settlement Agreement signed on [DATE], and approved by the Federal Court on [DATE]; and
- l. “SIRS” means the Sechelt Indian Residential School.
- g. Members of the Class are the representative plaintiff Indian Bands as well as those Indian Bands that opted in by the opt-in deadline previously set by this Court.
- h. Either party may apply to this Court to amend the list of Residential Schools set out in Schedule “A” hereto, for the purpose of this proceeding.

---

Judge

**SCHEDULE "A"**  
**to the Order of Justice MacDonald**  
**LIST OF RESIDENTIAL SCHOOLS**

**British Columbia Residential Schools**

Ahousaht  
 Alberni  
 Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)  
 Christie (Clayoquot, Kakawis)  
 Coqualeetza from 1924 to 1940  
 Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)  
 Kamloops  
 Kuper Island  
 Lejac (Fraser Lake)  
 Lower Post  
 St George's (Lytton)  
 St. Mary's (Mission)  
 St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)  
 Sechelt  
 St. Paul's (Squamish, North Vancouver)  
 Port Simpson (Crosby Home for Girls)  
 Kitimaat  
 Anahim Lake Dormitory (September 1968 to June 1977)

**Alberta Residential Schools**

Assumption (Hay Lake)  
 Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)  
 Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)  
 Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)  
 Edmonton (Poundmaker, replaced Red Deer Industrial)  
 Ermineskin (Hobbema)  
 Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)  
 Fort Vermilion (St. Henry's)

Joussard (St. Bruno's)  
 Lac La Biche (Notre Dame des Victoires)  
 Lesser Slave Lake (St. Peter's)  
 Morley (Stony/Stoney, replaced McDougall Orphanage)  
 Old Sun (Blackfoot)  
 Sacred Heart (Peigan, Brocket)  
 St. Albert (Youville)  
 St. Augustine (Smokey-River)  
 St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)  
 St. Joseph's (High River, Dunbow)  
 St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)  
 St. Paul's (Blood)  
 Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)  
 Wabasca (St. John's)  
 Whitefish Lake (St. Andrew's)  
 Grouard to December 1957  
 Sarcee (St. Barnabas)

#### **Saskatchewan Residential Schools**

Beauval (Lac la Plonge)  
 File Hills  
 Gordon's  
 Lac La Ronge (see Prince Albert)  
 Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)  
 Marieval (Cowessess, Crooked Lake)  
 Muscowequan (Lestock, Touchwood)  
 Onion Lake Anglican (see Prince Albert)  
 Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)  
 Regina  
 Round Lake  
 St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)  
 St. Michael's (Duck Lake)  
 St. Philip's



Sturgeon Landing (replaced by Guy Hill, MB)  
 Thunderchild (Delmas, St. Henri)  
 Crowstand  
 Fort Pelly  
 Cote Improved Federal Day School (September 1928 to June 1940)

#### **Manitoba Residential Schools**

Assiniboia (Winnipeg)  
 Birtle  
 Brandon  
 Churchill Vocational Centre  
 Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)  
 Dauphin (replaced McKay)  
 Elkhorn (Washakada)  
 Fort Alexander (Pine Falls)  
 Guy Hill (Clearwater, the Pas, formerly Sturgeon Landing, SK)  
 McKay (The Pas, replaced by Dauphin)  
 Norway House  
 Pine Creek (Campeville)  
 Portage la Prairie  
 Sandy Bay  
 Notre Dame Hostel (Norway House Catholic, Jack River Hostel, replaced Jack River Annex at Cross Lake)

#### **Ontario Residential Schools**

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)  
 Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)  
 Chapleau (St. John's)  
 Fort Frances (St. Margaret's)  
 McIntosh (Kenora)  
 Mohawk Institute  
 Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)  
 Pelican Lake (Pelican Falls)

Poplar Hill

St. Anne's (Fort Albany)

St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)

Shingwauk

Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)

Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)

St. Joseph's/Fort William

Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy) from September 1, 1971 to June 30, 1991

Cristal Lake High School (September 1, 1976 to June 30, 1986)

#### **Quebec Residential Schools**

Amos

Fort George (Anglican)

Fort George (Roman Catholic)

La Tuque

Point Bleue

Sept-Îles

Federal Hostels at Great Whale River

Federal Hostels at Port Harrison

Federal Hostels at George River

Federal Hostel at Payne Bay (Bellin)

Fort George Hostels (September 1, 1975 to June 30, 1978)

Mistassini Hostels (September 1, 1971 to June 30, 1978)

#### **Nova Scotia Residential Schools**

Shubenacadie

#### **Nunavut Residential Schools**

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)

Federal Hostels at Panniqtuug/Pangnirtang

Federal Hostels at Broughton Island/Qikiqtarjuaq

Federal Hostels at Cape Dorset Kinngait

Federal Hostels at Eskimo Point/Arviat

Federal Hostels at Igloolik/Iglulik  
 Federal Hostels at Baker Lake/Qamani'tuaq  
 Federal Hostels at Pond Inlet/Mittimatalik  
 Federal Hostels at Cambridge Bay  
 Federal Hostels at Lake Harbour  
 Federal Hostels at Belcher Islands  
 Federal Hostels at Frobisher Bay/Ukkivik  
 Federal Tent Hostel at Coppermine

#### **Northwest Territories Residential Schools**

Aklavik (Immaculate Conception)  
 Aklavik (All Saints)  
 Fort McPherson (Fleming Hall)  
 Ford Providence (Sacred Heart)  
 Fort Resolution (St. Joseph's)  
 Fort Simpson (Bompas Hall)  
 Fort Simpson (Lapointe Hall)  
 Fort Smith (Breynat Hall)  
 HayRiver-(St. Peter's)  
 Inuvik (Grollier Hall)  
 Inuvik (Stringer Hall)  
 Yellowknife (Akaitcho Hall)  
 Fort Smith -Grandin College  
 Federal Hostel at Fort Franklin

#### **Yukon Residential Schools**

Carcross (Chooulta)  
 Yukon Hall (Whitehorse/Protestant Hostel)  
 Coudert Hall (Whitehorse Hostel/Student Residence -replaced by Yukon Hall)  
 Whitehorse Baptist Mission  
 Shingle Point Eskimo Residential School  
 St. Paul's Hostel from September 1920 to June 1943

**SCHEDULE H**

**Amended Pursuant to the Order of Justice McDonald  
Made \_\_\_\_\_**

**Court File No. T-1542-13**

**CLASS PROCEEDING**

**FORM 171A - Rule 171**

**FEDERAL COURT**

**BETWEEN:**

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on behalf of the TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC  
INDIAN BAND, and

CHIEF GARRY FESCHUK, on behalf of the SECHELT INDIAN BAND

**PLAINTIFFS**

**and**

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA as represented by  
THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

**DEFENDANT**

**SECOND RE-AMENDED STATEMENT OF CLAIM**

TO THE DEFENDANT

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the Plaintiffs. The claim made against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS PROCEEDING, you or a solicitor acting for you are required to prepare a statement of defence in Form 171B prescribed by the Federal Courts Rules serve it on the plaintiffs' solicitor or, where the plaintiffs do not have a solicitor, serve it on the plaintiffs, and file it, with proof of service, at a local office of this Court, WITHIN 30 DAYS after this statement of claim is served on you, if you are served within Canada.

If you are served in the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is forty days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is sixty days.

Copies of the Federal Court Rules information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.



IF YOU FAIL TO DEFEND THIS PROCEEDING, judgment may be given against you in your absence and without further notice to you.

(Date)

Issued by: \_\_\_\_\_  
(Registry Officer)

Address of local office: \_\_\_\_\_

TO:

Her Majesty the Queen in Right of Canada,  
Minister of Indian Affairs and Northern Development, and  
Attorney General of Canada  
Department of Justice  
900 - 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

**RELIEF SOUGHT**

1. The Representative Plaintiffs, on behalf of Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and Sechelt Indian Band, and on behalf of the members of the Class, claim:

- (a) a Declaration that the Sechelt Indian Band (referred to as the shíshálh or shíshálh band) and Tk'emlúps Band, and all members of the certified Class of Indian Bands, have Aboriginal Rights to speak their traditional languages and engage in their traditional customs and religious practices;
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivors at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;
- (c) a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Class;
- (d) a Declaration that Canada was or is in breach of the Class members' linguistic and cultural rights, (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools;
- (e) a Declaration that Canada is liable to the Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivors at and support of the Identified Residential Schools;
- (f) non-pecuniary and pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost of care and development of wellness plans for individual members of the bands in the Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Bands for which Canada is liable;
- (g) the construction of healing centres in the Class communities by Canada;

- (h) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (i) pre-judgment and post-judgment interest;
- (j) the costs of this action; and
- (k) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

#### DEFINITIONS

2. The following definitions apply for the purposes of this Claim:

- (a) “Aboriginal(s)”, “Aboriginal Person(s)” or “Aboriginal Child(ren)” means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;
- (b) “Aboriginal Right(s)” means any or all of the aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;
- (c) “Act” means the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. I-5 and its predecessors as have been amended from time to time;
- (d) “Agents” means the servants, contractors, agents, officers and employees of Canada and the operators, managers, administrators and teachers and staff of each of the Residential Schools;
- (e) “Agreement” means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006 entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- (f) “Class” means the Tk’emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band and any other Aboriginal Indian Band(s) which:
  - (i) has or had some members who are or were Survivors, or in whose community a Residential School is located; and
  - (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically identified Residential Schools.
- (g) “Canada” means the Defendant, Her Majesty the Queen in right of Canada as represented by the Attorney General of Canada;
- (h) “Class Period” means 1920 to 1997;
- (i) “Cultural, Linguistic and Social Damage” means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social



customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;

- (j) “Identified Residential School(s)” means the KIRS or the SIRS Residential School;
- (k) “KIRS” means the Kamloops Indian Residential School;
- (l) “Residential Schools” means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement;
- (m) “Residential Schools Policy” means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools;
- (n) “SIRS” means the Sechelt Indian Residential School;
- (o) “Survivors” means all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at a Residential School, during the Class Period excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the Indian Residential Schools Settlement Agreement. For greater clarity, Survivors are all those who were members of the formerly certified Survivor Class in this proceeding, whose claims were settled on terms set out in the Settlement Agreement signed on [DATE], and approved by the Federal Court on [DATE].

## **THE PARTIES**

### **The Plaintiffs**

3. The Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band are Aboriginal Indian Bands and they both act as Representative Plaintiffs for the Class. The Class members represent the collective interests and authority of each of their respective communities.

### **The Defendant**

4. Canada is represented in this proceeding by the Attorney General of Canada. The Attorney General of Canada represents the interests of Canada and the Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development Canada and predecessor Ministers who were responsible for



“Indians” under s.91 (24) of the *Constitution Act, 1867*, and who were, at all material times, responsible for the formation and implementation of the Residential Schools Policy, and the maintenance and operation of the KIRS and the SIRS.

#### **STATEMENT OF FACTS**

5. Over the course of the last several years, Canada has acknowledged the devastating impact of its Residential Schools Policy on Canada’s Aboriginal Peoples. Canada’s Residential Schools Policy was designed to eradicate Aboriginal culture and identity and assimilate the Aboriginal Peoples of Canada into Euro-Canadian society. Through this policy, Canada ripped away the foundations of identity for generations of Aboriginal People and caused incalculable harm to both individuals and communities.

6. The direct beneficiary of the Residential Schools Policy was Canada as its obligations would be reduced in proportion to the number, and generations, of Aboriginal Persons who would no longer recognize their Aboriginal identity and would reduce their claims to rights under the Act and Canada’s fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties.

7. Canada was also a beneficiary of the Residential Schools Policy, as the policy served to weaken the claims of Aboriginal Peoples to their traditional lands and resources. The result was a severing of Aboriginal People from their cultures, traditions and ultimately their lands and resources. This allowed for exploitation of those lands and resources by Canada, not only without Aboriginal Peoples’ consent but also, contrary to their interests, the Constitution of Canada and the Royal Proclamation of 1763.

8. The truth of this wrong and the damage it has wrought has now been acknowledged by the Prime Minister on behalf of Canada, and through the pan-Canadian settlement of the claims of

those who *resided at* Canada's Residential Schools by way of the Agreement implemented in 2007. Notwithstanding the truth and acknowledgement of the wrong and the damages caused, many members of Canada's Aboriginal communities were excluded from the Agreement, not because they did not *attend* Residential Schools and suffer Cultural, Linguistic and Social Damage, but simply because they did not *reside at* Residential Schools.

9. This claim is on behalf of the members of the Class, consisting of the Aboriginal communities within which the Residential Schools were situated, or whose members are or were Survivors.

#### **The Residential School System**

10. Residential Schools were established by Canada prior to 1874, for the education of Aboriginal Children. Commencing in the early twentieth century, Canada began entering into formal agreements with various religious organizations (the "Churches") for the operation of Residential Schools. Pursuant to these agreements, Canada controlled, regulated, supervised and directed all aspects of the operation of Residential Schools. The Churches assumed the day-to-day operation of many of the Residential Schools under the control, supervision and direction of Canada, for which Canada paid the Churches a *per capita* grant. In 1969, Canada took over operations directly.

11. As of 1920, the Residential Schools Policy included compulsory *attendance* at Residential Schools for all Aboriginal Children aged 7 to 15. Canada removed most Aboriginal Children from their homes and Aboriginal communities and transported them to Residential Schools which were often long distances away. However, in some cases, Aboriginal Children lived in their homes and communities and were similarly required to attend Residential Schools as

day students and not residents. This practice applied to even more children in the later years of the Residential Schools Policy. While at Residential School, all Aboriginal Children were confined and deprived of their heritage, their support networks and their way of life, forced to adopt a foreign language and a culture alien to them and punished for non-compliance.

12. The purpose of the Residential Schools Policy was the complete integration and assimilation of Aboriginal Children into the Euro-Canadian culture and the obliteration of their traditional language, culture, religion and way of life. Canada set out and intended to cause the Cultural, Linguistic and Social Damage which has harmed Canada's Aboriginal Peoples and Nations.

13. Canada chose to be disloyal to its Aboriginal Peoples, implementing the Residential Schools Policy in its own self-interest, including economic self-interest, and to the detriment and exclusion of the interests of the Aboriginal Persons to whom Canada owed fiduciary and constitutionally-mandated duties. The intended eradication of Aboriginal identity, culture, language, and spiritual practices, to the extent successful, results in the reduction of the obligations owed by Canada in proportion to the number of individuals, over generations, who would no longer identify as Aboriginal and who would be less likely to make claims to their rights as Aboriginal Persons.

#### **The Effects of the Residential Schools Policy on the Class Members**

##### ***Tk'emlúps Indian Band***

14. Tk'emlúpsmc, 'the people of the confluence', now known as the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band are members of the northernmost of the Plateau People and of the Interior-Salish Secwépemc (Shuswap) speaking peoples of British Columbia. The Tk'emlúps



Indian Band was established on a reserve now adjacent to the City of Kamloops, where the KIRS was subsequently established.

15. Secwepemctsin is the language of the Secwépemc, and it is the unique means by which the cultural, ecological, and historical knowledge and experience of the Secwépemc people is understood and conveyed between generations. It is through language, spiritual practices and passage of culture and traditions including their rituals, drumming, dancing, songs and stories, that the values and beliefs of the Secwépemc people are captured and shared. From the Secwépemc perspective all aspects of Secwépemc knowledge, including their culture, traditions, laws and languages, are vitally and integrally linked to their lands and resources.

16. Language, like the land, was given to the Secwépemc by the Creator for communication to the people and to the natural world. This communication created a reciprocal and cooperative relationship between the Secwépemc and the natural world which enabled them to survive and flourish in harsh environments. This knowledge, passed down to the next generation orally, contained the teachings necessary for the maintenance of Secwépemc culture, traditions, laws and identity.

17. For the Secwépemc, their spiritual practices, songs, dances, oral histories, stories and ceremonies were an integral part of their lives and societies. These practices and traditions are absolutely vital to maintain. Their songs, dances, drumming and traditional ceremonies connect the Secwépemc to their land and continually remind the Secwépemc of their responsibilities to the land, the resources and to the Secwépemc people.

18. Secwépemc ceremonies and spiritual practices, including their songs, dances, drumming and passage of stories and history, perpetuate their vital teachings and laws relating to the harvest



of resources, including medicinal plants, game and fish, and the proper and respectful protection and preservation of resources. For example, in accordance with Secwépemc laws, the Secwépemc sing and pray before harvesting any food, medicines, and other materials from the land, and make an offering to thank the Creator and the spirits for anything they take. The Secwépemc believe that all living things have spirits and must be shown utmost respect. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of Secwépemc culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

### ***Shíshálh band***

19. The shíshálh Nation, a division of the Coast Salish First Nations, originally occupied the southern portion of the lower coast of British Columbia. The shíshálh People settled the area thousands of years ago, and occupied approximately 80 village sites over a vast tract of land. The shíshálh People are made up of four sub-groups that speak the language of Shashishalhem, which is a distinct and unique language, although it is part of the Coast Salish Division of the Salishan Language.

20. Shíshálh tradition describes the formation of the shíshálh world (Spelmulh story). Beginning with the creator spirits, who were sent by the Divine Spirit to form the world, they carved out valleys leaving a beach along the inlet at Porpoise Bay. Later, the transformers, a male raven and a female mink, added details by carving trees and forming pools of water.

21. The shíshálh culture includes singing, dancing and drumming as an integral part of their culture and spiritual practices, a connection with the land and the Creator and passing on the history and beliefs of the people. Through song and dance the shíshálh People would tell stories, bless events and even bring about healing. Their songs, dances and drumming also signify critical

seasonal events that are integral to the shíshálh. Traditions also include making and using masks, baskets, regalia and tools for hunting and fishing. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of the shíshálh culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***The Impact of the Residential schools***

22. For all of the Aboriginal Children who were compelled to attend the Residential Schools, rigid discipline was enforced as per the Residential Schools Policy. While at school, children were not allowed to speak their Aboriginal language, even to their parents, and thus members of these Aboriginal communities were forced to learn English.

23. Aboriginal culture was strictly suppressed by the school administrators in compliance with the policy directives of Canada including the Residential Schools Policy. At the SIRS, members of shishalh were forced to burn or give to the agents of Canada centuries-old totem poles, regalia, masks and other “paraphernalia of the medicine men” and to abandon their potlatches, dancing and winter festivities, and other elements integral to the Aboriginal culture and society of the shíshálh and Secwépemc peoples.

24. Because the SIRS was physically located in the shíshálh community, Canada’s eyes, both directly and through its Agents, were upon the elders and they were punished severely for practising their culture or speaking their language or passing this on to future generations. In the midst of that scrutiny, members of the shíshálh band struggled, often unsuccessfully, to practice, protect and preserve their songs, masks, dancing or other cultural practices.

25. The Tk’emlúps te Secwépemc suffered a similar fate due to their proximity to the KIRS.

26. The children at the Residential Schools were taught to be ashamed of their Aboriginal identity, culture, spirituality and practices. They were referred to as, amongst other derogatory epithets, “dirty savages” and “heathens” and taught to shun their very identities. The Class members’ Aboriginal way of life, traditions, cultures and spiritual practices were supplanted with the Euro-Canadian identity imposed upon them by Canada through the Residential Schools Policy.

27. The Class members have lost, in whole or in part, their traditional economic viability, self-government and laws, language, land base and land-based teachings, traditional spiritual practices and religious practices, and the integral sense of their collective identity.

28. The Residential Schools Policy, delivered through the Residential Schools, wrought cultural, linguistic and social devastation on the communities of the Class and altered their traditional way of life.

#### **Canada’s Settlement with Former Residential School Residents**

29. From the closure of the Residential Schools until the late 1990’s, Canada’s Aboriginal communities were left to battle the damages and suffering of their members as a result of the Residential Schools Policy, without any acknowledgement from Canada. During this period, Residential School survivors increasingly began speaking out about the horrible conditions and abuse they suffered, and the dramatic impact it had on their lives. At the same time, many survivors committed suicide or self-medicated to the point of death. The deaths devastated the life and stability of the communities represented by the Class.

30. In January 1998, Canada issued a Statement of Reconciliation acknowledging and apologizing for the failures of the Residential Schools Policy. Canada admitted that the Residential



Schools Policy was designed to assimilate Aboriginal Persons and that it was wrong to pursue that goal. The Plaintiffs plead that the Statement of Reconciliation by Canada is an admission by Canada of the facts and duties set out herein and is relevant to the Plaintiffs' claim for damages, particularly punitive damages.

31. The Statement of Reconciliation stated, in part, as follows:

*Sadly, our history with respect to the treatment of Aboriginal people is not something in which we can take pride. Attitudes of racial and cultural superiority led to a suppression of Aboriginal culture and values. As a country we are burdened by past actions that resulted in weakening the identity of Aboriginal peoples, suppressing their languages and cultures, and outlawing spiritual practices. We must recognize the impact of these actions on the once self-sustaining nations that were disaggregated, disrupted, limited or even destroyed by the dispossession of traditional territory, by the relocation of Aboriginal people, and by some provisions of the Indian Act. We must acknowledge that the results of these actions was the erosion of the political, economic and social systems of Aboriginal people and nations.*

*Against the backdrop of these historical legacies, it is a remarkable tribute to the strength and endurance of Aboriginal people that they have maintained their historic diversity and identity. The Government of Canada today formally expresses to all Aboriginal people in Canada our profound regret for past actions of the Federal Government which have contributed to these difficult pages in the history of our relationship together.*

*One aspect of our relationship with Aboriginal people over this period that requires particular attention is the Residential School System. This system separated many children from their families and communities and prevented them from speaking their own languages and from learning about their heritage and cultures. In the worst cases, it left legacies of personal pain and distress that continued to reverberate in Aboriginal communities to this date. Tragically, some children were the victims of physical and sexual abuse.*

*The Government of Canada acknowledges the role it played in the development and administration of these schools. Particularly to those individuals who experienced the tragedy of sexual and physical abuse at Residential Schools, and who have carried this burden believing that in some way they must be responsible, we wish to emphasize that what*



*you experienced was not your fault and should never have happened. To those of you who suffered this tragedy at Residential Schools, we are deeply sorry. In dealing with the legacies of the Residential School program, the Government of Canada proposes to work with First Nations, Inuit, Metis people, the Churches and other interested parties to resolve the longstanding issues that must be addressed. We need to work together on a healing strategy to assist individuals and communities in dealing with the consequences of this sad era of our history...*

32. Reconciliation is an ongoing process. In renewing our partnership, we must ensure that the mistakes which marked our past relationship are not repeated. The Government of Canada recognizes that policies that sought to assimilate Aboriginal people, women and men, were not the way to build a strong community...On June 11, 2008, Prime Minister Stephen Harper on behalf of Canada, delivered an apology ("Apology") that acknowledged the harm done by Canada's Residential Schools Policy:

*For more than a century, Indian Residential Schools separated over 150,000 Aboriginal children from their families and communities. In the 1870's, the federal government, partly in order to meet its obligation to educate Aboriginal children, began to play a role in the development and administration of these schools. **Two primary objectives of the Residential Schools system were to remove and isolate children from the influence of their homes, families, traditions and cultures, and to assimilate them into the dominant culture.** These objectives were based on the assumption Aboriginal cultures and spiritual beliefs were inferior and unequal. Indeed, some sought, as it was infamously said, **"to kill the Indian in the child"**. Today, we recognize that this policy of assimilation was wrong, has caused great harm, and has no place in our country. [emphasis added]*

33. In this Apology, the Prime Minister made some important acknowledgments regarding the Residential Schools Policy and its impact on Aboriginal Children:

*The Government of Canada built an educational system in which very young children were often forcibly removed from their homes, often taken far from their communities. Many were inadequately fed, clothed and housed. All were deprived of the care and nurturing of their parents, grandparents and communities. First Nations, Inuit and Métis languages and cultural practices were prohibited in these schools.*

*Tragically, some of these children died while attending residential schools and others never returned home.*

*The government now recognizes that the consequences of the Indian Residential Schools policy were profoundly negative and that this policy has had a lasting and damaging impact on Aboriginal culture, heritage and language.*

*The legacy of Indian Residential Schools has contributed to social problems that continue to exist in many communities today.*

\* \* \*

*We now recognize that it was wrong to separate children from rich and vibrant cultures and traditions, that it created a void in many lives and communities, and we apologize for having done this. We now recognize that, in separating children from their families, we undermined the ability of many to adequately parent their own children and sowed the seeds for generations to follow, and we apologize for having done this. We now recognize that, far too often, these institutions gave rise to abuse or neglect and were inadequately controlled, and we apologize for failing to protect you. Not only did you suffer these abuses as children, but as you became parents, you were powerless to protect your own children from suffering the same experience, and for this we are sorry.*

*The burden of this experience has been on your shoulders for far too long. The burden is properly ours as a Government, and as a country. There is no place in Canada for the attitudes that inspired the Indian Residential Schools system to ever prevail again. You have been working on recovering from this experience for a long time and in a very real sense, we are now joining you on this journey. The Government of Canada sincerely apologizes and asks the forgiveness of the Aboriginal peoples of this country for failing them so profoundly.*

#### **Canada's Breach of Duties to the Class Members**

34. From the formation of the Residential Schools Policy to its execution in the form of forced attendance at the Residential Schools, Canada caused incalculable losses to the Class members.



35. The Class members have all been affected by a crippling or elimination of traditional ceremonies and a loss of the hereditary governance structure which allowed for the ability to govern their peoples and their lands.

***Canada's Duties***

36. Canada was responsible for developing and implementing all aspects of the Residential Schools Policy, including carrying out all operational and administrative aspects of Residential Schools. While the Churches were used as Canada's Agents to assist Canada in carrying out its objectives, those objectives and the manner in which they were carried out were the obligations of Canada. Canada was responsible for:

- (a) the administration of the Act and its predecessor statutes as well as all other statutes relating to Aboriginal Persons and all Regulations promulgated under these Acts and their predecessors during the Class Period;
- (b) the management, operation and administration of the Department of Indian Affairs and Northern Development and its predecessors and related Ministries and Departments, as well as the decisions taken by those ministries and departments;
- (c) the construction, operation, maintenance, ownership, financing, administration, supervision, inspection and auditing of the Residential Schools and for the creation, design and implementation of the program of education for Aboriginal Persons in attendance;
- (d) the selection, control, training, supervision and regulation of the operators of the Residential Schools, including their employees, servants, officers and agents, and for the care and education, control and well being of Aboriginal Persons attending the Residential Schools;
- (e) preserving, promoting, maintaining and not interfering with Aboriginal Rights, including the right to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions and the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities; and
- (f) the care and supervision of all Survivors while they were in attendance at the Residential Schools during the Class Period.

37. Further, Canada has at all material times committed itself to honour international law in relation to the treatment of its people, which obligations form minimum commitments to Canada's Aboriginal Peoples, including the Class, and which have been breached. In particular, Canada's breaches include the failure to comply with the terms and spirit of:

- (a) the *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951,, and in particular Article 2(b), (c) and (e) of that convention, by engaging in the intentional destruction of the culture of Aboriginal Children and communities, causing profound and permanent cultural injuries to the Class;
- (b) the *Declaration of the Rights of the Child* (1959) G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354 by failing to provide Aboriginal Children with the means necessary for normal development, both materially and spiritually, and failing to put them in a position to earn a livelihood and protect them against exploitation;
- (c) the *Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), and in particular Articles 29 and 30 of that convention, by failing to provide Aboriginal Children with education that is directed to the development of respect for their parents, their cultural identities, language and values, and by denying the right of Aboriginal Children to enjoy their own cultures, to profess and practise their own religions and to use their own languages;
- (d) the *International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976, in particular Articles 1 and 27 of that convention, by interfering with Class members' rights to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions, the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities and the right to teach their culture, spirituality, language and traditions to their own children, grandchildren, extended families and communities;
- (e) the *American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992), and in particular Article XIII, by violating Class members' right to take part in the cultural life of their communities;
- (f) the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010, and in particular article 8, 2(d), which commits to the provision of effective mechanisms for redress for forced assimilation.



38. Canada's obligations under international law inform Canada's common law, statutory, fiduciary, constitutionally-mandated and other duties, and a breach of the aforementioned international obligations is evidence of, or constitutes, a breach under domestic law.

***Breach of Fiduciary and Constitutionally-Mandated Duties***

39. Canada has constitutional obligations to, and a fiduciary relationship with, Aboriginal People in Canada. Canada created, planned, established, set up, initiated, operated, financed, supervised, controlled and regulated the Residential Schools and established the Residential Schools Policy. Through these acts, and by virtue of the *Constitution Act 1867*, the *Constitution Act, 1982*, and the provisions of the Act, as amended, Canada owed a fiduciary duty to Class members.

40. Canada's constitutional duties include the obligation to uphold the honour of the Crown in all of its dealings with Aboriginal Peoples, including the Class members. This obligation arose with the Crown's assertion of sovereignty from the time of first contact and continues through post-treaty relationships. This is and remains an obligation of the Crown and was an obligation on the Crown at all material times. The honour of the Crown is a legal principle which requires the Crown to operate at all material times in its relations with Aboriginal Peoples from contact to post-treaty in the most honourable manner to protect the interests of the Aboriginal Peoples.

41. Canada's fiduciary duties obliged Canada to act as a protector of Class members' Aboriginal Rights, including the protection and preservation of their language, culture and their way of life, and the duty to take corrective steps to restore the Plaintiffs' culture, history and status, or assist them to do so. At a minimum, Canada's duty to Aboriginal Persons included the duty not to deliberately reduce the number of the beneficiaries to whom Canada owed its duties.

42. The fiduciary and constitutional duties owed by Canada extend to the Class because the Residential Schools Policy was intended to, and did, undermine and seek to destroy the way of life established and enjoyed by these Nations whose identities were and are viewed as collective.

43. Canada acted in its own self-interest and contrary to the interests of Aboriginal Children, not only by being disloyal to, but by actually betraying the Aboriginal Children and communities whom it had a duty to protect. Canada wrongfully exercised its discretion and power over Aboriginal People, and in particular children, for its own benefit. The Residential Schools Policy was pursued by Canada, in whole or in part, to eradicate what Canada saw as the “Indian Problem”. Namely, Canada sought to relieve itself of its moral and financial responsibilities for Aboriginal People, the expense and inconvenience of dealing with cultures, languages, habits and values different from Canada’s predominant Euro-Canadian heritage, and the challenges arising from land claims.

44. In breach of its ongoing fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Class, Canada failed, and continues to fail, to adequately remediate the damage caused by its wrongful acts, failures and omissions. In particular, Canada has failed to take adequate measures to ameliorate the Cultural, Linguistic and Social Damage suffered by the Class, notwithstanding Canada’s admission of the wrongfulness of the Residential Schools Policy since 1998.

***Breach of Aboriginal Rights***

45. The shishálh and Tk’emlúps people, and indeed all members of the Class have exercised laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans, these Nations have sustained

their individual members, communities and distinctive cultures by speaking their languages and practicing their customs and traditions.

46. As a result of Residential School Policy, Class members were denied the ability to exercise and enjoy their Aboriginal Rights in the context of their collective expression within the Bands, some particulars of which include, but are not limited to:

- (a) shisháhlh, Tk'emlúps and other Aboriginal cultural, spiritual and traditional activities have been lost or impaired;
- (b) the traditional social structures, including the equal authority of male and female leaders have been lost or impaired;
- (c) the shisháhlh, Tk'emlúps and other Aboriginal languages have been lost or impaired;
- (d) traditional shisháhlh, Tk'emlúps and Aboriginal parenting skills have been lost or impaired;
- (e) shisháhlh, Tk'emlúps and other Aboriginal skills for gathering, harvesting, hunting and preparing traditional foods have been lost or impaired; and,
- (f) shisháhlh, Tk'emlúps and Aboriginal spiritual beliefs have been lost or impaired.

47. Canada had at all material times and continues to have a duty to protect the Class members' Aboriginal Rights, including the exercise of their spiritual practices and traditional protection of their lands and resources, and an obligation not to undermine or interfere with the Class members' Aboriginal Rights. Canada has failed in these duties, without justification, through its Residential Schools Policy.

***Vicarious Liability***

48. Canada is vicariously liable for the negligent performance of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties of its Agents.



49. Additionally, the Plaintiffs hold Canada solely responsible for the creation and implementation of the Residential Schools Policy and, furthermore:

- a. The Plaintiffs expressly waive any and all rights they may possess to recover from Canada, or any other party, any portion of the Plaintiffs' loss that may be attributable to the fault or liability of any third-party and for which Canada might reasonably be entitled to claim from any one or more third-party for contribution, indemnity or an apportionment at common law, in equity, or pursuant to the British Columbia *Negligence Act*, R.S.B.C. 1996, c. 333, as amended; and
- b. The Plaintiffs will not seek to recover from any party, other than Canada, any portion of their losses which have been claimed, or could have been claimed, against any third-parties.

#### **Damages**

50. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Class has suffered from the loss of the ability to fully exercise their Aboriginal Rights collectively, including the right to have a traditional government based on their own languages, spiritual practices, traditional laws and practices.

#### **Grounds for Punitive and Aggravated Damages**

51. Canada deliberately planned the eradication of the language, religion and culture of the Class. The actions were malicious and intended to cause harm, and in the circumstances punitive and aggravated damages are appropriate and necessary.

#### **Legal Basis of Claim**

52. The Class members are Aboriginal Indian Bands



53. The Class members' Aboriginal Rights existed and were exercised at all relevant times pursuant to the *Constitution Act, 1982*, s. 35, being Schedule B to the *Canada Act 1982* (UK), 1982, c. 11.

54. At all material times, Canada owed the Plaintiffs and Class members a special and constitutionally-mandated duty of care, good faith, honesty and loyalty pursuant to Canada's constitutional obligations and Canada's duty to act in the best interests of Aboriginal People and especially Aboriginal Children who were particularly vulnerable. Canada breached those duties, causing harm.

55. The Class members are comprised of Aboriginal Peoples who have exercised their respective laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans to the present, the Aboriginal Peoples who comprise the Class members have sustained their people, communities and distinctive culture by exercising their respective laws, customs and traditions in relation to their entire way of life, including language, dance, music, recreation, art, family, marriage and communal responsibilities, and use of resources.

#### **Constitutionality of Sections of the *Indian Act***

56. The Class members plead that any section of the Act and its predecessors and any Regulation passed under the Act and any other statutes relating to Aboriginal Persons that provide or purport to provide the statutory authority for the eradication of Aboriginal People through the destruction of their languages, culture, practices, traditions and way of life, are in violation of sections 25 and 35(1) of the *Constitution Act* 1982, sections 1 and 2 of the *Canadian Bill of Rights*,

R.S.C. 1985, as well as sections 7 and 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and should therefore be treated as having no force and effect.

57. Canada deliberately planned the eradication of the language, spirituality and culture of the Plaintiffs and Class members.

58. Canada's actions were deliberate and malicious and in the circumstances, punitive, exemplary and aggravated damages are appropriate and necessary.

59. The Plaintiffs plead and rely upon the following:

*Federal Courts Act*, R.S.C., 1985, c. F-7, s. 17;

*Federal Courts Rules*, SOR/98-106, Part 5.1 Class Proceedings;

*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. 1985, c. C-50, ss. 3, 21, 22, and 23;

*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, ss. 7, 15;

*Constitution Act, 1982*, ss. 25 and 35(1),

*The Canadian Bill of Rights*, R.S.C. 1985, App. III, Preamble, ss. 1 and 2;

*The Indian Act*, R.S.C. 1985, ss. 2(1), 3, 18(2), 114-122 and its predecessors.

International Treaties:

*Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951;

*Declaration of the Rights of the Child (1959)*, G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354;

*Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989);

*International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976;

*American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992); and

*United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010.

The plaintiffs propose that this action be tried at Vancouver, BC.

April 30, 2021

\_\_\_\_\_  
Peter R. Grant, on behalf of  
all Solicitors for the Plaintiffs

*Solicitors for the Plaintiffs*

**PETER GRANT LAW CORPORATION**  
#407- 808 Nelson Street  
Vancouver, BC V6Z 2H2

) Contact and Address for Service  
) for the Plaintiffs

**Peter R. Grant**  
Tel: 604.688.7202  
Fax: 604.688.8388  
[pgrant@grantnativelaw.com](mailto:pgrant@grantnativelaw.com)

**WADDELL PHILLIPS PC**  
Suite 1120, 36 Toronto Street  
Toronto, ON M5C 2C5

**John Kingman Phillips**  
[john@waddellphillips.ca](mailto:john@waddellphillips.ca)

**W. Cory Wanless**  
[cory@waddellphillips.ca](mailto:cory@waddellphillips.ca)

**Tina Q. Yang**  
[tina@waddellphillips.ca](mailto:tina@waddellphillips.ca)

Tel: 647.261.4486  
Fax: 416.477.1657

**DIANE SOROKA AVOCATE INC.**

447 Strathcona Ave.  
Westmount, QC H3Y 2X2

**Diane Soroka**  
Tel: 514.939.3384  
Fax: 514.939.4014  
[dhs@dsoroka.com](mailto:dhs@dsoroka.com)



Dossier n° T-1542-12

**COUR FÉDÉRALE**  
**RECOURS COLLECTIF**

**ENTRE :**

LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, en son propre nom et au nom de tous les membres de la BANDE INDIENNE TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC et de la BANDE TK'EMLUPS TE SECWÉPEMC,

LE CHEF GARRY FESCHUK, en son propre nom et au nom de tous les membres de la BANDE DE SECHELT et de la BANDE DE SECHELT,

VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, DIANA MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON, DAPHNE PAUL et RITA POULSEN

**DEMANDEURS**

et

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA

**DÉFENDERESSE**

**CONVENTION DE RÈGLEMENT DU RECOURS COLLECTIF CONCERNANT  
LES SURVIVANTS ET DESCENDANTS D'ÉLÈVES D'EXTERNATS**

**ATTENDU QUE :**

A. Le Canada et des organismes religieux ont géré des pensionnats indiens, dont la mission consistait à éduquer de jeunes autochtones et dans lesquels des enfants ont subi des préjudices.

B. Le 8 mai 2006, le Canada a conclu la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens, qui prévoit une indemnisation et d'autres prestations, y compris le paiement d'expérience commune, liées la fréquentation de pensionnats indiens.

C. Le 15 août 2012, les demandeurs ont déposé un recours collectif putatif devant la Cour fédérale du Canada portant le n° du dossier T-1542-12, *Gottfriedson et al. c. Sa Majesté la Reine du chef du Canada* (le « recours »). Le 11 juin 2013, une déclaration amendée a été déposée et le 26 juin 2015, une nouvelle déclaration modifiée a été déposée.

D. Le recours a été certifié comme recours collectif par une ordonnance de la Cour fédérale datée du 18 juin 2015, au nom de trois sous-groupes : le groupe des survivants, le groupe des descendants et le groupe des bandes.

E. Les parties ont l'intention de parvenir à un règlement équitable et exhaustif des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants, et souhaitent en outre promouvoir la vérité, la guérison, l'éducation, la commémoration et la réconciliation. Ils ont négocié cette convention en gardant ces objectifs à l'esprit.

F. Sous réserve de l'ordonnance d'approbation du règlement, les réclamations des membres du groupe des survivants et des membres du groupe des descendants seront réglées conformément aux conditions énoncées dans cette convention.

G. Les parties ont convenu de maintenir les réclamations du groupe des bandes, nonobstant le règlement des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants. Il a également été convenu que la présente convention ne portera pas atteinte aux droits des parties en ce qui concerne la poursuite du litige relatif aux réclamations des membres du groupe des bandes dans le cadre du recours.

**EN CONSÉQUENCE**, compte tenu des accords et engagements mutuels décrits dans la présente, les parties conviennent de ce qui suit :

## **INTERPRÉTATION ET DATE DE PRISE D'EFFET**

### **1. Définitions**

1.01 Les définitions suivantes s'appliquent à la présente convention :

« **Autochtone** » désigne une personne dont les droits sont reconnus et garantis par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*;

« **Action** » désigne le recours collectif *Gottfriedson et al. c Sa Majesté la Reine du chef du Canada* (dossier n° T-1542-12);

« **Convention** » désigne la présente convention de règlement, y compris les annexes qui y sont jointes;

« **Date d'approbation** » correspond à la date à laquelle la **Cour** rend son **ordonnance d'approbation**;

« **Ordonnance d'approbation** » s'entend de l'ordonnance ou des ordonnances de la **Cour** approuvant la présente **convention**;

« **groupe des bandes** » La bande indienne Tk'emlúps te Secwépmeç et la bande indienne de Sechelt et de toute autre bande qui :

- a. a ou avait des membres qui sont ou ont été membres du **groupe des survivants**, ou dont la communauté abrite un **pensionnat indien**;
- b. est expressément associé à l'**action** concernant un ou plusieurs **pensionnats indiens**;

« **Jour ouvrable** » signifie une journée autre que le samedi, le dimanche, un jour considéré férié en vertu des lois de la province ou du territoire où vit la personne qui doit prendre des mesures conformément aux présentes, ou encore un jour décrété férié par une loi fédérale du Canada et observé dans la province ou le territoire en question;

« **Canada** » s'entend de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, du Procureur général du Canada, ainsi que de leurs représentants légaux, salariés, agents, préposés, prédécesseurs, successeurs, exécuteurs, administrateurs, héritiers et ayants droit;



« **Ordonnance d'autorisation** » désigne l'ordonnance de la **Cour** datée du 18 juin 2015, autorisant la présente **action** en vertu des *Règles des Cours fédérales*, jointe à titre d'annexe B;

« **Réclamation** » désigne une demande d'indemnité présentée par un **demandeur** en vertu de la présente **convention** en soumettant un **formulaire de réclamation**, y compris toute documentation connexe, à l'**administrateur des réclamations**;

« **Formulaire de réclamation** » désigne la demande **d'indemnisation liée à la fréquentation d'externat** qui doit être soumise par un **demandeur** à l'**administrateur des réclamations** avant la **date limite des réclamations**, dont la forme et le contenu doivent être approuvés par la **Cour** avant la **date de mis en œuvre**;

« **Demandeur** » désigne un **ancien élève d'externat**, son **représentant personnel**, ou dans le cas d'un ancien élève d'externat décédé le 30 mai 2005 ou après, de son **représentant désigné**, qui présente ou maintient une **réclamation**;

« **Administrateur des réclamations** » désigne toute entité pouvant être désignée par les **parties** le cas échéant et qui est nommée par la **Cour** afin de remplir les fonctions qui lui sont assignées dans le cadre de la présente **convention**;

« **Date limite des réclamations** » correspond à la date qui tombe vingt-et-un (21) mois après la **date de mise en œuvre**;

« **Processus de réclamation** » correspond au processus décrit dans la présente **convention**, y compris l'annexe C et les formulaires connexes, visant la soumission des **réclamations**, l'évaluation de l'admissibilité et le paiement de l'**indemnité liée à la fréquentation d'externat** aux **demandeurs**;

« **Avocat du groupe** » désigne Peter R. Grant Law Corporation, Diane Soroka Avocate Inc., et Waddell Phillips Professional Corporation;

« **Période visée par le recours collectif** » désigne la période commençant le 1<sup>er</sup> janvier 1920 et se terminant le 31 décembre 1997 inclusivement;



« **Cour** » s'entend de la Cour fédérale, sauf si le contexte ne s'y prête pas;

« **Ancien élève externe** » s'entend de tout **membre du groupe des survivants** qui a fréquenté pour toute partie d'une **année scolaire**, sans y résider, un **pensionnat indien** figurant à l'annexe E, soit sur la liste 1 ou la liste 2, pendant les périodes qui y sont indiquées;

« **Indemnité liée à la fréquentation d'externat** » désigne le paiement de dix mille dollars (10 000 \$) mentionné au paragraphe 25.01 de la présente;

« **Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes** » ou « **Fonds** » établi en vertu du paragraphe 21.01 des présentes, et comme décrit dans le **plan de distribution du Fonds**;

« **Société de revitalisation pour les élèves externes** » (*Day Scholars Revitalization Society*) ou « **Société** » désigne la société sans but lucratif établie en vertu du paragraphe 22.01 des présentes;

« **Groupe des descendants** » désigne les personnes faisant partie de la première génération de descendants des **membres du groupe des survivants** qui ont été légalement ou techniquement adoptées par un **membre du groupe des survivants** ou son conjoint;

« **Membre du groupe des descendants** » désigne une personne qui correspond à la définition du **groupe des descendants**;

« **Représentant désigné** » désigne la personne physique désignée dans le formulaire du représentant désigné dûment rempli, dont la forme et le contenu seront approuvés par la **Cour** avant la **date de mise en œuvre**;

« **Accord sur les honoraires** » désigne l'accord juridique distinct conclu par les **parties** concernant les frais juridiques, les coûts, les honoraires et les débours;

« **Plan de distribution du Fonds** » désigne le plan de distribution des fonds alloués au **Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes**, joint à titre d'annexe F;

« **Examineur indépendant** » désigne la ou les personnes désignées par la **Cour** pour statuer sur les demandes de réexamen des **demandeurs** dont les **réclamations** ont été rejetées par **l'administrateur des réclamations**, conformément au **processus de réclamation**;

« **Pensionnats indiens** » désigne les établissements figurant sur la liste des pensionnats indiens jointe à titre d'annexe « A » de **l'ordonnance d'autorisation**, cette liste pouvant être modifiée par une autre ordonnance de la **Cour**;

« **Date de mise en œuvre** » signifie la date la plus tardive parmi :

- a. le lendemain de la date limite à laquelle un recours ou une requête en autorisation d'appel de **l'ordonnance d'approbation** peut être déposé,
- b. la date de la décision finale rendue à la suite d'un appel ayant trait à l'ordonnance d'approbation;

« **CRRPI** » désigne la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 8 mai 2006;

« **Règlement McLean** » désigne la convention de règlement relative aux externats indiens fédéraux (McLean) conclue le 30 novembre 2018, dans le cadre de l'affaire *McLean et al. c. Sa Majesté la Reine du chef du Canada* (dossier n° T-2169-16);

« **Exclue** » s'entend de toute personne qui répondrait autrement à la définition d'un **membre du groupe des survivants** ou d'un **membre du groupe des descendants** ayant déjà dûment renoncé à prendre part à **l'action**;

« **Parties** » correspond aux signataires de la présente **convention**;

« **Personne frappée d'incapacité** » désigne :

- a. une personne mineure telle que définie par les lois de la province ou du territoire de résidence de cette personne;
- b. une personne incapable de gérer ses affaires, de porter des jugements ou de prendre des décisions raisonnables à cet égard en raison d'une incapacité mentale et pour laquelle un **représentant personnel** a été nommé en vertu des lois applicables dans la province ou dans le territoire de résidence de cette personne;

« **Représentant personnel** » désigne la personne nommée en vertu des lois en vigueur dans la province ou le territoire de résidence de cette personne pour gérer les affaires d'une **personne frappée d'incapacité** ou porter des jugements ou prendre des décisions raisonnables à cet égard;

« **Réclamations abandonnées** » désigne les causes d'action, les responsabilités, les demandes et les réclamations abandonnées conformément à l'**ordonnance d'approbation**, comme indiqué au paragraphe 42.01 de la présente;

« **Année scolaire** » s'entend de la période allant du 1<sup>er</sup> septembre d'une année civile au 31 août de l'année civile suivante;

« **Plan de notification de la convention de règlement** » s'entend du plan de notification visant à informer les **membres du groupe des survivants** et les **membres du groupe des descendants** du contenu de la présente convention;

« **Plan d'approbation du règlement** » s'entend du plan de notification visant à informer les **membres du groupe des survivants** et les **membres du groupe des descendants** du contenu de l'ordonnance d'approbation;

« **Groupe des survivants** » désigne tous les **Autochtones** qui ont fréquenté un **pensionnat indien** en tant qu'élèves ou à des fins éducatives pendant une période quelconque au cours de la **période visée par le recours**, à l'exclusion, pour chacun des membres du groupe, des périodes pour lesquelles ce membre a reçu une indemnité au moyen du paiement d'expérience commune en vertu de la **CRRPI**;



« **Membre du groupe des survivants** » désigne toute personne qui correspond à la définition du **groupe des survivants** et qui n'est pas réputée **exclue**;

« **Date limite ultime des réclamations** » désigne la date qui tombe trois (3) mois après la **date limite des réclamations**.

## 2. Aucune admission de fait ou de responsabilité

- 2.01 La présente convention ne constitue pas une admission de la part du Canada, ni une constatation par la Cour, d'un fait quelconque, ou d'une responsabilité du Canada concernant l'une ou l'autre des réclamations formulées dans les demandes ou le plaidoyer des demandeurs dans le cadre de l'action, telles qu'elles sont actuellement formulées dans la nouvelle déclaration modifiée, qu'elles ont été formulées dans des versions antérieures ou qu'elles pourraient être formulées à l'avenir.
- 2.02 Sans limiter la portée de ce qui précède, il est entendu que les parties conviennent que, dans le cadre de litiges ultérieurs concernant les réclamations du groupe des bandes, les parties ne soutiendront pas que l'existence de la présente convention ou de toute autre disposition des présentes constitue une reconnaissance de la part des parties, ou une constatation par la Cour, de tout fait ou de toute loi, ou une reconnaissance de la responsabilité du Canada, se rapportant aux réclamations formulées par le groupe des bandes dans le cadre de l'action, ou un règlement ou une résolution des réclamations du groupe des bandes dans le cadre de l'action. Toutefois, aucune disposition susmentionnée ni aucune autre disposition de la présente convention n'empêche les parties de faire référence ou de s'appuyer par ailleurs sur l'existence de la convention et de l'indemnité payée ou payable en vertu de celle-ci dans toute procédure, le cas échéant.



### **3. Titres**

- 3.01 La division de la présente convention en paragraphes, titres et l'ajout d'annexes visent uniquement à en faciliter la consultation et ne sauraient affecter l'interprétation de la présente convention.

### **4. Sens étendu**

- 4.01 Dans les présentes, le singulier comprend le pluriel et *vice versa*, le masculin ou le féminin s'applique aux personnes de l'un ou de l'autre sexe, et le mot personne comprend les particuliers, les partenariats, les associations, les fiducies, les organismes non constitués en société, les sociétés et les autorités gouvernementales. L'expression « y compris » signifie « y compris, sans restreindre la généralité de ce qui précède ».

### **5. Ambiguïté**

- 5.01 Les parties reconnaissent qu'elles ont examiné les modalités de la présente convention et qu'elles ont contribué à les établir, et elles conviennent que toute règle d'interprétation selon laquelle les ambiguïtés seront réglées à l'encontre des parties chargées de la rédaction ne s'appliquera pas à l'interprétation des présentes.

### **6. Renvois législatifs**

- 6.01 Dans la présente convention, à moins que l'objet ou le contexte n'exige une interprétation différente ou sauf disposition contraire des présentes, toute référence à une loi renvoie à cette loi telle qu'elle a été promulguée à la date de son entrée en vigueur ou telle qu'elle a pu être modifiée, promulguée de nouveau ou remplacée, et comprend tout règlement pris en vertu de celle-ci.

## **7. Jour de prise de mesures**

- 7.01 Si le délai dans lequel une mesure doit être prise en vertu des présentes expire ou lors d'un jour non ouvrable, cette mesure peut être prise le prochain jour ouvrable suivant cette journée.

## **8. Ordonnance définitive**

- 8.01 Aux fins des présentes, un jugement ou une ordonnance devient définitif à l'expiration du délai d'appel ou de demande d'autorisation d'en appeler d'un jugement ou d'une ordonnance, sans qu'un appel ne soit porté ou sans qu'on ait demandé l'autorisation d'interjeter appel ou, dans les cas contraires, lorsque l'appel ou la demande d'autorisation et les autres appels ont été tranchés et que tout autre dernier délai d'appel est expiré.

## **9. Devise**

- 9.01 Tous les montants en devise dans les présentes sont indiqués en dollars canadiens.

## **10. Indemnité globale**

- 10.01 Il est entendu que les montants payables en vertu des présentes sont inclusifs de tout intérêt avant ou après jugement ou de tout autre montant pouvant être réclamé par les membres du groupe des survivants ou les membres du groupe des descendants au Canada en raison des réclamations abandonnées.

## **11. Annexes**

- 11.01 Les annexes suivantes sont incorporées aux présentes et en font partie intégrante :

Annexe A : Nouvelle déclaration modifiée, déposée le 26 juin 2015

Annexe B : Ordonnance d'autorisation, datée du 18 juin 2015

Annexe C : Processus de règlement des revendications

Annexe D : Processus de réclamation successorale

Annexe E : Liste des pensionnats indiens concernés par le processus réclamation

Annexe F : Plan de distribution du Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes

Annexe G : Projet d'ordonnance d'autorisation modifié (re : réclamations du groupe des bandes)

Annexe H : Projet de deuxième déclaration modifiée, projet sans description des modifications antérieures ou actuellement proposées.(re : réclamations du groupe des bandes)

## **12. Aucune autre obligation**

12.01 Toute action, cause d'action, responsabilité, réclamation et demande de quelque nature que ce soit visant à réclamer des dommages-intérêts, des contributions, des indemnités, des coûts, des dépenses et des intérêts que tout membre du groupe des survivants ou du groupe des descendants a déjà eus, a actuellement ou pourrait avoir à l'avenir en rapport avec l'action contre le Canada, que ces réclamations ont été présentées ou auraient pu l'être dans le cadre de toute procédure, sera définitivement réglée selon les conditions énoncées dans la présente convention à la date de l'ordonnance d'approbation, et le Canada n'aura aucune autre responsabilité que celles énoncées dans les présentes.



### **13. Intégralité de la convention**

- 13.01 La présente convention constitue la convention complète entre les parties en ce qui concerne les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants présentées dans le cadre de l'action, et annule et remplace tous les accords et conventions antérieurs ou autres conclus entre les parties à cet égard. Il n'existe aucune déclaration, aucune garantie, aucune modalité, aucune condition, aucun engagement, aucune entente ou aucune convention accessoire, expresse, implicite ou statutaire entre les parties, en ce qui concerne l'objet des présentes, autre que ce qui est expressément énoncé ou mentionné dans les présentes.

### **14. Portée de la Convention**

- 14.01 La présente convention est exécutoire et s'applique au profit des parties, des membres du groupe des survivants, des membres du groupe des descendants et de leurs héritiers, ayants droit, représentants désignés et représentants personnels respectifs.

### **15. Réclamation du groupe des bandes**

- 15.01 Rien dans les présentes n'a pour but de porter atteinte aux droits des parties en ce qui concerne la poursuite du litige relatif aux réclamations du groupe des bandes dans le cadre de l'action.
- 15.02 Les réclamations du groupe des bandes qui sont maintenues sont énoncées dans le projet d'ordonnance d'autorisation modifiée (re : réclamations du groupe des bandes), joint à titre d'annexe G et le projet de deuxième déclaration modifiée concernant les réclamations du groupe des bandes (re : réclamations du groupe des bandes), joint à titre d'annexe H.



## **16. Lois applicables**

- 16.01 La présente convention est régie par les lois de la province ou du territoire où réside le membre du groupe des survivants ou le membre du groupe des descendants et par les lois du Canada qui s'y appliquent et est interprétée conformément à celles-ci.

## **17. Exemplaires**

- 17.01 La présente convention peut être signée en plusieurs exemplaires, chacun étant réputé être un original et, pris dans leur ensemble, étant réputé constituer une seule et même convention.

## **18. Langues officielles**

- 18.01 Le Canada préparera la traduction française des présentes pour utilisation lors des audiences d'approbation du règlement devant la Cour. Dès que possible après la signature de la présente convention, le Canada prendra des dispositions pour la préparation d'une version française faisant autorité. La version française aura le même poids et la même force de loi que la version anglaise.

## **19. Caractère exécutoire**

- 19.01 Cette convention deviendra exécutoire à compter de sa date d'entrée en vigueur, et liera toutes les parties, tous les membres du groupe des survivants et du groupe et tous les membres du groupe des descendants. L'ordonnance d'approbation de la Cour constitue une approbation des présentes à l'égard de tous les membres du groupe des survivants et des membres du groupe des descendants.

## **20. Indivisibilité de la convention**

- 20.01 Aucune disposition de la présente convention n'entrera en vigueur tant que la Cour n'aura pas approuvé les présentes.

## LE FONDS DE REVITALISATION DESTINÉ AUX ANCIENS ÉLÈVES EXTERNES

### 21. Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes

- 21.01 Le Canada accepte de verser la somme de cinquante millions de dollars (50 000 000,00 \$) au Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves externes pour financer des activités, destinées aux membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration.
- 21.02 Les sommes indiquées au paragraphe 21.01 de la présente seront versées par le Canada à la Société de revitalisation pour les élèves externes dans les trente (30) jours suivant la date de mise en œuvre.

## SOCIÉTÉ DE REVITALISATION POUR LES ÉLÈVES EXTERNES

### 22. Création de la Société de revitalisation pour les élèves externes

- 22.01 Les parties conviennent que la Société de revitalisation pour les élèves externes utilisera le Fonds pour financer des activités destinées aux membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration. L'argent du Fonds sera détenu par la Société de revitalisation pour les élèves externes, qui sera constituée en tant qu'organisme « sans but lucratif » en vertu de la *British Columbia Societies Act* (S.B.C. 2015, c. 18), de toute législation fédérale analogue ou de toute loi de l'une des provinces ou de l'un des territoires avant la date de mise en œuvre. La Société sera indépendante du gouvernement du Canada, ce dernier ayant toutefois le droit de nommer un représentant au sein de son conseil d'administration.
- 22.02 Un projet de plan de Fonds de revitalisation destiné aux anciens élèves des externats est joint aux présentes à titre d'annexe F.

- 22.03 Le Fonds est destiné à soutenir les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants en complément aux programmes du gouvernement fédéral et ne sauraient en faire double emploi.

### **23. Administrateurs**

- 23.01 Les cinq premiers administrateurs de la Société seront nommés par les parties.
- 23.02 Le conseil d'administration de la Société aura une représentation nationale et sera composé d'un administrateur nommé par le Canada. Le représentant nommé par le Canada ne sera pas un salarié ou un fonctionnaire du Canada.

### **24. Responsabilités des administrateurs**

- 24.01 Les administrateurs de la Société géreront ou superviseront la gestion des activités et des affaires de la Société de revitalisation pour les élèves externes, qui recevra, détiendra, investira, gèrera et décaissera les sommes décrites dans les dispositions sur le Fonds contenues dans les présentes et toute autre somme transférée dans le Fonds en vertu de la présente convention dans le but de financer des activités visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture, le patrimoine et la commémoration pour les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants.

## **INDEMNITÉS POUR LES DEMANDEURS INDIVIDUELS**

### **25. Indemnité liée à la fréquentation d'externat**

- 25.01 Le Canada versera la somme de dix mille dollars (10 000 \$) à titre de dommages-intérêts généraux non pécuniaires, sans aucune déduction, à chaque demandeur dont la réclamation a été approuvée dans le cadre du processus de réclamation.



25.02 Le demandeur a droit au versement d'une indemnité lié à la fréquentation d'externat et sa réclamation sera approuvée s'il satisfait aux critères d'admissibilité suivants :

- a. la réclamation concerne un ancien élève externe qui était vivant le 30 mai 2005;
- b. la réclamation est remise à l'administrateur des réclamations avant la date limite ultime des réclamations;
- c. la réclamation concerne la fréquentation par d'anciens élèves externes de pensionnats indiens figurant sur la liste 1 ou la liste 2 de l'annexe E pendant les périodes qui y sont indiquées pour toute partie d'une année scolaire donnée satisfaisant aux trois conditions suivantes, à savoir qu'il doit s'agir d'une année scolaire pour laquelle l'ancien élève externe ou l'exécuteur testamentaire, le représentant ou l'héritier qui a présenté une demande à la place de l'ancien élève :
  - i. n'a pas reçu un paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI;
  - ii. n'a pas reçu et ne recevra pas d'indemnisation en vertu du règlement McLean;
  - iii. n'a pas reçu une indemnisation en vertu de tout autre règlement concernant une école figurant à l'Annexe K du règlement McLean.

25.03 Pour plus de clarté, pour toute année scolaire au cours de laquelle un membre du groupe des survivants était admissible au paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI, mais qui n'en a pas fait la demande, aucune réclamation relative au paiement d'indemnité lié à la fréquentation d'externat en vertu de la présente convention ne peut être faite en ce qui concerne ce membre du groupe des survivants pour cette année scolaire.



## **26. Aucune limite pour les réclamations**

- 26.01 Il a été convenu qu'il n'y a pas de limite ou de plafond imposé au Canada en ce qui concerne son obligation de payer les réclamations approuvées. Toutes les réclamations approuvées seront entièrement payées par le Canada.

## **27. Transfert de fonds par le Canada**

- 27.01 Conformément au processus de réclamation, le Canada transférera des fonds directement à l'administrateur des réclamations pour garantir le paiement des indemnités en ce qui concerne les réclamations approuvées.

## **28. Prestations sociales**

- 28.01 Le Canada fera de son mieux pour obtenir l'accord des provinces et des territoires afin que la réception de tout paiement en vertu des présentes n'affecte pas le montant, la nature ou la durée des prestations sociales ou des prestations d'aide sociale payables à un demandeur en vertu des lois de toute province ou de tout territoire du Canada.
- 28.02 En outre, le Canada fera de son mieux pour obtenir l'accord des ministères du gouvernement du Canada concernés pour que la réception de tout paiement en vertu des présentes n'affecte pas le montant, la nature ou la durée de toute prestation sociale ou d'aide sociale payable à un demandeur en vertu de tout programme fédéral de prestations sociales, y compris la Sécurité de la vieillesse et le Régime de pensions du Canada.

## **MISE EN ŒUVRE DE LA PRÉSENTE CONVENTION**

### **29. L'action**

- 29.01 La nouvelle déclaration modifiée dans le cadre de l'action est jointe aux présentes à titre d'annexe A.

29.02 Les parties conviennent que les demandeurs solliciteront l'autorisation de la Cour, sur consentement et dans le cadre de la demande d'approbation des présentes, de déposer le projet de deuxième déclaration modifiée dans le cadre de l'action, qui est jointe à titre d'annexe H.

### **30. Ordonnance d'autorisation**

30.01 L'ordonnance d'autorisation est jointe à titre d'annexe B.

30.02 Les parties conviennent que les demandeurs solliciteront une ordonnance de la Cour, sur consentement et dans le cadre de la demande d'approbation de la présente convention par la Cour, qui émettra l'ordonnance d'autorisation modifiée, laquelle est jointe à titre d'annexe G.

### **31. Plans de notification**

31.01 Les parties conviennent que les demandeurs solliciteront une ordonnance de la Cour, sur consentement, approuvant le plan de notification de la convention de règlement, par lequel les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants seront notifiés de la convention, de ses modalités, de la procédure à suivre pour obtenir de plus amples informations et de la procédure à suivre pour faire part de leurs commentaires avant et pendant l'audience d'approbation du règlement.

31.02 Les parties conviennent, en outre, que les demandeurs solliciteront une ordonnance de la Cour, sur consentement et dans le cadre de la demande d'approbation de la convention par la Cour, approuvant un plan de notification de l'approbation du règlement, par lequel les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants seront notifiés de l'ordonnance d'approbation et de la procédure de demande d'indemnisation.

31.03 Le Canada accepte de payer les frais de mise en œuvre du plan de notification de la convention de règlement et du plan de notification de l'approbation du règlement.

## **RÉCLAMATIONS FAITES PAR LES REPRÉSENTANTS PERSONNELS ET LES REPRÉSENTANTS DÉSIGNÉS**

### **32. Indemnité en cas de décès**

- 32.01 Si un ancien élève externe est mort le 30 mai 2005 ou meurt après, une réclamation peut être soumise au nom des héritiers ou de la succession de l'ancien élève externe décédé, conformément au processus de réclamation de la succession décrit à l'annexe D.

### **33. Personne frappée d'incapacité**

- 33.01 Si un ancien élève externe jour soumet une réclamation à l'administrateur des réclamations avant la date limite ultime des réclamations et que la réclamation est approuvée, mais que l'ancien élève est ou devient frappé d'incapacité avant de recevoir une indemnité liée à la fréquentation d'externat, cette indemnité sera versée à son représentant personnel.

### **34. Exclusion de responsabilité relative aux réclamations**

- 34.01 Le Canada, l'administrateur des réclamations, les avocats du groupe et l'examineur indépendant ne seront pas responsables, et seront de fait dégagés de toute responsabilité par les demandeurs, en ce qui concerne les réclamations, demandes reconventionnelles, poursuites, actions, causes d'action, demandes, dommages, pénalités, blessures, compensations, jugements, dettes, coûts (y compris, mais sans s'y limiter, les honoraires d'avocat, les débours et les dépenses) ou toute autre responsabilité de quelque nature que ce soit découlant d'un paiement ou d'un non-paiement à un représentant personnel ou à un représentant désigné dans le cadre de la présente convention et de toute ordonnance du tribunal l'approuvant.



## PROCESSUS DE RÉCLAMATION

### 35. Principes régissant l'administration des réclamations

35.01 Le processus de réclamation se veut rapide, peu coûteux, convivial, sensible aux aspects culturels et tenant compte des traumatismes subis. L'objectif est de réduire au minimum le fardeau imposé aux demandeurs qui formulent leurs réclamations et de limiter toute probabilité de nouveau traumatisme au cours du processus de réclamation. L'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant doivent, en l'absence de motifs raisonnables contraires, tenir pour acquis que le demandeur agit honnêtement et de bonne foi. Lors de l'examen d'une demande, l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant tireront toutes les conclusions raisonnables et favorables possibles en faveur du demandeur.

### 36. Processus de règlement des revendications

36.01 Le processus de réclamation est décrit à l'annexe C.

## ADMINISTRATEUR DES RÉCLAMATIONS

### 37. Fonctions de l'administrateur des réclamations

37.01 Les fonctions et les responsabilités de l'administrateur des réclamations sont les suivantes :

- a. élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes ainsi que des formulaires et fournir des renseignements, des lignes directrices et des procédures pour le traitement des réclamations par copie papier ou par voie électronique, conformément à la présente convention;
- b. élaborer, installer et mettre en œuvre des systèmes et des procédures pour le paiement des indemnités des anciens élèves externes conformément à la présente convention;



- c. prévoir l'embauche du personnel requis pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions, et assurer leur formation et leur instruction;
- d. tenir des comptes exacts ou s'assurer de la tenue de comptes exacts en ce qui concerne ses activités et son administration, y compris la préparation des états financiers, des rapports et des dossiers exigés par la Cour;
- e. présenter aux parties un rapport mensuel sur les réclamations reçues et réglées, et sur les pensionnats indiens concernés par les réclamations;
- f. répondre aux demandes de renseignements concernant les réclamations, examiner les réclamations, prendre des décisions relatives aux réclamations, communiquer ses décisions conformément à la présente convention et fournir des renseignements aux demandeurs concernant le processus de réexamen tel que décrit dans le processus de réclamation;
- g. communiquer avec les demandeurs en anglais ou en français, selon la préférence du demandeur, et, si un demandeur exprime le désir de communiquer dans une langue autre que l'anglais ou le français, faire de son mieux pour répondre à cette demande;
- h. toutes les autres fonctions et responsabilités que la Cour peut lui assigner.

### **38. Nomination de l'administrateur des réclamations**

- 38.01 L'administrateur des réclamations sera nommé par la Cour sur recommandation des parties.

### **39. Fonctions de l'examineur indépendant**

- 39.01 Le rôle de l'examineur indépendant est de statuer sur toute demande de réexamen présentée par un demandeur conformément au processus de réclamation décrit à l'annexe C. Le ou les examineurs indépendants seront nommés par la Cour sur recommandation des parties.

#### **40. Coûts du processus de réclamation**

- 40.01 Les coûts du processus de réclamation, y compris ceux de l'administrateur des réclamations et de l'examineur indépendant, seront payés par le Canada.

#### **41. Ordonnance d'approbation**

- 41.01 Les parties conviennent de demander à la Cour une ordonnance d'approbation des présentes sous une forme convenue par les parties et comprendra notamment une disposition :
- a. incorporant par renvoi la présente convention dans son intégralité, y compris toutes les annexes;
  - b. indiquant et stipulant que l'ordonnance lie tous les membres du groupe des survivants et du groupe des descendants, y compris les personnes frappées d'incapacité;
  - c. indiquant et stipulant que les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants énoncés dans la première déclaration modifiée, déposée le 26 juin 2015, sont rejetées, et donnant effet aux quittances et aux clauses connexes énoncées aux articles 42.01 et 43.01 afin de garantir le règlement de toutes les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants.

#### **42. Règlement des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants**

- 42.01 L'ordonnance d'approbation demandée à la Cour déclarera que :
- a. chaque membre du groupe des survivants ou, s'il est décédé, sa succession (ci-après « le cédant du survivant »), a donné quittance entière et définitive au Canada, ses fonctionnaires, ses agents, ses gestionnaires et ses employés, de toute action, cause d'action, responsabilité en vertu common law, en droit civil

du Québec et découlant de la loi, contrats, réclamations et demandes de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée pour le groupe des survivants dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015 dans le cadre de l'action, ou qui aurait pu être déposée par tout cédant individuel du survivant dans le cadre d'une action civile, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce cédant a détenus, détient ou pourrait détenir du fait de sa fréquentation en qualité d'élève externe dans un pensionnat indien, à tout moment.

- b. chaque membre du groupe des descendants ou, s'il est décédé, sa succession (ci-après « le cédant du descendant »), a donné quittance entière et définitive au Canada, ses fonctionnaires, ses agents, ses gestionnaires et ses employés, de toute action, cause d'action, responsabilité en vertu common law, en droit civil du Québec et découlant de la loi, contrats, réclamations et demandes de quelque nature que ce soit, qu'elle ait été déposée pour le groupe des descendants dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015 dans le cadre de l'action, ou qui aurait pu être déposée par tout cédant individuel du descendant dans le cadre d'une action civile, qu'elle soit connue ou inconnue, pour des dommages, contributions, indemnités, coûts, dépenses et intérêts que ce cédant a détenus, détient ou pourrait détenir du fait de la fréquentation d'un membre de sa famille en qualité d'élève externe dans un pensionnat indien, à tout moment.
- c. Toutes les causes d'actions ou réclamations formulées par les membres du groupe des survivants et les membres du groupe des descendants, ainsi que leurs demandes de réparation pécuniaire, de mesure de redressement déclaratoire ou autre, dans la première déclaration de réclamation modifiée déposée le 26 juin 2015, sont rejetées d'un commun accord par les parties sans examen de leur bien-fondé, et ne seront pas traitées lors de l'examen des réclamations du groupe des bandes.



- d. le Canada peut invoquer les quittances susmentionnées comme pour se défendre dans le cadre de toute action en justice visant à obtenir des indemnités du Canada pour les réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants, telles qu'elles sont énoncées dans la première déclaration modifiée. Il est toutefois entendu que les quittances susmentionnées et l'ordonnance d'approbation ne doivent pas être interprétées comme si elles avaient pour effet de décharger, exclure ou supprimer toute cause d'action ou réclamation que les membres du groupe de la bande pourraient avoir en droit en tant que personnes morales distinctes ou en tant que personne juridique ayant la qualité et l'autorité pour soumettre des réclamations fondées en droit pour la violation des droits collectifs de leurs peuples autochtones respectifs, y compris dans la mesure où de telles causes d'action, réclamations, violations de droits ou manquements à des obligations dues au groupe des bandes sont décrites dans la première déclaration modifiée déposée le 26 juin 2015, même si ces causes d'action, réclamations, violations de droits ou manquements à des obligations sont fondées sur une faute présumée commise à l'égard des membres du groupe des survivants ou des membres du groupe des descendants énoncée ailleurs dans l'un ou l'autre de ces documents.
- e. tout cédant de survivant et tout cédant de descendant est réputé convenir que s'il présente une réclamation, une demande ou s'ils engagent une action ou une procédure contre une personne, des personnes ou une personnalité dans laquelle une réclamation pourrait être faite contre le Canada pour des dommages-intérêts, une contribution, une indemnité ou tout autre dédommagement, en vertu d'une loi, de la common law ou du droit civil du Québec, en ce qui concerne les allégations et les faits énoncés dans le cadre de l'action, y compris toute réclamation contre des provinces ou des territoires ou d'autres personnalités juridiques ou groupes, y compris, mais sans s'y limiter, des organismes religieux ou autres qui ont joué un rôle quelconque dans les pensionnats indiens, le cédant d'un survivant ou d'un



descendant limitera expressément sa réclamation de manière à exclure toute forme de responsabilité du Canada.

- f. lorsqu'une décision définitive concernant une réclamation est prise dans le cadre du processus de réclamation et conformément à celui-ci, chaque cédant de survivant ou de descendant est également réputé avoir accepté de quittancer les parties, les avocats du groupe, les avocats du Canada, l'administrateur des réclamations, l'examineur indépendant et toute autre partie participant au processus de réclamation, de toute réclamation découlant ou pouvant découler de l'application du processus de réclamation, y compris, mais sans s'y limiter, de l'insuffisance de l'indemnité reçue.

#### **43. Contrepartie réputée du Canada**

- 43.01 Les obligations et les responsabilités du Canada qui sont prévues par les présentes constituent la contrepartie pour les quittances et autres engagements énoncés dans les présentes et cette contrepartie constitue un règlement complet et final de toute demande dont il est question dans les présentes. Les cédants des survivants et les cédants des descendants n'ont droit qu'aux prestations prévues et aux indemnités payables en vertu des présentes, en tout ou en partie, comme seul recours pour telle action, cause d'action, responsabilité, réclamation ou demande.

### **HONORAIRES ET DÉBOURS**

#### **44. Honoraires et débours des avocats du groupe**

- 44.01 Tous les honoraires et débours des avocats du groupe, ainsi que les honoraires proposés par les représentants des demandeurs, sont soumis à l'accord sur les honoraires, qui doit être examiné et approuvé par la Cour.
- 44.02 L'approbation de l'accord d'honoraires n'est pas liée à l'approbation par la cour de la présente convention. Le refus de la Cour d'approuver l'accord

d'honoraires, en tout ou en partie, n'aura aucun effet sur l'approbation ou la mise en œuvre de la présente convention.

#### **45. Aucuns autres frais ou débours ne sera facturé**

- 45.01 Les parties reconnaissent que c'est leur intention que tous les paiements aux membres du groupe des survivants en vertu des présentes soient effectués sans aucune déduction à titre d'honoraires ou de débours.

### **EXPIRATION ET CONDITIONS**

#### **46. Expiration de la convention**

- 46.01 La présente convention sera en vigueur tant que toutes les obligations qu'elle contient n'aurent pas été remplies et que la Cour ordonne qu'elle soit terminée.

#### **47. Modifications**

- 47.01 Sauf disposition contraire expresse de la présente convention, aucune modification ne sera apportée à celle-ci, y compris aux annexes, à moins que les parties y consentent par écrit et que la Cour l'approuve.

#### **48. Incessibilité**

- 48.01 Aucun montant payé en vertu des présentes ne peut faire l'objet d'une cession, et toute cession est nulle d'une nullité absolue, sauf disposition expresse dans les présentes. Si un élève externe est décédé ou est réputé frappé d'incapacité et que la réclamation a été approuvée, les indemnités dues seront versées à son représentant désigné ou à son représentant personnel, respectivement.

## CONFIDENTIALITÉ

### 49. Confidentialité

49.01 Tout renseignement fourni, créé ou obtenu dans le cadre de la présente convention, qu'il soit écrit ou oral, sera traité de façon confidentielle par les parties et les avocats du groupe, les demandeurs, l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant et ne sera pas utilisé à d'autres fins que celles du présent règlement, à moins que les parties n'en disposent autrement, que la présente convention ou la législation fédérale, provinciale ou territoriale applicable en matière de protection de la vie privée ne l'autorise ou que la Cour ne l'ordonne.

### 50. Destruction des renseignements et des documents du demandeur

50.01 L'administrateur des réclamations détruira, dans les deux (2) ans suivant le versement effectif de la totalité de l'indemnité, tous les renseignements et documents relatifs aux demandeurs qu'il a en sa possession, à moins que le demandeur, le représentant désigné ou le représentant personnel ne demande expressément la restitution de ces renseignements au cours de la période de deux (2) ans. Dès réception d'une telle demande, l'administrateur des réclamations transmettra au demandeur les renseignements exigés.

50.02 Dans les deux (2) ans suivant une décision de réexamen, l'examineur indépendant détruira tous les renseignements et documents du demandeur en sa possession, à moins qu'un demandeur, un représentant désigné ou un représentant personnel ne demande spécifiquement la restitution de ces renseignements au cours de la période de deux (2) ans. Dès réception d'une telle demande, l'examineur indépendant transmettra au demandeur les renseignements exigés.

50.03 Avant la destruction des documents, l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant doivent établir une liste indiquant (i) le nom de l'élève externe, (ii) l'année ou les années scolaires où il a fréquenté le ou les pensionnats



et (iii) le ou les pensionnats indiens en raison desquels l'indemnité à la fréquentation d'externat a été versée, et la remettre au Canada. Nonobstant toute autre disposition de la présente convention, cette liste doit être conservée par le Canada de façon strictement confidentielle et ne peut être utilisée que dans le cadre d'une procédure judiciaire ou de règlement, le cas échéant, pour démontrer quelles personnes ont reçu l'indemnité liée à la fréquentation d'externat et pour quelle(s) année(s) scolaire(s) et concernant quel(s) pensionnat(s) indien(s), ce à quoi les parties conviendront sans autre preuve.

### **51. Confidentialité des négociations**

- 51.01 À moins que les parties n'en conviennent autrement, l'engagement de confidentialité concernant les discussions et toutes les communications, écrites ou orales, faites dans le cadre et en marge des négociations débouchant sur les échanges de lettres d'offre et d'acceptation, et le présent accord restent en vigueur.

## **COOPÉRATION**

### **52. Coopération avec le Canada**

- 52.01 Dès la signature de la présente convention, les représentants des demandeurs et les avocats du groupe coopéreront avec le Canada et feront de leur mieux pour obtenir l'approbation de la présente convention par la Cour. Ils feront en outre des efforts raisonnables pour obtenir le soutien et la participation des membres du groupe des survivants et des membres du groupe des descendants en ce qui concerne toutes les présentes.

### **53. Annonces publiques**

- 53.01 À la date convenue, les parties feront des annonces publiques visant à soutenir la présente convention et continueront de s'exprimer publiquement en faveur de celle-ci.



**EN FOI DE QUOI** les parties ont signé la présente convention ce \_\_\_\_ jour de  
mai 2021.

---

Pour les demandeurs

Waddell Phillips Professional Corporation, par  
John K. Phillips  
Avocat du groupe

---

Pour les demandeurs

Peter R. Grant Law Corporation, par  
Peter R. Grant  
Avocat du groupe

---

Pour les demandeurs

Diane Soroka Avocate Inc., par  
Diane H. Soroka  
Avocat du groupe

---

Pour les défendeurs

Annie Boudreau  
Dirigeante principale des finances, des  
résultats et de l'exécution,  
Relations Couronne-Autochtones et Affaires  
du Nord Canada

**Modifié conformément à l'ordonnance du juge Harrington**  
**rendue le 3 juin 2015**

Dossier de la Cour no T-1542-13

**PROPOSITION DE RECOURS COLLECTIF**

FORMULAIRE 171A – Règle 171

**COUR FÉDÉRALE**

**ENTRE :**

LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, en son nom et au nom de tous les membres des  
BANDES INDIENNES TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC et  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC,

LE CHEF GARRY FESCHUK, en son nom et au nom de tous les membres des  
BANDES INDIENNES SEHEL T et SEHEL T,

VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, ~~DOREEN LOUISE SEYMOUR,~~  
CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, ~~VICTOR FRASER,~~  
DIENA MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE,  
DARLENE MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON,  
~~ABIGAIL MARGARET AUGUST, SHELLY NADINE HOEHNE,~~ DAPHNE PAUL,  
~~AARON JOE~~ et RITA POULSEN

**LES DEMANDEURS**

et

Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par  
LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

**LE DÉFENDEUR**

**PREMIÈRE DÉCLARATION REMODIFIÉE**

AU DÉFENDEUR

UNE PROCÉDURE JUDICIAIRE A ÉTÉ INTENTÉE CONTRE VOUS par les demandeurs.  
Vous trouverez dans les pages suivantes la plainte déposée contre vous.

SI VOUS SOUHAITEZ CONTESTER CETTE PROCÉDURE, vous ou un avocat vous représentant  
êtes tenu de préparer une défense en utilisant le formulaire 171B établi par les règles fédérales, de la  
signifier à l'avocat des plaignants ou, si les plaignants n'ont pas d'avocat, de la signifier aux  
plaignants, et de la déposer, avec preuve de signification, à un bureau local de cette Cour, DANS  
LES 30 JOURS suivant la signification de cette déclaration, si vous êtes signifié au Canada.

Si vous êtes signifié aux États-Unis, le délai pour signifier et déposer votre défense est de quarante jours. Si vous êtes signifié ailleurs qu'au Canada ou aux États-Unis, le délai de signification et de dépôt de votre défense est de soixante jours.

Vous pouvez demander des copies des règles fédérales, des renseignements sur les bureaux locaux de la Cour ou toute autre information utile à l'administrateur de la Cour à Ottawa (téléphone 613-992-4238) ou auprès de tous les bureaux locaux.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS LA PRÉSENTE PROCÉDURE, un jugement peut être rendu contre vous en votre absence et sans autre avis.

(Date)

Émis par : \_\_\_\_\_  
(Préposé à l'enregistrement)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

À :

Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et  
Le procureur général du Canada  
Ministère de la Justice  
900 – 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

**REDRESSEMENT DEMANDÉ****Le groupe des survivants**

1. Les représentants des demandeurs du groupe des survivants, en leur propre nom et au nom des membres du groupe des survivants, demandent :

- (a) ~~une ordonnance qualifiant cette procédure de recours collectif conformément aux règles fédérales s'appliquant aux recours collectifs et les nommant en tant que représentants des demandeurs du groupe des survivants et de tout sous-groupe de ce groupe;~~
- (b) une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les demandeurs et les autres membres du groupe des survivants en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats ~~recensés~~;
- (c) une déclaration selon laquelle les membres du groupe des survivants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle;
- (d) une déclaration selon laquelle le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (droits ancestraux ou autres) ~~droits ancestraux~~ des membres du groupe des survivants;
- (e) une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats et les pensionnats ~~recensés~~ ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des survivants;
- (f) une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les représentants des demandeurs du groupe des survivants et les autres membres du groupe des survivants de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de droits ancestraux, de souffrances morales infligées intentionnellement, et de violations des conventions et des pactes internationaux, de même que du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats indiens ~~recensés~~;
- (g) des dommages-intérêts généraux non pécuniaires pour violation d'obligations fiduciaires, d'obligations découlant de la Constitution, de la loi et de la common law, de droits ancestraux et d'infliction intentionnelle de souffrances morales, ainsi que pour violation de conventions et de pactes internationaux, et pour violation du

{01447063.2}



droit international, négligence et inflicion intentionnelle de souffrances morales dont le Canada est responsable;

- (h) des dommages-intérêts pécuniaires généraux et des dommages-intérêts spéciaux pour négligence, perte de revenu, perte de capacité lucrative, perte de perspectives économiques, perte de possibilités d'éducation, violation d'obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law ainsi que de droits ancestraux et inflicion intentionnelle de souffrances morales, des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir le coût des soins, et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des survivants dont le Canada est responsable;
- (i) des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable;
- (j) des intérêts antérieurs et postérieurs au jugement;
- (k) les frais de la présente action en justice; et
- (l) tout autre redressement que cette honorable Cour jugera équitable.

#### **Le groupe des descendants**

2. Les représentants des demandeurs du groupe des descendants, en leur propre nom et au nom des membres du groupe des descendants, demandent :

- (a) ~~une ordonnance qualifiant cette procédure de recours collectif conformément aux règles fédérales s'appliquant aux recours collectifs et les nommant en tant que représentants des demandeurs du groupe des descendants et de tout sous-groupe de ce groupe;~~
- (b) une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les demandeurs et les autres membres du groupe des descendants en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnés ~~reconnus;~~
- (c) une déclaration selon laquelle le groupe des descendants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle;
- (d) une déclaration selon laquelle le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (droits ancestraux ou autres) ~~droits ancestraux~~ des membres du groupe des descendants;

- (e) une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats et les pensionnats ~~recensés~~ ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des descendants;
- (f) une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les demandeurs et les autres membres du groupe des descendants de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de droits ancestraux, de violations des conventions et des pactes internationaux, et du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats ~~recensés~~;
- (g) des dommages-intérêts généraux non pécuniaires pour violation d'obligations fiduciaires, d'obligations découlant de la Constitution, de la loi et de la common law, de droits ancestraux, ainsi que pour violation de conventions et de pactes internationaux, et pour violation du droit international, dont le Canada est responsable;
- (h) des dommages-intérêts pécuniaires généraux et des dommages-intérêts spéciaux pour violation d'obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law et des droits ancestraux, ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir le coût des soins, et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des survivants dont le Canada est responsable;
- (i) des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable;
- (j) des intérêts antérieurs et postérieurs au jugement;
- (k) les frais de la présente action en justice; et
- (l) tout autre redressement que cette honorable Cour jugera équitable;

### **Le groupe des bandes**

3. Les représentants des demandeurs du groupe des bandes demandent :
  - (a) ~~une Ordonnance qualifiant cette procédure de recours collectif conformément aux règles fédérales s'appliquant aux recours collectifs et les nommant en tant que représentants des demandeurs du groupe des bandes;~~
  - (b) une déclaration selon laquelle la bande indienne Sechelt (appelée bande shishálh ou shishálh) et la bande Tk'emlúps, ainsi que tous les membres du groupe des bandes, ont des droits ancestraux existants, ~~au sens du paragraphe 35(1) de la Loi constitutionnelle de 1982~~ de parler leurs langues traditionnelles, de se livrer à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner selon leur mode traditionnel;



- (c) une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi qu'aux conventions et pactes internationaux et au droit international, envers les membres du groupe des bandes en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats SIRS (pensionnat indien de Sechelt) et KIRS (pensionnat indien de Kamloops) et d'autres pensionnats recensés;
- (d) une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats SIRS et KIRS ainsi que les pensionnats recensés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des bandes;
- (e) une déclaration selon laquelle le Canada a violé ou viole ~~les droits ancestraux, les droits linguistiques et culturels des membres du groupe des bandes (droits ancestraux ou autres), ainsi que les conventions et les pactes internationaux de même que le droit international, du fait de la création, du financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats recensés~~;
- (f) une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les membres du groupe des bandes de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de droits ancestraux, de violations des conventions et des pactes internationaux, et du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats recensés;
- (g) des dommages-intérêts pécuniaires et non pécuniaires généraux et des dommages-intérêts spéciaux pour violation d'obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law ainsi que de droits ancestraux, des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir en continu le coût des soins de manière individuelle pour les membres du groupe des bandes, et pour restaurer, ainsi que les coûts de restauration, de protection et de préservation du patrimoine linguistique et culturel des bandes dont le Canada est responsable;
- (h) la construction par le Canada de centres de guérison dans les communautés du groupe des bandes;
- (i) des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable;
- (j) des intérêts antérieurs et postérieurs au jugement;
- (k) les frais de la présente action en justice; et
- (l) tout autre redressement que cette honorable Cour jugera équitable.

**DÉFINITIONS**

4. Les définitions suivantes s'appliquent aux fins de la présente demande d'indemnisation :

- (a) « Autochtone(s) », « Personne(s) autochtone(s) » ou « Enfant(s) autochtone(s) » désigne une ou plusieurs personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982;
- (b) « Droits ancestraux » désigne une partie ou la totalité des droits ancestraux et des droits issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982;
- (c) « Loi » désigne la *Loi sur les Indiens*, L.R.C. de 1985, chapitre I-5 et ses versions antérieures, ainsi que les modifications qui y ont été apportées le cas échéant;
- (d) « Agents » désigne les préposés, entrepreneurs, agents, dirigeants et employés du Canada ainsi que les opérateurs, gestionnaires, administrateurs, enseignants et employés de chacun des pensionnats indiens;
- (e) « Convention » désigne la convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006, conclue par le Canada pour régler les demandes d'indemnisation relatives aux pensionnats indiens, telles qu'elles ont été approuvées dans les ordonnances rendues par les diverses administrations canadiennes;
- (f) « Le groupe des bandes » désigne la bande indienne Tk'lúps te Secwépemc et la bande shisháhlh et toute autre bande indienne autochtone qui :
  - (i) a ou avait des membres qui sont ou étaient membres du groupe des survivants, ou dont la communauté abrite un pensionnat; et
  - (ii) qui est spécifiquement ajoutée à la présente demande d'indemnisation avec un ou plusieurs pensionnats expressément désignés.
- (g) « Canada » désigne la défenderesse, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Procureur général du Canada;
- (h) « Groupe » ou « membres du groupe » désignent tous les membres du groupe des survivants, du groupe des descendants et du groupe des bandes, tels que définis dans les présentes;
- (i) « Période du recours » désigne les années allant de 1920 à ~~1979~~1997;
- (j) « Préjudice culturel, linguistique et social » désigne les dommages ou les préjudices résultant de la création et de la mise en œuvre des pensionnats et de la politique relative aux pensionnats en matière d'éducation, de gouvernance, d'économie, de culture, de langue, de spiritualité et de coutumes sociales, de pratiques et de mode



de vie, de structures de gouvernance traditionnelles, ainsi que de sécurité et de bien-être communautaires et individuels des Autochtones;

- (k) « Groupe des descendants » désigne la première génération de toutes les personnes qui sont des descendants des membres du groupe des survivants ou des personnes qui ont été légalement ou traditionnellement adoptées par un membre du groupe des survivants ou son conjoint;
- (l) « Pensionnat(s) recensé(s) » désigne KIRS ou SIRS ~~ou tout autre~~ pensionnat ~~expressément désigné par un membre du groupe des bandes;~~
- (m) « KIRS » désigne le pensionnat indien de Kamloops;
- (n) « Pensionnats indiens » désigne tous les pensionnats indiens reconnus par la convention;
- (o) « Politique sur les pensionnats indiens » désigne la politique du Canada relative à la mise en œuvre des pensionnats indiens;
- (p) « SIRS » désigne le pensionnat indien de Sechelt;
- (q) « Groupe de survivants » désigne tous les Autochtones qui ont fréquenté en tant qu'élève ou à des fins éducatives, quelle que soit la période un pensionnat indien recensé, au cours de la période concernée par le recours collectif, à l'exclusion, pour tout membre du groupe, des périodes pour lesquelles ce membre a reçu une indemnité au titre du paiement d'expérience commune en vertu de la convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

## LES PARTIES

### Les demandeurs

5. La demanderesse, Darlene Matilda Bulpit (née Joe), réside sur les terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Darlene Matilda Bulpit est née le 23 août 1948 et a fréquenté le SIRS pendant neuf ans, entre 1954 et 1963. Darlene Matilda Bulpit est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.

6. Le demandeur, Frederick Johnson, réside sur les terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Frederick Johnson est né le 21 juillet 1960 et a fréquenté le SIRS pendant

{01447063.2}

dix ans, entre 1966 et 1976. Frederick Johnson est proposé comme représentant des demandeurs pour le groupe des survivants.

~~7. — La demanderesse, Abigail Margaret August (née Joe), réside sur des terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Abigail Margaret August est née le 21 août 1954 et a fréquenté le SIRS pendant huit ans, entre 1959 et 1967. Abigail Margaret August est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.~~

~~8. — La demanderesse, Shelly Nadine Hoehn (née Joe), réside sur des terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Shelly Nadine Hoehn est née le 23 juin 1952 et a fréquenté le SIRS pendant huit ans, entre 1958 et 1966. Shelly Nadine Hoehn est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.~~

9. La demanderesse, Daphne Paul, réside sur les terres de la bande shishálh en Colombie-Britannique. Daphne Paul est née le 13 janvier 1948 et a fréquenté le SIRS pendant huit ans, entre 1953 et 1961. Daphne Paul est proposée comme représentante des demandeurs pour le groupe des survivants.

10. La demanderesse, Violet Catherine Gottfriedson, réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc en Colombie-Britannique. Violet Catherine Gottfriedson est née le 30 mars 1945 et a fréquenté le KIRS pendant quatre ans, entre 1958 et 1962. Violet Catherine Gottfriedson est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.

~~11. — La demanderesse, Doreen Louise Seymour, réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc en Colombie-Britannique. Doreen Louise Seymour est née le 7 septembre 1955 et a fréquenté le KIRS pendant cinq ans, entre 1961 et 1966. Doreen Louise Seymour est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.~~

{01447063.2}

12. La demanderesse, Charlotte Anne Victorine Gilbert (née Larue), réside à Williams Lake en Colombie-Britannique. Charlotte Anne Victorine Gilbert est née le 24 mai 1952 et a fréquenté le KIRS pendant sept ans, entre 1959 et 1966. Charlotte Anne Victorine Gilbert est proposée comme représentante des demandeurs du groupe des survivants.

~~13. Le demandeur, Victor Fraser (également connu sous le nom de Victor Frezie), réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, en Colombie-Britannique. Victor Fraser est né le 11 juin 1957 et a fréquenté le SIRS pendant six ans, entre 1962 et 1968. Victor Fraser est proposé comme représentant des demandeurs pour le groupe des survivants.~~

14. La demanderesse, Diena Marie Jules, réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc en Colombie-Britannique. Diena Marie Jules est née le 12 septembre 1955 et a fréquenté le KIRS pendant six ans, entre 1962 et 1968. Diena Marie Jules est ~~proposée comme~~ représentante des demandeurs du groupe des survivants.

~~15. Le demandeur, Aaron Joe, réside sur des terres de la bande shishálh. Aaron Joe est né le 19 janvier 1972 et est le fils de Valerie Joe, qui a fréquenté le SIRS en tant qu'élève externe. Aaron Joe est proposé comme représentant des demandeurs pour le groupe des descendants.~~

16. La demanderesse, Rita Poulsen, réside sur des terres de la bande shishálh. Rita Poulsen est née le 8 mars 1974 et est la fille de Randy Joe, qui a fréquenté le SIRS en tant qu'élève externe. Rita Poulsen est ~~proposée comme~~ représentante des demandeurs pour le groupe des descendants.

17. La demanderesse, Amanda Deanne Big Sorrel Horse, réside dans la réserve de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc. Amanda Deanne Big Sorrel Horse est née le 26 décembre 1974 et est la fille de Jo-Anne Gottfriedson qui a fréquenté le KIRS pendant six ans

{01447063.2}



entre 1961 et 1967. Amanda Deanne Big Sorrel Horse est ~~proposée comme~~ représentante des demandeurs pour le groupe des descendants.

18. La bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc et la bande shíshálh sont des « bandes » au sens de la Loi et elles ~~se proposent~~ toutes deux d'agir à titre de représentantes des demandeurs du groupe des bandes. Les membres du groupe des bandes représentent les intérêts collectifs et l'autorité de chacune de leurs communautés respectives.

19. Les demandeurs individuels ainsi que les membres proposés du groupe des survivants et des descendants sont en grande partie des membres de la bande shíshálh et de la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, et des membres des Premières nations du Canada ou sont les fils et les filles de membres de ces communautés autochtones. Les demandeurs individuels et les membres du groupe des survivants et des descendants sont des personnes autochtones au sens de *l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982*.

#### **Le Défendeur**

20. Dans cette procédure, le Canada est représenté par le Procureur général du Canada. Le procureur général du Canada représente les intérêts du Canada et du ministre des Affaires autochtones et du Développement du Nord canadien et des ministres qui l'ont précédé, qui étaient responsables des « Indiens » en vertu de l'article 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et qui étaient, à tous les moments importants, responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique sur les pensionnats, ainsi que du maintien et du fonctionnement du KIRS et du SIRS.

#### **EXPOSÉ DES FAITS**

{01447063.2}



21. Ces dernières années, le Canada a reconnu les conséquences désastreuses de sa politique des pensionnats sur les peuples autochtones du Canada. La politique des pensionnats du Canada a été élaborée dans le but d'éradiquer la culture et l'identité autochtones et d'assimiler les peuples autochtones du Canada à la société euro-canadienne. Par cette politique, le Canada a détruit les fondements de l'identité de générations d'Autochtones et a causé des dommages incommensurables aux personnes et aux communautés.

22. Le bénéficiaire direct de la politique des pensionnats indiens était le Canada, car ses obligations seraient réduites en proportion du nombre, et des générations, d'Autochtones qui ne reconnaîtraient plus leur identité autochtone et réduiraient leurs revendications de droits en vertu de la Loi et des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law du Canada.

23. La politique des pensionnats a également été profitable au Canada, car elle a permis d'affaiblir les demandes d'indemnisation des peuples autochtones en ce qui concerne leurs terres et leurs ressources traditionnelles. Il en a résulté une séparation des peuples autochtones de leurs cultures, de leurs traditions et, en fin de compte, de leurs terres et de leurs ressources. Cela a permis l'exploitation de ces terres et ressources par le Canada, non seulement sans le consentement des peuples autochtones, mais aussi, contrairement à leurs intérêts, à la Constitution du Canada et à la Proclamation royale de 1763.

24. La réalité de cette injustice et les dommages qu'elle a causés sont désormais reconnus par le premier ministre, au nom du Canada, et par le règlement pancanadien des demandes d'indemnisation des personnes ayant *résidé dans* les pensionnats du Canada, dans le cadre de la convention mise en œuvre en 2007. En dépit de la confirmation de la réalité des torts et des préjudices causés, un grand nombre de membres des communautés autochtones du Canada ont été exclus de la convention, non

{01447063.2}

pas parce qu'ils n'ont pas *fréquenté* les pensionnats et subi des préjudices culturels, linguistiques et sociaux, mais simplement parce qu'ils n'étaient pas *résidents* dans les pensionnats.

25. Cette demande d'indemnisation est faite au nom des membres du groupe des survivants, c'est-à-dire ceux qui ont fréquenté un pensionnat indien recensé pour les préjudices culturels, linguistiques et sociaux résultant de cette fréquentation, ainsi qu'au nom du groupe des descendants, qui sont les descendants de première génération des membres du groupe des survivants, ainsi que du groupe des bandes, qui est constitué des communautés autochtones dans lesquelles se trouvaient les pensionnats indiens recensés, ou auxquelles appartiennent leurs membres et dans lesquelles vivent la majorité des membres du groupe des survivants et des descendants.

26. Les demandes d'indemnisation des représentants des demandeurs proposés concernent les préjudices subis à la suite de leur *fréquentation* des pensionnats KIRS et SIRS et à leur exposition à la politique des pensionnats. Elles ne concernent pas les demandes d'indemnisation découlant de leur internat au KIRS ou au SIRS pour lequel une indemnisation spécifique a été versée en vertu de la convention. La présente demande vise à obtenir une indemnisation pour les victimes de cette politique dont les demandes ont été ignorées par le Canada et ont été exclues de l'indemnisation prévue par la convention.

### **Le système des pensionnats**

27. Les pensionnats ont été créés par le Canada avant 1874, pour l'éducation des enfants autochtones. Au début du vingtième siècle, le Canada a conclu des conventions officielles avec diverses organisations religieuses (les « Églises ») pour l'exploitation des pensionnats. En vertu de ces conventions, le Canada contrôlait, réglementait, supervisait et dirigeait tous les aspects du fonctionnement des pensionnats. Les Églises ont assumé le fonctionnement quotidien de

{01447063.2}

nombreux pensionnats sous le contrôle, la supervision et la direction du Canada, qui leur versait une subvention *par tête*. En 1969, le Canada a pris en main la gestion de ces établissements.

28. À partir de 1920, la politique des pensionnats indiens prévoyait la *fréquentation* obligatoire des pensionnats pour tous les enfants autochtones âgés de 7 à 15 ans. Le Canada a retiré la plupart des enfants autochtones de leur foyer et de leur communauté, puis les a envoyés dans des pensionnats qui se trouvaient souvent très loin de chez eux. Cependant, il arrivait que des enfants autochtones vivent chez eux et dans leur communauté et soient obligés de fréquenter les pensionnats en tant qu'externes et non en tant qu'internes. Cette pratique concernait encore plus d'enfants au cours des dernières années de la politique des pensionnats. Durant leurs années en pensionnat, tous les enfants autochtones étaient confinés et privés de leur héritage, de leurs réseaux de soutien et de leur mode de vie, forcés d'adopter une langue étrangère ainsi qu'une culture qui leur était étrangère, et punis en cas de non-conformité.

29. L'objectif de la politique des pensionnats indiens était l'intégration et l'assimilation complètes des enfants autochtones dans la culture euro-canadienne ainsi que la suppression de leur langue, culture, religion et mode de vie traditionnels. Le Canada a intentionnellement causé les préjudices culturels, linguistiques et sociaux dont ont souffert les peuples et les nations autochtones du Canada. En plus de la cruauté inhérente à la fréquentation forcée par les membres du groupe des survivants dans le cadre de cette même politique des pensionnats, de nombreux enfants fréquentant les pensionnats ont également été victimes d'abus psychologiques, physiques, sexuels et émotionnels, qui se sont poursuivis jusqu'en 1997, date à laquelle le dernier pensionnat a été fermé.

30. Le Canada a fait preuve de déloyauté envers ses peuples autochtones en mettant en œuvre la politique des pensionnats dans son propre intérêt, y compris son intérêt économique, au

{01447063.2}



détriment et à l'exclusion des intérêts des Autochtones envers lesquels le Canada avait des obligations fiduciaires et constitutionnelles. Si elle réussit, l'éradication intentionnelle de l'identité, de la culture, de la langue ainsi que des pratiques spirituelles et ~~de la religion~~ autochtones, réduirait sur plusieurs générations le nombre de personnes auxquelles le Canada est redevable, parce qu'elles ne s'identifieraient plus comme autochtones et elles seraient moins susceptibles de revendiquer leurs droits en tant qu'autochtones.

### **Les conséquences de la politique des pensionnats sur les membres du recours collectif**

#### ***La bande indienne Tk'emlúps***

31. Tk'emlúpsmc, « le peuple du confluent », aujourd'hui connu sous le nom de bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, fait partie du peuple du plateau le plus septentrional et des peuples de langue salish de l'intérieur Secwépemc (Shuswap) de la Colombie-Britannique. La bande indienne Tk'emlúps a été établie sur une réserve aujourd'hui adjacente à la ville de Kamloops, où le KIRS a été établi par la suite. La plupart, voire la totalité, des élèves qui ont fréquenté le KIRS en externes étaient ou sont membres de la bande indienne Tk'emlúps, résidant ou ayant résidé dans la réserve.

32. Le secwepemctsin est la langue des Secwépemc, et c'est l'unique moyen par lequel les connaissances et l'expérience culturelles, écologiques et historiques du peuple Secwépemc sont comprises et transmises de génération en génération. C'est par la langue, les pratiques spirituelles et le passage de la culture et des traditions, y compris les rituels, les tambours, les danses, les chansons et les histoires, que les valeurs et les croyances du peuple Secwépemc sont comprises et transmises. Du point de vue des Secwépemc, tous les aspects du savoir des Secwépemc, y compris

{01447063.2}



leur culture, leurs traditions, leurs lois et leurs langues, sont fondamentalement et intégralement liés à leurs terres et à leurs ressources.

33. La langue, comme la terre, a été donnée aux Secwépemc par le Créateur pour communiquer avec le peuple et le monde naturel. Cette communication a créé une relation de réciprocité et de coopération entre les Secwépemc et le monde naturel qui leur a permis de survivre et de s'épanouir dans des environnements hostiles. Ces connaissances, transmises oralement à la génération suivante, contenaient les enseignements nécessaires au maintien de la culture, des traditions, des lois et de l'identité des Secwépemc.

34. Pour les Secwépemc, leurs pratiques spirituelles, leurs chants, leurs danses, leurs histoires orales, leurs récits et leurs cérémonies font partie intégrante de leur vie et de leur société. Il est absolument vital de maintenir ces pratiques et ces traditions. Leurs chants, leurs danses, leurs tambours et leurs cérémonies traditionnelles relient les Secwépemc à leur terre et leur rappellent continuellement leurs responsabilités envers la terre, les ressources et le peuple Secwépemc.

35. Les cérémonies et les pratiques spirituelles des Secwépemc, y compris leurs chants, leurs danses, leurs tambours ainsi que le passage des récits et de l'histoire, perpétuent leurs enseignements et leurs lois vitales concernant la récolte des ressources, y compris les plantes médicinales, le gibier et le poisson, de même que la protection et la préservation adéquates et respectueuses des ressources. À titre d'exemple, conformément aux lois Secwépemc, les Secwépemc chantent et prient avant de récolter toute nourriture, tout médicament et toute autre matière provenant de la terre, et font une offrande pour remercier le Créateur ainsi que les esprits pour tout ce qu'ils prennent. Les Secwépemc croient que tous les êtres vivants ont un esprit et qu'il faut leur témoigner le plus grand respect. Ce sont ces croyances vitales et intégrantes ainsi que ces

{01447063.2}

lois traditionnelles, de même que d'autres éléments de la culture et de l'identité secwépemc, que le Canada a voulu faire disparaître avec la politique des pensionnats.

### ***La bande shíshálh***

36. La nation shíshálh, une division des Premières nations salish de la côte, occupait à l'origine la partie sud de la côte sud de la Colombie-Britannique. Le peuple shíshálh a colonisé la région il y a des milliers d'années et a occupé environ 80 sites de villages sur un vaste territoire. Le peuple shíshálh est composé de quatre sous-groupes qui parlent la langue shashishalhem, qui est une langue distincte et unique, bien qu'elle fasse partie de la division salish du littoral de la langue salish.

37. La tradition shíshálh décrit la formation du monde shíshálh (histoire de Spelmulh). Au commencement, les esprits créateurs ont été envoyés par l'Esprit divin pour former le monde. Ils ont creusé des vallées laissant une plage le long de la crique de Porpoise Bay. Plus tard, les transformateurs, un corbeau mâle et un vison femelle, ont ajouté des détails en sculptant des arbres et en formant des bassins d'eau.

38. Le chant, la danse et le tambour font partie intégrante de la culture shíshálh et de ses pratiques spirituelles. Ils permettent d'établir un lien avec la terre et le Créateur et de transmettre l'histoire ainsi que les croyances du peuple. Par le chant et la danse, le peuple shíshálh racontait des histoires, bénissait des événements et pouvait même guérir. Leurs chants, leurs danses et leurs tambours marquent également les événements saisonniers importants qui font partie intégrante du peuple shíshálh. Les traditions comprennent également la fabrication et l'utilisation de masques, de paniers, de parures et d'outils pour la chasse et la pêche. Ce sont ces croyances vitales et intégrantes ainsi que ces lois traditionnelles, de même que d'autres éléments de la culture et de l'identité shíshálh, que le Canada a voulu faire disparaître avec la politique des pensionnats.

{01447063.2}

*Les répercussions des pensionnats recensés*

39. Pour tous les enfants autochtones qui ont été forcés de fréquenter les pensionnats recensés, une discipline stricte a été appliquée dans le cadre de la politique des pensionnats. À l'école, les enfants n'étaient pas autorisés à parler leur langue autochtone, même avec leurs parents, et les membres de ces communautés autochtones étaient donc forcés d'apprendre l'anglais.

40. La culture autochtone était rigoureusement supprimée par les administrateurs de l'école, conformément aux directives du Canada, et notamment à la politique des pensionnats. Au SIRS, les membres du peuple shishalh convertis au catholicisme ont été contraints de brûler ou de donner aux agents du Canada des totems, des insignes, des masques et autres « attirails des guérisseurs » séculaires et d'abandonner leurs potlachs, leurs danses et leurs festivités hivernales, ainsi que d'autres éléments faisant partie intégrante de la culture et de la société autochtones des peuples shishálh et Secwépemc.

41. Étant donné que le SIRS se trouvait dans la communauté shishálh, l'Église et le gouvernement du Canada surveillaient, directement et par l'intermédiaire de leurs agents, les aînés, qui étaient sévèrement punis s'ils pratiquaient leur culture, parlaient leur langue ou la transmettaient aux jeunes générations. En dépit de cette surveillance, les membres du groupe ont essayé, souvent sans succès, de pratiquer, de protéger et de préserver leurs chants, leurs masques, leurs danses et leurs autres pratiques culturelles.

42. Les Tk'emlúps te Secwépemc ont subi un sort similaire en raison de leur voisinage avec le KIRS.

43. Les enfants qui fréquentaient les pensionnats recensés ont été endoctrinés par le christianisme et ont appris à avoir honte de leur identité, de leur culture, de leur spiritualité et de leurs pratiques autochtones. On les qualifiait, entre autres épithètes désobligeantes, de « sales  
{01447063.2}



sauvages » et de « païens » et on leur apprenait à rejeter leur identité. Le mode de vie, les traditions, les cultures et les pratiques spirituelles autochtones des membres du recours collectif ont été supplantés par l'identité euro-canadienne qui leur a été imposée par le Canada dans le cadre de la politique des pensionnats indiens.

44. Cette mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats indiens a causé un préjudice supplémentaire aux membres de la classe des survivants des pensionnats recensés, à qui l'on avait enseigné à l'école que les enseignements traditionnels de leurs parents, de leurs grands-parents et de leurs aînés n'avaient aucune valeur et, dans certains cas, qu'il s'agissait de pratiques et de croyances « païennes », et qui, en rentrant chez eux à la fin de la journée scolaire rejetaient les enseignements de leurs parents, de leurs grands-parents et de leurs aînés.

45. Les attaques contre leurs traditions, leurs lois, leur langue et leur culture à travers la mise en œuvre de la politique des pensionnats indiens par le Canada, directement ou par l'intermédiaire de ses agents, ont continué à miner les membres individuels du groupe des survivants, causant une perte d'estime de soi, une dépression, une anxiété, des idées suicidaires, des suicides, des maladies physiques sans causes claires, des difficultés à être parents, des difficultés à maintenir des relations positives, l'abus de substances et la violence, entre autres préjudices et pertes, qui ont tous eu des répercussions sur le groupe des descendants.

46. Les membres du groupe des bandes ont perdu, en partie ou en totalité, leur viabilité économique traditionnelle, leur autonomie gouvernementale et leurs lois, leur langue, leur assise territoriale et leurs enseignements fondés sur la terre, leurs pratiques spirituelles traditionnelles de même que leurs pratiques religieuses, ainsi que le sens intégral de leur identité collective.



47. La politique des pensionnats, mise en œuvre par l'intermédiaire des pensionnats recensés, a dévasté culturellement, linguistiquement et socialement les communautés du groupe des bandes et a modifié leur mode de vie traditionnel.

#### **Le règlement du Canada avec les anciens internes des pensionnats indiens**

48. Depuis la fermeture des pensionnats recensés dans les années 1970 jusqu'à la fin des années 1990, les communautés autochtones du Canada ont dû faire face aux préjudices et aux souffrances de leurs membres, conséquence de la politique des pensionnats, sans aucune considération de la part du Canada. À cette époque, les survivants des pensionnats ont commencé à parler de plus en plus ouvertement des conditions horribles et des abus qu'ils ont subis, ainsi que des conséquences dramatiques que cela a eues sur leur vie. De plus, de nombreux survivants se sont suicidés ou ont fait de l'automédication jusqu'à en décéder. Ces décès ont dévasté non seulement les membres du groupe des survivants et du groupe des descendants, mais aussi la vie et la stabilité des communautés représentées par le groupe des bandes.

49. En janvier 1998, le Canada a publié une déclaration de réconciliation, par laquelle il admettait les erreurs de la politique sur les pensionnats indiens et s'en excusait. Le Canada a admis que la politique des pensionnats avait été conçue pour assimiler les Autochtones et qu'il avait eu tort de poursuivre cet objectif. Les demandeurs avancent que la déclaration de réconciliation du Canada constitue une admission par le Canada des faits et des obligations énoncés aux présentes et qu'elle constitue un argument valable pour la demande de dommages-intérêts des demandeurs, en particulier les dommages-intérêts punitifs.

50. La déclaration de réconciliation stipule, en partie, ce qui suit :

{01447063.2}

*Nous ne pouvons malheureusement pas être fiers de la façon dont nous avons traité les Autochtones par le passé. Une attitude fondée sur un sentiment de supériorité raciale et culturelle a conduit à la suppression de la culture et des valeurs autochtones. En tant que pays, nous portons le fardeau des actions passées qui ont eu pour effet d'affaiblir l'identité des peuples autochtones, de faire disparaître leurs langues ainsi que leurs cultures et de rendre illégales leurs pratiques spirituelles. Nous devons admettre les conséquences de ces actions sur les nations autrefois autonomes qui ont été divisées, déstructurées, restreintes ou même détruites par la spoliation des territoires traditionnels, par la réinstallation des Autochtones et par certains articles de la loi sur les Indiens. Nous devons admettre que ces actions ont eu pour résultat de miner les systèmes politiques, économiques et sociaux des peuples et des nations autochtones.*

*Compte tenu des séquelles historiques, la force et l'endurance des peuples autochtones, qui ont su préserver leur diversité et leur identité historiques, sont remarquables. Le gouvernement du Canada exprime aujourd'hui officiellement à tous les Autochtones du Canada son profond regret pour les actions passées du gouvernement fédéral qui ont conduit à ces pages sombres de l'histoire de nos relations.*

*Un des volets de notre relation avec les Autochtones qui requiert une attention particulière durant cette période est le système des pensionnats. Ce système a séparé de nombreux enfants de leur famille et de leur communauté et les a empêchés de parler leur propre langue et de connaître leur patrimoine et leur culture. Dans certains cas, il a laissé des séquelles en ce qui concerne la souffrance et le désespoir qui se répercutent encore aujourd'hui dans les communautés autochtones. Malheureusement, certains enfants ont été victimes d'abus physiques et sexuels.*

*Le gouvernement du Canada reconnaît le rôle qu'il a joué dans la conception et l'administration de ces écoles. Nous tenons à dire aux personnes qui ont vécu le drame des abus physiques et sexuels dans les pensionnats indiens et qui ont porté ce fardeau en croyant que, d'une certaine façon, cela était leur faute, que ce qu'elles ont vécu n'aurait jamais dû se produire. Nous présentons nos plus sincères excuses à ceux d'entre vous qui ont subi ces événements dramatiques dans les pensionnats indiens. En ce qui concerne les séquelles du programme des pensionnats, le gouvernement du Canada propose de travailler avec les Premières nations, les Inuits, les Métis, les Églises et les autres parties intéressées pour résoudre les problèmes de longue date qui doivent être réglés. Nous devons travailler ensemble sur une stratégie permettant d'aider les personnes et les communautés à surmonter les conséquences de cette triste page de notre histoire...*



*La réconciliation est un processus continu. En renouvelant notre partenariat, nous devons veiller à ce que les erreurs qui ont marqué notre relation passée ne se répètent pas. Le gouvernement du Canada reconnaît que les politiques visant à assimiler les Autochtones, hommes et femmes, ne permettent pas de créer une communauté forte...*

51. Le 10 mai 2006 ou vers cette date, le Canada a signé une convention visant à indemniser principalement les personnes ayant *été internes* dans les pensionnats indiens.

52. La convention prévoit deux types d'indemnisation individuelle : le paiement d'expérience commune (« PEC ») pour le fait d'avoir été interne dans un pensionnat, et une indemnisation fondée sur un processus d'évaluation indépendant (« PEI ») pour offrir des indemnités pour certains sévices subis et les préjudices causés par ces sévices.

53. Le PEC consistait en une indemnité pour les anciens *internes* d'un pensionnat d'un montant de 10 000 \$ pour la première année scolaire ou partie d'une année scolaire et de 3 000 \$ supplémentaires pour chaque année scolaire ou partie d'année scolaire suivante d'*internat*. Le PEC était versé aux internes, car il avait été admis que l'expérience de l'assimilation était préjudiciable et devait faire l'objet d'une indemnisation, indépendamment du fait que l'élève ait subi des violences physiques, sexuelles ou autres pendant son internat. L'autre indemnisation était versée dans le cadre du PEI. Le PEC n'était offert qu'aux anciens internes alors que, dans certains cas, le PEI était offert non seulement aux anciens internes, mais aussi aux autres jeunes qui se trouvaient légalement dans les locaux d'un pensionnat, y compris les anciens externes.

54. La mise en œuvre de la convention marquait la première fois que le Canada acceptait de verser une indemnisation pour les préjudices culturels, linguistiques et sociaux. Le Canada a refusé de verser une indemnité aux membres du groupe des survivants, à savoir les élèves qui ont *fréquenté* les ~~pensionnats recensés ou d'autres~~ pensionnats, mais qui n'étaient pas *internes*.

{01447063.2}

55. La convention a été approuvée par les cours supérieures provinciales et territoriales de la Colombie-Britannique au Québec, en passant par les Territoires du Nord-Ouest, le Territoire du Yukon et le Nunavut, et la convention a été mise en œuvre à compter du 20 septembre 2007.

56. Le 11 juin 2008, le premier ministre Stephen Harper, a présenté ses excuses (« excuses ») au nom du Canada, reconnaissant ainsi les torts causés par la politique canadienne en matière de pensionnats indiens :

*Durant plus d'un siècle, les pensionnats indiens ont séparé plus de 150 000 enfants autochtones de leurs familles et de leurs communautés. Dans les années 1870, le gouvernement fédéral, en partie pour respecter son obligation d'éduquer les enfants autochtones, a commencé à jouer un rôle dans le développement et l'administration de ces écoles. **Les deux principaux objectifs du système des pensionnats étaient de retirer et d'isoler les enfants de l'influence de leur foyer, de leur famille, de leurs traditions et de leur culture, et de les assimiler à la culture dominante.** Ces objectifs reposaient sur l'hypothèse que les cultures et les croyances spirituelles autochtones étaient inférieures et n'avaient pas la même valeur. En fait, certains voulaient, comme il a été dit de façon tristement célèbre, « **tuer les Indiens dans l'œuf** ». Aujourd'hui, nous sommes conscients que cette politique d'assimilation était erronée, qu'elle a causé de grands préjudices et qu'elle n'a pas sa place dans notre pays. [souligné]*

57. En présentant ces excuses, le Premier ministre a reconnu certains faits importants concernant la politique des pensionnats indiens et son impact sur les enfants autochtones :

*Le gouvernement du Canada a mis sur pied un système d'éducation dans lequel de très jeunes enfants étaient souvent retirés de force de leur foyer, parfois emmenés loin de leur communauté. Beaucoup étaient mal nourris, habillés et logés. Tous ont été privés des soins et de l'éducation de leurs parents, grands-parents et communautés. Les langues et les pratiques culturelles des Premières nations, des Inuits et des Métis étaient interdites dans ces écoles. Ce qui est tragique, c'est que certains de ces enfants sont morts pendant qu'ils fréquentaient les pensionnats et que d'autres ne sont jamais rentrés chez eux.*

*Le gouvernement reconnaît maintenant que les conséquences de la politique des pensionnats indiens ont été extrêmement négatives et que*



*cette politique a eu des répercussions durables et dévastatrices sur la culture, le patrimoine et la langue autochtones.*

*Les conséquences des pensionnats indiens ont contribué aux problèmes sociaux qui existent encore aujourd'hui dans de nombreuses communautés.*

\* \* \*

*Nous sommes conscients aujourd'hui que nous avons eu tort de séparer les enfants de cultures et de traditions riches et vivantes, que cela a créé un vide dans de nombreuses vies et communautés, et nous nous excusons de l'avoir fait. Nous réalisons aujourd'hui qu'en séparant les enfants de leurs familles, nous avons empêché un grand nombre d'entre eux d'élever convenablement leurs propres enfants et avons semé les graines pour les générations suivantes, et nous sommes désolés d'avoir agi ainsi. Nous sommes aujourd'hui conscients que, bien trop souvent, ces institutions ont donné lieu à des abus ou à des négligences et n'étaient pas suffisamment contrôlées, et nous sommes désolés de ne pas avoir su vous protéger. Non seulement vous avez souffert de ces abus pendant votre enfance, mais en devenant parents, vous n'avez pas pu empêcher vos propres enfants de subir la même expérience, et nous en sommes désolés.*

*Le fardeau de cette expérience pèse sur vos épaules depuis bien trop longtemps. Ce fardeau nous incombe en tant que gouvernement et en tant que pays. Aujourd'hui, il n'y a aucune chance qu'au Canada, le genre de mentalités qui ont conduit au système des pensionnats indiens puisse à nouveau exister. Vous essayez depuis longtemps de vous relever de cette expérience et, de manière très concrète, nous nous joignons maintenant à vous dans cette quête. Le gouvernement du Canada présente des excuses sincères aux peuples autochtones de ce pays et leur demande de lui pardonner d'avoir si gravement manqué à ses obligations envers eux.*

58. Malgré les excuses et le fait que le Canada ait reconnu avoir agi injustement, ainsi que l'appel à la reconnaissance des communautés autochtones du Canada et de la *Commission de vérité et de réconciliation* dans son rapport provisoire de février 2012, le fait que le Canada ait exclu le groupe des survivants de la convention témoigne de son manque de considération vis-à-vis des membres du groupe des survivants. Le Canada continue, comme il l'a fait des années 1970 jusqu'en 2006 concernant les « élèves internes », de nier les préjudices subis par les demandeurs individuels et les membres du groupe des survivants, des descendants et des bandes.

{01447063.2}

**Le manquement du Canada à ses obligations envers les membres des recours collectifs**

59. Depuis l'élaboration de la politique sur les pensionnats jusqu'à sa mise en œuvre sous forme de fréquentation forcée des pensionnats recensés, le Canada a gravement manqué à ses obligations envers les membres du groupe des survivants et, ce faisant, a détruit les fondements de l'identité individuelle des membres du groupe des survivants, a volé le patrimoine des membres du groupe des descendants et a infligé des pertes incalculables aux membres du groupe des bandes.

60. Les membres du groupe des survivants, les membres du groupe des descendants et les membres du groupe des bandes ont tous souffert du dysfonctionnement familial, de la pénalisation ou de la suppression des cérémonies traditionnelles ainsi que de la perte de la structure de gouvernance héréditaire qui leur permettait de gouverner leurs peuples et leurs terres.

61. Pendant qu'ils fréquentaient le pensionnat recensé, les membres du groupe des survivants étaient extrêmement vulnérables, et le Canada avait envers eux les plus grandes responsabilités fiduciaires, morales, statutaires, constitutionnelles et de common law, y compris, mais sans s'y limiter, l'obligation de protéger les droits autochtones ainsi que leur culture, leur langue et leur manière de vivre. Le Canada n'a pas respecté ces obligations et a manqué en particulier à sa responsabilité d'assurer la sécurité et le bien-être des survivants pendant leur séjour dans les pensionnats recensés.

***Les obligations du Canada***

62. Le Canada était responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de tous les aspects de la politique relative aux pensionnats indiens, y compris de tous les volets opérationnels et administratifs. Bien que les Églises aient souvent servi d'agents du Canada pour l'aider à réaliser ses objectifs, ces objectifs et la manière dont ils sont réalisés relèvent des obligations du Canada.

Le Canada était responsable de :

{01447063.2}



- (a) l'administration de la Loi et des lois qui l'ont précédée ainsi que de toutes les autres lois relatives aux Autochtones et de tous les règlements promulgués en vertu de ces lois et des lois qui les ont précédées au cours de la période visée par le recours;
- (b) la gestion, le fonctionnement et l'administration du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et de ses prédécesseurs et des ministères et départements connexes, ainsi que les décisions prises par ces ministères et services;
- (c) la construction, le fonctionnement, l'entretien, la propriété, le financement, l'administration, la supervision, l'inspection et la vérification des pensionnats recensés, ainsi que la création, la conception et la mise en œuvre du programme d'éducation des Autochtones qui les fréquentent;
- (d) la sélection, le contrôle, la formation, la supervision et la réglementation des personnes responsables des pensionnats recensés, y compris leurs employés, préposés, agents et mandataires, ainsi que des soins, de l'éducation, du contrôle et du bien-être des Autochtones qui fréquentent les pensionnats recensés;
- (e) la préservation, la valorisation, le respect des droits autochtones et la non-ingérence, y compris le droit de garder et de pratiquer leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions et le droit d'apprendre pleinement leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions auprès de leur famille, de leur famille élargie et de leur communauté; et
- (f) la prise en charge et la supervision de tous les membres du groupe des survivants pendant qu'ils fréquentaient les pensionnats recensés au cours de la période concernée par le recours.

63. De plus, le Canada s'est engagé, à chaque occasion importante, à respecter le droit international en ce qui concerne le traitement de son peuple, obligations qui constituent des engagements minimums envers les peuples autochtones du Canada, y compris les groupes de survivants, de descendants et de bandes, et qui ont été violées. Plus particulièrement, les violations commises par le Canada englobent le non-respect des conditions et de l'esprit de :

- (a) la *Convention pour la prévention et la répression des crimes de génocide*, 78 U.N.T.S. 277, entrée en vigueur le 12 janvier 1951, et plus particulièrement l'article 2(b), (c) et (e) de cette convention, en procédant de manière intentionnelle à la destruction de la culture des enfants et des communautés autochtones, causant des préjudices culturels, psychologiques, émotionnels et physiques profonds et permanents au groupe;
- (b) la *Déclaration des droits de l'enfant* (1959)? Résolution AG 1386 (XIV), 14 N.U. GAOR Supp. (No 16) à 19, N.U. Doc. A/4354 en ne fournissant pas aux enfants

{01447063.2}

autochtones les moyens nécessaires à leur épanouissement normal, tant sur le plan matériel que spirituel, et en ne leur offrant pas la possibilité de gagner leur vie et de se protéger contre toute forme d'exploitation;

- (c) la *Convention sur les droits de l'enfant*, Résolution AG 44/25, annexe, 44 NU GAOR Supp. (No 49) à 167, N.U. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), et plus particulièrement les articles 29 et 30 de cette convention, en ne fournissant pas aux enfants autochtones une éducation visant à développer le respect de leurs parents, de leur identité culturelle, de leur langue et de leurs valeurs, et en niant le droit des enfants autochtones de jouir de leur propre culture, de professer et de pratiquer leur propre religion et d'utiliser leur propre langue;
- (d) le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, Résolution AG 2200A (XXI), 21 N.U. GAOR Supp. (No 16) à 52, N.U. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entrée en vigueur le 23 mars 1976, et plus particulièrement les articles 1 et 27 de cette convention, en portant atteinte aux droits des membres du recours collectif de conserver et de pratiquer leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions, au droit d'apprendre pleinement leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions auprès de leurs familles, de leurs familles élargies et de leurs communautés, et au droit d'enseigner leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions à leurs propres enfants, petits-enfants, familles élargies et communautés.
- (e) la *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*, OEA (Organisation des États Américains) Résolution XXX, adoptée lors de la neuvième conférence internationale des États américains (1948), reproduite dans les *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System (documents généraux relatifs aux droits de l'homme dans le système interaméricain)*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc 6 rev.1 à 17 (1992), et en particulier l'article XIII, en violant le droit des membres du groupe de participer à la vie culturelle de leur communauté.
- (f) la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Résolution AG 61/295, N.U. Doc. A/RES/61/295 (13 sept. 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), entérinée par le Canada le 12 novembre 2010, et plus particulièrement l'article 8, 2(d), qui s'engage à fournir des mécanismes efficaces de réparation pour l'assimilation forcée.

64. Les obligations du Canada en vertu du droit international servent de référence pour les devoirs du Canada en common law, les obligations statutaires, fiduciaires, constitutionnelles et autres, et une violation des obligations internationales susmentionnées est une preuve ou constitue une violation en vertu du droit national.

#### ***Violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles***

{01447063.2}



65. Le Canada a des obligations constitutionnelles et une relation fiduciaire avec les peuples autochtones du Canada. Le Canada a créé, planifié, établi, mis en place, initié, géré, financé, supervisé, contrôlé et réglementé les pensionnats recensés et a élaboré la politique sur les pensionnats. Par ces actes, et en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, de la *Loi constitutionnelle de 1982*, et des dispositions de la Loi, telle que modifiée, le Canada a assumé le pouvoir et l'obligation d'agir en qualité de fiduciaire en ce qui concerne l'éducation et le bien-être des membres du groupe.

66. Les obligations constitutionnelles du Canada comprennent l'obligation de préserver l'honneur de la Couronne dans toutes ses relations avec les peuples autochtones, y compris les membres du groupe. Cette obligation découle de l'affirmation de la souveraineté de la Couronne dès le premier contact et se poursuit dans le cadre des relations postérieures à la signature des traités. C'est et cela reste une obligation de la Couronne et c'était une obligation de la Couronne à chaque occasion importante. L'honneur de la Couronne est un principe juridique qui exige de la Couronne qu'elle agisse à chaque occasion importante dans ses relations avec les peuples autochtones, depuis le contact jusqu'aux relations post-traités, de la manière la plus honorable possible afin de protéger les intérêts des peuples autochtones.

67. En vertu de ses obligations fiduciaires, le Canada est tenu d'agir en tant que protecteur des droits ancestraux des membres du groupe, y compris la protection et la préservation de leur langue, de leur culture et de leur mode de vie, ainsi que l'obligation de prendre des mesures de réparation pour rétablir la culture, l'histoire et le statut des demandeurs, ou de les aider à le faire. À tout le moins, l'obligation du Canada envers les Autochtones comprenait l'obligation de ne pas réduire délibérément le nombre des bénéficiaires envers lesquels le Canada avait des obligations.

68. Les obligations fiduciaires du Canada et les autres obligations imposées par le mandat constitutionnel assumé par le Canada s'étendent au groupe des descendants parce que l'objectif de la prise en charge de l'éducation du groupe des survivants était d'éradiquer la culture et l'identité de ces enfants autochtones, leur enlevant ainsi leur capacité, à l'âge adulte, de transmettre aux générations suivantes les bases linguistiques, spirituelles, culturelles et comportementales de leur peuple, ainsi que leur capacité d'établir des relations avec leur famille et leur communauté et, en fin de compte, leur capacité de s'identifier comme des Autochtones envers qui le Canada avait des obligations.

69. Les obligations fiduciaires et constitutionnelles du Canada s'étendent à la catégorie des bandes parce que la politique sur les pensionnats avait pour but, et a effectivement eu pour effet, de miner et de chercher à détruire le mode de vie établi et apprécié par ces nations dont les identités étaient et sont considérées comme collectives.

70. Le Canada a agi dans son propre intérêt et à l'encontre des intérêts des enfants autochtones, non seulement en étant déloyal envers les enfants et les communautés autochtones qu'il avait le devoir de protéger, mais en les trahissant en plus. Le Canada a exercé à tort son pouvoir discrétionnaire et son autorité sur les Autochtones, et en particulier sur les enfants, pour son seul bénéfice. Le Canada a appliqué une partie ou la totalité de la politique des pensionnats pour faire disparaître ce qu'il considérait comme le « problème indien ». Plus précisément, le Canada cherchait à se libérer de ses responsabilités morales et financières à l'égard des Autochtones, des dépenses et des inconvénients liés au fait de devoir composer avec des cultures, des langues, des habitudes et des valeurs différentes de l'héritage euro-canadien prédominant au Canada, ainsi que des défis découlant des revendications territoriales.

{01447063.2}

71. En violation de ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les groupes de survivants, de descendants et de bandes, le Canada n'a pas réparé, et continue sur la même voie, les préjudices causés par ses agissements abusifs, ses manquements et ses négligences. Plus précisément, le Canada n'a pas pris de mesures adéquates pour réparer les préjudices culturels, linguistiques et sociaux subis par les survivants, les descendants et les membres des bandes, et ce, malgré le fait que le Canada ait reconnu le caractère abusif de la politique des pensionnats indiens depuis 1998.

***Violation des droits autochtones***

72. Les peuples shishálh et Tk'emlúps, et de fait tous les membres du groupe des bandes, dont descendent les demandeurs individuels, ont pratiqué des lois, des coutumes et des traditions qui faisaient partie intégrante de leurs sociétés distinctives avant le contact avec les Européens. En particulier, avant le contact avec les Européens, ces nations ont soutenu leurs membres individuels, leurs communautés et leurs cultures distinctives en parlant leurs langues et en pratiquant leurs coutumes et traditions.

73. Durant la période où les membres du groupe des survivants ont fréquenté les pensionnats recensés, conformément à la politique sur les pensionnats, on leur a appris à parler anglais, on les a punis pour avoir utilisé leurs langues traditionnelles et on leur a fait honte de leur langue et de leur mode de vie traditionnels. Par conséquent, en raison de leur fréquentation des pensionnats recensés, la capacité des membres survivants du recours collectif à parler leurs langues traditionnelles et à pratiquer leur shishálh, leur Tk'emlúps et d'autres activités spirituelles, religieuses et culturelles a été gravement compromise et, dans certains cas, entièrement perdue. Ces membres du recours collectif se sont vus refuser la capacité de faire valoir et de jouir de leurs

{01447063.2}



droits ancestraux, tant individuellement que dans le contexte de leur expression collective au sein des bandes, parmi lesquels figurent, sans s'y limiter, certaines particularités :

- (a) les activités culturelles, spirituelles et traditionnelles autochtones (shishálh, Tk'emlúps et autres) ont été perdues ou altérées;
- (b) les structures sociales traditionnelles, y compris l'autorité égale des dirigeants masculins et féminins, ont été perdues ou altérées;
- (c) les langues shishálh, tk'emlúps et autres langues autochtones ont été perdues ou altérées;
- (d) les compétences parentales traditionnelles des shishálh, des Tk'emlúps et des Autochtones ont été perdues ou altérées;
- (e) les compétences des shishálh, des Tk'emlúps et des autres Autochtones en matière de cueillette, de récolte, de chasse et de préparation des aliments traditionnels ont été perdues ou altérées; et,
- (f) le shishálh, le Tk'emlúps et les croyances spirituelles autochtones ont été perdus ou altérés.

74. L'ingérence dans les droits ancestraux du groupe des survivants a entraîné la même perte pour leurs descendants et leurs communautés, à savoir les groupes de descendants et de bandes, ce qui était le résultat recherché par le Canada.

75. Le Canada avait, à tout moment important, et continue d'avoir l'obligation de protéger les droits ancestraux des membres des recours collectifs, y compris pour ce qui est de la mise en œuvre de leurs pratiques spirituelles et de la protection traditionnelle de leurs terres et de leurs ressources, ainsi que l'obligation de ne pas miner ou entraver les droits ancestraux des demandeurs individuels et des membres des recours collectifs. Le Canada a manqué à ces obligations, sans justification, à travers sa politique en matière de pensionnats.

***Infliction intentionnelle de souffrances morales***

{01447063.2}



76. La conception et la mise en œuvre de la politique des pensionnats en tant que programme d'assimilation visant à éradiquer la culture autochtone constituaient une conduite flagrante, extrême et scandaleuse qui était manifestement calculée pour provoquer les dommages culturels, sociaux et linguistiques, ainsi que les souffrances morales découlant de ces dommages, qui ont été effectivement subis par les membres des groupes de survivants et de descendants.

***Négligence donnant lieu à des abus spirituels, ~~physiques, sexuels,~~ émotionnels et mentaux***

77. Par l'intermédiaire de ses mandataires, le Canada a fait preuve de négligence et a manqué à ses obligations de diligence envers le groupe des survivants, dont voici quelques exemples :

- (a) il a omis de présélectionner et de sélectionner comme il se doit les personnes à qui ~~il a délégué~~ la gestion des pensionnats recensés et qu'il a embauchées directement ou par l'intermédiaire de ses mandataires, de superviser et de contrôler comme il se doit les activités des pensionnats ~~recensés~~ et de protéger les enfants autochtones contre les abus spirituels, ~~physiques, sexuels,~~ émotionnels et mentaux commis dans les pensionnats ~~recensés~~; par conséquent, les membres du groupe des survivants ont subi de tels abus et le Canada en est responsable;
- (b) il n'a pas réagi de manière appropriée ou n'a pas réagi du tout à la divulgation des abus commis dans les pensionnats ~~recensés~~ et, en fait, il a couvert ces abus et supprimé les informations relatives à ces abus; et
- (c) il n'a pas reconnu les préjudices subis et n'en a pas tenu compte lorsqu'ils se sont produits, afin de prévenir d'autres préjudices et, dans la mesure du possible, d'offrir aux victimes de ces préjudices un traitement adapté.

***Responsabilité du fait d'autrui***

78. Par l'intermédiaire de ses mandataires, le Canada a violé son obligation de diligence envers le groupe des survivants, ce qui a entraîné des préjudices pour ce groupe, et il est responsable du fait d'autrui pour toutes les violations et tous les abus commis en son nom.

79. De plus, ou à titre subsidiaire, le Canada est responsable du fait d'autrui pour négligence de l'exécution des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law de ses agents.

{01447063.2}

80. De même, les demandeurs tiennent le Canada pour seul responsable de la création et de la mise en œuvre de la Politique sur les pensionnats indiens et qui plus est :

- a. Les demandeurs renoncent expressément à tout droit qu'ils pourraient avoir d'obtenir du Canada, ou de toute autre partie, toute partie des pertes subies par les demandeurs qui pourrait être imputable à la faute ou à la responsabilité d'un tiers et pour laquelle le Canada pourrait raisonnablement être en droit de réclamer à un ou plusieurs tiers une contribution, une indemnité ou une répartition en common law, en équité ou en vertu de la loi sur la négligence de la Colombie-Britannique, R.S.B.C. 1996 c 333, telle que modifiée; et
- b. Les demandeurs ne chercheront pas à obtenir de toute partie, autre que le Canada, une partie des pertes qui ont été réclamées, ou auraient pu être réclamées, auprès de tiers.

#### **Préjudices**

81. En raison de la violation des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, de l'infliction intentionnelle de souffrances morales et des violations des droits autochtones par le Canada et ses agents, pour lesquels le Canada est responsable du fait d'autrui, les membres du groupe des survivants, y compris les représentants des demandeurs, ont souffert de préjudices et de blessures, notamment :

- (a) la perte de la langue, de la culture, de la spiritualité et de l'identité autochtone;
- (b) des préjudices émotionnels et psychologiques
- (c) l'isolement de leur famille, de leur communauté et de leur Nation
- (d) la privation des éléments fondamentaux d'une éducation, y compris l'alphabétisation de base;
- (e) une dégradation de la santé mentale et émotionnelle, pouvant aller jusqu'à un handicap permanent;
- (f) une incapacité à faire confiance aux autres, à nouer ou à entretenir des relations intimes, à participer à une vie familiale normale ou à maîtriser sa colère;
- (g) une tendance à la toxicomanie;
- (h) l'isolement de la communauté, de la famille, du conjoint et des enfants;

{01447063.2}

- (i) une altération de la capacité à apprécier et à participer à des activités récréatives, sociales, culturelles, sportives et professionnelles;
- (j) une altération de la capacité à fonctionner sur le lieu de travail et une altération permanente de la capacité à gagner un revenu;
- (k) la privation de l'éducation et des compétences nécessaires pour obtenir un emploi rémunéré;
- (l) la nécessité d'un traitement psychologique, psychiatrique et médical continu pour les maladies et autres troubles résultant de l'expérience des pensionnats;
- (m) le dysfonctionnement sexuel;
- (n) la dépression, l'anxiété et le dysfonctionnement émotionnel
- (o) les tendances suicidaires;
- (p) la douleur et la souffrance;
- (q) la perte d'estime de soi et les sentiments de dévalorisation, de honte, de peur et de solitude;
- (r) les cauchemars, les retours en arrière et les problèmes de sommeil;
- (s) la peur, l'humiliation et l'embarras en tant qu'enfant et adulte;
- (t) la confusion et la désorientation sexuelles en tant qu'enfant et jeune adulte;
- (u) l'incapacité à exprimer ses émotions d'une manière normale et saine;
- (v) la perte de la capacité à participer aux pratiques et aux devoirs culturels ou à s'en acquitter;
- (w) la perte de la capacité à vivre dans leur communauté et leur nation; et
- (x) une douleur et une souffrance émotionnelles et psychologiques constantes et intenses.

82. En conséquence de la violation des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de l'infliction intentionnelle de dommages et de la violation des droits ancestraux par le Canada et ses agents, pour lesquels le Canada est responsable du fait d'autrui, les membres du groupe des descendants, y compris les représentants des demandeurs, ont subi des dommages et des préjudices, notamment :

{01447063.2}



- (a) leurs relations avec les membres survivants du groupe ont été altérées, endommagées et faussées en raison des expériences des membres survivants du groupe dans les pensionnats recensés; et,
- (b) leur culture et leurs langues ont été minées et, dans certains cas, éradiquées par, entre autres, comme il a été mentionné, l'assimilation forcée des membres du groupe des survivants à la culture euro-canadienne par l'intermédiaire des pensionnats recensés.

83. En raison de la violation des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, et de l'infliction intentionnelle de dommages et de la violation des droits ancestraux par le Canada et ses agents, pour lesquels le Canada est responsable du fait d'autrui, le groupe des bandes a souffert de la perte de la capacité d'exercer pleinement ses droits ancestraux collectivement, y compris le droit d'avoir un gouvernement traditionnel fondé sur leurs propres langues, pratiques spirituelles, lois et pratiques traditionnelles et de voir ces traditions pleinement respectées par les membres des groupes de survivants et de descendants ainsi que les générations suivantes, toutes ces pertes étant directement liées aux pertes individuelles des dommages culturels, linguistiques et sociaux des membres des groupes de survivants et de descendants.

#### **Motifs des dommages-intérêts punitifs et aggravés**

84. Le Canada a délibérément planifié l'éradication de la langue, de la religion et de la culture des membres du groupe des survivants et des membres du groupe des descendants, ainsi que la disparition du groupe des bandes. Les actions étaient malveillantes et visaient à causer un préjudice, et compte tenu des circonstances, des dommages-intérêts punitifs et aggravés sont appropriés et nécessaires.

85. Les membres du groupe affirment que le Canada et ses agents étaient parfaitement au courant des nombreux abus physiques, psychologiques, émotionnels, culturels et sexuels dont étaient victimes les membres du groupe des survivants dans les pensionnats recensés.

{01447063.2}



86. En dépit de cette information, le Canada a maintenu les pensionnats en activité et n'a pris aucune mesure, ou du moins aucune mesure raisonnable, pour protéger les membres survivants du recours collectif contre ces abus et les préjudices graves en résultant. Compte tenu des circonstances, le fait de ne pas avoir agi sur la base de ces informations pour protéger les enfants vulnérables confiés à la garde du Canada équivaut à une insouciance déréglée et téméraire concernant leur sécurité et rend les dommages-intérêts punitifs et aggravés à la fois appropriés et nécessaires.

#### **Fondement juridique de la demande d'indemnisation**

87. Les membres du groupe des survivants et des descendants sont des Indiens au sens de la *Loi sur les Indiens*, R.S.C. 1985, c. 1-5. Les membres du groupe des bandes sont des bandes composées d'indiens ainsi définis.

88. Les droits ancestraux des membres du recours collectif existaient et étaient pratiqués à toutes les époques concernées en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1982*, article 35, soit l'annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R.-U.), 1982, c 11.

89. À tous les moments importants, le Canada avait une obligation spéciale et constitutionnelle de diligence, de bonne foi, d'honnêteté et de loyauté envers les demandeurs et les membres du groupe en vertu des obligations constitutionnelles du Canada et de l'obligation du Canada d'agir dans l'intérêt supérieur des Autochtones et particulièrement des enfants autochtones qui étaient particulièrement vulnérables. Le Canada a violé ces obligations, causant ainsi un préjudice.

90. Les membres du groupe sont des descendants de peuples autochtones qui ont pratiqué leurs lois, coutumes et traditions respectives qui faisaient partie intégrante de leurs sociétés distinctes avant le contact avec les Européens. Plus précisément, et ce, avant le contact avec les Européens jusqu'à aujourd'hui, les peuples autochtones dont descendent les demandeurs et les

{01447063.2}

membres du recours collectif ont assuré la pérennité de leur peuple, de leurs communautés et de leur culture distinctive en appliquant leurs lois, coutumes et traditions respectives à l'ensemble de leur mode de vie, y compris la langue, la danse, la musique, les loisirs, l'art, la famille, le mariage et les responsabilités communautaires, ainsi que l'utilisation des ressources.

#### **Constitutionnalité des articles de la *Loi sur les Indiens***

91. Les membres du recours collectif affirment que tous les articles de la Loi et de ses prédécesseurs, tous les règlements adoptés en vertu de la Loi et toutes les autres lois relatives aux Autochtones qui fournissent ou prétendent fournir l'autorité légale pour l'éradication des Autochtones par la destruction de leurs langues, de leur culture, de leurs pratiques, de leurs traditions et de leur mode de vie, violent les articles 25 et 35(1) de la *Loi constitutionnelle* de 1982, les articles 1 et 2 de la *Déclaration canadienne des droits*, L.R.C. 1985, ainsi que les articles 7 et 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et doivent donc être considérés comme étant sans effet.

92. Le Canada a délibérément planifié l'éradication de la langue, de la spiritualité et de la culture des demandeurs et des membres du groupe.

93. Les actions du Canada étaient délibérées et malveillantes et compte tenu des circonstances, des dommages punitifs, exemplaires et aggravés sont appropriés et nécessaires.

94. Les demandeurs invoquent et se fondent sur les éléments suivants :

*Loi sur les Cours fédérales*, L.R.C., 1985, c. F-7, art. 17;

*Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106, Partie 5.1 Recours collectifs;

*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, L.R.C. 1985, c. C-50, art. 3, 21, 22 et 23;

*Charte canadienne des droits et libertés*, art. 7, 15 et 24;

{01447063.2}

*Loi constitutionnelle de 1982, art. 25 et 35(1),*

*Loi sur la négligence (Colombie-Britannique), R.S.B.C. 1996, c. 333.*

*La Déclaration canadienne des droits, L.R.C. 1985, Annexe III, Préambule, art. 1 et 2 :*

*La Loi sur les Indiens, L.R.C. 1985, art. 2(1), 3, 18(2), 114-122 et ses prédécesseurs.*

Traités internationaux :

*Convention pour la prévention et la répression des crimes de génocide, 78 U.N.T.S. 277, entrée en vigueur le 12 janvier 1951;*

*Déclaration des droits de l'enfant (1959), Résolution AG 1386 (XIV), 14 N.U. GAOR Supp. (No 16) à 19, N.U. Doc. A/4354;*

*Convention sur les droits de l'enfant, Résolution AG 44/25, annexe, 44 NU GAOR Supp. (No 49) à 167, N.U. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989);*

*Pacte international relatif aux droits civils et politiques, Résolution AG 2200A (XXI), 21 N.U. GAOR Supp. (No 16) à 52, N.U. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entrée en vigueur le 23 mars 1976;*

*Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme, OEA (Organisation des États Américains) Résolution XXX, adoptée lors de la neuvième conférence internationale des États américains (1948), reproduite dans les *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System (documents généraux relatifs aux droits de l'homme dans le système interaméricain)*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc 6 rev.1 à 17 (1992), et*

*Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, Résolution AG 61/295, N.U. Doc. A/RES/61/295 (13 sept. 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), entérinée par le Canada le 12 novembre 2010*

Les demandeurs proposent que le procès ait lieu à Vancouver, en Colombie-Britannique.

{01447063.2}



Le 11 juin 2013

---

Peter R. Grant, au nom de  
tous les avocats des demandeurs

*Avocats des demandeurs*

~~Len Marchand  
Fulton & Company LLP  
No 300-350 Lansdowne Street  
Kamloops, BC  
V2C 1Y1  
Tél. : (250) 372-5542  
Télécopie : (250) 851-2300~~

) Coordonnées et adresse pour la signification  
) pour les demandeurs

Peter R. Grant  
Peter Grant & Associates  
Avocats et juristes  
900 – 777 Hornby Street  
Vancouver, BC  
V6Z 1S4  
Tél. : (604) 685-1229  
Télécopie : (604) 685-0244

John Kingman Phillips  
Phillips Gill LLP, avocats  
Bureau 200  
33 Jarvis Street  
Toronto, ON  
M5E 1N3  
Tél. : (647) 220-7420  
Télécopie : (416) 703-1955



Federal Court



Cour fédérale

Date : 20150618

Ordre du jour : T-1542-12

Citation : 2015 FC 766

Ottawa, Ontario 18 juin 2015

PRÉSENT : L'honorable juge Harrington

**PROPOSITION DE RECOURS COLLECTIF**

**ENTRE :**

**LE CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, EN SON  
NOM ET AU NOM DE TOUS LES MEMBRES  
DE LA BANDE INDIENNE  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC ET DE LA  
BANDE INDIENNE  
TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC, LE CHEF  
GARRY FESCHUK, EN SON NOM ET AU NOM  
DE TOUS LES MEMBRES DE LA BANDE  
INDIENNE SEHELTE ET DE LA BANDE  
INDIENNE SEHELTE,  
VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON,  
DOREEN LOUISE SEYMOUR,  
CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT,  
VICTOR FRASER, DIENA MARIE JULES,  
AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE,  
DARLENE MATILDA BULPIT,  
FREDERICK JOHNSON,  
ABIGAIL MARGARET AUGUST,  
SHELLY NADINE HOEHNE, DAPHNE PAUL,  
AARON JOE ET RITA POULSEN**

**Les demandeurs**

et

**SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF  
DU CANADA**

**Le défendeur**

**ORDONNANCE**

**POUR LES RAISONS INVOQUÉES** le 3 juin 2015, publiées sous le numéro 2015 FC 706;

**LE TRIBUNAL ORDONNE ce qui suit :**

1. L'instance susmentionnée est certifiée en tant que recours collectif aux conditions suivantes :

a. Les groupes sont définis comme suit :

Groupe des survivants : tous les Autochtones qui ont fréquenté en tant qu'élève ou à des fins éducatives, quelle que soit la période un pensionnat indien, au cours de la période concernée par le recours collectif, à l'exclusion, pour tout membre du groupe, des périodes pour lesquelles ce membre a reçu une indemnité au titre du paiement d'expérience commune en vertu de la convention de règlement relative aux pensionnats indiens.

Groupe des descendants : la première génération de toutes les personnes qui sont des descendants des membres du groupe des survivants ou des personnes qui ont été légalement ou traditionnellement adoptées par un membre du groupe des survivants ou son conjoint.

Groupe bandes : la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc et la bande indienne Sechelt et toute autre bande indienne qui :

(i) a ou avait des membres qui sont ou étaient membres du groupe des survivants, ou dont la communauté abrite un pensionnat; et

- (ii) qui est spécifiquement ajoutée à la présente demande d'indemnisation avec un ou plusieurs pensionnats expressément désignés.

b. Les représentants des demandeurs sont :

Pour le groupe des survivants :

Violet Catherine Gottfriedson

Charlotte Anne Victorine Gilbert

Diena Marie Jules

Darlene Matilda Bulpit

Frederick Johnson

Daphne Paul

Pour le groupe des descendants :

Amanda Deanne Big Sorrel Horse

Rita Poulsen

Pour le groupe des bandes :

La bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc

La bande indienne Sechelt

c. Les demandes d'indemnisation portent sur :

La violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles, la violation des droits autochtones, l'infliction intentionnelle de souffrances mentales, la violation des conventions ou des pactes internationaux, la violation du droit international et la

Page : 4

négligence commise par le Canada ou en son nom et pour laquelle le Canada est considéré comme responsable.



d. Le redressement demandé est le suivant :

Par le groupe des survivants :

- i. une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les représentants des demandeurs du groupe des survivants et les autres membres du groupe des survivants en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats indiens;
- ii. une déclaration selon laquelle les membres du groupe des survivants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle;
- iii. une déclaration selon laquelle le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (droits ancestraux ou autres) du groupe des survivants;
- iv. une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats et les pensionnats indiens ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des survivants;
- v. une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les représentants des demandeurs du groupe des survivants et les autres membres du groupe des survivants de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi que de droits ancestraux, de souffrances morales infligées

- intentionnellement, et de violations des conventions et des pactes internationaux, de même que du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats indiens;
- vi. des dommages-intérêts généraux pour négligence, violation d'obligations fiduciaires, d'obligations découlant de la Constitution, de la loi et de la common law, de droits ancestraux et d'infliction intentionnelle de souffrances morales, ainsi que pour violation de conventions et de pactes internationaux, et pour violation du droit international, négligence et infliction intentionnelle de souffrances morales dont le Canada est responsable;
  - vii. des dommages-intérêts pécuniaires et des dommages-intérêts spéciaux pour négligence, perte de revenu, perte de capacité lucrative, perte de perspectives économiques, perte de possibilités d'éducation, violation d'obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law ainsi que de droits ancestraux et pour infliction intentionnelle de souffrances morales, ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir le coût des soins, et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des survivants dont le Canada est responsable;
  - viii. des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable; et
  - ix. des intérêts et coûts antérieurs et postérieurs au jugement.

Par le groupe des descendants :

- i. une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law envers les représentants des demandeurs du groupe des descendants et les autres membres du groupe des descendants en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats recensés;
- ii. une déclaration selon laquelle le groupe des descendants ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle
- iii. une déclaration selon laquelle le Canada a violé les droits linguistiques et culturels (droits ancestraux ou autres) du groupe des descendants;
- iv. une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats et les pensionnats recensés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux ainsi qu'un préjudice irréparable au groupe des descendants;
- v. une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les représentants des demandeurs du groupe des descendants et les autres membres du groupe des descendants pour les dommages causés par la violation de ses obligations fiduciaires et constitutionnelles et des droits autochtones, ainsi que par les violations des conventions et pactes internationaux et du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la



création, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, de même que la fréquentation obligatoire des pensionnats par les membres du groupe des survivants et le soutien de ces pensionnats;

- vi. des dommages-intérêts généraux pour violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles et des droits ancestraux, ainsi que des violations des conventions et pactes internationaux, de même que des violations du droit international, dont le Canada est responsable;
- vii. des dommages-intérêts pécuniaires et dommages-intérêts spéciaux pour violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles et des droits ancestraux, ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir le coût des soins, et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel des membres du groupe des survivants dont le Canada est responsable;
- viii. des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable; et
- ix. des intérêts et coûts antérieurs et postérieurs au jugement.

Par le groupe des bandes :

- i. une déclaration selon laquelle la bande indienne Sechelt et la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, ainsi que tous les membres du groupe des bandes ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, de s'adonner à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles et de se gouverner de leur manière traditionnelle;



- ii. une déclaration selon laquelle le Canada a manqué à ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, statutaires et de common law, ainsi qu'aux conventions et pactes internationaux et au droit international, envers les membres du groupe des bandes en ce qui concerne l'objet, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien, la fréquentation obligatoire des membres du groupe des survivants et le soutien des pensionnats SIRS (pensionnat indien de Sechelt) et KIRS (pensionnat indien de Kamloops) et d'autres pensionnats recensés;
- iii. une déclaration selon laquelle la politique sur les pensionnats SIRS et KIRS ainsi que les pensionnats recensés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un préjudice irréparable au groupe des bandes;
- iv. une déclaration selon laquelle le Canada a violé ou viole les droits ancestraux, les droits linguistiques et culturels des membres du groupe des bandes (droits ancestraux ou autres), ainsi que les conventions et les pactes internationaux de même que le droit international, du fait de la création, du financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats recensés;
- v. une déclaration selon laquelle le Canada est responsable envers les membres du groupe des bandes de préjudices causés par le non-respect des obligations fiduciaires et constitutionnelles ainsi que de droits ancestraux, de même que de violations des conventions et des pactes internationaux, et du droit international, en ce qui concerne l'objectif, la création, le

financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle et l'entretien, la fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants ainsi que le soutien des pensionnats recensés;

- vi. des dommages-intérêts non pécuniaires et pécuniaires ainsi que des dommages-intérêts spéciaux pour violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles et des droits ancestraux, ainsi que des violations des conventions et des pactes internationaux, de même que des violations du droit international, y compris des montants pour couvrir en continu le coût des soins de manière individuelle pour les membres du groupe des bandes, et pour restaurer, ainsi que les coûts de restauration, de protection et de préservation du patrimoine linguistique et culturel des bandes dont le Canada est responsable;
- vii. La construction et l'entretien de centres de guérison et d'éducation dans les communautés du groupe des bandes, ainsi que d'autres centres ou opérations susceptibles d'atténuer les pertes subies et que cette honorable Cour pourrait juger appropriés et justes;
- viii. des dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est responsable; et
- ix. des intérêts et coûts antérieurs et postérieurs au jugement.

e. Les questions communes de droit ou de fait sont les suivantes :

- a. Dans le cadre de l'objectif, du fonctionnement ou de la gestion de l'un des pensionnats au cours de la période concernée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à une obligation fiduciaire envers les survivants,

Page : 11

les descendants et le groupe de la bande, ou l'un d'entre eux, de ne pas détruire leur langue et leur culture?

- b. Dans le cadre de l'objectif, du fonctionnement ou de la gestion de l'un des pensionnats au cours de la période concernée par le recours collectif, le défendeur a-t-il violé les droits culturels ou linguistiques, qu'il s'agisse de droits ancestraux ou autres, du groupe des survivants, des descendants et des bandes, ou de l'un d'entre eux?
- c. Dans le cadre de l'objectif, du fonctionnement ou de la gestion de l'un des pensionnats au cours de la période concernée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à un devoir de diligence envers le groupe des survivants de les protéger de tout préjudice psychologique pouvant donner lieu à des poursuites judiciaires?
- d. Dans le cadre de l'objectif, du fonctionnement ou de la gestion de l'un des pensionnats au cours de la période concernée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à un devoir de diligence envers le groupe des survivants de les protéger de tout préjudice psychologique pouvant donner lieu à des poursuites judiciaires?
- e. Si la réponse à l'un des points (a)-(d) ci-dessus est positive, la Cour peut-elle faire une évaluation globale des préjudices subis par le groupe dans le cadre du procès sur les questions communes?

- f. Si la réponse à l'un des points (a)-(d) ci-dessus est positive, le défendeur s'est-il rendu coupable d'une conduite qui justifie l'attribution de dommages-intérêts punitifs; et
  - g. Si la réponse au point (f) ci-dessus est positive, quel montant de dommages-intérêts punitifs devrait être accordé?
- f. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente ordonnance :
- a. « Autochtone(s) », « Personne(s) autochtone(s) » ou « Enfant(s) autochtone(s) » désigne une ou plusieurs personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982;
  - b. « Droits ancestraux » désigne une partie ou la totalité des droits ancestraux et des droits issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle* de 1982;
  - c. « Loi » désigne la *Loi sur les Indiens*, L.R.C. de 1985, chapitre I-5 et ses versions antérieures, ainsi que les modifications qui y ont été apportées le cas échéant;
  - d. « Convention » désigne la convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006, conclue par le Canada pour régler les demandes d'indemnisation relatives aux pensionnats indiens, telles qu'elles ont été approuvées dans les ordonnances rendues par les diverses administrations canadiennes;
  - e. « Canada » désigne la défenderesse, Sa Majesté la Reine;



- f. « Période du recours » désigne les années 1920 à 1997;
  - g. « Préjudice culturel, linguistique et social » désigne les dommages ou les préjudices résultant de la création et de la mise en œuvre des pensionnats et de la politique relative aux pensionnats en matière d'éducation, de gouvernance, d'économie, de culture, de langue, de spiritualité et de coutumes sociales, de pratiques et de mode de vie, de structures de gouvernance traditionnelles, ainsi que de sécurité et de bien-être communautaires et individuels des Autochtones;
  - h. « Pensionnat(s) recensé(s) » désigne KIRS ou SIRS ou tout autre pensionnat expressément désigné en tant que membre du groupe des bandes;
  - i. « KIRS » désigne le pensionnat indien de Kamloops;
  - j. « Pensionnats » désigne tous les pensionnats indiens reconnus en vertu de la convention et figurant à l'annexe A jointe à la présente ordonnance, laquelle annexe peut être modifiée le cas échéant par ordonnance de la Cour;
  - k. « Politique sur les pensionnats indiens » désigne la politique du Canada relative à la mise en œuvre des pensionnats indiens; et
  - l. « SIRS » désigne le pensionnat indien de Sechelt.
- g. La forme et le contenu des avis aux membres du groupe doivent être approuvés par cette Cour. Les membres du groupe des survivants et des descendants auront jusqu'au 30 octobre 2015 pour se retirer, ou tout autre délai que cette Cour fixera. Les membres

Page : 14

du groupe des bandes auront 6 mois pour décider de participer à partir de la date de publication de l'avis comme indiqué par la Cour, ou tout autre délai fixé par la Cour.

- h. L'une ou l'autre des parties peut demander à la Cour de modifier la liste des pensionnats figurant à l'annexe A aux fins de la présente procédure.

« Sean Harrington »

---

Juge

**ANNEXE A**  
**conformément à l'ordonnance du juge Harrington**

**LISTE DES PENSIONNATS**

**Pensionnats de la Colombie-Britannique**

Ahousaht

Alberni

Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)

Christie (Clayoquot, Kakawis)

Coqualeetza de 1924 à 1940

Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)

Kamloops

Île Penelakut

Lejac (Fraser Lake)

Lower Post

St George's (Lytton)

St. Mary's (Mission)

St. Michael's (foyer pour filles d'Alert Bay, foyer pour garçons d'Alert Bay)

Sechelt

St. Paul's (Squamish, North Vancouver)

Port Simpson (Foyer pour filles de Crosby)

Kitimaat

Anahim Lake Dormitory (de septembre 1968 à juin 1977)

**Pensionnats de l'Alberta**

Assumption (Hay Lake)  
 Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)  
 Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)  
 Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)  
 Edmonton (Poundmaker, remplacé par Red Deer Industrial)  
 Ermineskin (Hobbema)  
 Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)  
 Fort Vermilion (St. Henry's)  
 Joussard (St. Bruno's)  
 Lac La Biche (Notre Dame des Victoires)  
 Petit lac des Esclaves (St. Peter's)  
 Morley (Stony/Stoney, a remplacé l'orphelinat McDougall)  
 Old Sun (Blackfoot)  
 Sacré-Cœur (Peigan, Brocket)  
 St. Albert (Youville)  
 Augustine (Smokey-River)  
 St. Cyprian (Maison du jubilé de la reine Victoria, Peigan)  
 St. Joseph's (High River, Dunbow)  
 St. Mary's (Blood, Immaculée Conception)  
 St. Paul's (Blood)  
 Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)  
 Wabasca (St. John's)  
 Whitefish Lake (St. Andrew's)  
 Grouard jusqu'à décembre 1957  
 Sarcee (St. Barnabas)

**Pensionnats de la Saskatchewan**

Beauval (Lac la Plonge)  
 File Hills  
 Gordon's  
 Lac La Ronge (voir Prince Albert)  
 Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, Lycée St. Paul)  
 Marieval (Cowesess, Crooked Lake)



Muscowequan (Lestock, Touchwood)  
 Onion Lake Anglican (voir Prince Albert)  
 Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)  
 Regina  
 Round Lake  
 St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)  
 St. Michael's (Duck Lake)  
 St. Philip's  
 Sturgeon Landing (remplacé par Guy Hill, MB)  
 Thunderchild (Delmas, St. Henri)  
 Crowstand  
 Fort Pelly  
 Externat fédéral de Cote Improved (de septembre 1928 à juin 1940)

#### **Pensionnats du Manitoba**

Assiniboia (Winnipeg)  
 Birtle  
 Brandon  
 Centre de formation professionnelle de Churchill  
 Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)  
 Dauphin (remplacé par McKay)  
 Elkhorn (Washakada)  
 Fort Alexander (Pine Falls)  
 Guy Hill (Clearwater, The Pas, anciennement Sturgeon Landing, SK)  
 McKay (The Pas, remplacé par Dauphin)  
 Norway House  
 Pine Creek (Campeville)  
 Portage la Prairie  
 Sandy Bay  
 Foyer Notre Dame (Norway House Catholic, foyer de Jack River, remplacé par Jack River  
 Annex à Cross Lake)

#### **Pensionnats de l'Ontario**

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)

Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)  
 Chapleau (St. Joseph's)  
 Fort Frances (St. Margaret's)  
 McIntosh (Kenora)  
 Institut Mohawk  
 Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)  
 Pelican Lake (Pelican Falls)  
 Poplar Hill  
 St. Anne's (Fort Albany)  
 St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)  
 Shingwauk  
 École espagnole pour garçons (Charles Garnier, St. Joseph's)  
 École espagnole pour filles (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)  
 St. Joseph's/Fort William  
 Lycée de Stirland Lake (Académie de Wahbon Bay) du 1<sup>er</sup> septembre 1971 au 30 juin 1991  
 Lycée de Cristal Lake (du 1<sup>er</sup> septembre 1976 au 30 juin 1986)

#### **Pensionnats du Québec**

Amos  
 Fort George (anglican)  
 Fort George (catholique romain)  
 La Tuque  
 Point Bleue  
 Sept-Îles  
 Foyers fédéraux à Great Whale River  
 Foyers fédéraux à Port Harrison  
 Foyers fédéraux à George River  
 Foyer fédéral de Payne Bay (Bellin)  
 Foyers à Fort George (du 1<sup>er</sup> septembre 1975 au 30 juin 1978)  
 Foyers à Mistassini (du 1<sup>er</sup> septembre 1971 au 30 juin 1978)

#### **Pensionnats de la Nouvelle-Écosse**

Shubenacadie

**Pensionnats du Nunavut**

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)  
 Foyers fédéraux à Panniqtuug/Pangnirtang  
 Foyers fédéraux à Broughton Island/Qikiqtarjuaq  
 Foyers fédéraux à Cape Dorset Kinngait  
 Foyers fédéraux à Eskimo Point/Arviat  
 Foyers fédéraux à Igloolik/Iglulik  
 Foyers fédéraux à Baker Lake/Qamani'tuaq  
 Foyers fédéraux à Pond Inlet/Mittimatalik  
 Foyers fédéraux à Cambridge Bay  
 Foyers fédéraux à Lake Harbour  
 Foyers fédéraux à Belcher Islands  
 Foyers fédéraux à Frobisher Bay/Ukkivik  
 Foyer-tente fédéral à Coppermine

**Pensionnats des Territoires du Nord-Ouest**

Aklavik (Immaculée Conception)  
 Aklavik (All Saints)  
 Fort McPherson (Fleming Hall)  
 Ford Providence (Sacré-Cœur)  
 Fort Resolution (St. Joseph's)  
 Fort Simpson (Bompas Hall)  
 Fort Simpson (Lapointe Hall)  
 Fort Smith (Breynat Hall)  
 HayRiver (St. Peter's)  
 Inuvik (Grollier Hall)  
 Inuvik (Stringer Hall)  
 Yellowknife (Akaitcho Hall)  
 Fort Smith – Grandin College  
 Foyer fédéral à Fort Franklin

**Pensionnats du Yukon**

Carcross (Chooulta)  
 Yukon Hall (Whitehorse/foyer protestant)

Page : 20

Coudert Hall (foyer Whitehorse/foyer scolaire – remplacé par Yukon Hall)

Mission baptiste de Whitehorse

Pensionnat esquimau de Shingle Point

Foyer de St. Paul's de septembre 1920 à juin 1943



## ANNEXE C

**PROCESSUS DE RÉCLAMATIONS RELATIF AU PAIEMENT DES INDEMNITÉS  
LIÉES À LA FRÉQUENTATION D'EXTERNAT*****Principes régissant l'administration des réclamations***

1. Les principes suivants régissent l'administration des réclamations (« Principes du processus de réclamation ») :
  - a. le processus de réclamation doit être rapide, peu coûteux, convivial, sensible aux aspects culturels et tenir compte des traumatismes subis;
  - b. le processus de réclamation doit minimiser le fardeau des demandeurs dans la poursuite de leurs réclamations;
  - c. le processus de réclamation doit limiter toute probabilité de nouveau traumatisme au cours du processus de réclamation;
  - d. l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant doivent supposer qu'un réclamant agit honnêtement et de bonne foi, sauf preuve raisonnable du contraire;
  - e. l'administrateur des réclamations et l'examineur indépendant tireront toutes les conclusions raisonnables et favorables possibles en faveur du demandeur.
2. Les principes du processus de réclamation ci-dessus doivent être appliqués tout au long du processus de réclamation, y compris lors de tout réexamen.

***Critère d'admissibilité***

3. Conformément à la convention de règlement, un demandeur a droit au paiement d'une indemnité liée à la fréquentation d'externat et sa réclamation sera approuvée, si le demandeur satisfait aux critères d'admissibilité suivants :
  - a. la réclamation concerne un ancien élève externe qui était vivant le 30 mai 2005;

- b. la réclamation est faite en raison de la fréquentation par cet élève externe d'un pensionnat indien figurant à l'annexe E pendant l'ensemble ou une partie d'une année scolaire pour laquelle il n'a pas reçu de paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI, n'a pas reçu et ne recevra pas d'indemnité en vertu du règlement McLean, et n'a pas reçu d'indemnité en vertu de tout autre règlement concernant une école figurant à l'annexe K du règlement McLean;
- c. la réclamation est remise à l'administrateur des réclamations avant la date limite de réclamation ultime.

### ***Réception de réclamations***

- 4. Pour demander un paiement d'indemnité liée à la fréquentation d'externat, tout demandeur doit remplir un formulaire de réclamation et le remettre à l'administrateur des réclamations avant la date limite des réclamations, par voie électronique ou en copie papier, selon les modalités établies par l'administrateur des réclamations.
- 5. Nonobstant la date limite de réclamation, un demandeur peut remettre un formulaire de réclamation accompagné d'une réclamation d'extension de la date limite de réclamation à l'administrateur des réclamations après la date limite de réclamation, mais avant la date limite ultime de réclamation. En aucun cas, l'administrateur des réclamations n'acceptera de formulaires de réclamation après la date limite ultime de réclamation, sauf dans les cas spécifiquement prévus par les présentes et par le processus de réclamation successorale décrit à l'annexe D.
- 6. L'administrateur des réclamations devra fournir au demandeur une confirmation de la réception de la réclamation.
- 7. L'administrateur des réclamations numérisera toutes les demandes en copie papier et conservera des copies électroniques qui seront utilisées uniquement aux fins prévues par les présentes.
- 8. L'administrateur des réclamations examinera chaque réclamation afin de s'assurer qu'elle est dûment remplie. En cas d'absence de toute information requise sur le

formulaire de réclamation, le rendant ainsi incomplet, notamment en ce qui concerne une demande d'extension du délai de réclamation, l'administrateur des réclamations doit contacter le demandeur et pour lui demander de fournir les informations manquantes ou de lui remettre à nouveau le formulaire de réclamation. Le demandeur disposera de 60 jours, à compter de la date où l'administrateur des réclamations lui fait parvenir une telle demande, pour remettre à nouveau son formulaire de réclamation, peu importe si la date limite ultime des réclamations est dépassée.

9. L'administrateur des réclamations doit, sans prendre d'autres mesures, rejeter toute réclamation faite à l'égard d'une personne décédée le 29 mai 2005 ou avant.

***Informations fournies par le Canada***

10. L'administrateur des réclamations fournira au Canada une copie de chaque réclamation pour toute personne qui était vivante le 30 mai 2005. Ces copies ne seront utilisées qu'aux fins prévues par les présentes.
11. Le Canada examinera la réclamation en fonction de toute l'information en sa possession afin de :
  - a. établir si la personne en cause dans la réclamation ou l'exécuteur, le représentant ou l'héritier ayant présenté une réclamation à sa place a reçu un paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI pour l'une des années scolaires visées par la réclamation;
  - b. établir si la personne en cause dans la réclamation ou l'exécuteur, le représentant ou l'héritier ayant présenté une réclamation s'est vu refusé une demande de paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI pour l'une des années scolaires visées par la réclamation;
  - c. établir si la personne ou l'exécuteur, le représentant ou l'héritier ayant présenté une réclamation à sa place a reçu un paiement d'expérience commune en vertu d'un règlement concernant un des pensionnats figurant



- à l'annexe K du règlement McLean pour l'une de ces mêmes années scolaires visées par la réclamation;
- d. établir si la personne en cause a fréquenté une école ne figurant pas sur la liste 1 ou la liste 2 de l'annexe E pour l'une ou l'autre des années scolaires visées par la réclamation ;
- e. examiner toute autre information pouvant être pertinente pour une réclamation relative à une école figurant sur la liste 2 de l'annexe E.
12. Afin de s'assurer que la réclamation n'est pas refusée uniquement parce que le demandeur s'est trompé sur l'année ou les années scolaires au cours desquelles il a fréquenté un pensionnat à titre d'élève externe, le Canada examinera les dossiers de fréquentation du ou des pensionnats indiens visés par la réclamation pour les cinq années scolaires précédant et suivant l'année ou les années scolaires mentionnées dans la réclamation. Si, à la suite de ce processus, il s'avère que la personne en question était un élève externe au cours d'une ou de plusieurs années scolaires non réclamées, cette information sera fournie à l'administrateur des réclamations et la réclamation sera évaluée comme si elle comprenait cette ou ces années scolaires.
13. Le Canada peut transmettre à l'administrateur des réclamations toute information ou tout document confirmant ou infirmant la fréquentation d'un pensionnat à titre d'élève externe de la personne en cause dans les 45 jours suivant la réception d'une réclamation de l'administrateur des réclamations, mais il s'efforcera de le faire le plus rapidement possible afin de ne pas retarder sa décision relative à toute réclamation.

#### ***Évaluation par l'administrateur des réclamations***

14. Lorsque la réclamation concerne une personne qui s'est vue refuser une demande de paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI pour une des années scolaires mentionnées dans la réclamation au motif qu'elle a fréquenté le ou les pensionnats indiens, mais n'y a pas résidé, peu importe le ou les pensionnats indiens cités dans la réclamation, l'administrateur des réclamations considérera que la réclamation est présumée valide, sous réserve des dispositions ci-dessous.



15. Pour toutes les autres réclamations, l'administrateur des réclamations déterminera d'abord si la réclamation est faite à l'égard d'un élève externe, conformément à la procédure suivante :
- a. lorsque la réclamation concerne un ou plusieurs pensionnats indiens figurant sur la liste 1 de l'annexe E au cours des périodes précisées dans cette liste, et que le formulaire de réclamation indique de façon positive que la réclamation concerne un individu qui a fréquenté le pensionnat en tant qu'élève externe, l'administrateur des réclamations considérera la réclamation comme étant présumée valide, sous réserve des dispositions ci-dessous;
  - b. lorsque la réclamation ne concerne qu'un ou plusieurs pensionnats indiens figurant sur la liste 2 de l'annexe E au cours des périodes précisées dans cette liste, et que le demandeur fournit une déclaration solennelle indiquant que l'individu visé par la réclamation était un élève externe et précisant le lieu de résidence de celui-ci pendant la période où cette personne était un élève externe, l'administrateur des réclamations examinera la réclamation et tout renseignement fourni par le Canada en vertu des paragraphes 11 à 13 ci-dessus. À moins que le Canada ait fourni des preuves positives démontrant, selon la prépondérance des probabilités, que la personne n'était pas un élève externe, la réclamation sera présumée valide, sous réserve des dispositions ci-dessous;
  - c. lorsque la réclamation ne nomme aucun pensionnat indien figurant à l'annexe E, l'administrateur des réclamations fera tout son possible pour déterminer la possibilité d'une erreur ou d'une erreur de nom dans le nom d'un pensionnat indien, notamment, en contactant le demandeur, le cas échéant. L'administrateur des réclamations doit corriger ces erreurs ou erreurs de nom. Si l'administrateur des réclamations est convaincu que la réclamation ne concerne aucun des pensionnats indiens énumérés à l'annexe E, il doit rejeter la réclamation.

16. L'administrateur des réclamations examinera toute information fournie par le Canada en vertu des paragraphes 11 à 13 ci-dessus ainsi que toute information en sa possession dans le cadre du règlement McLean. Si l'administrateur des réclamations estime qu'il existe des preuves positives démontrant, selon la prépondérance des probabilités, que pour toutes les années scolaires indiquées dans le formulaire de réclamation, la personne en cause ou l'exécuteur, le représentant ou l'héritier ayant présenté une réclamation à sa place :
- a. a reçu un paiement d'expérience commune en vertu de la CRRPI ;
  - b. a reçu une indemnité dans le cadre de l'accord de McLean ;
  - c. a reçu une indemnité dans le cadre de tout autre règlement concernant une école figurant à l'annexe K du règlement McLean ;
  - d. a fréquenté une école qui ne figure pas à l'annexe E ;
  - e. ou toute combinaison des alinéas (a), (b), (c), ou (d).

l'administrateur des réclamations doit rejeter la réclamation.

17. L'administrateur des réclamations informera tout demandeur dont la réclamation est rejetée en lui remettant une lettre en utilisant le moyen de communication choisi par le demandeur :
- a. indiquant clairement les raisons pour lesquelles la réclamation a été rejetée;
  - b. dans l'éventualité où le demandeur a le droit de demander un réexamen :
    - i. informant le demandeur de son droit de demander un réexamen, de la procédure de demande de réexamen et de tout délai applicable;
    - ii. informant le demandeur de son droit d'avoir recours à l'assistance gratuite des avocats du groupe et de son droit d'avoir recours, à ses frais, à l'assistance d'un autre avocat de son choix;

- iii. accompagnée des copies de toutes les informations et de tous les documents ayant été pris en compte dans le cadre de la décision de l'administrateur des réclamations de rejeter la réclamation.

### **Réexamen**

18. Un demandeur dont la réclamation est rejetée parce que :
  - a. sa réclamation concerne une école dont l'administrateur des réclamations est convaincu qu'elle n'est pas un pensionnat indien figurant à l'Annexe E ;
  - b. ou sa réclamation est faite au nom d'une personne décédée le 29 mai 2005 ou à une date antérieure,n'a pas le droit de demander un réexamen.
19. Un demandeur dont la réclamation est refusée pour toute autre raison a le droit de demander un réexamen à l'examineur indépendant. L'avis d'intention de demander un réexamen doit être remis à l'examineur indépendant dans les 60 jours suivant la date de la décision de l'administrateur des réclamations.
20. Le Canada n'a en aucun cas le droit de demander un réexamen.
21. Les demandeurs qui sollicitent un réexamen ont le droit, sans avoir à engager de frais, d'être représentés par un avocat du groupe aux fins du réexamen, ou de faire appel, à leurs frais, à un autre avocat de leur choix.
22. L'examineur indépendant fournira au demandeur un accusé de réception concernant l'avis d'intention de demander un réexamen et fournira au Canada une copie de cet avis.
23. L'examineur indépendant informera le demandeur qu'il a le droit de présenter de nouvelles preuves lors du réexamen. Le demandeur dispose de 60 jours pour présenter toute nouvelle preuve lors du réexamen, moyennant toute autre extension



raisonnable du délai que le réclamant peut demander et que l'examineur indépendant peut accorder.

24. L'examineur indépendant fournira au Canada toute nouvelle preuve présentée par le demandeur et le Canada aura le droit de fournir des informations supplémentaires à l'examineur indépendant qui doit à toute nouvelle preuve fournie dans les 60 jours.
25. L'examineur indépendant étudiera alors chaque réclamation, notamment les documents justificatifs, *de novo*, et rendra une décision conformément aux principes du processus de réclamation énoncés ci-dessus. L'examineur indépendant devra en particulier :
  - a. présumer qu'un demandeur agit honnêtement et de bonne foi, en l'absence de motifs raisonnables du contraire;
  - b. tirer toutes les conclusions raisonnables et favorables possibles en faveur du demandeur.
26. Si l'examineur indépendant décide que la réclamation doit être acceptée, l'administrateur des réclamations et le demandeur en seront informés, et l'administrateur des réclamations paiera le demandeur sans délai.
27. Si l'examineur indépendant décide du rejet de la réclamation, il en informera le demandeur en lui adressant une lettre par le moyen de communication de son choix :
  - a. indiquant clairement les raisons pour lesquelles la réclamation a été rejetée;
  - b. accompagnée des copies de toutes les informations et de tous les documents ayant été pris en compte dans le cadre de la décision de l'examineur indépendant de rejeter la réclamation.
28. Toutes les demandes de réexamen doivent faire l'objet d'une décision de l'examineur indépendant dans les 30 jours suivant la réception de tout document de réponse fourni par le Canada ou l'expiration du délai accordé au Canada pour fournir des documents de réponse, selon la première éventualité. Si le demandeur



ne présente pas de nouvelles preuves lors du réexamen, l'examineur indépendant doit rendre sa décision dans les 30 jours suivant l'expiration du délai accordé au demandeur pour fournir lesdites preuves. Les délais prévus dans cette section peuvent être modifiés par entente entre les avocats du groupe et le Canada, en consultation avec l'examineur indépendant.

29. La décision de l'examineur indépendant est définitive et sans appel.

**Annexe D****PROCESSUS DE RÉCLAMATIONS SUCCESSORALES RELATIF AU PAIEMENT  
DES INDEMNITÉS LIÉES À LA FRÉQUENTATION D'EXTERNAT*****Lorsqu'il y a un exécuteur, un administrateur ou un liquidateur***

1. Le demandeur doit :
  - a. remplir le formulaire de réclamations approprié;
  - b. fournir la preuve que l'élève externe est décédé;
  - c. fournir une preuve de la date du décès de l'élève externe;
  - d. fournir la preuve qu'il a été nommé exécuteur, administrateur ou liquidateur.
2. Le formulaire de réclamation doit contenir des dispositions relatives à l'exonération, à l'indemnisation et à l'exonération de responsabilité à l'endroit du Canada, des demandeurs, des avocats du recours collectif, de l'administrateur des réclamations et de l'examineur indépendant.
3. L'administrateur des réclamations évaluera la réclamation conformément au processus de réclamation.
4. Le paiement de toute réclamation approuvée sera versé à « la succession » de l'élève externe décédé.

***Lorsqu'il n'y a pas d'exécuteur, d'administrateur ou de liquidateur***

5. Le demandeur doit :
  - a. remplir le formulaire de réclamations approprié;
  - b. fournir la preuve que l'élève externe est décédé;
  - c. fournir une preuve de la date du décès de l'élève externe;
  - d. fournir une attestation ou une déclaration selon laquelle l'élève externe n'avait pas de testament et qu'aucun exécuteur, administrateur ou liquidateur n'a été nommé par la Cour;

- e. fournir une preuve du lien de parenté avec l'élève externe, qui peut être sous forme de l'attestation ou de la déclaration d'un tiers;
  - f. fournir une attestation ou une déclaration du demandeur selon laquelle il n'y a pas d'héritier(s) de rang supérieur;
  - g. dresser la liste de toutes les personnes (le cas échéant) ayant la même priorité en tant qu'héritiers que le demandeur;
  - h. fournir le consentement écrit de toutes les personnes (le cas échéant) ayant le même rang que le demandeur dans l'ordre de priorité des héritiers afin que le demandeur puisse soumettre une réclamation au nom de l'élève externe décédé.
6. Le formulaire de réclamation doit contenir des dispositions relatives à l'exonération, à l'indemnisation et à l'exonération de responsabilité à l'endroit du Canada, des demandeurs, des avocats du recours collectif, de l'administrateur des réclamations et de l'examineur indépendant.
7. L'administrateur des réclamations évaluera la réclamation conformément au processus de réclamation. Celui-ci n'effectuera de paiement que pour une réclamation approuvée ou communiquera une réclamation rejetée avec un droit de réexamen conformément aux dispositions ci-dessous. Dans les cas où la réclamation est rejetée sans droit de réexamen, l'administrateur des réclamations informera le demandeur conformément à la procédure normale à laquelle il est sujet.
8. Si l'administrateur des réclamations ne reçoit aucune autre réclamation concernant le même élève externe décédé avant la date limite ultime des réclamations, celui-ci doit :
- a. dans le cas d'une réclamation approuvée, payer le demandeur;
  - b. dans le cas d'une réclamation rejetée, informer le demandeur du rejet de la réclamation conformément au paragraphe 17 du processus de réclamation. Le demandeur peut solliciter un réexamen conformément au processus de réclamation.



9. Si l'administrateur des réclamations reçoit une autre réclamation concernant le même élève externe décédé avant la date limite ultime des réclamations et que le demandeur est l'exécuteur, l'administrateur ou le liquidateur de la succession, l'administrateur des réclamations rejettera la réclamation de tout demandeur qui n'est pas l'exécuteur, l'administrateur ou le liquidateur, sans droit de réexamen.
10. Si une ou plusieurs réclamations supplémentaires concernant le même élève externe décédé sont soumises à l'administrateur des réclamations avant la date limite ultime des réclamations par un demandeur n'étant ni exécuteur testamentaire ni du même rang que le ou les précédents demandeurs dans l'ordre de priorité des héritiers, l'administrateur des réclamations devra communiquer avec le demandeur réputé avoir le dernier rang dans l'ordre de priorité des héritiers afin de s'enquérir si ce dernier conteste l'existence d'un héritier d'un rang supérieur. Si l'existence d'un héritier ayant un rang supérieur est contestée, l'affaire sera renvoyée à l'examineur indépendant pour qu'il détermine lequel des demandeurs a priorité afin de désigner ce dernier comme représentant légal de l'élève externe défunt. La décision de l'examineur indépendant est définitive, sans aucun droit d'appel ou d'examen judiciaire. L'examineur indépendant doit informer l'administrateur des réclamations de sa décision, puis l'administrateur des réclamations doit :
  - a. dans le cas d'une réclamation approuvée, payer le représentant désigné;
  - b. dans le cas d'une réclamation rejetée, informer le demandeur du rejet de la réclamation conformément au paragraphe 17 du processus de réclamation. Le représentant désigné peut solliciter un réexamen conformément au processus de réclamation.
11. Si une ou plusieurs réclamations supplémentaires concernant le même élève externe décédé sont soumises à l'administrateur des réclamations avant la date limite ultime des réclamations par un demandeur n'étant pas exécuteur testamentaire, mais étant du même rang que le ou les demandeurs précédents dans l'ordre de priorité des héritiers, l'administrateur des réclamations devra rejeter toutes les réclamations et en aviser tous les demandeurs en bonne et due forme. Compte tenu de la date limite de



soumission des réclamations, les demandeurs qui ont soumis des réclamations concurrentes auront alors trois mois pour soumettre une nouvelle réclamation signée par tous les demandeurs précédemment concurrents désignant un représentant légal pour leur compte ainsi que pour tout autre héritier. Dès réception de la nouvelle réclamation, l'administrateur des réclamations doit :

- a. dans le cas d'une réclamation approuvée, payer le représentant désigné;
- b. dans le cas d'une réclamation rejetée, informer le demandeur du rejet de la réclamation conformément au paragraphe 17 du processus de réclamation. Le représentant désigné peut solliciter un réexamen conformément au processus de réclamation.

#### **Ordre de priorité des héritiers**

12. L'ordre de priorité des héritiers correspond à celui prévu par les dispositions de la *Loi sur les Indiens* relatives à la distribution des biens ab intestat; tous les termes ont la même définition que celle qui figure dans la *Loi sur les Indiens*.
13. L'ordre de priorité des héritiers, du premier au dernier, est le suivant :
  - a. l'époux ou le conjoint de fait survivant;
  - b. les enfants;
  - c. les petits-enfants;
  - d. les parents;
  - e. les frères et sœurs;
  - f. les enfants des frères et sœurs.

**Annexe E – Liste des pensionnats indiens concernés par le processus réclamation**  
**Liste 1 – Pensionnats avec des élèves externes confirmés**

| Pensionnat                                    | Emplacement                                | Date d'ouverture<br>(1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon<br>la période visée par le<br>recours collectif ou<br>plus tard, selon le cas)              | Date de fermeture<br>de l'école ou de<br>transfert |
|---|--|---|--|
| <b>Pensionnats de la Colombie-Britannique</b> |  |   |  |
| Alberni                                       | Port Alberni (réserve Tseshaht)            | 1er janvier 1920<br><br><b>Fermetures<br/>provisoires :</b><br>Du 2 juin 1917 au 1er<br>décembre 1920<br>Du 21 février 1937 au<br>23 septembre 1940 | 31 août 1965                                       |
| Cariboo (St. Joseph's, William's<br>Lake)     | Williams Lake                              | 1er janvier 1920  | 28 février 1968                                    |
| Christie (Clayoquot, Kakawis)                 | Tofino                                     | 1er janvier 1920  | 30 juin 1983                                       |
| Kamloops                                      | Kamloops (réserve indienne de<br>Kamloops) | 1er janvier 1920  | 31 août 1969                                       |
| Kuper Island                                  | Île Kuper                                  | 1er janvier 1920  | 31 août 1968                                       |
| Lejac (Fraser Lake)                           | Fraser Lake (sur la réserve)               | 1er janvier 1920  | 31 août 1976                                       |
| Lower Post                                    | Lower Post (sur la réserve)                | 1er septembre 1951  | 31 août 1968                                       |
| St. George's (Lytton)                         | Lytton                                     | 1er janvier 1920  | 31 août 1972                                       |
| St. Mary's (Mission)                          | Mission                                    | 1er janvier 1920  | 31 août 1973                                       |
| Sechelt                                       | Sechelt (sur la réserve)                   | 1er janvier 1920  | 31 août 1969                                       |
| St. Paul's (Squamish, North<br>Vancouver)     | Squamish, North Vancouver                  | 1er janvier 1920  | 31 août 1959                                       |
| <b>Pensionnats de l'Alberta</b>               |  |   |  |
| Assumption (Hay Lake)                         | Assumption (Hay Lakes)                     | 1er février 1951  | 8 septembre 1968                                   |

2

| Pensionnat   | Emplacement   | Date d'ouverture<br>(1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon<br>la période visée par le<br>recours collectif ou<br>plus tard, selon le cas) | Date de fermeture<br>de l'école ou de<br>transfert |
|--|---|--|--|
| Blue Quills  | Réserve de Saddle Lake (de<br>1898 à 1931)<br>St. Paul (de 1931 à 1990) | 1er janvier 1920   | 31 janvier 1971                                    |
| Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's,<br>Ste. Trinité)                | Cluny   | 1er janvier 1920   | 31 décembre 1968                                   |
| Desmarais (Wabiscaw Lake, St.<br>Martin's, Wabisca Roman Catholic) | Desmarais, Wabasca/Wabisca  | 1er janvier 1920   | 31 août 1964                                       |
| Ermineskin (Hobbema)   | Hobbema (réserve indienne<br>d'Ermineskin)                              | 1er janvier 1920   | 31 mars 1969                                       |
| Holy Angels (Fort Chipewyan, École<br>des Saint-Anges)             | Fort Chipewyan  | 1er janvier 1920   | 31 août 1956                                       |
| Fort Vermillion (St. Henry's)                                      | Fort Vermillion   | 1er janvier 1920   | 31 août 1964                                       |
| Joussard (St. Bruno's)   | Lesser Slave Lake   | 1920   | 31 octobre 1969                                    |
| Morley (Stony/Stoney, a remplacé<br>l'orphelinat McDougall)        | Morley (réserve indienne<br>Stony)                                      | 1er septembre 1922   | 31 juillet 1969                                    |
| Old Sun (Blackfoot)  | Gleichen (Blackfoot Reserve)  | 1er janvier 1920<br><br><b>Fermetures<br/>provisoires :</b><br>De 1922 à février 1923<br>Du 26 juin 1928 au 17<br>février 1931         | 30 juin 1971                                       |
| Sacred Heart (Peigan, Brocket)                                     | Brocket (réserve indienne de<br>Peigan)                                 | 1er janvier 1920   | 30 juin 1961                                       |
| St. Cyprian (Queen Victoria's<br>Jubilee Home, Peigan)             | Brocket (réserve indienne de<br>Peigan)                                 | 1er janvier 1920<br><br><b>Fermeture provisoire :</b><br>Du 1er septembre 1953<br>au 12 octobre 1953                                   | 30 juin 1961                                       |

255

3

| Pensionnat                                    | Emplacement                                | Date d'ouverture<br>(1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon<br>la période visée par le<br>recours collectif ou<br>plus tard, selon le cas)                                      | Date de fermeture<br>de l'école ou de<br>transfert |
|---|--|---|--|
| St. Mary's (Blood, Immaculate<br>Conception)  | Cardston (réserve indienne<br>Blood)       | 1920<br><br><b>Fermeture provisoire :</b><br>Du 1 <sup>er</sup> septembre 1965<br>au 6 janvier 1966   | 31 août 1969                                       |
| St. Paul's (Blood)                            | Cardston (réserve indienne<br>Blood)       | 1 <sup>er</sup> janvier 1920  | 31 août 1965                                       |
| Sturgeon Lake (Calais, St. Francis<br>Xavier) | Calais                                     | 1 <sup>er</sup> janvier 1920  | 31 août 1959                                       |
| Wabasca (St. John's)                          | Wabasca Lake                               | 1 <sup>er</sup> janvier 1920  | 31 août 1965                                       |
| Whitefish Lake (St. Andrew's)                 | Whitefish Lake                             | 1 <sup>er</sup> janvier 1920  | 30 juin 1950                                       |
| Grouard                                       | West side of Lesser Slave<br>Lake, Grouard | 1 <sup>er</sup> janvier 1920  | 30 septembre 1957                                  |
| <b>Pensionnats de la Saskatchewan</b>         |  |   |  |
| Beauval (Lac la Plonge)                       | Beauval                                    | 1 <sup>er</sup> janvier 1920  | 31 août 1968                                       |
| File Hills                                    | Balcarres                                  | 1 <sup>er</sup> janvier 1920  | 30 juin 1949                                       |
| Gordon's                                      | Punnichy (réserve Gordon's)                | 1 <sup>er</sup> janvier 1920<br><br><b>Fermetures<br/>provisoires :</b><br>Du 30 juin 1947 au<br>14 octobre 1949<br>Du 25 janvier 1950 au<br>1 <sup>er</sup> septembre 1953 | 31 août 1968                                       |

256



4

| Pensionnat   | Emplacement   | Date d'ouverture<br>(1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon<br>la période visée par le<br>recours collectif ou<br>plus tard, selon le cas) | Date de fermeture<br>de l'école ou de<br>transfert |
|--|---|--|--|
| Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)                                   | Lebret  | 1er janvier 1920<br><br><b>Fermeture provisoire :</b><br>Du 13 novembre 1932<br>au 29 mai 1936   | 31 août 1968                                       |
| Marieval (Cowesess, Crooked Lake)  | Réserve Cowesess  | 1er janvier 1920   | 31 août 1969                                       |
| Muscowequan (Lestock, Touchwood)   | Lestock   | 1er janvier 1920   | 31 août 1968                                       |
| Prince Albert (Onion Lake Anglican, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge) | Onion Lake/Lac La Ronge/Prince Albert                     | 1er janvier 1920   | 31 août 1968                                       |
| St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)   | Onion Lake  | 1er janvier 1920   | 31 mars 1969                                       |
| St. Michael's (Duck Lake)  | Duck Lake   | 1er janvier 1920   | 31 août 1968                                       |
| St. Philip's   | Kamsack   | 16 avril 1928  | 31 août 1968                                       |
| <b>Pensionnats du Manitoba</b>   |   |  |  |
| Assiniboia (Winnipeg)  | Winnipeg  | 2 septembre 1958   | 31 août 1967                                       |
| Brandon  | Brandon   | 1920<br><br><b>Fermeture provisoire :</b><br>Du 1er juillet 1929 au 18<br>juillet 1930   | 31 août 1968                                       |
| Churchill Vocational Centre  | Churchill   | 9 septembre 1964   | 30 juin 1973                                       |
| Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)  | Cross Lake  | 1er janvier 1920   | 30 juin 1969                                       |
| Fort Alexander (Pine Falls)  | Réserve n° 3 de Fort Alexander, à proximité de Pine Falls | 1er janvier 1920   | 1er septembre 1969                                 |

257

5

| Pensionnat  | Emplacement        | Date d'ouverture<br>(1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon<br>la période visée par le<br>recours collectif ou<br>plus tard, selon le cas) | Date de fermeture<br>de l'école ou de<br>transfert |
|---|--------------------|--|--|
| Guy Hill (Clearwater, the Pas,<br>anciennement Sturgeon Landing,<br>SK) | Clearwater Lake    | 5 septembre 1952   | 31 août 1968                                       |
| Norway House  | Norway House       | 1er janvier 1920<br><br><b>Fermeture provisoire :</b><br>Du 29 mai 1946 au 1er<br>septembre 1954                                       | 30 juin 1967                                       |
| Pine Creek (Camperville)  | Camperville        | 1er janvier 1920   | 31 août 1969                                       |
| Portage la Prairie  | Portage la Prairie | 1er janvier 1920   | 31 août 1960                                       |
| Sandy Bay   | Sandy Bay Reserve  | 1er janvier 1920   | 30 juin 1970                                       |
| <b>Pensionnats de l'Ontario</b>   |                    |  |  |
| Bishop Horden Hall (Moose Fort,<br>Moose Factory)                       | Ile Moose          | 1er janvier 1920   | 31 août 1964                                       |
| Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)                                    | Lac Shoal          | 1er janvier 1920   | 31 août 1965                                       |
| Fort Frances (St. Margaret's)   | Fort Frances       | 1er janvier 1920   | 31 août 1968                                       |
| McIntosh (Kenora)   | McIntosh           | 27 mai 1925  | 30 juin 1969                                       |
| Pelican Lake (Pelican Falls)  | Sioux Lookout      | 1er septembre 1927   | 31 août 1968                                       |
| Poplar Hill   | Poplar Hill        | 1er septembre 1962   | 30 juin 1989                                       |
| St. Anne's (Fort Albany)  | Fort Albany        | 1er janvier 1920   | 30 juin 1976                                       |
| St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)                                      | Kenora             | 1er janvier 1920   | 31 août 1968                                       |
| Spanish Boys' School (Charles<br>Garnier, St. Joseph's)                 | Spanish            | 1er janvier 1920   | 30 juin 1958                                       |
| Spanish Girls' School (St. Joseph's,<br>St. Peter's, St. Anne's)        | Spanish            | 1er janvier 1920   | 30 juin 1962                                       |

258

6

| Pensionnat                                       | Emplacement     | Date d'ouverture<br>(1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon<br>la période visée par le<br>recours collectif ou<br>plus tard, selon le cas) | Date de fermeture<br>de l'école ou de<br>transfert |
|--|-----------------|--|--|
| <b>Pensionnats du Québec</b>                     |                 |  |  |
| Fort George (anglican)                           | Fort George     | 1er septembre 1933<br><br>Fermeture provisoire :<br>Du 26 janvier 1943 au 9<br>juillet 1944  | 31 août 1971                                       |
| Fort George (catholique romain)                  | Fort George     | 1er septembre 1937   | 30 juin 1978                                       |
| Point Bleue                                      | Point Bleue     | 6 octobre 1960   | 31 août 1968                                       |
| Sept-Îles  | Sept-Îles       | 2 septembre 1952   | 31 août 1969                                       |
| <b>Pensionnats de la Nouvelle-Écosse</b>         |                 |  |  |
| Shubenacadie                                     | Shubenacadie    | 1er septembre 1929   | 30 juin 1967                                       |
| <b>Pensionnats des Territoires du Nord-Ouest</b> |                 |  |  |
| Aklavik (Immaculate Conception)                  | Aklavik         | 1er juillet 1926   | 30 juin 1959                                       |
| Aklavik (All Saints)                             | Aklavik         | 1er août 1936  | 31 août 1959                                       |
| Fort Providence (Sacred Heart)                   | Fort Providence | 1er janvier 1920   | 30 juin 1960                                       |
| Fort Resolution (St. Joseph's)                   | Fort Resolution | 1er janvier 1920   | 31 décembre 1957                                   |
| Hay River (St. Peter's)                          | Hay River       | 1er janvier 1920   | 31 août 1937                                       |
| <b>Pensionnats du Yukon</b>                      |                 |  |  |
| Carcross (Chooutla)                              | Carcross        | 1er janvier 1920<br><br>Fermeture provisoire :<br>Du 15 juin 1943 au 1er<br>septembre 1944   | 30 juin 1969                                       |
| Whitehorse Baptist Mission                       | Whitehorse      | 1er septembre 1947   | 30 juin 1960                                       |
| Shingle Point Eskimo Residential School          | Shingle Point   | 16 septembre 1929  | 31 août 1936                                       |

259

## Liste 2 – Pensionnats où il n'y a pas d'élèves externes connus

| Pensionnat   | Emplacement  | Date d'ouverture<br>(1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon<br>la période visée par le<br>recours collectif ou<br>plus tard, selon le cas)              | Date de fermeture<br>ou de transfert |
|--|--|---|--------------------------------------|
| <b>Pensionnats de la Colombie-Britannique</b>                  |  |   |                                      |
| Ahousaht   | Ahousaht (réserve Maktosis)                              | 1er janvier 1920  | 26 janvier 1940                      |
| Coqualeetza de 1924 à 1940                                     | Chilliwack   | 1er janvier 1924  | 30 juin 1940                         |
| Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)                             | Cranbrook (sur la réserve)                               | 1er janvier 1920  | 23 juin 1965                         |
| St. Michael's (Alert Bay Girls' Home,<br>Alert Bay Boys' Home) | Alert Bay (sur la réserve)                               | 1er janvier 1920  | 31 août 1960                         |
| <b>Pensionnats de l'Alberta</b>                                |  |   |                                      |
| Edmonton (Poundmaker,<br>anciennement Red Deer Industrial)     | St. Albert   | 1er mars 1924<br><br><b>Fermetures<br/>provisoires :</b><br>Du 1er juillet 1946 au<br>1er octobre 1946<br>Du 1er juillet 1951 au 5<br>novembre 1951 | 31 août 1960                         |
| Lesser Slave Lake (St. Peter's)                                | Lesser Slave Lake  | 1er janvier 1920  | 30 juin 1932                         |
| St. Albert (Youville)  | St. Albert, Youville                                     | 1er janvier 1920  | 30 juin 1948                         |
| Sarcee (St. Barnabas)  | Sarcee Junction, T'suu Tina<br>(réserve indienne Sarcee) | 1er janvier 1920  | 30 septembre 1921                    |
| <b>Pensionnats de la Saskatchewan</b>                          |  |   |                                      |
| Round Lake   | Broadview  | 1er janvier 1920  | 31 août 1950                         |
| Sturgeon Landing (remplacé par<br>Guy Hill, MB)                | Sturgeon Landing   | 1er septembre 1926  | 21 octobre 1952                      |
| Thunderchild (Delmas, St. Henri)                               | Delmas   | 1er janvier 1920  | 13 janvier 1948                      |
| <b>Pensionnats du Manitoba</b>                                 |  |   |                                      |
| Birtle   | Birtle   | 1er janvier 1920  | 30 juin 1970                         |



8

| Pensionnat                                     | Emplacement      | Date d'ouverture<br>(1 <sup>er</sup> janvier 1920 selon<br>la période visée par le<br>recours collectif ou<br>plus tard, selon le cas) | Date de fermeture<br>ou de transfert |
|--|------------------|--|--------------------------------------|
| Dauphin (anciennement McKay)                   | The Pas/Dauphin  | Voir McKay ci-dessous  | Voir McKay ci-dessous                |
| Elkhorn (Washakada)                            | Elkhorn          | 1er janvier 1920<br><br><b>Fermeture provisoire :</b><br>De 1920 au<br>1 <sup>er</sup> septembre 1923                                  | 30 juin 1949                         |
| McKay (The Pas, remplacé par Dauphin)          | The Pas/Dauphin  | 1er janvier 1920<br><br><b>Fermeture provisoire :</b><br>Du 19 mars 1933 au 1er<br>septembre 1957                                      | 31 août 1968                         |
| <b>Pensionnats de l'Ontario</b>                |                  |  |                                      |
| Chapleau (St. John's)                          | Chapleau         | 1er janvier 1920   | 31 juillet 1948                      |
| Mohawk Institute                               | Brantford        | 1er janvier 1920   | 31 août 1968                         |
| Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)               | Muncey           | 1er janvier 1920   | 30 juin 1946                         |
| Shingwauk                                      | Sault Ste. Marie | 1er janvier 1920   | 30 juin 1970                         |
| St. Joseph's/Fort William                      | Fort William     | 1er janvier 1920   | 1er septembre 1968                   |
| Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy) | Stirland Lake    | 1er septembre 1971   | 30 juin 1991                         |
| Cristal Lake High School                       | Stirland Lake    | 1er septembre 1976   | 30 juin 1986                         |
| <b>Pensionnats du Québec</b>                   |                  |  |                                      |
| Amos   | Amos             | 1er octobre 1955   | 31 août 1969                         |
| La Tuque                                       | La Tuque         | 1er septembre 1963   | 30 juin 1970                         |

## ANNEXE F

### PLAN DE LA SOCIÉTÉ DE REVITALISATION POUR LES ÉLÈVES EXTERNES

Les parties ont convenu de procéder au règlement des réclamations du groupe des survivants et du groupe des descendants (« survivants », « descendants ») dans le cadre du recours collectif *Gottfriedson c. Canada*. En vertu de la convention de règlement, les parties ont convenu que le Canada versera 50 millions de dollars pour créer la Société de revitalisation pour les élèves externes (la « société »). Les parties conviennent que la société a pour but de soutenir les survivants et les descendants dans le cadre d'activités et de programmes relatifs à la guérison, au bien-être, à l'éducation, à la langue, à la culture, à l'héritage et à la commémoration.

L'argent sera utilisé par la société pour financer des activités et des programmes au profit des survivants et des descendants ayant pour objectifs de :

- a. revitaliser et protéger les langues autochtones des survivants et des descendants;
- b. protéger et revitaliser les cultures autochtones des survivants et des descendants;
- c. rechercher la guérison et le bien-être des survivants et des descendants;
- d. protéger le patrimoine autochtone des survivants et des descendants;
- e. promouvoir l'éducation et la commémoration.

Les activités et les programmes ne sauraient faire double emploi à ceux du gouvernement du Canada. Des subventions seront accordées aux survivants et aux descendants pour financer des activités et des programmes destinés à favoriser la guérison et à remédier aux pertes de langues, de culture, de bien-être et de patrimoine que les survivants ont subies lorsqu'ils fréquentaient les pensionnats indiens en tant qu'élèves externes.

La société sera constituée en vertu de la *Societies Act* de la Colombie-Britannique avant la date de mise en œuvre et sera dûment enregistrée auprès de chaque gouvernement au Canada dans la mesure requise par ceux-ci. La société disposera de 5 à

11 administrateurs. L'un de ces administrateurs sera nommé par le gouvernement du Canada, mais ne sera employé par ce dernier. Les parties veilleront à ce que les autres administrateurs assurent une représentation régionale adéquate dans tout le Canada.

La société aura un personnel administratif restreint et fera appel à des consultants financiers pour lui fournir des conseils en matière d'investissement. Une fois les fonds investis, les dépenses de la Société seront financées par les revenus de placement.

***Conseil consultatif***

Les administrateurs seront encadrés par un conseil consultatif composé de personnes nommées par les administrateurs, qui s'assureront de la représentation régionale, la compréhension et la connaissance de la perte et de la revitalisation des langues, des cultures, du bien-être et du patrimoine autochtones.

Le conseil consultatif donnera son avis aux administrateurs sur toutes les activités des administrateurs quant aux activités de la société, y compris en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique pour les demandes de financement de la société dans le cadre de celles-ci.

**ANNEXE G**  
**ORDONNANCE**

**LA COUR ORDONNE ce qui suit :**

1. L'action susmentionnée est approuvée en tant que recours collectif aux conditions suivantes :
  - a. Le groupe (membres du recours collectif) est défini comme suit :

La bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, la bande indienne de Secheltm et toute autre bande qui :

    - (i) a ou avait des membres qui sont ou ont été membres du groupe des survivants, ou dont la communauté abrite un pensionnat indien;
    - (ii) est spécifiquement ajoutée à cette réclamation avec un ou plusieurs pensionnats spécifiquement déterminés.
  - b. Les représentants demandeurs de ce groupe sont :

la bande indienne de Tk'emlúps te Secwépemc;

la bande indienne de Sechelt.
  - c. Les réclamations sont fondées sur :

Des manquements à des obligations fiduciaires et constitutionnelles, la violation de droits ancestraux, des violations de conventions ou de pactes internationaux, des violations du droit international commise par le Canada ou pour son compte dont le Canada est redevable.
  - d. Les mesures de redressement demandées par le recours collectif sont les suivantes :
    - i. une déclaration portant que la bande indienne de Sechelt et la bande



Page : 2

- indienne Tk'emlúps te Secwépemc ainsi que tous les membres du groupe ont des droits ancestraux de parler leurs langues traditionnelles, d'observer leurs coutumes traditionnelles et leurs pratiques religieuses;
- ii. une déclaration portant que le Canada avait des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law envers les membres du recours collectif, qu'il a manqué à ces obligations et qu'il a violé des conventions et des pactes internationaux ainsi que le droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien du PIS, du PIK et d'autres pensionnats indiens déterminés;
  - iii. une déclaration portant que la politique relative aux pensionnats, le PIK, le PIS et les pensionnats déterminés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un tort irréparable aux membres du recours collectif;
  - iv. une déclaration portant que le Canada a violé ou viole les droits linguistiques et culturels (ancestraux ou autres) des membres du recours collectif ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international comme conséquence de son établissement, son financement, son administration, sa supervision, son contrôle, son entretien et son soutien de la politique relative aux pensionnats et les pensionnats déterminés et du fait que le Canada a obligé les survivants à les fréquenter;
  - v. une déclaration portant que le Canada est responsable envers les membres du recours collectif des dommages causés par son manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles, d'origine législative et en common law, et par sa violation de droits ancestraux ainsi que par des violations de conventions et

265

Page : 3

de pactes internationaux et des violations du droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, l'administration, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats déterminés et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants;

- vi. les dommages-intérêts non pécuniaires et pécuniaires et les dommages-intérêts spéciaux dont le Canada est redevable pour manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles et violation de droits ancestraux ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violations du droit international, y compris des montants pour défrayer le coût de soins en cours et pour restaurer, protéger et préserver le patrimoine linguistique et culturel du groupe;
  - vii. la construction et l'entretien de centres de guérison et d'éducation au sein des collectivités appartenant au groupe et les autres centres ou activités susceptibles d'atténuer les pertes subies et que la Cour estime indiqués et justes, le cas échéant;
  - viii. les dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est redevable;
  - ix. des intérêts et les dépens avant et après jugement.
- e. Les questions communes de fait ou de droit sont les suivantes :
- a. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il manqué à une obligation fiduciaire qu'il avait envers le groupe de ne pas détruire leur langue et leur culture?

Page : 4

- b. Du fait des fins, du fonctionnement ou de la gestion de l'un quelconque des pensionnats durant la période visée par le recours collectif, le défendeur a-t-il violé les droits culturels ou les droits linguistiques, ancestraux ou autres, du groupe;
- c. Si la réponse à l'une quelconque des questions énoncées ci-dessus aux alinéas a) à b) est oui, la Cour peut-elle procéder à une détermination globale du montant des dommages subis par le groupe dans le cadre du procès relatif aux questions communes?
- d. Si la réponse à l'une quelconque des questions énoncées ci-dessus aux alinéas a) à d) est oui, le défendeur s'est-il rendu coupable d'une conduite qui justifie l'octroi de dommages-intérêts punitifs?
- e. Si la réponse à la question énoncée ci-dessus à l'alinéa d) est oui, quel montant de dommages-intérêts punitifs devrait être accordé?
- f. Les définitions suivantes s'appliquent à la présente ordonnance :
  - a. « Autochtone(s) » ou « enfants autochtone(s) » Une ou des personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
  - b. « Droit ancestral » ou « droits ancestraux » Tous les droits ancestraux et issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
  - c. « Convention » La Convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006 conclue par le Canada pour régler les



Page : 5

réclamations relatives à des pensionnats approuvée dans les ordonnances accordées dans divers ressorts partout au Canada.

- d. « Canada » La défenderesse, Sa Majesté la Reine.
- e. « Période visée par le recours collectif » La période de 1920 à 1997.
- f. « Dommages culturels, linguistiques et sociaux » Le dommage ou le préjudice que la création et la mise en œuvre de pensionnats et l'élaboration et la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats a causé aux coutumes, aux pratiques et au mode de vie éducatifs, gouvernementaux, économiques, culturels, linguistiques, spirituels et sociaux, aux structures de gouvernance traditionnelles ainsi qu'à la sécurité et au bien-être communautaire et individuel des Autochtones.
- g. « Pensionnat(s) déterminés(s) » Le PIK et le PIS ou tout autre pensionnat désigné expressément comme membre du groupe des bandes.
- h. « PIK » Le pensionnat indien de Kamloops.
- i. « Pensionnats » Tous les pensionnats indiens reconnus en vertu de la Convention et énumérés à l'annexe A jointe à la présente ordonnance, laquelle annexe peut être modifiée de temps à autre par ordonnance de la Cour.
- j. « Politique relative aux pensionnats » La politique du Canada concernant la mise en œuvre des pensionnats indiens.
- k. « Survivants » Tous les autochtones qui ont fréquenté un pensionnat indien en tant qu'élève ou à des fins éducatives pendant une période quelconque au cours de la période visée par le recours collectif, à l'exclusion, pour tout survivant



Page : 6

individuel, des périodes pour lesquelles celui-ci a reçu une indemnité au moyen du paiement d'expérience commune en vertu de la convention de règlement. Pour plus de précision, les survivants sont tous ceux qui étaient membres du groupe de survivants précédemment certifié dans le cadre de cette affaire, dont les réclamations ont été réglées selon les conditions établies par la convention de règlement signée le [DATE] et approuvée par la Cour fédérale le [DATE];

- l. « PIS » Le pensionnat indien de Sechelt.
- g. Les membres du recours collectif sont les bandes indiennes demandereses ainsi que les bandes indiennes qui se sont inscrites avant la date limite d'inscription fixée précédemment par la Cour.
- h. L'une ou l'autre des parties peut demander à ce tribunal de modifier la liste des pensionnats indiens figurant à l'annexe « A » ci-jointe, aux fins de cette affaire.

---

Juge

**ANNEXE « A »  
jointe à l'ordonnance du juge MacDonald**

**LISTE DES PENSIONNATS**

**Pensionnats de la Colombie-Britannique**

Ahousaht  
 Alberni  
 Cariboo (St. Joseph's, William's Lake)  
 Christie (Clayoquot, Kakawis)  
 Coqualeetza de 1924 à 1940  
 Cranbrook (St. Eugene's, Kootenay)  
 Kamloops  
 Île Kuper  
 Lejac (Fraser Lake)  
 Lower Post  
 St George's (Lytton)  
 St. Mary's (Mission)  
 St. Michael's (Alert Bay Girls' Home, Alert Bay Boys' Home)  
 Sechelt  
 St. Paul's (Squamish, North Vancouver)  
 Port Simpson (Crosby Home for Girls)  
 Kitimaat  
 Anahim Lake Dormitory (de septembre 1968 à juin 1977)

**Pensionnats de l'Alberta**

Assumption (Hay Lake)  
 Blue Quills (Saddle Lake, Lac la Biche, Sacred Heart)  
 Crowfoot (Blackfoot, St. Joseph's, Ste. Trinité)  
 Desmarais (Wabiscaw Lake, St. Martin's, Wabisca Roman Catholic)  
 Edmonton (Poundmaker, anciennement Red Deer Industrial)  
 Ermineskin (Hobbema)  
 Holy Angels (Fort Chipewyan, École des Saint-Anges)  
 Fort Vermilion (St. Henry's)  
 Joussard (St. Bruno's)  
 Lac La Biche (Notre Dame des Victoires)  
 Lesser Slave Lake (St. Peter's)

Morley (Stony/Stoney, a remplacé l'orphelinat McDougall)  
 Old Sun (Blackfoot)  
 Sacred Heart (Peigan, Brocket)  
 St. Albert (Youville)  
 St. Augustine (Smokey-River)  
 St. Cyprian (Queen Victoria's Jubilee Home, Peigan)  
 St. Joseph's (High River, Dunbow)  
 St. Mary's (Blood, Immaculate Conception)  
 St. Paul's (Blood)  
 Sturgeon Lake (Calais, St. Francis Xavier)  
 Wabasca (St. John's)  
 Whitefish Lake (St. Andrew's)  
 Grouard jusqu'en décembre 1957  
 Sarcee (St. Barnabas)

#### **Pensionnats de la Saskatchewan**

Beauval (Lac la Plonge)  
 File Hills  
 Gordon's  
 Lac La Ronge (voir Prince Albert)  
 Lebret (Qu'Appelle, Whitecalf, St. Paul's High School)  
 Marieval (Cowessess, Crooked Lake)  
 Muscowequan (Lestock, Touchwood)  
 Onion Lake Anglican (voir Prince Albert)  
 Prince Albert (Onion Lake, St. Alban's, All Saints, St. Barnabas, Lac La Ronge)  
 Regina  
 Round Lake  
 St. Anthony's (Onion Lake, Sacred Heart)  
 St. Michael's (Duck Lake)  
 St. Philip's  
 Sturgeon Landing (remplacé par Guy Hill, MB)  
 Thunderchild (Delmas, St. Henri)  
 Crowstand  
 Fort Pelly  
 Cote Improved Federal Day School (septembre 1928 à juin 1940)

**Pensionnats du Manitoba**

Assiniboia (Winnipeg)

Birtle

Brandon

Churchill Vocational Centre

Cross Lake (St. Joseph's, Norway House)

Dauphin (anciennement McKay)

Elkhorn (Washakada)

Fort Alexander (Pine Falls)

Guy Hill (Clearwater, the Pas, anciennement Sturgeon Landing, SK)

McKay (The Pas, remplacé par Dauphin)

Norway House

Pine Creek (Campeville)

Portage la Prairie

Sandy Bay

Notre Dame Hostel (Norway House Catholic, Jack River Hostel, remplacé par Jack River Annex à Cross Lake)

**Pensionnats de l'Ontario**

Bishop Horden Hall (Moose Fort, Moose Factory)

Cecilia Jeffrey (Kenora, Shoal Lake)

Chapleau (St. John's)

Fort Frances (St. Margaret's)

McIntosh (Kenora)

Mohawk Institute

Mount Elgin (Muncey, St. Thomas)

Pelican Lake (Pelican Falls)

Poplar Hill

St. Anne's (Fort Albany)

St. Mary's (Kenora, St. Anthony's)

Shingwauk

Spanish Boys' School (Charles Garnier, St. Joseph's)

Spanish Girls' School (St. Joseph's, St. Peter's, St. Anne's)

St. Joseph's/Fort William



Stirland Lake High School (Wahbon Bay Academy) du 1<sup>er</sup> septembre 1971 au 30 juin 1991

Cristal Lake High School (du 1<sup>er</sup> septembre 1976 au 30 juin 1986)

### **Pensionnats du Québec**

Amos

Fort George (anglican)

Fort George (catholique romain)

La Tuque

Point Bleue

Sept-Îles

Foyers fédéraux à Great Whale River

Foyers fédéraux à Port Harrison

Foyers fédéraux à George River

Foyer fédéral à Payne Bay (Bellin)

Fort George Hostels (du 1<sup>er</sup> septembre 1975 au 30 juin 1978)

Mistassini Hostels (du 1<sup>er</sup> septembre 1971 au 30 juin 1978)

### **Pensionnats de la Nouvelle-Écosse**

Shubenacadie

### **Pensionnats du Nunavut**

Chesterfield Inlet (Joseph Bernier, Turquetil Hall)

Foyers fédéraux à Panniqtuug/Pangnirtang

Foyers fédéraux à Broughton Island/Qikiqtarjuaq

Foyers fédéraux à Cape Dorset Kinngait

Foyers fédéraux à Eskimo Point/Arviat

Foyers fédéraux à Igloolik/Iglulik

Foyers fédéraux à Baker Lake/Qamani'tuaq

Foyers fédéraux à Pond Inlet/Mittimatalik

Foyers fédéraux à Cambridge Bay

Foyers fédéraux à Lake Harbour

Foyers fédéraux à Belcher Islands

Foyers fédéraux à Frobisher Bay/Ukkivik

Federal Tent Hostel à Coppermine

**Pensionnats des Territoires du Nord-Ouest**

Aklavik (Immaculate Conception)  
Aklavik (All Saints)  
Fort McPherson (Fleming Hall)  
Ford Providence (Sacred Heart)  
Fort Resolution (St. Joseph's)  
Fort Simpson (Bompas Hall)  
Fort Simpson (Lapointe Hall)  
Fort Smith (Breynat Hall)  
HayRiver (St. Peter's)  
Inuvik (Grollier Hall)  
Inuvik (Stringer Hall)  
Yellowknife (Akaitcho Hall)  
Fort Smith -Grandin College  
Foyer fédéral à Fort Franklin

**Pensionnats du Yukon**

Carcross (Chooulta)  
Yukon Hall (Whitehorse/Protestant Hostel)  
Coudert Hall (Whitehorse Hostel/Student Residence - remplacé par Yukon Hall)  
Whitehorse Baptist Mission  
Shingle Point Eskimo Residential School  
St. Paul's Hostel de septembre 1920 à juin 1943

**ANNEXE H**

**Modifié en vertu de l'ordonnance du Juge McDonald**

**Fait \_\_\_\_\_**

**Dossier n° T-1542-13**

**RECOURS COLLECTIF**

**FORMULE 171A - Règle 171**

**COUR FÉDÉRALE**

**ENTRE :**

CHEF SHANE GOTTFRIEDSON, au nom de la BANDE INDIENNE DE TK'EMLÚPS  
TE SECWÉPEMC et

CHEF GARRY FESCHUK, au nom de la BANDE INDIENNE DE SEHEL'T

**DEMANDEURS**

et

Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par  
LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

**DÉFENDERESSE**

**DEUXIÈME DÉCLARATION MODIFIÉE**

**AU DÉFENDEUR**

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par le demandeur. La cause d'action est exposée dans les pages suivantes.

SI VOUS DÉSIREZ CONTESTER L'INSTANCE, vous-même ou un avocat vous représentant devez préparer une défense selon la formule 171B des Règles des Cours fédérales, la signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'a pas retenu les services d'un avocat, au demandeur lui-même, et la déposer, accompagnée de la preuve de sa signification, à un bureau local de la Cour, DANS LES TRENTE JOURS suivant la date à laquelle la présente déclaration vous est signifiée, si la signification est faite au Canada.

Si la signification est faite aux États-Unis d'Amérique, vous avez quarante jours pour signifier et déposer votre défense. Si la signification est faite en dehors du Canada et des États-Unis d'Amérique, le délai est de soixante jours.

Des exemplaires des Règles des Cours fédérales ainsi que les renseignements concernant les bureaux locaux de la Cour et autres renseignements utiles peuvent être obtenus, sur demande, de l'administrateur de la Cour, à Ottawa (no de téléphone 613-992-4238), ou à tout bureau local.

SI VOUS NE CONTESTEZ PAS L'INSTANCE, un jugement peut être rendu contre vous en votre absence sans que vous receviez d'autres avis.

(Date)

Délivré par : \_\_\_\_\_  
(Fonctionnaire du greffe)

Adresse du bureau local : \_\_\_\_\_

À :

Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et  
au procureur général du Canada  
Ministère de la Justice  
900 - 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9



**MESURES DE REDRESSEMENT DEMANDÉES**

1. Les représentants demandeurs, au nom des collectivités indiennes de Tk'emlúps te Secwépemc et de Sechelt, et au nom des membres du recours collectif, demandent :

- (a) une déclaration selon laquelle la bande indienne de Sechelt (désignée sous le nom de bande shishálh ou shíshálh) et la bande Tk'emlúps, ainsi que tous les membres du groupe des bandes indiennes du recours collectif autorisé par la Cour, ont le droit ancestral de parler leurs langues traditionnelles et de se livrer à leurs coutumes et pratiques religieuses traditionnelles;
- (b) une déclaration portant que le Canada avait des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law envers les membres du recours collectif, qu'il a manqué à ces obligations et qu'il violé des conventions et des pactes internationaux ainsi que le droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, le fonctionnement, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien du PIS, du PIK et d'autres pensionnats indiens déterminés;
- (c) une déclaration portant que la politique relative aux pensionnats, le PIK, le PIS et les pensionnats déterminés ont causé des dommages culturels, linguistiques et sociaux et un tort irréparable aux membres du recours collectif;
- (d) une déclaration portant que le Canada a violé ou viole les droits linguistiques et culturels (ancestraux ou autres) des membres du recours collectif, ainsi que des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international comme conséquence de son établissement, son financement, son administration, sa supervision, son contrôle, son entretien et son soutien de la politique relative aux pensionnats et les pensionnats déterminés et du fait que le Canada a obligé les membres du groupe des survivants à les fréquenter;
- (e) une déclaration portant que le Canada est responsable envers les membres du recours collectif des dommages causés par son manquement à des obligations fiduciaires et constitutionnelles, d'origine législative et en common law, et par sa violation de droits ancestraux ainsi que par des violations de conventions et de pactes internationaux et des violations du droit international, en rapport avec les fins, l'établissement, le financement, l'administration, la supervision, le contrôle, l'entretien et le soutien des pensionnats déterminés et leur fréquentation obligatoire par les membres du groupe des survivants;
- (f) les dommages-intérêts généraux non pécuniaires et pécuniaires et les dommages-intérêts spéciaux dont le Canada est redevable pour manquement à des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law et violation de droits ancestraux, ainsi que pour violations de conventions et de pactes internationaux et violations du droit international, en plus des montants pour rembourser le coût de soins en cours et l'élaboration de plans de bien-être pour les

membres du recours collectif ainsi que les coûts de la restauration, de la protection et de la préservation du patrimoine linguistique et culturel du groupe des bandes;

- (g) la construction par le Canada de centres de guérison au sein des collectivités appartenant au groupe ;
- (h) les dommages-intérêts exemplaires et punitifs dont le Canada est redevable;
- (i) les intérêts avant et après jugement ;
- (j) les coûts de la présente action;
- (k) toute autre réparation que la Cour pourrait estimer juste.

## DÉFINITIONS

2. Les définitions suivantes s'appliquent aux fins de la présente réclamation :

- (a) « Autochtone(s) » ou « enfants autochtone(s) » Une ou des personnes dont les droits sont reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- (b) « Droit ancestral » ou « droits ancestraux » Tous les droits ancestraux et issus de traités reconnus et confirmés par l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.
- (c) « Loi » désigne la *Loi sur les Indiens*, L.R.C. 1985, c I-5 et ses prédécesseures, modifiées le cas échéant ;
- (d) « Agents » désigne les fonctionnaires, les sous-traitants, les agents et les employés du Canada ainsi que les exploitants, les gestionnaires, les administrateurs, les enseignants et le personnel de chacun des pensionnats;
- (e) « Convention » désigne la convention de règlement relative aux pensionnats indiens datée du 10 mai 2006 conclue par le Canada pour régler les réclamations relatives à des pensionnats approuvée dans les ordonnances accordées dans divers ressorts partout au Canada.
- (f) « Groupe » désigne la bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc et la bande shishálh et toute autre bande indienne autochtone qui :
  - (i) a ou avait des membres qui sont ou ont été membres du groupe des survivants, ou dont la communauté abrite un pensionnat indien;
  - (ii) est spécifiquement ajouté la présente demande avec un ou plusieurs pensionnats spécifiquement déterminés.
- (g) « Canada » La défenderesse, Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le Procureur général du Canada ;



- (h) « Période visée par le recours » désigne la période allant de 1920 à 1997 ;
- (i) « Dommages culturels, linguistiques et sociaux » Le dommage ou le préjudice que la création et la mise en œuvre de pensionnats et l'élaboration et la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats a causé aux coutumes, aux pratiques et au mode de vie éducatifs, gouvernementaux, économiques, culturels, linguistiques, spirituels et sociaux, aux structures de gouvernance traditionnelles ainsi qu'à la sécurité et au bien-être communautaire et individuel des Autochtones.
- (j) « Pensionnat(s) déterminé(s) » désigne le pensionnat PIK et le pensionnat PIS ;
- (k) « PIK » Le pensionnat indien de Kamloops.
- (l) « Pensionnats » Tous les pensionnats indiens reconnus en vertu de la Convention ;
- (m) « Politique relative aux pensionnats » La politique du Canada concernant la mise en œuvre des pensionnats indiens.
- (n) « PIS » Le pensionnat indien de Sechelt ;
- (o) « Survivants » désigne tous les Autochtones ayant fréquenté un pensionnat en tant qu'élève ou à des fins éducatives pendant une période quelconque au cours de la période visée par le recours collectif, excepté tout membre individuel du recours collectif, des périodes au cours desquelles ce membre du recours collectif a reçu une indemnité au titre de paiement d'expérience commune en vertu de la convention de règlement relative aux pensionnats indiens. Pour plus de précision, les survivants sont tous ceux qui étaient membres du groupe de survivants précédemment certifié dans le cadre de cette affaire, dont les réclamations ont été réglées selon les conditions établies par la convention de règlement signée le [DATE] et approuvée par la Cour fédérale le [DATE].

## LES PARTIES

### Les demandeurs

3. La bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc et la bande shísháhl sont des bandes indiennes autochtones et elles agissent toutes deux en tant que représentants demandeurs du groupe. Les membres du recours collectif représentent les intérêts collectifs et l'autorité de chacune de leurs communautés respectives.

### Le défendeur

4. Le Canada est représenté dans cette procédure par le Procureur général du Canada. Le procureur général du Canada représente les intérêts du Canada et du Ministre des Affaires autochtones et du Nord Canada ainsi que des ministres responsables « Indiens » l'ayant précédé en vertu de l'article 91 (24) de la *Loi constitutionnelle* de 1867, et qui étaient, à toutes les époques en cause, responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats, ainsi que de l'entretien et du fonctionnement du PIK et du PIS.

#### **EXPOSÉ DES FAITS**

5. Au cours des dernières années, le Canada a reconnu l'impact dévastateur de sa politique relative aux pensionnats sur les peuples autochtones du Canada. La politique relative aux pensionnats du Canada a été conçue afin d'éradiquer la culture et l'identité autochtones et d'assimiler les peuples autochtones du Canada à la société eurocanadienne. Par cette politique, le Canada a sapé les fondements de l'identité de générations de peuples autochtones et a causé des dommages incommensurables aux personnes ainsi qu'aux communautés.

6. Le Canada a directement bénéficié de la politique relative aux pensionnats était le Canada, car ses obligations en ont été allégées, proportionnellement au nombre de générations et d'Autochtones qui ont cessé de reconnaître leur identité autochtone et ainsi moins exercé leurs droits garantis par la Loi et par les obligations fiduciaires et constitutionnelles, d'origine législative et en common law du Canada.

7. Le Canada a également bénéficié de la politique relative aux pensionnats, celle-ci ayant servi à affaiblir les revendications des peuples autochtones sur leurs terres et ressources traditionnelles. Le résultat a été la séparation des peuples autochtones de leurs cultures, de leurs traditions et finalement de leurs terres et de leurs ressources. Cette situation a rendu possible l'exploitation de ces terres et de ces



ressources par le Canada, non seulement sans le consentement des peuples autochtones, mais aussi, contrairement à leurs intérêts, à la Constitution du Canada et à la Proclamation royale de 1763.

8. La vérité de ce tort et les dommages causés ont maintenant été reconnus par le Premier ministre au nom du Canada, et par le règlement pancanadien des réclamations des personnes qui *ont résidé dans* les pensionnats du Canada en vertu de la convention de règlement ayant pris effet en 2007. Malgré la vérité et la reconnaissance du tort et des dommages causés, de nombreux membres des communautés autochtones du Canada ont été exclus de cette convention, non pas parce qu'ils n'ont pas *fréquenté* les pensionnats et subi des dommages culturels, linguistiques et sociaux, mais simplement parce qu'ils n'ont pas *résidé dans* des pensionnats.

9. La présente réclamation est présentée au nom des membres du recours collectif, composé de communautés autochtones au sein desquelles les pensionnats étaient situés, ou dont les membres sont ou étaient des survivants.

#### **Le système de pensionnats**

10. Les pensionnats ont été créés par le Canada avant 1874, en vue de l'éducation des enfants autochtones. Dès le début du vingtième siècle, le Canada a commencé à conclure des accords officiels avec diverses organisations religieuses (les « Églises ») pour assurer le fonctionnement des pensionnats. En vertu de ces accords, le Canada contrôlait, réglementait, supervisait et dirigeait tous les aspects du fonctionnement des pensionnats. Les Églises ont assuré le fonctionnement quotidien de nombreux pensionnats sous le contrôle, la supervision et la direction du Canada, pour lesquels le Canada a versé aux Églises une subvention *par personne*. En 1969, le Canada a directement repris le contrôle des opérations.

11. À partir de 1920, la politique des pensionnats prévoit la *fréquentation* obligatoire dans des pensionnats pour tous les enfants autochtones âgés de 7 à 15 ans. Le Canada a retiré la plupart des enfants autochtones de leur foyer et de leur communauté pour les déplacer dans des pensionnats qui se trouvaient souvent très loin. Cependant, dans certains cas, des enfants autochtones vivaient dans leurs foyers et au sein de leurs communautés; ceux-là devaient quand même fréquenter les pensionnats, mais en tant qu'élèves externes et non en tant que pensionnaires. Cette pratique a touché un nombre encore plus grand d'enfants au cours des dernières années de la politique relative aux pensionnats. Une fois dans un pensionnat, tous les enfants autochtones ont été confinés et privés de leur héritage, de leurs réseaux de soutien et de leur mode de vie; forcés d'adopter une langue étrangère et une culture qui leur était étrangère et punis en cas de manquement.

12. L'objectif de la politique relative aux pensionnats était l'intégration et l'assimilation complètes des enfants autochtones dans la culture eurocanadienne ainsi que l'effacement de leur langue, culture, religion et mode de vie traditionnels. Le Canada a voulu causer les dommages culturels, linguistiques et sociaux qui ont porté préjudice aux peuples et aux nations autochtones du Canada.

13. Le Canada a choisi d'être déloyal envers ses peuples autochtones, en mettant en œuvre la politique relative aux pensionnats dans son propre intérêt, notamment son intérêt économique, et au détriment et en ne tenant pas compte des intérêts des personnes autochtones envers lesquels le Canada avait des obligations fiduciaires et constitutionnelles. L'éradication intentionnelle de l'identité, de la culture, de la langue et des pratiques spirituelles autochtones, dans la mesure où elle est réussie, entraîne une réduction des obligations dues par le Canada en proportion du nombre d'individus, sur plusieurs générations, qui ne s'identifieraient plus comme autochtones et qui seraient moins susceptibles de revendiquer leurs droits en tant que personnes autochtones.

#### **Les effets de la politique relative aux pensionnats sur les membres du recours collectif**

***La bande indienne Tk'emlúps***

14. Les Tk'emlúpssemc, « le peuple du confluent », actuellement connus sous le nom de bande indienne Tk'emlúps te Secwépemc, sont des membres du peuple vivant le plus au nord du Plateau et des peuples Salish du continent de langue secwépemc (Shuswap) de la Colombie-Britannique. La bande indienne Tk'emlúps s'est établie sur une réserve actuellement adjacente à la ville de Kamloops, où le PIK a été établi par la suite.

15. Le secwepemetsin est la langue des Secwépemc. Il s'agit de l'unique moyen unique par lequel les connaissances et l'expérience culturelles, écologiques et historiques du peuple Secwépemc sont comprises et transmises entre les générations. C'est à travers la langue, les pratiques spirituelles et le passage de la culture et des traditions, notamment les rituels, le tambour, la danse, les chansons et les histoires, que les valeurs et les croyances du peuple Secwépemc sont comprises et partagées. Selon les Secwépemc, tous les aspects du savoir Secwépemc, notamment leur culture, leurs traditions, leurs lois et leurs langues, sont intégralement et essentiellement liés à leurs terres et à leurs ressources.

16. La langue, tout comme la terre, a été donnée aux Secwépemc par le Créateur afin de permettre la communication avec le peuple et le monde naturel. Cette communication a créé une relation de réciprocité et de coopération entre les Secwépemc et le monde naturel qui leur a permis de survivre et de s'épanouir dans des environnements difficiles. Ce savoir, transmis oralement de génération en génération, contenait les enseignements nécessaires au maintien de la culture, des traditions, des lois et de l'identité secwépemc.

17. Pour les Secwépemc, leurs pratiques spirituelles, leurs chants, leurs danses, leurs histoires orales, leurs récits et leurs cérémonies faisaient partie intégrante de leur vie et de leur société. Il est



absolument vital de conserver ces pratiques et traditions. Leurs chants, leurs danses, leurs percussions et leurs cérémonies traditionnelles relient les Secwépemc à leur terre et leur rappellent continuellement leurs responsabilités envers la terre, les ressources et le peuple Secwépemc.

18. Les cérémonies et pratiques spirituelles des Secwépemc, notamment leurs chants, leurs danses, leurs percussions et la transmission de leurs contes et de leur histoire, perpétuent leurs enseignements vitaux et leurs lois concernant la récolte des ressources, notamment des plantes médicinales, la chasse du gibier et la pêche du poisson, ainsi que la protection et la préservation respectueuses des ressources. Par exemple, conformément aux lois Secwépemc, les Secwépemc chantent et prient avant de récolter toute nourriture, tout médicament et toute autre matière provenant de la terre, et font une offrande pour remercier le Créateur et les esprits pour tout ce qu'ils prennent. Les Secwépemc croient que tous les êtres vivants ont un esprit et qu'il faut leur témoigner le plus grand respect. Ce sont ces croyances vitales et intégrales et ces lois traditionnelles, ainsi que d'autres éléments de la culture et de l'identité secwépemc, que le Canada a cherché à détruire avec la politique relative aux pensionnats.

#### ***La bande Shishálh***

19. La nation shishálh, une branche des Premières nations salish de la côte, occupait à l'origine la partie sud de la côte de la Colombie-Britannique. Le peuple shishálh s'est installé dans la région il y a des milliers d'années et regroupait environ 80 villages établis sur une vaste étendue de terre. Le peuple shishálh se compose de quatre sous-groupes qui parlent la langue shashishalhem, qui est une langue distincte et unique, même si elle fait partie de la branche des Salish de la côte des langues salish.



20. La tradition shishálh décrit la formation du monde shishálh (l'histoire de Spelmulh). Tout commence par les esprits créateurs, envoyés par l'Esprit divin pour former le monde, ceux-ci ont creusé des vallées laissant une plage le long du bras de la Baie Porpoise. Plus tard, les transformateurs, un corbeau mâle et un vison femelle, ont ajouté des détails en sculptant des arbres et en formant des bassins d'eau.

21. La culture shishálh comprend des chants, des danses et des percussions qui font partie intégrante de la culture et des pratiques spirituelles de ce peuple; elles constituent un lien avec la terre et le Créateur et permettent la transmission de son histoire et de ses croyances. Le peuple shishálh avait recours au chant et à la danse pour raconter des histoires, bénir des événements et même à des fins de guérison. Leurs chants, danses et percussions symbolisent également les événements saisonniers majeurs qui font partie intégrante de la vie des Shishálh. Leurs traditions comprennent également la fabrication et l'utilisation de masques, de paniers, de parures et d'outils pour la chasse et la pêche. Ce sont ces croyances vitales et intégrales et ces lois traditionnelles, ainsi que d'autres éléments de la culture et de l'identité shishálh, que le Canada a cherché à détruire avec la politique relative aux pensionnats.

### ***L'impact des pensionnats***

22. Conformément à la politique relative aux pensionnats, une discipline stricte a été appliquée à tous les enfants autochtones ayant été contraints de fréquenter les pensionnats. À l'école, les enfants n'étaient pas autorisés à parler leur langue autochtone, même à leurs parents. Par conséquent, les membres de ces communautés autochtones étaient contraints d'apprendre l'anglais.

23. Conformément aux directives du Canada, notamment la politique relative aux pensionnats, la culture autochtone était strictement réprimée par les administrateurs de l'école. Au PIS, les membres des shishalh ont été contraints de brûler ou de donner aux agents du Canada des

mâts totémiques, des ornements, des masques et autres « objets chamaniques » et d'abandonner leurs potlachs, leurs danses et leurs festivités hivernales, ainsi que d'autres éléments faisant partie intégrante de la culture et de la société autochtones des peuples shishálh et Secwépemc.

24. Étant donné que le PIS était physiquement situé dans la communauté shishálh, le Canada, à la fois directement et par l'intermédiaire de ses agents, surveillait les aînés et punissait ceux-ci sévèrement lorsqu'ils pratiquaient leur culture, parlaient leur langue ou transmettaient celles-ci aux générations futures. Malgré cette surveillance étroite, les membres du peuple shishálh ont lutté, souvent sans succès, pour pratiquer, protéger et préserver leurs chansons, leurs masques, leurs danses et leurs autres pratiques culturelles.

25. Les Tk'emlúps te Secwépemc ont subi un sort semblable en raison de leur proximité avec le PIK.

26. On a inculqué aux enfants des pensionnats la honte de leur identité, de leur culture, de leur spiritualité et de leurs pratiques autochtones. On les qualifiait, entre autres épithètes méprisantes, de « sales sauvages » et de « païens » et on leur apprenait même à renoncer à leur identité. Le mode de vie, les traditions, les cultures et les pratiques spirituelles autochtones des membres du recours collectif ont été supplantés par l'identité eurocanadienne qui leur a été imposée par le Canada dans le cadre de la politique relative aux pensionnats.

27. Les membres du recours collectif ont perdu, en tout ou en partie, leur viabilité économique traditionnelle, leur autonomie gouvernementale et leurs lois, leur langue, leur assise territoriale et leurs enseignements fondés sur la terre, leurs pratiques spirituelles et religieuses traditionnelles, ainsi que le sens de leur identité collective.

28. La politique relative aux pensionnats, mise en œuvre par le biais des pensionnats, a dévasté les communautés du groupe sur les plans culturel, linguistique et social tout en modifiant leur mode de vie traditionnel.

#### **Règlement entre le Canada et les anciens élèves pensionnaires**

29. Depuis la fermeture des pensionnats jusqu'à la fin des années 1990, les communautés autochtones du Canada ont dû composer avec les dommages et les souffrances de leurs membres à la suite de la politique relative aux pensionnats, sans obtenir aucune reconnaissance de la part du Canada. Au cours de cette période, les survivants des pensionnats ont commencé à parler de plus en plus ouvertement des conditions horribles et des abus qu'ils ont subis, ainsi que de l'impact dramatique que ceux-ci ont eu sur leur vie. Durant ce temps, de nombreux survivants se sont suicidés ou ont se sont automédicamentés au point d'en mourir. Ces décès ont dévasté la vie et la stabilité des communautés représentées par le groupe.

30. En janvier 1998, le Canada a publié une déclaration de réconciliation présentant des excuses et reconnaissant l'échec de la politique relative aux pensionnats. Le Canada a reconnu que la politique relative aux pensionnats avait pour but d'assimiler les peuples autochtones et qu'il avait eu tort de poursuivre cet objectif. Les demandeurs plaident que la déclaration de réconciliation du Canada est une admission par le Canada des faits et des obligations énoncés dans les présentes et qu'elle est pertinente à la demande de dommages-intérêts des Demandeurs, en particulier les dommages-intérêts punitifs.

31. La déclaration de réconciliation affirme, en partie, ce qui suit :

*Malheureusement, notre histoire en ce qui concerne le traitement des peuples autochtones est bien loin de nous inspirer de la fierté. Des attitudes empreintes de sentiments de supériorité raciale et culturelle ont mené à une*



*répression de la culture et des valeurs autochtones. En tant que pays, nous sommes hantés par nos actions passées qui ont mené à l'affaiblissement de l'identité des peuples autochtones, à la disparition de leurs langues et de leurs cultures et à l'interdiction de leurs pratiques spirituelles. Nous devons reconnaître les conséquences de ces actes sur les nations qui ont été fragmentées, perturbées, limitées ou même anéanties par la dépossession de leurs territoires traditionnels, par la relocalisation des peuples autochtones et par certaines dispositions de la Loi sur les Indiens. Nous devons reconnaître que ces actions ont eu pour effet d'éroder les régimes politiques, économiques et sociaux des peuples et des nations autochtones.*

*Avec ce passé comme toile de fond, on ne peut que rendre hommage à la force et à l'endurance remarquables des peuples autochtones qui ont préservé leur diversité et leur identité historique. Le gouvernement du Canada adresse aujourd'hui officiellement ses plus profonds regrets à tous les peuples autochtones du Canada à propos des gestes passés du gouvernement fédéral, qui ont contribué aux difficiles passages de l'histoire de nos relations.*

*Un des aspects de nos rapports avec les peuples autochtones durant cette période, le système des écoles résidentielles, mérite une attention particulière. Ce système a séparé de nombreux enfants de leur famille et de leur collectivité et les a empêchés de parler leur propre langue, ainsi que d'apprendre leurs coutumes et leurs cultures. Dans les pires cas, il a laissé des douleurs et des souffrances personnelles qui se font encore sentir aujourd'hui dans les collectivités autochtones. Tragiquement, certains enfants ont été victimes de sévices physiques et sexuels.*

*Le gouvernement reconnaît le rôle qu'il a joué dans l'instauration et l'administration de ces écoles. Particulièrement pour les personnes qui ont subi la tragédie des sévices physiques et sexuels dans des pensionnats, et pour celles qui ont porté ce fardeau en pensant, en quelque sorte, en être responsables, nous devons insister sur le fait que ce qui s'est passé n'était pas de leur faute et que cette situation n'aurait jamais dû se produire. À tous ceux d'entre vous qui ont subi cette tragédie dans les pensionnats, nous exprimons nos regrets les plus sincères. Afin de panser les blessures laissées par le régime des pensionnats, le gouvernement du Canada propose de travailler avec les Premières nations, les Inuits, les Métis, les communautés religieuses et les autres parties concernées pour résoudre les problèmes de longue date auxquels ils ont à faire face. Nous devons travailler ensemble pour trouver une stratégie de guérison en vue d'aider les personnes et les collectivités à affronter les conséquences de cette triste période de notre histoire...*

32. La réconciliation est un processus permanent. En renouvelant notre partenariat, nous devons veiller à ce que les erreurs qui ont marqué notre relation passée ne se reproduisent pas. Le



gouvernement du Canada reconnaît que les politiques visant à assimiler les peuples autochtones, hommes et femmes, n'étaient pas le moyen de bâtir une communauté forte... Le 11 juin 2008, le premier ministre Stephen Harper a présenté, au nom du Canada, des excuses (« Excuses ») reconnaissant les torts causés par la politique relative aux pensionnats indiens du Canada :

*Pendant plus d'un siècle, les pensionnats indiens ont séparé plus de 150 000 enfants autochtones de leurs familles et de leurs communautés. Dans les années 1870, en partie afin de remplir son obligation d'instruire les enfants autochtones, le gouvernement fédéral a commencé à jouer un rôle dans l'établissement et l'administration de ces écoles. **Le système des pensionnats indiens visait deux objectifs principaux : isoler les enfants et les soustraire à l'influence de leurs foyers, de leurs familles, de leurs traditions et de leur culture, et les intégrer par l'assimilation dans la culture dominante.** Ces objectifs reposaient sur l'hypothèse que les cultures et les croyances spirituelles des Autochtones étaient inférieures. D'ailleurs, certains cherchaient, selon une expression devenue tristement célèbre, « à tuer l'Indien au sein de l'enfant ». Aujourd'hui, nous reconnaissons que cette politique d'assimilation était erronée, qu'elle a fait beaucoup de mal et qu'elle n'a aucune place dans notre pays. **[l'italique et les caractères gras sont de l'auteur]***

33. Dans ses excuses, le premier ministre a reconnu certains faits importants concernant la politique des pensionnats et son impact sur les enfants autochtones :

*Le gouvernement du Canada a érigé un système d'éducation dans le cadre duquel de très jeunes enfants ont souvent été arrachés à leurs foyers et, dans bien des cas, emmenés loin de leurs communautés. Bon nombre d'entre eux étaient mal nourris, mal vêtus et mal logés. Tous ont été privés des soins et du soutien de leurs parents et des membres de leurs communautés. Les langues et cultures des Premières nations, des Inuits et des Métis étaient interdites dans ces écoles. Malheureusement, certains de ces enfants sont morts en pension et d'autres ne sont jamais retournés chez eux.*

*Le gouvernement reconnaît aujourd'hui que les conséquences de la politique sur les pensionnats indiens ont été très néfastes et que cette politique a causé des dommages durables à la culture, au patrimoine et à la langue autochtones.*

*L'héritage laissé par les pensionnats indiens a contribué à des problèmes sociaux qui persistent dans de nombreuses communautés aujourd'hui.*

\* \* \*

*Nous reconnaissons maintenant que nous avons eu tort de couper les enfants de leur culture et de leurs traditions riches et vivantes, créant ainsi un vide dans tant de vies et de communautés, et nous nous excusons d'avoir agi ainsi. Nous reconnaissons maintenant qu'en séparant les enfants de leurs familles, nous avons réduit la capacité de nombreux anciens élèves à élever adéquatement leurs propres enfants et avons scellé le sort des générations qui ont suivi, et nous nous excusons d'avoir agi ainsi. Nous reconnaissons maintenant que, beaucoup trop souvent, ces institutions donnaient lieu à des cas de sévices ou de négligence et n'étaient pas contrôlées de manière adéquate, et nous nous excusons de ne pas avoir su vous protéger. En plus d'avoir vous-mêmes subi ces mauvais traitements pendant votre enfance, une fois devenus parents à votre tour, vous avez été impuissants à éviter le même sort à vos enfants, et nous le regrettons.*

*Le fardeau de cette expérience pèse sur vos épaules depuis beaucoup trop longtemps. Ce fardeau nous revient directement, en tant que gouvernement et en tant que pays. Il n'y a pas de place au Canada pour que les attitudes qui ont inspiré le système de pensionnats indiens puissent prévaloir à nouveau. Vous tentez de vous remettre de cette épreuve depuis longtemps, et d'une façon très concrète, nous vous rejoignons maintenant dans ce cheminement. Le gouvernement du Canada présente ses excuses les plus sincères aux peuples autochtones du Canada pour avoir si profondément manqué à son devoir envers eux, et leur demande pardon.*

#### **Le manquement du Canada à ses obligations envers les membres du recours collectif**

34. De par l'élaboration de la politique relative aux pensionnats et par son exécution, soit la fréquentation forcée des pensionnats, le Canada a causé des pertes inestimables aux membres du recours collectif.

35. Les membres du recours collectif ont tous été affectés par la répression ou l'élimination de leurs cérémonies traditionnelles et par la perte de la structure de gouvernance héréditaire sur laquelle ils comptaient pour gouverner leurs peuples et leurs terres.

#### ***Les obligations du Canada***

36. Le Canada était responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de tous les aspects de la politique relative aux pensionnats, notamment tout ce qui avait trait au fonctionnement et à l'administration des pensionnats. Les Églises ont servi d'agents du Canada afin de l'aider à



atteindre ses objectifs; le Canada étant responsable de ces objectifs et des moyens mis en œuvre en vue de leur réalisation. Le Canada était responsable de :

- (a) l'administration de la Loi et des lois qui l'ont précédée ainsi que de toutes les autres lois relatives aux Autochtones et de tous les règlements promulgués en vertu de ces lois et de celles qui les ont précédées pendant la période visée par le recours;
- (b) la gestion, du fonctionnement et de l'administration du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et de ses prédécesseurs et des ministères et services connexes, ainsi que les décisions prises par ces ministères et services;
- (c) la construction, du fonctionnement, de l'entretien, de la propriété, du financement, de l'administration, de la supervision, de l'inspection et de la vérification des pensionnats ainsi que de la création, la conception et la mise en œuvre du programme d'éducation visant les Autochtones qui les ont fréquentés;
- (d) la sélection, du contrôle, de la formation, de la supervision et de la réglementation des exploitants des pensionnats, notamment leurs employés, préposés, agents et mandataires, et de la prise en charge, l'éducation, le contrôle et le bien-être des autochtones qui fréquentaient les pensionnats;
- (e) la préservation, de la promotion, de la conservation et l'absence d'interférence avec les droits ancestraux, dont le droit de conserver et pratiquer leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions, ainsi que le droit d'apprendre pleinement leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions auprès de leur famille, de leur famille élargie et de leur communauté;
- (f) la prise en charge et la surveillance de tous les survivants pendant qu'ils fréquentaient les pensionnats au cours de la période visée par le recours.

37. De plus, le Canada s'est engagé, pendant toute la période en cause, à respecter le droit international en ce qui concerne le traitement de sa population, ces obligations, qui ont été violées, constituant un engagement minimal envers les peuples autochtones du Canada, dont les membres du recours collectif. Plus spécifiquement, les violations commises par le Canada concernent le non-respect des dispositions et de l'esprit de :

- (a) la *Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, 78 RTNU 277 (entrée en vigueur : 12 janvier 1951), et en particulier l'article 2(b), (c) et (e) de cette convention, en s'engageant dans la destruction intentionnelle de la culture des enfants et des communautés autochtones, causant des blessures culturelles profondes et permanentes au groupe du recours collectif;

- (b) la *Déclaration des droits de l'enfant*, Rés AG 1386 (XIV), Doc off AGNU, 14<sup>e</sup> session, supp n° 16, Doc NU A/4354 (1959) 19 en ne fournissant pas aux enfants autochtones les moyens nécessaires de se développer de façon normale, matériellement et spirituellement, et en ne les mettant pas en mesure de gagner leur vie et de les protéger contre l'exploitation;
- (c) la *Convention relative aux Droits de l'enfant*, Rés AG 44/25, annexe, Doc off AGNU, 44<sup>e</sup> session, supp n° 49, Doc NU A/44/49 (1989) 167; 1577 RTNU 3; 28 ILM 1456 (1989), et en particulier les articles 29 et 30 de cette convention, en ne fournissant pas aux enfants autochtones une éducation visant à inculquer le respect de leurs parents, de leur identité culturelle, de leur langue et de leurs valeurs, et en niant le droit des enfants autochtones d'avoir leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion et d'employer leur propre langue;
- (d) le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, Rés AG 2200A (XXI), Doc off ANGU, 21<sup>e</sup> session, supp n° 16, Doc NU A/6316 (1966) 52, 999 RTUN 171 (entrée en vigueur : 23 mars 1976), en particulier les articles 1 et 27 de ce pacte, en portant atteinte aux droits des membres du recours collectif de conserver et de pratiquer leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions, au droit d'apprendre pleinement leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions auprès de leur famille, de leur famille élargie et de leur communauté et au droit d'enseigner leur culture, leur spiritualité, leur langue et leurs traditions à leurs propres enfants, petits-enfants, à leurs familles élargies et à leurs communautés;
- (e) la *Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*, Rés OEA XXX, adoptée par la neuvième Conférence internationale des États américains (1948), réimprimée dans les *Documents de base sur les droits de l'homme dans le Système Interaméricain*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc 6 rév 1 (1992) 17, et en particulier l'article XIII, en violant le droit des membres du recours collectif de participer à la vie culturelle de leur communauté;
- (f) la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Rés AG 61/295, Doc NU A/RES/61/295 (13 sept. 2007), 46 ILM 1013 (2007), signée par le Canada le 12 novembre 2010, et en particulier l'article 8, 2(d), qui l'engage à mettre en place des mécanismes de recours efficaces en cas d'assimilation forcée.

38. En vertu de la présomption de conformité du droit canadien au droit international, une violation des obligations prévues par ce dernier constitue une preuve de la violation du droit interne.

#### ***Violation des obligations fiduciaires et constitutionnelles***

39. Le Canada a des obligations constitutionnelles et une relation fiduciaire avec les peuples autochtones du Canada. Le Canada a créé, planifié, établi, mis en place, inauguré, exploité, financé, supervisé, contrôlé et réglementé les pensionnats et a établi la politique relative aux



pensionnats. Compte tenu de ces lois, et en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1867*, de la *Loi constitutionnelle de 1982* et des dispositions de la Loi, telle que révisée, le Canada avait une obligation fiduciaire envers les membres du recours collectif.

40. Parmi les devoirs constitutionnels du Canada, on peut citer l'obligation de préserver l'honneur de la Couronne dans toutes ses relations avec les peuples autochtones, y compris avec les membres du recours collectif. Cette obligation est née avec l'affirmation de la souveraineté de la Couronne dès le premier contact et se poursuit dans le cadre des relations suivant les traités. Cette obligation est et demeure une obligation de la Couronne et était une obligation de la Couronne lors de toute la période en cause. L'honneur de la Couronne est un principe juridique qui exige que la Couronne agisse en tout temps de la manière la plus honorable possible afin de protéger les intérêts des peuples autochtones dans ses relations avec ceux-ci, depuis le premier contact et après la signature de traités.

41. Les obligations fiduciaires du Canada l'obligeaient à agir en tant que protecteur des droits ancestraux des membres du recours collectif, à savoir la protection et la préservation de leur langue, de leur culture et de leur mode de vie, et l'obligation de prendre des mesures correctives afin de rétablir la culture, l'histoire et le statut des demandeurs, ou de les aider à le faire. À tout le moins, l'obligation du Canada envers les peuples autochtones comprenait l'obligation de ne pas réduire délibérément le nombre de bénéficiaires envers lesquels le Canada avait des obligations.

42. Les obligations fiduciaires et constitutionnelles du Canada s'étendent au recours collectif, car la politique relative aux pensionnats avait pour but de miner et de chercher à détruire le mode de vie de ces nations dont les identités étaient et sont considérées comme collectives.

43. Le Canada a agi dans son propre intérêt et à l'encontre des intérêts des enfants autochtones, non seulement en étant déloyal envers ces enfants et les communautés autochtones,

mais il les a également trahis alors qu'il avait le devoir de protéger. Le Canada a abusé de son pouvoir discrétionnaire et de son autorité sur les peuples autochtones, en particulier sur les enfants, pour son propre bénéfice. La politique relative aux pensionnats indiens a été mise en œuvre par le Canada, en tout ou en partie, pour éradiquer ce que le Canada considérait comme le « problème indien ». En l'espèce, le Canada a cherché à se défaire de ses responsabilités morales et financières envers les peuples autochtones, des dépenses et des inconvénients liés à la cohabitation avec des cultures, des langues, des habitudes et des valeurs différentes de l'héritage eurocanadien prédominant du Canada, et des enjeux découlant des revendications territoriales.

44. Le Canada, en violation de ses obligations fiduciaires, constitutionnelles, légales et de common law à l'égard du groupe de recours collectif, a manqué, et continue de manquer, à réparer adéquatement les dommages causés par ses actes, manquements et omissions. En particulier, le Canada n'a pas pris de mesures adéquates pour réparer les dommages culturels, linguistiques et sociaux subis par les membres du recours collectif, en dépit du fait que le Canada admette depuis 1998 le caractère répréhensible de la politique relative aux pensionnats.

***Violation des droits ancestraux***

45. Avant leur contact avec les Européens, les peuples shíshálh, Tk'emlúps et tous les membres du recours collectif, disposaient de lois, de coutumes et de traditions faisant partie intégrante de leurs sociétés distinctes. Plus particulièrement, et cela depuis une époque antérieure au contact avec les Européens, ces nations ont soutenu leurs membres, leurs communautés et leurs cultures distinctes en parlant leurs langues et en pratiquant leurs coutumes et leurs traditions.

46. En raison de la politique relative aux pensionnats indiens, les membres du recours collectif se sont vus refuser la possibilité de jouir de leurs droits ancestraux et de les exercer de façon collective au sein de leurs bandes, compte tenu, mais sans s'y limiter, des éléments suivants :

- (a) les activités culturelles, spirituelles et traditionnelles shíshálh, tk'emlúps et autochtones ont été perdues ou altérées;
- (b) les structures sociales traditionnelles, y compris le partage égal de l'autorité entre les dirigeants masculins et féminins, ont été perdues ou altérées;
- (c) les langues shíshálh, tk'emlúps et d'autres langues autochtones ont été perdues ou altérées;
- (d) les formes traditionnelles de parentalité shíshálh, Tk'emlúps et d'autres peuples autochtones ont été perdues ou altérées;
- (e) le savoir-faire en matière de cueillette, de culture, de chasse et de préparation d'aliments traditionnels shíshálh, Tk'emlúps et d'autres peuples autochtones a été perdu ou altéré;
- (f) les croyances spirituelles shíshálh, tk'emlúps autochtones ont été perdues ou altérées ;

47. De tout temps, le Canada avait et continue d'avoir l'obligation de protéger les droits ancestraux des membres du recours collectif, notamment le droit d'exercer leurs pratiques spirituelles et à la protection traditionnelle de leurs terres et de leurs ressources, ainsi que l'obligation de ne pas transgresser ou entraver les droits ancestraux des membres du recours collectif. Par sa politique relative aux pensionnats indiens, le Canada a manqué à ces devoirs, et ce sans justification.

***Responsabilité du fait d'autrui***

48. Le Canada est responsable du fait d'autrui pour avoir négligé les obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law de ses agents.

49. De plus, les demandeurs tiennent le Canada pour seul responsable de la création et de la mise en œuvre de la politique relative aux pensionnats indiens et, en outre :



- a. les demandeurs renoncent expressément à tout droit qu'ils pourraient avoir de recouvrer du Canada, ou de toute autre partie, toute partie de la perte des demandeurs qui pourrait être attribuable à la faute ou à la responsabilité d'un tiers et pour laquelle le Canada pourrait raisonnablement être en droit de réclamer à un ou plusieurs tiers une contribution, une indemnité ou une répartition en common law, en équité ou en vertu de la *Negligence Act*, RSBC, 1996, c. 333, ainsi modifiée; et
- b. Les demandeurs ne chercheront pas à recouvrer d'une tierce partie, autre que le Canada, une partie de leurs pertes réclamées, ou qui auraient pu être réclamées à d'autres tiers.

### **Dommages**

50. En raison de la violation des obligations fiduciaires, constitutionnelles, d'origine législative et en common law, et de la violation des droits autochtones par le Canada et ses agents, pour lesquels le Canada est responsable du fait d'autrui, les membres du groupe du recours collectif se sont vus privés de la possibilité d'exercer pleinement leurs droits autochtones collectivement, notamment le droit d'avoir un gouvernement traditionnel fondé sur leurs propres langues, pratiques spirituelles, lois et pratiques traditionnelles.

### **Motifs des dommages-intérêts punitifs et majorés**

51. Le Canada a délibérément planifié l'éradication de la langue, de la religion et de la culture des membres du recours collectif. Ces actions étaient malveillantes et destinées à causer un préjudice, et dans les circonstances, les dommages-intérêts punitifs et majorés sont appropriés et nécessaires.

### **Fondement juridique de la réclamation**

52. Les membres du recours collectif sont des bandes indiennes autochtones.

53. Les droits ancestraux des membres du recours collectif existaient et étaient exercés en vertu de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, soit l'annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R-U), 1982, c. 11, pour toute la période concernée par cette dernière.



54. Lors de cette période, le Canada avait envers les demandeurs et les membres du recours collectif une obligation spéciale et constitutionnelle de diligence, de bonne foi, d'honnêteté et de loyauté en vertu des obligations constitutionnelles du Canada et de son obligation d'agir dans l'intérêt supérieur des peuples autochtones et surtout des enfants autochtones particulièrement vulnérables. Le Canada a manqué à ces obligations, causant ainsi un préjudice.

55. Les membres du recours collectif appartiennent à des peuples autochtones qui disposaient de leurs lois, coutumes et traditions respectives, celles-ci faisant partie intégrante de leurs sociétés distinctes avant leur contact avec les Européens. Plus particulièrement, et depuis une époque antérieure au contact avec les Européens jusqu'à aujourd'hui, les peuples autochtones constituant les membres du recours collectif ont assuré la subsistance de leur peuple, de leurs communautés et de leur culture distincte en exerçant leurs lois et en pratiquant leurs coutumes et traditions respectives, parties intégrantes de leur mode de vie, qui comprennent la langue, la danse, la musique, les loisirs, l'art, la famille, le mariage et les responsabilités envers la communauté, ainsi que l'utilisation des ressources.

#### **Constitutionnalité des articles de la *Loi sur les Indiens***

56. Les membres du recours collectif plaident que tout article de la Loi et des lois qui l'ont précédée, tout règlement adopté en vertu de la Loi et toute autre loi relative aux peuples autochtones qui fournit ou prétend fournir l'autorité légale pour l'éradication des peuples autochtones par la destruction de leurs langues, de leur culture, de leurs pratiques, de leurs traditions et de leur mode de vie, est en violation des articles 25 et 35(1) de la *Loi constitutionnelle de 1982*, des articles 1 et 2 de la *Déclaration canadienne des droits*, L.R.C. 1985, ainsi que les articles 7 et 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés*, et doivent par conséquent être considérés comme n'ayant aucune force exécutoire.

57. Le Canada a délibérément planifié l'éradication de la langue, de la spiritualité et de la culture des demandeurs et des membres du recours collectif.
58. Les actions du Canada étaient délibérées et malveillantes et, dans ces circonstances, des dommages-intérêts punitifs, exemplaires et majorés sont appropriés et nécessaires.
59. Les demandeurs plaident et s'appuient sur les éléments suivants :

*Loi sur les Cours fédérales*, LRC., 1985, c. F-7, article 17 ;

*Règles des Cours fédérales*, DORS/98-106, partie 5.1 Recours collectifs ;

*Loi sur la responsabilité civile de l'État et le contentieux administratif*, LRC 1985, c. C-50, articles 3, 21, 22, et 23 ;

*Charte canadienne des droits et libertés*, articles 7, 15 ;

*Loi constitutionnelle de 1982*, articles 25 et 35(1),

*Déclaration canadienne des droits*, LRC 1985, app. III, préambule, articles 1 et 2 ;

*Loi sur les Indiens*, LRC 1985, articles 2(1), 3, 18(2), 114-122 et ses prédécesseurs.

Traités internationaux :

*Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide*, 78 RTNU 277 (entrée en vigueur : 12 janvier 1951);

*Déclaration des droits de l'enfant*, Rés AG 1386 (XIV), Doc off AGNU, 14<sup>e</sup> session, supp n° 16, Doc NU A/4354 (1959) 19;

*Convention relative aux Droits de l'enfant*, Rés AG 44/25, annexe, Doc off AGNU, 44<sup>e</sup> session, supp n° 49, Doc NU A/44/49 (1989) 167; 1577 RTUN 3; 28 ILM 1456 (1989);

*Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, Rés AG 2200A (XXI), Doc off AGNU, 21<sup>e</sup> session, supp n° 16, Doc NU A/6316 (1966) 52, 999 RTUN 171 (entrée en vigueur : 23 mars 1976);

*Déclaration américaine des droits et devoirs de l'homme*, Rés OEA XXX, adoptée par la neuvième Conférence internationale des États américains (1948), réimprimée dans les *Documents de base sur les droits de l'homme dans le Système Interaméricain*, OEA/Ser.L.V/II.82 doc 6 rév 1 (1992) 17;

*Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Rés AG 61/295, Doc off AGNU A/RES/61/295 (13 sept. 2007), 46 ILM 1013 (2007), signée par le Canada le 12 novembre 2010.

Les demandeurs proposent que cette action soit entendue à Vancouver, en Colombie-Britannique.

le 30 avril 2021

---

Peter R. Grant, au nom de  
tous les avocats des demandeurs.

*Avocats des demandeurs*

**PETER GRANT LAW CORPORATION**  
#407- 808 Nelson Street  
Vancouver, Colombie-Britannique V6Z 2H2

) Contact et adresse de service  
) pour les demandeurs

**Peter R. Grant**

Tél : 604-688-7202  
Télécopieur : 604-688-8388  
[pgrant@grantnativelaw.com](mailto:pgrant@grantnativelaw.com)

**WADDELL PHILLIPS PC**  
Suite 1120, 36 Toronto Street  
Toronto, ON M5C 2C5

**John Kingman Phillips**  
[john@waddellphillips.ca](mailto:john@waddellphillips.ca)

**W. Cory Wanless**  
[cory@waddellphillips.ca](mailto:cory@waddellphillips.ca)

**Tina Q. Yang**  
[tina@waddellphillips.ca](mailto:tina@waddellphillips.ca)

Tél : 647-261-4486

Télécopieur : 416-477-1657

**DIANE SOROKA AVOCATE INC.**

447 Strathcona Ave.  
Westmount, QC H3Y 2X2

**Diane Soroka**

Tél : 514-939-3384  
Télécopieur : 514-939-4014  
[dhs@dsoroka.com](mailto:dhs@dsoroka.com)



SCHEDULE "C"

FEDERAL COURT  
COUR FÉDÉRALE  
Copy of Document  
Copie du document  
Filed / Déposé  
Received / Reçu

Amended Pursuant to the Order of Justice Harrington  
Made June 3, 2015

Court File No. T-1542-13

Date JUN 26 2015  
Registrar   
Greffier

~~PROPOSED~~ CLASS PROCEEDING

FORM 171A - Rule 171

FEDERAL COURT

**BETWEEN:**

CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON, on his own behalf and on behalf of all the members of the TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND and the TK'EMLÚPS TE SECWÉPEMC INDIAN BAND,

CHIEF GARRY FESCHUK, on his own behalf and on behalf of all the members of the SECHELT INDIAN BAND and the SECHELT INDIAN BAND,

~~VIOLET CATHERINE GOTTFRIEDSON, DOREEN LOUISE SEYMOUR, CHARLOTTE ANNE VICTORINE GILBERT, VICTOR FRASER, DIENA MARIE JULES, AMANDA DEANNE BIG SORREL HORSE, DARLENE MATILDA BULPIT, FREDERICK JOHNSON, ABIGAIL MARGARET AUGUST, SHELLY NADINE HOEHNE, DAPHNE PAUL, AARON JOE~~ and RITA POULSEN

**PLAINTIFFS**

**and**

HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA as represented by  
THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA

**DEFENDANT**

**FIRST RE-AMENDED STATEMENT OF CLAIM**

TO THE DEFENDANT

A LEGAL PROCEEDING HAS BEEN COMMENCED AGAINST YOU by the Plaintiffs. The claim made against you is set out in the following pages.

IF YOU WISH TO DEFEND THIS PROCEEDING, you or a solicitor acting for you are required to prepare a statement of defence in Form 171B prescribed by the Federal Courts Rules serve it on the plaintiffs' solicitor or, where the plaintiffs do not have a solicitor, serve it on the plaintiffs, and file it, with proof of service, at a local office of this Court, WITHIN 30 DAYS after this statement of claim is served on you, if you are served within Canada.

If you are served in the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is forty days. If you are served outside Canada and the United States of America, the period for serving and filing your statement of defence is sixty days.

Copies of the Federal Court Rules information concerning the local offices of the Court and other necessary information may be obtained on request to the Administrator of this Court at Ottawa (telephone 613-992-4238) or at any local office.

IF YOU FAIL TO DEFEND THIS PROCEEDING, judgment may be given against you in your absence and without further notice to you.

(Date)

Issued by: \_\_\_\_\_  
(Registry Officer)

Address of local office: \_\_\_\_\_

TO:

Her Majesty the Queen in Right of Canada,  
Minister of Indian Affairs and Northern Development, and  
Attorney General of Canada  
Department of Justice  
900 - 840 Howe Street  
Vancouver, B.C. V6Z 2S9

## RELIEF SOUGHT

### The Survivor Class

1. The Representative Plaintiffs of the Survivor Class, on their own behalf, and on behalf of the members of the Survivor Class, claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the Federal Court Class Proceedings Rules (“CPR”) and appointing them as Representative Plaintiffs for the Survivor Class and any appropriate subgroup of that Class;~~
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Plaintiffs and the other Survivor Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (c) a Declaration that members of the Survivor Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (d) a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) Aboriginal Rights of the Survivor Class;
- (e) a Declaration that the Residential Schools Policy and the ~~Identified~~ Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Survivor Class;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Survivor Class Representative Plaintiffs and other Survivor Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and Aboriginal Rights and for the intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (g) non-pecuniary general damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, negligence and intentional infliction of mental distress for which Canada is liable;

- (h) pecuniary general damages and special damages for negligence, loss of income, loss of earning potential, loss of economic opportunity, loss of educational opportunities, breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights and and intentional infliction of mental distress, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Survivor Class for which Canada is liable;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable ;
- (j) prejudgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

### The Descendant Class

2. The Representative Plaintiffs of the Descendant Class, on their own behalf and on behalf of the members of the Descendant Class, claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the CPR and appointing them as Representative Plaintiffs for the Descendant Class and any appropriate subgroup of that Class;~~
- (b) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Plaintiffs and the other Descendant Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (c) a Declaration that the Descendant Class have Aboriginal Rights to speak their traditional languages, to engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (d) a Declaration that Canada breached the linguistic and cultural rights (Aboriginal Rights or otherwise) Aboriginal Rights of the Descendant Class;
- (e) a Declaration that the Residential Schools Policy and the ~~Identified~~ Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Descendant Class;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Plaintiffs and other Descendant Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-

{01447063.2}



mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the ~~Identified~~ Residential Schools;

- (g) non-pecuniary general damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, for which Canada is liable;
- (h) pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the cost of care, and to restore, protect and preserve the linguistic and cultural heritage of the members of the Descendant Class for which Canada is liable;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (j) pre-judgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just;

#### **The Band Class**

3. The Representative Plaintiffs of the Band Class claim:

- (a) ~~an Order certifying this proceeding as a Class Proceeding pursuant to the CPR and appointing them as Representative Plaintiffs for the Band Class;~~
- (b) a Declaration that the Sechelt Indian Band (referred to as the shishálh or shishálh band) and Tk'emlúps Band, and all members of the Band Class, have existing Aboriginal Rights ~~within the meaning of s. 35(1) of the Constitution Act, 1982~~ to speak their traditional languages and engage in their traditional customs and religious practices and to govern themselves in their traditional manner;
- (c) a Declaration that Canada owed and was in breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, to the Band Class members in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control, maintenance, obligatory attendance of Survivor Class members at, and support of, the SIRS and the KIRS and other Identified Residential Schools;

{01447063.2}

- (d) a Declaration that the Residential Schools Policy and the KIRS, the SIRS and Identified Residential Schools caused Cultural, Linguistic and Social Damage and irreparable harm to the Band Class;
- (e) a Declaration that Canada was or is in breach of the Band Class members' linguistic and cultural rights, (Aboriginal Rights or otherwise), as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, as a consequence of its establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Residential Schools Policy, and the Identified Residential Schools; Aboriginal Rights;
- (f) a Declaration that Canada is liable to the Band Class members for the damages caused by its breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, in relation to the purpose, establishment, funding, operation, supervision, control and maintenance, and obligatory attendance of Survivor Class members at and support of the Identified Residential Schools;
- (g) non-pecuniary and pecuniary general damages and special damages for breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties and Aboriginal Rights, as well as breaches of International Conventions and Covenants, and breaches of international law, including amounts to cover the ongoing cost of care and development of wellness plans for individual members of the bands in the Band Class, as well as the costs of restoring, protecting and preserving the linguistic and cultural heritage of the Bands for which Canada is liable;
- (h) the construction of healing centres in the Band Class communities by Canada;
- (i) exemplary and punitive damages for which Canada is liable;
- (j) pre-judgment and post-judgment interest;
- (k) the costs of this action; and
- (l) such further and other relief as this Honourable Court may deem just.

#### DEFINITIONS

4. The following definitions apply for the purposes of this Claim:

- (a) "Aboriginal(s)", "Aboriginal Person(s)" or "Aboriginal Child(ren)" means a person or persons whose rights are recognized and affirmed by the *Constitution Act, 1982*, s. 35;

{01447063.2}

- (b) "Aboriginal Right(s)" means any or all of the aboriginal and treaty rights recognized and affirmed by the *Constitution Act*, 1982, s. 35;
- (c) "Act" means the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. I-5 and its predecessors as have been amended from time to time;
- (d) "Agents" means the servants, contractors, agents, officers and employees of Canada and the operators, managers, administrators and teachers and staff of each of the Residential Schools;
- (e) "Agreement" means the Indian Residential Schools Settlement Agreement dated May 10, 2006 entered into by Canada to settle claims relating to Residential Schools as approved in the orders granted in various jurisdictions across Canada;
- (f) "Band Class" means the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshááh band and any other Aboriginal Indian Band(s) which:
  - (i) has or had some members who are or were members of the Survivor Class, or in whose community a Residential School is located; and
  - (ii) is specifically added to this claim with one or more specifically identified Residential Schools.
- (g) "Canada" means the Defendant, Her Majesty the Queen in right of Canada as represented by the Attorney General of Canada;
- (h) "Class" or "Class members" means all members of the Survivor Class, Descendant Class and Band Class as defined herein;
- (i) "Class Period" means 1920 to ~~1979~~1997;
- (j) "Cultural, Linguistic and Social Damage" means the damage or harm caused by the creation and implementation of Residential Schools and Residential Schools Policy to the educational, governmental, economic, cultural, linguistic, spiritual and social customs, practices and way of life, traditional governance structures, as well as to the community and individual security and wellbeing, of Aboriginal Persons;
- (k) "Descendant Class" means the first generation of all persons who are descended from Survivor Class members or persons who were legally or traditionally adopted by a Survivor Class Member or their spouse;
- (l) "Identified Residential School(s)" means the KIRS or the SIRS ~~or any other Residential School specifically identified by a member of the Band Class;~~
- (m) "KIRS" means the Kamloops Indian Residential School;
- (n) "Residential Schools" means all Indian Residential Schools recognized under the Agreement;

- (o) "Residential Schools Policy" means the policy of Canada with respect to the implementation of Indian Residential Schools;
- (p) "SIRS" means the Sechelt Indian Residential School;
- (q) "Survivor Class" means all Aboriginal persons who attended as a student or for educational purposes for any period at an identified Residential School, during the Class Period excluding, for any individual class member, such periods of time for which that class member received compensation by way of the Common Experience Payment under the Indian Residential Schools Settlement Agreement.

## THE PARTIES

### The Plaintiffs

5. The Plaintiff, Darlene Matilda Bulpit (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Darlene Matilda Bulpit was born on August 23, 1948 and attended the SIRS for nine years, between the years 1954 and 1963. Darlene Matilda Bulpit is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

6. The Plaintiff, Frederick Johnson resides on shíshálh band lands in British Columbia. Frederick Johnson was born on July 21, 1960 and attended the SIRS for ten years, between the years 1966 and 1976. Frederick Johnson is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~7. The Plaintiff, Abigail Margaret August (nee Joe) resides on shíshálh band lands in British Columbia. Abigail Margaret August was born on August 21, 1954 and attended the SIRS for eight years, between the years 1959 and 1967. Abigail Margaret August is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~



~~8. The Plaintiff, Shelly Nadine Hoehne (nee Joe) resides on shishálh band lands in British Columbia. Shelly Nadine Hoehne was born on June 23, 1952 and attended the SIRS for eight years, between the years 1958 and 1966. Shelly Nadine Hoehne is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

9. The Plaintiff, Daphne Paul resides on shishálh band lands in British Columbia. Daphne Paul was born on January 13, 1948 and attended the SIRS for eight years, between the years 1953 and 1961. Daphne Paul is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

10. The Plaintiff, Violet Catherine Gottfriedson resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Violet Catherine Gottfriedson was born on March 30, 1945 and attended the KIRS for four years, between the years 1958 and 1962. Violet Catherine Gottfriedson is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~11. The Plaintiff, Doreen Louise Seymour resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Doreen Louise Seymour was born on September 7, 1955 and attended the KIRS for five years, between the years 1961 and 1966. Doreen Louise Seymour is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

12. The Plaintiff, Charlotte Anne Victorine Gilbert (nee Larue) resides in Williams Lake in British Columbia. Charlotte Anne Victorine Gilbert was born on May 24, 1952 and attended the KIRS for seven years, between the years 1959 and 1966. Charlotte Anne Victorine Gilbert is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~13. The Plaintiff, Victor Fraser (also known as Victor Frezie) resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Victor Fraser was born on June 11, 1957~~

~~and attended the KIRS for six years, between the years 1962 and 1968. Victor Fraser is a proposed Representative Plaintiff for the Survivor Class.~~

14. The Plaintiff, Diena Marie Jules resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve in British Columbia. Diena Marie Jules was born on September 12, 1955 and attended the KIRS for six years, between the years 1962 and 1968. Diena Marie Jules is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Survivor Class.

~~15. The Plaintiff, Aaron Joe, resides on shíshálh band lands. Aaron Joe was born on January 19, 1972 and is the son of Valerie Joe, who attended the SIRS as a day scholar. Aaron Joe is a proposed Representative Plaintiff for the Descendant Class.~~

16. The Plaintiff, Rita Poulsen, resides on shíshálh band lands. Rita Poulsen was born on March 8, 1974 and is the daughter of Randy Joe, who attended the SIRS as a day scholar. Rita Poulsen is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Descendant Class.

17. The Plaintiff, Amanda Deanne Big Sorrel Horse resides on the Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band reserve. Amanda Deanne Big Sorrel Horse was born on December 26, 1974 and is the daughter of Jo-Anne Gottfriedson who attended the KIRS for six years between the years 1961 and 1967. Amanda Deanne Big Sorrel Horse is a ~~proposed~~ Representative Plaintiff for the Descendant Class.

18. The Tk'emlúps te Secwépemc Indian Band and the shíshálh band are "bands" as defined by the Act and they both ~~propose to~~ act as Representative Plaintiffs for the Band Class. The Band Class members represent the collective interests and authority of each of their respective communities.

19. The individual Plaintiffs and the proposed Survivor and Descendant Class members are largely members of the shishálh band and Tk'emlúps Indian Band, and members of Canada's First Nations and/or are the sons and daughters of members of these Aboriginal collectives. The individual Plaintiffs and Survivor and Descendant Class members are Aboriginal Persons within the meaning of the *Constitution Act, 1982*, s. 35.

#### **The Defendant**

20. Canada is represented in this proceeding by the Attorney General of Canada. The Attorney General of Canada represents the interests of Canada and the Minister of Aboriginal Affairs and Northern Development Canada and predecessor Ministers who were responsible for “Indians” under s.91(24) of the *Constitution Act, 1867*, and who were, at all material times, responsible for the formation and implementation of the Residential Schools Policy, and the maintenance and operation of the KIRS and the SIRS.

#### **STATEMENT OF FACTS**

21. Over the course of the last several years, Canada has acknowledged the devastating impact of its Residential Schools Policy on Canada's Aboriginal Peoples. Canada's Residential Schools Policy was designed to eradicate Aboriginal culture and identity and assimilate the Aboriginal Peoples of Canada into Euro-Canadian society. Through this policy, Canada ripped away the foundations of identity for generations of Aboriginal People and caused incalculable harm to both individuals and communities.

22. The direct beneficiary of the Residential Schools Policy was Canada as its obligations would be reduced in proportion to the number, and generations, of Aboriginal Persons who would no longer recognize their Aboriginal identity and would reduce their claims to rights

(01447063.2)

under the Act and Canada's fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties.

23. Canada was also a beneficiary of the Residential Schools Policy, as the policy served to weaken the claims of Aboriginal Peoples to their traditional lands and resources. The result was a severing of Aboriginal People from their cultures, traditions and ultimately their lands and resources. This allowed for exploitation of those lands and resources by Canada, not only without Aboriginal Peoples' consent but also, contrary to their interests, the Constitution of Canada and the Royal Proclamation of 1763.

24. The truth of this wrong and the damage it has wrought has now been acknowledged by the Prime Minister on behalf of Canada, and through the pan-Canadian settlement of the claims of those who *resided at* Canada's Residential Schools by way of the Agreement implemented in 2007. Notwithstanding the truth and acknowledgement of the wrong and the damages caused, many members of Canada's Aboriginal communities were excluded from the Agreement, not because they did not *attend* Residential Schools and suffer Cultural, Linguistic and Social Damage, but simply because they did not *reside at* Residential Schools.

25. This claim is on behalf of the members of the Survivor Class, namely those who attended ~~an Identified~~ Residential School for the Cultural, Linguistic and Social Damage occasioned by that attendance, as well as on behalf of the Descendant Class, who are the first generation descendants of those within the Survivor Class, and the Band Class, consisting of the Aboriginal communities within which the ~~Identified~~ Residential Schools were situated, or whose members belong to and within which the majority of the Survivor and Descendant Class members live.

{01447063.2}



26. The claims of the ~~proposed~~ Representative Plaintiffs are for the harm done to the Representative Plaintiffs as a result of members of the Survivor Class *attending* the KIRS and the SIRS and being exposed to the operation of the Residential Schools Policy and do not include the claims arising from residing at the KIRS or the SIRS for which specific compensation has been paid under the Agreement. This claim seeks compensation for the victims of that policy whose claims have been ignored by Canada and were excluded from the compensation in the Agreement.

#### **The Residential School System**

27. Residential Schools were established by Canada prior to 1874, for the education of Aboriginal Children. Commencing in the early twentieth century, Canada began entering into formal agreements with various religious organizations (the “Churches”) for the operation of Residential Schools. Pursuant to these agreements, Canada controlled, regulated, supervised and directed all aspects of the operation of Residential Schools. The Churches assumed the day-to-day operation of many of the Residential Schools under the control, supervision and direction of Canada, for which Canada paid the Churches a *per capita* grant. In 1969, Canada took over operations directly.

28. As of 1920, the Residential Schools Policy included compulsory *attendance* at Residential Schools for all Aboriginal Children aged 7 to 15. Canada removed most Aboriginal Children from their homes and Aboriginal communities and transported them to Residential Schools which were often long distances away. However, in some cases, Aboriginal Children lived in their homes and communities and were similarly required to attend Residential Schools as day students and not residents. This practice applied to even more children in the later years

{01447063.2}

of the Residential Schools Policy. While at Residential School, all Aboriginal Children were confined and deprived of their heritage, their support networks and their way of life, forced to adopt a foreign language and a culture alien to them and punished for non-compliance.

29. The purpose of the Residential Schools Policy was the complete integration and assimilation of Aboriginal Children into the Euro-Canadian culture and the obliteration of their traditional language, culture, religion and way of life. Canada set out and intended to cause the Cultural, Linguistic and Social Damage which has harmed Canada's Aboriginal Peoples and Nations. ~~In addition to the inherent cruelty of the~~ As a result of Canada's requirements for the forced attendance of the Survivor Class members under the Residential Schools Policy itself, many children attending Residential Schools were also subject to spiritual, physical, sexual and emotional abuse, all of which continued until the year 1997, when the last Residential School was closed.

30. Canada chose to be disloyal to its Aboriginal Peoples, implementing the Residential Schools Policy in its own self-interest, including economic self-interest, and to the detriment and exclusion of the interests of the Aboriginal Persons to whom Canada owed fiduciary and constitutionally-mandated duties. The intended eradication of Aboriginal identity, culture, language, and spiritual practices ~~and religion~~, to the extent successful, results in the reduction of the obligations owed by Canada in proportion to the number of individuals, over generations, who would no longer identify as Aboriginal and who would be less likely to make claims to their rights as Aboriginal Persons.

#### **The Effects of the Residential Schools Policy on the Class Members**

##### ***Tk'emlúps Indian Band***

{01447063.2}

31. Tk'emlúpsəmc, 'the people of the confluence', now known as the Tk'emlúps te Secwépəmc Indian Band are members of the northernmost of the Plateau People and of the Interior-Salish Secwépəmc (Shuswap) speaking peoples of British Columbia. The Tk'emlúps Indian Band was established on a reserve now adjacent to the City of Kamloops, where the KIRS was subsequently established. Most, if not all, of the students who *attended*, but did not *reside at* the KIRS were or are members of the Tk'emlúps Indian Band, resident or formerly resident on the reserve.

32. Secwepemctsin is the language of the Secwépəmc, and it is the unique means by which the cultural, ecological, and historical knowledge and experience of the Secwépəmc people is understood and conveyed between generations. It is through language, spiritual practices and passage of culture and traditions including their rituals, drumming, dancing, songs and stories, that the values and beliefs of the Secwépəmc people are captured and shared. From the Secwépəmc perspective all aspects of Secwépəmc knowledge, including their culture, traditions, laws and languages, are vitally and integrally linked to their lands and resources.

33. Language, like the land, was given to the Secwépəmc by the Creator for communication to the people and to the natural world. This communication created a reciprocal and cooperative relationship between the Secwépəmc and the natural world which enabled them to survive and flourish in harsh environments. This knowledge, passed down to the next generation orally, contained the teachings necessary for the maintenance of Secwépəmc culture, traditions, laws and identity.

34. For the Secwépəmc, their spiritual practices, songs, dances, oral histories, stories and ceremonies were an integral part of their lives and societies. These practices and traditions are

{01447063.2}

absolutely vital to maintain. Their songs, dances, drumming and traditional ceremonies connect the Secwépemc to their land and continually remind the Secwépemc of their responsibilities to the land, the resources and to the Secwépemc people.

35. Secwépemc ceremonies and spiritual practices, including their songs, dances, drumming and passage of stories and history, perpetuate their vital teachings and laws relating to the harvest of resources, including medicinal plants, game and fish, and the proper and respectful protection and preservation of resources. For example, in accordance with Secwépemc laws, the Secwépemc sing and pray before harvesting any food, medicines, and other materials from the land, and make an offering to thank the Creator and the spirits for anything they take. The Secwépemc believe that all living things have spirits and must be shown utmost respect. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of Secwépemc culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***Shishálh band***

36. The shishálh Nation, a division of the Coast Salish First Nations, originally occupied the southern portion of the lower coast of British Columbia. The shishálh People settled the area thousands of years ago, and occupied approximately 80 village sites over a vast tract of land. The shishálh People are made up of four sub-groups that speak the language of Shashishalhem, which is a distinct and unique language, although it is part of the Coast Salish Division of the Salishan Language.

37. Shishálh tradition describes the formation of the shishálh world (Spelmulh story). Beginning with the creator spirits, who were sent by the Divine Spirit to form the world, they



carved out valleys leaving a beach along the inlet at Porpoise Bay. Later, the transformers, a male raven and a female mink, added details by carving trees and forming pools of water.

38. The shishálh culture includes singing, dancing and drumming as an integral part of their culture and spiritual practices, a connection with the land and the Creator and passing on the history and beliefs of the people. Through song and dance the shishálh People would tell stories, bless events and even bring about healing. Their songs, dances and drumming also signify critical seasonal events that are integral to the shishálh. Traditions also include making and using masks, baskets, regalia and tools for hunting and fishing. It was these vital, integral beliefs and traditional laws, together with other elements of the shishálh culture and identity, that Canada sought to destroy with the Residential Schools Policy.

***The Impact of the ~~Identified~~ Residential schools***

39. For all of the Aboriginal Children who were compelled to attend the ~~Identified~~ Residential Schools, rigid discipline was enforced as per the Residential Schools Policy. While at school, children were not allowed to speak their Aboriginal language, even to their parents, and thus members of these Aboriginal communities were forced to learn English.

40. Aboriginal culture was strictly suppressed by the school administrators in compliance with the policy directives of Canada including the Residential Schools Policy. At the SIRS, ~~converts to Catholicism~~ members of shishalh were forced to burn or give to the agents of Canada centuries-old totem poles, regalia, masks and other "paraphernalia of the medicine men" and to abandon their potlatches, dancing and winter festivities, and other elements integral to the Aboriginal culture and society of the shishálh and Secwépemc peoples.

41. Because the SIRS was physically located in the shíshálh community, ~~the church~~ and Canada's government eyes, both directly and through its Agents, were upon the elders and they were punished severely for practising their culture or speaking their language or passing this on to future generations. In the midst of that scrutiny, the Class members struggled, often unsuccessfully, to practice, protect and preserve their songs, masks, dancing or other cultural practices

42. The Tk'emlúps te Secwépemc suffered a similar fate due to their proximity to the KIRS.

43. The children at the ~~Identified~~ Residential Schools were ~~indoctrinated into Christianity~~, and taught to be ashamed of their Aboriginal identity, culture, spirituality and practices. They were referred to as, amongst other derogatory epithets, “dirty savages” and “heathens” and taught to shun their very identities. The Class members' Aboriginal way of life, traditions, cultures and spiritual practices were supplanted with the Euro-Canadian identity imposed upon them by Canada through the Residential Schools Policy.

44. This implementation of the Residential Schools Policy further damaged the Survivor Class members of the ~~Identified~~ Residential Schools, who returned to their homes at the end of the school day and, having been taught in the school that the traditional teachings of their parents, grandparents and elders were of no value and, in some cases, “heathen” practices and beliefs, would dismiss the teachings of their parents, grandparents and elders.

45. The assault on their traditions, laws, language and culture through the implementation of the Residential Schools Policy by Canada, directly and through its

{01447063.2}

Agents, has continued to undermine the individual Survivor Class members, causing a loss of self-esteem, depression, anxiety, suicidal ideation, suicide, physical illnesses without clear causes, difficulties in parenting, difficulties in maintaining positive relationships, substance abuse and violence, among other harms and losses, all of which has impacted the Descendant Class.

46. The Band Class members have lost, in whole or in part, their traditional economic viability, self-government and laws, language, land base and land-based teachings, traditional spiritual practices and religious practices, and the integral sense of their collective identity.

47. The Residential Schools Policy, delivered through the ~~Identified~~ Residential Schools, wrought cultural, linguistic and social devastation on the communities of the Band Class and altered their traditional way of life.

#### **Canada's Settlement with Former Residential School Residents**

48. From the closure of the ~~Identified~~ Residential Schools ~~in the 1970's~~ until the late 1990's, Canada's Aboriginal communities were left to battle the damages and suffering of their members as a result of the Residential Schools Policy, without any acknowledgement from Canada. During this period, Residential School survivors increasingly began speaking out about the horrible conditions and abuse they suffered, and the dramatic impact it had on their lives. At the same time, many survivors committed suicide or self-medicated to the point of death. The deaths devastated not only the members of the Survivor Class and the Descendant Class, but also the life and stability of the communities represented by the Band Class.

{01447063.2}

49. In January 1998, Canada issued a Statement of Reconciliation acknowledging and apologizing for the failures of the Residential Schools Policy. Canada admitted that the Residential Schools Policy was designed to assimilate Aboriginal Persons and that it was wrong to pursue that goal. The Plaintiffs plead that the Statement of Reconciliation by Canada is an admission by Canada of the facts and duties set out herein and is relevant to the Plaintiffs' claim for damages, particularly punitive damages.

50. The Statement of Reconciliation stated, in part, as follows:

*Sadly, our history with respect to the treatment of Aboriginal people is not something in which we can take pride. Attitudes of racial and cultural superiority led to a suppression of Aboriginal culture and values. As a country we are burdened by past actions that resulted in weakening the identity of Aboriginal peoples, suppressing their languages and cultures, and outlawing spiritual practices. We must recognize the impact of these actions on the once self sustaining nations that were disaggregated, disrupted, limited or even destroyed by the dispossession of traditional territory, by the relocation of Aboriginal people, and by some provisions of the Indian Act. We must acknowledge that the results of these actions was the erosion of the political, economic and social systems of Aboriginal people and nations.*

*Against the backdrop of these historical legacies, it is a remarkable tribute to the strength and endurance of Aboriginal people that they have maintained their historic diversity and identity. The Government of Canada today formally expresses to all Aboriginal people in Canada our profound regret for past actions of the Federal Government which have contributed to these difficult pages in the history of our relationship together.*

*One aspect of our relationship with Aboriginal people over this period that requires particular attention is the Residential School System. This system separated many children from their families and communities and prevented them from speaking their own languages and from learning about their heritage and cultures. In the worst cases, it left legacies of personal pain and distress that continued to reverberate in Aboriginal communities to this date. Tragically, some children were the victims of physical and sexual abuse.*



*The Government of Canada acknowledges the role it played in the development and administration of these schools. Particularly to those individuals who experienced the tragedy of sexual and physical abuse at Residential Schools, and who have carried this burden believing that in some way they must be responsible, we wish to emphasize that what you experienced was not your fault and should never have happened. To those of you who suffered this tragedy at Residential Schools, we are deeply sorry. In dealing with the legacies of the Residential School program, the Government of Canada proposes to work with First Nations, Inuit, Metis people, the Churches and other interested parties to resolve the longstanding issues that must be addressed. We need to work together on a healing strategy to assist individuals and communities in dealing with the consequences of this sad era of our history...*

*Reconciliation is an ongoing process. In renewing our partnership, we must ensure that the mistakes which marked our past relationship are not repeated. The Government of Canada recognizes that policies that sought to assimilate Aboriginal people, women and men, were not the way to build a strong community...*

51. On or about May 10, 2006, Canada entered into the Agreement to provide compensation primarily to those who *resided at Residential Schools*.

52. The Agreement provides for two types of individualized compensation: the Common Experience Payment ("CEP") for the fact of having resided at a Residential School, and compensation based upon an Independent Assessment Process ("IAP"), to provide compensation for certain abuses suffered and harms these abuses caused.

53. The CEP consisted of compensation for former *residents* of a Residential School in the amount of \$10,000 for the first school year or part of a school year and a further \$3,000 for each subsequent school year or part of a school year of *residence* at a Residential School. The CEP was payable based upon residence at a Residential School out of a recognition that the experience of assimilation was damaging and worthy of compensation, regardless of whether a student experienced physical, sexual or other abuse while at the Residential School.

Compensation for the latter was payable through the IAP. The CEP was available only for former  
{01447063.2}

*residents* of a Residential School while, in some cases, the IAP was available not only to former residents but also other young people who were lawfully on the premises of a Residential School, including former day students.

54. The implementation of the Agreement represented the first time Canada agreed to pay compensation for Cultural, Linguistic and Social Damage. Canada refused to incorporate compensation for members of the Survivor Class, namely, those students who *attended* the ~~Identified Residential Schools, or other~~ Residential Schools, but who did not *reside* there.

55. The Agreement was approved by provincial and territorial superior courts from British Columbia to Quebec, and including the Northwest Territories, Yukon Territory and Nunavut, and the Agreement was implemented beginning on September 20, 2007.

56. On June 11, 2008, Prime Minister Stephen Harper on behalf of Canada, delivered an apology (“Apology”) that acknowledged the harm done by Canada’s Residential Schools Policy:

*For more than a century, Indian Residential Schools separated over 150,000 Aboriginal children from their families and communities. In the 1870's, the federal government, partly in order to meet its obligation to educate Aboriginal children, began to play a role in the development and administration of these schools. Two primary objectives of the Residential Schools system were to remove and isolate children from the influence of their homes, families, traditions and cultures, and to assimilate them into the dominant culture. These objectives were based on the assumption Aboriginal cultures and spiritual beliefs were inferior and unequal. Indeed, some sought, as it was infamously said, "to kill the Indian in the child". Today, we recognize that this policy of assimilation was wrong, has caused great harm, and has no place in our country. [emphasis added]*

57. In this Apology, the Prime Minister made some important acknowledgments regarding the Residential Schools Policy and its impact on Aboriginal Children:

{01447063.2}

*The Government of Canada built an educational system in which very young children were often forcibly removed from their homes, often taken far from their communities. Many were inadequately fed, clothed and housed. All were deprived of the care and nurturing of their parents, grandparents and communities. First Nations, Inuit and Métis languages and cultural practices were prohibited in these schools. Tragically, some of these children died while attending residential schools and others never returned home.*

*The government now recognizes that the consequences of the Indian Residential Schools policy were profoundly negative and that this policy has had a lasting and damaging impact on Aboriginal culture, heritage and language.*

*The legacy of Indian Residential Schools has contributed to social problems that continue to exist in many communities today.*

\* \* \*

*We now recognize that it was wrong to separate children from rich and vibrant cultures and traditions, that it created a void in many lives and communities, and we apologize for having done this. We now recognize that, in separating children from their families, we undermined the ability of many to adequately parent their own children and sowed the seeds for generations to follow, and we apologize for having done this. We now recognize that, far too often, these institutions gave rise to abuse or neglect and were inadequately controlled, and we apologize for failing to protect you. Not only did you suffer these abuses as children, but as you became parents, you were powerless to protect your own children from suffering the same experience, and for this we are sorry.*

*The burden of this experience has been on your shoulders for far too long. The burden is properly ours as a Government, and as a country. There is no place in Canada for the attitudes that inspired the Indian Residential Schools system to ever prevail again. You have been working on recovering from this experience for a long time and in a very real sense, we are now joining you on this journey. The Government of Canada sincerely apologizes and asks the forgiveness of the Aboriginal peoples of this country for failing them so profoundly.*

58. Notwithstanding the Apology and the acknowledgment of wrongful conduct by Canada, as well as the call for recognition from Canada's Aboriginal communities and from the *Truth and Reconciliation Commission* in its Interim Report of February 2012, the exclusion of

{01447063.2}

the Survivor Class from the Agreement by Canada reflects Canada's continued failure to members of the Survivor Class. Canada continues, as it did from the 1970s until 2006 with respect to 'residential students', to deny the damage suffered by the individual Plaintiffs and the members of the Survivor, Descendant and Band Classes.

#### **Canada's Breach of Duties to the Class Members**

59. From the formation of the Residential Schools Policy to its execution in the form of forced attendance at the Identified Residential Schools, Canada utterly failed the Survivor Class members, and in so doing, destroyed the foundations of the individual identities of the Survivor Class members, stole the heritage of the Descendant Class members and caused incalculable losses to the Band Class members.

60. The Survivor Class members, Descendant Class members and Band Class members have all been affected by family dysfunction, a crippling or elimination of traditional ceremonies, and a loss of the hereditary governance structure which allowed for the ability to govern their peoples and their lands.

61. While attending the Identified Residential School the Survivor Class members were utterly vulnerable, and Canada owed them the highest fiduciary, moral, statutory, constitutionally-mandated and common law duties, which included, but were not limited to, the duty to protect Aboriginal Rights and prevent Cultural, Linguistic and Social Damage. Canada breached these duties, and failed in its special responsibility to ensure the safety and well-being of the Survivor Class while at the Identified Residential Schools.

#### **Canada's Duties**

{01447063.2}



62. Canada was responsible for developing and implementing all aspects of the Residential Schools Policy, including carrying out all operational and administrative aspects of Residential Schools. While the Churches were often used as Canada's Agents to assist Canada in carrying out its objectives, those objectives and the manner in which they were carried out were the obligations of Canada. Canada was responsible for:

- (a) the administration of the Act and its predecessor statutes as well as all other statutes relating to Aboriginal Persons and all Regulations promulgated under these Acts and their predecessors during the Class Period;
- (b) the management, operation and administration of the Department of Indian Affairs and Northern Development and its predecessors and related Ministries and Departments, as well as the decisions taken by those ministries and departments;
- (c) the construction, operation, maintenance, ownership, financing, administration, supervision, inspection and auditing of the ~~Identified~~ Residential Schools and for the creation, design and implementation of the program of education for Aboriginal Persons in attendance;
- (d) the selection, control, training, supervision and regulation of the operators of the ~~Identified~~ Residential Schools, including their employees, servants, officers and agents, and for the care and education, control and well being of Aboriginal Persons attending the ~~Identified~~ Residential Schools;
- (e) preserving, promoting, maintaining and not interfering with Aboriginal Rights, including the right to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions and the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities; and
- (f) the care and supervision of all members of the Survivor Class while they were in attendance at the ~~Identified~~ Residential Schools during the Class Period.

63. Further, Canada has at all material times committed itself to honour international law in relation to the treatment of its people, which obligations form minimum commitments to Canada's Aboriginal Peoples, including the Survivor, Descendant and Band Classes, and which have been breached. In particular, Canada's breaches include the failure to comply with the terms and spirit of:

{01447063.2}

- (a) the *Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951., and in particular Article 2(b), (c) and (e) of that convention, by engaging in the intentional destruction of the culture of Aboriginal Children and communities, causing profound and permanent cultural, psychological, emotional and physical injuries to the Class;
- (b) the *Declaration of the Rights of the Child* (1959) G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354 by failing to provide Aboriginal Children with the means necessary for normal development, both materially and spiritually, and failing to put them in a position to earn a livelihood and protect them against exploitation;
- (c) the *Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989), and in particular Articles 29 and 30 of that convention, by failing to provide Aboriginal Children with education that is directed to the development of respect for their parents, their cultural identities, language and values, and by denying the right of Aboriginal Children to enjoy their own cultures, to profess and practise their own religions and to use their own languages;
- (d) the *International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976, in particular Articles 1 and 27 of that convention, by interfering with Class members' rights to retain and practice their culture, spirituality, language and traditions, the right to fully learn their culture, spirituality, language and traditions from their families, extended families and communities and the right to teach their culture, spirituality, language and traditions to their own children, grandchildren, extended families and communities.
- (e) the *American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V//II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992), and in particular Article XIII, by violating Class members' right to take part in the cultural life of their communities.
- (f) the *United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010, and in particular article 8, 2(d), which commits to the provision of effective mechanisms for redress for forced assimilation.

64. Canada's obligations under international law inform Canada's common law, statutory, fiduciary, constitutionally-mandated and other duties, and a breach of the aforementioned international obligations is evidence of, or constitutes, a breach under domestic law.

{01447063.2}

***Breach of Fiduciary and Constitutionally-Mandated Duties***

65. Canada has constitutional obligations to, and a fiduciary relationship with, Aboriginal People in Canada. Canada created, planned, established, set up, initiated, operated, financed, supervised, controlled and regulated the ~~Identified~~ Residential Schools and established the Residential Schools Policy. Through these acts, and by virtue of the *Constitution Act 1867*, the *Constitution Act, 1982*, and the provisions of the Act, as amended, Canada assumed the power and obligation to act in a fiduciary capacity with respect to the education and welfare of Class members.

66. Canada's constitutional duties include the obligation to uphold the honour of the Crown in all of its dealings with Aboriginal Peoples, including the Class members. This obligation arose with the Crown's assertion of sovereignty from the time of first contact and continues through post-treaty relationships. This is and remains an obligation of the Crown and was an obligation on the Crown at all material times. The honour of the Crown is a legal principle which requires the Crown to operate at all material times in its relations with Aboriginal Peoples from contact to post-treaty in the most honourable manner to protect the interests of the Aboriginal Peoples.

67. Canada's fiduciary duties obliged Canada to act as a protector of Class members' Aboriginal Rights, including the protection and preservation of their language, culture and their way of life, and the duty to take corrective steps to restore the Plaintiffs' culture, history and status, or assist them to do so. At a minimum, Canada's duty to Aboriginal Persons included the duty not to deliberately reduce the number of the beneficiaries to whom Canada owed its duties.

{01447063.2}

68. Canada's fiduciary duties and the duties otherwise imposed by the constitutional mandate assumed by Canada extend to the Descendant Class because the purpose of the assumption of control over the Survivor Class education was to eradicate from those Aboriginal Children their culture and identity, thereby removing their ability, as adults, to pass on to succeeding generations the linguistic, spiritual, cultural and behavioural bases of their people, as well as to relate to their families and communities and, ultimately, their ability to identify themselves as Aboriginal Persons to whom Canada owed its duties.

69. The fiduciary and constitutional duties owed by Canada extend to the Band Class because the Residential Schools Policy was intended to, and did, undermine and seek to destroy the way of life established and enjoyed by these Nations whose identities were and are viewed as collective.

70. Canada acted in its own self-interest and contrary to the interests of Aboriginal Children, not only by being disloyal to, but by actually betraying the Aboriginal Children and communities whom it had a duty to protect. Canada wrongfully exercised its discretion and power over Aboriginal People, and in particular children, for its own benefit. The Residential Schools Policy was pursued by Canada, in whole or in part, to eradicate what Canada saw as the "Indian Problem". Namely, Canada sought to relieve itself of its moral and financial responsibilities for Aboriginal People, the expense and inconvenience of dealing with cultures, languages, habits and values different from Canada's predominant Euro-Canadian heritage, and the challenges arising from land claims.

71. In breach of its ongoing fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties to the Survivor, Descendant and Band Classes, Canada failed, and continues to fail, to

{01447063.2}



adequately remediate the damage caused by its wrongful acts, failures and omissions. In particular, Canada has failed to take adequate measures to ameliorate the Cultural, Linguistic and Social Damage suffered by the Survivor, Descendant and Band Classes, notwithstanding Canada's admission of the wrongfulness of the Residential Schools Policy since 1998.

*Breach of Aboriginal Rights*

72. The shíshálh and Tk'emlúps people, and indeed all members of the Band Class, from whom the individual Plaintiffs have descended have exercised laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans, these Nations have sustained their individual members, communities and distinctive cultures by speaking their languages and practicing their customs and traditions.

73. During the time when Survivor Class members attended the ~~Identified~~ Residential Schools, in compliance with the Residential Schools Policy, they were taught to speak English, were punished for using their traditional languages and were made ashamed of their traditional language and way of life. Consequently, by reason of the attendance at the ~~Identified~~ Residential Schools, the Survivor Class members' ability to speak their traditional languages and practice their shíshálh, Tk'emlúps, and other, spiritual, religious and cultural activities was seriously impaired and, in some cases, lost entirely. These Class members were denied the ability to exercise and enjoy their Aboriginal Rights, both individually and in the context of their collective expression within the Bands, some particulars of which include, but are not limited to:

- (a) shíshálh, Tk'emlúps and other Aboriginal cultural, spiritual and traditional activities have been lost or impaired;

- (b) the traditional social structures, including the equal authority of male and female leaders have been lost or impaired;
- (c) the shishálh, Tk'emlúps and other Aboriginal languages have been lost or impaired;
- (d) traditional shishálh, Tk'emlúps and Aboriginal parenting skills have been lost or impaired;
- (e) shishálh, Tk'emlúps and other Aboriginal skills for gathering, harvesting, hunting and preparing traditional foods have been lost or impaired; and,
- (f) shishálh, Tk'emlúps and Aboriginal spiritual beliefs have been lost or impaired.

74. The interference in the Aboriginal Rights of the Survivor Class has resulted in that same loss being suffered by their descendants and communities, namely the Descendant and Band Classes, all of which was the result sought by Canada.

75. Canada had at all material times and continues to have a duty to protect the Class members' Aboriginal Rights, including the exercise of their spiritual practices and traditional protection of their lands and resources, and an obligation not to undermine or interfere with the individual Plaintiffs' and Class members' Aboriginal Rights. Canada has failed in these duties, without justification, through its Residential Schools Policy.

***Intentional Infliction of Mental Distress***

76. The design and implementation of the Residential Schools Policy as a program of assimilation to eradicate Aboriginal culture constituted flagrant, extreme and outrageous conduct which was plainly calculated to result in the Cultural, Social and Linguistic Damage, and the mental distress arising from that damage, which was actually suffered by the members of the Survivor and Descendant Classes.

***Negligence giving rise to Spiritual, ~~Physical, Sexual,~~ Emotional and Mental Abuse***

{01447063.2}

77. Through its Agents, Canada was negligent and in breach of its duties of care to the Survivor Class, particulars of which include, but are not limited to, the following:

- (a) it failed to adequately screen and select the individuals ~~to whom it delegated who it hired either directly or through its Agents~~ for the operation of the ~~Identified~~ Residential Schools, to adequately supervise and control the operations of the ~~Identified~~ Residential Schools, and to protect Aboriginal children from spiritual, ~~physical, sexual,~~ emotional and mental abuse at the ~~Identified~~ Residential Schools, and as a result, such abuses did occur to Survivor Class members and Canada is liable for such abuses;
- (b) it failed to respond appropriately or at all to disclosure of abuses in the ~~Identified~~ Residential Schools, and in fact, covered up such abuse and suppressed information relating to those abuses; and
- (c) it failed to recognize and acknowledge harm once it occurred, to prevent additional harm from occurring and to, whenever and to the extent possible, provide appropriate treatment to those who were harmed.

*Vicarious Liability*

78. Through its Agents, Canada breached its duty of care to the Survivor Class resulting in damages to the Survivor Class and is vicariously liable for all of the breaches and abuses committed on its behalf.

79. Further, or in the alternative, Canada is vicariously liable for the negligent performance of the fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties of its Agents.

80. Additionally, the Plaintiffs hold Canada solely responsible for the creation and implementation of the Residential Schools Policy and, furthermore:

- a. The Plaintiffs expressly waive any and all rights they may possess to recover from Canada, or any other party, any portion of the Plaintiffs' loss that may be attributable to the fault or liability of any third-party and for which Canada might reasonably be entitled to claim from any one or more third-party for contribution,

indemnity or an apportionment at common law, in equity, or pursuant to the British Columbia *Negligence Act*, R.S.B.C. 1996, c. 333, as amended; and

- b. The Plaintiffs will not seek to recover from any party, other than Canada, any portion of their losses which have been claimed, or could have been claimed, against any third-parties.

### **Damages**

81. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of mental distress and the breaches of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Survivor Class members, including the Representative Plaintiffs, suffered injury and damages including:

- (a) loss of language, culture, spirituality, and Aboriginal identity;
- (b) emotional and psychological harm;
- (c) isolation from their family, community and Nation;
- (d) deprivation of the fundamental elements of an education, including basic literacy;
- (e) an impairment of mental and emotional health, in some cases amounting to a permanent disability;
- (f) an impaired ability to trust other people, to form or sustain intimate relationships, to participate in normal family life, or to control anger;
- (g) a propensity to addiction;
- (h) alienation from community, family, spouses and children;
- (i) an impaired ability to enjoy and participate in recreational, social, cultural, athletic and employment activities;
- (j) an impairment of the capacity to function in the work place and a permanent impairment in the capacity to earn income;
- (k) deprivation of education and skills necessary to obtain gainfully employment;
- (l) the need for ongoing psychological, psychiatric and medical treatment for illnesses and other disorders resulting from the Residential School experience;
- (m) sexual dysfunction;

(01447063.2)



- (n) depression, anxiety and emotional dysfunction;
- (o) suicidal tendencies;
- (p) pain and suffering;
- (q) loss of self-esteem and feelings of degradation, shame, fear and loneliness,;
- (r) nightmares, flashbacks and sleeping problems;
- (s) fear, humiliation and embarrassment as a child and adult;
- (t) sexual confusion and disorientation as a child and young adult;
- (u) impaired ability to express emotions in a normal and healthy manner;
- (v) loss of ability to participate in, or fulfill, cultural practices and duties;
- (w) loss of ability to live in their community and Nation; and
- (x) constant and intense emotional, psychological pain and suffering.

82. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of harm and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Descendant Class members, including the Representative Plaintiffs, suffered injury and damages including:

- (a) their relationships with Survivor Class members were impaired, damaged and distorted as a result of the experiences of Survivor Class members in the ~~Identified~~ Residential Schools; and,
- (b) their culture and languages were undermined and in some cases eradicated by, amongst other things, as pleaded, the forced assimilation of Survivor Class members into Euro-Canadian culture through the operation of the ~~Identified~~ Residential Schools.

83. As a consequence of the breach of fiduciary, constitutionally-mandated, statutory and common law duties, and the intentional infliction of harm and breach of Aboriginal Rights by Canada and its Agents, for whom Canada is vicariously liable, the Band Class has suffered from the loss of the ability to fully exercise their Aboriginal Rights collectively, including the right to have a traditional government based on their own languages, spiritual practices, traditional laws {01447063.2}

and practices and to have those traditions fully respected by the members of the Survivor and Descendant Classes and subsequent generations, all of which flowed directly from the individual losses of the Survivor Class and Descendant Class members' Cultural, Linguistic and Social Damage.

#### **Grounds for Punitive and Aggravated Damages**

84. Canada deliberately planned the eradication of the language, religion and culture of Survivor Class members and Descendant Class members, and the destruction of the Band Class. The actions were malicious and intended to cause harm, and in the circumstances punitive and aggravated damages are appropriate and necessary.

85. The Class members plead that Canada and its Agents had specific and complete knowledge of the widespread physical, psychological, emotional, cultural and sexual abuses of Survivor Class members that were occurring at the ~~Identified~~ Residential Schools.

86. Despite this knowledge, Canada continued to operate the Residential Schools and took no steps, or in the alternative no reasonable steps, to protect the Survivor Class members from these abuses and the grievous harms that arose as a result. In the circumstances, the failure to act on that knowledge to protect vulnerable children in Canada's care amounts to a wanton and reckless disregard for their safety and renders punitive and aggravated damages both appropriate and necessary.

#### **Legal Basis of Claim**

87. The Survivor and Descendant Class members are Indians as defined by the *Indian Act*, R.S.C. 1985, c. 1-5. The Band Class members are bands made up of Indians so defined.

{01447063.2}

88. The Class members' Aboriginal Rights existed and were exercised at all relevant times pursuant to the *Constitution Act, 1982*, s. 35, being Schedule B to the *Canada Act 1982* (UK), 1982, c. 11.

89. At all material times, Canada owed the Plaintiffs and Class members a special and constitutionally-mandated duty of care, good faith, honesty and loyalty pursuant to Canada's constitutional obligations and Canada's duty to act in the best interests of Aboriginal People and especially Aboriginal Children who were particularly vulnerable. Canada breached those duties, causing harm.

90. The Class members descend from Aboriginal Peoples who have exercised their respective laws, customs and traditions integral to their distinctive societies prior to contact with Europeans. In particular, and from a time prior to contact with Europeans to the present, the Aboriginal Peoples from whom the Plaintiffs and Class members descend have sustained their people, communities and distinctive culture by exercising their respective laws, customs and traditions in relation to their entire way of life, including language, dance, music, recreation, art, family, marriage and communal responsibilities, and use of resources.

#### **Constitutionality of Sections of the *Indian Act***

91. The Class members plead that any section of the Act and its predecessors and any Regulation passed under the Act and any other statutes relating to Aboriginal Persons that provide or purport to provide the statutory authority for the eradication of Aboriginal People through the destruction of their languages, culture, practices, traditions and way of life, are in violation of sections 25 and 35(1) of the *Constitution Act* 1982, sections 1 and 2 of the *Canadian*

*Bill of Rights*, R.S.C. 1985, as well as sections 7 and 15 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and should therefore be treated as having no force and effect.

92. Canada deliberately planned the eradication of the language, spirituality and culture of the Plaintiffs and Class members.

93. Canada's actions were deliberate and malicious and in the circumstances, punitive, exemplary and aggravated damages are appropriate and necessary.

94. The Plaintiffs plead and rely upon the following:

*Federal Courts Act*, R.S.C., 1985, c. F-7, s. 17;

*Federal Courts Rules*, SOR/98-106, Part 5.1 Class Proceedings;

*Crown Liability and Proceedings Act*, R.S.C. 1985, c. C-50, ss. 3, 21, 22, and 23;

*Canadian Charter of Rights and Freedoms*, ss. 7, 15 and 24;

*Constitution Act, 1982*, ss. 25 and 35(1),

*Negligence Act (British Columbia)*, R.S.B.C. 1996, c. 333;

*The Canadian Bill of Rights*, R.S.C. 1985, App. III, Preamble, ss. 1 and 2;

*The Indian Act*, R.S.C. 1985, ss. 2(1), 3, 18(2), 114-122 and its predecessors.

International Treaties:

*Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, 78 U.N.T.S. 277, entered into force Jan. 12, 1951;

*Declaration of the Rights of the Child (1959)*, G.A. res. 1386 (XIV), 14 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 19, U.N. Doc. A/4354;

*Convention on the Rights of the Child*, GA res. 44/25, annex, 44 UN GAOR Supp. (No. 49) at 167, U.N. Doc. A/44/49 (1989); 1577 UNTS 3; 28 ILM 1456 (1989);




*International Covenant on Civil and Political Rights*, G.A. res. 2200A (XXI), 21 U.N. GAOR Supp. (No. 16) at 52, U.N. Doc. A/6316 (1966), 999 U.N.T.S. 171, entered into force Mar. 23, 1976;

*American Declaration of the Rights and Duties of Man*, O.A.S. Res. XXX, adopted by the Ninth International Conference of American States (1948), reprinted in *Basic Documents Pertaining to Human Rights in the Inter-American System*, OEA/Ser.L.V/II.82 doc.6 rev.1 at 17 (1992); and

*United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples*, G.A. Res. 61/295, U.N. Doc. A/RES/61/295 (Sept. 13, 2007), 46 I.L.M. 1013 (2007), endorsed by Canada 12 November 2010.

The plaintiffs propose that this action be tried at Vancouver, BC.

June 11<sup>th</sup>, 2013

  
Peter R. Grant, on behalf of  
all Solicitors for the Plaintiffs

*Solicitors for the Plaintiffs*

~~Len Marchand  
Fulton & Company LLP  
#300-350 Lansdowne Street  
Kamloops, BC  
V2C 1Y4  
Tel: (250) 372-5542  
Fax: (250) 851-2300~~

) Contact and Address for Service  
) for the Plaintiffs

Peter R. Grant  
Peter Grant & Associates  
Barristers and Solicitors

(01447063.2)

900 - 777 Hornby Street  
Vancouver, BC  
V6Z 1S4  
Tel: (604) 685-1229  
Fax: (604) 685-0244

John Kingman Phillips  
Phillips Gill LLP, Barristers  
Suite 200  
33 Jarvis Street  
Toronto, ON  
M5E 1N3  
Tel: (647) 220-7420  
Fax: (416) 703-1955

**FEDERAL COURT**  
**SOLICITORS OF RECORD**

**DOCKET:** T-1542-12

**STYLE OF CAUSE:** CHIEF SHANE GOTTFRIEDSON ET AL v HER  
MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA

**PLACE OF HEARING:** VANCOUVER, BRITISH COLUMBIA

**DATE OF HEARING:** SEPTEMBER 7 AND 8, 2021

**ORDER AND REASONS:** MCDONALD J.

**DATED:** SEPTEMBER 24, 2021

**APPEARANCES:**

Peter Grant FOR THE PLAINTIFFS  
Diane Soroka  
John Kingman Phillips  
W. Cory Wanless  
Tina Q. Yang

Lorne Lachance FOR THE DEFENDANT  
Travis Henderson  
Ainslie Harvey

**SOLICITORS OF RECORD:**

Peter Grant Law FOR THE PLAINTIFFS  
Barrister & Solicitor  
Vancouver, BC

Diane Soroka  
Avocate, Barrister & Solicitor,  
Inc.  
Westmount, QC

Waddell Phillips  
Professional Corporation

Toronto, ON

Attorney General of Canada  
Department of Justice  
Vancouver, BC

FOR THE DEFENDANT



**TAB 22b**

Federal Court



Cour fédérale

**Date: 20200310**

**Docket: T-1673-17**

**Citation: 2020 FC 320**

**Ottawa, Ontario, March 10, 2020**

**PRESENT: The Honourable Mr. Justice Phelan**

**CLASS PROCEEDING**

**BETWEEN:**

**CHERYL TILLER, MARY-ELLEN COPLAND  
AND DAYNA ROACH**

**Plaintiffs**

**and**

**HER MAJESTY THE QUEEN**

**Defendant**

**ORDER**  
**(Settlement Approval)**

**WHEREAS** this motion was made by the Representative Plaintiffs, on consent, pursuant to the *Federal Courts Rules*, SOR/98-106;

**AND WHEREAS** the Parties entered into a settlement agreement dated June 21, 2019, and a supplemental agreement dated October 1, 2019, in respect of the Representative Plaintiffs' claims against the Defendant;

**AND WHEREAS** this motion was heard on October 17, 2019;

**AND UPON READING** the motion record of the Representative Plaintiffs;

**THIS COURT ORDERS that:**

**Settlement Approval**

1. The settlement of this action as set out in the settlement agreement dated June 21, 2019 (collectively with its recitals, schedules and appendices the “Settlement” or “Settlement Agreement”), attached as Schedule A, is fair, reasonable and in the best interests of Class Members and is approved. Counsel fees are not included in this approval and are the matter of a separate decision and order.
2. The Supplemental Agreement containing the terms of appointment of the Administrator and the Assessor (the “Supplemental Agreement), attached as Schedule B, forms part of the Settlement Agreement, and is approved.
3. The Settlement Agreement, including the Supplemental Agreement, is incorporated by reference into this Order and the definitions set out in the Settlement Agreement apply to this Order.
4. The Settlement and this Order are binding on the Parties and on every Class Member, including persons under disability, unless they opted out or are deemed to have opted out of this class proceeding on or before the expiry of the Opt Out Period, being September 13, 2019.
5. The Defendant will pay all amounts required by the Settlement Agreement and this Order.

6. The Parties to the Settlement may, subject to Court approval, make non-substantive amendments to the Settlement Agreement, provided that each Party to the Settlement Agreement agrees in writing to any such amendments.

#### **Notice of Settlement Approval**

7. The long form Notice of Settlement Approval is approved substantially in the same form and content attached as Schedule C. It will be available in both English and French.
8. The short form Notice of Settlement Approval is approved substantially in the same form and content attached as Schedule D. It will be available in both English and French.
9. KCC LCC and RicePoint Administration Inc. will distribute the Notice of Settlement Approval substantially in the manner set out in the Notice Plan attached as Schedule E.
10. The Defendant will pay KCC LCC and RicePoint Administration Inc. the cost of distributing the Notice of Settlement Approval in accordance with the Notice Plan up to a maximum of \$250,000.
11. Publishing of the Notice of Settlement Approval will commence within seven (7) days of the Implementation Date.

#### **Appointment of Administrator and Assessor**

12. Deloitte LLP is appointed as the Settlement's Administrator pursuant to Section 6.041 of the Settlement Agreement.



13. The Administrator's duties and obligations as set out in the Settlement Agreement, including the Supplemental Agreement, and this Order are binding on the Administrator.
14. The Administrator will make payments to Claimants as required under the Settlement Agreement or, where the Claimant has provided the Administrator with a direction to pay her counsel or law firm in trust, to that counsel or law firm.
15. The Defendant will pay the fees, disbursements, and other costs of the Administrator in accordance with Section 6.06 of the Settlement Agreement and the Supplemental Agreement, including work undertaken for these purposes prior to the Approval Date.
16. The Honourable Louise Otis is appointed as the Settlement's Assessor, pursuant to Section 6.01 of the Settlement Agreement.
17. The Assessor's duties and obligations as set out in the Settlement Agreement, including the Supplemental Agreement, and this Order are binding on the Assessor.
18. The Defendant will pay the fees, disbursements, and other costs of the Assessor in accordance with Section 6.06 of the Settlement Agreement and the Supplemental Agreement, including work undertaken for these purposes prior to the Approval Date.
19. The Defendant and the RCMP will release to the Assessor and to the Administrator information and documents required by them or otherwise required by the Settlement Agreement or the Settlement claims process, in accordance with

the terms of the Settlement Agreement, as well as the information required by this Court's July 5, 2019 Order in this matter.

20. Neither the Assessor nor the Administrator nor their employees, agents, partners or associates can be compelled to be a witness in any civil or criminal proceeding, administrative proceeding, grievance or arbitration where the information sought relates, directly or indirectly, to information obtained by the Assessor or the Administrator by reason of the Settlement or the Settlement claims process.
21. No documents received by the Assessor or the Administrator by reason of the Settlement or the Settlement claims process, whether received directly or indirectly, are producible in any civil or criminal proceeding, administrative proceeding, grievance or arbitration.
22. No person may bring an action or take any proceeding against the Administrator or the Assessor or their employees, agents, partners, associates or successors for any matter in any way relating to the Settlement and its implementation and administration, except with leave of this Court on notice to all affected parties.

### **Dismissal and Release**

23. The action against the Defendant is dismissed. The obligations assumed by the Defendant under the Settlement Agreement are in full and final satisfaction of all Released Claims against the Releasees, and the Releasees are forever and absolutely released from the Released Claims, separately and severally, by Class Members, including persons under disability, who have not opted out and are not deemed to have opted out of this class proceeding prior to the expiration of the Opt Out Period.

24. Class Members, including persons under disability, who have not opted out and who are not deemed to have opted out of this class proceeding prior to the expiration of the Opt Out Period are barred from making any claim or taking or continuing any proceeding, including a Canadian Human Right Commission complaint or a claim pursuant to a provincial or territorial workers' compensation scheme, seeking compensation or other relief arising from or in any way related to the Released Claims against any Releasees or any other person, corporation or entity that might claim damages, contribution, indemnity or other relief from a Releasee pursuant to the provisions of the *Negligence Act*, RSBC 1996, c 333 or its counterparts in other jurisdictions, the *Police Act*, RSBC 1996, c 367 or its counterparts in other jurisdictions, the common law, Quebec civil law or any statutory liability for any relief whatsoever, including relief of a monetary, declaratory or injunctive nature.
25. Class Members who are awarded compensation under this settlement are barred from making a claim or taking or continuing any type of proceeding arising out of, or relating to, any harassment or discrimination in the workplace by any Regular Member, Special Constable, Cadet, Auxiliary Constable, Special Constable Member, Reserve Member, Civilian Member, Public Service Employee, or Temporary Civilian Employee, working within the RCMP, male or female.

#### **Prior Claims for Compensation**

26. For the purpose of facilitating the determination of a Claimant's entitlement to compensation, the Defendant is to prepare and provide to the Assessor and to

Deloitte LLP a list of Primary Class Members who have been paid by Canada further to a civil claim, grievance or harassment complaint, including a complaint to the Canadian Human Rights Commission, or who have had a prior civil claim, grievance or harassment complaint in which compensation was claimed and in which Canada was a party, including a complaint to the Canadian Human Rights Commission, otherwise resolved in respect of gender or sexual orientation based harassment or discrimination in an RCMP controlled workplace during the Class Period.

### **Continuing Jurisdiction**

27. This Court will retain continuing jurisdiction over the Settlement and its implementation, interpretation and enforcement and the Parties will report to the Court from time to time as directed by the Court but not less than every six (6) months unless otherwise ordered. The Parties will seek judgments or orders from the Court in such form as is necessary to implement and enforce the provisions of the Settlement Agreement and to supervise the ongoing performance of the Settlement Agreement.

### **Costs**

28. Each Party will bear their own costs of this application.

“Michael L. Phelan”

---

Judge



# **SCHEDULE A**

**PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL**

**THIS AMENDED AGREEMENT** is made as of the 21<sup>st</sup> day of June, 2019.

BETWEEN:

**CHERYL TILLER, MARY-ELLEN COPLAND, AND DAYNA ROACH,**  
as class action representative plaintiffs

and

**HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA,**  
represented by **THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA**

(the "Defendant")

**WHEREAS:**

- A. On November 2, 2017, the plaintiffs Cheryl Tiller, Mary-Ellen Copland, and Dayna Roach (the "Plaintiffs") commenced Federal Court Action Number T-1673-17 against Her Majesty the Queen;
- B. The Plaintiffs and the Defendant ("the Parties") recognize and acknowledge that gender and sexual orientation based harassment, gender and sexual orientation based discrimination, and sexual assault, including physical assault in the course of conduct constituting gender and sexual orientation based harassment have no place in the RCMP;
- C. The Parties agree to compensate Class Members who suffered injury as a consequence of Harassment as defined in this agreement;
- D. The Parties entered into a settlement agreement dated April 24, 2019 and wish to replace that agreement with this Agreement.

*AB*

## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

E. The Parties, subject to the Approval Order and the expiration of the Opt Out Period without the Opt Out Threshold being met or waived by the Defendant, have agreed to resolve all claims of Class Members relating to allegations of gender or sexual orientation based harassment and discrimination while working with the RCMP upon the terms contained in this Agreement, save and except those actions brought by individuals who opt out or are deemed to have opted out of this action in the manner set out in this Agreement and save and except those who have already been compensated or provided a release or consent dismissal order;

**THEREFORE**, the parties agree as follows:

### ARTICLE 1 – INTERPRETATION

#### 1.01 Definitions

In this amended Agreement, in addition to the terms defined in the description of the Parties and in the recitals set out above, the following terms will have the following meanings:

“**Administrator**” means the administrator agreed upon by the Parties to administer the Claims Process, and may be the same person as one of the Assessors if that Assessor and the Parties agree;

“**Agreement**” means this amended settlement agreement, including its recitals and Schedules and Appendices, as amended, supplemented or restated from time to time;

“**Approval Date**” means the date the Court issues the Approval Order;

“**Approval Order**” means the judgment or order of the Court approving this Agreement as fair, reasonable and in the best interests of the Class Members for the purposes of settlement of this action pursuant to the *Federal Courts Rules*, S.O.R./98-106 and the common law;

“**Assessor**” means the retired jurist(s) agreed upon by the Parties to assess the Claims made by Class Members in the Claims Process;

“**Business Day**” means a day other than a Saturday or a Sunday or a day observed as a holiday under the laws of the Province or Territory in which the person who needs to take action pursuant

PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

to this Agreement is situated or a holiday under the federal laws of Canada applicable in the said Province or Territory;

**“Canada” or “Government”** means the Government of Canada;

**“Certification Order”** means the order of the Court certifying this action as a class action for settlement purposes;

**“Child”** means a natural or legally adopted child of the Primary Class Member, or a person for whom the Primary Class Member has custody under a court order or domestic contract, or a person toward whom the Primary Class Member has demonstrated a settled intention to treat as a child of her family, except under an arrangement where the child is placed for valuable consideration in a foster home by a person having lawful custody;

**“Claim”** means a claim made by a Primary Class Member for compensation under this Agreement by submitting a Claim Form, attached as Appendix 1 to Schedule B, to the Administrator in accordance with this Agreement;

**“Claimant”** means a Primary Class Member who makes a Claim by completing and submitting a Claim Form;

**“Claim Deadline”** means 180 days from the Implementation Date;

**“Claim Form”** means the application form in Appendix 1 to Schedule B of this Agreement;

**“Class Counsel”** means Klein Lawyers LLP and Higgerty Law;

**“Class Member”** means a Primary Class Member or a Secondary Class Member;

**“Class Period”** means the period from September 16, 1974 to the date of the Certification Order;

*B*



## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

“**Claims Process**” means the plan outlined in this Agreement, including Schedules and Appendices, for the submission, assessment, determination and payment of Claims made pursuant to this Agreement;

“**Cohabit**” means to live together in a conjugal relationship outside marriage for a period of not less than three years, or in a relationship of some permanence, if the cohabiting individuals are the natural or adoptive parents of a child;

“**Court**” means Federal Court;

“**Decision**” means the decision of the Assessor with respect to a Claim;

“**Designated Contact**” means the individual(s) designated as the RCMP point(s) of contact for the Administrator and Assessor under Schedule D to this Agreement;

“**Family Members**” means the Children and current Spouse of a Primary Class Member as defined in this Agreement;

“**Harassment**” means gender and sexual orientation based improper conduct in the workplace by any Regular Member, Special Constable, Cadet, Auxiliary Constable, Special Constable Member, Reserve Member, Civilian Member, Public Service Employee, Temporary Civilian Employee, working within the RCMP, male or female, that is directed at and offensive to a Primary Class Member, including, but not limited to, at any event or any location related to Work, and that the individual engaging in such improper conduct knew or ought reasonably to have known would cause offence or harm. It comprises objectionable act(s) comment(s) or display(s) that, on the basis of gender or sexual orientation, demean, belittle, or cause personal humiliation or embarrassment, and any act of intimidation or threat. It also includes harassment within the meaning of the *Canadian Human Rights Act*, R.S.C. 1985, c. H-6, based on sex, sexual orientation, marital status, and family status. Harassment can be a series of incidents but can also be one severe incident which has a lasting impact on the individual. Harassment by members of the public is not Harassment for the purposes of this Agreement. In this Agreement, Harassment refers collectively to the behaviour previously described, gender and sexual orientation based discrimination, and sexual assault, including physical assault in the course of the conduct previously described;

PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

“**Implementation Date**” means the latest of:

- (a) the day following the last day on which a Class Member may appeal or seek leave to appeal the Approval Order; and
- (b) the date of a final determination of any appeal brought in relation to the Approval Order;

“**Opt Out Form**” means the form attached in Schedule F of this Agreement;

“**Opt Out Period**” means the 70 day period following the date of the Certification Order;

“**Opt Out Threshold**” means the Opt Out Threshold set out in Article 5.02 of this Agreement;

“**Parties**” means collectively and individually the signatories to this Agreement;

“**Primary Class Members**” means current and former living Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces who are female or publicly identify as female and who were supervised or managed by the RCMP or who worked in an RCMP controlled workplace during the Class Period, excluding individuals who are primary class members in *Merlo and Davidson v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-1685-16 and class members in *Ross, Roy, and Satalic v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-370-17 or *Association des membres de la police montée du Québec inc., Gaétan Delisle, Dupuis, Paul, Lachance, Marc v. HMTQ*, Quebec Superior Court Number 500-06-000820-163.

“**Released Claims**” means any and all actions, causes of action, common law, Quebec civil law and statutory liabilities, contracts, claims, grievances and complaints, and demands of every nature or kind available, including claims made under the Canadian Charter of Rights and Freedoms, asserted or which could have been asserted whether known or unknown including for damages, contribution, indemnity, costs, expenses and interest which any Class Member ever had, now has, or may have in the future, directly or indirectly arising from or in any way relating to or by way of any subrogated or assigned right or otherwise in relation to Harassment while working with the RCMP that occurred during the Class Period, and including any such claim made or that could



## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

have been made in any proceeding including this action, whether asserted directly by the Class Member or by any other person, group or legal entity on behalf of or as representative for the Class Member;

**“Release”** means the Defendant in this action and any applicable provincial and territorial Ministers and governments who are liable for the actions of RCMP members acting as provincial constables under provincial legislation or other provincial-federal policing agreements, and their respective officers, agents, servants and employees;

**“Request for Deadline Extension”** means the form in Appendix 2 to Schedule B of this Agreement, to be submitted when a Claimant makes a request to extend the Claim Deadline;

**“Secondary Class Members”** means any Child or Spouse of a Primary Class Member who has a derivative Claim, in accordance with applicable family law legislation;

**“Secondary Class Member Claim Form”** means the form in Appendix 1 to Schedule C;

**“Spouse”** means:

- (a) either of two persons who are currently married to each other or who have together, in good faith on the part of a person relying on this clause to assert any right, entered into a marriage that is voidable or void, and are living together; OR
- (b) either of two persons who are not married to each other and who Cohabit;

**“Travel Expenses”** has the meaning set out in the National Joint Council Travel Directive;

**“Work”** includes activities carried out by volunteers.

### 1.02 No Admission of Liability

This Agreement is not to be construed as an admission of liability by the Defendant in this action.

### 1.03 Headings

The division of this Agreement into Articles and Sections and headings are for convenience of reference only and do not affect the construction or interpretation of this

## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

Agreement. Unless something in the subject matter or context is inconsistent therewith, references to Articles, Sections and Schedules are to Articles, Sections and Schedules of this Agreement.

### 1.04 Extended Meanings

In this Agreement, words importing the singular number include the plural and vice versa, and words importing persons include individuals, partnerships, associations, trusts, unincorporated organizations, corporations and governmental authorities. The term “including” means “including without limiting the generality of the foregoing”.

### 1.05 No Contra Proferentem

The Parties acknowledge that they have reviewed and participated in settling the terms of this Agreement and they agree that any rule of construction to the effect that any ambiguity is to be resolved against the drafting Parties is not applicable in interpreting this Agreement.

### 1.06 Statutory References

In this Agreement, unless something in the subject matter or context is inconsistent or unless otherwise provided, a reference to any statute is to that statute as enacted on the date this Agreement is signed or as the same may from time to time be amended, re-enacted or replaced and includes any related regulations.

### 1.07 Day for any Action

Where the time on or by which any action required to be taken in this Agreement expires or falls on a day that is not a Business Day, such action may be done on the next succeeding day that is a Business Day.

### 1.08 Final Order

For the purposes of this Agreement a judgment or order becomes final when the time for appealing or seeking leave to appeal the judgment or order has expired without an appeal being taken or leave to appeal being sought or, in the event that an appeal is taken or leave to appeal is sought, when such appeal or leave to appeal and such further appeals as may be taken have been disposed of and the time for further appeal, if any, has expired.



**PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL**

**1.09 Schedules**

The following Schedules and Appendices to this Agreement are incorporated into and form part of this Agreement as fully as if contained in the body of this Agreement:

**SCHEDULE A – NOTICE PLAN**

- Appendix 1 – Notice of Certification and Settlement Approval Hearing
- Appendix 2 – Notice of Settlement

**SCHEDULE B – CLAIM PROCESS**

- Appendix 1 – Claim Form
- Appendix 2 – Request for Deadline Extension Form
- Appendix 3 – Class Member List
- Appendix 4 – Identification of Previous Claims
- Appendix 5 – Compensation Levels
- Appendix 6 – Compensation Amounts
- Appendix 7 – Request for Reconsideration of a Level 2 Claim Form
- Appendix 8 – Certification of No Prior Compensation Form
- Appendix 9 – Travel Claim Form
- Appendix 10 – Release of Documents and Information Held by the RCMP

**SCHEDULE C – SECONDARY CLASS MEMBER CLAIMS**

- Appendix 1 – Secondary Class Member Claim Form

**SCHEDULE D – RCMP DESIGNATED CONTACT AND CLAIMS SUPPORT PROCESS**

**SCHEDULE E – NO RETALIATION DIRECTIVE**

**SCHEDULE F – OPT OUT FORM**

**1.10 Currency**

All references to currency in this Agreement are to lawful money of Canada.

**PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL**

**ARTICLE 2 – EFFECTIVE DATE OF AGREEMENT**

**2.01 Date when Binding and Effective**

This Agreement will become effective and be binding on the Defendant and on all Class Members, including persons under disability, on the Implementation Date.

**2.02 Effective in Entirety**

None of the provisions in this Agreement will become effective unless and until the Court approves all the provisions of this Agreement, including all Schedules.

**ARTICLE 3 – IMPLEMENTATION OF THE AGREEMENT**

**3.01 Consent Certification/Approval of Notice of Certification and Settlement Approval Hearing**

1) Concurrent applications will be brought for approval of the Notice of Certification and Settlement Approval Hearing, and for consent certification of this action for the purposes of settlement in accordance with the terms of this Agreement.

2) At the same time, or at a another time to be agreed upon by the Parties, the Parties will make an application seeking orders that:

- (a) Canada release to the Designated Contact a list of potential Primary Class Members compiled by Canada
- (b) Canada compile a list of Primary Class Members who have been paid by Canada further to a civil claim, grievance or harassment complaint, including a complaint to the Canadian Human Rights Commission and/or who have had a prior civil claim, grievance or harassment complaint, in which compensation was claimed, including a complaint to the Canadian Human Rights Commission, and to which Canada was a party, otherwise resolved in respect of gender or sexual based harassment or discrimination in the workplace, in accordance with Appendix 4 to Schedule B. The list will include the name and date of birth, if available, of the individual; and

*AB*

## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

- (c) Canada provide the aforementioned lists to the Administrator and Assessor in accordance with Schedule B and Appendices 3 and 4 to Schedule B of this Agreement and will provide the list in 2(a) above to the notice provider.

### 3.02 Approval Order

An application to obtain an Approval Order of this settlement will be brought following the expiry of the Opt Out Period. The Approval Order submitted to the Court for approval will include provisions:

- (a) incorporating by reference this Agreement which includes any supplemental agreement setting out the terms of the appointment of the Administrator and Assessor in its entirety, including all Schedules and Appendices;
- (b) ordering and declaring that the Approval Order is binding on all Class Members, including persons under disability, unless they opt out or are deemed to have opted out on or before the expiry of the Opt Out Period;
- (c) ordering and declaring release of claims as set out in Article 9.01; ordering and declaring that on the expiry of the Opt Out Period all Class Members who have not opted out on or before the expiry of the Opt Out Period may not commence any proceedings, including a Canadian Human Rights Commission complaint, or a claim pursuant to provincial or territorial workers' compensation schemes seeking compensation or other relief arising from or in relation to gender or sexual orientation based Harassment while working with the RCMP during the Class Period, including any such proceeding against any person who may in turn claim against the Defendant;
- (d) ordering and declaring that Primary Class Members who are awarded compensation under this settlement are barred from making a claim or taking or continuing any type of proceeding arising out of, or relating to, any harassment or discrimination in the workplace by any Regular Member, Special Constable, Cadet, Auxiliary Constable, Special Constable Member, Reserve Member, Civilian Member, Public Service Employee, or Temporary Civilian Employee, working within the RCMP, male or female;

**PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL**

- (e) ordering and declaring that the Notice Plan in Schedule A to this Agreement is approved by the Court;
- (f) ordering Canada to release to the Administrator or Assessor information and documents required by him or her or as otherwise required in this Agreement, including Schedules and Appendices, in accordance with the terms of this Agreement;
- (g) ordering and declaring that judgments or orders will be sought from the Court in such form as is necessary to implement and enforce the provisions of this Agreement and to supervise the ongoing performance of this Agreement;
- (h) ordering and declaring that the Administrator or Assessor(s) or their staff shall not be compelled to be (a) witness(es) in any civil or criminal proceeding, administrative proceeding, grievance or arbitration where the information sought relates, directly or indirectly, to information obtained by the Administrator or Assessor(s) by reason of the Settlement or the Settlement Claims Process; and
- (i) ordering and declaring that no documents received by the Administrator or Assessor(s) shall be compelled to be produced in any civil or criminal proceeding, administrative proceeding, grievance or arbitration where the documents or information therein relate, directly or indirectly, to information sought by the Administrator or Assessor(s) by reason of the Settlement or the Settlement Claims Process.

**3.03 Court Materials**

The Parties agree to exchange materials for review and comment prior to filing such materials with the Court, at a time to be agreed by the Parties.

**3.04 Time of Filing Court Materials**

The Parties agree that no Court materials relating to this action and this Agreement will be filed with the Court until a date and place for filing is expressly agreed to by the Parties.



**PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL**

**3.05 If Settlement not Approved**

If the Court does not approve the Settlement, the parties agree to file a joint application to decertify the action as a class proceeding.

**ARTICLE 4 – NOTICE**

**4.01 Notice**

- 1) Canada agrees to pay the reasonable costs of any notices to Class Members which may be ordered by the Court.
- 2) Subject to the approval of the Court, notice to Class Members shall be published substantially in the form set out in the Notice Plan attached as Schedule A to this Agreement including its Appendices.
- 3) Prior to the publication of any notice to Class Members, the Parties shall approve the final form and content of the notice.

**ARTICLE 5 – OPT OUT PERIOD**

**5.01 Opt Out Period**

There will be an Opt Out period of 70 days following the date of the Certification Order.

**5.02 Opt Out Threshold**

- 1) In the event that the number of Primary Class Members opting out or deemed to have opted out under the Certification Order exceeds 50, this Agreement will be rendered void and set aside in its entirety subject only to the right of Canada, in its sole discretion, to waive compliance with this Section of the Agreement. Canada has the right to waive compliance with this Section of the Agreement for up to 30 days after the end of the Opt Out Period.
- 2) In the event that Canada does not waive compliance with this Section of the Agreement, the parties will make a joint application to the Court seeking to decertify this action as a class proceeding.

## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

### 5.03 Opt Out

Any Class Member may opt out of this Agreement by delivering to Klein Lawyers LLP, an executed Opt Out Form, attached as Schedule F to this Agreement, within the Opt Out Period.

### 5.04 Provision of Opt Outs

Klein Lawyers LLP shall promptly provide to the Defendant, and in any event no later than one week after the expiry of the Opt Out Period, copies of all Opt Out Forms received by Klein Lawyers LLP. Klein Lawyers LLP, shall provide to the Administrator copies of all Opt Out Forms received by Klein Lawyers, LLP, promptly after appointment of the Administrator.

## ARTICLE 6 – THE ASSESSOR AND THE ADMINISTRATOR

### The Assessor

#### 6.01 Appointment of Assessor

An Assessor, jointly agreed to by the parties, will be appointed to assess the Claims made by Class Members for compensation, with such powers, rights, duties and responsibilities as agreed to by the Parties and approved by the Court. The Assessor is not an agent, servant, or employee of Canada or a government institution for any purpose including the *Access to Information Act*, R.S.C., 1985, c. A-1, the *Privacy Act*, R.S.C., 1985, c. P-21 and the *Library and Archives of Canada Act*, S.C. 2004, c. 11, and acts solely on his or her own behalf as agreed to jointly by the Parties in the Agreement and authorized by the Court in the Approval Order.

#### 6.02 Alternative Assessor

If the Assessor becomes unable or unwilling to act, the Parties will agree upon another person to act as Assessor.

#### 6.03 Additional Assessors

The Parties may agree to retain one or more additional Assessors, to be jointly chosen by the Parties and the Assessor, to provide for the timely assessment of Claims. The additional Assessors are not agents, servants, or employees of Canada or a government institution for any

## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

purpose including the *Access to Information Act*, R.S.C., 1985, c. A-1, the *Privacy Act*, R.S.C., 1985, c. P-21 and the *Library and Archives of Canada Act*, S.C. 2004, c. 11 and act solely on their own behalf as agreed to jointly by the Parties in the Agreement and authorized by the Court in the Approval Order.

### **6.04 Assessor's Duties**

- 1) The Assessor's duties and responsibilities will include:
  - (a) responding to inquiries and correspondence respecting Claims, reviewing and evaluating all Claims, and rendering decisions in respect of Claims;
  - (b) carrying out the duties assigned to the Assessor in respect of the Claims Process in Schedule B; and
  - (c) drafting a report that will provide an overview of the Assessors' observations and recommendations stemming from his or her work in assessing Claims.
- 2) The Assessor may, at his or her discretion, delegate any duties to an additional Assessor.

### **The Administrator**

#### **6.041 Appointment of Administrator**

An Administrator, jointly agreed to by the parties, will be appointed to administer the Claims Process, with such powers, rights, duties and responsibilities as agreed to by the Parties and approved by the Court. The Administrator is not an agent, servant, or employee of Canada or a government institution for any purpose including the *Access to Information Act*, R.S.C., 1985, c. A-1, the *Privacy Act*, R.S.C., 1985, c. P-21 and the *Library and Archives of Canada Act*, S.C. 2004, c. 11, and acts solely on his, her or its own behalf as agreed to jointly by the Parties in the Agreement and as authorized by the Court in the Approval Order.

#### **6.042 Alternative Administrator**

The Parties may choose to appoint an alternative Administrator if the Administrator becomes unable or unwilling to act, or if the parties agree, for any other reason.

**PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL**

**6.043 Administrator's Duties**

The Administrator's duties and responsibilities will include:

- (a) establishing and staffing an office for the Administrator;
- (b) if the Assessor requests, in cooperation with the Assessor, establishing and staffing an office for the Assessor(s);
- (c) carrying out the duties assigned to the Administrator in respect of the Claims Process in Schedule B: and
- (d) administrative responsibilities to assist with the Assessor's duties set out in this Agreement or Schedules, or as agreed to by the Parties.

**6.05 Decisions of the Assessor(s)**

The Assessor will render a Decision in respect of a Claim to a Claimant promptly after the decision is made in accordance with paragraph 32 of Schedule B to this Agreement. A Decision of the Assessor in respect of a Claim will, subject to the limited right of a Claimant assessed at Level 2 to request a reconsideration as set out in the Claims Process in Schedule B of this Agreement, be final and binding upon the Claimant. For further clarity, there is no right of appeal or judicial review from any Decision of the Assessor.

**6.06 Fees**

The fees, disbursements, and other costs of the Assessor(s), and the Administrator, including the offices of the Administrator, the Assessor(s) and their staff, will be paid by Canada.

**ARTICLE 7 – CLAIMS PROCESS**

**7.01 Objective**

The objective of the Claims Process is to provide just compensation for meritorious Claims in a process that is both sensitive to and supportive of Primary Class Members in bringing issues forward and at the same time ensures that Claims are properly, fairly and expeditiously assessed on the basis of adequate and sufficient validation which is proportionate to the severity of the injuries alleged.





## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

### 7.02 Establishment of the Claims Process

A Claims Process will be established as set out in Schedule B of this Agreement. The Assessor and any Additional Assessors will assess each Claim and render a decision in accordance with Schedule B.

### 7.03 Claims Process

1) A Primary Class Member making a Claim will complete a Claim Form identifying herself by name and setting out in detail the basis of her membership in the class, the particulars of the harassment complained of (including events, actors, location, time frame) and of the alleged injury and damage (collectively referred to as "injury") caused.

2) The Claimant will send the Claim Form to the Administrator and, at the same time or within the time allotted in Schedule B, will provide all relevant supporting documentation in her possession or control, including medical records and reports, to prove class membership and the event(s) and injury(ies) alleged. In addition, Claimant will certify that they have not received prior compensation by providing the Administrator with the signed form provided for in Appendix 8 to Schedule B. The Claimant will also provide consent to the release of documents in the possession of the Claimant's employer or the organization for which the Claimant volunteered, the RCMP, medical practitioners, hospitals and government health authorities, and other third parties, including the Canadian Human Rights Commission and provincial or territorial workers' compensation boards, if consent is required. Relevant documents and information may include:

- (a) the particulars of the Claimant's work or volunteer activity with the RCMP;
- (b) the particulars of the occurrences of harassment (including where, when and who was involved), any reports made by the Claimant at the time, and resulting actions and results;
- (c) names and contact information of any witness to the harassment;
- (d) evidence of injuries sustained as a result of the alleged harassment, including but not limited to physical and psychological medical records, and provincial healthcare print outs (e.g. OHIP, Pharmanet, or other provincial equivalent);

## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

- (e) the Claimant's personnel file and any other file which may be relevant to the Claimant's career progression (i.e. training, assignments, job competitions) and any conduct, complaint or grievance file in relation to the matters in question; and
  - (f) any information or documents relevant to the Claimant's attempts to mitigate her injury or loss.
- 3) With respect to a Claimant whose Claim is assessed at a Level 5 or 6, the Claimant may submit a Secondary Class Member Claim Form in accordance with Schedule C.

### 7.04 Denial of Claim if Prior Compensation Received

The Assessor will deny a Claim upon determining that a previous civil claim, claim under any provincial or territorial workers' compensation scheme, grievance or harassment complaint, in which compensation was claimed, including a complaint to the Canadian Human Rights Commission, made by a Claimant with respect to the same event(s) and injury(ies) as claimed in the Claim Form has been resolved. This determination will be made in accordance with Schedule B and Appendix 4 to Schedule B of this Agreement.

### 7.05 Claim Deadline

- 1) Applications to the Claims Process will not be accepted prior to the Implementation Date or after the Claim Deadline, subject to an extension being granted in exceptional circumstances in accordance with Schedule B.
- 2) The Assessor may grant to individual Claimants an extension of the Claim Deadline in exceptional circumstances. A Primary Class Member may make a Request for Deadline Extension to the Administrator within 100 days after the expiration of the Claim Deadline for a deadline extension based on exceptional circumstances provided the Claimant includes with the request:
  - (a) a Request for Deadline Extension Form in Appendix 2 to Schedule B of this Agreement;
  - (b) reasons for the request that demonstrate exceptional circumstances;
  - (c) a completed Claim Form; and
  - (d) supporting documentation as set out in Schedule B of this Agreement.



**PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL**

- 3) Where a Primary Class Member does not submit a Claim in the prescribed form and in accordance with this Agreement that Primary Class Member will not be admitted to the process and any such entitlement to make a claim for compensation will be forever extinguished.
- 4) All Claims which have been submitted prior to the Claim Deadline or further to an extension granted in accordance with this Agreement shall be processed in accordance with Schedule B of this Agreement.
- 5) No person may submit more than one Claim Form on her own behalf.

**ARTICLE 8 – PAYMENT OF COMPENSATION**

**8.01 Payment of Compensation**

Payment of compensation will be made in accordance with the applicable legislation and government directives and policies. In accordance with Schedule B of this Agreement, funds for the payment of compensation will be provided to the Administrator by Canada IN TRUST within 7 business days of receipt by Canada of the documentation from the Administrator requesting funds for payment of compensation, unless exceptional circumstances necessitate an additional period of time in which case Canada shall make best efforts to pay compensation expeditiously within such extended periods. The Administrator will make payment to the Claimant, or where the Claimant has provided the Administrator with a direction to pay her counsel or law firm IN TRUST, to that counsel or law firm, within 60 days of the date on which a Decision is rendered by him or her in respect of a Claimant, in accordance with Schedule B of this Agreement.

**ARTICLE 9 – RELEASES**

**9.01 Releases**

The Approval Order will declare that:

- (a) The obligations assumed by Canada under this Agreement are in full and final satisfaction of all Released Claims against the Releasees;

## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

- (b) upon the Approval Date, the Releasees are forever and absolutely released separately and severally by Class Members, who have not opted out prior to the expiration of the Opt Out Period, from the Released Claims; and
- (c) Class Members, who have not opted out prior to the expiration of the Opt Out Period, are barred from making any claim or taking or continuing any proceedings arising out of or relating to the Released Claims against any Releasee or other person, corporation or entity that might claim damages, contribution, indemnity or other relief under the provisions of the *Negligence Act*, RSBC, 1996, c. 333, or its counterparts in other jurisdictions, the *Police Act*, RSBC 1996, c. 367 or, its counterpart in other jurisdictions, the common law, Quebec civil law or any statutory liability for any relief whatsoever, including relief of a monetary, declaratory, or injunctive nature, from the Releasees.

### 9.02 Cessation of Litigation

- 1) The Parties will cooperate to obtain approval of this Agreement and to facilitate general participation by Primary Class Members in the Claims Process.
- 2) On the Approval Date, Class Counsel will undertake to refrain at any time from commencing or assisting or advising on the commencement or continuation of any action or proceeding against the Releasees in any way relating to or arising from any and all claims asserted in this action. Nothing in this Agreement prevents Class Counsel from assisting with the administration of the Agreement, informing Class Members of the provisions of the Agreement, assisting Class Members with their Claims under the Agreement, or advising Class Members to obtain independent legal advice before deciding whether to opt out.

### 9.03 Consent to Dismissal

Each Class Member who has commenced any action or proceeding, including a claim under any provincial or territorial workers' compensation scheme, or a grievance or harassment complaint for compensation for harassment, including a complaint to the Canadian Human Rights Commission, relating to the same event(s) and injury(ies) as claimed in the Claim Form and has not discontinued or filed a consent dismissal, must discontinue or consent to a dismissal of such action or proceeding prior to the expiry of the Opt Out Period or is deemed to have opted out.



## PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

### ARTICLE 10 – CLAIMANT EXPENSES

#### 10.01 Claimant Expenses

Canada will reimburse a Claimant for reasonable out-of-pocket expenses incurred to obtain medical documentary evidence in support of her Claim and for travel of more than 50 kilometres from her residence if required by the Assessor to attend a personal interview with the Assessor, in accordance with National Joint Council Travel Directive.

### ARTICLE 11 – NO RETALIATION

#### 11.01 No Retaliation

The RCMP shall issue a directive substantively as set out in Schedule E, that there is to be no retaliation for making a Claim under this settlement.

### ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITY

#### 12.01 Confidentiality

Any information provided, created or obtained in the settlement and Claims Process, whether written or oral, will be kept confidential by the Parties and their counsel, all Claimants, the Assessor(s), the Administrator, the staff of the offices of the Assessor(s) and Administrator, and the Designated Contact, except where provided by law, and will not be used for any purpose other than the Claims Process unless otherwise agreed by the Parties.

#### 12.02 Destruction of Class Member Information and Records

Subject to the requirements of law, within six months of the completion of all Claimant assessments and payments through the Claims Process, the Administrator and the Assessor will destroy all Class Member information and documentation in their possession.

#### 12.03 Confidentiality of Negotiations

Save as otherwise required by law, the undertaking of confidentiality as to the discussions and all communications, whether written or oral, made in and surrounding the negotiations leading to the Agreement in Principle and this Agreement continues in force.

**PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL**

**12.04** The Assessor(s), the Administrator, and the staff of the offices of the Assessor(s) and Administrator, shall not give evidence of the fault or liability of any person in connection with this matter in any civil or criminal proceeding, administrative proceeding or arbitration.

**ARTICLE 13 – COMMUNICATIONS**

**13.01 Public Communications**

Save as otherwise required by law, the Parties will not engage in any media or public communications or disclosure of or about this Agreement until a date agreed to in writing by the Parties.

**13.02 Joint Public Announcement**

At a time agreed upon, the Parties will either make a joint public announcement or issue a joint press release of this Agreement.

**ARTICLE 14 – CONDITIONS, AMENDMENT, AND TERMINATION**

**14.01 Agreement is Conditional**

This Agreement will not be effective unless and until it is approved by the Court, and if such approval is not granted by the Court on substantially the same terms and conditions contemplated in this Agreement, this Agreement will be void and none of the Parties will be liable to any of the other Parties under this Agreement.

**14.02 Amendments**

Except as expressly provided in this Agreement, no substantive amendment or supplement may be made to the provisions of this Agreement and no restatement of this Agreement may be made unless agreed to by the Parties in writing and any such amendment, supplement or restatement is approved by the Court.

**14.03 Termination of Agreement**

This Agreement will continue in full force and effect until all obligations under this Agreement are fulfilled.



PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

ARTICLE 15 – GENERAL

**15.01 Entire Agreement**

This Agreement, including all recitals, and Schedules and Appendices, constitutes the entire agreement between the Parties with respect to the subject matter herein and cancels and supersedes any prior or other understandings and agreements between the Parties with respect to the same subject matter. There are no representations, warranties, terms, conditions, undertakings, covenants or collateral agreements, express, implied or statutory between the Parties with respect to the subject matter other than as expressly set forth or referred to in this Agreement.

**15.02 Applicable Law**

This Agreement shall be governed by, and is to be interpreted in accordance with, applicable federal laws and the laws in force in the province of British Columbia.

**15.03 Counterparts**

This Agreement may be executed in any number of counterparts, each of which will be deemed to be an original and all of which taken together will be deemed to constitute one and the same Agreement.

**15.04 Official Languages**

Prior to the Implementation Date, Canada will prepare a certified French translation of this Agreement and will pay the costs of the preparation of the translation. The English and French language versions shall be of equal weight and force at law.

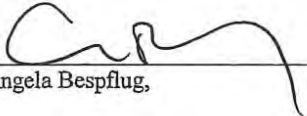
AB

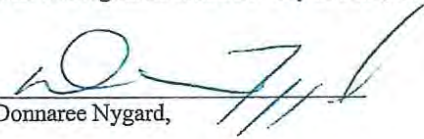
PRIVILEGED AND CONFIDENTIAL

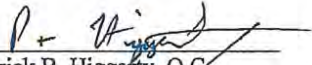
15.05 No assignment

Except as directed by court order, no amount payable under this Agreement can be assigned, and such assignment is null and void. For greater certainty, this does not prevent the Administrator from making payments to a Claimant's counsel or law firm IN TRUST where the Claimant has provided the Administrator with a direction to pay the Claimant's counsel or law firm.

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement this 21<sup>st</sup> day of June, 2019.

  
\_\_\_\_\_  
Angela Bospflug,  
  
Counsel for the Plaintiffs,  
Cheryl Tiller and Mary-Ellen Copland

  
\_\_\_\_\_  
Donnaree Nygard,  
  
Counsel for the Defendant

  
\_\_\_\_\_  
Patrick B. Higgeerty, Q.C.  
Counsel for the Plaintiff,  
Dayna Roach

2020 FC 320 (CanLII)



SCHEDULE A  
NOTICE PLANS

There will be Notice Plans prepared for the Notice of Certification and Settlement Approval Hearing and the Notice of Settlement (the Notices). The Notice Plans will be prepared by the Notice Administrator in consultation with the Parties.

The Notice Plans will provide for publication of the Notices, including in the following ways:

1. The Notices will be emailed directly to potential class members with current RCMP email addresses;
2. The Notices will be published on the class counsel's websites, and the RCMP website and intranet;
3. The Notices will be published in various Canadian newspapers;
4. A social media advertising campaign will also be utilized to create awareness of the Notices;
5. The Notices will be posted in all RCMP physical premises;
6. The Notices will be sent directly to applicable unions, municipalities, and non-profit organizations, requesting posting in physical premises and distribution to members and employees as applicable; and
7. Any other methods stipulated by the Court.

**SCHEDULE A – APPENDIX 1**

**NOTICE OF CERTIFICATION AND  
SETTLEMENT APPROVAL HEARING**

RCMP Gender and Sexual Orientation Based Harassment and Discrimination Class Action

*If you are a female or identified as a female and work or volunteer with the RCMP now or did so in the past, this notice may affect your legal rights. Please read it carefully.*

A class action lawsuit was initiated alleging gender or sexual orientation based harassment and discrimination within the RCMP. The Defendant, while not admitting liability, has agreed to a settlement of this lawsuit. A Federal Court class action has been certified on consent for the purpose of settlement.

Who is Eligible for the Proposed Settlement?

To be eligible to participate in the settlement, you must be a member of the class and have experienced gender or sexual orientation based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP. The class is defined as:

**Primary Class Members:** current and former living Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces who are female or publicly identify as female and who were supervised or managed by the RCMP or who worked in an RCMP controlled workplace during the Class Period, excluding individuals who are primary class members in *Merlo and Davidson v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-1685-16 and class members in *Ross, Roy, and Satalic v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-370-17 or *Association des membres de la police montée du Québec inc., Gaétan Delisle, Dupuis, Paul, Lachance, Marc v. HMTQ*, Quebec Superior Court Number 500-06-000820-163. The Class Period runs from September 16, 1974 to {date of certification order}.

**Secondary Class Members:** any Child or Spouse of a Primary Class Member who has a derivative claim, in accordance with applicable family law legislation.

If you *do not* wish to participate in the class action because you wish to retain the right to pursue an individual action, you must deliver a signed Opt-Out Form to Class Counsel received or postmarked no later than \*\*\*\*\*, 2019. If you do not exclude yourself by that date, you will be included in this lawsuit and will be bound by the Court's judgement on the settlement.

**You only need to file an Opt-Out Form if you wish to retain the right to pursue an individual action.**

The Opt-Out Form can be obtained from Class Counsel at the address below. It is also available on Class Counsel's websites and on the website of the Administrator.

If you have an ongoing lawsuit or other claim for compensation with respect to gender or sexual orientation based harassment or discrimination you experienced while working or volunteering with the RCMP, and you wish to participate in the proposed class action settlement, you must discontinue your lawsuit or other claim before \*\*\*, 2019. If you do not, you will be deemed by s. 334.21(2) of the *Federal Courts Rules*, S.O.R./98-106 to have opted out of the class action. Please contact your lawyer to discuss your options.

#### The Terms of the Proposed Settlement

The settlement provides six levels of compensation for Primary Class Members who experienced gender or sexual orientation based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP during the Class Period. Compensation is available for Secondary Class Members where the Primary Class Member's Claim is assessed at either of the two highest severity levels.

You can obtain a copy of the settlement agreement and the applicable schedules by contacting Class Counsel or the Administrator at the addresses below. These documents are also available on the websites of Class Counsel and the Administrator.

#### The Approval Hearing and Your Right to Participate

A motion to approve the settlement is scheduled to be heard on \*\*, 2019 at 10 am at the Federal Court, \*\*\*. Class Counsel will also ask the Court to approve an award of fees and disbursements for their work in achieving the settlement.

If you agree with the proposed settlement, you do not have to do anything at this time. If the Court approves the settlement, a notice will be published setting out the procedures for submitting a Claim.

If you disagree with the proposed settlement, you have the right to object. You may do so by delivering a letter to Class Counsel by \*\*\*\*, 2019, which Class Counsel will then provide to the Court. In your letter, you should provide your name, contact information, and a brief statement of the nature and reasons for your objection.

#### What are the Financial Consequences?

If the settlement is approved by the Court and you have not opted out of the class action prior to the opt-out deadline, you will be bound by the terms of the settlement.

The defendants have agreed to pay Class Counsel's disbursements and are making a contribution toward class counsel fees. Class Counsel will request a further class counsel fee of 15% plus applicable sales tax payable from the compensation awarded to class members under the settlement. The award of class counsel fees is subject to court approval. If approved, 15% of the

compensation awarded to Class Members will be deducted from payments to Class Members and paid to Class Counsel as a contribution toward class counsel fees.

For More Information

For more information about the settlement, contact Class Counsel at:

Klein Lawyers LLP Whitney Santos  
1385 West 8<sup>th</sup> Avenue, #400  
Vancouver, BC  
V6H 3V9  
[www.callkleinlawyers.com](http://www.callkleinlawyers.com)

Higgerty Law  
Syrrah Deckert  
Millennium Tower, Main Floor  
101, 440 2<sup>nd</sup> Avenue SW  
Calgary, AB  
T2P 5E9  
[www.higgertylaw.ca](http://www.higgertylaw.ca)

The Administrator's website is \*\*\*\*\*



**SCHEDULE A – APPENDIX 1**

**NOTICE OF CERTIFICATION AND  
SETTLEMENT APPROVAL HEARING**

RCMP Gender and Sexual Orientation Based Harassment and Discrimination Class Action

*If you are a female or identified as a female and work or volunteer with the RCMP now or did so in the past, this notice may affect your legal rights. Please read it carefully.*

A class action lawsuit was initiated alleging gender or sexual orientation based harassment and discrimination within the RCMP. The Defendant, while not admitting liability, has agreed to a settlement of this lawsuit. A Federal Court class action has been certified on consent, conditional on Court approval of the settlement.

Who is Eligible for the Proposed Settlement?

To be eligible to participate in the settlement, you must be a member of the class and have experienced gender or sexual orientation based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP. The class is defined as:

**Primary Class Members:** all female current and former living Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces, and similarly situated individuals, who worked with the RCMP during the Class Period, excluding individuals who are primary class members in *Merlo and Davidson v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-1685-16 and class members in *Ross, Roy, and Satalic v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-370-17 or *Association des membres de la police montée du Québec inc., Gaétan Delisle, Dupuis, Paul, Lachance, Marc v. HMTQ*, Quebec Superior Court Number 500-06-000820-163

**Secondary Class Members:** all persons who have a derivative claim in accordance with applicable family law legislation arising from a family relationship with a Primary Class Member.

The Class Period runs from September 16, 1974 to the date this settlement is approved by the Federal Court.

If you *do not* wish to participate in the class action because you wish to retain the right to pursue an individual action, you must deliver a signed Opt-Out Form to Class Counsel received or postmarked no later than \*\*\*\*\*, 2019. If you do not exclude yourself by that date, you will be included in this lawsuit and will be bound by the Court's judgement on the settlement.

**You only need to file an Opt-Out Form if you wish to retain the right to pursue an individual action.**

The Opt-Out Form can be obtained from Class Counsel at the address below. It is also available on Class Counsel's websites and on the website of the Administrator.

If you have an ongoing lawsuit or other claim for compensation with respect to gender or sexual orientation based harassment or discrimination you experienced while working or volunteering with the RCMP, and you wish to participate in the proposed class action settlement, you must discontinue your lawsuit or other claim before \*\*\*, 2019. If you do not, you will be deemed by s. 334.21(2) of the *Federal Courts Rules*, S.O.R./98-106 to have opted out of the class action. Please contact your lawyer to discuss your options.

#### The Terms of the Proposed Settlement

The settlement provides six levels of compensation for Primary Class Members who experienced gender or sexual orientation based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP during the Class Period. Compensation is available for Secondary Class Members where the Primary Class Member's Claim is assessed at either of the two highest severity levels.

You can obtain a copy of the settlement agreement and the applicable schedules by contacting Class Counsel or the Administrator at the addresses below. These documents are also available on the websites of Class Counsel and the Administrator.

#### The Approval Hearing and Your Right to Participate

A motion to approve the settlement is scheduled to be heard on \*\*, 2019 at 10 am at the Federal Court, \*\*\*\*. Class Counsel will also ask the Court to approve an award of fees and disbursements for their work in achieving the settlement.

If you agree with the proposed settlement, you do not have to do anything at this time. If the Court approves the settlement, a notice will be published setting out the procedures for submitting a Claim.

If you disagree with the proposed settlement, you have the right to object. You may do so by delivering a letter to Class Counsel by \*\*\*\*\*, 2019, which Class Counsel will then provide to the Court. In your letter, you should provide your name, contact information, and a brief statement of the nature and reasons for your objection.

#### What are the Financial Consequences?

If the settlement is approved by the Court and you have not opted out of the class action prior to the opt-out deadline, you will be bound by the terms of the settlement.

The defendants have agreed to pay Class Counsel's disbursements and are making a contribution toward class counsel fees. Class Counsel will request a further class counsel fee of 15% plus applicable sales tax payable from the compensation awarded to class members under the

settlement. The award of class counsel fees is subject to court approval. If approved, 15% of the compensation awarded to Class Members will be deducted from payments to Class Members and paid to Class Counsel as a contribution toward class counsel fees.

For More Information

For more information about the settlement, contact Class Counsel at:

Whitney Santos  
Klein Lawyers LLP  
1385 West 8<sup>th</sup> Avenue, #400  
Vancouver, BC  
V6H 3V9  
[www.callkleinlawyers.com](http://www.callkleinlawyers.com)

Syrrah DeckertHiggerty Law  
Millennium Tower, Main Floor  
101, 440 2<sup>nd</sup> Avenue SW  
Calgary, AB  
T2P 5E9  
[www.higgertylaw.ca](http://www.higgertylaw.ca)

The Administrator's website is \*\*\*\*\*

## SCHEDULE A – APPENDIX 2

### NOTICE OF SETTLEMENT

#### RCMP Gender and Sexual Orientation Based Harassment and Discrimination Class Action

*If you are a female or identified as a female and work or volunteer with the RCMP now or did so in the past, this notice may affect your legal rights. Please read it carefully.*

On \*\*\*, the Federal Court approved a settlement of the class action *Tiller at al v. Her Majesty the Queen*. The class action concerns allegations of gender and sexual orientation based harassment and discrimination within the RCMP.

#### Who is Eligible for the Settlement?

To be eligible to participate in the settlement, you must be a member of the class and have experienced gender or sexual orientation based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP. The class is defined as:

**Primary Class Members:** current and former living Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces who are female or publicly identify as female and who were supervised or managed by the RCMP or who worked in an RCMP controlled workplace during the Class Period, excluding individuals who are primary class members in *Merlo and Davidson v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-1685-16 and class members in *Ross, Roy, and Satalic v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-370-17 or *Association des membres de la police montée du Québec inc., Gaétan Delisle, Dupuis, Paul, Lachance, Marc v. HMTQ*, Quebec Superior Court Number 500-06-000820-163. The Class Period runs from September 16, 1974 to \*\*\*\*, 2019 (the date of the Certification Order issued by the Federal Court).

**Secondary Class Members:** any Child or Spouse of a Primary Class Member who has a derivative claim in accordance with applicable family law legislation.

Anyone who has opted out of the class action is not eligible for compensation under the settlement.

#### What are the Terms of the Settlement?

The settlement provides six levels of compensation for Primary Class Members who experienced gender or sexual orientation based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP during the Class Period. Compensation is available for Secondary Class Members where the Primary Class Member's Claim is assessed at either of the two highest severity levels.



You can obtain a copy of the settlement agreement and the applicable schedules by contacting Class Counsel or the Administrator at the addresses below. These documents are also available on the websites of Class Counsel and the Administrator.

How Do I Make a Claim?

Primary Class Members must submit a Claim Form together with all supporting documentation to the Administrator on or before \*\*\*\*. Primary Class Members whose claims are approved at either of the two highest levels will be provided with a Secondary Class Member Claim Form.

For More Information and to Obtain a Claim Form

To obtain a Claim Form, contact the office of the Administrator at:

\*\*\*\*\*

Claim Forms can be completed electronically on the Administrator's website, \*\*\*\*\*.

For more information about the terms of the settlement or how to make a Claim, you may contact Class Counsel:

Klein Lawyers LLP  
Whitney Santos  
1385 West 8<sup>th</sup> Avenue, #400  
Vancouver, BC  
V6H 3V9  
[www.callkleinlawyers.com](http://www.callkleinlawyers.com)

Higgerty Law  
Syarah Deckert  
Millennium Tower, Main Floor  
101, 440 2<sup>nd</sup> Avenue SW  
Calgary, AB  
T2P 5E9  
[www.higgertylaw.ca](http://www.higgertylaw.ca)

## SCHEDULE B

### CLAIMS PROCESS

#### **Definitions**

In this Schedule:

“**List**” means the List provided by Canada under Schedule B, Appendix 3, “Class Membership List”.

#### **Supplementary Agreement**

1. Pursuant to section 3.02(a) of the Agreement, the Parties will enter into a supplementary agreement that identifies the Assessor(s) and Administrator of this settlement and the terms of their appointment, at least seven days before the hearing for the Approval Order.

#### **Obligations of Canada**

2. Canada shall pay compensation to the Claimants only as is set out and in accordance with this Claims Process.

3. Payment will be made to the Claimants in accordance with the determinations made by the Assessor(s) as set out below.

4. Canada will provide the compensation payments to the Administrator, who will administer the payment of Claims in accordance with the Agreement and this Claims Process.

#### **Language of work**

5. The Administrator and Assessor(s) or their Offices must provide services in both official languages. All communications between the Administrator or Assessor(s) and Claimants will be in the official language of the Claimant's choice.

#### **Development of Claims Process**

6. The Administrator shall develop an administrative process to administer the Claims of potential class members pursuant to the Agreement, including this Schedule, including:

- (a) Establish and manage a trust account to administer settlement funds;
- (b) Develop a process acceptable to the Parties to receive Claims by mail, fax, email, or on the Administrator's website, at the choice of Claimants;

- (c) Provide information and respond to administrative inquiries concerning the Claims Process, or refer Claimants to Class Counsel or the Assessor;
- (d) Create and maintain an accessible website that provides Claim Forms and any related forms, information about the settlement and claims process, provides contact information and includes terms of use governing the Claimants' use of the website, including the Administrator's privacy policy, and the privacy policy that applies to the Office of the Administrator and the Assessors;
- (e) Create a secure Claims management platform that allows Claimants, the Administrator, and the Assessor to submit information and review files as required;
- (f) Ensure completeness of the Claims and contact Claimants where information is incomplete;
- (g) Conduct a preliminary review of class membership;
- (h) Acknowledge receipt of Claims;
- (i) Liaise with Canada or applicable third parties to obtain Claimants' records and other information, including as directed by the Assessor;
- (j) Prepare the Claims Package, as defined below, in a manner acceptable to the Assessor and transmit files to the Assessor in a timely manner, including the results of the Administrator's preliminary review of class membership; and
- (k) Keep accurate and complete records to allow for verification, audit, or review as required by the Agreement.

#### **Coordination between the Assessor and the Administrator**

7. The Administrator shall coordinate with the Assessor to ensure that its process and product are designed to ensure efficient administration of the Assessor's mandate.
8. Such coordination with the Assessor or her or his designates shall begin as soon as is reasonably practicable and shall continue throughout the administration of the Agreement as may be reasonably required from time to time.

#### **Claimant Application**

9. Applications to the Claims Process will not be accepted prior to the Implementation Date or after the Claim Deadline, subject to an extension being granted to an individual Claimant in exceptional circumstances in accordance with this Schedule.
10. The Assessor may grant to individual Claimants an extension of the Claim Deadline in exceptional circumstances. A Primary Class Member may make a request to the Assessor through the Administrator within 100 days after the expiration of the Claim Deadline for a deadline extension based on exceptional circumstances provided the Claimant includes with the request:
  - (a) a Request for Deadline Extension Form in Appendix 2 to this Schedule;

- (b) reasons for the request that demonstrate exceptional circumstances;
  - (c) a completed Claim Form; and
  - (d) supporting documentation as set out below, in the Claim Form or as requested by the Assessor, whether directly to the Assessor or through the Administrator.
11. No person may submit more than one Claim Form on her own behalf.
12. Where a Class Member does not submit a Claim Form, as prescribed in this Agreement, that Class Member will not be admitted to the Claims Process and any entitlement to make a Claim for compensation will be forever extinguished.
13. All Claims which have been submitted prior to the Claim Deadline or further to an extension granted in accordance with this Schedule shall be processed in accordance with this Schedule.
14. A Primary Class Member making a Claim will complete a Claim Form provided in Appendix 1 to this Schedule, setting out in detail the basis of her membership in the class, the particulars of the harassment complained of (including events, actors, location, time frame) and of the alleged injury and damage (collectively referred to as “injury”) caused.
15. A Claimant will provide the Claim Form in Appendix 1 to this Schedule to the Administrator within 180 days from the Implementation Date and, at the same time or within 60 days of the submission of the Claim Form, will provide relevant supporting documentation in her possession or control, including medical records and reports.
16. Relevant supporting documents and information will include, but not be limited to:
- (a) the particulars of the Claimant’s work or volunteer activity with the RCMP;
  - (b) the particulars of the occurrences of Harassment (including where, when and who was involved), any reports made by the Claimant at the time, and resulting actions and results;
  - (c) names and contact information of any witness to the Harassment;
  - (d) evidence of injuries sustained as a result of the alleged Harassment, including but not limited to physical and psychological medical records; and provincial healthcare print outs (e.g. OHIP, Pharmanet, or other provincial equivalent);
  - (e) the Claimant’s personnel file and any other file which may be relevant to the Claimant’s career progression (i.e. training; assignments; job competitions) and any conduct, complaint or grievance file in relation to the matters in question; and
  - (f) any information or documents relevant to the Claimant’s attempts to mitigate her injury or loss.



17. The Administrator may make inquiries of a Claimant to request information or documentation to ensure the completeness of Claims and to conduct a preliminary review of class membership. If the Claimant is represented by counsel, the request will be made to the Claimant's counsel. The Administrator may set a deadline of up to 60 days for the Claimant to provide the additional information or documentation, subject to the discretion of the Assessor to extend the deadline upon the written request of the Claimant or her counsel.

#### **Consent to Release of Supporting Documentation**

18. The Claimant will also provide written consent to the release of documents in the possession of the Claimant's employer or the organization for which the Claimant volunteered, the RCMP, medical practitioners, hospitals and government health authorities, and other third parties if consent is required, in the form contained in Appendix 1 to this Schedule.

#### **Attestation**

19. A Claimant seeking compensation shall certify in writing that the information provided in the Claim Form is true to the best of her knowledge, and that she has, to the best of her knowledge, provided, either directly or by providing her consent to its release, the relevant documents with respect to her Claim. In addition, a Claimant will certify that they have not received prior compensation by providing the Administrator with the signed form provided for in Appendix 8 to Schedule B.

#### **Information and Document Gathering by the Administrator**

20. The Administrator will ensure that all information and documents required by the Agreement have been gathered from the Claimant, the RCMP, and third parties, in accordance with the Agreement and this Schedule.

#### **Review of Class Membership – Administrator**

21. The onus will be on the Claimant to prove class membership.

22. The Administrator will conduct a preliminary review of class membership, prior to the Assessor, by:

- (a) reviewing a Claimant's Claim Form and supporting documentation;
- (b) checking the List provided by Canada, keeping in mind that the list may not be complete; and
- (c) if necessary, seeking information directly from the Claimant or from a third party, if the Claimant is not on the List, keeping in mind the importance of maintaining the Class Members' confidentiality to the extent possible.

23. The Administrator will make a preliminary recommendation as to whether the Claimant is a class member.

**Prior Compensation – Administrator**

24. Canada shall carry out the measures set out in Appendix 4 of this Schedule in order to satisfy Canada regarding whether a Claimant has been paid by Canada or a prior claim by her against Canada was otherwise resolved in respect of the same event(s) and injury(ies) as claimed in the Claim Form.

25. The Administrator will check to see if the Claimant's name is on the list of individuals paid prior compensation by Canada. It remains the Assessor's decision whether the Claim is precluded as a result.

**Claim Package**

26. The Administrator will assemble all Claimant material in an organized manner (the "Claim Package"). The Administrator will provide to the Claimant information and copies of documents which pertain solely to the Claimant. Copies of documents obtained from the RCMP, other government institutions, and the Claimant's employer or the organization for which the Claimant volunteered and which contain third party information will not be provided or disclosed to the Claimant.

27. The Administrator will also include in the Claim Package the Administrator's preliminary recommendation on class membership and whether the Claimant was on the list of individuals paid prior compensation.

28. The Administrator will provide a copy of the Claim Package to the Assessor.

29. The Assessor may make inquiries of a Claimant to request additional information or documentation to clarify any concerns, ambiguities or inconsistencies in the Claim, either directly or through the Administrator. If the Claimant is represented by counsel, the request will be made to the Claimant's counsel. The Assessor may set a deadline of up to 60 days for the Claimant to provide the additional information or documentation, subject to the discretion of the Assessor to extend the deadline upon the written request of the Claimant or her counsel.

**Verification of Class Membership – Assessor**

30. Before determining whether a Claimant is entitled to compensation, the Assessor must be satisfied that the Claimant is a Primary Class Member as defined in the Agreement.

31. The Assessor will take any additional necessary steps to verify that a Claimant is a Primary Class Member, keeping in mind the importance of maintaining the Class Members' confidentiality to the extent possible.

32. Where the Assessor has doubt that the Claimant is a Primary Class Member, he or she may request additional evidence of Class Membership from the Claimant or third parties sufficient to satisfy the Assessor.

33. If the Assessor cannot verify that the Claimant is a Primary Class Member, he or she shall deny the Claim and shall so notify the Claimant.

**Prior Compensation – Assessor**

34. The Assessor shall make all reasonable attempts to determine whether a Claimant has been paid, or a prior claim for compensation by her was otherwise resolved, in respect of the same event(s) and injury(ies) as claimed in the Claim Form and will comply with Appendix 4 of this Schedule. The Assessor may direct the Administrator to obtain information or obtain documents to facilitate the Assessor's determination.

**Assessment and Determination of Claims**

35. The Assessor shall determine whether the Claimant experienced Harassment at any time during the Class Period. If the Assessor cannot verify that the Claimant experienced Harassment he/she shall deny the Claim and shall so notify the Claimant.

36. If the Assessor determines that the Claimant experienced Harassment during the Class Period, the Assessor shall determine whether the Claim falls within Level 1 to 2 or within Level 3 to 6, by reference to Appendix 5 to this Schedule.

***Level 1 and 2 Claims***

37. For a Level 1 or 2 Claim, the Assessor will conduct a paper review of the Claim Package and determine:

- (a) whether, on a balance of probabilities, the alleged events occurred and, if so, in or in relation to the workplace, and during the Class Period;
- (b) whether the events found to have occurred constitute Harassment within the definition set out in the Agreement;
- (c) the nature and severity of harm suffered by the Claimant that was caused or contributed to by the Harassment that is found to have occurred; and
- (d) the level of compensation to be awarded in accordance with Appendix 6 of this Schedule.

38. Within 30 days of a Claimant being sent the Assessor's Decision of a Level 2 Claim, the Claimant may, by submitting to the Administrator a Request for Reconsideration of a Level 2 Claim form in Appendix 7 to this Schedule, request that the Assessor reconsider his or her Decision where:

- (a) the Claimant provides reasonable grounds to show that the Claim should be determined in accordance with the process applicable to Levels 3, 4, 5 and 6 Claims; and
- (b) the Claimant has additional documentation or information that was not reasonably available to the Claimant prior to the expiry of 60 days following the submission of her Claim Form.

39. The deadline for submitting a Request for Reconsideration will be stipulated in a cover letter sent to the Claimant with the Level 2 Decision.

40. Upon receipt by the Assessor of a Request for Reconsideration for a Level 2 Claim, if the Assessor grants the request, then the provisions applicable to higher level Claims apply, including a personal interview.

#### ***Level 3 to 6 Claims***

41. For a Level 3 to 6 Claim the Assessor will review the Claim Package and will interview the Claimant. The Assessor, may, in his or her discretion, seek any information necessary to properly determine the Claim and may direct the Administrator to seek this information for the Assessor.

42. The Assessor shall orally put to the Claimant in the interview any information which may be unfavourable to the Claimant's allegations, including third party information not otherwise disclosed to the Claimant, and give her an opportunity to respond. The Claimant shall treat as confidential any third party information put to her by the Assessor in the course of the Claims Process and shall not disclose such information in any manner to anyone other than legal counsel retained to act for her, if any, in the Claims Process, and shall not use such information except for the sole purpose of advancing her Claim.

43. Claimants may retain a lawyer; however, these lawyers will not be permitted to participate in interviews. The Claimant may have a friend, family member, or treating health care professional present at the personal interview for the purpose of providing emotional support.

44. If the Assessor requires a Claimant to travel more than 50 kilometers from her residence to attend a personal interview with the Assessor, upon submission of a Travel Claim in Appendix 9 to this Schedule to the Administrator, she will be reimbursed for personal travel expenses in accordance with the National Joint Council Travel Directive. Any person referred to in the previous paragraph who is accompanying the Claimant will not be reimbursed for travel expenses.

45. The Assessor will consult with a roster of consultants/experts, including but not limited to a medical doctor, a psychiatrist, and a human resources expert as deemed necessary by him or her to properly determine a Claim. The purpose of such consultation is to provide the Assessor with an expert opinion. The Assessor shall make his or her own determination on all aspects of the Claim.

#### **Determination of Claim**

23. Upon completion of the interview and review as set out above, the Assessor will then determine:

- (a) whether, on a balance of probabilities, the alleged events occurred and, if so, in or in relation to the workplace, and during the Class Period;



- (b) whether the events found to have occurred constitute Harassment within the definition set out in this Agreement;
- (c) the nature and severity of the injury suffered by the Claimant that was caused or contributed to by the Harassment that is found to have occurred; and
- (d) the level of compensation in accordance with the Compensation Levels in Appendix 5 of this Schedule.

46. The Assessor may deny any Claim as unproven or on the basis that the events do not constitute Harassment.

47. The Assessor shall render a Decision in respect of a Claim and provide it to the Claimant promptly after the Decision is made, setting out the Compensation Level determined and the amount of compensation to be paid. A Decision of the Assessor in respect of a Claim will, subject to the limited right of a Claimant assessed at Level 2 to request a reconsideration as set out in paragraph 22 of this Schedule, be final and binding upon the Claimant. For further clarity, there is no right of appeal or judicial review from any Decision of the Assessor.

#### **Payment of Compensation**

48. Payment of compensation to a Claimant will be administered by the Administrator following a decision of an Assessor. The Administrator will request and receive the necessary funds from the individual within the RCMP Corporate Accounting, Policy and Control identified by the RCMP for this purpose (the "RCMP Representative"). A request for funds can be made on a case-by-case basis or in bulk for an aggregate amount required for the payment of multiple Claims. The Administrator will make a request for funds to the RCMP Representative either once per month, on the first day of the month, or twice per month, on the first and fifteenth day of the month.

49. When requesting funds for payment of compensation, the Administrator will provide to the RCMP Representative a copy of the Assessor's Decision in respect of each Claimant listing the amount of compensation, with the Claimant's name redacted and replaced by a unique numerical pseudonym.

50. In order to comply with the *Financial Administration Act*, R.S.C., 1985, c. F-11 and Treasury Board policies, the RCMP must keep records of the name of any individual who receives compensation, the amount of the compensation and the reason for payment.

51. To satisfy government financial accountability and audit requirements, the Administrator will also provide a document to be seen only by the RCMP Representative that identifies the names that correspond with the unique numerical pseudonyms. In the event the RCMP Representative is unavailable or unable to carry out the responsibilities set out in this Agreement, those responsibilities shall be carried out by the Director General, RCMP Corporate Accounting, Policy and Control (the "DG CAPC") or the RCMP Chief Financial Administrative Officer ("the CFAO"). Once the RCMP Representative, the DG CAPC or the CFAO is satisfied as to the purpose of the payment and the individual

recipient the RCMP Representative, the DG CAPC or CFAO will issue the funds IN TRUST to the Administrator.

52. The RCMP Representative shall keep a list of Claimants who are awarded compensation under the Claim Process, comprising Claimant name, compensation amount, and the numerical pseudonym applicable to that Claimant, as well as the Decision and short summary of the Assessor's justification. The list and the Decisions and summary for justification will be kept in a locked safe in a location to which only the RCMP Representative, and, when the RCMP Representative is unavailable or unable to carry out the responsibilities set out in this agreement, the DG CAPC or the CFAO, will have access. Only the RCMP Representative, the DG CAPC and the CFAO will know the combination to the safe.

53. In the event that an audit or any other required process is undertaken, the RCMP Representative may provide the list to the auditor to show compliance with government financial accountability and audit requirements.

54. The RCMP Representative must also be satisfied that a Claimant has not already received compensation for the same event(s) and injury(ies) that are the subject of the Decision. The summary of justification sent to RCMP Representative with the Decision of the Assessor with respect to each Claimant shall contain a statement indicating that the Claimant has signed the Certification of No Prior Compensation form in Appendix 8 of this Schedule.

55. To preserve the confidentiality of the identity of Claimants, the RCMP Representative will not disclose the names of Claimants except in accordance with this Schedule.

56. For the purposes of this Schedule, the RCMP Representative may be assisted by two additional persons within the Office of the DG CAPC: (i) the Director of Internal Control; and, (ii) the Senior Financial Manager of Internal Control, each of whom are subject to the same confidentiality provision applicable to the RCMP Representative as set out in this Schedule. Any reference to the RCMP Representative includes a reference to each of the Director of Internal Control and the Senior Financial Manager of Internal Control.

57. The Administrator will establish and maintain an interest-earning trust account that will be used to make payments to Claimants.

58. The trust account will be established with a Canadian financial institution that is a member of the Canadian Payments Association. The Administrator shall employ a transaction reconciliation service with the Canadian financial institution such that cheques and Electronic Funds Transfers (EFTs) must be matched and balanced by the institution against the issued cheque and EFT records on a daily basis.

59. All interest accrued in the trust account will be remitted to Canada, less any amount required to cover bank fees associated with the account.

60. The Administrator will make all deposits and withdrawals relating to Claimant compensation from the trust account identified in this Schedule.
61. The Administrator shall not deposit or make withdrawals from the trust account for any item other than Claimant compensation or for the reimbursement of expenses owed to the Claimant under this Settlement Agreement.
62. Canada will make payment to the Administrator's trust account within 7 business days of receipt and validation by Canada of the documentation requesting funds for payment of compensation.
63. The Administrator shall withhold from payment to Claimants any percentage or amount ordered by the Federal Court to be paid to Class Counsel in respect of Class Counsel fees. The Administrator shall make such payment to Class Counsel in accordance with the order of the Federal Court.
64. Except in the case of Level 2 Claims, within 60 days of the date on which a Decision is rendered in respect of a Claimant, the Administrator shall make payment to the Claimant or, where the Claimant has provided the Administrator with a direction to pay her counsel or law firm IN TRUST, to that counsel or law firm, in an amount equal to the amount to which the Assessor has determined that she is entitled, less any amount withheld for payment to Class Counsel.
65. In respect of Level 2 Claims, the Administrator will make payment to the Claimant or, where the Claimant has provided the Administrator with a direction to pay her counsel or law firm IN TRUST, to that counsel or law firm, within 60 days after the earliest of:
  - (a) 30 days after the Claimant is sent the Assessor's Decision and no Request for Reconsideration has been received by the Administrator;
  - (b) the Claimant's Request for Reconsideration is denied; or
  - (c) the Administrator receives confirmation from the Claimant that she is waiving her right to submit a Request for Reconsideration.
66. Monthly, or more frequently if required, the RCMP Representative, will attend at the office of the Administrator and will review/reconcile the Administrator's trust account and specific documents in files (i.e., confirming assessment level, reviewing proof of class membership, matching names of payees, amounts, dates of deposit, dates of payment and balance of funds). The Administrator and the RCMP Representative, will agree to a mutually convenient time for these meetings. A workspace will be made available to the RCMP Representative when attending the office of the Administrator.
67. 120 days after the Administrator makes the final payment(s) to Claimants, at the completion of the Claims Process the RCMP Representative, will attend at the office of the Administrator to conduct a final reconciliation of all payments in the Trust Account records and the list(s) of Claimants.

68. Under paragraph 64(1) and 64(2)(b) of the *Financial Administration Act*, R.S.C., 1985, c. F-11, Canada is required to provide the name of an individual recipient of compensation to the Public Account, and may withhold same only if permission is given by the Public Account Committee through the Office of the Comptroller General. Canada will seek permission to withhold the names of individual recipients of compensation under this Agreement, and will only provide the names if permission to withhold them is denied.



**SCHEDULE B – APPENDIX 1**

**TILLER | COPLAND | ROACH SETTLEMENT**

Female Non-RCMP Employee Class Action against the RCMP

**CLAIM FORM**

**TABLE OF CONTENTS**

**I NOTE TO CLAIMANTS** .....2

**II INSTRUCTIONS** .....5

**III TIMELINE** .....7

**IV CLAIM FORM** .....9

**Section A** Personal information .....9

**Section B** Information related to harassment .....13

**Section C** Treatment .....19

**Section D** Other information about you .....21

**Section E** Your education and work history .....23

**Section F** Effects of gender or sexual orientation based or sexual orientation harassment on your employment and career .....25

**DECLARATION** .....30

**AUTHORIZATION AND DIRECTION TO RELEASE INFORMATION** .....33

**CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION** .....34

**SUBMISSION CHECKLIST** .....35

## CLAIM FORM

### I - NOTE TO CLAIMANTS

This *Claim Form* is part of an out-of-court dispute resolution process. This Claims Process is a voluntary, flexible, and confidential process. The Assessor<sup>1</sup> will consider the information that you provide and may discuss the events that happened to you in order to decide if, and how much compensation to award you.

The Claims Process is not a judicial process or arbitration. This is a private initiative of the RCMP and Tiller Class Action Parties. This process is directed solely to Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces who are female or publicly identify as female and who were supervised or managed by the RCMP or who worked in an RCMP controlled workplace during the Class Period and who were subjected to gender or sexual orientation based harassment and discrimination by any Regular Member, Special Constable, Cadet, Auxiliary Constable, Special Constable Member, Reserve Member, Civilian Member, Public Service Employee, Temporary Civilian Employee while working or volunteering with the RCMP.

#### Getting counseling, support and legal assistance

If you have any questions regarding this Claim Form or the Independent Claims Process, please call XXXXX or email your questions to XXXXX.

Throughout this Independent Claims Process, you will be asked information about the harassment and discrimination you suffered while working or volunteering with the RCMP. This Claim Form asks you to describe in detail the gender or sexual orientation based harassment and discrimination and how it has affected you. The questions contained in this Claim Form, including questions pertaining to the description of the gender or sexual orientation based harassment and discrimination, may disturb you.

If you feel anxious or unwell when you think about your experience, or while you are filling out this Claim Form, we encourage you to seek support from someone, such as a family member, counselor, treating health care professional, friend, or someone else from your community.

Any legal fees incurred will be the sole responsibility of the individual who retained the legal services.

---

<sup>1</sup> Additional Independent Assessors may be appointed to assist with the interview process and make decisions regarding level 3 to 6 claims. Where reference is made to the Independent Assessor, this may include any Additional Assessor who is appointed.

## CLAIM FORM

**Providing Completed Claim Forms**

You should not complete a Claim Form if you were a Class Member in the *Merlo/Davidson* class action, the *Ross/Roy/Satalic* class action, the *Association des membres de la police montée du Québec inc.*, *Gaëtan Delisle, Dupuis, Paul, Lachance, Marc v. HMTQ* class action, or if you have already been compensated from any source for the same injury(ies) and event(s) in your Claim Form. **You must also provide a completed Certification of no Prior Compensation along with your Claim Form.**

**Supporting documents**

**When you provide your Claim Form, it is your responsibility to also provide any relevant documents that demonstrate that you worked or volunteered with the RCMP and documents that support your harassment or discrimination claim.** Documents that are not immediately available can be sent as soon as they are available but no later than 60 days of submitting your Claim Form. The Administrator must be notified that documents will be sent after the filing of the Claim Form.

Relevant documents include those that provide:

- proof that you worked or volunteered with the RCMP (including, for example, personnel file, proof of an RCMP email address, employment contract or business card indicating your workplace, or other document referencing your work or volunteer activity with the RCMP);
- information outlining your role and interactions with the RCMP;
- the details of the harassment or discrimination you experienced;
- names of any witnesses to the harassment;
- details of the injuries or harm you experienced (for example physical or psychological medical records);
- information about any complaint, grievance, Canadian Human Rights Commission complaint or workers' compensation claim, related to the harassment or discrimination; and
- details about your efforts to recover from your injuries or losses.

**Providing consent to release information**

You will also be asked to provide written consent to allow the Administrator or Independent Assessor to request the release of documents and records possessed by your employer or the organization for which you volunteered, the RCMP (without compromising confidentiality), medical practitioners, hospitals, government health authorities and other third parties, including the Canadian Human Rights Commission and provincial or territorial workers' compensation boards, to provide more information about your claim. These documents will be kept strictly confidential.

Any information provided, created or obtained in the settlement and Claims Process will be kept confidential, and managed in accordance with the provisions of the Settlement Agreement (refer to Paragraph 12.01, and Schedules B and D for further details).

## CLAIM FORM

**Levels of compensation**

The RCMP and Tiller Class Action Parties have agreed to six levels of compensation. The Independent Assessor will conduct a preliminary assessment of your claim once the Claim Form is received.

**Interview**

The Independent Assessor will decide Level 1 and Level 2 claims on the basis of the Claim Form and supporting documents only. For Level 3 to Level 6 claims, the Independent Assessor will interview the Claimants.

Within 30 days of a Claimant being sent the Independent Assessor's decision of a Level 2 claim, the Claimant may request that the Independent Assessor reconsider the decision if she provides reasonable grounds to show that the claim should be determined in accordance with the process applicable to Levels 3, 4, 5 and 6 claims, and if she has additional documentation or information that was not reasonably available to her prior to the expiry of 60 days following the submission of her Claim Form. A request for reconsideration form can be obtained from the Independent Assessor for that purpose. It is also available online.

As stated earlier, you may retain a lawyer; however, lawyers will not be permitted to participate in interviews. You may be accompanied to an interview by a family member, a treating health care professional or a friend to assist you.

**Deadline for Submitting the Claim Form**

**You do not need to send the Claim Form in right away, but you must send it along with a photocopy of a government-issued piece of photo identification, before XXXX in order to be eligible for compensation.**

**Any supporting documentation that is not included with the Claim Form must be submitted no later than 60 days after you have submitted your Claim Form.**

In exceptional circumstances, the Independent Assessor may provide an extension. You must make a request for an extension within 100 days after the expiry of the deadline. A request for an extension can be made by obtaining from the Independent Assessor and sending a form prepared for that purpose. It is also available online.

You may send a hard copy of the necessary information to the address below or, if convenient, the Claim Form can be completed online on the secure server managed by the Administrator. If you choose to complete it by hand, please send it back by mail and NOT by email. If the form was sent to you by mail, please use the prepaid self-addressed envelope that was provided with it. If you do not have a prepaid self-addressed envelope, please place the form along with the rest of the required material in an envelope addressed to:

Confidential Letter  
Office of the Administrator XXXXX  
XXXXX



## CLAIM FORM

**Additional Information about the Claims Process**

The Independent Assessor may consult with medical, psychiatric, and human resources experts to help in making a decision about your claim.

There is no right to appeal or seek judicial review of the Independent Assessor's decision.

**ALL CLAIMS ARE CONFIDENTIAL.**

**II - INSTRUCTIONS**

Complete all sections of the Claim Form that apply to you by providing as much information and detail as possible. If you have supporting documents, please attach those to your Claim Form or send them later if necessary, as mentioned earlier. If your Claim Form is incomplete, you may be asked to provide more details; this may delay the processing of your claim.

The information you provide in your Claim Form is a very important part of what the Independent Assessor will consider when deciding whether or not to award you compensation, and if so, the amount of the compensation. If there are differences between what is stated in the Claim Form and what is said to the Independent Assessor or elsewhere, these differences may negatively impact your claim. An explanation for these differences should be provided to the Independent Assessor.

**WHEN FILLING OUT THE CLAIM FORM, REMEMBER TO:**

Read all questions and requests for information carefully before answering.

If you fill in this Claim Form by hand, please write legibly and use a pen.

Answer all the sections of the Claim Form that apply to you. If you cannot remember an exact date, you may provide an approximate period of time. If a section or a question does not apply to you or if you do not know an answer, please write "Not Applicable" (N/A) or "Don't Know". Do not try to guess the answers, but provide as much detail as you remember.

If your Claim Form is incomplete, you may be contacted for more details. In such case, you can consult your counsel to assist in providing the required information; this may however delay the Independent Assessor's decision about whether your claim will be accepted into the Claims Process. As such, please provide as much detail as possible on the Claim Form.

Use as many extra sheets of paper as you need to provide complete and detailed information about your claim while making sure to attach these extra sheets to your Claim Form. You may also write notes or draw pictures that would help you explain your claim. If you use extra sheets, please write the question number the extra sheets relate to at the top of each page, and write "see attached extra sheets" in the space provided to answer the question in the Claim Form.

Make sure to read and sign the **Declaration** found at the end of the Claim Form and that you have attached  
a) a photocopy of your **government-issued piece of photo identification** as well as  
b) any **supporting documentation**.

Make sure you have read and signed the **Authorization and Direction to Release Information** form and the **Certification of No Prior Compensation** form and have included these forms with your Claim Form.

CLAIM FORM

**AFTER FILLING THE CLAIM FORM, ALSO REMEMBER TO:**

- Review all of your answers to make sure they are as complete as possible.
- Make a copy of your Claim Form and any attachments for your records.

**NEXT STEPS:**

**Providing notice of any changes:** If you need to make changes to any information in your Claim Form after you have sent it to the Administrator, please immediately advise the office of the Administrator in writing of these changes. Examples of important changes include a change of address and new information about your claim.

**Destruction of documentation:** Subject to the requirements of law, within six months of the completion of all Claimant assessments and payments, the Administrator and the Independent Assessor will destroy all Class member information and documentation in their possession.

## CLAIM FORM

## III - PROJECTED TIMELINE

Here is an overview of the claims process. This overview is designed to help you better understand the claims process and does not supersede the official documents. Please read these documents carefully.

| DATE   | CLAIMS PROCESS   |
|--|--|
| <p><b>XXXX</b><br/>(Implementation Date)</p>         | <p>Claimants have 180 days to file their claim by submitting the required forms. The forms are available on the Administrator's website, or can be mailed to Claimants.</p> <p>At all times during the process, Claimants can ask for information by calling the Administrator's office.</p>   |
| <p><b>From XXXX to YYYY</b><br/>(180 day period)</p> | <p><b>All Claimants</b> must complete the following forms:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Claim Form</li> <li>• Consent to Disclosure of Information Form</li> <li>• No Prior Compensation Form</li> </ul> <p>These forms must be forwarded to the Administrator's office before <b>YYYY</b>. Any supporting documentation not included in the Claim Form must be forwarded no later than 60 days after the Claimant has submitted her Claim Form.</p>   |
| <p><b>YYYY</b></p>                                   | <p>Final day on which Claim Forms can be received by the Administrator's.</p> <p>In certain circumstances, the Independent Assessor can grant an extension of this deadline. Claimants must then fill out the Request for Deadline Extension Form.</p>   |
| <p><b>ZZZZ</b></p>                                   | <p>Final day on which the Deadline Extension Form can be forwarded to the Administrator.</p>   |
| <p>Months following <b>ZZZZ</b></p>                  | <p>The Independent Assessor analyses the Claim Forms using a six-level scale agreed to by the parties to the Settlement.</p> <p>The Independent Assessor decides compensation for Level 1 and Level 2 claims on the basis of the information provided by the Claimants in the forms and accompanying documents. Level 2 Claimants can also ask for reconsideration of this determination in exceptional circumstances if they so desire by filing out the Level 2 Reconsideration Form within 30 days of being sent the Independent Assessor's decision.</p> <p>The Independent Assessor conducts face to face interviews with Claimants determined to be in Levels 3, 4, 5 and 6.</p> |

CLAIM FORM

**PLEASE READ THE FOLLOWING  
BEFORE PROCEEDING TO THE NEXT PAGE**

The following questions ask for detailed information about the gender or sexual orientation based harassment and discrimination you suffered. These questions may trigger painful memories and feelings. Because of this, we suggest that you proceed slowly and that you read and complete this form in a safe place.

We recommend that you read and complete the following pages with a support person near, such as a family member, counselor, treating health care professional, a friend, or someone else you trust.



CLAIM FORM

**IV - CLAIM FORM**

Please answer all the sections of the Claim Form that apply to you. If you cannot remember an exact date, you may provide an approximate period of time. If a section or a question does not apply to you or if you do not know an answer, please write "Not Applicable" (N/A) or "Don't Know". Do not try to guess the answers, but provide as much detail as you remember.

**SECTION A PERSONAL INFORMATION**

You may check all relevant boxes that apply to you:

- |  |   |
|--|---|
| <input type="checkbox"/> Municipal Employee                    | <input type="checkbox"/> Consultant   |
| <input type="checkbox"/> Regional District Employee            | <input type="checkbox"/> Contractor   |
| <input type="checkbox"/> Employee of a Non-Profit Organization | <input type="checkbox"/> Public service employee (not covered in Merlo/Davidson)                    |
| <input type="checkbox"/> Volunteer                             | <input type="checkbox"/> Student  |
| <input type="checkbox"/> Commissionaire                        | <input type="checkbox"/> Member of an integrated policing unit or an outside agency or police force |
| <input type="checkbox"/> Supernumerary Special Constable       | <input type="checkbox"/> Other role while working or volunteering with the RCMP                     |
- (state role here: \_\_\_\_\_)

Position(s) \_\_\_\_\_

**1 Your Name**

First Name(s) \_\_\_\_\_ Last Name \_\_\_\_\_

Other names you are known by (for example, maiden name, nicknames) \_\_\_\_\_

Name while working or volunteering with the RCMP \_\_\_\_\_

**2 Your Mailing Address**

Street name and number \_\_\_\_\_ Apartment number, P.O. Box or RR# \_\_\_\_\_

City/Village \_\_\_\_\_ Province/Territory \_\_\_\_\_ Postal Code \_\_\_\_\_





CLAIM FORM

**Claimant Eligibility**

You must confirm you were a female or identified as a female Municipal Employee, Regional District Employee, employee of a non-profit organization, volunteer, Commissionaire, Supernumerary Special Constable, consultant, contractor, public service employee, student, member of an integrated policing unit or a person from an outside agency or police force, or a similarly situated individual who worked or volunteered with the RCMP, at any time between September 16, 1974 and July 5, 2019.

**10** Please provide details confirming your work or volunteer activity with the RCMP between September 16, 1974 and July 5, 2019. Please cover every period you worked or volunteered with the RCMP. Please indicate the size of the detachment for each location where you worked or volunteered (where applicable). Please attach all supporting documentation to this form

|    | Location | From | To | Position | Detachment Size |
|----|----------|------|----|----------|-----------------|
| 1  |          |      |    |          |                 |
| 2  |          |      |    |          |                 |
| 3  |          |      |    |          |                 |
| 4  |          |      |    |          |                 |
| 5  |          |      |    |          |                 |
| 6  |          |      |    |          |                 |
| 7  |          |      |    |          |                 |
| 8  |          |      |    |          |                 |
| 9  |          |      |    |          |                 |
| 10 |          |      |    |          |                 |
| 11 |          |      |    |          |                 |
| 12 |          |      |    |          |                 |
| 13 |          |      |    |          |                 |
| 14 |          |      |    |          |                 |
| 15 |          |      |    |          |                 |

Please attach as many sheets of paper as necessary to fully answer the question.

**11** Have you started at any time a court action, workers' compensation claim, or a grievance or harassment complaint for compensation, including a complaint to a human rights commission, for compensation for gender or sexual orientation based harassment and discrimination by an RCMP member or employee as described above, male or female, for the same injury(ies) and event(s) as set out in this Claim Form?

Yes       No



CLAIM FORM

**SECTION B INFORMATION RELATED TO THE GENDER OR SEXUAL ORIENTATION BASED HARASSMENT AND DISCRIMINATION**

**12** Please complete the following chart with information relating to the gender or sexual orientation based harassment and discrimination you suffered while working or volunteering with the RCMP. A more detailed account will be requested on the next page.

|    | <b>Incident of Harassment</b><br>(Briefly describe the gender or sexual orientation based harassment and discrimination and any other wrongful act that you suffered) | <b>Approximate Date(s) of Harassment</b><br>(Month(s)/Year(s)) | <b>Where did it happen?</b> | <b>Who Harassed You?</b><br>(Name of the person, position and title of the person) |
|----|---|--|-----------------------------|--|
| 1  |   |  |                             |  |
| 2  |   |  |                             |  |
| 3  |   |  |                             |  |
| 4  |   |  |                             |  |
| 5  |   |  |                             |  |
| 6  |   |  |                             |  |
| 7  |   |  |                             |  |
| 8  |   |  |                             |  |
| 9  |   |  |                             |  |
| 10 |   |  |                             |  |

Please attach as many sheets of paper as necessary to fully answer the question.













CLAIM FORM

**SECTION C TREATMENT**

**19** Have you ever received treatment, counseling, or healing (including but not limited to counselling, hospitalization, visit to a family doctor, visit to a specialist, visit to a clinic, or non-traditional remedies) for emotional, physical or psychological effects that you think might be related to the gender or sexual orientation based harassment and discrimination committed by an individual working within the RCMP, as described above, that you suffered?

Yes       No

If you answered "Yes"  
 i Please provide us with details in the chart below;  
 ii Please include any treatment you are still undergoing; and  
 iii Please provide us with a copy of all relevant medical and other documentation.

| Describe the injury or condition requiring treatment | Describe the type of treatment received (please include the name and dosage of any medication prescribed) | When was the treatment provided (month and year) | Who provided the treatment? | Where did you receive the treatment (name and location of the facility or office) |
|--|---|--|-----------------------------|---|
|  |   |  |                             |   |
|  |   |  |                             |   |
|  |   |  |                             |   |
|  |   |  |                             |   |
|  |   |  |                             |   |
|  |   |  |                             |   |
|  |   |  |                             |   |
|  |   |  |                             |   |
|  |   |  |                             |   |
|  |   |  |                             |   |

Please attach as many sheets of paper as necessary to fully answer the question.

























CLAIM FORM

**28 Have you received payments in respect of loss of income from any source?**

Yes       No

If you answered "Yes" to question 28, please provide us with details and any information regarding the dates concerning which you were compensated for loss of income, the amount, and the reason for compensation.

|    | Approximate dates of income loss for which payments were received (month/year to month/year) <sup>2</sup> | Source of payment | Reason for payment (describe the injury or condition that resulted in the payments) |
|----|---|-------------------|---|
| 1  |   |                   |   |
| 2  |   |                   |   |
| 3  |   |                   |   |
| 4  |   |                   |   |
| 5  |   |                   |   |
| 6  |   |                   |   |
| 7  |   |                   |   |
| 8  |   |                   |   |
| 9  |   |                   |   |
| 10 |   |                   |   |

Please attach as many sheets of paper as necessary to fully answer the question.

<sup>2</sup> If payments are still being received, please indicate that fact and list the start date of your benefits.

CLAIM FORM

**DECLARATION**

I, \_\_\_\_\_, from the City/Town/Village of \_\_\_\_\_, in the Province/Territory of \_\_\_\_\_,

**SOLEMNLY DECLARE:**

**Information that may be communicated to the experts retained by the Independent Assessor**

I understand that my personal information, including the details about any gender or sexual orientation based harassment and discrimination. I allege to have suffered may be communicated to experts retained by the Independent Assessor while preserving anonymity.

**Financial Loss Claims**

I will provide to the Administrator all employment records that are required.

**Police Records**

I will provide statements made to the police and impact statements presented to the court, if I have them, and will authorize those holding the same to provide them to the Administrator or the Independent Assessor if that is not the case.

**Administrator or Independent Assessor may conduct investigations**

I further understand that the Administrator or Independent Assessor can verify the truthfulness of my statements and allegations by seeking information necessary to properly determine the claim from third parties, including my employer or the RCMP. The Independent Assessor shall put to the Claimant any information which may be unfavorable to the Claimant's allegations and give her the opportunity to respond.

**Private and Confidential Process**

I agree to respect the private nature of any meeting or interview that may be conducted in this process. I will not disclose the details or existence of any witness statement I receive or anything said at the meeting or interview by any participant, except what I say myself.

## CLAIM FORM

**Independent Assessor and Administrator**

I recognize that the Independent Assessor and Administrator do not represent the RCMP and are not acting as legal counsel for any of the Parties, that the Independent Assessor and Administrator do not offer legal advice or have any duty to assert or protect legal rights of any party, or to raise an issue not raised by any party. I accept that the Independent Assessor and Administrator have no responsibility regarding the conduct of Parties to these proceedings.

**Non-Disclosure**

I further accept that as neutral persons the Administrator and Independent Assessor have no duty to ensure the enforceability or validity of any agreement reached. Should an action be commenced, I accept that the Administrator, Independent Assessor, and their staff may not be called as witnesses and that no document in their possession, including their own records, notes and offers of compensation can be required for disclosure. The only disclosure that will be permitted is that required by law.

**Independent Process**

I confirm that I have been informed of the Claims Process and understand that the Independent Assessor is not the agent of the RCMP, that he or she will choose his or her assistants, and hire experts, that he or she will set schedules, and decide independently whether each claim falls within Levels 1, 2 or within Levels 3 to 6, as set out in the court approved Settlement. The Independent Assessor will decide on the amount of compensation to be offered according to the agreed compensation levels and distribute the funds that he or she will have received from the Government of Canada. I am aware that this process is meant to be non-confrontational and that there will be no formal hearings and cross-examinations or other forms of formal litigation.

**Veracity of Information in Claim Form**

I confirm that all of the information provided in this Claim Form is true, whether made by me or on my behalf. Where someone has helped me with this Claim Form that person has read to me everything they wrote and included with this Claim Form, if necessary to allow me to understand the content of this completed Claim Form and any attachments to it, and I confirm that this information is true.

CLAIM FORM

I ACCEPT THAT SIGNING THIS CLAIM FORM HAS THE SAME EFFECT AS IF I HAD STATED THE INFORMATION CONTAINED IN THE CLAIM FORM AND ACCOMPANYING THE CLAIM FORM UNDER OATH (OR AFFIRMATION) IN COURT.

\_\_\_\_\_  
**Witness Signature**

(The witness must be a Commissioner for taking affidavits or someone you personally know. The witness must see you sign the form but is not required to read the form.)

\_\_\_\_\_  
**Claimant (or guardian) Signature**

\_\_\_\_\_  
**Print name of the witness**

\_\_\_\_\_  
**Date (day/month/year)**

\_\_\_\_\_  
**Date (day/month/year)**



## CLAIM FORM

## AUTHORIZATION AND DIRECTION TO RELEASE INFORMATION

To: **Sir/Madam**

From: \_\_\_\_\_

(print your name)

Date of Birth: \_\_\_\_\_

Health Card Number: \_\_\_\_\_

THIS SHALL BE your good and sufficient authority to release, disclose, and/or discuss, which includes allowing access, review, inspection, the making of copies, with the Administrator or Independent Assessor and his or her team at their request, all records, reports, documentation, correspondence and/or information you have under your control, whether on paper, electronically or under a different format, pertaining to:

- **Medical information:** All medical reports, records and pre-existing medication information, tests, dates or information, diagnostics, prognostics, treatment plans, treatments/medication given and/or received, etc.
- **Employment information:** All my employment files, evaluations and notes to file, all information concerning my abilities to return to work and my professional status including permission to contact my past, current or potential employer.
- **Police reports / Incident reports:** All records, including the permission to contact the agent and/or professionals involved in any incidents outlined by the Independent Assessor.
- **Previous claim information:** All records and documentation regarding previous claims for Harassment filed by the Claimant and any decisions in relation to those claims from the Canadian Human Rights Commission or any provincial or territorial workers' compensation scheme.
- **Financial information/ Insurance/Pensions:** All records, claims, documentation, correspondence, declarations, applications and forms including the permission to contact any agent, representative and broker.

A photocopy or transmission of this authorization by facsimile may be accepted with the same authority as the original.

I have read the above authorization and express my consent by affixing my signature.

\_\_\_\_\_  
Witness Signature\_\_\_\_\_  
Claimant Signature\_\_\_\_\_  
Date

CLAIM FORM

### CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION

#### DECLARATION

I, \_\_\_\_\_, from the City of \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_, in the province of \_\_\_\_\_.

**SOLEMNLY DECLARE:**

I HAVE NOT RESOLVED A CIVIL CLAIM, GRIEVANCE OR HARASSMENT COMPLAINT FOR COMPENSATION FOR HARASSMENT, INCLUDING A CLAIM MADE PURSUANT TO A WORKERS' COMPENSATION SCHEME OR A COMPLAINT TO A HUMAN RIGHTS COMMISSION WITH RESPECT TO THE SAME EVENT(S) AND INJURY(IES) FOR WHICH I AM MAKING A CLAIM UNDER THIS SETTLEMENT.

I understand that the Administrator or Independent Assessor can verify the truthfulness of my statements and allegations by seeking information necessary to properly determine my certification regarding no prior compensation from third parties, including my employer, the organization for which I volunteered, the RCMP. The Independent Assessor shall put to the claimant any information that may be unfavourable to the claimant's allegations and give her the opportunity to respond.

I confirm that all of the information provided in this No Prior Compensation Form is true, whether made by me or on my behalf. Where someone has helped me with this No Prior Compensation Form, that person has read to me everything they wrote and included with this *No Prior Compensation Form*, if necessary to allow me to understand the content of this completed No Prior Compensation Form and any attachments to it, and I confirm that this information is true.

I ACCEPT THAT SIGNING THIS CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION FORM HAS THE SAME EFFECT AS IF I HAD STATED THE INFORMATION CONTAINED IN THE CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION FORM AND ACCOMPANYING CLAIM FORM UNDER OATH (OR AFFIRMATION) IN COURT.

\_\_\_\_\_  
Witness Signature

(The witness must be a Commissioner for taking affidavits or someone you personally know. The witness must see you sign the form but is not required to read the form.)

\_\_\_\_\_  
Claimant (or guardian) Signature

\_\_\_\_\_  
Print name of the witness

\_\_\_\_\_  
Date (day/month/year)

\_\_\_\_\_  
Date (day/month/year)

CLAIM FORM

## SUBMISSION CHECKLIST

BEFORE YOU SUBMIT THIS CLAIM FORM, PLEASE ENSURE IT IS COMPLETE:

Make sure you have read and signed, and had a witness sign, the following:

- Your **Declaration** (pages 30-32)
- Your **Authorization and Direction to Release Information** form (page 33)
- Your **Certification of No Prior Compensation** form (page 34)
  
- Copy of your **Government-issued photo identification** (e.g. Passport, Driver's License, other)
  
- Copies of any **documents that support your claim unless submitting these separately**
  
- Indicate below if you will be submitting additional documents to the **Administrator separately, after the filing of this claim form**
  - Yes
  - No

Please send your completed Claim Form and all related documents to:

Office of the Administrator, c/o XXXXXXXX

**Mail:** XXXXXXXXXXXX, Toronto, ON, Canada, XXX XXX , or

**Fax:** XXX-XXX-XXXX , or

**Electronic upload:** [www.XXXXXXXXXXXXXXXXXX.com](http://www.XXXXXXXXXXXXXXXXXX.com)

SCHEDULE B – APPENDIX 2

**REQUEST FOR DEADLINE EXTENSION**

**NOTE TO CLAIMANTS**

This *Request for Deadline Extension* Form is part of the out-of-court settlement.

The RCMP and Tiller Class Action Parties agreed that potential claimants may be able to ask for an extension of time of up to 100 days after the Claim Deadline expires. The Claim Deadline is on XXXX (180 days after the Implementation Date).

**You have only until XXXX to ask for a deadline extension.**

Potential claimants seeking extensions must be able to provide three things:

1. Exceptional reasons justifying an extension;
2. A completed Claim Form; and
3. Supporting documentation, which must be provided at the same time as this Request for Deadline Extension Form.

There will be no right to appeal or seek judicial review of the Independent Assessor's decision regarding a request for an extension.

If you have any questions regarding this Claim Form or the Independent Claims Process, please call XXX or email your questions to XXX.

**AFTER COMPLETING THE EXTENSION FORM, ALSO REMEMBER TO:**

- Review all of your answers to make sure they are as complete as possible.
- Make a copy of your Claim Form for your records.

**If you need to make changes to any information in your Request for Deadline Extension Form after you have sent it to the Administrator**, please immediately advise the Administrator in writing of these changes. Examples of important changes include a change of address and new information about your claim.

This form must be completed and sent to the Administrator, along with any additional sheets of paper and relevant documents, as well as a photocopy of a government-issued piece of identification. If convenient, this form can be completed online on the secure server managed by the Administrator. If you choose to complete it by hand, please send it back by mail and **NOT** by email. If the form was sent to you by mail, please use the prepaid self-addressed envelope that was provided with it. If you do not have a prepaid self-addressed envelope, please place the form along with the rest of the required material in an envelope addressed to:

Confidential Letter  
Office of the Administrator  
XXX  
XXX

**ALL CLAIMS ARE CONFIDENTIAL.**



REQUEST FOR DEADLINE EXTENSION

REQUEST FOR DEADLINE EXTENSION

SECTION A – PERSONAL INFORMATION

You may check all relevant boxes that apply to you:

- Municipal Employee
- Regional District Employee
- Employee of a Non-Profit Organization
- Volunteer
- Commissionaire
- Supernumerary Special Constable
- Consultant
- Contractor
- Public service employee (not covered in Merlo/Davidson)
- Student
- Member of an integrated policing unit or an outside agency or police force
- Similarly situated individual working or volunteering with the RCMP  
(state role here: \_\_\_\_\_)

**1 NAME**

\_\_\_\_\_  
First Name(s) Last Name

\_\_\_\_\_  
Other names you are known by (for example, maiden name, nicknames)

\_\_\_\_\_  
Name while working or volunteering with the RCMP

\_\_\_\_\_  
Position

**2 MAILING ADDRESS**

\_\_\_\_\_  
Street name and number Apartment number, P.O. Box or RR#

\_\_\_\_\_  
City/Village Province/Territory Postal Code

\_\_\_\_\_  
**2**





REQUEST FOR DEADLINE EXTENSION

**DECLARATION**

I, \_\_\_\_\_, from the City/Town/Village of \_\_\_\_\_, in the Province/Territory of \_\_\_\_\_.

**SOLEMNLY DECLARE:**

I understand that the Administrator or Independent Assessor can verify the truthfulness of my statements and allegations by seeking information necessary to properly determine my request for a deadline extension from third parties, including my employer, the organization for which I volunteered, or the RCMP. The Independent Assessor shall put to the claimant any information that may be unfavourable to the claimant's allegations and give her the opportunity to respond.

I confirm that all of the information provided in this Request for Deadline Extension Form is true, whether made by me or on my behalf. Where someone has helped me with this Request for Deadline Extension Form, that person has read to me everything they wrote and included with this Request for Deadline Extension Form, if necessary to allow me to understand the content of this completed Request for Deadline Extension Form and any attachments to it, and I confirm that this information is true.

I ACCEPT THAT SIGNING THIS REQUEST FOR DEADLINE EXTENSION FORM HAS THE SAME EFFECT AS IF I HAD STATED THE INFORMATION CONTAINED IN THE REQUEST FOR DEADLINE EXTENSION FORM AND ACCOMPANYING CLAIM FORM UNDER OATH (OR AFFIRMATION) IN COURT.

\_\_\_\_\_  
**Witness Signature**  
(The witness must be a Commissioner for taking affidavits or someone you personally know. The witness must see you sign the form but is not required to read the form.)

\_\_\_\_\_  
**Claimant (or guardian) Signature**

\_\_\_\_\_  
**Print name of the witness**

\_\_\_\_\_  
**Date (day/month/year)**

\_\_\_\_\_  
**Date (day/month/year)**



**SCHEDULE B – APPENDIX 3**

**CLASS MEMBER LIST**

**POTENTIAL CLASS MEMBER LIST**

1. Canada will prepare a list of female Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces, and similarly situated individuals, who Canada believes worked in an RCMP workplace between September 16, 1974 and the Approval Date, where such information is in the RCMP's possession (the "List").
2. While Canada will use efforts to ensure that the List is as comprehensive as possible, the parties acknowledge that, given that Primary Class Members are not members or employees of the RCMP, Canada has very little information regarding Primary Class Members.
3. The List will include the following information for each individual where available:
  - (a) name while working with the RCMP;
  - (b) date of birth;
  - (c) date range when the individual may have been present in an RCMP workplace;
  - (d) category of Primary Class Member; and
  - (e) current RCMP email contact information.
4. The List has certain limitations:
  - a) Historical records may not be complete, particularly prior to 1998. Persons who are Primary Class Members may not be included on the List.
  - b) Individuals may have left the RCMP well before the departure date indicated by the date range provided in the List.
5. For Primary Class Members for whom current RCMP email address information is available, the Notice Provider shall provide, at Canada's expense, Notices by email, as set out in Schedule A of the Agreement.

**SCHEDULE B – APPENDIX 4****IDENTIFICATION OF PREVIOUS CLAIMS**

1. The Claimant will complete and submit to the Administrator the Claim Form in Schedule B – Appendix 1 of this Agreement, including the answer to question 12 relating to prior court action or administrative proceeding for compensation for gender or sexual orientation based harassment or discrimination in the workplace by any Regular Member, Special Constable, Cadet, Auxiliary Constable, Special Constable Member, Reserve Member, Civilian Member, Public Service Employee, or Temporary Civilian Employee, working within the RCMP, male or female, that is directed at and offensive to a Primary Class Member.
2. The Claimant will complete and submit to the Administrator the Certification of No Prior Compensation form in Appendix 8 to Schedule B.
3. Canada will provide to the Assessor and the Administrator a list of individuals who have been paid compensation by Canada further to a civil claim, grievance or harassment complaint, including a complaint to the Canadian Human Rights Tribunal, and to which Canada was a party, or who have otherwise had such a claim in which compensation was claimed, resolved in respect of gender or sexual orientation based harassment or discrimination in the workplace. This list will have limitations in that it will not include claims which may have been filed against a third party without Canada's involvement or knowledge (e.g., a Workers' Compensation claim).
4. The Administrator will conduct a preliminary review by checking the list provided by Canada further to paragraph 3 above and inform the Assessor whether the Claimant's name is on the list when providing the Claim Package to the Assessor. Where the Claimant's name appears on the list, the Administrator will gather information related to the previously resolved complaint and provide it to the Assessor.
5. The Assessor will verify the truthfulness of the statements made by the Claimant, when, and in the manner in which he or she deems necessary, by, including, but not limited to:
  - (a) checking the list provided by Canada further to paragraph 3 above;
  - (b) seeking further information from the Claimant by telephone call;
  - (c) seeking further information from and discussing the response with the Claimant in the interview, where applicable;
  - (d) seeking information necessary from third parties to properly determine the attestation regarding no prior compensation.
5. If the Assessor believes there may have been a prior civil claim, grievance or harassment complaint, including a complaint to the Canadian Human Rights Commission, or a claim to a provincial or territorial workers' compensation scheme, made by a Claimant with respect to the same event(s) and injury(ies) as claimed in the Claim Form, he or she may in his or her discretion request information and documents from Canada, or third parties, regarding the

previous claim and the outcome, including but not limited to any pleadings, complaint or application forms, statements, decisions rendered, settlement documents and releases.

6. If the Assessor determines that a previous civil claim, grievance or harassment complaint, including a complaint to the Canadian Human Rights Commission or a claim made pursuant to a provincial or territorial workers' compensation scheme, has been resolved by a Claimant for compensation for gender or sexual orientation based discrimination or harassment with respect to the same event(s) and injury(ies) as claimed in the Claim Form, the Assessor will deny the Claim, state the reason for the denial in the Decision, and advise the Claimant.

## **SCHEDULE B – APPENDIX 5**

### **COMPENSATION LEVELS**

**NOTE:**

The description of the levels in this appendix is not meant to present a list of factors that must be found to exist in a given case when determining which amount of compensation, if any, will be awarded. The existence or absence of any one factor does not necessarily dictate the level at which a claim will be decided.

The factors are indicators that are based on the analysis of human rights tribunal and court decisions, as well as professional comments on the impact of the type of conduct described.

The problem we face is one of systemic harassment, which suggests that there are common factors to be found with regard to culpable conduct and its effect on victims. Nevertheless, every individual has a different experience to present and we must be attentive to the fact that all want to be heard, understood and believed. We must also be alive to the fact that not all people react the same way to a traumatising event. The description of the levels in this appendix will help provide a framework for achieving decisions that are consistent and fair.



**Level 1 – \$10,000**

*Culpable conduct includes but is not limited to:*

Sexualized comments

Sexualized jokes

Inappropriate questioning regarding the complainant's personal life

Exhibitionism

Bullying causing psychological harm, anxiety

Mockery by various means

Communication of a sexual or romantic nature

*Effect on victim:*

Anxiety, nightmares, occasional panic attacks

Rage, feeling of humiliation

Loss of self esteem

Feelings of degradation and discomfort

*Note:* No substance abuse or work interruption, no ongoing psychological damage

**Level 2 – \$35,000**

*Culpable conduct includes but is not limited to:*

- Kissing
- Touching with a sexual purpose or intention
- Simulating sexual intercourse or masturbation
- Physical aggression causing harm
- Mockery by various means
- Bullying causing psychological harm, anxiety
- Persistent communication of a sexual or romantic nature
- Exposure to pornography<sup>1</sup>

*Effect on victim:*

- Physical wound
  - Temporary incapacity forcing medical attention
  - Post-traumatic stress, not severe
  - Auto condemnation, feeling culpable
  - Loss of confidence in others
  - Anxiety, nightmares, occasional panic attacks
  - Rage, feeling of humiliation
  - Mild depression
  - Minor work disruption
- Note:* no psychiatric condition, no troubling substance abuse, no permanent psychiatric affliction

---

<sup>1</sup> This does not include showing pornography in the context of a criminal investigation.

**Level 3 – \$70,000**

*Culpable conduct includes but is not limited to:*

- Gender-based putdowns
- Persistent kissing or touching with sexual intention
- Exposure of genitals to complainant
- Sexual advances
- Constant intimidation in front of others
- Intimidation by using rank
- Mockery with intent to degrade
- Incessant communications of a romantic or sexual nature
- Persistent exposure to pornography<sup>2</sup>
- Reprisals related to work environment

*Effect on victim:*

- Severe stress affecting the complainant's health
- Auto-condemnation
- Loss of confidence in others
- Severe anxiety
- Frequent panic attacks
- Severe nightmares
- Sexual dysfunction
- Mild drug or alcohol abuse
- Wound making permanent mark
- Temporary work disruption
- Loss of self-esteem
- Loss of desire to communicate feelings of love or desire

---

<sup>2</sup> This does not include showing pornography in the context of a criminal investigation.

**Level 4 – \$100,000**

*Culpable conduct includes but is not limited to:*

- Persistent or ongoing gender-based putdowns
- Touching of complainant's genitalia
- Forcing oneself on victim physically
- Physical aggression causing wound
- Exposure to violent pornography<sup>3</sup>
- Harassment towards vulnerable complainant

*Effect on victim:*

- Severe stress affecting the complainant's health
- Post-traumatic stress
- Diminished professional status or reputations
- Drug or alcohol abuse
- Absenteeism
- Suicidal ideation
- Diminished physical health or well-being

---

<sup>3</sup> This does not include showing pornography in the context of a criminal investigation.



**Level 5 – \$150,000**

*Culpable conduct includes but is not limited to:*

- Persistent intimidation, bullying, aggressions
- Acts to denigrate and humiliate in front of others
- Diminishing value of Class Member by assigning menial tasks below the Class Member's abilities
- Acts meant to affect working conditions or career development
- Acts causing interpersonal problems
- Acts intended to cause emotional stress
- Using rank to denigrate
- Repeated Sexual advances
- Harassment towards complainant with moderate vulnerability
- Forcing complainant to perform non-penetrative sex acts

*Effect on victim:*

- Severe stress affecting the complainant's health
- Post-traumatic stress
- Obsessional tendencies
- Substance abuse
- Problems with interpersonal relationships
- Suicidal thoughts
- Wound leaving a permanent mark
- Feeling culpable, auto-condemnation
- Loss of confidence and self-esteem
- Loss of desire to communicate feelings of love or desire
- Some work disruption

**Level 6 – \$220,000**

*Culpable conduct includes but is not limited to:*

- Continuous intimidation, bullying, aggressions
- Forcing complainant to engage in penetrative sex acts
- Harassment towards complainant with heightened vulnerability
- Acts to isolate from other employees or volunteers
- Acts to denigrate and affect career development
- Sexual advances
- Using rank to denigrate
- Acts meant to cause emotional stress

*Effects on the victim:*

- Severe stress affecting the complainant's health
- Severe post-traumatic stress
- Disorganized behaviour
- Personality problems
- Suicidal thoughts or attempts
- Sexual dysfunction
- Chronic psychiatric condition
- Substance abuse
- Inability to work

**SCHEDULE B – APPENDIX 6**  
**COMPENSATION AMOUNTS**

|                |                       |           |
|----------------|-----------------------|-----------|
| <b>LEVEL 1</b> | Minimal Injury        | \$10,000  |
| <b>LEVEL 2</b> | Mild Injury           | \$35,000  |
| <b>LEVEL 3</b> | Low Moderate Injury   | \$70,000  |
| <b>LEVEL 4</b> | Upper Moderate Injury | \$100,000 |
| <b>LEVEL 5</b> | Significant Injury    | \$150,000 |
| <b>LEVEL 6</b> | Severe Injury         | \$220,000 |

## SCHEDULE B – APPENDIX 7

**REQUEST FOR RECONSIDERATION OF A LEVEL 2 CLAIM****NOTE TO CLAIMANTS**

This *Request for Reconsideration of a Level 2 Claim Form* is part of the out-of-court settlement. At the Claim Form stage, the Independent Assessor<sup>1</sup> considered the information that you provided in order to decide how much compensation to award you.

This settlement provided for compensation based on levels. For those claims where it was clear that the claim was a Level 1 claim or a Level 2 claim, the Independent Assessor dealt with the claim without an interview.

However, claimants whose claims are assessed as Level 2 claims can ask the Independent Assessor to reconsider his or her decision. The Claimant must show two things:

1. There are reasonable grounds showing there should be an interview to decide the Claim;
2. There are more documents or information that were not reasonably available to the Claimant prior to the expiry of 60 days following the submission of her Claim Form.

**You have only 30 days from the day you received the Independent Assessor's decision telling you that you have a Level 2 claim to apply for reconsideration. Please provide any new documents when you provide this Reconsideration Form.**

There will be no right to appeal or seek judicial review of the Independent Assessor's reconsideration decision.

If you have any questions regarding this form or the Independent Claims Process, please call XXX or email your request to XXXX.

This form must be completed and sent to the Administrator, along with any additional sheets of paper and supporting documents, as well as a photocopy of a government-issued piece of identification. If convenient, this form can be completed online on the secure server managed by the Administrator. If you choose to complete it by hand, please send it back by mail and **NOT** by email. If the form was sent to you by mail, please use the prepaid self-addressed envelope that was provided with it. If you do not have a prepaid self-addressed envelope, please place the form along with the rest of the required material in an envelope addressed to:

Confidential Letter  
Office of the Administrator XXX  
XXX

**ALL CLAIMS ARE CONFIDENTIAL.**

---

<sup>1</sup> Additional Assessors may be appointed to assist with the interview process and make decisions regarding level 3 to 6 claims. Where reference is made to the Independent Assessor, this may include any Additional Assessor who is appointed.



REQUEST FOR RECONSIDERATION OF A LEVEL 2 CLAIM

REQUEST FOR RECONSIDERATION OF A LEVEL 2 CLAIM

SECTION A PERSONAL INFORMATION

You may check all relevant boxes that apply to you:

- Municipal Employee
- Regional District Employee
- Employee of a Non-Profit Organization
- Volunteer
- Commissionaire
- Supernumerary Special Constable
  
- Consultant
- Contractor
- Public service employee (not covered in Merlo/Davidson)
- Student
- Member of an integrated policing unit or an outside agency or police force
- Similarly situated individual working or volunteering with the RCMP (state role here: \_\_\_\_\_)

1 NAME

First Name(s) Last Name

Other names you are known by (for example, maiden name, nicknames)

Name while working or volunteering with the RCMP

Position

2 MAILING ADDRESS

Street name and number Apartment number, P.O. Box or RR#

City/Village Province/Territory Postal Code

REQUEST FOR RECONSIDERATION OF A LEVEL 2 CLAIM

**3 CONTACT INFORMATION**

( )  
 \_\_\_\_\_  
 Home Phone Number

Can we leave a message at this number?  
 Yes  No

( )  
 \_\_\_\_\_  
 Cellular Phone Number

Can we leave a message at this number?  
 Yes  No

\_\_\_\_\_  
 Email address

Can we send you a message at this email address?  
 Yes  No

**What is the best way to contact you?**  Home Phone  Cell Phone  Mail  Email

**4 DO YOU HAVE A PERSONAL REPRESENTATIVE OR A GUARDIAN?**

Yes  No If you have a personal representative or a guardian, please provide the following information:

\_\_\_\_\_  
 Name of personal representative or guardian

\_\_\_\_\_  
 Street name and number Apartment number, P.O. Box RR#

\_\_\_\_\_  
 City/Village Province/Territory Postal Code

( )  
 \_\_\_\_\_  
 Phone Number Email

**5 ARE YOU REPRESENTED BY A LAWYER?**

Yes  No If you have a lawyer, please provide the following information:

\_\_\_\_\_  
 Name of lawyer

\_\_\_\_\_  
 Street name and number Office Number

\_\_\_\_\_  
 City/Village Province/Territory Postal Code

( ) ( )  
 \_\_\_\_\_  
 Phone Number Fax Number Email







REQUEST FOR RECONSIDERATION OF A LEVEL 2 CLAIM

**DECLARATION**

I, \_\_\_\_\_, from the City/Town/Village of \_\_\_\_\_, in the Province/Territory of \_\_\_\_\_,

**SOLEMNLY DECLARE:**

I understand that the Administrator or Independent Assessor can verify the truthfulness of my statements and allegations by seeking information necessary to properly determine my request for reconsideration from third parties, including my employer, the organization for which I volunteered, or the RCMP. The Independent Assessor shall put to the claimant any information that may be unfavourable to the claimant's allegations and give her the opportunity to respond.

I confirm that all of the information provided in this Request for Reconsideration of a Level 2 Claim Form is true, whether made by me or on my behalf. Where someone has helped me with this Request for Reconsideration of a Level 2 Claim Form, that person has read to me everything they wrote and included with this Request for Reconsideration of a Level 2 Claim Form, if necessary to allow me to understand the content of this completed Request for Reconsideration of a Level 2 Claim Form and any attachments to it, and I confirm that this information is true.

I ACCEPT THAT SIGNING THIS REQUEST FOR RECONSIDERATION OF A LEVEL 2 CLAIM FORM HAS THE SAME EFFECT AS IF I HAD STATED THE INFORMATION CONTAINED IN THE REQUEST FOR RECONSIDERATION OF A LEVEL 2 CLAIM FORM AND ACCOMPANYING THE CLAIM FORM UNDER OATH (OR AFFIRMATION) IN COURT.

\_\_\_\_\_  
**Witness Signature**

(The witness must be a Commissioner for taking affidavits or someone you personally know. The witness must see you sign the form but is not required to read the form.)

\_\_\_\_\_  
**Claimant (or guardian) Signature**

\_\_\_\_\_  
**Print name of the witness**

\_\_\_\_\_  
**Date (day/month/year)**

\_\_\_\_\_  
**Date (day/month/year)**

## SCHEDULE B – APPENDIX 8

**CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION****NOTE TO CLAIMANTS**

This *Certification of No Prior Compensation* Form is part of the out-of-court settlement.

Canada and the Tiller Class Action Parties agreed that potential claimants who have already resolved a civil claim, grievance or harassment complaint in which compensation was claimed, including a claim made pursuant to a Workers' Compensation scheme or a complaint to a Human Rights Tribunal with respect to the same event(s) and injury(ies) as claimed in the Claim Form, will not be eligible to participate in this process. As such, you must certify that you have not been compensated from any source, with respect to the same events and injuries for which you are making a claim under this Settlement.

If you have any questions regarding this form or the Independent Claims Process, please call XXX or email your questions to XXX.

**PROVIDING COMPLETED CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION FORM**

Your completed Certification of No Prior Compensation Form, along with a photocopy of a government-issued piece of photo identification and all supporting documents, must be sent to the Administrator within 180 days of the Implementation Date, that date being XXXX. You do not need to send the Certification of No Prior Compensation Form in right away, but you must send the form before XXXX in order to be eligible for compensation.

AFTER FILLING THE CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION FORM, ALSO REMEMBER TO:

- Review all of your answers to make sure they are as complete as possible.
- Make a copy this form for your records.

This form must be completed and sent to the Administrator, along with any additional sheets of paper, as well as a photocopy of a government-issued piece of identification. If convenient, this form can be completed online on the secure server managed by the Administrator. If you choose to complete it by hand, please send it back by mail and **NOT** by email. If the form was sent to you by mail, please use the prepaid self-addressed envelope that was provided with it. If you do not have a prepaid self-addressed envelope, please place the form along with the rest of the required material in an envelope addressed to:

Confidential Letter  
Office of the Administrator XXX  
XXX

**ALL CLAIMS ARE CONFIDENTIAL.**

## CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION

### DECLARATION

I, \_\_\_\_\_, from the City of

\_\_\_\_\_, in the province of \_\_\_\_\_,

SOLEMNLY DECLARE:

I HAVE NOT RESOLVED A CIVIL CLAIM, GRIEVANCE OR HARASSMENT COMPLAINT FOR COMPENSATION FOR HARASSMENT, INCLUDING A CLAIM MADE PURSUANT TO A WORKERS' COMPENSATION SCHEME OR A COMPLAINT TO A HUMAN RIGHTS COMMISSION WITH RESPECT TO THE SAME EVENT(S) AND INJURY(IES) FOR WHICH I AM MAKING A CLAIM UNDER THIS SETTLEMENT.

I understand that the Administrator or Independent Assessor can verify the truthfulness of my statements and allegations by seeking information necessary to properly determine my certification regarding no prior compensation from third parties, including my employer, the organization for which I volunteered, the RCMP. The Independent Assessor shall put to the claimant any information that may be unfavourable to the claimant's allegations and give her the opportunity to respond.

I confirm that all of the information provided in this No Prior Compensation Form is true, whether made by me or on my behalf. Where someone has helped me with this No Prior Compensation Form, that person has read to me everything they wrote and included with this *No Prior Compensation Form*, if necessary to allow me to understand the content of this completed No Prior Compensation Form and any attachments to it, and I confirm that this information is true.

I ACCEPT THAT SIGNING THIS CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION FORM HAS THE SAME EFFECT AS IF I HAD STATED THE INFORMATION CONTAINED IN THE CERTIFICATION OF NO PRIOR COMPENSATION FORM AND ACCOMPANYING CLAIM FORM UNDER OATH (OR AFFIRMATION) IN COURT.

\_\_\_\_\_  
**Witness Signature**

(The witness must be a Commissioner for taking affidavits or someone you personally know. The witness must see you sign the form but is not required to read the form.)

\_\_\_\_\_  
**Claimant (or guardian) Signature**

\_\_\_\_\_  
**Print name of the witness**

\_\_\_\_\_  
**Date (day/month/year)**

\_\_\_\_\_  
**Date (day/month/year)**





## TRAVEL EXPENSE CLAIM

Claimants who are required to travel more than 50 kilometres from their residence to attend a personal interview with the Independent Assessor<sup>1</sup> will be reimbursed for travel expenses in accordance with applicable government travel directives.

### AIR

For air travel, economy class will be used. Airfare receipts, or a copy of the electronic ticket must be returned to the Independent Assessor's office.

### RAIL

For travel by rail, the next highest class after the full economy class will be used. Travel receipts, or a copy of the ticket issued by Via Rail, must be returned to the Independent Assessor's office.

### PRIVATELY OWNED VEHICLES

The kilometric rate payable shall be the rate applicable to the province or territory of registration of the vehicle, in accordance with the rates specified in Appendix B of the National Joint Council (NJC) Travel Directive at:

<http://njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?lang=eng&merge=2&sid=97>.

In the interest of safe driving, claimants shall not be expected to drive more than 250 kilometres after having worked a full day, 350 kilometres after having worked one half-day, 500 kilometres on any day when the claimant has not worked.

In any case, the maximum for all expenses while travelling by car, including accommodation and meals, should not exceed the equivalent of economy class air travel plus normal ground transportation costs (e.g. bus or taxi from the airport to final destination).

### ACCOMMODATION

Accommodation will be made on behalf of the claimant. In these cases, the Independent Assessor's office will pay the basic room charges plus taxes directly to the hotel and other expenses will be charged directly to the traveller.

Private non-commercial accommodation is encouraged. A traveller who makes arrangements for private non-commercial sleeping accommodation will be reimbursed \$50.00 per night, plus the incidental allowance described below.

### MEALS AND INCIDENTAL ALLOWANCES

Meals allowances shall be reimbursed in accordance with the rates specified in Appendix C of the NJC Travel Directive at:

<https://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?sid=98&lang=eng>.

In addition to the applicable meals, an allowance may be claimed to cover incidental expenses for trips of two days or more (i.e. overnight, with accommodation), such as dry cleaning, tips, and long distance calls.

## DEMANDE DE FRAIS DE VOYAGE

Les réclamantes ayant à se déplacer à plus de 50 kilomètres de leur résidence pour une entrevue avec l'évaluateur indépendant pourront réclamer le remboursement de leurs frais de voyage, conformément aux directives gouvernementales applicables.

### PAR AVION

Pour le transport aérien, seule la classe économique sera remboursée. Les billets d'avion ou une copie du billet électronique doivent être envoyés au Bureau de l'évaluateur indépendant.

### PAR TRAIN

Pour le transport par train, la classe juste au-dessus de la classe économique sera remboursée. Les billets d'avion ou une copie du billet émis par Via Rail doivent être retournés au Bureau de l'évaluateur indépendant.

### VÉHICULE PERSONNEL

Le tarif de remboursement par kilomètre est celui qui est applicable dans la province ou le territoire où le véhicule est immatriculé, aux taux indiqués à l'annexe B de la Directive sur les voyages du CNM à l'adresse suivante :

<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?sid=97&lang=fra>.

Afin d'assurer une conduite en toute sécurité, les réclamantes n'auront pas à conduire plus de 250 kilomètres après une journée de travail, plus de 350 kilomètres après une demi-journée de travail, et plus de 500 kilomètres une journée où elle n'aura pas travaillé.

Le maximum des dépenses encourues pour un déplacement en automobile, incluant l'hébergement et les repas, ne doit pas excéder l'équivalent du coût par transport aérien en classe économique, incluant le coût normal du transport terrestre (par exemple, le coût de l'autobus ou du taxi entre l'aéroport et la destination finale).

### HÉBERGEMENT

L'hébergement sera pris en charge par le Bureau de l'évaluateur indépendant. Il paiera directement à l'hôtel le coût de base de la chambre plus les taxes. Les frais accessoires seront facturés directement à la réclamante.

L'hébergement privé non commercial est encouragé. Une réclamante prenant des dispositions pour un hébergement privé non commercial pourra réclamer 50 \$ par nuit, plus l'indemnité quotidienne décrite plus loin.

### REPAS ET INDEMNITÉS

Les indemnités de repas seront remboursées conformément aux taux indiqués à l'annexe C de la Directive sur les voyages du CNM à l'adresse suivante :

<http://njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?lang=fra&merge=2&sid=98>.

En plus des indemnités applicables aux repas, pour les déplacements de deux jours et plus une allocation quotidienne peut être réclamée pour couvrir certains frais tels le nettoyage à sec, les pourboires, les appels interurbains. Les taux applicables sont aussi indiqués à l'annexe C.

<sup>1</sup> Reference to the Independent Assessor includes any Additional Assessors appointed.

**SCHEDULE B – APPENDIX 10****RELEASE OF DOCUMENTS AND INFORMATION HELD BY THE RCMP TO THE ASSESSOR**

1. The Administrator and Assessor will ensure that all necessary information and documents have been gathered from the Claimant, the RCMP, and third parties, keeping in mind principles of proportionality based on the nature and severity of the Claim.
2. In accordance with this Settlement Agreement, a Claimant will provide consent to the Administrator and Assessor for the release of documents and information in the possession of the RCMP and third parties in the form included in Appendix 1 to Schedule B of this Agreement.
3. The Administrator and Assessor shall make all requests for records and information relating to the Claimant or third parties and held by the RCMP by contacting the RCMP Designated Contact in the manner set out in this Schedule.
4. The Administrator will provide to the RCMP a copy of the Consent to release of the information executed by the Claimant.
5. The Designated Contact shall not make photocopies or otherwise duplicate the Consent or create or maintain any internal RCMP records about which files are accessed.
6. The Designated Contact shall respond to all such requests for records and information made by the Administrator or Assessor in the manner set out in this Appendix.

**Records to Verify Locations**

7. Where the Administrator or Assessor requests information and records from the RCMP to verify where and/or when a Claimant or a relevant third party who worked or works with or within the RCMP was located, the responsible Designated Contact shall print out a copy of the Claimant's or third party's HRMIS entry, if available, and send the records in a sealed package by Registered Mail or courier service to the Administrator.
8. Multiple HRMIS entries may be sent to the Administrator's office in a single package and may be sent in combination with other types of records.
9. When mailing HRMIS entries, the Designated Contact will not create a cover sheet or any other record identifying which entries are being sent to the Administrator.
10. The Designated Contact shall not print multiple copies, make photocopies or otherwise duplicate the entries or create or maintain any internal RCMP records about which entries were accessed.

### **Personnel File**

11. Personnel records within the RCMP may be maintained locally within Division Headquarters. There is no single, centralized data system from which such records and information can be retrieved. Records must be individually retrieved from RCMP Division Headquarters throughout Canada, or from Library and Archives Canada. For most Claimants, no personnel records will exist.
12. Where the Administrator or Assessor requests a personnel file, the assigned Designated Contact(s) shall contact the central records repository in the Division Headquarters, or archives, by telephone and ask for the file to be sent to the Designated Contact, identifying the subject individual by name and birthdate.
13. The Designated Contact shall make a photocopy of the personnel file and mail the records in a sealed package by Registered Mail or courier service in a sealed envelope marked CONFIDENTIAL-TO BE OPENED BY ADDRESSEE ONLY.
14. Multiple personnel files may be sent to the Administrator's office in a single package and may be sent in combination with other types of records.
15. When mailing personnel files, the Designated Contact will not create a cover sheet or any other record identifying which files are being sent to the Administrator.
16. Except for the photocopy to be sent to the Administrator, the Designated Contact shall not make photocopies or otherwise duplicate the files or create or maintain any internal RCMP records about which files are accessed.
17. The Designated Contact may review the file and redact unrelated personal information and any information protected by the *Canada Evidence Act*, R.S.C., 1985, c. C-5 ("CEA") or common law public interest privilege.

### **Harassment Complaints, Grievance Records, and Conduct Files**

18. RCMP records and information relating to harassment complaints, grievances, and conduct matters may be maintained locally within Division Headquarters. There is no single, centralized data system from which such records and information can be retrieved. Records must be individually retrieved from RCMP Divisions throughout Canada, or from Library and Archives Canada.
19. Where the Administrator or Assessor requests information and records related to a harassment complaint, grievance record, or conduct file, the assigned Designated Contact(s) shall contact the central records repository in the Division Headquarters, or the archives, in a confidential manner and ask for the file to be sent to the Designated Contact, identifying the subject individual by name and birthdate.
20. The Designated Contact shall not disclose the reason for requesting the records.

21. The Designated Contact will comply, and will ensure that the persons who are contacted for files will also comply, with the following:

- (a) no record of the request will be created and retained;
- (b) no cover sheet or any other record identifying which files are being requested and sent will be created and retained;
- (c) a print copy of the data, or in the case of a paper file, a photocopy of the original, will be made and sent directly to the Designated Contact by Registered Mail or courier service in a sealed envelope marked CONFIDENTIAL-TO BE OPENED BY ADDRESSEE ONLY;
- (d) at no time will files be sent using the general RCMP mailroom;
- (e) multiple files may be sent to the Designated Contact in a single package.

22. In the case of harassment complaints, grievance records and conduct files, the Designated Contact will be sent the Claimant's statements, any investigation reports and any documents indicating the outcome.

23. The Designated Contact may review the file and redact unrelated personal information and any information protected by the *CEA* or common law public interest privilege.

24. The Designated Contact shall send the records in a sealed package marked CONFIDENTIAL-TO BE OPENED BY ADDRESSEE ONLY to the Administrator's office by Registered Mail or courier service.

25. Multiple files may be sent to the Administrator's office in a single package and may be sent in combination with other types of records.

26. The Designated Contact will not create a cover sheet or any other record identifying which files are being sent to the Administrator.

27. Except for the photocopy to be sent to the Administrator, the Designated Contact shall not make photocopies or otherwise duplicate the files or create or maintain any internal RCMP records about which files are accessed.

**No Obligation on Canada with Respect to Records Requested from Third Parties**

28. Where the Administrator or Assessor requests documents from a third party, such as the Claimant's employer, or the organization for which the Claimant volunteered, Canada has no control over how the third party handles that request or whether and how the third party protects the Claimant's confidentiality.

## SCHEDULE C

### SECONDARY CLASS MEMBER CLAIMS

1. Secondary Class Members eligible for compensation under this Agreement and this Schedule are the current Spouse and current or former Child(ren) of the Primary Class Member as defined in this Agreement:

“Spouse” means:

- (a) either of two persons who are currently married to each other or who have together, in good faith on the part of a person relying on this clause to assert any right, entered into a marriage that is voidable or void, and are living together; OR
- (b) either of two persons who are not married to each other and have co-habited for a period of not less than three years, or are in a relationship of some permanence, if they are the natural or adoptive parents of a Child.

“Child” means a natural or legally adopted child of the Primary Class Member, or a person for whom the Primary Class Member has custody under a court order or domestic contract, or a person toward whom the Primary Class Member has demonstrated a settled intention to treat as a child of her family, except under an arrangement where the child is placed for valuable consideration in a foster home by a person having lawful custody.

2. The Assessor<sup>1</sup> will decide, on a balance of probabilities, whether the designated Secondary Class Member is a current Spouse or a current or former Child for the purpose of this Agreement.

3. Each Primary Class Member assessed at Levels 5 or 6 will be provided, together with the Assessor’s Decision, with a Secondary Class Member Claim Form on which she may designate Secondary Class Members who may be eligible for compensation under this Agreement. No more than one current Spouse may be designated.

4. The Secondary Class Members designated on the Secondary Class Member Claim Form must sign the Form and provide proof of relationship. A parent or legal guardian must sign the Form on behalf of minor children. A legal representative must sign the Form on behalf of persons under disability other than minor children. A parent, legal guardian or legal representative signing on behalf of a Secondary Class Member must include documentary proof that he or she is the parent, legal guardian or legal representative as the case may be.

5. To be eligible for compensation under this Agreement, the signed Secondary Class Member Claim Form together with the supporting documentation must be submitted within 60

---

<sup>1</sup> Reference to the Assessor in this schedule includes any Additional Assessors appointed.



days of the date on which the Primary Class Member is sent the Secondary Class Member Claim Form. The deadline for submitting the Secondary Class Member claim will be stipulated in a cover letter sent to the Primary Class Member with the Secondary Class Member Claim Form.

6. Subject to paragraph 7 of this Schedule, the designated eligible Spouse and Child(ren) will each be awarded 5% of the amount awarded in accordance with Appendix 6 to Schedule B of this Agreement to the Primary Class Member.

7. The total amount awarded to the Spouse and Children of a Primary Class Member may not exceed 10% of the amount awarded to the Primary Class Member. If there are more than two designated eligible Secondary Class Members, Secondary Class Members will share the 10% maximum award on an equal pro rata basis.

8. Payment of compensation to the Spouse and Children of a Primary Class Member will be made in accordance with paragraphs 33 to 53 of Schedule B to this Agreement with necessary modifications. All references to "Claimant" in paragraphs 33 to 53 of Schedule B will include Secondary Class Member claimants.

SCHEDULE C – APPENDIX 1

**SECONDARY CLASS MEMBER CLAIM FORM**

I, \_\_\_\_\_  
Print full name

of \_\_\_\_\_  
Street name and number Apartment number, P.O. Box or RR#

\_\_\_\_\_  
City/Town/Village Province/Territory Postal Code

being a Primary Class Member under the Settlement Agreement, hereby request that

\_\_\_\_\_  
(Print full name)

be awarded compensation as a Secondary Class Member.

I hereby affirm that \_\_\_\_\_

is my \_\_\_\_\_, and attach to this claim proof of the relationship  
spouse, child, adoptive child

or

I hereby affirm that I am the legal representative of \_\_\_\_\_

and have signed this form for \_\_\_\_\_, a person under disability,

and attach to this claim proof that I am the \_\_\_\_\_  
parent, legal guardian, legal representative

I understand that eligibility for Secondary Class Member compensation to the Spouse and Children of a Primary Class Member will be determined in accordance with Schedule C to the Settlement Agreement, and that payment of compensation for Secondary Class Members will be made in accordance with paragraphs 33 to 52 of Schedule B to the Settlement Agreement, with necessary modifications.

\_\_\_\_\_

SECONDARY CLASS MEMBER CLAIM FORM

---

\_\_\_\_\_  
Witness Signature<sup>1</sup>

\_\_\_\_\_  
Primary Class Member Signature

\_\_\_\_\_  
Print name of the witness

\_\_\_\_\_  
Date (day/month/year)

\_\_\_\_\_  
Date (day/month/year)

---

\_\_\_\_\_  
Witness Signature<sup>1</sup>

\_\_\_\_\_  
Secondary Class Member (or guardian) Signature

\_\_\_\_\_  
Print name of the witness

\_\_\_\_\_  
Date (day/month/year)

\_\_\_\_\_  
Date (day/month/year)

---

<sup>1</sup> The witness must be a Commissioner for taking affidavits or someone you personally know. The witness must see you sign the form but is not required to read the form.)

---

**SCHEDULE D****RCMP DESIGNATED CONTACT and CLAIMS SUPPORT PROCESS**

1. Canada will establish a confidential Designated Contact and Claims Support Process in accordance with this Schedule in order to respond to requests for information and records from the Administrator or Assessor and to provide relevant information to the Administrator or Assessor as required under this Settlement Agreement and as approved by the Court. In this Schedule the terms Administrator and Assessor include their staff.
2. Canada will designate the Director, Claims Response Directorate, an individual from the Human Resources Sector of the RCMP, and an individual from the Professional Responsibility Sector of the RCMP, each as a point of contact (the "Designated Contact") for the Administrator or Assessor to request the release of information and records in the possession of the RCMP relating to a Claimant or third party as provided for in the Approval Order.
3. The Designated Contact will be responsible for:
  - (a) the operations and administration of the Claims Support Process;
  - (b) ensuring the confidentiality of all requests received and responses provided and, in particular, taking all necessary steps to ensure the confidentiality of the Claimant's identity and other information;
  - (c) accepting requests for information and documents from the Administrator or Assessor;
  - (d) retrieving the requested information and documents; and
  - (e) providing the information and documents to the Administrator's office in accordance with this Schedule.
4. The Designated Contact will be located at RCMP National Headquarters located at 73 Leikin Drive, Ottawa, Ontario.
5. The office of the Designated Contact will be a stand-alone office (but may be co-located with the office of the Designated Contact established for the *Merlo/Davidson* Claims Support Process) located in a secure area of RCMP Headquarters with no interior windows or glass doors. No sign or other information identifying the purpose of the office will be posted on the door or elsewhere.
6. Access to the door will require a security card reader and a personal RCMP Chip Identification will be required to access the door.
7. All cabinets, desks, and other storage items will be locked.

8. An alarm system will be installed for the office and each Designated Contact will have a unique personal access code for the alarm.
9. Canada will inform the Parties of the names of the individuals selected as the Designated Contacts and will provide their contact information to the Administrator and Assessor. If a replacement Designated Contact must be selected before the Claims Process is complete, Canada will notify the Parties and provide the replacement Designated Contact's contact information to the Administrator and Assessor.
10. The Designated Contact shall keep confidential any information provided or obtained in the settlement Claims Process, except where provided by law, and will not use the information for any purpose other than the settlement Claims Process unless otherwise agreed by the Parties.
11. The Administrator or Assessor may communicate with the Designated Contact by telephone, registered mail, postal mail, courier service or email as is convenient for them. However, no information that may identify a Claimant or third party shall be sent by postal mail or email to the Designated Contact. At no time will correspondence be sent by or to the general RCMP mailroom.
12. Information that may identify a Claimant or third party shall be communicated between the Administrator or Assessor and the Designated Contact verbally or in a sealed envelope marked CONFIDENTIAL-TO BE OPENED BY ADDRESSEE ONLY by Registered Mail or courier service. The Administrator or Assessor or designate shall identify himself or herself to the satisfaction of the Designated Contact.
13. For all information and records requested, the Administrator or Assessor shall provide the Designated Contact with the Claimant's name while working with the RCMP, date of birth, and any other information which may be required criteria for a search. The Administrator or Assessor will specify the nature of the information and records that are required with as much particularity as possible with respect to type of record (for e.g., harassment, grievance, personnel), date, time range, relevant detachment or geographical location, targeted portions or similar identifying descriptors.
14. Where information and records requested may have existed but no longer exist or cannot be located, the Designated Contact will verbally inform the Administrator or Assessor, of this fact.
15. The Administrator or Assessor will hold the appropriate level of government security clearance, and will safeguard the information and records in compliance with any security requirements associated with the handling of the information and records as provided by Canada. The workplace of the Administrator and Assessor and the storage facilities will be in compliance with any security requirements as determined to be applicable by Canada.



**SCHEDULE E****NO RETALIATION DIRECTIVE**

The Federal Court has approved a settlement between the RCMP and Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces who are female or publicly identify as female and who were supervised or managed by the RCMP or who worked in an RCMP controlled workplace during the Class Period. This settlement does not include individuals who are primary class members in *Merlo and Davidson v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-1685-16 and class members in *Ross, Roy, and Satalic v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-370-17 or *Association des membres de la police montée du Québec inc., Gaétan Delisle, Dupuis, Paul, Lachance, Marc v. HMTQ*, Quebec Superior Court Number 500-06-000820-163. The Class Period runs from September 16, 1974 to {date of certification order}.

Details of the settlement can be found on the settlement website at XXX and on Class Counsel's websites at [www.callkleinlawyers.com](http://www.callkleinlawyers.com) and [www.higgertylaw.ca](http://www.higgertylaw.ca). The settlement provides for a claims process and payment of compensation to class members with meritorious claims as determined by an independent assessor. Any class member has the right to make a claim under the settlement without fear of retaliation for doing so. To be clear, there is to be no retaliation against anyone for making a claim under the settlement. Any act of retaliation will be treated seriously and sanctions may be imposed commensurate with the circumstances and seriousness of any retaliatory action.

**SCHEDULE F  
OPT OUT FORM**

*Tiller, Copland, and Roach v. Her Majesty the Queen*, Court File No.: T-1673-17

RCMP Gender and Sexual Orientation Based Harassment and Discrimination Class Action

*This is not a Claim Form. Submitting this form excludes you from the class action and the proposed settlement of the class action. Do not use this form if you wish to receive compensation under the proposed settlement.*

**You only need to file an Opt-Out Form if you wish to retain the right to pursue an individual action. If you do not wish to pursue an individual action and do not wish to file a claim for compensation under the settlement, you do not need to complete this form.**

Name:

Current Address:

Date of Birth:

Dates and locations worked or volunteered with the RCMP:

Reason for Opting Out:

Date: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
Signature

To Opt Out of the Class Action, you must sign and deliver this form to Class Counsel at either of the addresses below received or postmarked no later than \*\*\*\*\*, 2019:

**KLEIN LAWYERS LLP**  
Attn: Whitney Santos  
Suite 400-1385 West 8<sup>th</sup> Avenue  
Vancouver, BC V6H 3V9

Phone: (604) 874-7171  
Fax: (604) 874-7180

## **SCHEDULE B**

**SUPPLEMENTAL AGREEMENT made on October 1, 2019**

**BETWEEN:**

**CHERYL TILLER, MARY-ELLEN COPLAND, AND DAYNA ROACH,**  
as class action representative plaintiffs

**Plaintiffs**

**and**

**HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA,**  
represented by **THE ATTORNEY GENERAL OF CANADA**

**Defendant**

**Terms of Appointment of the Administrator and Assessor**

**Definitions**

Capitalized or defined terms used in this Supplemental Agreement have the same meaning as the capitalized or defined terms in the Agreement.

In this Schedule:

“**Administrator**” means the Administrator appointed by the Court, Deloitte LLP;

“**Agreement**” means the Agreement signed by the parties on June 21, 2019, which includes this Supplemental Agreement;

“**Assessor**” means the Assessor appointed by the Court, the Honourable Louise Otis; AND

“**Supplemental Agreement**” means this Supplemental Agreement, which forms part of the Agreement.

## I. ADMINISTRATOR

### A. Appointment of Deloitte LLP as Administrator

1. Pursuant to section 6.041 of the Agreement, the Parties mutually agree to the appointment by the Court of Deloitte LLP as Administrator.
2. In addition to the Administrator's duties set out in the Agreement, including all schedules and appendices, the Parties understand that the Administrator shall act in accordance with this Supplemental Agreement, which shall be incorporated into the Approval Order.

### B. Professional Fees

#### Fee Structure

3. Canada shall pay the Administrator for administration services based on the following fee structure to a limitation of expenditure of \$3,000,000.00 exclusive of applicable taxes:

(a) Fixed fees as follows:

|  |           |
|--|-----------|
| Overall Administration and Management for Administrator and Assessor (including Claims Process set up, ongoing reporting, trust account management, claimant support, support and set up offices and staff for the Assessors, and any work undertaken for these purposes prior to the approval of the Agreement, including any work undertaken prior to the Approval Date. | \$787,000 |
|--|-----------|

(b) Variable fees payable on a per claim basis

|  |                 |
|--|-----------------|
| Primary Class Member Claims  | \$280 per claim |
| Secondary Class Member Claims                                      | \$90 per claim  |
| Travel and Medical expense reimbursement; Reconsideration Requests | \$35 per claim  |

(c) Variable fees payable to support Assessors:

|  |                                    |
|--|------------------------------------|
| Hiring and payment of staff to support an Assessor   | As reasonably required by Assessor |
| Cost of meeting rooms for Assessor's interviews:   |                                    |
| Administrator's offices  | \$100/day                          |
| Outside offices  | \$500/day max                      |
| Travel costs for Assessors' staff for claimant interviews and to meet with Administrator in accordance with Government of Canada National Joint Council Travel Directive |                                    |



4. The Administrator must not perform any work that would result in Canada's liability exceeding the \$3,000,000.00 limitation of Canada's expenditure, except with the express written authorization of the Parties or, failing agreement, the authorization of the Court.
5. If, at any time, the Administrator considers that \$3,000,000.00 will be insufficient to complete the administration of the Agreement, the Administrator shall notify the Parties forthwith, identify the specific basis of the insufficiency, and shall not proceed to complete the administration of the Agreement without the prior express written authorization of the Parties or, failing agreement, the authorization of the Court.
6. The Administrator shall notify the Parties when the cost of services rendered reaches 70% of \$3,000,000.00.

#### Invoicing and Payment Schedule

7. In consideration of the Administrator satisfactorily completing all of its obligations under the Agreement, Canada shall pay the Administrator's professional fees in accordance with these terms, or any further terms as may be required by Canada and agreed to by the Parties in writing, on a monthly basis, for the work covered by the invoice where:
  - (a) an accurate and complete invoice and any other documents required by the Agreement have been submitted in accordance with invoicing instructions to be provided by Canada prior to the first billing period; and
  - (b) all documents have been verified by Canada.
8. Within 30 days of the Approval Order, Canada will issue payment of \$308,575.00 to the Administrator towards the fixed fees. The balance of fixed fees shall be paid monthly, in the amount of \$26,575.00, subject to the Administrator meeting the requirements of sections 7 and 17 of this Supplemental Agreement, commencing 60 days from the date of the Approval Order, for eighteen months. If the claims process has not completed after eighteen months, the monthly payments of fixed fees shall be reduced to \$20,000.00, subject to the Administrator meeting the requirements of sections 7 and 17 of this Supplemental Agreement, until the claims process is completed. If the Approval Order is appealed, no monthly payments, or no further monthly payments, will be made unless and until all appeals are final and the Approval Order is not set aside.
9. Subject to the Administrator meeting the requirements of sections 7 and 17 of this Supplemental Agreement, Canada will pay the variable fees incurred by the Administrator on a monthly basis, commencing within 30 days of the Approval Order, until the completion of the claims process. If the Approval Order is appealed, no monthly payments, or no further monthly payments, will be made unless and until all appeals are final and the Approval Order is not set aside.
10. Fees set out above include all services rendered. No additional compensation or any other expense shall be payable.

**C. Confidentiality**

11. The Administrator shall treat Class Member information and records as confidential and shall restrict access to such records to a need-to-know basis.
12. The Administrator must obtain from all its employees or sub-contractors who have access to Class Member information, a signed non-disclosure agreement, in the following form before they are given access to any claimant information by the Administrator:

**NON-DISCLOSURE AGREEMENT**

In the course of my work as an employee or subcontractor of Deloitte LLP, pursuant to the order of the Federal Court in Court File No.T-1673-17,

\_\_\_\_\_, may be given access to information by or on behalf of claimants or Canada in connection with the Tiller Class Action claims process. Such information may include information that is confidential or proprietary to third parties, and information conceived, developed or produced by Deloitte LLP or the Assessor the Honourable Louise Otis (and any additional Assessors). For the purposes of this Non-Disclosure Agreement, information includes but is not limited to: any documents, instructions, guidelines, data, material, advice or any other information whether received orally, in printed form, recorded electronically, or otherwise, and whether or not labeled as proprietary or sensitive, that is disclosed to a person or that a person becomes aware of during the performance of the Tiller Class Action Claims Process administered by Deloitte LLP.

I shall not reproduce, copy, use, divulge, release, or disclose, in whole or in part, in whatever manner or form, any information described above to any person other than the Assessor, or a person employed by Canada or Plaintiffs' counsel, and only as I have been expressly authorized to do and on a need to know basis in accordance with the Court order. I shall safeguard the same and take all necessary and appropriate measures, including those set out in any written or oral instructions jointly by Canada and Plaintiffs' counsel, to prevent the disclosure of, access to or use of this information in contravention of this Non-Disclosure Agreement.

I shall use any information provided to the Administrator or Assessor by a claimant or on behalf of Canada solely for the purpose of the claims process and I have no right of ownership whatsoever with respect to this information.

I agree that the obligation of this agreement will continue in force and in perpetuity, notwithstanding the termination or voiding of this Agreement.

\_\_\_\_\_  
Name (printed)

\_\_\_\_\_  
Signature

13. The Administrator shall ensure that all Class Member information is stored in a secure location and that only authorized persons who have signed the non-disclosure agreement are permitted to access the information. Printed material will be stored in a locked container in an area that is subject to continuous monitoring by the Administrator.
14. The Administrator shall not store, record, transmit or accept transmission of Class Member information electronically except in accordance with a manner and on devices approved by the Parties or, failing agreement, the Court.
15. The Administrator shall promptly notify the Parties of any incident or concern that confidential information has been disclosed to or otherwise obtained by unauthorized persons.
16. Information shall be returned or destroyed in accordance with the Agreement or as may otherwise be directed by the Court.

**D. Reporting**

17. The Administrator shall report to the Parties monthly commencing 30 days from the Implementation Date, and shall provide the following information:
  - (a) Trust account reconciliation;
  - (b) Communications update (calls and emails);
  - (c) Number of request for reconsideration of Level 2 determinations;
  - (d) Number of requests for extension of time;
  - (e) Number of claims received by Administrator;
  - (f) Number of claims sent to Assessor;
  - (g) Number of determinations made by Assessor;

- (h) Number of claims rejected by Assessor; and
- (i) Administrator/Assessor Fees.

18. Canada may also undertake site visits to verify any records provided.

#### E. Insurance

19. The Administrator must obtain, maintain in full force and effect throughout the duration of the administration of the claims process, pay for and renew, the following insurance extending to, and in amounts commensurate with, the Administrator's obligations under the Agreement:
- (a) Commercial General Liability Insurance in an amount not less than \$2,000,000.00 per accident or occurrence and in the annual aggregate. Canada is to be added as an additional insured, but only with respect to liability arising out of the Administrator's performance of its obligations under the Agreement. The interest of Canada must be stated in the policy as follows: Canada, as represented by the Department of Justice, Canada.
  - (b) Errors and Omissions Liability Insurance in an amount not less than \$1,000,000.00 per loss and in the annual aggregate, inclusive of defence costs; and
  - (c) Comprehensive Crime Insurance. Loss Payee must be stated in the policy as follows: Canada as its interest may appear or as it may direct.
20. If the policies are written on a claims-made basis, coverage must be in place for a period of least 12 months after the completion or termination of the administration mandate.
21. The following endorsement must be included in all policies:
- Notice of Cancellation: The Insurer will provide Canada and the Plaintiffs' counsel with thirty (30) days written notice of cancellation.*
22. Neither compliance nor failure to comply with the insurance requirements set out herein shall relieve the Administrator of its liabilities and obligations under the Agreement.
23. **Litigation Rights:** Notwithstanding that the Administrator is not an agent of the Crown, pursuant to subsection 5(d) of the *Department of Justice Act*, S.C. 1993, c. J-2, s. 1, if a suit is instituted for or against Canada which the insurer would, but for this clause, have the right to pursue or defend on behalf of Canada as an additional insured under the Administrator's insurance policy, the insurer must promptly contact the Attorney General of Canada to agree on legal strategies by sending a letter, by registered mail or by courier, with an acknowledgement of receipt to:

Department of Justice Canada  
 900 – 840 Howe Street  
 Vancouver BC V6Z 2S9  
 Attn: Regional Director General's Office

24. Canada reserves the right to co-defend any action brought against the Administrator or Canada. All expenses incurred by Canada to co-defend such actions will be at Canada's expense. If Canada decides to co-defend any action brought against the Administrator or it, and Canada does not agree to a proposed settlement agreed to by the Administrator's insurer and the plaintiff(s) that would result in the settlement or dismissal of the action against Canada, then Canada will be responsible to the Administrator's insurer for any difference between the proposed settlement amount and the amount finally awarded or paid to the plaintiffs (inclusive of costs and interest) on behalf of Canada.

## II. ASSESSOR

### A. Appointment of the Honourable Louise Otis as Assessor

25. Pursuant to section 6.01 of the Agreement, the Parties mutually agree to the appointment by the Court of the Honourable Louise Otis as Assessor.
26. In addition to the Assessor's duties set out in the Agreement, the Parties understand that the Assessor shall act in accordance with this Supplemental Agreement, which shall be incorporated into the Approval Order.

### B. Professional Fees

#### Fee Structure

27. Canada shall pay for assessment services based on the following fee structure:

|  |                        |
|--|------------------------|
| Assessor   | \$350 per hour         |
| Office disbursements not provided by the Administrator | As reasonably required |
| Administrative Assistant                               | \$35 per hour          |
| Research Assistant                                     | \$150 per hour         |

28. The Assessor must not incur fees for assessment services, or perform assessment services, that would result in Canada's liability for assessment services exceeding \$1,000,000.00, except with the express written authorization of the Parties or, failing agreement, the authorization of the Court.



29. If, at any time, the Assessor considers that \$1,000,000.00 will be insufficient to complete the administration of assessment services for the Agreement, the Assessor shall notify the Parties forthwith.
30. The Assessor shall notify the Parties when the cost of services rendered reaches 70% of \$1,000,000.00.

#### Invoicing and Payment Schedule

31. Canada shall pay all of the fees of the Assessor in accordance with these terms or any further terms as may be agreed by the Parties in writing, on a monthly basis for the work covered by the invoice where:
  - (a) an accurate and complete invoice and any other documents required by the Agreement have been submitted in accordance with invoicing instructions to be provided by Canada prior to the first billing period; and
  - (b) all documents have been verified by Canada.

#### Travel to be Reasonably Limited

32. Where an in-person interview is necessary, the Assessor may either travel to meet the claimant or request that a claimant travel to a location identified by the Assessor.
33. A claimant who is required by the Assessor to travel more than 50 kilometres from his or her place of residence to attend an interview is entitled to be reimbursed for travel expenses by Canada in accordance with the Government of Canada National Joint Council Travel Directive. Reimbursement of expenses shall be paid by the Administrator in accordance with Schedule B, Claims Process.
34. Where the Assessor is required to travel, the Assessor must use best efforts to maximize the number of claimants interviewed per trip undertaken. The Assessor will limit the number of persons travelling with the Assessor to one member of the Assessor's or Administrator's staff and a consultant or subject matter expert, if required.
35. Where travel is required for the Assessor's duties, expenses shall be billed to Canada as part of the Assessor's fees on the basis of rates established in the Government of Canada National Joint Council Travel Directive.

#### No other amounts payable

36. Fees as set out above include all services rendered. No additional compensation for any other expense shall be payable.

A. Confidentiality

- 37. The Assessor shall treat claimant information and records as confidential and shall restrict access to such records to a need to know basis.
- 38. The Assessor must sign, and must obtain from all their employees or sub-contractors who have access to claimant information, a signed non-disclosure agreement, in the following form before they are given access to any claimant information.

NON-DISCLOSURE AGREEMENT

In the course of my work as an employee or subcontractor of (NAME OF ASSESSOR), pursuant to the order of the Federal Court in Court File No.T-1673-17,

I, \_\_\_\_\_, may be given access to information by or on behalf of claimants or Canada in connection with the Tiller Class Action claims process. Such information may include information that is confidential or proprietary to third parties, and information conceived, developed or produced by (NAME OF ASSESSOR) or Deloitte LLP as part of their mandate. For the purposes of this Non-Disclosure Agreement, information includes but is not limited to: any documents, instructions, guidelines, data, material, advice, or any other information whether received orally, in printed form, recorded electronically, or otherwise, and whether or not labeled as proprietary or sensitive, that is disclosed to a person or that a person becomes aware of during the performance of the Tiller Class Action Claims Process administered by Deloitte LLP.

I shall not reproduce, copy, use, divulge, release or disclose, in whole or in part, in whatever manner or form, any information described above to any person other than the Assessor, or a person employed by Canada or Plaintiffs' counsel, and only as I have been expressly authorized to do and on a need to know basis in accordance with the Court order. I shall safeguard the same and take all necessary and appropriate measures, including those set out in any written or oral instructions jointly by Canada and Plaintiffs' counsel, to prevent the disclosure of, access to or use of this information in contravention of this Non-Disclosure Agreement.

I shall use any information provided to the Administrator or the Assessor by a claimant or on behalf of Canada solely for the purpose of the claims process and I have no right of ownership whatsoever with respect to this information.

I agree that the obligation of this agreement will continue in force and in perpetuity, notwithstanding the termination or voiding of this Agreement.

\_\_\_\_\_  
Name (printed)

\_\_\_\_\_  
Signature

39. Claimant information shall be stored in a secure manner to ensure that only authorized persons who have signed the non-disclosure agreement may access the information. Printed material will be stored in a locked container in an area that is subject to continuous monitoring or where access is restricted to persons having signed the non-disclosure agreement.
40. The Assessor shall not store, record, transmit, or receive claimant information electronically except in a manner and on devices approved by the Parties or, failing agreement, the Court.
41. The Assessor shall promptly notify the Parties of any incident or concern that confidential information has been disclosed to or otherwise obtained by unauthorized persons.

**B. Reporting**

42. The Assessor shall provide all information required by the Administrator in order for the Administrator to prepare its monthly reports.

**C. Powers and Immunity**

43. The Assessor shall have all the powers necessary for the performance of her or his duties in accordance with the Agreement and Schedules.
44. The Assessor and any person working for the Assessor in accordance with this appointment shall benefit from the public law immunity associated with judicial functions.

**D. Insurance**

45. The Assessor shall ensure that she or he carries adequate insurance considering the duties and risks associated with this appointment. All costs associated with such insurance shall be at the Assessor's expense.
46. **Litigation Rights:** Notwithstanding that an Assessor is not an agent of the Crown, pursuant to subsection 5(d) of the *Department of Justice Act*, S.C. 1993, c. J-2, s.1, if a suit is instituted for or against Canada which the Assessor's insurer would, but for this clause, have the right to pursue or defend on behalf of Canada as an additional insured under the Assessor's insurance policy, the insurer must promptly contact the Attorney General of Canada to agree on legal strategies by sending a letter, by registered mail or by courier, with an acknowledgement of receipt to:

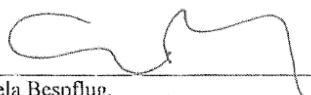
Department of Justice Canada  
900 – 840 Howe Street  
Vancouver BC V6Z 2S9  
Attn: Regional Director General's Office

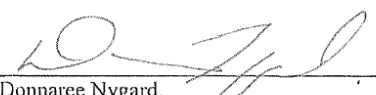
47. Canada reserves the right to co-defend any action brought against an Assessor or Canada. All expenses incurred by Canada to co-defend such actions will be at Canada's expense. If Canada decides to co-defend any action brought against the Assessor or it, and Canada does not agree to a proposed settlement agreed to by the Assessor's insurer and the plaintiff(s) that would result in the settlement or dismissal of the action against Canada, then Canada will be responsible to the Assessor's insurer for any difference between the proposed settlement amount and the amount finally awarded or paid to the plaintiffs (inclusive of costs and interest) on behalf of Canada.

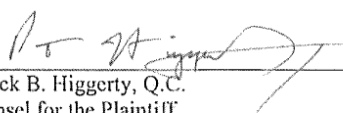
### III. ELECTRONIC COMMUNICATIONS

48. Where the Agreement refers to using fax or mail (registered or regular) to send or receive communications, including but not limited to claim forms, documents, and correspondence, the communications may also be sent electronically in the form and manner agreed upon by the Parties to the Agreement.
49. This agreement may be signed in any number of counterparts, each of which will be deemed to be an original and all of which, taken together, will be deemed to constitute one and the same agreement.

IN WITNESS WHEREOF the Parties have executed this Agreement this 1<sup>st</sup> day of October, 2019.

  
\_\_\_\_\_  
Angela Bospflug,  
Counsel for the Plaintiffs,  
Cheryl Tiller and Mary-Ellen Copland

  
\_\_\_\_\_  
Donnaree Nygard,  
Counsel for the Defendant,  
the Attorney General of Canada

  
\_\_\_\_\_  
Patrick B. Higgerty, Q.C.,  
Counsel for the Plaintiff,  
Dayna Roach

## **SCHEDULE C**



**NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL**

RCMP Gender and Sexual Orientation Based Harassment and Discrimination Class Action

**Did you experience gender or sexual orientation-based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP?  
You may be eligible for compensation.**

---

*If you are a female or identified as a female and work or volunteer with the RCMP, or did so in the past, you may be eligible for compensation.*

---

On \*\*, 2019, the Federal Court approved a settlement of the class action *Tiller v. Her Majesty the Queen*. The class action concerns allegations of gender and sexual orientation-based harassment and discrimination within the Royal Canadian Mounted Police (“RCMP”).

**Who is Eligible for the Settlement?**

You are eligible to participate in the settlement if you are a Primary Class Member as defined below and have experienced gender or sexual orientation-based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP. The Class is defined as:

**Primary Class Members:** current and former living Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces who are female or publicly identify as female and who were supervised or managed by the RCMP or who worked in an RCMP controlled workplace during the Class Period (defined as September 16, 1974 to July 5, 2019).

\*Excluded from the class are individuals who are primary class members in *Merlo and Davidson v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-1685-16 and class members in *Ross, Roy, and Satalic v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-370-17 or *Association des membres de la police montée du Québec inc., Gaétan Delisle, Dupuis, Paul, Lachance, Marc v. HMTQ*, Quebec Superior Court Number 500-06-000820-163.

**Secondary Class Members:** any Child or Spouse of a Primary Class Member who has a derivative Claim in accordance with applicable family law legislation.

**What are the Terms of the Settlement?**

The settlement provides six levels of compensation ranging from \$10,000 to \$220,000 for Primary Class Members who experienced gender or sexual orientation based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP during the Class Period. Compensation is available for Secondary Class Members where the Primary Class Member’s Claim is assessed at either of the two highest severity levels.

The settlement claims process is independent and confidential; the RCMP will not be told if you file a claim to the settlement.

The settlement claims process is also non-adversarial. Lower level claims are assessed through a paper process. Claimants with higher level claims will be interviewed by a female assessor. There is no hearing, and claimants will not be cross examined.

**How Do I Make a Claim?**

Primary Class Members must submit a confidential claim form together with all supporting documentation to the settlement administrator on or before \*\*\*\*. Primary Class Members whose claims are approved at either of the two highest levels will be provided with a Secondary Class Member claim form.

Anyone who has opted out of the class action is not eligible for compensation under the settlement.

**For More Information and to Obtain a Claim Form**

To obtain or file a claim form online, go to [rcmpsettlement.ca](http://rcmpsettlement.ca). You may also contact the office of the settlement administrator at:

\*\*\*\*\*

For more information about the terms of the settlement, or if you have questions about your claim, contact Class Counsel:

**Klein Lawyers LLP**  
Whitney Santos  
[wsantos@callkleinlawyers.com](mailto:wsantos@callkleinlawyers.com)  
1385 West 8<sup>th</sup> Avenue, #400  
Vancouver, BC V6H 3V9  
[www.callkleinlawyers.com](http://www.callkleinlawyers.com)

**Higgerty Law**  
Connie Luong  
[info@higgertylaw.ca](mailto:info@higgertylaw.ca)  
Millennium Tower, Main Floor  
101, 440 2<sup>nd</sup> Avenue SW  
Calgary, AB T2P 5E9  
[www.higgertylaw.ca](http://www.higgertylaw.ca)

## **SCHEDULE D**

## NOTICE OF SETTLEMENT APPROVAL

**Did you experience gender or sexual orientation-based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP? You may be eligible for compensation.**

On \*\*, 2019, the Federal Court approved a settlement of the class action *Tiller v. Her Majesty the Queen*. The class action concerns allegations of gender and sexual orientation-based harassment and discrimination of women working or volunteering with the Royal Canadian Mounted Police (“RCMP”).

**Who is Eligible for the Settlement?**

Women who experienced gender or sexual orientation-based harassment or discrimination while working or volunteering with the RCMP during the Class Period (September 16, 1974 to July 5, 2019).

“**Primary Class Members**” means current and former living Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces who are female or publicly identify as female and who were supervised or managed by the RCMP or who worked in an RCMP controlled workplace during the Class Period, excluding individuals who are primary class members in *Merlo and Davidson v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-1685-16 and class members in *Ross, Roy, and Satalic v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-370-17 or *Association des membres de la police montée du Québec inc., Gaétan Delisle, Dupuis, Paul, Lachance, Marc v. HMTQ*, Quebec Superior Court Number 500-06-000820-163.

**What are the Terms of the Settlement?**

The settlement provides six levels of compensation ranging from \$10,000 to \$220,000 for Primary Class Members. The settlement claims process is confidential and non-adversarial. Claimants with higher level claims will be interviewed by a female assessor.

**How do I make a Claim?**

Primary Class Members must submit a claim form on or before \*\*. Claim forms may be obtained and submitted online at [www.rcmpsettlement.ca](http://www.rcmpsettlement.ca) or mailed to the address on the form. Primary Class Members whose claims are approved at either of the two highest levels will be provided with a Secondary Class Member claim form.

**More Information?**

For complete details on the proposed settlement or more information, contact Class Counsel:

**Klein Lawyers LLP**  
[www.callkleinlawyers.com](http://www.callkleinlawyers.com)  
[wsantos@callkleinlawyers.com](mailto:wsantos@callkleinlawyers.com)

**Higgerty Law**  
[www.higgertylaw.ca](http://www.higgertylaw.ca)  
[info@higgertylaw.ca](mailto:info@higgertylaw.ca)

## **SCHEDULE E**





## **Tiller v. Her Majesty the Queen Highlights of Notice Program**

### **Relevant Case Experience**

KCC's Legal Notification Services team members have been involved in the design and implementation of several Canadian action notice programs, including: *Ross v. Her Majesty the Queen*, No. T-370-17 (Fed.Ct.); *Brown v. The Attorney General of Canada* (Ont. S.C.J.), No. cv-09-00372025; *Anderson v. The Attorney General of Canada*, No. 2007 01T4955CP (Sup. Ct. NL) and No. 2008NLTD166 (Sup. Ct. NL); and *In re Residential Schools Litig.*, No. 00-CV-192059 (Ont. S.C.J.).

### **Case Analysis**

The following known factors were considered when determining our recommendation:

1. It is our understanding that there are approximately 41,200 Primary Class Members located throughout Canada, including large cities and rural areas.
2. There are 154 municipalities with Municipal Police Service Agreements with the RCMP.
3. The majority of Primary Class Members are believed to reside in British Columbia and Alberta, and in Ottawa, Ontario.
4. Almost all Primary Class Members are over the age of 18, and the majority of Primary Class Members are between the ages of 35 and 64.
5. A reasonable effort cannot identify and locate many Primary Class Members; therefore, many Primary Class Members must be reached through a consumer media campaign.
6. Effective reach and notice content is vital to convey the importance of the information affecting Class Members' rights.

### **Objective**

Notice has been designed to inform Primary Class Members of: 1) the approval of the settlement; 2) their right to file a claim; and 3) how to do so.

The goal is to design a notice program that will effectively reach Primary Class Members and capture their attention with notice communicated in clear, concise and plain language, so that their rights and options are fully understood.

### **Target Audience**

Primary Class Members is defined as: current and former living Municipal Employees, Regional District Employees, employees of non-profit organizations, volunteers, Commissionaires, Supernumerary Special Constables, consultants, contractors, public service employees, students, members of integrated policing units and persons from outside agencies and police forces who are female or publicly identify as female and who were supervised or managed by the RCMP or who worked in an RCMP controlled workplace during the Class Period, excluding individuals who are primary class members in *Merlo and Davidson v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-1685-16 and class members in *Ross, Roy, and Satalic v. Her Majesty the Queen*, Federal Court Action Number T-370-17 or *Association des membres de la police montée du Québec inc., Gaétan Delisle, Dupuis, Paul, Lachance, Marc v. HMTQ*, Quebec Superior Court Number 500-06-000820-163. The Class Period is September 16, 1974 to the date the Settlement receives Court approval.



**RICEPOINT**  
A Computershare company.

### Affected Municipalities

There are 154 municipalities throughout Canada with Municipal Police Service Agreements, and therefore affected by the litigation.

| Province/Territory   | Affected Municipalities | % of Total     |
|----------------------|-------------------------|----------------|
| Alberta              | 45                      | 29.22%         |
| British Columbia     | 65                      | 42.21%         |
| Manitoba             | 22                      | 14.29%         |
| New Brunswick        | 7                       | 4.55%          |
| Nova Scotia          | 5                       | 3.25%          |
| Prince Edward Island | 2                       | 1.30%          |
| Saskatchewan         | 8                       | 5.19%          |
| <b>TOTAL</b>         | <b>154</b>              | <b>100.00%</b> |

Together, the provinces of Alberta and British Columbia contain the vast majority (over 70%) of affected municipalities. The media therefore emphasizes outreach to those provinces, while still offering broad, national coverage.

### Target Analysis

Summary and data tables, as well as publications and briefs, published by Statistics Canada were studied and analyzed.

#### ➤ *Select Characteristics of Canada's Population*

#### POPULATION

As of July 1, 2018, there are approximately 29,882,742 Canadian adults 18 years of age or older (Adults 18+).<sup>1</sup> Females comprise 50.7% of the population of Adults 18+ with a total Female Adult 18+ population of 15,143,845, while males make up 49.3% of Adults 18+.

**Canadian Population by Age/Sex 18+**

| Age            | Total Canada | Male      | Female    |
|----------------|--------------|-----------|-----------|
| 15 to 19 years | 2,106,893    | 1,082,667 | 1,024,226 |
| 20 to 24 years | 2,437,542    | 1,271,388 | 1,166,154 |
| 25 to 29 years | 2,573,476    | 1,324,764 | 1,248,712 |
| 30 to 34 years | 2,550,512    | 1,288,341 | 1,262,171 |
| 35 to 39 years | 2,514,450    | 1,250,324 | 1,264,126 |
| 40 to 44 years | 2,378,927    | 1,176,696 | 1,202,231 |
| 45 to 49 years | 2,405,692    | 1,195,595 | 1,210,097 |

<sup>1</sup> Statistics Canada. Table 17-10-0005-01. Population estimates on July 1<sup>st</sup>, by age and sex, Last modified March 6, 2019.



**RICEPOINT**  
A Computershare company.

|                          |                   |                   |                   |
|--------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| 50 to 54 years           | 2,578,047         | 1,285,508         | 1,292,539         |
| 55 to 59 years           | 2,726,152         | 1,354,975         | 1,371,177         |
| 60 to 64 years           | 2,456,212         | 1,207,653         | 1,248,559         |
| 65 to 69 years           | 2,035,754         | 988,337           | 1,047,417         |
| 70 to 74 years           | 1,625,256         | 779,411           | 845,845           |
| 75 to 79 years           | 1,109,870         | 515,927           | 593,943           |
| 80 to 84 years           | 765,850           | 336,986           | 428,864           |
| 85 to 89 years           | 504,086           | 199,768           | 304,318           |
| 90 to 94 years           | 237,609           | 76,792            | 160,817           |
| 95 to 99 years           | 69,827            | 17,143            | 52,684            |
| 100 years and over       | 9,968             | 1,774             | 8,194             |
| <b>18 years and over</b> | <b>29,882,742</b> | <b>14,738,897</b> | <b>15,143,845</b> |
| <b>Median Age</b>        | <b>40.8</b>       | <b>39.7</b>       | <b>41.8</b>       |

In the key provinces of British Columbia and Alberta, the ratios between age and sex remain largely consistent with the total Canadian population. Females comprise 50.9% of the population of Adults 18+ in British Columbia and 49.9% of Adults 18+ in Alberta. However, this number dips when scrutinizing the millennial population, as females tend to make up larger percentages of an aging population. Women only make up 48.6% of adults 18-34 years of age in British Columbia, and 48.7% in Alberta.

**Population by Province and Age/Sex 18+**

| Age            | British Columbia |         | Alberta |         |
|----------------|------------------|---------|---------|---------|
|                | Total            | Female  | Total   | Female  |
| 15 to 19 years | 278,449          | 135,095 | 251,337 | 122,387 |
| 20 to 24 years | 326,304          | 155,213 | 274,313 | 132,121 |
| 25 to 29 years | 348,003          | 169,757 | 326,082 | 158,359 |
| 30 to 34 years | 355,796          | 175,642 | 355,630 | 175,105 |
| 35 to 39 years | 337,164          | 169,537 | 342,125 | 170,219 |
| 40 to 44 years | 310,564          | 158,748 | 302,367 | 149,515 |
| 45 to 49 years | 336,228          | 173,138 | 281,502 | 137,680 |
| 50 to 54 years | 352,933          | 180,666 | 272,966 | 134,245 |
| 55 to 59 years | 374,912          | 191,674 | 284,634 | 141,754 |
| 60 to 64 years | 347,541          | 179,280 | 249,951 | 124,418 |
| 65 to 69 years | 297,853          | 153,558 | 187,836 | 95,170  |
| 70 to 74 years | 234,106          | 120,729 | 138,728 | 71,992  |
| 75 to 79 years | 157,411          | 82,056  | 92,822  | 49,589  |
| 80 to 84 years | 107,811          | 58,186  | 64,279  | 35,795  |



**RICEPOINT**  
A Computershare company.

|                          |                  |                  |                  |                  |
|--------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 85 to 89 years           | 70,556           | 40,455           | 42,373           | 25,158           |
| 90 to 94 years           | 33,097           | 21,578           | 19,263           | 12,773           |
| 95 to 99 years           | 10,354           | 7,565            | 5,526            | 4,147            |
| 100 years and over       | 1,537            | 1,213            | 855              | 699              |
| <b>18 years and over</b> | <b>4,113,550</b> | <b>2,093,033</b> | <b>3,341,787</b> | <b>1,667,694</b> |
| <b>18 to 34 years</b>    | <b>1,141,483</b> | <b>554,650</b>   | <b>1,056,560</b> | <b>514,540</b>   |

### **Phase I Analysis Integrated into Phase II**

Aside from the reach and other data gleaned from digital media during Phase I of the notice program, it is difficult to determine the success of the other methods of notice distribution since the notice did not contain a direct call to action. However, given the information outlined above, we are confident that notice was successful and that the notice plan for Phase II should mirror the plan used in Phase I, with a few minor changes discussed below.

Key performance indicators from Phase I of the notice program provided valuable insights regarding distribution of the notice through digital media platforms. For example, the click-through rates of the notices disseminated via the Google Display Network were significantly higher than those of the digital notices on Facebook, YouTube or Instagram. Therefore, Phase II of the notice program will be modified to shift a portion of the impressions away from Facebook, YouTube and Instagram to the Google Display Network.

In order to better track the voluntary compliance of municipalities and CUPE in the distribution of the Phase II notice, a voluntary reporting mechanism will be utilized as part of the Phase II Notice letter to the municipalities and CUPE union branch offices.

Also, given the extensive media coverage that resulted from the Phase I press release, an additional press release will be added to the Phase II notice program. This press release will be distributed two to four weeks prior to the claims deadline and will remind class members to submit a claim to the settlement prior to the claims deadline.

### **Proposed Notice Strategies**

The Notice Plan consists of a combination of notice placements in a leading consumer magazine, zoned editions of a leading commuter newspaper, and on a variety of websites, including the social media platforms Facebook, Instagram, and YouTube. Activity also includes the distribution of a national press release, notice placements in local newspapers and foreign language publications, and an organizational outreach to municipalities and unions.

The Notice Plan has been designed to reach a minimum of 85% of women 18 years of age or older throughout Canada *through the measurable media efforts alone*.

Reach will be further enhanced and extended by the non-measurable media and outreach efforts. It is anticipated that non-measurable media efforts will substantially increase reach.

### **Proposed Notice Tactics**

Following is a summary of the recommended notice tactics.



**RICEPOINT**  
A Computershare company.

➤ **Newspapers:**

- **Mainstream Newspapers:** An approximate quarter-page notice will appear once in mainstream newspapers covering Ottawa, Calgary, and Edmonton, and twice in a mainstream Vancouver newspaper.

### OTTAWA CITIZEN

- *Ottawa Citizen*
- Circulation: 75,898
  - Audience
    - Women 18+: 93,000
    - Women 18-34: 20,000
    - Women 35+: 73,000

### CALGARY HERALD

- *Calgary Herald*
- Circulation: 71,133
  - Audience
    - Women 18+: 105,000
    - Women 18-34: 27,000
    - Women 35+: 78,000

### EDMONTON JOURNAL

- *Edmonton Journal*
- Circulation: 58,634
  - Audience: 222,000
    - Women 18+: 100,000
    - Women 18-34: 21,000
    - Women 35+: 79,000

### The Province

- *The Province*
- Circulation: 123,935
  - Audience
    - Women 18+: 188,000
    - Women 18-34: 35,000
    - Women 35+: 153,000
- **Commuter Newspapers:** An approximate half-page notice will appear once in the major centers of the provinces where most Primary Class Members reside (British Columbia and Alberta). These include the Vancouver, Calgary, and Edmonton editions of the free daily commuter newspaper, *StarMetro*, and as a double-size notice in *Coffee News*.





**RICEPOINT**  
A Computershare company.

### STAR METRO VANCOUVER

- *Star Metro Vancouver*
  - Daily Print Readers: 287,000
  - Gender Split
    - 58% Male
    - 42% Female
  - Age Breakdown
    - 18-34: 100,000
    - 18-49: 175,000
    - 25-34: 61,000
    - 25-49: 137,000
    - 35-49: 76,000
    - 50-64: 60,000
    - 35+: 187,000
    - 65+: 51,000

### STAR METRO CALGARY

- *Star Metro Calgary*
  - Daily Print Readers: 121,000
  - Gender Split
    - 60% Male
    - 40% Female
  - Age Breakdown
    - 18-34: 36,000
    - 18-49: 58,000
    - 25-49: 47,000
    - 35-49: 22,000
    - 50-64: 37,000
    - 35+: 85,000
    - 65+: 26,000

### STAR METRO EDMONTON

- *Star Metro Edmonton*
  - Daily Print Readers: 119,000
  - Gender Split
    - 54% Male
    - 46% Female
  - Age Breakdown
    - 18-34: 33,000
    - 18-49: 57,000
    - 25-49: 42,000
    - 35-49: 24,000
    - 50-64: 35,000
    - 35+: 86,000
    - 65+: 27,000



RICEPOINT  
A Computershare company.



- *Coffee News* is Canada's premier paper that patrons can pick up at their favourite restaurant, coffee shop, waiting room, reception area, doctor's office and anywhere else they wait for service. Each edition of *Coffee News* is customized for its community and contains 32 advertisements for small and medium-sized businesses in the local community it is distributed in. Local editions are published by an entrepreneur with a passion for community involvement.

The Short Form Notice will be published once in approximately 77 zoned editions covering areas with affected municipalities.

Editions may include: Airdrie, Beaumont, Bonnyville, Burnaby (Central), Burnaby (North), Burnaby (South), Campbell River, Chestermere & Strathmore, Chilliwack, Cold Lake, Comox Valley, Coquitlam, Cornwall, Cowichan Valley/Ladysmith, Cranbrook, Devon, Didsbury, Carstairs & Crossfield, Drayton Valley, Edson, Fort McMurray, Fort Saskatchewan (incl. Lamont & Bruderheim), Grande Prairie, Hampton/Quispamsis, High River, Hinton, Innisfail & Olds (incl. Bowden, Sundre & Spruceview), Interlake Area (St. Paul, Lockport & Selkirk), Lacombe (incl. Blackfalds), Leduc & Nisku, Lethbridge (North & Coaldale), Lloydminster, Maple Ridge East, Maple Ridge West, Mission, North Delta, North Langley, North Vancouver (East), North Vancouver (West), Okotoks, Oromocto, Parksville/Qualicum, Peace River, Penticton, Ponoka, Port Alberni, Port Coquitlam, Red Deer (Central), Red Deer (North), Red Deer (South), Rocky Mountain House (incl. Eckville, Leslieville & Caroline), Sardis, Slave Lake, South Langley, South Surrey (White Rock), Spruce Grove, Squamish, St. Albert, St. Paul, Stonewall & Area, Stony Plain, Summerland, Surrey (Cloverdale), Surrey (Fleetwood), Surrey (Guildford), Swift Current, Sylvan Lake (incl. Bentley), Trochu, Three Hills, Hanna & Drumheller, Vegreville & Mundare, Wetaskiwin, Westlock, West Vancouver, Whalley/Surrey Centre, Whitecourt (incl. Fox Creek), Windsor (Central), Windsor (East), Windsor (South)

Coffee News consists of mostly female readers (66%) between 35-54 years old.

- **Local Newspapers:** A Short Form Notice will be placed once in approximately 100 local newspapers in each of the 154 municipalities containing one or more affected RCMP location. A single newspaper may provide coverage in one or municipality. Utilizing local newspapers will help provide coverage in medium and small rural areas. A list of local newspapers including the province and municipality they cover is attached as **Schedule A**.
- **Alternative Newspaper Publications:** A Short Form Notice will be placed in freely-distributed foreign and ethnic-focused community publications in the provinces/territories of affected RCMP locations, particularly in British Columbia, Alberta and Ottawa. The Short Form Notice will appear as approximate quarter-page broadsheet or half-page tabloid ad unit in French or English, as all Primary Class Members likely speak at least one of those languages. The community papers are generally available free of charge and distributed in community centers, places of worship, transit centers, businesses, etc., in neighborhoods featuring high concentrations of each respective ethnic group (e.g., Chinese, Filipino, and/or South Asian publications), or targeting Chinese, Filipino, and/or South Asian communities in and around those municipalities.



Publications include *Desi Today*, *The Asian Star*, *Asian Pacific Post*, *South Asian Post*, *The Filipino Post*, *Sach Di Awaaz*, *Philippine Canadian Inquirer*, *The Link*, *Filipino Journal*, and *Philippine Showbiz News*. These publications were selected due to their high circulation, print language, female-oriented audiences, and other important factors. For example, *Desi Today* is Canada's first South-Asian news magazine delivered door-to-door, *Asian Pacific Post* is an energetic urban publication and the only English-language Chinese publication in British Columbia, *South Asian Post* is the largest circulation publication in the Indo-Canadian market, *The Filipino Post* is the largest circulation newspaper for the Filipino community, *Philippine Journal* is the oldest Filipino publication in British Columbia, *Philippine Canadian Inquirer* is the largest and only Filipino-Canadian newspaper distributed weekly all over Canada, and *The Link* is oldest newspaper for the Indo-Canadian community in Lower Mainland Vancouver.

#### ➤ Digital Media

- **Networks and Social Media:** To further extend reach, we recommend purchasing over 37 million English- and French-language internet impressions over a 60-day period. The digital media notices will be layered and targeted to a variety of women based on age, geographic location, interests, and online behaviors. All digital notices will include an embedded link to the case website.
  - **Women 35+** – approximately 23.7M impressions will be distributed in English and French to women 35 years of age or older nationwide, with an emphasis in British Columbia and Alberta. The digital notices will be distributed via the Google Display Network and via the Facebook platform, and will include additional targeting to reach users whose online behavior indicates an interest in the RCMP, law enforcement, government and public sector jobs, government agencies, nonprofit organizations, volunteering, or who work as government employees or in administration services.

## Google Display Network

- **GDN** is a vast ad network that reaches over 90% of internet users and harnesses the power of advertising opportunities to over two million websites and apps, including some of the most-visited websites and most recognizable properties on the entire internet.

## facebook.

- **Facebook** is the largest social media platform in terms of both audience size and engagement.
- **Female Millennials (Women 18-34)** – approximately 12.3M impressions will be distributed in English and French to women 18-34 years of age nationwide, with an emphasis in British Columbia and Alberta. The digital notices will also be distributed via Instagram and YouTube, as well as on a variety of websites that index highly among millennial females.





RICEPOINT  
A Computershare company.

- **Instagram** is a free, online photo-sharing app and social networking platform owned by Facebook boasting a global community of over one billion users. It allows users to edit and upload photos and short videos.



- **YouTube** is the most popular video website on the internet. It is a video sharing website that allows users to watch videos, as well as upload their own videos and share them with friends, family and the world. YouTube visitors watch approximately 6 billion hours of videos each month. YouTube is owned by Google and is currently the second-largest search engine.



- **Custom website list** will be used to provide notice on websites that index highly among millennial females, such as celebrity gossip and entertainment, fitness, fashion and style sites.
- **Informational Press Release:** An informational press release will be distributed in both English and French across Canada Newswire (CNW), Canada's main and oldest newswire company. The press release will advise that the settlement has been approved and will be disseminated to all major digital, print and broadcast news outlets across Canada plus all local newspapers in smaller urban and significant rural markets. The press release distribution will be supplemented with delivery to a national list of women's and men's lifestyle multi-media CNW subscribers in both English and French. Although we are not able to speculate on the number of press outlets that would report the story, the press release will provide a valuable role in distributing information in a cost-effective manner.

In addition to the press release that will be promptly issued if the Court approves the settlement, a second press release will be issued, two to four weeks prior to the claims deadline, to press outlets throughout Canada via Canada Newswire. The press release will serve as a reminder about the settlement and provide a direct call to action by informing Class Members to file a claim before the claims deadline. The press release will be disseminated to all major digital, print and broadcast news outlets across Canada, plus all local newspapers in smaller urban and significant rural markets. The press release distribution will be supplemented with delivery to a national list of women's and men's lifestyle multi-media Canadian Newswire influencers in both English and French.

- **Municipality Outreach/Individual Notice:** All 154 municipalities with municipal police service agreements will be mailed a one-page Summary Notice, in both English and French. The mailing will also include a detailed cover letter that requests voluntary assistance in the distributing the Notices to potential Primary Class Members by issuing the Notice by mail or email to its female employees who worked with the RCMP and posting it in a highly visible, high-trafficked area. Additionally, the cover letter will instruct the municipalities to go to the settlement website to obtain additional information, print Claim Forms and additional Summary Notices, and obtain claims administration contact information to request specific forms of Notice or creative for use on websites, social media, etc. A list of the 154 municipalities is attached as **Schedule B**. In order to



**RICEPOINT**  
A Computershare company.

better track the voluntary compliance of the municipalities, a voluntary reporting mechanism will be utilized as part of the letter to the municipalities.

- **Union Outreach:** The Canadian Union of Public Employees (CUPE) is Canada's largest union, with over 680,000 members across the country. CUPE represents workers in health care, emergency services, education, early learning and child care, municipalities, social services, libraries, utilities, transportation, airlines and more.

All 67 CUPE office locations will be mailed a one-page Summary Notice, in both English and French. The mailing will also include a detailed cover letter that request their voluntary assistance in the distributing the Notices to potential Primary Class Members by providing the Notice to its current and former female members by mail or email and posting it in a highly visible, high-trafficked area. Additionally, the cover letter will instruct the CUPE offices to go to the settlement website to obtain additional information, print Claim forms and additional Summary Notices, and obtain claims administration contact information to request specific forms of Notice or creative for use on websites, social media, etc. A list of the 67 CUPE office locations is attached as **Schedule C**. In order to better track the voluntary compliance of CUPE, a voluntary reporting mechanism will be utilized as part of the letter to the CUPE offices.

- **Individual Notice:** The Government of Canada has agreed to post the summary Notice, in English or French as appropriate, in all RCMP premises. In addition, Canada has provided KCC/RicePoint with the email addresses for Primary Class Members who have a current RCMP email addresses. KCC/RicePoint will provide Notice by email to the email addresses provided, including a link to the long form Notice and Claim Form, and embedded links to Class Counsel's websites for more information.

Providing individual Notice to Primary Class Members through active RCMP email addresses will ensure individual notice is distributed where possible. Individual notice is the preferred method of notice because it provides information directly to Primary Class Members.

Additionally, posting the Notice in municipalities and through CUPE, as detailed above, will be an effective form of Notice in this case.

Posting the Notice in visible and highly-trafficked areas throughout offices where Primary Class Members are employed allows for a greater opportunity for it to reach its intended audience and to be seen and read. It also allows for word-of-mouth promotion as Primary Class Members involved in this case may speak to each other about the Notice and share it with other Primary Class Members who may or may not be the same office and who may or may not be currently employed or seconded in an affected RCMP premises.





**RICEPOINT**  
A Computershare company.

***Media Costs for Notice Program (per Phase)***

| Media Type                    | Cost (CAD)*                         |
|-------------------------------|-------------------------------------|
| Commuter Newspapers           | \$17,930                            |
| Mainstream Newspapers         | \$21,011                            |
| Digital Media                 | \$89,500                            |
| Press Release                 | \$1,980                             |
| Foreign/Cultural Publications | \$9,456                             |
| Local Newspapers              | \$80,588                            |
| Municipality Outreach         | Included in Administration estimate |
| Individual Email Notice       | Included in Administration estimate |
| Union Outreach                | Included in Administration estimate |
| French Translation            | Included in Administration estimate |
| Professional Services         | \$6,000                             |

\*All prices are based on best estimates and valid for 30 days

\*\*Tax not included

\*\*\*All media placements subject to final review and approval by the vendor

## Schedule A

| Province | Municipality  | Newspaper                                | Circulation        |
|----------|---|--|--------------------|
| Alberta  | Airdire<br>Chestermere<br>Cochrane<br>High River<br>Okotoks<br>Strathmore   | <i>Calgary Herald</i>                    |                    |
| Alberta  | Banff   |  |                    |
| Alberta  | Canmore   | <i>Rocky Mountain Outlook</i>            | 9,500              |
| Alberta  | Brooks  | <i>Brooks Bulletin Weekend Regional</i>  | 7,313              |
| Alberta  | Coaldale  | <i>The Sunny South News</i>              | 4,000              |
| Alberta  | Bonnyville<br>Cold Lake   | <i>The Cold Lake Sun</i>                 | 6,174              |
| Alberta  | Drayton Valley  | <i>The Drayton Valley Western Review</i> | 1,800              |
| Alberta  | Drumheller  | <i>The Drumheller Mail</i>               | TBD                |
| Alberta  | Edson   | <i>The Edson Leader</i>                  | 4,301              |
| Alberta  | Grande Prairie  | <i>The Peace Country Sun</i>             | 11,185             |
| Alberta  | Hinton  | <i>The Hinton Parklander</i>             | 3,976              |
| Alberta  | Lloydminster  | <i>Meridian Source</i>                   | 15,006             |
| Alberta  | Peace River   | <i>Peace River Gazette</i>               | 809                |
| Alberta  | Ponoka  | <i>Ponoka News</i>                       | 5,661              |
| Alberta  | Redcliff  | <i>CHAT News Today</i>                   | 10,000 daily users |
| Alberta  | Blackfalds<br>Innisfail<br>Olds<br>Red Deer   | <i>Red Deer Advocate</i>                 | 8,512              |
| Alberta  | Rocky Mountain House  | <i>The Mountaineer</i>                   | 3,600              |
| Alberta  | Slave Lake  | <i>Lakeside Leader</i>                   | 1,332              |
| Alberta  | Beaumont<br>Devon<br>Fort Saskatchewan<br>LeDuc<br>Morinville<br>Spruce Grove<br>St. Albert<br>Stony Plain<br>Strathcona County<br>Wetaskiwin | <i>Edmonton Journal</i>                  |                    |
| Alberta  | St. Paul  | <i>St. Paul Journal</i>                  | 3,600              |
| Alberta  | Stettler  | <i>Stettler Weekender</i>                | 5,442              |
| Alberta  | Sylvan Lake   | <i>Sylvan Lake News</i>                  | 5,586              |
| Alberta  | Vegreville  | <i>Vegreville News Advertiser</i>        | 11,257             |
| Alberta  | Wainwright  | <i>Star Edge News</i>                    | 4,690              |
| Alberta  | Town of Westlock  | <i>Westlock News</i>                     | 3,500              |
| Alberta  | Whitecourt  | <i>The Whitecourt Star</i>               | 2,687              |
| Alberta  | Wood Buffalo  | <i>Fort McMurray Today</i>               | 17,000             |

## Schedule A

| Province         | Municipality  | Newspaper                             | Circulation |
|------------------|---|---------------------------------------|-------------|
|                  | Burnaby<br>Chilliwack<br>Coquitlam<br>District of North Vancouver<br>Hope<br>Langley<br>Maple Ridge<br>Mission<br>North Vancouver City<br>Pitt Meadows<br>Port Coquitlam<br>Richmond<br>Squamish<br>Surrey<br>Township of Langley<br>Whistler<br>White Rock | <i>The Province</i>                   |             |
| British Columbia | Campbell River  | <i>Campbell River Mirror</i>          | 16,883      |
| British Columbia | Castlegar   | <i>Castlegar News</i>                 | 6,696       |
|                  | Colwood<br>Langford   | <i>Goldstream News Gazette</i>        | 17,656      |
| British Columbia | Comox<br>Courtenay  | <i>Comox Valley Record</i>            | 21,640      |
| British Columbia | Cranbrook   | <i>Cranbrook Townsman</i>             | 1,585       |
| British Columbia | Creston   | <i>Creston Valley Advance</i>         | 2,430       |
| British Columbia | Dawson Creek  | <i>Dawson Creek Mirror</i>            | 9,385       |
| British Columbia | Fernie  | <i>The Free Press</i>                 | 5,985       |
| British Columbia | Fort St. John   | <i>Pipeline News North</i>            | 11,600      |
| British Columbia | Kamloops  | <i>Kamloops This Week</i>             | 29,682      |
|                  | Kelowna<br>West Kelowna   | <i>Kelowna Capital News</i>           | 43,465      |
| British Columbia | Kent  | <i>Agassiz-Harrison Observer</i>      | 2,819       |
| British Columbia | Kimberley   | <i>Kimberley Bulletin</i>             | 943         |
| British Columbia | Kitimat   | <i>Kitimat Northern Sentinel</i>      | 822         |
| British Columbia | Ladysmith   | <i>Ladysmith Chronicle</i>            | 4,116       |
| British Columbia | Lake Country  | <i>Winfield Lake Country Calendar</i> | 4,200       |
| British Columbia | Merritt   | <i>Merritt Herald</i>                 | 6,092       |
| British Columbia | Nanaimo   | <i>Nanaimo News Bulletin</i>          | 31,786      |
| British Columbia | North Cowichan  | <i>Duncan Cowichan Valley Citizen</i> | 21,276      |
|                  | North Saanich<br>Sidney   | <i>Peninsula News Review</i>          | 14,753      |
| British Columbia | Osoyoos   | <i>Osoyoos Times</i>                  | 2,200       |
|                  | Parksville<br>Qualicum Beach  | <i>Parksville Qualicum News</i>       | 16,656      |
| British Columbia | Peachland   | <i>Peachland View</i>                 | 2,799       |
| British Columbia | Penticton   | <i>Penticton Western News</i>         | 21,848      |
| British Columbia | Port Alberni  | <i>Alberni Valley News</i>            | 9,349       |
| British Columbia | Powell River  | <i>Powell River Peak</i>              | 7,575       |
| British Columbia | Prince George   | <i>Prince George Citizen</i>          | 21,000      |
| British Columbia | Prince Rupert   | <i>Prince Rupert Northern View</i>    | 5,669       |

## Schedule A

| Province             | Municipality                                     | Newspaper                                      | Circulation |
|----------------------|--|--|-------------|
| British Columbia     | Quesnel  | <i>Quesnel Cariboo Observer</i>                | 5,672       |
| British Columbia     | Revelstoke                                       | <i>Revelstoke Times Review</i>                 | 1,800       |
| British Columbia     | Salmon Arm                                       | <i>Salmon Arm Observer</i>                     | 2,119       |
| British Columbia     | Sechelt  | <i>Coast Reporter</i>                          | 11,670      |
| British Columbia     | Smithers   | <i>Smithers Interior News</i>                  | 2,727       |
| British Columbia     | Sooke  | <i>Sooke News Mirror</i>                       | 5,773       |
| British Columbia     | Summerland                                       | <i>Summerland Review</i>                       | 1,300       |
| British Columbia     | Terrace  | <i>Terrace Standard</i>                        | 9,001       |
| British Columbia     | Trail  | <i>Trail Times</i>                             | 2,608       |
| British Columbia     | Armstrong<br>Coldstream<br>Spalumcheen<br>Vernon | <i>Vernon Morning Star</i>                     | 28,282      |
| British Columbia     | View Royal                                       | <i>Victoria News</i>                           | 24,510      |
| British Columbia     | Williams Lake                                    | <i>Williams Lake Weekend Advisor</i>           | 9,060       |
| Manitoba             | Beausejour                                       |  |             |
| Manitoba             | Pinawa   | <i>The Clipper (Lac du Bonnet)</i>             | 13,300      |
| Manitoba             | Boissevain                                       | <i>The Recorder</i>                            | 1,200       |
| Manitoba             | Carman   | <i>The Valley Leader</i>                       | 5,709       |
| Manitoba             | Dauphin  | <i>Dauphin Herald</i>                          |             |
| Manitoba             | The Pas  | <i>Opasquia Times</i>                          |             |
| Manitoba             | Roblin   | <i>Roblin Review</i>                           |             |
| Manitoba             | Russell  | <i>Russell Banner</i>                          |             |
| Manitoba             | Swan River                                       | <i>Swan Valley Star &amp; Times</i>            | 11,038      |
| Manitoba             | Flin Flon  | <i>Flin Flon Reminder</i>                      | 1,275       |
| Manitoba             | Gimli  | <i>Interlake Spectator</i>                     | 10,599      |
| Manitoba             | Killamey   | <i>The Guide</i>                               | TBD         |
| Manitoba             | Minnedosa  | <i>The Minnedosa Tribune</i>                   | 1,775       |
| Manitoba             | Neepawa  | <i>Neepawa Banner &amp; Press</i>              | 8,009       |
| Manitoba             | Portage La Prairie                               | <i>The Graphic Leader/Daily Graphic</i>        | 9,640       |
| Manitoba             | Selkirk  | <i>The Selkirk Journal</i>                     | 15,180      |
| Manitoba             | Souris   | <i>Souris Plaindealer</i>                      | 700         |
| Manitoba             | Steinbach  | <i>The Carillon</i>                            | 4,439       |
| Manitoba             | Stonewall  | <i>The Stonewall Argus &amp; Teulon Times</i>  | 5,860       |
| Manitoba             | Gillam   |  |             |
| Manitoba             | Thompson   | <i>Thompson Citizen</i>                        | 3,800       |
| Manitoba             | Virden   | <i>Virden Empire-Advance</i>                   | 1,600       |
| New Brunswick        | Bouctouche                                       |  |             |
| New Brunswick        | Codiac   | <i>Acadie Nouvelle</i>                         | 19,552      |
| New Brunswick        | Campbellton                                      | <i>Campbellton Tribune</i>                     | 1,904       |
| New Brunswick        | Hampton  | <i>Kings County Record</i>                     | 2,366       |
| New Brunswick        | Oromocto   | <i>The Telegraph Journal</i>                   | 21,901      |
| New Brunswick        | Sackville  | <i>Sackville Tribune-Post</i>                  | 1,618       |
| New Brunswick        | Saint Andrews                                    | <i>St. Croix Courier</i>                       | 2,900       |
| Nova Scotia          | Antigonish                                       | <i>The Casket</i>                              | 20,781      |
| Nova Scotia          | Pictou   | <i>The Advocate</i>                            | 3,500       |
| Nova Scotia          | Windsor  | <i>Hants Journal/Valley Journal Advertiser</i> | 2,930       |
| Nova Scotia          | Shelburne<br>Yarmouth                            | <i>Tri-County Vanguard</i>                     | 3,632       |
| Prince Edward Island | Cornwall<br>Stratford                            | <i>The Guardian</i>                            | 11,669      |
| Saskatchewan         | Humboldt   | <i>The East Central Recorder</i>               | 13,000      |
| Saskatchewan         | Meadow Lake                                      | <i>Northern Pride</i>                          | 4,200       |
| Saskatchewan         | Melfort  | <i>Melfort Journal</i>                         | 21,766      |
| Saskatchewan         | North Battleford                                 | <i>The Battlefords Regional News-Optimist</i>  | 13,700      |
| Saskatchewan         | Swift Current                                    | <i>The Southwest Booster</i>                   | TBD         |
| Saskatchewan         | Martensville<br>Warman                           | <i>Clark's Crossing Gazette</i>                | 16,168      |

### Schedule A

| Province     | Municipality | Newspaper                    | Circulation    |
|--------------|--------------|------------------------------|----------------|
| Saskatchewan | Yorkton      | <i>This Week Marketplace</i> | 19,975         |
| <b>TOTAL</b> |              |                              | <b>858,049</b> |



## Schedule B

### List of Municipalities with Municipal Police Service Agreements

| British Columbia            |                      |                      |                     |
|-----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------|
| Armstrong                   | Kamloops             | Parksville           | Sooke               |
| Burnaby                     | Kelowna              | Peachland            | Spalumcheen         |
| Campbell River              | Kent                 | Penticton            | Squamish            |
| Castlegar                   | Kimberley            | Pitt Meadows         | Summerland          |
| Chilliwack                  | Kitimat              | Port Alberni         | Surrey              |
| Coldstream                  | Ladysmith            | Port Coquitlam       | Terrace             |
| Colwood                     | Lake Country         | Powell River         | Township of Langley |
| Comox                       | Langford             | Prince George        | Trail               |
| Coquitlam                   | Langley              | Prince Rupert        | Vernon              |
| Courtney                    | Maple Ridge          | Qualicum Beach       | View Royal          |
| Cranbrook                   | Merritt              | Quesnel              | West Kelowna        |
| Creston                     | Mission              | Revelstoke           | Whistler            |
| Dawson Creek                | Naniamo              | Richmond             | White Rock          |
| District of North Vancouver | North Cowichan       | Salmon Arm           | Williams Lake       |
| Fernie                      | North Sannich        | Sechelt              |                     |
| Fort St. John               | North Vancouver City | Sidney               |                     |
| Hope                        | Osoyoos              | Smithers             |                     |
| Alberta                     |                      |                      |                     |
| Airdrie                     | Drayton Valley       | Olds                 | Strathcona County   |
| Banff                       | Drumheller           | Peace River          | Strathmore          |
| Beaumont                    | Edson                | Ponoka               | Sylvan Lake         |
| Blackfalds                  | Fort Saskatchewan    | Redcliff             | Vegreville          |
| Bonnyville                  | Grande Prairie       | Red Deer             | Wainwright          |
| Brooks                      | High River           | Rocky Mountain House | Strathmore          |
| Canmore                     | Hinton               | Slave Lake           | Town of Westlock    |
| Chestermere                 | Innisfail            | Spruce Grove         | Wetaskiwin          |
| Coaldale                    | Leduc                | St. Albert           | Whitecourt          |
| Cochrane                    | Lloydminster         | St. Paul             | Wood Buffalo        |
| Cold Lake                   | Morinville           | Stettler             |                     |
| Devon                       | Okotoks              | Stony Plain          |                     |
| Saskatchewan                |                      |                      |                     |
| Humbolt                     | Meadow Lake          | North Battleford     | Warman              |
| Martensville                | Melfoft              | Swift Current        | Yorkton             |
| Manitoba                    |                      |                      |                     |
| Beausejour                  | Gimli                | Roblin               | Swan River          |
| Boissevain                  | Killarney            | Russell              | The Pas             |
| Carman                      | Minnedosa            | Selkirk              | Thompson            |
| Dauphin                     | Neepawa              | Souris               | Virden              |
| Flin Flon                   | Pinawa               | Steinbach            |                     |

### Schedule B

|                      |                    |           |               |
|----------------------|--------------------|-----------|---------------|
| Gillam               | Portage La Prairie | Stonewall |               |
| New Brunswick        |                    |           |               |
| Bouctouche           | Codiac             | Oromocto  | Saint Andrews |
| Campbellton          | Hampton            | Sackville |               |
| Nova Scotia          |                    |           |               |
| Antigonish           | Shelburne          | Windsor   | Yarmouth      |
| Pictou               |                    |           |               |
| Prince Edward Island |                    |           |               |
| Cornwall             | Stratford          |           |               |

## Schedule C

### List of Canadian Union of Public Employees Office Locations

| Office                           | Street Address                  | City          | Province | Zip     |
|----------------------------------|---------------------------------|---------------|----------|---------|
| CUPE National Office             | 1375 St. Laurent Blvd           | Ottawa        | ON       | K1G 0Z7 |
| Alberta Regional Office          | 300-10235 124 Street NW         | Edmonton      | AB       | T5N 1P9 |
| Calgary Area Office              | 240N-3015 Fifth Avenue          | Calgary       | AB       | T2A 6T8 |
| Fort McMurray Area Office        | 120-9521 Franklin Avenue        | For McMurray  | AB       | T9H 3Z7 |
| Grande Prairie Area Office       | 101-10126 117 Avenue            | Grand Prairie | AB       | T8V 7S4 |
| Lethbridge Area Office           | 102-3305 18 Avenue N            | Lethbridge    | AB       | T1H 5S1 |
| Medicine Hat Area Office         | 103-640 Kingsway Avenue SE      | Medicine Hat  | AB       | T1A 2W9 |
| Red Deer Area Office             | 250-5002 55th Street            | Red Deer      | AB       | T4N 7A4 |
| British Columbia Regional Office | 6222 Willingdon Avenue          | Burnaby       | BC       | V5H 0G3 |
| Victoria Area Office             | 110-3550 Saanich Road           | Victoria      | BC       | V8X 1X2 |
| Comox Valley Area Office         | 6-204 North Island Highway      | Courtenay     | BC       | V9N 3P1 |
| Cranbrook Area Office            | 116-7th Avenue S                | Cranbrook     | BC       | V1C 2J4 |
| Fraser Valley Area Office        | 201-32615 South Fraser Way      | Abbotsford    | BC       | V2T 1X8 |
| Kelowna Area Office              | 303-1912 Enterprise Way         | Kelowna       | BC       | V1Y 9S9 |
| Nanaimo Area Office              | 603-495 Dunsmuir Street         | Nanaimo       | BC       | V9R 6B9 |
| Prince George Area Office        | 1505 Victoria Street            | Prince George | BC       | V2L 2L4 |
| Terrace Area Office              | 3210 Emerson Street             | Terrace       | BC       | V8G 2R8 |
| Trail Area Office                | 206-1199 Bay Avenue             | Trail         | BC       | V1R 4A4 |
| Manitoba Regional Office         | 703-275 Broadway                | Winnipeg      | MB       | R3C 4M6 |
| Brandon Area Office              | 1911 Park Avenue                | Brandon       | MB       | R7B 4A7 |
| Dauphin Area Office              | 121 First Street SW             | Dauphin       | MB       | R7N 1M9 |
| Maritimes Regional Office        | 91 Woodside Lane                | Fredericton   | NB       | E3C 0C5 |
| Bathurst Area Office             | 970 Principale Street, Suite 1  | Beresford     | NB       | E8K 2H6 |
| Charlottetown Area Office        | 26 Paramount Drive              | Charlottetown | PEI      | C1E 0C7 |
| Dalhousie Area Office            | 396 Renfrew Street              | Dalhousie     | NB       | E8C 2K4 |
| Edmundston Area Office           | 295 Power Road                  | Edmundston    | NB       | E3V 3L6 |
| Moncton Area Office              | 113 Englehart Street            | Dieppe        | NB       | E1A 8K2 |
| Saint John Area Office           | 208 Lancaster Avenue            | Saint John    | NB       | E2M 2K9 |
| Atlantic Regional Office         | 271 Brownlow Avenue             | Dartmouth     | NS       | B3B 1W6 |
| Corner Brook Area Office         | 17-50 Main Street               | Corner Brook  | NL       | A2H 1C4 |
| New Glasgow Area Office          | 115 Maclean Street              | New Glasgow   | NS       | B2H 4M5 |
| St. John's Area Office           | 102-15 International Place      | St. John's    | NL       | A1A 0L4 |
| Sydney Area Office               | 500 George Street               | Sydney        | NS       | B1P 1K6 |
| Yarthumbouth Area Office         | 1C Second Street                | Yarthumbouth  | NS       | B5A 1T4 |
| Ontario Regional Office          | 80 Commerce Valley Drive E      | Markham       | ON       | L3T 0B2 |
| Barrie Area Office               | Unit 619, 55 Cedar Pointe Drive | Barrie        | ON       | L4N 0B2 |
| Cornwall Area Office             | 231 McConnell Avenue            | Cornwall      | ON       | K6H 5R7 |
| Hamilton Area Office             | 1700-21 King Street W           | Hamilton      | ON       | L8P 4W7 |
| Kenora Area Office               | 205-308 Second Street S         | Kenora        | ON       | P9N 1G4 |
| Kingston Area Office             | 615 Norris Court                | Kingston      | ON       | K7P 2R9 |
| Kitchener Area Office            | 204-1120 Victoria Street N      | Kitchener     | ON       | N2B 3T2 |
| Lakehead Area Office             | 1159 Alloy Drive                | Thunder Bay   | ON       | P7B 6M8 |

### Schedule C

|                                  |                                |                   |    |         |
|----------------------------------|--------------------------------|-------------------|----|---------|
| London Area Office               | 101-350 Oxford Street W        | London            | ON | N6H 1T3 |
| Niagara Area Office              | 101-110A Hannover Drive        | St. Catherines    | ON | L2W 1A4 |
| North Bay Area Office            | 120 Lakeshore Drive            | North Bay         | ON | P1A 2A8 |
| Oshawa Area Office               | 104-419 King Street W          | Oshawa            | ON | L1J 2K5 |
| Ottawa Area Office               | 1378 Triolet Street            | Ottawa            | ON | K1B 3M4 |
| Ottawa Valley Area Office        | 380 Isabella Street            | Pembroke          | ON | K8A 5T2 |
| Peel Area Office                 | 25 Watline Avenue, Suite 202   | Mississauga       |    | L4Z 2Z1 |
| Peterborough Area Office         | 6-165 Sherbrooke Street        | Peterborough      | ON | K9J 2N2 |
| Sault Ste. Marie Area Office     | 606-421 Bay Street             | Saulte Ste. Marie | ON | P6A 1X3 |
| Sudbury Area Office              | 205-888 Regent Street          | Sudbury           | ON | P3E 6C7 |
| Timmins Area Office              | 124 Third Avenue               | Timmins           | ON | P4N 1C5 |
| Windsor Area Office              | 414-3200 Deziel Drive          | Windsor           | ON | N8W 5A5 |
| Quebec Regional Office           | 7100-565 Cremazie Boulevard E  | Montreal          | QC | H2M 2V9 |
| Baie-Comeau Area Office          | 201-1041 De Mingan Street      | Baie Comeau       | QC | G5C 3W1 |
| Hull Area Office                 | 300-259 St. Joseph Boulevard   | Hull              | QC | J8Y 6T1 |
| Quebec Area Office               | 200-5050 Des Gradins Boulevard | Quebec            | QC | G2J 1P8 |
| Rimouski Area Office             | 607-2 St. Germain Street E     | Rimouski          | QC | G5L 8T7 |
| Rouyn-Noranda Area Office        | 2500-201 Du Terminus Street W  | Rouyn-Noranda     | QC | J9X 2P7 |
| Sept-Iles Area Office            | 707 Laure Boulevard            | Sept-Iles         | QC | G4R 1Y2 |
| Sherbrooke Area Office           | 2300-790 De la Rand Street     | Sherbrooke        | QC | J1H 1W7 |
| Trois-Rivieres Area Office       | 207-7080 Marion Street         | Trois-Rivieres    | QC | G9A 6G4 |
| Saguenay-Lac-St-Jean Area Office | 210-2679 Du Royaume Boulevard  | Jonquiere         | QC | G7S 5T1 |
| Saskatchewan Regional Office     | 3731 E. Eastgate Drive         | Regina            | SK | S4Z 1A5 |
| Prince Albert Area Office        | 1250 A. First Avenue E.        | Prince Albert     | SK | S6V 2A8 |
| Saskatoon Area Office            | 250 Cardinal Crescent          | Saskatoon         | SK | S7L 6H8 |

**TAB 24**



Federal Court



Cour fédérale

**Date: 20190130**

**Docket: T-1068-14**

**Citation: 2019 FC 125**

**Ottawa, Ontario, January 30, 2019**

**PRESENT: The Honourable Madam Justice Kane**

**BETWEEN:**

**RAYMOND MICHAEL TOTH**

**Plaintiff**

**and**

**HER MAJESTY THE QUEEN**

**Defendant**

**ORDER AND REASONS**

[1] The Representative Plaintiff, Mr. Michael Raymond Toth [Mr. Toth or the Plaintiff], and the Defendant bring this joint motion pursuant to Rule 334.29 of the *Federal Courts Rules*, SOR/98-106 [the Rules] seeking approval of the Settlement Agreement in this Class Action. Class Counsel and Mr. Toth also seek the approval of the legal fees and disbursements of Class Counsel and an honorarium of \$50,000 for Mr. Toth, to be paid by Class Counsel out of the approved legal fees.

[2] For the reasons that follow, the Court approves the Settlement Agreement, the legal fees and disbursements of Class Counsel and the honorarium for Mr. Toth as the Representative Plaintiff.

I. Background

[3] This Class Action addresses the claims of veterans who were in receipt of various benefits, including Disability Pension benefits, and had the Disability Pension amounts deducted from the other benefits which they received or were entitled to receive.

[4] The benefit programs at issue in the Class Proceeding are: the War Veterans Allowance [WVA] created under the *War Veterans Allowance Act*, RSC 1985, c W-3 and the Earnings Loss Benefit [ELB] and Canadian Forces Income Support [CFIS] benefit created under the *New Veterans Charter* (officially the *Veterans Well Being Act*, SC 2005 c. 21).

[5] The Class is comprised of: veterans of World War II and the Korean War, including their eligible spouses, dependants, survivors, or orphans [War Veterans]; and veterans of the Canadian Armed Forces, including their eligible spouses, dependants, survivors, or orphans [CAF Veterans].

[6] As explained in the affidavit of Michael Doiron, Assistant Deputy Minister Service Delivery with Veterans Affairs Canada [VAC], a Disability Pension under the *Pension Act*, RSC 1985, c P-6 [*Pension Act*] consists of monthly tax-free payments to eligible CAF Veterans and War Veterans, and their survivors and dependants.

[7] To qualify for a Disability Pension there must be, first, a medically diagnosed disability connected to military service and an assessment of the degree to which the injury is attributable to military service (entitlement), and second, an assessment of the extent or degree of the disability. The assessment of a disability is expressed as a percentage from 0% to 100%. The extent of disability may be reassessed at a later date and the disability rate may be adjusted.

[8] Since the enactment of the *New Veterans Charter* on April 1, 2006, no new monthly Disability Pensions have been awarded to CAF Veterans who served after the Korean War. However, CAF Veterans who received a Disability Pension under the *Pension Act* before April 1, 2006 continue to receive a monthly pension. Those who served after 2006 and became disabled may be eligible for a lump sum for disability, but not a monthly pension.

[9] As explained in the affidavit of Mr. Doiron, ELB came into effect in April 2006 as a taxable monthly benefit for eligible CAF Veterans who require rehabilitation or vocational assistance. It is payable during the period of rehabilitation services and vocational assistance. ELB can be payable until a CAF Veteran reaches 65 years of age if he or she meets the applicable criteria.

[10] The CFIS is a non-taxable monthly benefit available to CAF Veterans who are no longer entitled to ELB and are capable of working, but are not employed. The benefit is provided to CAF Veterans who are under 65 years of age and meet the employment and income criteria.

[11] The WVA is also a non-taxable benefit, which is available to low income War Veterans or their survivors and orphans to assist in meeting their basic needs. The amount of the benefit is based on an assessment of income from other sources and on marital status and the number of dependants.

[12] In accordance with the statutory provisions, Disability Pension amounts were deducted from the monthly benefits payable to CAF Veterans under ELB and CFIS up until September 30, 2012.

[13] Similarly, Disability Pension amounts were deducted from the monthly benefit payments to War Veterans under the WVA program up until September 30, 2013 (i.e., one year later).

[14] As a result of amendments made in 2012 and 2013 to the relevant statutory provisions, the deductions for the Disability Pension ended. VAC provided a one-time payment to some Class Members in the fall of 2014. The one-time payment was intended to compensate veterans for the deductions made from May 29, 2012, when the Government announced that it would end the deductions of the Disability Pension, to September 30, 2012 for ELB and CFIS Class Members and to September 30, 2013 for WVA Class Members, when the amendments came into force.

[15] The Plaintiff received a one-time payment in 2013. In addition, he more generally challenged the previous policy of deducting monthly Disability Pension benefits from the benefits available to disabled veterans under other federal benefit programs. He commenced this

Action on behalf of Class Members in April 2014. The Statement of Claim noted that the amount of the deductions in individual cases was based on the degree of the veteran's disability. The greater the disability, the greater the amount deducted and the lesser the amount received under WVA, ELB or CFIS. The original Statement of Claim asserted both common law claims and claims under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* [the *Charter*].

[16] In January 2016, the Statement of Claim was amended, with the consent of the Defendant, to exclude the common law claims for breach of social covenant, breach of fiduciary duty, unjust enrichment, unlawful assignment under the *Pension Act* and related claims. The Amended Statement of Claim narrowed the claims to the infringement of the Class Members' *Charter* equality rights.

[17] The Plaintiff now argues that as a result of the Government's previous policy of deducting payments intended to compensate veterans for their disability, Class Members suffered discrimination based on disability, which violates section 15 of the *Charter*.

[18] In March 2016, this Court certified the action as a Class Action, with the consent of the Defendant. As noted above, the Class includes War Veterans and CAF Veterans. The Certification Order describes two groups as follows:

- **ELB/CFIS Class**

All Canadian Forces members and veterans, and their spouses, dependants, survivors, and orphans who received a reduced Earnings Loss Benefit or Canadian Forces Income Support Benefit between April 1, 2006 and May 29, 2012, or received no benefit at all during that time, because of the deduction of disability benefit entitlements under the *Pension Act*; and



- **WVA Class**

All veterans, their spouses, dependants, survivors, and orphans who received a reduced allowance under the *War Veterans Allowance Act* between April 17, 1985 and May 29, 2012, or who did not receive a veterans allowance at all during that time, because of the deduction of disability benefit entitlements under the *Pension Act*.

[19] This Court certified four common issues for determination. The Notice of the Certification Order was published in the *National Post* and *Globe and Mail* in French and English in April 2016. The 2016 Notice indicated, among other things, that the Class sought a declaration that the deduction of disability benefits was discriminatory and sought a “**refund of all disability benefits deducted and/ or damages**”. The 2016 Notice explained that by agreement with the Plaintiff, a scaled legal fee of up to 30% of any amounts received would be paid to Class Counsel, subject to the approval of the Court. The Notice directed interested persons to contact Class Counsel, Gowling WLG and Michel Drapeau Law Office [MDLO], for further information.

[20] VAC mailed the Notice of the Certification Order to the known 15,000 Class Members in August 2016. As noted by Mr. Doiron, the goal was to reach all CAF Veterans and War Veterans who received a monthly Disability Pension between April 2006 and May 2012, and who had either received, or were eligible to receive, ELB, CFIS or WVA payments during that period.

[21] The parties explain that they launched settlement discussions in the summer of 2017, which lasted over a year and involved several proposals and counter-proposals and arduous negotiations, ultimately resulting in the proposed Settlement Agreement.

[22] The proposed Settlement Agreement seeks to compensate Class Members for the alleged discrimination arising from mental or physical disability. As explained in more detail below, this compensation is not restitution or a refund for the amounts that were deducted. The total amount of the Settlement is \$100 million, less the legal fees and disbursements of Class Counsel as approved by the Court.

[23] In September 2018, the Court approved the Notice to the Class of the Proposed Settlement. The 2018 Notice was mailed to known Class Members and posted on the website of Gowling WLG and MDLO. The September 2018 Notice, among other information, advised Class Members: that a proposed Settlement Agreement had been reached, that the Court's approval of the Settlement Agreement was required, the proposed date for the hearing to determine whether the Settlement Agreement should be approved, how Class Members could voice their support or objections regarding the proposed settlement, how and where they could attend the hearing, and that the website of Class Counsel included further details. The 2018 Notice indicated that the Class Action seeks "damages *and* compensation for all class members who were subject to the deduction".

[24] The key terms of the proposed Settlement Agreement were set out in the 2018 Notice, including that payments to CAF Veterans who were entitled to ELB and CFIS and received a disability pension between 2006 and 2012 would receive a payment based on the degree of their disability (as determined by their assessment pursuant to the *Pension Act*), and War Veterans would receive a lump sum payment.

[25] The 2018 Notice further indicated that Class Counsel would seek the Court's approval of their fees at 17% of the settlement amount plus disbursements. In addition, the Notice advised Class Members that the Court's approval would be sought for payment of an honorarium of \$50,000 to Mr. Toth, to be paid out of Class Counsel's fees.

## II. The Proposed Settlement

[26] The Defendant will pay \$100 million as the Total Settlement Amount. The fees and disbursements of Class Counsel, as approved by the Court, will be paid from the total Settlement amount. The Settlement addresses all claims for damages, compensation, fees and disbursements.

[27] The basis for the settlement was described by the parties in their submissions to the Canada Revenue Agency regarding a determination on the tax consequences of the payments and in their submissions to this Court. The parties note that the Class alleged that, contrary to section 15 of the *Charter*, they were discriminated against on the basis of physical and mental disability under the previous policies and practices underlying the deduction of Disability Pension amounts. The settlement focuses on compensation for harm, including pain, suffering, humiliation, and loss of dignity, resulting from this discrimination. The compensation model is based on the degree of disability rather than calculating amounts for restitution of the amounts deducted from entitlements in individual cases.

[28] The total Settlement amount is divided into two parts, the WVA fund and the ELB/CFIS Fund. The WVA fund of \$30 million will provide payments to an estimated 12,500 WVA Class

Members who received, or were eligible to receive, WVA benefits. The ELB/CFIS fund of \$70 million will provide payments to an estimated 2500-3000 CAF Class Members who received, or were eligible to receive, ELB/CFIS benefits.

[29] Payments to CAF Class Members will be based only on an eligible Class Member's degree of disability as assessed pursuant to the *Pension Act* from 5% to 100%. The payments will range from approximately \$2000 to \$2500 for those with a 5% disability to \$40,000-\$50,000 for those with a 100% disability. The amount is not a refund and does not relate to the amounts previously deducted from any CFIS or ELB benefit.

[30] As noted, payments to the WVA Class Members who were eligible for the WVA and received a disability pension between 2006 and 2012 would receive a lump sum of approximately \$2000-\$2500. Class Counsel explain that the relatively large size of the WVA Class, the relatively small impact of the deductions on individual WVA Class Members, and the administrative resources which would be required to determine their individual entitlement based on degree of disability, led to the agreement that the WVA Fund be distributed in equal lump sum payments.

[31] The payments will be made to a deceased Class Member's estate where that Class Member has passed away since the 2016 Notice of Certification.

[32] The Settlement Agreement forgoes claims for pre-judgment and post-judgment interest on the amounts to be paid.

[33] The amounts to be paid to all Class Members will be exempt from income tax under paragraphs 81(1)(d) and 81(1)(d.1) of the *Income Tax Act*, RSC 1985, c 1 (5th Supp) [*Income Tax Act*]. No tax will be withheld from the payment and Class Members will not be required to report payments under the proposed Settlement on their income tax returns.

[34] The fees and disbursements of Class Counsel as approved by the Court will be deducted from each fund proportionally.

### III. The Issues

[35] There are three issues to address:

- Should the Court approve the Settlement Agreement? This entails consideration of whether the agreement is fair, reasonable and in the best interests of the class.
- Should the Court approve an honorarium of \$50,000 to Mr. Toth as the Representative Plaintiff (which will be paid out of the approved fees of Class Counsel)?
- Should the Fee Agreement for Class Counsel be approved? This entails consideration of whether the amount of the legal fees and disbursements is fair and reasonable. The Fee Agreement should be considered only after determining whether to approve the proposed Settlement Agreement for the Class Members.



IV. Should the Settlement Agreement be approved?

A. *The Jurisprudence with Respect to the Court's Approval of Settlement Agreements*

[36] In accordance with Rule 334.29 of the Rules, the Court must approve the settlement of a class action.

[37] The recent jurisprudence in this Court has confirmed the well-established test for approval of a settlement agreement in a class action. In *Merlo v Canada*, 2017 FC 533, [2017] FCJ No 773 (QL) [*Merlo*], Justice McDonald noted at para 16:

On approving a settlement, the test to be applied “is whether the settlement is fair and reasonable and in the best interests of the class as a whole” (*Cardozo v Becton, Dickinson & Co*, 2005 BCSC 1612, 145 ACWS (3d) 381 citing at para 16 *Dabbs v Sun Life Assurance Co of Canada*, [1998] OJ No 1598, (24 February 1998), Ontario, 96-CT-022862 (Ont Gen Div) at para 9, aff'd (1998), 40 O.R. (3d) 429, 5 CCLI (3d) 18 (Ont Gen Div); *Haney Iron Works Ltd v Manulife Financial* (1998), 169 DLR (4th) 565, 9 CCLI (3d) 253 (BCSC) at para 27; and *Fakhri v Alfalfa's Canada*, 2005 BCSC 1123, 47 BCLR (4th) 379 at para 8).

[38] In *Condon v Canada*, 2018 FC 522, 293 ACWS (3d) 697 [*Condon*], Justice Gagné elaborated on the test and the factors to consider in determining whether the test has been met, at paras 17-19:

[17] The test for approving a class action settlement is whether, in all of the circumstances, the settlement is fair, reasonable and in the best interests of the Class as a whole, taking into account the claims and defences in the litigation and any objections to the settlement by class members. However, the test is not whether the settlement meets the demands of a particular class member.

[18] A settlement need not be perfect (*Châteauneuf v Canada*, 2006 FC 286 at para 7). It need only fall “within a zone or range of

reasonableness” (*Ontario New Home Warranty Program v Chevron Chemical Company* (1999), 46 OR (3d) 130 (Ont Sup Ct J) at para 89).

[19] In determining whether to approve a settlement, the Court may take into account factors such as:

- a. The likelihood of recovery or likelihood of success;
- b. The amount and nature of discovery, evidence or investigation;
- c. Terms and conditions of the proposed settlement;
- d. The future expense and likely duration of litigation;
- e. The recommendation of neutral parties, if any;
- f. The number of objectors and nature of objections;
- g. The presence of arm’s length bargaining and the absence of collusion;
- h. The information conveying to the Court the dynamics of, and the positions taken, by the parties during the negotiations;
- i. The degree and nature of communications by counsel and the representative plaintiffs with class members during the litigation; and
- j. The recommendation and experience of counsel.

(See *Ford v F Hoffmann-La Roche Ltd* (2005), 74 OR 3d 758 (Ont Sup Ct J) (QL) at para 117.)

[39] Justice Gagné noted at para 20 that the factors are guidelines; some may not be relevant at all and some may carry more weight than others.

#### B. *The Relevant Factors*

[40] The Court has considered all the relevant factors.

(1) The Likelihood of Recovery or Success

[41] The Plaintiff's position is that the policy of deducting the disability benefits, which were based on the degree of disability, violated the *Charter*. However, the Plaintiff acknowledges that establishing liability and being awarded significant damages would pose challenges.

[42] Without this settlement, several years of continued litigation could follow, with no guarantee of success or recovery.

[43] As Class Counsel note, equality rights claims under subsection 15(1) of the *Charter* require the Plaintiff, first, to establish that they have been denied equal protection or benefit of the law, meaning that the law creates a distinction based on an enumerated or analogous ground and that the distinction creates a disadvantage by perpetuating prejudice or stereotyping (*Withler v Canada (Attorney General)*, 2011 SCC 12 at paras 30-31, [2011] 1 SCR 396). The Defendant then bears the burden of justifying the denial of such rights as resulting from reasonable limits prescribed by law as can be demonstrably justified in a free and democratic society under section 1 of the *Charter* (*Centrale des syndicats du Québec v Québec (Attorney General)*, 2018 SCC 18 at para 42, [2018] 1 SCR 522). The establishment of such claims in the context of government benefit programs is an added challenge (see for example *Law v Canada (Minister of Employment and Immigration)*, [1999] 1 SCR 497, 170 DLR (4th) 1).

[44] In *Manuge v Canada*, 2013 FC 341, [2014] 4 FCR 67 [*Manuge 2013*], which involved analogous discrimination claims advanced in relation to the deduction of Disability Pension

amounts from other benefits, Justice Barnes commented at para 32 that the likelihood of the plaintiff establishing his *Charter* claims “was doubtful at best”.

[45] Even if the Court had found that the policy of deducting Disability Pension amounts violated the equality provisions of the *Charter*, the Court would still need to determine the appropriate limitation period. The *Crown Liability and Proceedings Act*, RSC 1985, c C-50 [CLPA], if applied, would limit the period of recovery to six years, and the application of provincial law would limit the period to two years. This litigation was launched in 2014 and the application of even the six year limitation period would leave out claims before 2008.

[46] As Class Counsel noted, even if the Court found that the *Charter* claims had been established, the recovery of all amounts deducted from benefit payments would not necessarily be the result. In *Vancouver (City) v Ward*, 2010 SCC 27 at para 24, [2010] 2 SCR 28 [*Ward*], the Supreme Court of Canada [SCC] held that after a *Charter* breach has been found, the Court must find that damages are appropriate and just to the extent that they serve a useful function or purpose before awarding them. The state may still establish that other considerations render *Charter* damages inappropriate or unjust (*Ward* at para 33). Even then, the damages must be fair to both the individual and the state. The Court may consider the effect of the diversion of public funds for large awards when determining the amount (*Ward* at para 53).

[47] In addition, if the litigation continued and was successful, but aggregate damages were denied, Class Members would be subject to individual assessments and claims processes. Class

Counsel cautioned that individual examinations would likely require substantial resources and take several years to complete.

(2) Amount and Nature of Discovery Evidence and Investigation

[48] A voluminous amount of information was reviewed by Class Counsel to permit a full understanding of the facts, the potential claims and the financial impact of the deductions. The Defendant provided Class Counsel with electronic versions of 7,080 separate documents, totalling approximately 27,000 pages of records. Class Counsel obtained another 6,394 pages of records in response to Access to Information Requests.

[49] The review of these documents informed and assisted Class Counsel and the Plaintiff in negotiating the Settlement Agreement with a view to addressing the interests of the Class as a whole.

(3) The Terms and Conditions of the Proposed Settlement

[50] As noted above, the settlement is designed to compensate Class Members for the loss of dignity, pain and suffering associated with discrimination based on their degree of disability. The settlement will provide payments to veterans that had amounts deducted from their benefits and for veterans who may have been eligible to receive benefits under the WVA, ELB, and CFIS programs but did not receive those benefits because the policy of deducting Disability Pension amounts made them ineligible.



[51] The settlement will provide compensation for the harm of discrimination—not for the amounts deducted. A model which would provide restitution for the deducted amounts would exclude Class Members who may have been eligible for one of the benefits but did not apply or was not eligible to receive the benefits due to the policy of deducting Disability Pension benefits. In addition, calculating individual amounts would be a lengthy and complicated process. A restitution model would also result in the taxation of the payments for ELB Class Members.

[52] While the proposed settlement does not focus on the amounts deducted in individual cases, as Class Counsel explain, the \$100 million total settlement is significant as it represents approximately 40% of total payments made to all recipients of the ELB, CFIS and WVA benefit programs during the relevant six-year period between April 2006 and May 2012.

[53] The settlement will provide payments to some Class Members that may not have had any deductions made. However, all Class Members are disabled and the payments are intended to address discriminatory practices based on their disability. On the other hand, some Class Members, who had deductions made over several years, may receive payments that fall far short of the amounts deducted. The Plaintiff and Class Counsel acknowledge that the settlement is not perfect for each Class Member but note that perfection is not the standard and that the settlement is fair and reasonable for the Class as a whole.

[54] Class Counsel explain that in their settlement negotiations, they initially contemplated that payments to CAF Veterans receiving ELB would be taxable because the payments were assumed to be a replacement for ELB income that was taxable under the *Income Tax Act*.

Payments to WVA Class Members or CAF Veterans receiving CFIS, on the other hand, would not be taxable because WVA and CFIS payments are not taxable under the *Income Tax Act*.

[55] Class Counsel also explain that once the basis of the settlement and claims process was developed, they sought a determination from the Canada Revenue Agency [CRA] that payments based on the degree of disability, as proposed, would not be subject to taxation under the *Income Tax Act*. Class Counsel note that extensive discussions began in August 2018. The CRA advised Class Counsel in early December 2018, just before the hearing of this motion, that tax would not be withheld from payments under the proposed Settlement. In addition, Class Members will not be required to report payments under the proposed Settlement on their income tax returns.

[56] For purposes of settlement only, both parties made concessions. For example, the Defendant waived potential defences or barriers to recovery based on the limitation periods, section 1 of the *Charter*, the ability of estates to claim *Charter* damages, and individual assessments that could demonstrate that no damages had been incurred. Payments will be calculated easily and will be paid promptly, within approximately six to eight months of the approval of the Settlement Agreement to all Class Members, and without tax. This is particularly beneficial for elderly veterans that should not have to wait any longer to be compensated. The Plaintiff also made concessions, including narrowing the claims and foregoing pre-judgment and post-judgment interest.

(4) Recommendations and Experience of Counsel

[57] Class Counsel note that Gowling WLG, and Mr. Ruby in particular, have been active in class proceedings for over 25 years. Gowling WLG has represented litigants in more than 100 proceedings throughout Canada. Mr. Ruby has represented litigants in more than 20 separate class proceedings on a range of issues. In the present case, Gowling WLG has drawn on their counsel with expertise in pension, taxation, and estates and trust law.

[58] Mr. Ruby and other lawyers at Gowling WLG have been involved in this litigation since the beginning. Shortly after the Statement of Claim was filed, Mr. Drapeau of MDLO was engaged as co-counsel, bringing his experience in military and veterans' law. Mr. Drapeau and members of his firm have communicated with hundreds of Class Members in both official languages.

[59] Class Counsel submit that their skill and expertise led to a positive outcome that recognizes the interests of Class Members and benefits the Class as a whole. Class Counsel add that they had no hesitation recommending that the Class Members accept the Settlement. Class Counsel note that the Settlement takes into account the litigation risks, including the risk of no recovery. Class Counsel acknowledge that the settlement represents a compromise from VAC's highest internal estimates of the financial impact of the disability deductions on Class Members but notes that the total settlement amount, \$100 million, falls within the range of VAC's estimates. Class Counsel submits that the proposed Settlement provides fair and prompt

compensation for Class Members, leaves no disabled veteran out and that payments will not be taxed.

(5) Expense and Likely Duration of Contested Litigation

[60] If the proposed Settlement Agreement is not approved, the litigation would continue and would likely be long, arduous and costly. Continuing the litigation could involve further discovery, the trial, possible appeals and the determination of individual claims. This could take three to five years.

[61] As the Plaintiff notes, although the Defendant consented to the certification of this Class Action, the Defendant filed a Statement of Defence which strongly disputes the claims. If the litigation continued, the Defendant could revert to its position. The efforts made to date to reach the proposed Settlement could be abandoned. Further compromises and collaboration to narrow or resolve the issues would not necessarily continue.

[62] As noted below, with respect to the fees and disbursements of Class Counsel, over 5000 hours have been spent to date by Class Counsel, which includes time spent by lawyers, paralegals and others. Many more hours would be spent if the litigation continued.

(6) Views of Class Members

(a) *Support for the Settlement Agreement*

[63] Class Counsel report that they received over one thousand responses to the proposed Settlement Agreement including phone calls, emails, and comments on the MDLO website. The majority of the responses expressed support. A sampling of the positive written statements illustrates that several Class Members welcome the resolution of this litigation and the payment they will receive and appreciate the time and effort of Class Counsel.

[64] For example, a Class Member from British Columbia wrote:

I have just read the news and re-read it again 3 more times. I am overwhelmed by this great news, I had to keep asking if it was real. I offer huge thanks to MDLO for all of their hard work and patience they exhibited during this time. I am so grateful that after more than 6 years we will be getting our illegally clawed back money returned to us.

[65] A Class Member from Alberta wrote:

The settlement means a lot to me as I am certain it does to all the Veterans who will be receiving their disability pension monies finally returned.

[66] Another Class Member from Alberta wrote:

All Veterans and direct families whom have been affected by the ELB clawbacks are certainly appreciative of your representing this case. Our hopes/aspirations and best wishes are with your team's success in resolving this legal matter Michael Drapeau.



(b) *Objections to the settlement*

[67] Two Class Members appeared at the hearing to oppose the Settlement Agreement, one of whom also provided a written submission in advance. A third Class Member did not attend the hearing but expressed his concerns about the Settlement Agreement in a letter provided to the Court.

[68] Mr. Donald Leonardo provided a written submission to the Court on the eve of the hearing and he appeared at the hearing to voice his concerns. In his view, the proposed settlement is unreasonable and unfair to him and a “minority of outliers” of CAF Veterans because payments are determined by the degree of disability alone, without regard to the length of time during which benefits were reduced. The result is that the distribution of settlement funds will not be proportionate to the actual amounts “clawed back” from each Class Member. He asserted, although no evidence was provided to the Court, that \$144,000 was deducted from his benefits over the years, but that he will receive only \$35,000 from the settlement based on his disability which has been assessed at 70%.

[69] Mr. Leonardo criticized the settlement for focusing on simplicity and speed over fairness, and suggested that the calculations that would be necessary for a restitution model, i.e. a refund of the amounts deducted) are not as complex as Class Counsel submitted. He suggested that a restitution-based model be used instead and that it was not too late for the parties to renegotiate the Settlement Agreement.

[70] Mr. Martin Frechette also spoke at the hearing. Mr. Frechette similarly criticized the Settlement Agreement for failing to take into account the amount of each Class Member's deductions or the length of time during which they experienced deductions. Mr. Frechette disputed Class Counsel's assertion that every member of the ELB class had been disabled for the entire 6 year period. He also expressed the belief that the Notice of the Proposed Settlement did not make it clear to Class Members that they would not be compensated for the amount of the deductions. Mr. Frechette suggested that the additional complexity of a more individually tailored restitution process would not be insurmountable, as all the relevant information is available.

[71] Mr. Christopher Greenlaw wrote a letter to Class Counsel, which was provided to the Court, expressing his dissatisfaction with the proposed Settlement. Mr. Greenlaw indicated that he expects to receive \$25,000 as a result of the settlement, based on his disability, which is assessed at 50%. He notes that this falls short of the \$73,336 by which he asserts that his ELB benefit was reduced. He noted that he is part of a subset of the Class which will receive an inequitable and insufficient amount compared to their overall loss. Mr. Greenlaw expressed the view that the settlement should be closer aligned with the financial losses experienced. The three dissatisfied Class Members are of the view that the settlement discriminates against a portion of the class by forcing them to accept a greater financial loss than the majority. Mr. Leonardo and Mr. Frechette believe that the settlement discriminates against the veterans who were most disabled for the longest period of time, because they suffered the greatest deductions but will not necessarily see a proportionally greater recovery. They noted that a Class Member who had been subject to the deduction of pension benefits for a short period of time could receive the same

amount of compensation as a person with a similar level of disability whose pension benefits were deducted for several years. They suggested that if the settlement is intended to address discrimination, it fails.

[72] Several other CAF Veterans raised similar concerns that the amount of individual entitlements resulting from the Settlement would not correspond to deducted amounts.

(c) *Differences with Manuge*

[73] Some Class Members, including Mr. Toth, received payments following the settlement of the class action in *Manuge 2013* and are familiar with the *Manuge 2013* settlement. The few Class Members who voiced their dissatisfaction appear to be of the view that the settlement in the present action should be similar in magnitude and approach. Comparisons with *Manuge 2013* and previous decisions in that class proceeding are not appropriate and will only fuel their disappointment. There are real differences between this litigation and *Manuge*.

[74] Although the *Manuge 2013* settlement also addressed the past practice of deducting Disability Pension amounts, the benefit programs at issue and the basis of the litigation and the settlement differ.

[75] The decision in *Manuge v Canada*, 2012 FC 499, [2013] 4 FCR 647 [*Manuge 2012*] challenged the Government's policy of reducing long-term disability benefits under the Service Income Security Insurance Plan (SISIP) by the amounts payable to members under the *Pension Act*.

[76] The *Manuge* Class initially argued that the policy of deducting the amounts violated subsection 15(1) of the *Charter and* was not contractually justified. SISIP was administered through a contract between the Chief of Defence Staff and a private insurer, which provided that the monthly benefit would be reduced by “total monthly income benefits”. The contractual issue turned on whether the pension payments could be considered “income benefits”, as described in the SISIP policy.

[77] The contractual issue was resolved in *Manuge 2012* through a motion under Rule 220 of the *Federal Courts Rules*. Justice Barnes concluded that the allowable reductions of “income benefits” in the SISIP policy did not include pension benefits because the Disability Pension was not intended as income replacement.

[78] Following this determination, the parties negotiated and agreed on a settlement. The *Charter* claims were not addressed. However, as noted above, Justice Barnes commented in *Manuge 2013* at para 32, in the context of considering the litigation risk taken by Class Counsel:

This was also not a case where the Defendant’s liability approached a level of certainty. The claim to Charter relief was doubtful at best and the point of contractual interpretation that ultimately drove the settlement was neither a sure thing nor invulnerable to appeal.

[My emphasis]

[79] The present action involves Disability Pension deductions to the ELB, WVA and CFIS. Moreover, the claims are based on breach of the equality provisions of the *Charter*, not contract principles, and the settlement is crafted accordingly.

- (d) *The Objections of Class Members do not outweigh the other factors supporting the approval of the Settlement Agreement.*

[80] The jurisprudence has established that perfection is not the standard for the Court to approve a settlement agreement and that the best interests of the class as a whole are considered (*Merlo* at para 18; *Manuge 2013* at para 5). The Court's role is to determine whether the proposed Settlement is "fair, reasonable and in the best interests of the class as a whole, not whether it meets the demands of a particular class member" (*Dabbs v Sun Life Assurance Co of Canada*, [1998] OJ No 1598 at para 11, 1998 CarswellOnt 5823).

[81] Although the Court acknowledges the concern of the objectors that a one size fits all approach may advantage some over others, this is not a reason to reject the whole Settlement Agreement, which appears to have wide support.

[82] As noted in *Manuge 2013* at para 24:

[24] No class action settlement will ever be perfect. Recovery is always limited to those who meet the definition of a class member under the terms of certification. In cases like this involving thousands of unique individual claims, it is impossible and undesirable to treat every beneficiary equally in either financial or administrative terms. It is inevitable that a settlement like this one will leave a few people behind or benefit some ahead of others. In this case those distinctions are of insufficient weight to reject the proposed settlement.

[83] With respect to Mr. Leonardo's suggestion that the terms of the settlement could be revised, the Court cannot tinker with its terms and conditions or direct the parties to revisit



certain aspects of the agreement, which is the result of a long negotiation process informed by a voluminous record. In *Manuge 2013*, Justice Barnes noted at paras 5 and 6:

[5] It is not open to the reviewing Court to rewrite the substantive terms of a proposed settlement nor should the interests of individual class members be assessed in isolation from the interests of the entire class: see *Dabbs v Sun Life Assurance Co. of Canada*, [1998] OJ no 1598 at paras 10-11, (available on QL).

[6] It will always be a particular concern of the Court that an arms-length settlement negotiated in good faith not be too readily rejected. The parties are, after all, best placed to assess the risks and costs (financial and human) associated with taking complex class litigation to its conclusion. The rejection of a multi-faceted settlement like the one negotiated here also carries the risk that the process of negotiation will unravel and the spirit of compromise will be lost.

[84] In *Merlo*, Justice MacDonald reiterated the same principle at para 17, “[w]hile the court has the power to approve or reject a settlement, it may not modify or alter a settlement (*Haney Iron Works, supra* at para 22; *Dabbs, supra* at para 10).”

[85] As Class Counsel explained, a settlement based on quantifying the amounts deducted would require a lengthy claims process and would require an examination of the Class Member’s income from several sources. In addition, some of the amounts received would be taxable. This approach would also leave out many Class Members who did not have deductions from their benefits made based on the amount of their disability pensions because they were not in receipt of such benefits due to the policy.

(7) The Presence of Good Faith/ Absence of Collusion

[86] The parties explain that their negotiations to settle this litigation began in August 2017 and continued for a year with several proposals considered and revised. The parties describe the negotiations as adversarial and arms' length. As noted above, up to that point, the Plaintiff's claims were disputed by the Defendant. The discovery process provided a basis for the parties to engage in settlement discussions, but each maintained their respective positions. The parties presented a proposed settlement to the Court in September 2018.

[87] Class Members were represented by experienced and dedicated Counsel, as was the Defendant. Each advanced their respective positions with an appreciation of the facts, the issues and the law. The description provided of the settlement process demonstrates that each party made concessions in good faith to resolve the litigation.

(8) Communications by Class Counsel and the Plaintiff with Class Members

[88] The 2016 Certification Notice was published in the National Post and The Globe and Mail (in French and English) in late April 2016. In August 2016, copies of the Certification Notice were also mailed by VAC to all known members of the two sub-classes, (about 15,000 veterans). Class Counsel noted that they received and responded to over a thousand individual telephone calls and several hundred emails and other correspondence received from Class Members.

[89] In accordance with the Certification Order and the Notice Plan, Gowling WLG and MDLO established websites and posted information to assist Class Members. The Notice of the Proposed Settlement and the hearing date of this motion to determine whether to approve the Settlement Agreement were posted on the websites. Updates followed to describe the proposed Settlement Agreement and to respond to questions.

[90] Class Counsel also responded in detail to some of the written submissions which were critical of the settlement, including that of Mr. Greenlaw and the correspondence from Mr. Leonardo's lawyer.

[91] If the proposed Settlement is approved, Class Counsel will continue to liaise with VAC regarding the administration of the Settlement. Class Counsel will continue to engage Class Members and inform VAC of any errors or omissions they identify and will assist in the conduct of an audit, if necessary.

C. *The Settlement Agreement is Fair, Reasonable and in the Best Interests of the Class*

[92] The Plaintiff and Defendant submit that the Settlement Agreement is fair and reasonable. The Defendant notes that the Plaintiff set out the background facts and the applicable law thoroughly and fully canvassed the litigation risks, the implications of continued litigation and the benefits of the Settlement.

[93] The consideration of all the relevant factors supports the Court's finding that the Settlement Agreement is fair and reasonable and is in the best interests of the Class Members.

This determination includes the Court's careful consideration of the nature of the *Charter* claims advanced; the defences which the Defendant would have advanced if the litigation continued; the overall benefits of the settlement, which resulted from concessions and compromises on both sides; and the views of the Class Members, including the objections described above.

V. Should an Honorarium be paid to the Representative Plaintiff?

[94] Class Counsel requests that the Court approve an award of \$50,000 as an honorarium to the representative plaintiff, Mr. Toth, to be paid out of the amount approved for Class Counsel's fees and disbursements. The honorarium does not reduce the amounts payable to Class Members.

[95] The Court has the discretion to award such an honorarium and has done so in several class actions. As noted in *Johnston v The Sheila Morrison Schools*, 2013 ONSC 1528 at para 43, 226 ACWS (3d) 655, an honorarium is "not an award but a recognition that the representative plaintiffs meaningfully contributed to the class members' pursuit of access to justice".

[96] In *Robinson v Rochester Financial*, 2012 ONSC 911 at para 43, [2012] 5 CTC 24 [Robinson], the Court, in declining to award compensation to the representative plaintiff, noted that compensation should be reserved for cases where "considering all the circumstances, the contribution of the plaintiff has been exceptional." The Court identified several factors to consider in deciding whether to award compensation to the representative plaintiff, including their active involvement in the litigation, significant personal hardship or inconvenience in connection with the prosecution of the litigation, time spent in advancing the litigation,

communication with other class members and participation in the litigation, including settlement negotiations and trial.

[97] Mr. Toth as Representative Plaintiff explained why he pursued the issue and the litigation. Mr. Toth noted that he enlisted in 1985 and was part of the regular forces since 1990. He was injured in a training exercise in 1994 but continued to serve. He began to receive a Disability Pension based on a 5% disability in 2003, which was later increased to 20%. Mr. Toth received a medical discharge in 2007. He received a SISIP Long Term Disability pension for a few years and ELB for a short period of time ending in 2012 when he began a new business. Mr. Toth received a payment as a result of the *Manuge* settlement regarding the deductions made from SISIP. He then inquired VAC and the Veterans Ombudsman about the deductions of his Disability Pension amounts from his ELB and pursued the issue with his own lawyer. He was subsequently referred to Gowling WLG.

[98] Mr. Toth calculated that his deductions over 33 months totalled \$22,037.40. He received the one-time payment in 2014 of \$2735.82. As a result, his net deductions are \$19,301.58.

[99] In 2014, Mr. Toth engaged with lawyers at Gowling WLG with respect to negotiating a Retainer Agreement, providing information to support the claim, preparing affidavits and gathering documents for disclosure. Mr. Toth also notes that he spent a great deal of time with Class Counsel discussing the documents provided by VAC, and subsequently during the negotiation of the settlement. He also sought the support of his former Army Commander, Andrew Leslie, and his local Member of Parliament.



[100] Class Counsel submit that an honorarium of \$50,000 to Mr. Toth is appropriate, noting that he spent hundreds of hours working with Class Counsel to ensure that the case was brought to a successful conclusion. Class Counsel add that the time spent on this litigation took Mr. Toth away from his new business venture at a critical time. Class Counsel note Mr. Toth's commitment to the issue and litigation from the beginning and submit that without his efforts and involvement there would be no recovery at all for the Class.

[101] The \$50,000 honorarium to Mr. Toth was set out in the Notice of the Proposed Settlement published in national media and sent by direct mail to each of the approximately 15,000 Class Members. The 2018 Notice of the Proposed Settlement states:

Class Counsel are proposing to pay, from counsel fees, an honorarium of \$50,000 to the representative plaintiff, Raymond Toth, in recognition of the extraordinary personal time and effort he devoted to the class action.

[102] Only one objection to the payment of the honorarium was made by Mr. Leonardo, who provided written submissions at the hearing of this motion rather than in advance. Mr. Leonardo is of the view that Mr. Toth will benefit twice—by receiving a payment as a Class Member (which is estimated to be \$10,000 based on Mr. Toth's 20% disability) and by receiving an honorarium—and that this results in an excessive, disproportionate and undeserved payment to Mr. Toth. Mr. Leonardo made comparisons to the honorarium approved in *Manuge 2013* and suggested that the representative plaintiff in *Manuge* put in more effort, particularly in communicating with the class, and received a better result.

[103] As noted above, while the Class Action in *Manuge* provided redress for amounts previously deducted from benefits paid to Veterans, there are many significant differences between *Manuge* and the present Class Action. It is not advisable to compare the efforts of Mr. Manuge as representative plaintiff with that of Mr. Toth in the present Class Action to determine an appropriate honorarium. No two cases are the same and the efforts required and taken by the representative plaintiff will vary with the circumstances. While Mr. Toth may not have been personally engaged in communicating with Class Members about the litigation or the settlement, Class Counsel ensured that Class Members had access to the relevant information via their websites and other means.

[104] The proposed honorarium was clearly communicated to Class Members in the 2018 Notice of the Proposed Settlement and, as noted, only one objection was made.

[105] I find that Mr. Toth was engaged extensively in pursuing this issue since 2012 and in pursuing this litigation since 2014 and, but for his involvement, this litigation and the proposed settlement would not have occurred. The honorarium to Mr. Toth is justified and warranted.

## VI. Should the Fee Agreement be Approved?

### A. *The Fees and Disbursements of Class Counsel*

[106] Class Counsel seek approval pursuant to Rule 334.4 of the Rules of their fees and disbursements, noting that a Class Action Retainer Agreement [Retainer Agreement] was executed between Mr. Toth and Gowling WLG (Canada) LLP and that the fees and

disbursements reflect that agreement. Gowling WLG and MDLO worked in collaboration as Class Counsel. In addition, Class Counsel were assisted by Mr. Toth's personal lawyer, and other counsel, particularly in the early days of the litigation, whose fees will be paid from Class Counsel's fees.

[107] The Retainer Agreement provides for payment of Class Counsel's fees on a percentage-based contingency basis, i.e., to be paid only in the event of success. The terms were set out in the March 2016 certification motion, the April 2016 Notice of Certification, and the September 2018 Notice of the Proposed Settlement. The Notice of Certification and Notice of the Proposed Settlement were both published in national newspapers and were mailed directly to individual Class Members.

[108] Class Counsel explain that the Retainer Agreement provides, among other things: that legal fees would be paid only in the event that the Class Proceeding was successful in whole or part that the fees would be paid by a lump sum payment from the proceeds of any judgment or settlement awarding damages or costs to the class, and that Gowling WG would be entitled to a percentage of the total value of any settlement or judgment in favour of the class, less a deduction for disbursements. The legal fees would be calculated on a regressive scale based on the amount of the recovery as follows: 30 % for amounts up to \$10,000,000; 20 % for amounts between \$10,000,001 and \$20,000,000; and 15 % for amounts over \$20,000,000. The alternative model proposed in the Retainer Agreement was based on a multiplier of three times the actual fees, plus disbursements.

[109] The fees now proposed for approval are based on the regressive scale applied to the total value of the settlement (\$100 million) and represent approximately 17%.

[110] Class Counsel explain that since 2013, when Mr. Toth was referred to Gowling WLG, Class Counsel have spent approximately 5,000 hours on this litigation. This includes the time spent by several lawyers, law students, and paralegals. Class Counsel have also incurred \$120,554.59 in disbursements to date, which reflects the costs of publication of notices, expert fees, travel, postage, and photocopying costs. As described below, further fees and disbursements will be incurred until the settlement is administered, which will likely bring the total fees to over \$3 million and total disbursements to \$200,000.

[111] Class Counsel submit that the risks taken and the results achieved, coupled with the time and effort expended, among other relevant considerations, supports their request that the Court approve the fees and disbursements.

B. *The Principles from the Jurisprudence*

[112] The factors to be considered in assessing the reasonableness of Class Counsel's fees have been set out in recent jurisprudence (e.g. *Condon* at paras 81-83; *Merlo* at paras 78-98; *Manuge 2013* at para 28). They include the results achieved, the risks taken, the time expended, the complexity of the issues, the importance of the litigation or issue to the plaintiff, the degree of responsibility assumed by counsel, the quality and skill of counsel, the ability of Class Members to pay for the litigation, the expectations of the class, and fees in similar cases.

[113] The two key factors are the risks taken and the results achieved. In *Condon*, Justice Gagné noted at para 83:

[83] In particular, courts have focused on two main factors in assessing the fairness and reasonableness of a fee request: (1) the risk that class counsel undertook in conducting the litigation; and (2) the degree of success or result achieved (*Parsons 2000*, above at para 13; *Sayers v Shaw Cablesystems Limited*, 2011 ONSC 962 at para 35). Risk in this context is measured from the commencement of the action (*Gagne v Silcorp Ltd* (1998), 49 OR (3d) 417 (Ont CA) at para 16). These risks include all of the risks facing class counsel, such as the liability risk, recovery risk, and the risk that the action will not be certified as a class action (*Gagne*, above at para 17; *Endean v Canadian Red Cross Society*, 2000 BCSC 971 (QL) at paras 28, 35).

[114] In *Manuge 2013* at para 37, Justice Barnes explained that the litigation risk taken by class counsel is “primarily measured by the risk they assumed at the outset of the case.”

[115] In *Mancinelli v Royal Bank of Canada*, 2018 ONSC 4206 at para 2, 294 ACWS (3d) 244 [*Mancinelli*], the Ontario Superior Court of Justice also noted that risk and the degree of success are the most important factors. The Court explained, at para 3, that the risk includes “all of liability risk, recovery risk, and the risk that the action will not be certified as a class proceeding.”

[116] In *Brown v Canada (Attorney General)*, 2018 ONSC 3429 at para 41, 297 ACWS (3d) 295 [*Brown*], Justice Belobaba recently reiterated that risk and results are the key factors, that the risk is the factor that “most justifies” a premium and that this is primarily the risk of non-payment.



[117] There are generally two approaches taken by Class Counsel with respect to their fees: a percentage of the total settlement or a multiplier applied to fees and disbursements actually incurred. In the present case, the fees sought are a percentage of the settlement.

[118] In *Condon*, Justice Gagné noted at paras 86-87 that percentage-based fees encourage a results-based approach and reward counsel for their effectiveness. Justice Gagné expanded on the benefits of a percentage-based fee, noting at paras 89-91 that entrepreneurial lawyers who accept contingency fee arrangements for class actions make such actions possible:

[89] Effective class actions would not be possible without contingency fees that pay counsel on a percentage basis.

[90] Contingency fees help to promote access to justice in that they allow counsel, rather than the client, to finance the litigation. Contingency fees also promote judicial economy, encourage efficiency in the litigation, discourage unnecessary work that might otherwise be done simply to increase the lawyer's fee based on time incurred, properly emphasize the quality of the representation and the results achieved, ensure that counsel are not penalized for efficiency, and reflect the considerable costs and risks undertaken by class counsel (*Osmun v Cadbury Adams Canada Inc*, 2010 ONSC 2752 at para 21).

[91] This Court, and courts across Canada, have recognized that the viability of class actions depends on entrepreneurial lawyers who are willing to take on these cases, and that class counsel's compensation consequently must reflect this reality (*Manuge*, above at para 49; *Helm v Toronto Hydro-Electric System Limited*, 2012 ONSC 2602 at para 26; *Griffin v Dell Canada Inc*, 2011 ONSC 3292 at para 53). Compensation must be sufficiently rewarding to "provide a real economic incentive to lawyers to take on a class proceeding and to do it well" (*Sayers*, above at para 37).

[119] In *Mancinelli* at para 4, the Court made the same point, noting that "[f]air and reasonable compensation must be sufficient to provide a real economic incentive to lawyers to take on a class proceeding and to do it well."

[120] The Ontario Superior Court of Justice, in *Baker (Estate) v Sony BMG Music Inc*, 2011 ONSC 7105, [2011] OJ No 5781 (QL) [*Baker Estate*], canvassed the fees that had been approved by the Courts in other class actions, which were in the 20-30% range, and stated at para 64:

There should be nothing shocking about a fee in this range. Personal injury litigation has been conducted in this province for years based on counsel receiving a contingent fee as high as 33%. In such litigation, it is generally considered to reflect a fair allocation of risk and reward as between lawyer and client. It serves as an inducement to the lawyer to maximize the recovery for the client and it is regarded as fair to the client because it is based upon the “no cure, no pay” principle. The profession and the public have for years recognized that the system works and that it is fair. It allows people with injury claims of all kinds to obtain access to justice without risking their life’s savings. The contingent fee is recognized as fair because the client is usually concerned only with the result and the lawyer gets well paid for a good result.

[121] The jurisprudence clearly emphasizes that the fees—whether a percentage of the settlement or a multiplier of the actual fees—are the reward for counsel who take on the litigation and all the risks entailed and who pursue the litigation with skill and diligence, without assurances that there will be success (*Condon* at paras 90-91; *Mancinelli* at para 4; *Brown* at para 50; *Baker Estate* at para 71; *Gagne v Silcorp* (1998), 41 OR (3d) 417 at para 16, [1998] OJ No. 4182). Without the possibility of such a reward, such litigation would not be feasible.

### C. *The Relevant Factors*

#### (1) The Results Achieved

[122] The benefits of the Settlement to the Class as a whole are more fully described above. Under the proposed Settlement, which totals \$100 million, every Class Member and the estates of Class Members who have passed away since the Certification Notice was published will

receive a payment. Payments will be calculated and made promptly as the majority of Class Members are known and every effort will be made to ensure that all Class Members, or their estates, receive their payment, which will not be subject to income tax.

[123] Class Counsel and Counsel for the Defendant both note that they strongly advanced their respective positions based on their skill and knowledge of the issues at stake. They describe the settlement negotiations as arduous and “hard-fought” with several proposals and counter proposals over the course of a year. As noted above, both made compromises to achieve a fair result.

[124] As noted by Justice Gagné, in *Condon* at para 100:

In weighing the results achieved by class counsel’s work, it is also appropriate for the Court to consider to what extent the three objectives of class actions – namely, access to justice, behaviour modification, and judicial efficiency – have been met by the proposed settlement (*Bancroft-Snell v Visa Canada Corporation*, 2015 ONSC 7275 at para 49).

[125] The goals have been met in the present case. The policy challenged by the Class has ended. The Class of 15,000 has had the benefit of their claims being considered and addressed without the need to pursue many separate claims, some of which would have been for small amounts and for which the cost of litigation and the delay would have been a disincentive.

(2) The Risk Assumed

[126] Class Counsel submits that they took on a high degree of risk in this novel and complex claim. They note that their *Charter* claims were contentious and cast into doubt by the comments

of Justice Barnes in *Manuge 2013* at para 32, that, “[t]he claim to *Charter* relief was doubtful at best”.

[127] The litigation also faced the obstacle of applicable limitations periods when the Statement of Claim was filed in 2014. Provincial law generally establishes limitation periods of two years. The limitation period pursuant to the CLPA, a federal statute, is six years. However, even the application of the six year limitation period would have excluded claims related to the period from 2006 to 2008.

[128] Despite the litigation risks and large overall Class size, which was only apparent after Certification, Class Counsel agreed to pursue the litigation without any guarantee that they would ultimately be paid. When the case was commenced, there was no prospect or guarantee of agreement on certification or settlement. No other Canadian law firm or lawyer, or individual, commenced any claim relating to this deduction of disability benefits. Class Counsel submit that without their role in taking on the litigation, none of the Class Members would have had any prospect of recovery.

[129] The risk taken to advance the claims of the Class at the outset of this litigation and in making strategic choices as the litigation progressed, without certainty of success or recovery, is an important factor in the determination whether to approve the proposed fees. As noted in the jurisprudence cited above, lawyers who accept contingency fee arrangements for class actions take the risk and advance the claims with skill and effort make such actions possible.

### (3) The Complexity of the Litigation

[130] As noted above, equality rights claims under subsection 15(1) of the *Charter* pose challenges.

[131] This litigation was also factually complex given the operation of the various benefit schemes, some of which are affected by whether the veteran has income from other sources.

[132] Class Counsel also explain that the taxation issues arising from the characterization of the payments required careful consideration, the advice of senior tax and pension experts at Gowling WLG and their liaison with CRA to ensure the most favourable tax treatment for the proceeds of the proposed Settlement.

### (4) The Time and Effort Spent

[133] The time and effort spent by Class Counsel to date includes communicating with and seeking instructions from Mr. Toth, preparing pleadings, conducting legal research, preparing the materials for the certification motion and draft Orders, reviewing the voluminous documents disclosed by the Defendant and provided through ATIP requests, attending Case Management Conferences, engaging in settlement negotiations with the Defendant, communicating with Class Members, liaising with CRA to resolve the tax treatment of the payments, and addressing the Class Members who inadvertently opted out.



[134] Class Counsel's role will not end with the approval of the settlement, but will continue until it is fully implemented. For example, Class Counsel will likely respond to inquiries to explain the Settlement and individual payments to Class Members and estates of Class Members. Class Counsel will also assist in an audit of VAC's distribution of settlement proceeds, which will entail further disbursements, including for an expert.

(5) Importance of the Litigation to the Class

[135] The support voiced by many Class Members highlights the impact of the deduction of Disability Pension amounts. The allegedly discriminatory practice of deducting payments meant to compensate for disability from other benefits has ended. The resolution of this issue and this litigation with the prospect of a prompt payment should be welcomed by Class Members. Even the concerns raised by the Class Members who spoke at the hearing or wrote to Class Counsel highlights the importance of the litigation, despite that the individual payment may be less than hoped for.

(6) Skill of Counsel

[136] As noted above in the context of assessing the factors to support approval of the Settlement Agreement, Gowling WLG, and Mr. Ruby have been active in representing parties in class proceedings for over 25 years. Gowling WLG's role in the litigation, settlement and tax treatment drew on the expertise of several members of that firm.

[137] Mr. Drapeau's expertise in military issues and veterans' law significantly contributed to the litigation and settlement. Among other things, he and his firm responded to inquiries from French and English-speaking Class Members.

(7) Ability of the Class to Pay

[138] Mr. Toth explained that he had no ability to finance the litigation on his own. Similarly, other Class Members who were in receipt of WVA, ELB or CFIS benefits would likely be unable to finance this litigation on a pay as you go basis. No other person stepped up to launch a proceeding.

[139] A feature or benefit of a Class Action is that it permits resolution of similar claims, which if brought individually would not be financially feasible because the cost of litigation, among other factors, could outweigh the potential recovery. It is the initiative and risk undertaken by Class Counsel that permits such actions to be pursued, as no individual needs to act alone or to finance the litigation.

(8) The Expectations of the Class

[140] Class Members were notified of the percentage-based fee arrangement in the 2016 Notice of Certification, which indicated that "a scaled legal fee of up to 30% of amounts received may be paid to class counsel" [emphasis added].

[141] The Notice of the Proposed Settlement was also published in the national media in September 2018 and sent by direct mail to each Class Member. The Notice described the proposed Settlement, including that the total amount of the Settlement was \$100 million and that the overall percentage of the fees requested would be 17%. The Notice stated:

At the December 2018 hearing, Class Counsel, Gowling WLG (Canada) and Michel Drapeau Law Office, will be asking the Federal Court to approve their fees and disbursements based on the retainer agreement between Mr. Toth and Class Counsel. As indicated in the 2016 Notice, a scaled legal fee of up to 30% is payable depending on the total amount of the recovery. Based on the retainer agreement and the proposed settlement, Class Counsel will seek approval of a legal fee of 17% of the total recovery.

[Emphasis added]

(9) Support of the Class re the fees

[142] One objection to the payment of the fees was voiced by Mr. Leonardo at the hearing of the motion to approve the fees. Mr. Leonardo is of the view that the legal fees sought by Class Counsel are unreasonable and excessive to the extent of being a “windfall” given the results achieved and the efforts of Class Counsel. While Mr. Leonardo’s views have been considered, the Court notes that Mr. Leonardo is the only individual, of approximately 15,000 Class Members, who has made submissions to the Court opposing the amount of the fees.

[143] Mr. Leonardo is mistaken in suggesting that Class Counsel’s fees will reduce the payment he will receive as a result of the settlement. Although the fees will be paid out of the total amount of the settlement, the fees will not reduce the amounts to be paid to Class Members, which are based on the extent of their disability. The Court inquired and was assured by the Defendant that all claims would be paid and that there will be no shortfall.

[144] Mr. Leonardo has made comparisons to the fees approved in *Manuge 2013* and suggests that Class Counsel in *Manuge* put in more effort and received a better result, yet netted a much lower percentage of the total amount for the approved fees. As noted above, there are significant differences between the *Manuge* litigation and settlement and the present Class Action. In addition, the fee arrangement was clearly set out in the Notice of Certification and the Notice of the Proposed Settlement, both of which were published and mailed directly to all known Class Members. The regressive scale approach should not come as a surprise to Class Members, nor should the calculation based on the total amount of the Settlement, which was clearly set out in the 2018 Notice.

(10) Fees in Similar Cases

[145] Class Counsel submit that the fees sought in this case are well within the range of fees approved in other Class Actions based on a percentage of fees and are neither excessive or unreasonable. Class Counsel acknowledge that the total settlement of \$100 million borders on being characterized as a “mega-fund” (*Brown* at para 47), but emphasizes that the retainer agreement is structured on a regressive scale, which in this case, results in approximately 17% of the total settlement or \$16.9 million after disbursements. Class Counsel submit that there is “nothing shocking” about the fees when all the relevant factors are considered and other cases are compared.

[146] Class Counsel point to several Class Action outcomes where the Courts have approved fees of comparable percentages, or greater. For example: fees of \$16,665,000 on a settlement of \$50 million (*Anderson v Canada*, 2016 NLTD(G) 179, 273 ACWS (3d) 251 ); fees of

\$16,400,000 on a settlement of \$56,430,000 (*Jeffrey v London Insurance*, 2016 ONSC 5506, [2016] OJ No 4533 (QL)); fees of \$14,300,000 on a settlement of \$69 million (*Ironworkers Ontario v Manulife*, 2017 ONSC 2669, [2017] OJ No 2300 (QL)); and fees of \$17,846,250 on a total settlement of \$117 million (*Labourers' Pension Fund of Central Eastern Canada v Sino-Forest Corporation*, 2014 ONSC 62, [2013] OJ No 6143 (QL)).

[147] Mr. Leonardo points to the fees awarded in the *Manuge* to suggest that in the present case, the fees are an unjustified windfall. In *Manuge 2013*, the fees approved, expressed as an overall percentage were less than 5%. However, *Manuge* was a much larger “mega-fund” settlement and the actual amount of the fees approved was approximately \$35.5 million.

D. *The Fee Agreement is Reasonable*

[148] As noted above, no two cases are the same in terms of the risks assumed, the complexity of the issues, the time and effort of Class Counsel and other factors. Hence, the Court considers all the relevant factors in the context of the particular case, with an emphasis on the results achieved and the risks taken. The total amount of the settlement at \$100 million brings it into the mega-fund settlement category and the percentage based fees requested for approval have been carefully scrutinized. Class Counsel’s fees of \$ 16.9 million, pursuant to the regressive scale contingency fee as described in the Retainer Agreement, clearly provides a significant reward for the risk taken and results achieved by Class Counsel. The work of Class Counsel is not over; Class Counsel will continue to devote an estimated 1000 hours or more to complete the Settlement and audit the payment distribution process with the assistance of experts.



[149] The Defendant submits that the Fee Agreement is a matter between the Class Members and Class Counsel. The Defendant does not take any position with respect to the approval of fees, except to note that the fees at 17 % of the total settlement are within the range based on the jurisprudence and reflect the complexity of the litigation and the risks taken by Class Counsel.

[150] Taking into account all the relevant factors noted in the jurisprudence and in particular, the risk taken by Class Counsel at the outset of this litigation; the skill and diligence of Class Counsel in pursuing the issue and the litigation, which individual Class Members could not have done on their own; and the ultimate results achieved, the Court agrees that the fees of Class Counsel, while generous, are not beyond the norm and are fair and reasonable in these circumstances.

## VII. Conclusion

[151] The Court finds that the Settlement Agreement is fair and reasonable and is, therefore, approved. The \$50,000 honorarium for Mr. Toth as representative plaintiff is warranted given his contribution to this litigation and settlement and is approved. The fees and disbursements of Class Counsel are also fair and reasonable and are approved.

**ORDER**

**THIS COURT ORDERS that:**

1. The Final Settlement Agreement, expressly incorporated by reference into this Order and annexed as Schedule “A”, is approved under Rule 334.29 of the *Federal Court Rules* and the Final Settlement Agreement shall be implemented according to its terms, the terms of this Order, and further orders of this Court;
2. Unless otherwise stated in this Order, the definitions in the Final Settlement Agreement apply to, and are incorporated within, this Order;
3. The Final Settlement Agreement is binding upon the Representative Plaintiff and all Class Members who did not validly opt out of, or who opted out of then opted back into, this Class Proceeding;
4. Any Class Member who validly opts out of, and does not opt back into, this Class Proceeding by the date established to do so shall not be entitled to participate in the Final Settlement Agreement;
5. In consideration of the payments and other good and proper consideration described in the Final Settlement Agreement, all Class Members, other than those Class Members who delivered valid opt out forms and did not opt back into, the Class Proceeding are hereby deemed to have completely and unconditionally released, forever discharged, and acquitted the Defendant and all related entities or persons (Releasees), from any and all Claims (Released Claims);

6. Any Class Member who has not validly opted out of, or who opted out of and then opted back into, the Class Proceeding, whether or not the Class Member makes a claim or receives compensation under the Final Settlement Agreement:

- i. Will be forever barred and enjoined from commencing, instituting, or prosecuting any action, litigation, investigation, or other proceeding in any court of law or equity, arbitration, tribunal, proceeding, governmental forum, administrative forum, or any other forum, directly, representatively, or derivatively, asserting against the Releasees, or any of them, any claim relating to or arising from the Released Claims;
- ii. Will be forever barred and enjoined from commencing, instituting, or prosecuting any action, litigation, investigation, or other proceeding in any court of law or equity, arbitration, tribunal, proceeding, governmental forum, administrative forum or any other forum, directly, representatively, or derivatively, against any person or entity that could or does result in a claim over against the Releasees or any of them for contribution, indemnity in common law, or equity, or under the provisions of any statute or regulation, including the Negligence Act and amendments thereto, or under any successor legislation thereto, or under the Federal Court Rules, relating to or arising from the Released Claims; and
- iii. If any Class Member does commence such an action or take such proceeding, and the Releasees or any of them are added to such proceeding in any manner whatsoever, whether justified in law or not, such Class Member will immediately discontinue the proceeding and claims, and shall indemnify the Releasees, or any of them, for their substantial indemnity costs incurred in defending any such proceeding;

7. Upon the Court's approval of the Final Settlement Agreement, all Class Members who have not validly opted out of, or who opted out of and opted back into, this Class Proceeding:

- i. Covenant and undertake not to bring any cause of action, proceeding, claim, action, suit or demand, or in any way commence, or continue any proceeding, claim, action, suit, or demand, in any jurisdiction, against the Releasees or any of them, in respect of, or in relation to, the Released Claims;
- ii. Covenant not to assert or prosecute any claim relating to or arising from the Released Claims, whether for damages, declaration, or other relief against any person who could claim over against the Releasees in respect of the claims whether for damages, declaration, or other relief;

- iii. Covenant that in the event that litigation commenced or continued by a Class Member results in a claim over or a judgment against the Releasees or any of them to pay any amount to any person, the Class Member shall not collect any amount in respect of the claims that are the subject matter of the Settlement Agreement and will hold harmless, defend, reimburse, and indemnify the Releasees for the amount of the claim over or the judgment in respect of the claim;
  - iv. Covenant not to seek in any manner whatsoever an apportionment of negligence, fault, liability, responsibility, or wrongdoing as against the Releasees or any of them relating to or arising from Released Claims; and
  - v. Shall fully indemnify and hold the Releasees entirely harmless from any and all liability, damages, legal fees, disbursements and costs, with respect to any breach of the foregoing subparagraphs;
8. The Final Settlement Agreement shall operate conclusively as an estoppel:
- i) in relation to any claim, action, complaint, or proceeding that in future may be brought by any Class Member relating to the matters covered by the Final Settlement Agreement;
  - ii) that may be pleaded as a complete defence and reply in the event any such claim, action, complaint, or proceeding is brought; and,
  - iii) that may be relied upon in any proceeding to dismiss the claim, action, complaint, or proceeding on a summary basis, and no objection will be raised by any Class Member in any subsequent action that the other parties in the subsequent action were not privy to formation of the Final Settlement Agreement;
9. The Class Proceeding shall otherwise be entirely dismissed without costs;
10. Despite the dismissal of this Class Proceeding, and without in any way affecting the finality of this Order, the Honourable Justice Catherine Kane shall remain seized of the Class Proceeding for purposes of administration of the Final Settlement Agreement and implementation of this Order and may issue further orders dealing with distribution of Settlement funds to Class Members, any necessary modifications to the distribution procedure contemplated in the Final Settlement Agreement, and resolution of any and all

issues that may otherwise arise in the administration of this Order and the Final Settlement Agreement;

11. Class Counsel's fees and disbursements shall be paid according paragraph 5 (a) of the Retainer Agreement, which provides for payment of a legal fee that is a percentage of the total value of any settlement, less a deduction for disbursements;
12. Class Counsel's fees, fixed under the Retainer Agreement at 17% of the total value of the Settlement after a deduction for disbursements, shall be paid by the Defendant from the proceeds of the Settlement;
13. The Representative Plaintiff shall be paid an honorarium fee of \$50,000 to be paid from Class Counsel's fees; and,
14. There shall be no costs of this motion.

"Catherine M. Kane"  
\_\_\_\_\_  
Judge



**SCHEDULE "A"**

**FEDERAL COURT**  
**SOLICITORS OF RECORD**

**DOCKET:** T-1068-14

**STYLE OF CAUSE:** RAYMOND MICHAEL TOTH v HER MAJESTY THE QUEEN

**PLACE OF HEARING:** OTTAWA, ONTARIO

**DATE OF HEARING:** DECEMBER 10, 2018

**ORDER AND REASONS:** KANE J.

**DATED:** JANUARY 30, 2019

**APPEARANCES:**

Mr. Malcolm Ruby  
Mr. Adam Bazak  
Mr. Guy Poitras  
Mr. Michel Drapeau  
Mr. Joshua Juneau

FOR THE PLAINTIFF

Mr. Travis Henderson  
Ms. Lori Rasmussen  
Mr. Mitchell Taylor

FOR THE DEFENDANT

**SOLICITORS OF RECORD:**

Gowling WLG  
Ottawa, Ontario

FOR THE PLAINTIFF

Michel Drapeau Law Office  
Ottawa, Ontario

FOR THE PLAINTIFF

Deputy Attorney General of  
Canada  
Ottawa, Ontario

FOR THE DEFENDANT